

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 58-59-60

JANVIER-FÉVRIER-MARS 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

SOMMAIRE

- SOULEVEMENT POPULAIRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
 - IRAK : LA BARBARIE DU REGIME ENFIN DENONCEE**
 - TURQUIE : ARRESTATION DU DR. BESIKÇI ET D'UNE SOCIOLOGUE ALLEMANDE POUR «PROPAGANDE SEPARATISTE KURDE»**
 - FRANCE : LES JOURNEES DU KURDISTAN**
 - EMPOISONNEMENT DE REFUGIES KURDES AU CAMP DE DIYARBAKIR**
 - PARIS : UN MONUMENT POUR YILMAZ GÜNEY**
 - FLORENCE : UN COLLOQUE SUR LE KURDISTAN**
 - QUAND ÖZAL S'INVITE A PARIS**
 - PUBLICATIONS RECENTES**
 - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**
 - PUBLICATIONS EN VENTE**
-

SOULEVEMENT POPULAIRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

Depuis la mi-mars plusieurs villes kurdes sont devenues le théâtre de soulèvements populaires contre le pouvoir turc et ses forces de répression policières et militaires. Bravant les interdictions et les menaces, la population civile kurde exprime son rejet de la politique turque basée sur la force nue, la brutalité et l'humiliation. Ce rejet concerne d'ailleurs l'ensemble de l'establishment politique et militaire turc. Dans plusieurs villes, les civils kurdes ont crié «A bas le colonialisme turc, vive le Kurdistan !» Ce début de désobéissance civile, qualifiée par la presse «d'intifada kurde» est sans doute appelé à se poursuivre et à

s'amplifier, à moins d'un changement radical de la politique kurde de la Turquie.

Tout a commencé le 15 mars lors des obsèques d'un jeune militant membre du PKK, tué par l'armée le 13 mars avec 12 autres militants dont les corps n'ont pas été rendus à leurs familles. De 5 à 6 000 personnes marchaient silencieusement, comme le veut la tradition, derrière le cercueil de ce militant, originaire d'une famille connue de Nusaybin et dont le père est un membre du conseil municipal. En signe de deuil tous les magasins de la ville avaient baissé leurs rideaux.

L'Unité Spéciale de l'armée (détachement de l'armée, spécialisé dans la lutte anti-guérilla qui se qualifie volontiers de «Rambo») est intervenue pour disperser le cortège funéraire. Empêchée d'accomplir son rite traditionnel, la population a protesté et scandé des slogans contre les «Rambos». L'Unité Spéciale tira alors sur la foule faisant un mort et trois blessés et arrêta plus de 500 personnes. Les magasins restèrent fermés jusqu'au 18 mars. Le 19 mars, les habitants de Cizre, à leur tour, fermèrent leurs commerces pour protester contre les exactions et les brutalités de l'Unité Spéciale.

Un autre évènement qui a contribué à faire monter la tension à Cizre est le cas d'un jeune homme de 20 ans, arrêté par les militaires 10 jours auparavant, dont la famille est restée sans nouvelle depuis. Là encore, l'Unité Spéciale a tiré sur un petit groupe de jeunes, de 15 à 20 ans, qui tentaient de manifester. Le bilan est lourd on dénombre 5 morts, 9 blessés et 159 arrestations. Le couvre-feu a été décrété à Cizre. Le 20 mars, ce sont les habitants de Silopi et d'Idil qui joignent le mouvement de protestation. Le 21 mars, jour du Nouvel An kurde, les magasins restaient toujours fermés. La situation était très tendue et la population commençait à avoir des difficultés d'approvisionnement. Les appels au calme du gouvernement, qui au passage accuse «un petit groupe provocateur d'être à l'origine des évènements et d'avoir tiré sur les forces de l'ordre» alors qu'on ne signale aucun blessé par balle parmi les soldats, se traduisent sur place par des menaces et des violences des Unités Spéciales qui continuent à sévir en toute impunité. Il est vrai que la seule autorité responsable des Unités Spéciales est le Super-Préfet de la Région d'état d'urgence, sorte de haut commissaire ou pro-consul turc pour les provinces kurdes. Mais il s'était curieusement déclaré absent durant ces évènements.

La révolte de la population s'est propagée le 28 mars à Silvan et le 30 mars à Diyarbakir, capitale politico-culturelle du Kurdistan de Turquie. Des tracts émanant des organisations clandestines kurdes invitant la

population à la désobéissance civile circulaient dans la ville. Malgré les lourdes menaces des forces de l'ordre, la presque totalité des boutiques de ces deux villes ont fermé en signe de protestation contre la répression. Des heurts se sont produits dans plusieurs points de la ville et plusieurs civils ont été blessés.

La police a procédé à des arrestations durant ces soulèvements populaires auxquels les habitants de plus de 10 villes ont participé. D'après les chiffres fournis par le Super-Préfet lui-même, sur plusieurs milliers de personnes arrêtées 400 ont été déférées en justice.

Ces évènements, qualifiés par la presse d'«intifada kurde», conséquences d'une politique de terreur d'Etat systématique dans la région depuis plusieurs années, sous prétexte d'une lutte contre la guérilla kurde, montrent le ras-le-bol de la population kurde souvent contrainte par les autorités turques à choisir entre la collaboration ou la lutte armée, ou alors la déportation. Au cours de la seule année 1989 plus de 240 villages abritant plus de 100 000 personnes ont été vidés de leurs habitants. Durant ces 5 dernières années environ un quart de la population kurde (plus de 3 millions) a quitté, de gré ou de force, la région pour fuir la terreur étatique et la misère économique sciemment entretenues. Ces paysans kurdes déracinés viennent grossir l'armée croissante des chômeurs qui s'entasse à la périphérie des grandes villes d'Est ou de l'Ouest.

Le gouvernement turc qui continue toujours à nier officiellement l'existence des Kurdes, constituant pourtant plus d'un quart (environ 15 millions) de la population totale de la Turquie, voit dans la moindre revendication de la population des signes d'atteinte à l'intégrité territoriale du pays et ne préconise que la militarisation à outrance et le dépeuplement de la région. Le gouvernement, au lieu d'investir pour le développement économique de la région, préfère investir dans la violence en recrutant une armée de collaborateurs appelés «gardiens de village», dont les effectifs sont actuellement estimés à 17 000 ; ils sont payés sur le budget de l'Etat.

Irak : LA BARBARIE DU REGIME ENFIN DENONCEE

L'exécution, le 15 mars, de M. Farzard BAZOFT, journaliste britannique d'origine iranienne, par le régime de Bagdad a focalisé l'attention de la presse internationale sur l'Irak. Après des années de silence et d'indifférence à l'égard du sort des centaines de milliers de victimes de ce régime que l'organisation humanitaire *Middle East Watch* qualifie de «l'un des plus brutaux et répressifs du monde», l'opinion publique occidentale commence enfin à être informée de l'étendue de la répression qui sévit dans ce pays politique de terre

brûlée et gazée au Kurdistan, destruction de milliers de villages kurdes, gazage des populations civiles et déportation de leurs habitants, destruction de la végétation et du cheptel pour rendre les campagnes kurdes impropres à l'habitation ; exécution sans procès de milliers d'opposants réels ou supposés y compris des enfants, suppression brutale de la plus petite expression libre, un Etat policier omniprésent mobilisant toutes les ressources du pays au profit d'un clan baasiste au pouvoir depuis plus de 20 ans. Dans son

rapport de 235 pages consacré à l'Irak, publié en février 1990 et rédigé par l'ambassadeur David Korn, ancien directeur du Département des affaires arabes et israéliennes au Département d'Etat américain, *Middle East Watch* note en conclusion d'une longue série de faits accablants, «qu'à l'exception de la liberté de culte, les citoyens irakiens sont privés de tous les droits fondamentaux de l'homme».

Affectée par l'assassinat de l'un des siens, la presse n'a pas hésité cette fois à dire ce qu'elle pensait de ce régime si longtemps choyé tant par l'Ouest que par l'Est «Un Etat basé sur la boucherie» (*The Guardian*, 16.3), «le régime le plus brutal du monde» (*The Observer*, 11.3), «un régime vile» (*The Daily Telegraph*, 16.3), «le voile levé sur la République de la peur, la barbarie de l'Irak» (*The Independent*, 16.3), «les bouchers de Bagdad» (*The Guardian*, 16.3), «une dictature impitoyable barbarie» (*Le Monde* 16 & 17.3), «les projecteurs doivent rester braqués sur l'Irak» (*Herald Tribune*, 26.3). Tandis que Madame TATCHER flétrit «l'acte de barbarisme profondément répugnant pour tous les peuples civilisés», les journalistes désignent nommément l'auteur de cet «acte» (exécution de Bazoft) et de tous les autres perpétrés contre la population irakienne. *The Daily Telegraph* décrit le «règne sadique de Saddam», le *Times* relate les principales étapes de l'«histoire d'une vie» (celle de Saddam) écrite avec du sang, le *Monde* retrace «l'irrésistible ascension d'une dictature impitoyable».

L'émotion suscitée dans l'opinion publique par le meurtre de F. Bazoft a conduit plusieurs gouvernements occidentaux à condamner publiquement le gouvernement irakien, lequel a tout de même une nouvelle fois bénéficié du soutien unanime des Etats arabes. Cependant ces condamnations occidentales sont pour l'instant sans conséquences pratiques. La plupart des journaux a d'ailleurs relevé la complaisance des principales puissances de l'Ouest et de l'Est vis-à-vis du régime irakien. C'est sans doute l'hebdomadaire humoristique français «*Le Canard Enchaîné*» qui résume mieux l'attitude ambiguë et hypocrite des gouvernements à l'égard de l'abominable dictature irakienne. Sous le titre «Le pendeur de Bagdad, notre ami», cet hebdomadaire rappelle jusqu'à quel point, la France, l'URSS, les Etats-Unis et nombre d'autres pays préoccupés par l'expansionisme islamiste iranien ou attiré par les gains faciles du commerce des armes se sont engagés aux côtés de l'Irak et ont fermé les yeux sur les crimes de Saddam Hussein, en particulier contre la population kurde, et combien, de ce fait, leur dénonciation de Ceausescu reste tardive et peu convaincante. Car, écrit le Britannique Edward Mortimer dans le *Financial Times* du 9 janvier, «Nicolas Ceausescu était un souverain éclairé, et un homme d'une modeste exemplaire, par comparaison avec Saddam Hussein, Président de la République de l'Irak. Commandant en chef des forces armées, Président du Conseil de commandement de la

Révolution, Secrétaire Général du commandement régional du Parti Arabe Baas socialiste, Président du Conseil suprême de l'agriculture, Président du conseil suprême pour l'éradication obligatoire de l'analphabétisme, Chevalier de la nation arabe, Chevalier de la Libération Nationale, le nouveau Nabuchadnezzar, le Chevalier preux combattif, le Leader-Président, le Leader-Combattant, dont la figure peinte découpée, souvent fluorescente, trône au dessus de l'entrée de chaque village irakien.»

«Ceausescu a commencé un programme de destruction de villages dans les intérêts supposés de l'efficacité. Saddam a détruit des centaines de villages kurdes pour les intérêts supposés de la sécurité. Les anciens collègues et subordonnés de Ceausescu qui étaient en désaccord avec lui, et qui ont dans certains cas signé des lettres ouvertes critiquant sa politique ont émergé durant la révolution de la résidence surveillée, ou de l'exil interne, pour organiser le nouveau régime. Mais les ministres, et les collègues de parti qui se brouillent avec Saddam sont habituellement exécutés en quelques heures.

«Ceausescu a institué une police politique omniprésente et profondément crainte, et lui a ordonné de tirer sur la foule dans une dernière tentative désespérée pour sauver son régime. Mais en Irak, au cours des 20 dernières années de régime baasiste, toute la population a été forcée de vivre dans la crainte d'arrestations arbitraires et de la torture. Les corps des personnes exécutées sont rendus à leurs parents dans des cercueils plombés, pour lesquels ils doivent payer, mais qu'ils ne sont pas autorisés à ouvrir. (...)»

... «Ceausescu a fait de son mieux pour isoler son pays et son peuple. Saddam Hussein a mené une guerre agressive causant la mort de centaines de milliers d'Irakiens et d'Iraniens. Il a utilisé les armes chimiques, à la fois contre l'ennemi iranien, et contre ses propres sujets kurdes. Il a développé des missiles balistiques de longue portée, acquis le contrôle de sociétés occidentales connues pour leur technologie utilisable dans le domaine militaire, détourné les règlementations bancaires occidentales pour venir à bout des restrictions de crédit. Sa mégalomanie est une menace pour tous ses voisins et à la paix du monde.»

M. MORTIMER ne croyait sans doute pas si bien dire en parlant du danger pour la paix du monde. Quelques semaines après son article, les douanes britanniques découvraient des «triggers» (mécanismes de mise à feu) destinés aux armes nucléaires. Après s'être doté d'armes chimiques et bactériologiques, l'Irak s'active frénétiquement pour développer des armes nucléaires et des systèmes de missile à longue portée. Un dictateur sans scrupules disposant d'armes de destruction massive est effectivement très dangereux non seulement pour les Kurdes et les Irakiens, mais pour l'ensemble des pays du Proche-Orient. Reste à savoir si les gouvernements vont prendre en compte les réactions de l'opinion publique pour mettre un frein à la mégalomanie meurtrière du dictateur irakien.

Turquie : ARRESTATION DU Dr. BESIKÇI ET D'UNE SOCIOLOGUE ALLEMANDE

Le sociologue turc Ismail BESIKÇI vient, à nouveau, d'être inculpé de «propagande séparatiste, affaiblissement de sentiments nationaux» et écroué à la prison Sagmalcilar par la Cour de Surêté d'Etat d'Istanbul en raison de deux ouvrages consacrés aux Kurdes parus respectivement en février et en mars.

M. BESIKÇI qui, depuis 1970, a au total passé près de 12 ans dans les prisons turques en raison de ses travaux universitaires sur les Kurdes et qui avait recouvré sa liberté en mai 1988, risque cette fois encore une lourde condamnation si la Cour de Sûreté d'Etat décide d'appliquer strictement les dispositions du Code pénal turc qui répriment très sévèrement toute remise en cause de l'idéologie officielle niant l'existence des Kurdes, de leur culture et de leur pays, le Kurdistan. Le titre même du premier des deux ouvrages du Dr. Besikci, saisis dès leur parution, est «insupportable» pour l'establishment turc *Devletlerarasi sömürge Kürdistan* (Le Kurdistan, une colonie écartelée entre les Etats). Analysant les événements survenus ces dernières années au Kurdistan, y compris dans sa partie administrée par la Turquie, I. Besikçi démontre l'inconsistance et l'indigence de la thèse officielle turque de non existence des Kurdes et, au nom de la science et du droit à la recherche de la vérité, dénonce cette imposture néfaste qui n'a que trop duré.

Se prévalant de l'éthique, il se place délibérément en dehors de la légalité turque actuelle pour mieux cerner la vérité afin de contribuer à la réflexion sur la recherche d'une solution démocratique et équitable du problème kurde. M. Besikci, qui n'a jamais appartenu à un parti politique ni prôné le recours à la violence, entend seulement assumer pleinement son rôle d'intellectuel responsable à un moment où par crainte de repression par intérêt ou par chauvinisme la plupart des universitaires et intellectuels turcs se rendent directement ou par omission complices de la persécution de tout un peuple et de la destruction de sa culture et de son identité.

L'arrestation, le 12 mars, du Dr. Ismail Besikci a suscité une vive émotion dans les milieux démocratiques de Turquie. Son procès sera un test de vérité pour le régime turc qui ces derniers temps ne cesse d'affirmer à ses interlocuteurs occidentaux qu'il est en train de réviser sa politique kurde «pour mieux prendre en compte les réalités socio-culturelles des provinces de l'Anatolie du Sud-Est». Au moment où la liberté triomphe dans l'ensemble de l'Europe ces procès pour délit d'opinion dans un pays signataire de la Convention européenne des droits de l'homme et postulant à l'entrée en Europe ne peuvent pas non plus laisser indiffé-

rents les défenseurs européens des droits de l'homme.

D'autant qu'en Turquie, le délit d'opinion n'est pas réservé aux seuls nationaux. Au cours des dernières années de nombreux ressortissants européens ont été emprisonnés ou expulsés pour avoir, au cours de leur séjour, «porté atteinte à l'unité nationale turque» en évoquant l'existence ou la culture des Kurdes ou le sort des Arméniens. En 1981, deux membres de l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières, en route pour une mission médicale au Kurdistan iranien, avaient été arrêtés et incarcérés pendant 10 mois dans la prison de Diyarbakir. Plus tard, un journaliste norvégien Alexander Bertelsen a passé 8 mois en prison pour propagande pro-kurde et le directeur de Lufthansa expulsé parce que dans les cartes aériennes de sa compagnie les provinces kurdes de la Turquie portaient leur nom historique de «Kurdistan». Les Français ont encore en mémoire la mésaventure de Michel Caraminot, ce guide de tourisme qui au cours d'une visite dans les provinces kurdes avait expliqué à ses compatriotes que la population locale était kurde et qu'il s'agissait d'un peuple possédant une langue et une culture distincte de celles des Turcs. Puis il avait fait visiter les églises améennes de la région. Dénoncé par son collègue turc pour «propagande séparatiste», ce jeune Français a dû passer cinq mois et demi dans les prisons turques avant d'être remis en liberté provisoire sous la pression de l'opinion publique.

Cette fois-ci, et au moment même où la Turquie frappe avec insistance aux portes de la C.E.E., c'est une sociologue ouest-allemande, Mme Hella Schlumberger qui vient de faire connaissance avec les prisons turques pour délit d'opinion. Chargée de cours à la Sorbonne, Mme Schlumberger, au cours de sa visite à la réserve ornithologique de Birecik, sur les rives de l'Euphrate s'est laissée aller à exprimer ses sentiments dans le registre des visiteurs «A bas les cages, laissez vivre le Kurdistan indépendant en égalité avec la Turquie libre». Arrêtée le 10 janvier sur la base de cette inscription, elle a comparu deux jours plus tard devant la Cour de sûreté d'Etat de Diyarbakir, qui l'a inculpée de propagande séparatiste. M. Hans Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des Affaires étrangères est intervenu personnellement auprès des autorités turques pour demander la libération de sa compatriote. Au cours de l'audience du 16 janvier, le procureur turc a requis une peine de 5 ans de réclusion à l'encontre de l'universitaire allemande. Quelques jours plus tard, soumis aux pressions du gouvernement allemand, principal allié européen de la Turquie, Ankara a finalement décidé de mettre en liberté Mme Schlumberger car «elle ne connaissait pas les mœurs et lois turques».

France : LES JOURNEES DU KURDISTAN

L'Institut Kurde de Paris a organisé, de début janvier à la mi-avril, en collaboration avec les mairies, les centres culturels et les associations locales de plusieurs communes rurales de France, des journées du Kurdistan, destinées tout d'abord à aider à une meilleure insertion des 335 réfugiés kurdes d'Irak arrivés en France en août 1989 et installés depuis dans ces communes, et plus généralement à une meilleure information du public français sur les Kurdes.

Ces journées présentées sous forme d'expositions de photographies et de l'artisanat, de projections de films et diapositifs, de stands de livres, de buffets kurdes, de concerts et de conférences, ont rencontré un très grand succès et ont permis à des milliers de Français, habitant les communes d'accueil et celles avoisinantes, de faire connaissance avec la culture kurde, de savoir un peu plus sur les familles réfugiées auxquelles ils ont donné l'hospitalité.

La première des ces manifestations a eu lieu à Vic-le-Comte du 21 au 31 janvier au Couvent des Dames, en présence de nombreuses personnalités, dont le Maire de la ville Monsieur Bertrand et du Dr. Tissot, chargé de mission auprès du Cabinet du Premier Ministre.

Cette exposition s'est ensuite déplacée vers les communes de Mainsat et Aubuson au Centre d'ean-Lurçat pendant les mois de février et mars, dont l'inauguration a été présidée par Monsieur FROUTE, Préfet de la

Creuse, et M. RIMAREIX, Député-Maire de Mainsat.

Parallèlement à celle-ci une seconde exposition a eu lieu à Saint-Girons du 10 au 24 mars, inaugurée par Monsieur Roger FAUROUX, Ministre de l'Industrie en présence de nombreuses autres personnalités nationales et locales.

Ces manifestations se sont poursuivies jusqu'au 15 avril dans les communes d'Arvant, Auzon, Sainte-Florine et à Paris dans les foyers de Bercy et Saint-Prix, et ont été également inaugurées par des personnalités locales, dont les Maires des communes.

Toujours pour favoriser les échanges inter-culturels et faire connaître les Kurdes dans l'ensemble de la France, l'Institut Kurde a organisé une série de rencontres-débats, précédées de projections de films et diapositives et participé à plusieurs émissions de radios dans plusieurs localités de Bretagne Saint-Nazaire, Nantes, Saint-Brieuc, Lannion, Quimper et Lorient. En l'honneur de la délégation de l'Institut Kurde les municipalités de ces villes ont offert des réceptions auxquelles ont été conviées de nombreuses personnalités.

Le public français de tous âges manifeste un intérêt grandissant pour le peuple kurde. La presse a accordé une large place à ces manifestations culturelles (voir plus loin la revue de presse) que l'Institut se propose de poursuivre dans d'autres régions de France.

EMPOISONNEMENT DE REFUGIES KURDES AU CAMP DE DIYARBAKIR

Après le camp de Mardin où plus de deux mille personnes avaient été empoisonnés en juin 1989, les réfugiés kurdes irakiens de Diyarbakir viennent également d'être victimes d'un empoisonnement collectif.

En effet, plusieurs centaines de réfugiés kurdes de ce camp ont été empoisonnés après le diner du 31 janvier. Les responsables turcs du camp ont déclaré à la presse (cf. Cumhuriyet du 2.2.90) « nous ne sommes pas intervenus car nous n'avons pas crû à l'affaire de l'empoisonnement. Mais du fait de l'augmentation rapide du nombre de plaignants, des milliers de réfugiés ont été transférés à l'Hôpital Universitaire de Diyarbakir ».

Le Préfet de Diyarbakir, Cengiz Bulut, a affirmé de son côté que « l'empoisonnement était dû à la levure du

pain et que le nombre de personnes empoisonnées était environ de 400 ». Les réfugiés eux-mêmes avancent, pourtant, le chiffre de 5 000.

L'état de 6 des personnes empoisonnées au camp de Diyarbakir a nécessité une longue hospitalisation. Il s'agit de Beyan Yasin (10 ans), Pakize Nuri (18 ans), Hazal Omer (40 ans), Zeynep Sokbay (43 ans), Saniye Sadi (25 ans) et Heval Saba (3 ans).

Au total, 159 personnes ont passé plusieurs jours dans les hôpitaux de Diyarbakir. Le Préfet de Diyarbakir, Cengiz Bulut, répondant le 2 février aux journalistes a notamment déclaré « nous n'avons pas encore déterminé la cause exacte de l'empoisonnement. Nous ne voulons accuser personne. Du fait que le pain ait été le seul aliment distribué ce jour, nos doutes vont dans ce sens. Cependant ce

même pain a été fourni à la population de la ville et nous n'avons constaté aucune anomalie. Nous avons par ailleurs analysé l'eau du camp mais elle était propre. Je ne pense pas qu'il y ait eu malintention mais si c'était le cas nous punirons les responsables».

Les réfugiés contestent cette version. Dans un communiqué, ils écrivent notamment «Ce n'est pas un hasard si nous avons été empoisonnés dans tous les camps de réfugiés. Nous soupçonnons les autorités irakiennes».

D'autre part, le Président de la section de Diyarbakir de l'Association des Droits de l'Homme a déclaré au cours d'une conférence de presse que «la Turquie est responsable de la sécurité des réfugiés. Avec ce type de mises en scène on veut les contraindre à quitter la Turquie. L'Etat doit leur reconnaître, en accord avec les conventions internationales, le statut de réfugié». En fait, la Turquie et l'Irak exercent toutes sortes de pression pour inciter les réfugiés à retourner en Irak.

□ □ □

Paris : UN MONUMENT POUR YILMAZ GÜNEY

A l'occasion du sixième anniversaire de sa mort, un monument sera érigé d'ici septembre sur la tombe du cinéaste Yilmaz Güney, au cimetière parisien du Père Lachaise. Un concours avait été organisé à cet effet en Turquie. Un jury formé d'écrivains, cinéastes et architectes réputés était chargé de la sélection des projets présentés. Les résultats des délibérations du jury ont été présentés par M. Yavuz Önen, président des chambres d'architectes de Turquie, au cours d'une réunion organisée à Paris le 22 janvier au Zénith.

Plus de 6 000 personnes, venues de toutes les régions de France et des pays voisins ont participé à cette réunion d'hommage. Environ un millier d'autres n'ont pu entrer dans la salle du Zenith, faute de place. Toutes les associations et organisations kurdes et turques ont apporté leur aide au succès de cette réunion. Une trentaine de comédiens, musiciens, artistes et parlementaires sont venus de Turquie et ont, avec les artistes et personnalités de la diaspora, témoigné leur attachement à la mémoire et à l'oeuvre de l'auteur de YOL. Les messages de Jacq Lang, du PEN Club français, la Société française des réalisateurs, de la F.I.D.H. et de la

Fondation France-Libertés ont donné une dimension internationale à la réunion du Zénith.

En Turquie même, grâce à l'action tenace de la famille et des amis de Yilmaz Güney et des personnalités défendant les droits de l'homme, la situation évolue. Après 10 années d'interdiction totale et stricte de l'ensemble des films et livres de Güney, l'un de ses films, UMUT (Espoir) a obtenu le visa d'exploitation et depuis le 16 février il est projeté dans toute une série de salles de cinéma du pays, rencontrant un vif succès, notamment auprès de la nouvelle génération. Un éditeur d'Istanbul vient de publier 3 de ses ouvrages. Tout un combat juridique est en cours pour obtenir progressivement la levée des interdictions frappant ses autres films.

Malgré des efforts intenses déployés, le régime militaire turc et ses successeurs civils n'ont pas réussi à faire oublier le nom de Güney et le combat pour la liberté qu'il représentait. L'érection d'un monument à Paris est aussi une façon de signifier aux autorités turques l'attachement de très nombreuses personnes à la mémoire de Güney et leur résolution à la faire vivre.

Florence : UN COLLOQUE SUR LE KURDISTAN

L'intérêt de l'opinion publique européenne pour la question kurde s'accroît de plus en plus. Ainsi, en Italie où réside une petite colonie kurde de quelques centaines d'étudiants, peintres et architectes, la région de Toscane et la ville de Florence viennent de prendre l'excellente initiative de tenir dans la Cité des Médicis un colloque sur le Kurdistan.

Au cours de cette réunion de 3 jours (les 23, 24 et 25 mars), destinée à faire connaître au public italien les dimensions multiples du problème kurde des spécialistes de l'histoire, de la littérature et de la culture kurde, des représentants des principales organisations

politiques kurdes ainsi que ceux des partis italiens sont intervenus. On a également noté des exposés très documentés de deux universitaires italiens sur l'architecture au Kurdistan et sur les tapis kurdes. A la fin de ces journées d'information et de réflexion qui ont réuni environ 300 participants attentifs a eu lieu un débat entre les représentants des partis politiques italiens et kurdes. Le président de la province de Florence, M. Alberto BRASCA, a, dans son discours de clôture, fait la synthèse des journées et appelé l'opinion italienne, en particulier les forces politiques et syndicales à se montrer solidaires du peuple kurde et à l'aider activement à recouvrer sa liberté.

QUAND ÖZAL S'INVITE A PARIS

Le Président turc Turgut ÖZAL a effectué le 13 février une visite de quelques heures à Paris pour inaugurer l'exposition «Soliman le Magnifique» au Grand Palais. Au cours de cette visite «non officielle», M. Özal a été brièvement reçu à l'Élysée par le Président Mitterrand. Les deux présidents se sont ensuite rendus au musée du Grand Palais pour inaugurer cette exposition sur l'Empire Ottoman du 16^{ème} siècle que le gouvernement turc organise ces dernières années dans les principales capitales occidentales en vue d'améliorer quelque peu l'image de son pays.

La venue à Paris du chef du régime le plus répressif de l'Europe a suscité de nombreuses critiques des organisations de défense des droits de l'homme. La Ligue française des droits de l'homme a publié un communiqué pour «rappeler au gouvernement français que la situation en Turquie interdit d'accueillir favorablement la demande de ce pays d'accéder à la C.E.E. En effet, la nature du régime politique et social de la Turquie, en particulier de nombreuses violations des droits de l'homme qui y sont pratiquées courantes telles que les conditions inhumaines dans les prisons, le recours à la torture, la non-application

des pactes internationaux relatifs au respect des droits syndicaux et l'ignorance systématique des revendications de la minorité kurde». Pour leur part, environ 150 militants kurdes sont allés manifester devant le Grand Palais et chahuter Özal.

Des observateurs attentifs ont pu noter le caractère inhabituel de cette visite à la sauvette. L'accueil réservé au président turc a été poli, mais limité au strict minimum. La plupart des médias, en particulier les radios et les télévisions l'ont ignorée. La presse turque a révélé que M. Özal s'était lui-même invité à Paris, mettant les autorités françaises devant le fait accompli. Malgré tous ses efforts il n'a pas obtenu de la diplomatie française que sa visite ait un caractère officiel. Jusqu'au dernier moment il n'aurait pas été assuré d'être reçu par le président Mitterrand et en particulier, contrairement à l'usage il n'a été reçu ni à déjeuner ni à dîner. Du coup son opération d'auto-promotion et de publicité pour redorer son blason a tourné court. La presse turque n'a pas hésité à qualifier cette «visite imposée» de fiasco.

□

REVUE DE PRESSE

CONTRE L'EXPULSION DU KURDE IBRAHIM ER. UNE DELEGATION REMET UNE PETITION A LA PREFECTURE. (Echo Républicain 5.01.90). p. 1.

«ROMANIAN GOOSE, IRAQI GANDER» L'OIE ROUMAINE, LE JARS IRAKIEN. Edward Mortimer demande si les droits de l'homme sont un droit de naissance exclusif des Européens. (Financial Times 9.01.90). p. 3.

UNE SOCIOLOGUE ALLEMANDE ENSEIGNANTE A PARIS ECROUEE POUR «PROPAGANDE KURDE» DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. Elle risque 5 ans de prison. Le Ministre des Affaires Etrangères allemand devrait intervenir en sa faveur. (A.F.P. 10 - 11 & 17.01.90). p. 4 & 10. (Le Monde 17.01.90). p. 10. (Libération 18.01.90). p. 12. (Abend Zeitung Munchen 12.01.90) p. 14. (Tiroler Tageszeitung janvi9.01.90). p. 15. (Neue Zürcher Zeitung 20.01.90). p. 15.

UNE SEMAINE «A LA DECOUVERTE DU PEUPLE

KURDE». (La Montagne 10 & 12.01.90). p. 4 & 7.

TURQUIE LA GUERRE AUPAYSSANSNOM. A l'Est de la Turquie se déroule un conflit silencieux, aux péripéties insaisissables celui qui oppose pouvoir turc et population kurde. Le mouvement séparatiste kurde du PKK trouve souvent refuge en Syrie. (Connaissance des Jeunes janv. 90). p. 5.

POISSY MANIFESTATION DE 280 TRAVAILLEURS KURDES APRES LEUR EXPULSION D'UN FOYER DE LA VILLE. (A.F.P. 11.01, Paris Normandie 12.01, Libération 12.01.90). p. 6.

KURDES L'EXPOSITION DE L'INTEGRATION. Arrivés en août en Auvergne, les réfugiés du Kurdistan semblent être sur le point de réussir leur intégration. (La Montagne 14.01.90). p. 7.

L'EUPHRATE DE LA DISCORDE. Les trois pays riverains se disputent l'utilisation du fleuve alors que la

Turquie veut couper l'eau pendant un mois. (Le Monde 15.01.90). p. 8.

CENT KURDES EN GREVE DE LA FAIM APRES LEUR EXPULSION D'UN FOYER. Tout le monde, fort résolu, campe devant l'A.D.E.F. 4 d'entre eux sont hospitalisés. (Le Parisien 17.01, A.F.P. 17, 18 & 19.01, Quotidien de Paris 18.01, Paris Normandie 18 & 19.01, Quotidien du Maire 19.01, Voix du Nord 19.01, Le Courrier des Yvelines 18.01.90.). p. 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 40 & 41.

MORT SOUS LA TORTURE D'UN REFUGIE KURDE RENVOYE EN TURQUIE, SELON UN ORGANISME SUISSE. (A.F.P. 22.01.90). P. 11.

LE SEPARATISME DANS LE SYSTEME DE LECTURE TURQUE. (Süddeutsche Zeitung 19.01.90). p. 14.

REFUGIES KURDES LA RUMEUR. Une rumeur est en train de se développer dans le Puy-de-Dôme, sournoise, parfois menaçante. La cible ? Ce sont les réfugiés kurdes arrivés l'été dernier, à qui certains reprochent «de bénéficier d'emplois réservés à la Banque de France, et chez Michelin ...», de toucher beaucoup d'argent du gouvernement «... Il s'en trouve aussi qui estiment que la présence de ces enfants à l'école va abaisser le niveau. Une rumeur, c'est une rumeur. (Auvergnat de Paris 20.01.90). p. 17.

M. FAYOLLE, BANQUE DE FRANCE UN DEMENTI FORMEL. (Auvergnat de Paris 20.01.90). p. 17.

HOMMAGE A YILMAZ GUNEY AU ZENITH. (Libération 20 & 24.01, L'Humanité 23.01.90). p. 18 & 23.

RELOGEMENT DES KURDES. La préfecture tient ses promesses. Tous les Kurdes expulsés il y a 15 jours sont relogés. (Paris Normandie 20, 27.01 & 1.02, Libération 20.01, Le Parisien 26.01 & 2.02.90). p. 18, 25, 29 & 33.

KURDES UN PEUPLE BAILLONNE. Le 17 décembre dernier, la Commission européenne s'est déclarée opposée à l'entrée de la Turquie dans la CEE avant l'établissement du marché unique en 1993. Le Commissaire européen Abdel Matutes, a déclaré que selon la Commission «il doit y avoir une ouverture en direction des minorités (kurde en particulier) et de tous les partis politiques». (Témoignage Chrétien 22.01.90). p. 19 & 20.

EN QUETE DE DEMOCRATIE. Maître Erdal Sansal fait partie d'un collectif regroupant plus de neuf cents avocats turcs pour défendre deux dirigeants du parti communiste emprisonnés à leur retour en Turquie en 1987. Nous l'avons interrogé sur la situation des droits de l'homme. (Témoignage Chrétien 22.01.90). p. 21.

UN JEUNE REFUGIE KURDE RENVOYE DE SUISSE

MORT SOUS LA TORTURE EN TURQUIE. (Le Bien Public 23.01, Nord Litoral 23.01.90). p. 22.

LE MAIRE SOCIALISTE ALAIN ETORE EN S'OPPOSANT AU RELOGEMENT DANS SA COMMUNE D'UNE CENTAINE DE KURDES EST DEvenu LE HEROS DE LA VILLE ET DE SON BUREAU MUNICIPAL. (A.F.P. 23.01, Paris Normandie 24.01, Libération 26.01, Le Courrier de Mantes 24.01.90). p. 24, 26 & 29.

LE SENATEUR COMMUNISTE JEAN GARCIA ADRESSE UNE QUESTION ECRITE A J.P. CHEVENEMENT à la veille de sa visite officielle en Irak. (L'Humanité 27.01.90). p. 25.

MUSIQUES ET TRADITIONS KURDES. (Le Monde Inconnu n 112 janvier 90). P. 26, 27 & 28.

LE SOUTEIN DU M.R.A.P. A IBRAHIM ER. (République du Centre 25.01.90). p. 29.

CENT VINGT SIX REFUGIES KURDES D'IRAK VICTIMES D'UN EMPOISONNEMENT ALIMENTAIRE. Des rumeurs circulent le pain aurait été «empoisonné par des agents irakiens». (A.F.P. 2.02, L'Humanité, Le Monde 6.02.90). p. 29 & 33

KURDES LA PLUS GRANDE ETHNIE DU MONDE EST TOUJOURS SANS PATRIE. UN PEUPLE MARTYR, GAZE EN IRAK, PARQUE EN IRAN. Ecartelés entre cinq Etats, vingt millions de Kurdes vivent en réfugiés sur leurs propres terres. Mais dans la fierté de leurs traditions. Des proscrits à qui l'on interdit de parler leur langue. Le Kurdistan un pays qui ne figure sur aucune carte. En Turquie, lire du kurde est un délit. (Ça m'intéresse n 107 janv. 90). p. 30, 31, 32).

KURDISTAN Traditions musicales. (Dernière Nouvelle d'Alsace 2.02.90). p. 33.

MANIFESTATION DE SOUTIEN A IBRAHIM ER. (République du Centre 3.02.90). p. 33.

UN MILLIER DE KURDES REFUGIES EN TURQUIE EMPOISONNES. (L'Humanité 6.02.90). (Le Monde 6.02.90). p. 33.

LECTURE «LE REDOUTABLE PROGRAMME» ROMAN DE MAXIME GUENET. Opprimés les Kurdes clament en vain leur désespoir. (Nice-Matin 10.02.90). P. 34.

LE GENOCIDE KURDE SEULS «QUELQUES HAMEAUX ISOLEES» SUBSISTENT... (Le Provençal 10.02.90) (Nord Matin 10.02.90). p. 34. (L'Evènement du Jeudi 15.02.90). p. 36.

VISITE DU PRESIDENT TURC EN FRANCE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME S'OPPOSE à LA

DEMANDE DU GOUVERNEMENT TURC D'ACCE-
DER A LA CEE. (A.F.P. 13.02.90). p. 35.

UNE TRENTAINE D'INTERPELLATIONS LORS DE
VIOLENTS INCIDENTS ENTRE MILITANTS KUR-
DES ET POLICIERS FRANCAIS A L'OCCASION DE
L'INAUGURATION DE L'EXPOSITION SOLIMAN
A PARIS. (A.F.P. 13.02.90) (Nord Litoral 14.02.90). p. 35
(Echo du Centre 14.02.90). p. 36. (Sept à Paris 21.02.90).
p. 44.

R.F.A. LES KURDES EN PROCES. (Politis - le citoyen
15.02.90). p. 36.

ROGER FAUROUX, MINITRE DE L'INDUSTRIE ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, ET MAIRE
DE SAINT-GIRONS, CHEZ LES KURDES. (Dépêche
du Midi 12.02.90). P. 36.

DANS LA PAIX ET LA FRATERNITE A L'APPRO-
CHE DES KURDES. (Le Semeur-Hebdo 16.02.90). p.
37.

UN SOLDAT TURC TUE LORS D'UNE PRISE
D'OTAGE DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE.
(A.F.P. 16.02.90). p. 37.

LE PKK AURAIT PRIS DES ENFANTS EN OTAGE
DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE, SELON
L'AGENCE TURQUE. (A.F.P. 16 & 17.02.90). p. 38 &
39.

AU MOINS 21 MORTS A LA SUITE D'UNE AVA-
LANCHE DANS LE KURDISTAN IRANIEN. (A.F.P.
18.02.90). p. 39.

CHANTS (GREGORIENS), REFUGIES (KURDES),
GUERRE (CHIMIQUE) ... QUAND LES AMERI-
CAINS FILMENT LES AUVERGNATS. (La Montagne
19.02.90). p. 42.

AU BANC DES ACCUSES. Les pays occidentaux
semblent être bien indulgents, en matière de droits de
l'homme à l'égard du régime de Bagdad. Il vient d'être
à nouveau épinglé de belle manière par un rapport
publié aux Etats-Unis par un groupe de surveillance en
matière de droits de l'homme. (Actualité Juive
21.02.90). p. 43.

IRAK AMNESTY INTERNATIONAL S'INQUIETE
DE «DISPARITIONS». (Le Monde 21.02.90). p. 43.

TURQUIE DIX-HUIT MOIS APRES LEUR ARRIVEE
DES MILLIERS DE REFUGIES KURDES D'IRAK
VIVENT DANS DES CONDITIONS PRECAIRES. (Le
Monde 22.02.90). p. 44.

LES BALUCHONS DES KURDES. L'été dernier ils
sont arrivés chez nous dans le Massif central. Ils sont les

rescapés de l'enfer mais leur séjour pose des problè-
mes. Pour mieux se connaître et se comprendre, les
contacts sont nécessaires tant pour les Français que
pour les Kurdes. Mme Mitterrand l'a dit à Lastic
«L'insertion sera difficile, autant pour nous que pour
eux ...». (Périgord Magazine fév. 90). p. 45, 46 & 47.

REGARD SUR LA LITTERATURE DES KURDES
IRAKIENS. Dialogue avec Abderrazak Bimar, poète,
critique et homme de théâtre, il est aussi le rédacteur en
chef de «Roshanbiri Niwe» l'unique périodique ira-
kien qui s'occupe de la culture kurde. (El Moudjahid
25.02.90). p. 48, 49 & 50.

CHRONIQUE DES PEUPLES EN LUTTE. (L'Avenir
de la Bretagne - fév. 90). p. 50.

LE GOUVERNEMENT NOUS A TRAITES AVEC
VIOLENCE. Un rapport du camp où les Kurdes dépor-
tés par le gouvernement irakien doivent vivre. (Taz
26.02.90). p. 51.

POUR LA DEFENSE D'UNE CULTURE MILLE-
NAIRE EN PERIL. De passage à Paris, l'UDB rencontre
des responsables de l'Institut Kurde de Paris. (Le
Peuple Breton fév. 90). p. 52.

UN BOUT DE GUERRE EN SUISSE. LA POLICE
FEDERALE SERRE DE PRES LES INDEPENDANTIS-
TES KURDES DE TURQUIE qui organisent dans la
diaspora le soutien et le financement de leur guérilla
arrestations et arrière-pensées ... de Bâle à la Bekaa,
une plongée dans le PKK. (L'Hebdo 1.03.90). p. 53.

A DECOUVRIR LES KURDES AU CENTRE JEAN-
LURCAT A AUBUSSON. Les Kurdes seront à l'hon-
neur pendant tout le mois de mars en fin de soirée. Un
exposition sera inaugurée «Kurdes, qui sont-ils?» avec
la participation de l'Institut Kurde de Paris. (Populaire
Centre 3.03, 6.03 & 8.03), (La Montagne 3.03, 5.03 &
8.03). p. 57, 62 & 63.

L'IRAK JURE D'UTILISER DES ARMES CHIMIQUES
SI LES ISRAELIENS ATTAQUENT. (Indep 3.03.90). p.
58.

ACTUALITE DE LA QUESTION KURDE. Un entre-
tien avec Nadir Nadirov académicien kurde de Kaza-
khistan sur le sort des Kurdes en URSS et à l'étranger.
(Moskovskie Novosti 4.03.90). p. 59.

MANIFESTATION DE REFUGIES DE LA GUERRE
IRANO-IRAKIENNE DEVANT LE HCR A TEHE-
RAN. (A.F.P. 5.03.90). p. 60.

MAXIME GREMETZ, SECRETAIRE DU COMITE
CENTRAL DU PCF ECRIT A MICHEL ROCARD

SUITE A LA VISITE A PARIS DE M. TURGUT OZAL CHEF DE L'ETAT TURC. (L'Humanité 7.03.90). p. 60.

BAGDAD DECRETE UNE AMNISTIE GENERALE POUR LES OPPOSANTS KURDES. (A.F.P. 10.03.90). p. 64 et 66. (Nord Eclair 11.03.90). (Le Figaro 12.03.90). p. 66.

A SAINT-GIRONS POUR MIEUX CONNAITRE NOS FRERES KURDES. Un week-end très animé avec une exposition au Château des Vicomtes, des films, des débats et un spectacle avec des musiciens et des danseurs. (Dépêche du Midi 10.03, 12.03 & 13.03). p. 63, 65, 70 & 73.

DU HAUT DE LA COLLEGIALE. (Provençal 11.03.90). p. 66.

IRAK UN REPORTER CONDAMNE A MORT. Accusé d'espionnage, Farzad Bazoft, journaliste à l'«Observer», a été condamné à mort samedi. Victime de SADDAM sa condamnation n'est pas le fait d'une aberration mentale, mais un outrage de plus à mettre sur le compte du régime le plus impitoyable du monde. Helga Graham et Adrian Hamiton révèlent l'horreur d'une dictature que la Grande-Bretagne continue de soutenir. (Libération 12.03.90) p. 66. (Observer 11.03.90). p. 67, 68 & 69.

L'IMPITOYABLE CRUAUTE DE SADDAM DEMASQUE MALGRE TOUT UN PARAVENT DE LIBERALISME. Les deux faces de l'Irak dévoilées dans des rapports sur les violations des droits de l'homme. (The Times 12.03.90). p. 71.

L'AMNISTIE DECRETEE PAR BAGDAD «UN PIEGE» SELON DES REFUGIES KURDES IRAKIENS EN TURQUIE. (A.F.P. 13.03.90). p. 72. (Libération 14.03.90) p. 74.

18 TERRORISTES TUES ET 3 MILITAIRES BLESSES A USUD-EST DE LA TURQUIE. (A.F.P. 13.03.90). p. 72.

APPELS A LA CLEMENCE POUR FARZAD BAZOFT. Londres condamne la sentence de mort prononcée contre un collaborateur de l'«Observer» et veut envoyer un émissaire en Irak. Une journaliste suisse, qui a croisé Bazoft à Bagdad, témoigne. (Libération 14.03.90). p. 74. (Le Figaro 16.03.90). p. 75 & 76.

TURQUIE ARRESTATION d'Ismail Besiksi. (Libération 13.03.90). p. 74.

EXPOSITION KURDISTAN LE CHATEAU BLANC ... (Le Provençal 16.03.90). p. 76.

UN REGIME IGNOBLE. (The Daily Telegraph 16.03.90). p. 77.

LE TEMOIGNAGE DE KAMAL «UNE GRANDE PRISON». «Les Irakiens vivent dans une grande prison. On tue des gens tous les jours». (Ouest France 16.03.90). p. 77.

LES DROITS DE L'HOMME VUS PAR BAGDAD. L'un des régimes «les plus brutaux». (Le Monde 16.03.90). p. 78.

TURQUIE COUVRE-FEU. (Libération 16.03.90). p. 78.

BARBARIE. La sinistre dictature irakienne se surpasse une nouvelle fois dans l'horreur. (Le Monde 16.03.90). p. 78.

EXPLOSION DE COLERE EN GRANDE-BRETAGNE APRES LA PENDAISON D'UN JOURNALISTE PAR LES IRAKIENS. « Mme Thatcher le voulait vivant, nous lui avons rendu le corps ». (The Daily Telegraph 16.03.90). p. 79 & 80.

RETIRANT LE VOILE D'UNE REPUBLIQUE DE PEUR. DES MILLIERS DE TUES DANS UN REGNE DE TERREUR. LA BARBARIE D'IRAK DENONCEE. LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES A MONTRE PEU D'URGENCE. L'EXPLOSION QUI A CONDUIT A UNE MISSION CONDAMNEE. (The Independent 16.03.90). p. 81 à 84).

POUR REPONDRE A LA BARBARIE. (The Times 16.03.90). p. 85.

LA GRANDE-BRETAGNE A UN ACCORD SECRET CONCERNANT LE TERRORISME. DES ELEVES POURSUIVANT UNE PREPARATION MILITAIRE A SANDHURST SONT PRIES DE QUITTER LE CAMP. LA TRADITION BARBARE DE L'IRAK. UN INNOCENT A L'ETRANGER. (The Independent 16.03.90). P. 86 à 89.

LA CAMPAGNE MENEES PAR LA GRANDE-BRETAGNE N'ARRIVE A RIEN. L'IRAK FURIEUX A L'EXPLOSION AU CENTRE DES MISSILES. DES SIGNAUX DEROUTANTS ENVOYES AUX BOUCHERS DE BAGDAD. HURD REJETE LES SANCTIONS D'IRAK. LE MONDE ARABE RECOIT DES NOUVELLES DANS UN SILENCE ASSOURDISANT. LE TERRIFIANT EST NORMAL DANS LE TERRITOIRE DE SADDAM. UN ETAT BASE SUR LA BOUCHERIE. LA FINANCE REFUSEE A LA MISSION DE COMMERCE. (The Guardian 16.03.90). p. 89 à 95.

LA PENDAISON D'IRAK CONDAMNEE COMME DE LA BARBARIE. LE JOURNALISTE QUI A PAYE LE PRIX LE PLUS CHER. (The Times 16.03.90). p. 95 & 96.

LE REGNE SADIQUE DE SADDAM. (The Daily Telegraph 16.03.90). p. 97.

L'HISTOIRE D'UNE VIE ECRITE DANS LE SANG. (The times 16.03.90). p. 98.

TUER LE MESSAGER. (El Pais 16.03.90). p. 99.

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION D'UNE DICTATURE IMPITOYABLE. La révolution baasiste des 17-30 juillet 1968 a amené au pouvoir à Bagdad l'un des régimes les plus brutaux et répressifs de l'histoire de l'Irak. (Le Monde 17.03.90). p. 100.

SELON LE JOURNAL SUN, LE JOURNALISTE A ÉTÉ ARRÊTÉ POUR VOL. LA PRESSE BRITANNIQUE NE VEUT PAS SE TROUBLER PAR CE QUI REND SUSPECT LE «CAS BAZOFT». LE VOYAGE QUI LUI A CÔTÉ LA VIE ÉTAIT LE SIXIÈME RÉALISÉ EN IRAK. L'exécution de Farzof n'a fait que réveiller la conscience des intellectuels et écrivains devant l'horreur qui règne en Irak. (El Mundo 17.03.90). p. 101, 102 & 103.

TEHERAN PLUSIEURS DIZAINES DE KURDES IRAKIENS ONT MANIFESTÉ SAMEDI DEVANT LES LOCAUX DE L'ONU A TEHERAN à l'occasion du 2ème anniversaire du bombardement à l'arme chimique. (A.F.P. 17.03.90). p. 104.

BAZOFT AVAIT DES DOCUMENTS SUR LA COOPÉRATION IRAKO-BRITANNIQUES DANS L'ARMEMENT CHIMIQUE, SELON UN JOURNAL IRANIEN. (A.F.P. 18.03.90). p. 104.

IRAK RUINE PAR LA GUERRE AVEC L'IRAN, BAGDAD ACCUMULE UNE DETTE DE 70 MILLIARDS DE DOLLARS. (Le Monde 18-19.03.90). p. 105.

LES OUBLIES DE L'HISTOIRE Une exposition à voir. (Marseillaise 1.03.90). p. 106.

TROP JEUNE POUR SE TAIRE «Action des Chrétiens pour l'abolition de la Torture» lance une campagne de mobilisation à l'intention des 15-19 ans. (Méridional 19.03.90). p. 106.

LE TEMPS EST COMPTE POUR IBRAHIM ER. Situation stagnante à l'approche de la date d'expiration de son séjour. (République du Centre 19.0.90). p. 107.

SOIGNER ET VIVRE AU KURDISTAN Le Docteur Irène Compagnon en mission humanitaire, dans le cadre de l'A.M.I. (Dauphiné Libéré 19.03.90). p. 108.

L'UNIVERS DES KURDES AU CENTRE JEAN-LURCAT. LES KURDES, QUI SONT-ILS ? (Populaire du Centre 20 et 21.03.90). p. 108. (La Montagne 21.03.90). p. 109. (Populaire du Centre 22.03.90). p. 110.

COUVRE-FEU A CIZRE LE JOUR DU «NEWROZ». (A.F.P. 21.03.90). p. 109. (Le Figaro 22.03.90). p. 110.

LE PENDEUR DE BAGDAD NOTRE AMI. (Le Canard Enchaîné 21.03.90). p. 110.

L'OEUF KURDE L'expo sur le Kurdistan vrille nos coeurs. (Le Provençal 21.03.90). p. 110.

EN TURQUIE NEUF PERSONNES TUEES PAR LA GUERRILLA KURDE (PKK) APRES DE VIFS AFFRONTMENTS. (A.F.P. 22.03.90). p. 111.

LEVÉE DU COUVRE-FEU A CIZRE, mais la situation reste tendue. (A.F.P. 22.03.90). p. 111.

LA COMMUNAUTE KURDE FÊTE L'AN 2690 à Sainte-Florine. (La Montagne 22.03.90). p. 112.

DES KURDES PARLENT AUX BRETONS. (Ouest-France 22.03.90). p. 112.

HALABJA. DEUX ANS APRES - LA PLUS GRANDE «TRAGÉDIE CHIMIQUE» DEPUIS LA 2ème GUERRE MONDIALE. (Die Andere 23.03.90). p. 113.

IRAK LA PEAU D'UN HOMME. Pourquoi, en 1990, le maître de l'Irak, Saddam Hussein, peut-il faire exécuter impunément un journaliste étranger ? (Le Figaro 23.03.90). p. 114.

EN SITUATION IRREGULIERE, UN REFUGIE KURDE MENACE D'EXPULSION. (La Montagne 23.03.90). p. 115.

L'«INTIFADA» DE LA POPULATION KURDE. Célébrant le jour de l'an, les Kurdes ont manifesté dans le sud de l'Anatolie. Bilan 5 morts. (Libération 23.02.90). p. 115.

EN TURQUIE LA POLICE DEMANTELE UN RESEAU TERRORISTE FONDAMENTALISTE. (Le Monde 24.03.90). p. 116.

NEUF PERSONNES TUEES PAR LA GUERRILLA KURDE EN TURQUIE. (Libération Champagne 24.03.90). p. 116.

LE PEUPLE OUBLIE CRIE «AIDE». LES KURDES DENONCENT LES REPRESSIONS SANGUINAIRES DE SADDAM. (Courriera della Sera 25.3.90). p. 116.

LE DRAME DES REFUGIES. Jean-Paul II vient de consacrer son Message de carême 1990 à ce dramatique problème «cherchez tous les moyens susceptibles de venir en aide à nos frères réfugiés». (La Croix du Midi 25.03.90). p. 117.

TURQUIE GREVE DE PLUS DE 16 000 OUVRIERS DES CIMENTERIES. (A.F.P. 26.03.90). p. 118.

DES RESPONSABLES KURDES A NANTES LE

- MARDI 27 MARS 1990. (Ouest-France 26.03.90). p. 118.
- L'IRAK DEVRA CONTINUER D'ETRE LA VEDETTE ENCE QUI CONCERNE LES DROITS DE L'HOMME. (Herald Tribune 26.03.90). p. 119.
- LEVEE DU COUVRE-FEU A CIZRE. (Gamk 26.03.90). p. 120.
- LA SITUATION KURDE AU KURDISTAN UNE CONFERENCE AU CENTRE SAVIDAN. (Télégramme de Brest 27.03.90). P. 120.
- ASSOCIATION MAINSAT-KURDISTAN. (La Montagne et Populaire du Centre 27.03.90). p. 120.
- DEUX KURDES VISITENT LA BRETAGNE UN APPEL A L'AIDE HUMANITAIRE. «Nous sommes un peuple sans soutien. Notre seule force, c'est de nous tourner vers l'opinion publique». (Ouest-France 27.03.90). p. 121.
- REUNION D'INFORMATION SUR LES KURDES. LES KURDES PARLENT AUX BRETONS. (Ouest-France 28.03.90, Télégramme de Brest 28.03.90, Ouest France 28.03.90). p. 121.
- UNE TRENTAINE DE MILITANTS KURDES OCCUPENT LE HALL D'ENTREE DE LIBERATION pour quelques heures. (A.F.P. 28.03.90). p. 122. LA DIASPORA KURDE SEMOBILISE. (Libération 29.03.90). p. 122.
- SOIREE-DEBAT KURDE. DES KURDES INVITES DE L'UDB. (Liberté du Morbihan et Ouest-France 29.03.90). p. 122. (Le Tregor 31.03.90). p. 129.
- FESTIVAL DE MUSIQUE ORIENTALE KURDE ET ARABE. (Républicain Lorrain 29.03.90). p. 122.
- LE COMLOT POUR QUE L'IRAK OBTIENNE DES DECLENCHEURS D'ARMES NUCLEAIRES SE TERMINE PAR DES ARRESTATIONS EN GRANDE-BRETAGNE. Le choix entre la décence et Bagdad est simple. Il vaut mieux bloquer les armes nucléaires et chimiques à leur origine. (Herald Tribune 29.03.90). p. 123 & 124.
- LE RESEAU NUCLEAIRE D'IRAK EST BRISE. (The Guardian 29.03.90). p. 125.
- MOBILISATION POUR LE KURDISTAN à l'aumônerie de Saint-Raymond à Manosque. (Le Provençal 30.03.90). p. 126.
- REPRESSION AU KURDISTAN TURC. (L'Humanité 30.03.90). p. 126.
- LA DRAMATIQUE SITUATION DU PEUPLE KURDE. Une conférence au Rocher-Martin. (Télégramme de Brest 30.03.90). p. 127.
- BAGDAD NIE LE COMLOT DE FAIRE PASSER DES DECLENCHEURS NUCLEAIRES EN CONTREBANDE. (International Herald Tribune 30.03.90). p. 127 & 128.
- QUELLE EMPRISE BAGDAD A SUR LE Pt BUSH ? (Herald Tribune 30.03.90). p. 129.
- L'IRAK PRIS AU PIEGE. Les douanes américaines et britanniques avaient minutieusement préparé leur opération. (La Croix 31.03.90). p. 130.
- LES AUTORITES TURQUES INQUIETES FACE AU MECONTENTEMENT KURDE. (A.F.P. 31.03.90). p. 131.
- UNE DELEGATION KURDE A LANNION POUR «FAIRE TOMBER LE MUR DU SILENCE». (Télégramme de Brest et Ouest-France 31.03.90). p. 132 & 133.
- IMAGES DE KURDES. Petit à petit les réfugiés s'adaptent à la vie française, à son rythme et à ses habitudes. (Auvergne Magazine 03.90). p. 132.
- CEUX QUI VEULENT APAISER SONT TROP OCCUPES POUR LE MOMENT. UN MESSAGE POUR HUSSEIN. LES MISSILES IRAKIENS PEUVENT TOUCHER ISRAEL. Herald Tribune 31.03.90). p. 134 & 135.
- L'AFFAIRE BAZOFT DEMENT LES PROMESSES IRAKIENNES DE CHANGEMENT. Comment ne pas se faire des amis. (Financial Times 03.90). p. 136.
- SEUL L'ONU PEUT SAUVER LE MOYEN-ORIENT. (Financial Times 03.90). p. 137.
- REPROBATION DU PARLEMENT EUROPEEN SUR L'EXECUTION DE FARZAD BAZOFT. (Strasbourg 12-16.03.90). p. 138 & 139.

REVUE DE PRESSE TURQUE

- CINQ HABITANTS DE YESILYURT EN VISITE DANS UNE COMMUNE DU MEME NOM A ISTANBUL, COMPARENT LES DEUX COMMUNES. CELA RESSEMBLE A COMPARER DEUX BOXEURS DE CATEGORIES DIFFERENTES. (Cumhuriyet 01.90). p. 140.
- HOMMAGE A YILMAZ GUNEY A PARIS ET A STOCKHOLM. (Milliyet 11.01.90). p. 141.
- LE SHP VEUT ENGAGER DES POURPARLERS POUR FAIRE REVENIR AU PARTI LES 7 DEPUTES

EXPULSES ET CEUX QUI ONT DEMISSIONNE. (Cumhuriyet 2.01.90). p. 141.

ACHAT DE SUPER HELICOPTERES POUR COMBATTRE LE PKK. (Tercüman 10.01.90). p. 141.

UN INTERVIEW AVEC LE CHANTEUR KURDE SIVAN SUR LA MUSIQUE KURDE. (Tempo 11.17.01.90). p. 142 & 143.

DES EMPOISONNEMENTS SUCCESSIFS DANS LES CAMPS DES REFUGIES KURDES EN TURQUIE UNE FORME DE PROTESTATION OU UN REEL EMPOISONNEMENT PERPETRE PAR DES AGENTS DE RENSEIGNEMENTS IRAKIENS. (Tempo 11.01.90). p. 144 & 145.

ENFIN APRES 20 ANS D'INTERDICTION, LE FILM DE GUNAY «UMUT» (ESPOIR) EST DENOUVEAU A L'ECRAN. (Tempo 11.01.90). p. 146 & 147.

AU BOUT D'UN AN DE SEJOUR LES PESHMERGAS DANS LES CAMPS UN CHOMAGE QUI NE SE PARTAGE PAS LA MISERE ET L'EXPLOITATION. (Tercüman 13.02.90). p. 148.

LE PRESIDENT DE LA SECTION D'ANKARA DE L'ASSOCIATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME ARRETE POUR CAUSE DE «SEPARATISME» A ETE LIBERE APRES 35 HEURES DE GARDE A VUE. (Cumhuriyet 13.02.90). p. 149.

DECISION D'ACTION COMMUNE ENTRE LE PARTI COMMUNISTE TURC-UNION ET LE PKK. (Tercüman 13.02.90). p. 149.

TRACTS ANTI-PKK DIFFUSES A SANLIURFA PAR DES INCONNUS. (Tercüman 14.02.90). p. 150.

AU PROCES DU PKK EN RFA L'UN DES EX-MILITANTS DE CE PARTI, CETINER, BENEFICIERA DE LA LOI DES «REPENTIS». (Tercüman 14.02.90). p. 150.

LA VISITE DE M. OZAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUE EN FRANCE INVITE PEU DESIRE. (Tercüman 15.02.90). p. 150.

«UMUT» (ESPOIR) LE FILM DE YILMAZ GUNAY, EST DE NOUVEAU EN TURQUIE. (Cumhuriyet 14.02.90). p. 151 & 152.

MITTERAND ACCEPTE DIFFICILEMENT DE RENCONTRER M. OZAL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE TURQUE. (Milliyet 14.02.90). p. 152.

LA VISITE A PARIS DE M. OZAL N'A MEME PAS UN CARACTERE OFFICIEL. LE «OUI» DE MITTERAND EST ACCORDE AVEC BEAUCOUP DE DIFFICULTES ET AU DERNIER MOMENT. (Tercüman 15.02.90). p. 153.

VICE DE FORME DANS LA DEMANDE DE LEVEE DE L'IMMUNITE PARLEMENTAIRE DES 6 DEPUTES. (Tercüman 15.02.90). p. 153.

C'EST L'IRAK QUI SE CACHE DERRIERE LA COULISSE DIPLOMATIQUE ENGAGEE PAR LES PAYS ARABES CONTRE LA TURQUIE. (Cumhuriyet 16.02.90). p. 153.

LE PROJET GAP PEUT DESEQUILIBRER LA BALANCE ECOLOGIQUE DE LA REGION. (Cumhuriyet 16.02.90). p. 154.

DES AVEUX TERRIBLES DES MILITANTS DU PKK LORS DU PROCES EN R.F.A. (Tercüman 17.02.90). p. 154.

LA POPULATION DE 2 VILLAGES IMMIGREE A CIZRE POUR CAUSE DE TERREUR DAMANDE LA SCOLARISATION DE LEURS ENFANTS.

AFFRONTEMENT ENTRE LE PKK ET LES FORCES DE L'ORDRE 1 SOLDAT TUE, 6 ENANTS PRIS EN OTAGE. (Cumhuriyet 17.02.90). p. 155.

URSS UNE MINORITE QUI DISCUTE SON AVENIR LES KURDES, DISPERSES ENTRE 5 REPUBLIQUES SOVIETIQUES DEMANDENT LA PROTECTION ET LE DEVELOPPEMENT DE LEUR VIE CULTURELLE. (2000' E Dogru 18.02.90). p. 156, 157, 158.

LES DROITS DE L'HOMME ET LA TURQUIE LA QUESTION KURDE. (Cumhuriyet 18.02.90). p. 159.

LES DEPUTES EXPULSES ET DEMISSIONNAIRES DU SHP ENTRAINENT AVEC LEUR DEPART 3854 MEMBRES DE LA SECTION D'ANKARA DU PARTI. (Milliyet 19.02.90). p. 160.

LES CHYPRIOTES GRECS LIVRENT DES ARMES AU PKK. (Tercüman 19.02.90). p. 160.

DANS L'AFFRONTEMENT ARME QUI OPPOSAIT LES 5 MILITANTS DU PKK A L'ARMEE, 2 D'ENTRE EUX ONT ETE TUES ET LES 3 AUTRES ONT REUSSI A S'ECHAPPER. (Hürriyet 19.02.90). p. 161.

APO SE TROUVE DANS UNE IMPASSE DEVANT L'INCAPACITE DE SES MILITANTS. (Milliyet 21.02.90). p. 161.

LE GENOCIDE PERPETRE PAR SADDAM A KIRKOUK LES TURCS D'IRAK FACE A UN MASSACRE SYSTEMATIQUE. (Tercüman 21.02.90). p. 162.

UN NOUVEL AVEU DES MILITANTS REPANTIS DU PKK AU PROCES DE BERLIN «C'EST NOUS QUI AVONS TUE MURAT BAYRAKLI». (Milliyet 21.02.90). p. 162.

LE VICE-MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DES ETATS-UNIS SE DECLARE PREOCCUPE PAR LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (Cumhuriyet 26.02.90). p. 163.

DEUX DETENUS AGES BENEFICIENT D'UN NON-LIEU AU PROCES DE PKK A DIYARBAKIR. (Cumhuriyet 24.02.90). p. 164.

NON-LIEU POUR MEHDI ZANA DANS L'UN DE

SEAFFRONTMENT A LICE AVEC LES MILITANTS DU PKK. (Cumhuriyet 27.02.90). p. 164.

AFFRONTMENT A LICE AVEC LES MILITANTS DU PKK. (Cumhuriyet 26.02.90). p. 164.

400 VILLAGES DE L'EST VIDES DE LEURS HABITANTS. LES POPULATIONS N'ONT PLUS DE FORCE POUR SUPPORTER LA TERREUR. (Milliyet 27.02.90). p. 165.

A NOS LECTEURS

La presse turque a accordé une large place aux événements des dernières semaines au Kurdistan de Turquie. Pour ne pas alourdir davantage ce triple numéro déjà très volumineux du bulletin nous reportons au numéro suivant la plupart des coupures des journaux turcs du mois de mars.

ECHO REPUBLICAIN

5. 01. 1990

Contre l'expulsion du Kurde Ibrahim Er Une délégation remet une pétition à la préfecture



Ibrahim Er est installé à Epernon depuis 87. Il vit chez son frère et travaille à Rambouillet dans une entreprise de travaux publics. Il souhaite rester en France mais les autorités lui ont intimé l'ordre de partir. Des organisations (associations, parti) se sont mobilisées pour annuler la procédure d'expulsion. Inutile de dire que l'on attend beaucoup de l'entretien avec le représentant du préfet.

IBRAHIM ER demande le droit d'asile depuis 1987. Mais à la fin 89, est arrivée une nouvelle qui est venue saper ses espoirs : la préfecture a ordonné à ce ressortissant turc de 27 ans de quitter le territoire français avant le 7 janvier.

Avant les fêtes de fin d'année, le Comité national pour la défense des droits démocratiques des Travailleurs immigrés a tiré la sonnette d'alarme. Et d'autres

organisations — MRAP, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement Pour un Parti des Travailleurs — se sont mobilisées, parallèlement à l'action juridique engagée par M^e Nicolle.

Aujourd'hui, à 17 heures, une délégation remet une pétition au secrétaire général de la préfecture, Henri-Michel Comet qui a le pouvoir d'annuler la procédure d'expulsion.

Par parenthèse, il faut signaler que l'Office français de

protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) est de plus en plus chiche pour accorder le statut de réfugié politique.

On en a eu une confirmation, avec l'afflux de Roumains en France : selon les chiffres données par Libération (28 décembre 1989), sur les 328 dossiers que l'Office a traités, seuls 152 Roumains ont obtenu le statut de réfugié politique... soit un taux de rejet supérieur à 50%.

FINANCIAL TIMES January 9 1990

FOREIGN AFFAIRS

Romanian goose, Iraqi gander

Edward Mortimer asks whether human rights are the exclusive birthright of Europeans

One of the less memorable international events of the Christmas season was a Euro-Arab conference held in Paris. Twelve foreign ministers from the European Community sat facing 20 or so of their counterparts from the League of Arab States. Advisers sitting behind them passed forward freshly deciphered telegrams from Bucharest, which travelled from hand to eager hand along the European side of the table. Finally the French foreign minister, who was in the chair, interrupted the proceedings to announce that Ceausescu had been overthrown. At this news the Europeans burst into a spontaneous round of applause. The Arab ministers, on their side, stayed silent and stony-faced.

Two morals could be drawn from this anecdote. One - favoured, I fear, by many Europeans - would be that enthusiasm for human rights and political freedom is a peculiarly European phenomenon, not shared by Arabs. The other, which I prefer, is that the Arab foreign ministers, representing regimes that have more in common with Ceausescu than with west European governments, saw his downfall as cause for fear rather than rejoicing. "There but for the grace of God," they may have been thinking, "go we."

The latter moral does not in fact exclude the former. Arab ministers might fear that their own regimes will prove as fragile as Ceausescu's, and their end as violent, without accepting that those who oppose them are inspired by any genuine thirst for democracy, still less that successor regimes would be freer or more democratic than the present ones.

If Romania succeeds in avoiding another dictatorship that will be, in part at least, because its people see themselves, and are seen by others, as "European," which has come to imply being part of a political and cultural as well as geographical entity, one characteristic of which is adherence to democracy and respect for human rights.

Arabs, of course do not generally think of themselves as Europeans, and certainly are not thought of that way by others. In the past that did not stop European concepts of freedom and nationalism from sweeping through the Arab world, especially in opposition to European dominance. But perhaps not more than a handful of Arab intellectuals ever really judged their own personal freedom by European standards. To the people Islam has remained a more meaningful frame of reference.

Many Moslems would argue that Islam is no less compatible with democracy and human rights than is Christianity. Others say that these concepts are western imports which must be rejected because they detract from the absolute sovereignty of God and His Law, as revealed in the Koran. It is this latter school of thought, to a greater or lesser degree encouraged by the revolution in Iran, that tends to be in the forefront of opposition to Arab regimes.

One of the reasons why, so far, this school of thought has had an easy time of it is that the West seldom acts or even speaks as if it believed that human rights and democracy, although supposedly "universal" values, were applicable in

knights, the Leader-President, the Leader-Struggler, whose painted cutout figure, often fluorescent, towers over the entrance to every Iraqi village.

Ceausescu began a programme of destroying villages in the supposed interests of efficiency. Saddam has destroyed hundreds in the supposed interests of security. Former colleagues and subordinates of Ceausescu who had disagreed with him, and in some cases signed open letters criticising his policies, emerged during the revolution from house arrest or internal exile to organise the new regime. But ministers and party colleagues who fall out with Saddam are usually executed within hours.

Ceausescu instituted an

Perhaps only a handful of Arab intellectuals ever judged their freedom by European standards

practice to that section of the human race which speaks Arabic and/or professes Islam. This double standard is particularly flagrant in Iraq's case.

Nicolae Ceausescu was an enlightened ruler and a man of exemplary modesty by comparison with Saddam Hussein, president of the Republic of Iraq, commander in chief of the armed forces, chairman of the Revolutionary Command Council, general secretary of the Regional Command of the Arab Baath Socialist Party, chairman of the Supreme Agricultural Council, chairman of the Supreme Council for the Compulsory Eradication of Illiteracy, knight of the Arab nation, hero of national liberation, the new Nebuchadnezzar, the daring and aggressive

omnipresent and deeply feared security police, and ordered it to fire on the crowds in a last desperate attempt to save his regime. But in Iraq for the last 20 years of Baathist rule the whole population has been forced to live in fear of arbitrary arrest and torture. The bodies of executed people are returned to their relatives in sealed coffins, for which they have to pay but which they are not allowed to open. The whole system of government is described and analysed in a chilling book published last year under the apt title *Republic of Fear*, by an Iraqi expatriate scholar using the pseudonym Samir al-Khalil. But many of the abuses have also been documented by Amnesty International, which last year

published a special report on the way that children in Iraq have often been arrested, tortured, and even executed, as a way of putting pressure on their relatives.

Ceausescu did his best to isolate his country and its people. Saddam Hussein waged aggressive war, causing the deaths of hundreds of thousands of Iraqis and Iranians. He used chemical weapons, both against the Iranian enemy and against his own Kurdish subjects. He has developed long-range ballistic missiles, acquiring control of Western companies with expertise in militarily useful technology, and subverting Western banking regulations to overcome restrictions on credit. Iraqomania is a threat to all his neighbours, and to world peace. But through fear, complacency, or *raison d'état* the rest of the world treats him as a legitimate head of state and a good man to do business with. His hostility to Iran, like Ceausescu's independence from Moscow, has won him undeserved favour in the West.

Unlike Ceausescu he has not yet been given a knighthood or invited to stay at Buckingham Palace. But British ministers visit Baghdad to offer government-backed commercial credit, and British arms manufacturers throng to the Baghdad trade fair. No minister publicly urges the Iraqi armed forces to overthrow the regime, as Mr William Waldegrave did those of Romania; still less has Mr Waldegrave designated the British embassy in Baghdad a source of support for the opposition, as he did in Bucharest. On the contrary, Iraqi opposition leaders who reach this country are firmly refused appointments even with junior officials, on varying pretexts - the latest being that contact with them might adversely affect the fate of Mrs Daphne Parish, a British nurse, and Mr Farzad Bazoft, a London-based journalist, who were arrested in Iraq last September after Mr Bazoft, in Iraq at the government's invitation, had tried to investigate an explosion at an Iraqi military-industrial complex where hundreds of workers were said to have died.

Which amounts to saying that foreign governments, if they wish to deter Britain from maintaining contact with their opponents, can do so by arresting British subjects and holding them hostage. Would it not be preferable to admit now that Saddam's regime is an abomination, and that any Iraqi brave enough to struggle against it deserves at least our moral support?

*Hutchinson Radius £18.95. <

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'oie roumaine,
le jars irakienEdward Mortimer demande si les
droits de l'homme sont un droit de
naissance exclusif des Européens

Un des événements internationaux les moins mémorables de la saison de Noël était une conférence euro-arabe tenue à Paris. Douze ministres des affaires étrangères de la Communauté Européenne étaient assis en face d'une vingtaine de leurs homologues de la Ligue des États arabes. Des conseillers assis derrière eux leur passaient des télégrammes fraîchement déchiffrés, provenant de Bucarest qui voyageaient d'une main avide à l'autre du côté européen de la table.

Finalement, le ministre français des Affaires Étrangères qui présidait la réunion, a interrompu les travaux pour annoncer que Causescu a été renversé. A cette nouvelle, on a entendu une salve d'applaudissements spontanés chez les européens. De l'autre côté, les ministres arabes sont restés silencieux et de pierre.

Deux morales peuvent être tirées de cette anecdote. L'une - qui a, j'ai bien peur, la faveur de beaucoup d'Européens - serait que l'enthousiasme pour les droits de l'homme, et la liberté politique est un phénomène particulièrement européen, non partagé par les Arabes. L'autre, que je préfère, est que les Ministres des Affaires Étrangères arabes représentant des régimes qui ont plus en commun avec Causescu, qu'avec les gouvernements de l'Europe de l'Ouest, ont vu cette chute comme une cause de crainte, plutôt que de réjouissement. "Mais par la grâce de Dieu", il se peut qu'ils soient en train de penser, "devons nous continuer".

La dernière morale n'exclut en fait pas la première. Les ministres arabes ont pu craindre que leurs propres régimes s'avèrent aussi fragiles que celui de Causescu, et que leur fin aussi violente, sans accepter que ceux qui s'opposent à eux soient inspirés par une quelconque soit authentique de démocratie, encore moins que les régimes qui leur succéderont seraient plus libres ou plus démocratiques que les actuels.

Si la Roumanie réussit à éviter une autre dictature ce sera, au moins en partie, parce que son peuple se considère, et est vu par d'autres comme "européen", ce qui vient à impliquer comme étant une part d'une entité politique et culturelle, aussi bien que géographique, dont l'une des caractéristiques, est l'adhésion à la démocratie et aux droits de l'homme.

Les Arabes, bien sûr, ne se pensent pas généralement comme des Européens, et certainement ne sont pas considérés comme tels par les autres. Dans le passé cela n'a pas empêché les concepts européens de liberté et de nationalisme, de balayer le monde arabe, spécialement en opposition à la domination européenne, mais peut-être que pas

plus d'une poignée d'intellectuels arabes ont jamais réellement estimé leur propre liberté personnelle par les standards européens. Pour le peuple, l'Islam est resté un cadre de référence plus significatif.

Beaucoup de musulmans, répliqueront que l'Islam n'est pas moins compatible avec la démocratie et les droits de l'homme que la chrétienté. D'autres disent que ces concepts sont d'importation occidentale, et doivent être rejetés parce qu'ils dévient de la souveraineté absolue de Dieu et de sa Loi, telle qu'elle est révélée dans le Coran. C'est cette dernière école de pensée, à un degré plus ou moins grand encouragée par la révolution en Iran, qui tend à être à la pointe de l'opposition aux régimes arabes.

L'une de ces raisons pour lesquelles jusqu'ici cette école de pensée a eu un temps facile est que l'Ouest agit rarement ou même parle comme s'il était convaincu que les droits de l'homme et la démocratie, bien que supposé valeurs universelles, sont applicables en pratique à cette section de la race humaine qui parle arabe et/ou professe l'islam. Ce double standard est particulièrement frappant dans le cas de l'Irak.

Nicolas Causescu était un souverain éclairé, et un homme d'une modestie exemplaire, par comparaison avec Saddam Hussein, président de la République de l'Irak, Commandant en chef des forces armées, Président du Conseil de commandement de la Révolution, Secrétaire Général du commandement régional du Parti Arabe Baas socialiste, Président du Conseil suprême de l'agriculture, Président du Conseil suprême pour l'éradication obligatoire de l'analphabétisme, Chevalier de la nation arabe, Chevalier de Libération Nationale, le nouveau Nabuchadnezzar, le Chevalier preux combattif, le Leader-Président, le

Leader-Combattant, dont la figure peinte découpée, souvent fluorescente, trône au dessus de l'entrée de chaque village irakien.

Causescu a commencé un programme de destruction de villages dans les intérêts supposés de l'efficacité. Saddam a détruit des centaines de villages pour les intérêts supposés de la sécurité. Les anciens collègues et subordonnés de Causescu qui étaient en désaccord avec lui, et qui ont dans certains cas signés des lettres ouvertes critiquant sa politique ont émergé durant la révolution de la résidence surveillée, ou de l'exil interne, pour organiser le nouveau régime. Mais les ministres, et les collègues de parti qui se brouillent avec Saddam sont habituellement exécutés en quelques heures.

Causescu a institué une police politique omniprésente et profondément crainte, et lui a ordonné de tirer sur la foule dans une dernière tentative désespérée pour sauver son régime. Mais en Irak, au cours des 20 dernières années de régime Basiste, toute la population a été forcée de vivre dans la crainte d'arrestations arbitraires et de la torture. Les corps des personnes exécutées sont rendus à leurs parents dans des cercueils plombés, pour lesquels ils doivent payer, mais qu'ils ne sont pas autorisés à ouvrir. Tout le système du gouvernement est décrit et analysé dans un livre effrayant publié l'année dernière sous le bon titre de "République de crainte", par un savant irakien expatrié, utilisant le pseudonyme de Samir Al-Khalil. Mais, beaucoup de ces abus ont également été étayés par Amnesty International qui l'année dernière a publié un rapport, sur la manière dont les enfants en Irak avaient été souvent arrêtés, torturés, et même exécutés, comme moyen d'exercer des pressions sur leurs parents.

Causescu a fait de son mieux pour isoler son pays et son peuple. Saddam Hussein a mené une guerre agressive causant la mort de centaines de milliers d'Irakiens et d'Iraniens. Il a utilisé les armes chimiques, à la fois contre l'ennemi iranien, à la fois contre ses propres sujets kurdes. Il a développé des missiles balistiques de longue portée, acquit le contrôle de sociétés occidentales connues pour leur technologie utilisable dans le domaine militaire, détourné les réglementations bancaires occidentales pour venir à bout des restrictions de crédit. Sa mégalomanie est une menace pour tous ses voisins et à la paix du monde. Mais, à travers la peur, la complaisance, ou la raison d'Etat, le reste du monde le traite comme un Chef d'Etat légitime, et un homme valable avec qui on peut faire des affaires. Son hostilité à l'Iran, comme l'indépendance de Causescu vis à vis de Moscou, lui a gagné une faveur illimitée à l'Ouest.

Contrairement à Causescu, il n'a pas encore été sacré Chevalier, ou invité à résider à Buckingham Palace. Mais, les ministres britanniques visitent Bagdad pour offrir des crédits commerciaux garantis par le gouvernement, et les fabricants d'armes britanniques se ruent à la foire de Bagdad. Aucun ministre n'a appelé publiquement les forces armées irakiennes à renverser le régime, comme M. William Waldegrave l'a fait pour celles de Roumanie, encore moins M. Waldegrave n'a désigné l'Ambassade Britannique à Bagdad, comme une source de soutien pour l'opposition, comme il l'a fait à Bucarest. Au contraire, les leaders de l'opposition irakienne qui arrivent dans ce pays se voient fermement refuser des rendez-vous même avec des officiels juniors, sous des prétextes divers - le dernier étant que ce contact avec eux pourrait affecter défavorablement le sort de Mme Daphne Paris, une infirmière britannique, et M. Farzad Bazost, un journaliste basé à Londres, qui ont été arrêtés en Irak, en septembre dernier, après que Monsieur Bazost, arrivé en Irak à l'invitation du gouvernement, a essayé d'enquêter sur une explosion dans un complexe militaro-industriel irakien, où des centaines d'ouvriers auraient été tués.

Ce qui veut dire que les gouvernements étrangers, s'ils désirent intimider la Grande-Bretagne d'entretenir des contacts avec leurs opposants, peuvent faire ainsi en arrêtant les sujets britanniques, et en prenant des otages. Ne serait-ce pas préférable d'admettre maintenant que le régime de Saddam est une abomination, et que tout irakien assez brave pour lutter contre lui mérite au moins notre soutien moral ?

GLGL

FRA0203 4 I 0242 TUR /AFP-J039

Turquie-Kurdes-RFA

Une sociologue allemande arrêtée dans le sud-est de la Turquie

ANKARA 10 jan (AFP) :— Une sociologue allemande, enseignante à la Sorbonne à Paris et qui préparait un livre sur les kurdes vivant en Turquie, a été arrêtée mercredi matin par la police politique turque à Siirt, dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde, a-t-on appris à Ankara de source policière.

Mme Hella Schlumberger s'était rendue dans le sud-est de la Turquie pour enquêter sur la structure sociologique de la région. Elle a été arrêtée par deux policiers en civil du département politique alors qu'elle s'apprêtait à quitter son hôtel, a-t-on ajouté.

Assistée du Président local du Parti Populiste Social Démocrate (PPSD, principal parti de l'opposition) M. Erdal Koyuncu et d'un avocat, Mme Schlumberger était interrogée mercredi dans les locaux de la direction régionale de la sûreté. Les responsables de la police ont annoncé que la sociologue allemande avait été arrêtée à la suite d'un mandat lancé par la police de Birecik, près de Urfa, et transférée à Birecik en voiture, accompagnée de deux policiers.

Un responsable de l'ambassade de RFA à Ankara a déclaré que le consulat général en Turquie était "en contact permanent" avec les autorités turques afin de libérer Mme Schlumberger. Il a ajouté n'avoir pu obtenir plus de précisions auprès des autorités judiciaires turques sur les raisons de son interpellation. RD/jeb/nl idf

AFP 101555 JAN 90

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

GLGL

FRA0129 4 I 0197 TUR /AFP-OM92

Turquie-Kurdes-RFA

Une sociologue allemande enseignante à Paris écrouée pour "propagande kurde"

ANKARA, 11 jan (AFP) - Une sociologue allemande arrêtée mercredi par la police politique turque à Siirt, dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde, a été écrouée pour "propagande kurde" à Diyarbakir, préfecture de la grande région du sud-est, a-t-on appris jeudi de source consulaire ouest-allemande à Ankara.

Enseignante à la Sorbonne à Paris, Mme Hella Schlumberger préparait un livre sur les Kurdes de Turquie et s'était rendue dans la région pour enquêter sur sa structure sociologique. Elle avait été arrêtée mercredi matin par deux policiers en civil du département politique alors qu'elle s'apprêtait à quitter son hôtel, a-t-on ajouté.

Mme Schlumberger a été arrêtée à la suite d'un mandat lancé par la police de Birecik, près de Urfa, et transférée à Birecik, où elle a été interrogée une partie de la nuit par le procureur, a-t-on précisé de source consulaire.

Elle a été conduite jeudi matin à Diyarbakir, où elle a été écrouée dans l'attente d'un procès devant la cour de sûreté de l'Etat, a-t-on ajouté au consulat de RFA à Ankara.

AL/CT/nl idf

AFP 111104 JAN 90

La Montagne 10.01.1990

Une semaine : « A la découverte du peuple kurde »

Une exposition du vendredi 12 au dimanche 21 janvier, de 14 heures à 18 h 30, au Couvent des Dames.

Cette exposition rassemble des documents de la vie quotidienne, des documents sur l'exode (camps de Turquie et de France) et des dessins d'enfants qui témoignent de leur vécu.

Une soirée d'information avec des interventions du docteur Tis-

sot (chargé de mission à la cellule d'urgence à Matignon) et d'un représentant de l'Institut kurde de Paris qui présentera des diapositives et commentaires, le vendredi 12 janvier, à 20 h 30, à la salle des fêtes.

Des rencontres se dérouleront le dimanche après-midi 21 janvier, au Couvent des Dames. Thé, pâtisseries, musique, etc.

Ont collaboré à l'organisation de l'exposition :

Au montage. - Des membres de la commission municipale « Vie culturelle et associative » et de la commission extra-municipale « culture » et des animateurs du CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active).

A la documentation. - Photos : Institut kurde de Paris, CEMEA, familles kurdes, familles vicomtoises. Dessins et village en terre : enfants kurdes.

Janvier 1990

Croissance des Jeunes

TURQUIE LA GUERRE AU PAYS SANS NOM

A l'est de la Turquie se déroule un conflit silencieux, aux péripéties insaisissables : celui qui oppose pouvoir turc et population kurde.

Sur l'aéroport de Diyarbakir, à près de 1 000 km à l'est d'Ankara, les avions civils n'ont droit qu'à un bout de piste. Encore leur faut-il attendre que les chasseurs Phantom de l'armée turque aient terminé leurs exercices de tir pour y avoir accès... En Turquie, on ne prononce pas le mot « Kurdistan », c'est interdit. Alors on dit « l'Est ». Et l'Est commence, dès l'aéroport de Diyarbakir, par l'accueil de militaires en armes.

Diyarbakir est une ville sombre. Derrière les remparts de basalte noir, ses prisons où sont morts quantité d'opposants au régime ou de nationalistes kurdes. Diyarbakir est en état de siège permanent. Ici l'armée a tout pouvoir, ici on est en guerre.

L'ennemi ? Il est d'abord kurde. Même si les prisons regorgent aussi de démocrates de gauche, opposés au gouvernement. Un ennemi qui a, aux yeux des militaires, le double visage des combattants maquisards et d'une population locale kurde qu'elle soupçonne être « bergers le jour et tueurs la nuit », selon le mot d'un officier. « *Le malheur ici, c'est d'être kurde, or tout le monde l'est* », me confie un avocat d'origine kurde. « *Les Kurdes ont toujours été considérés en Turquie comme des citoyens de deuxième catégorie, réprimés au plan culturel : leur langue est interdite.* »

« *On peut affirmer aujourd'hui que l'armée se sert des séparatistes comme d'un épouvantail, pour mener à bien d'autres objectifs, sou-*

ligne-t-il. Son intervention en Anatolie du Sud-Est répond en premier lieu à un objectif économique. On fait évacuer les populations des villages de la région d'Urba pour des raisons dites militaires alors qu'en fait, on récupère des terres mises en valeur par les gros investissements effectués avec les barrages lancés sur l'Euphrate. »

Six morts par dépit

L'autre raison est stratégique : l'armée entend couper la population locale de tout contact avec les autres Kurdes, d'Irak, d'Iran ou de Syrie. Les militaires entretiennent un climat de terreur dans toute la zone, incitent les populations à l'exode volontaire et, depuis quelques mois, concentrent par la force la population dans les villes pour mieux les contrôler. « *Aujourd'hui, un village sur deux est vidé de ses habitants, indique le représentant de l'Association des droits de l'homme. Le flot des réfugiés grossit aux portes des petites villes : villages de toile improvisés, femmes et enfants entassés dans des hangars, des entrepôts, une bergerie, sans aucune aide humanitaire. Des milliers de personnes ont été déplacées sans qu'il soit possible de les recenser.* » Des familles sans ressources vivent dans le dénuement total.

« *Au-delà de la rivière, tous les villages sont morts, tous ont été contraints de partir comme peut-être nous demain* », nous explique le chef d'un village près de Maardin, petite ville surmontée de radars aériens et transformée en bastion. Tous ont été contraints d'évacuer ». Lui-même a été emprisonné plusieurs fois à Diyarbakir. Un autre homme du village raconte les sévices

qu'il a subis dans les cachots de la prison de cette ville, où il a été retenu durant deux ans. On les a accusés d'être complices de « l'ennemi ». L'ennemi, où est-il ? Invisible, niché dans la montagne ou réfugié de l'autre côté de la frontière en Syrie. C'est le PKK, mouvement marxiste et séparatiste kurde. Hier, le PKK était redouté ; aujourd'hui ce sont les militaires qui font peur.

La région est totalement dominée par les militaires. Le déploiement de forces : chars d'assaut, chasseurs aériens, hélicoptères armés, crée un climat d'occupation. En ville, à la poste, chaque téléphone est gardé par un militaire. Chaque déplacement doit être justifié. Les arrestations arbitraires ne se comptent plus et la torture, la « falaka » est systématique. Le régime d'exception permet aux autorités de porter la garde à vue à quarante-cinq jours, renouvelables. Des patrouilles se succèdent. Le couvre-feu est d'usage à la nuit tombée. A Cizré, petite ville proche de la frontière irakienne que nous atteignons au soir tombant, chacun se terre chez soi : un homme vient d'être tué en plein centre de la ville. Les convois militaires se succèdent sur la fameuse « route de la soie » qui longe la frontière turco-syrienne, une route jalonnée de miradors.

Une « force » militaire de 40 000 hommes, selon les autorités est mobilisée contre des rebelles dont le nombre est évalué à 2 250 selon les militaires, et à 10 000 selon le leader du PKK Abdullah Ocalan, dans une interview accordée en Syrie.

Il y a quelques semaines, dans la nuit du 20 septembre, à Delebashir, à 30 km de Cizré, l'armée est « accrochée » par des partisans du PKK. Au petit matin, de dépit, les militaires tirent à vue sur six paysans qui partaient vendre leurs légumes au marché voisin. Six civils morts, étalés sur la route...

Aujourd'hui, le village de Delebashir est vidé de tous ses occupants. Une des habitantes, réfugiée, crie sa révolte : « *Ils m'ont tout pris, mon père, mon frère, mon mari. Ils ont fait fuir la population de notre village. Celui-ci aujourd'hui n'existe plus. Pourquoi avoir peur, désormais ?* »

PASCAL PERCQ

Le mouvement séparatiste kurde du PKK trouve souvent refuge en Syrie.



Pejlovski-Sygnis

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

FRFR

FRA0350 4 6 0219 FRA /AFP-RL85

Divers-Immigration

Poissy : Manifestation de 280 travailleurs Kurdes après leur expulsion d'un foyer de la ville

POISSY, 11 jan (AFP) - Deux-cent quatre vingts travailleurs kurdes expulsés mercredi du foyer ADEF de Poissy (Yvelines) ont manifesté jeudi devant la mairie de la ville, apprend-on auprès du maire M. Jacques Masdeu-Arus.

"J'ai reçu vers 14 heures une délégation de quatre personnes représentant les 280 kurdes installés clandestinement au foyer ADEF et qui en ont été expulsés mercredi par la direction", a expliqué à l'AFP M. Masdeu-Arus.

"Toutes ces personnes se réclament du statut de réfugié politique et leur cas ne dépend donc pas de ma compétence", a ajouté le maire RPR, précisant qu'il s'était engagé à les mettre en contact avec des représentants de la Préfecture des Yvelines.

Les manifestants qui occupaient les marches de l'Hôtel de ville depuis le matin se sont dispersés dans le calme jeudi après-midi après avoir obtenu l'assurance de la direction du foyer de pouvoir utiliser "les communs du foyer" pour dormir deux ou trois nuits dans l'attente d'une solution définitive.

Le foyer ADEF (Association pour le Développement des Foyers du Bâtiment et des Métaux) de Poissy comprend 650 lits et accueille des travailleurs de quatre ethnies différentes

gd/jmg

AFP 111645 JAN 90

Paris Normandie 12. 01. 1990

POISSY

Cent cinquante expulsés du foyer ADEF se rassemblent devant la mairie

Manifestation dans le calme. Figurants parmi les trois cents résidents illégaux expulsés mercredi du foyer ADEF de Poissy, cent cinquante Kurdes se sont rassemblés hier devant la mairie. Objectif : rencontrer le député-maire et peut-être une solution.

Le contrôle effectué mercredi, suivi des expulsions par commandement de justice, a eu une conséquence très simple : deux cents Kurdes et 94 Africains se sont retrouvés à la rue. C'est la raison pour laquelle 150 personnes parmi la première communauté citée ont pris possession du perron de la mairie dès 10 h hier matin. Ils déclarent par ailleurs bénéficier du statut de réfugiés politiques.

« Nous sommes venus chercher une solution » expliquait l'un d'eux.

A 14h, un comité composé de quatre représentants des manis-

tants devait rencontrer pendant une heure le député-maire de Poissy, Jacques Masdeu-Arus.

« Ce problème n'est pas de la compétence du maire, puisque ce sont des réfugiés politiques. C'est de celle du ministre de l'Intérieur ainsi que des Affaires étrangères » précisait ce dernier à l'issue de la réunion.

« J'ai convenu avec eux de ménager une entrevue avec un responsable de la préfecture ou de la sous-préfecture. »

Le problème immédiat du logement pour la nuit a été réglé de la façon suivante : « J'ai négocié avec les responsables du foyer ADEF : ils peuvent aller cette nuit loger dans les communs, dans le bâtiment B. Deux ou trois jours, le temps que des solutions de relogements soient trouvées dans différents foyers de la région parisienne. »

Cent cinquante Kurdes, expulsés du foyer ADEF, devant la mairie de Poissy

Libération 12. 01. 1990

Poissy : les Kurdes expulsés manifestent

Deux-cent quatre vingts Kurdes expulsés mercredi du foyer ADEF de Poissy (Yvelines) ont manifesté hier devant la mairie de la ville. « Toutes ces personnes se réclament du statut de réfugié politique et leur cas ne dépend donc pas de ma compétence », a estimé le maire RPR, précisant qu'il s'était engagé à les mettre en contact avec des représentants de la préfecture des Yvelines. Les manifestants, qui occupaient les marches de l'Hôtel-de-ville depuis le matin, se sont dispersés dans le calme jeudi après-midi, après avoir obtenu l'assurance de la direction du foyer de pouvoir utiliser « les communs du foyer » pour dormir deux ou trois nuits dans l'attente d'une solution définitive. Le foyer ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux) de Poissy comprend 650 lits et accueille des travailleurs de quatre ethnies différentes. (avec AFP)

La Montagne 12. 01. 1990

UNE SEMAINE « A LA DÉCOUVERTE DU PEUPLE KURDE »

Une exposition aura lieu du vendredi 12 au dimanche 21 janvier, de 14 heures à 18 h 30, au couvent des Dames.

dimanche après-midi 21 janvier, au couvent des Dames (thé, pâtisseries, musique, etc.).

Cette exposition rassemble des documents de la vie quotidienne, des documents sur l'exode (camps de Turquie et de France), des dessins d'enfants qui témoignent de leur vécu ; une soirée d'information, avec des interventions du docteur Tissot (chargé de mission à la Cellule d'urgence à Matignon) et d'un représentant de l'Institut kurde de Paris ; diapositives et commentaires, se déroulera vendredi 12 janvier, à 20 h 30, à la salle des fêtes.

Des rencontres auront lieu le

La Montagne 14. 01. 1990

Kurdes : L'exposition de l'intégration

ARRIVES en août en Auvergne, les réfugiés du Kurdistan semblent être sur le point de réussir leur intégration. La cinquantaine de personnes accueillies à Vic semble en tout cas apprécier l'hospitalité de la commune, si l'on en juge par les mines réjouies aperçues vendredi, lors de l'inauguration de l'exposition qui leur est consacrée.

L'importance de l'événement explique d'ailleurs la présence aux côtés de M. Bertrand, maire ; du docteur Tissot, chargé de mission auprès du cabinet du Premier ministre, et de M. Chaouki, de l'institut kurde de Paris.

Cette exposition témoigne des efforts accomplis, notamment à Bourg-Lastic (où se trouvait une grande partie des réfugiés) pour aider ces populations à mieux appréhender notre univers familial (code de la route, habitudes alimentaires) tout en leur permettant de sauvegarder leurs racines.



C'est leur vie d'ici et celle de là-bas que l'on peut deviner au travers de nombreux clichés, dessins et travaux d'enfants. On y découvre leurs montagnes (fort semblables aux nôtres) et leurs habitations de pierre, leurs danses et leurs costumes, mais aussi les canons et les enfants estropiés... Communiquer et comprendre sont les maîtres mots de cette émouvante exposition qui devrait être visible dans les communes ayant accueilli des Kurdes : Sainte-Florine, Coirent...

Les organisateurs - les membres de la commission municipale chargée

de la vie culturelle, les animateurs du centre d'entraînement aux méthodes et éducation active, aidés par la direction départementale de la Jeunesse et des Sports - ont souhaité montrer que l'intégration de ces populations n'a pas posé de problèmes insurmontables. Pas même celui de la langue (française) que leurs enfants parleront sans difficulté.

..

Exposition visible au Couvent des Dames, jusqu'au 31 janvier, de 14 heures à 18 heures.

Le Monde 15.01.1990

L'Euphrate de la discorde

Les trois pays riverains se disputent l'utilisation du fleuve alors que la Turquie veut couper l'eau pendant un mois

DAMAS

de notre envoyée spéciale

« La fermeture des eaux de l'Euphrate est une mesure sans précédent dans le monde. Aucun usage ni aucun traité international ne permet à un pays de disposer totalement des eaux d'un fleuve, et la partie turque aurait dû tenir compte de ce fait dans la construction du barrage ou le remplir petit à petit. » Ministre syrien de l'irrigation, M. Abdel Rahman Madani, un ingénieur civil, ne cache pas son mécontentement devant la décision des autorités turques de retenir, pour un mois à partir du samedi 13 janvier, les eaux de l'Euphrate afin de permettre la mise en eau du grand barrage Atatürk.

Annoncée le 6 décembre et présentée par Ankara comme une nécessité technique, ce qui laisse sceptiques les experts, cette décision ne fait pas l'affaire de la Syrie et de l'Irak, les deux pays concernés en aval, qui ont protesté, en vain, Bagdad essayant, pour sa part, sans succès, de faire réduire à quinze jours cette mesure.

Le partage des eaux de l'Euphrate, sans accord international tripartite, est, depuis de nombreuses années, un objet de litige entre les trois pays, qui s'accusent mutuellement d'arrière-pensées politiques quant à l'utilisation des eaux. Dans le cas présent, le gouvernement turc a entrepris une campagne d'explication auprès de certains pays arabes, dont la presse avait violemment critiqué l'attitude d'Ankara, accusé d'utiliser l'eau comme un moyen de pression politique sur ses voisins syriens et irakiens. Il affirme avoir respecté ses engagements en délivrant, depuis un mois, un minimum de 750 mètres cubes/seconde d'eau, qui ont atteint 1 000 mètres cubes en raison des neiges, au lieu des 500 prévus par un accord signé avec Damas en 1987, afin que la Syrie et l'Irak puissent faire des réserves.

Si M. Madani reconnaît que la Turquie a effectivement laissé passer plus d'eau, il n'en souligne pas moins — alors que la Syrie est menacée, pour la deuxième année consécutive, d'une grande sécheresse — que,

cette fermeture risque d'avoir des conséquences désastreuses sur la pisciculture et l'agriculture, déjà très touchées l'année dernière.

En fait, les experts s'accordent à dire que la multiplication des projets d'irrigation et d'hydro-électricité des trois pays concernant l'Euphrate dépasse, de loin, la capacité du fleuve. Et, comme l'affirme M. Madani, « en l'absence d'un accord tripartite, il y aura toujours des problèmes ».

Une décision politique

Malgré la création, en 1983, d'un comité technique tripartite, les choses n'avancent pas beaucoup, et la décision relève, sans aucun doute, plus du pouvoir politique. On n'est pas loin de penser, à Damas, que la Turquie cherche avant tout à gagner du temps. Paradoxalement, cette dernière décision turque n'a pas soulevé de problème entre la Syrie et l'Irak. Au contraire, affirme le ministre syrien, « les experts des deux pays ont exprimé des points de vue similaires ».

Depuis la crise de 1973, époque où le remplissage du barrage de Tabqa — principal ouvrage en Syrie, avec un lac de retenue d'une capacité de 11 milliards de mètres cubes, auquel s'ajoutaient les travaux effectués en Turquie — avait

réduit d'un quart le débit de l'Euphrate à son passage en Irak, provoquant une mobilisation des troupes irakiennes à la frontière syrienne — M. Madani affirmait : « Nous n'avons pas de problème avec l'Irak à propos de l'Euphrate. » La rupture des relations diplomatiques entre Damas et Bagdad n'empêche et sa revendication permanente auprès de ses voisins du sud de mieux contrôler leurs frontières, pour y empêcher l'infiltration des « rebelles » kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il est néanmoins significatif que le protocole signé en 1987 sur la garantie de passage de 500 mètres cubes/seconde d'eau à la frontière syrienne l'ait été parallèlement à un accord sur la sécurité de la frontière, qui a entraîné l'éloignement des camps du PKK. Ceux-ci seraient regroupés aujourd'hui dans la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien.

Ce retrait ne satisfait pas totalement Ankara, qui estime que la Syrie pourrait se montrer plus vigilante, à la fois à l'égard des rebelles du PKK et des Arméniens de l'ASALA — dont certains avaient trouvé pas l'échange d'informations et une certaine coopération sur ce sujet vital pour les deux pays, bien que l'Irak soit moins menacé puisqu'il bénéficie, seul, de l'utilisation des eaux du Tigre.

Si la Turquie refuse, en la circonstance, d'établir un quelconque lien entre le détournement de l'eau et le refus de refuge au Liban. Du côté turc, on accuse, en fait, Damas de garder ses cartes pour le cas où...

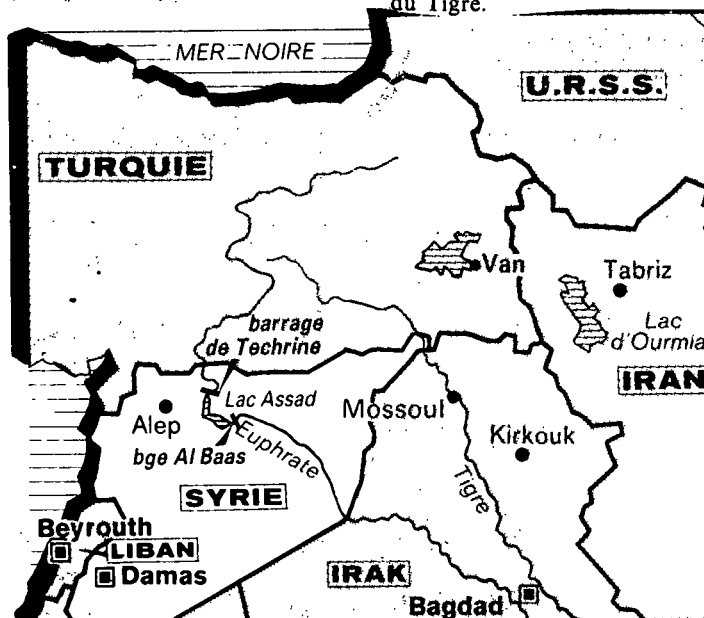
Profondément marquées par l'histoire, les relations syro-turques, longtemps en dents de scie, se sont toutefois normalisées petit à petit. Depuis juillet 1988, les deux pays ont décidé de procéder, tous les ans, alternativement dans chacune des deux capitales, à la visite du chef de leur diplomatie et, dans l'intervalle, à celle d'un vice-ministre.

De la revendication voilée de la Syrie sur le Sanjak d'Alexandrette, qui figure toujours sur les cartes officielles syriennes, à la contrebande à grande échelle le long de la frontière, de l'appui que Damas apporte à la cause des Chypriotes grecs à la question de l'Euphrate, les sujets de discorde ne manquent pas, même si les deux capitales ont décidé de faire prévaloir leurs intérêts communs, en développant leurs relations économiques et commerciales.

Si le dernier incident en date — le mitraillage, en octobre dernier, par deux Mig syriens d'un avion civil turc — n'a pas eu de conséquences politiques, la Syrie ayant reconnu sa faute — on attend toujours, du côté turc, le paiement de l'indemnité compensatoire de 14,5 millions de dollars. La méfiance réciproque qui prévaut n'incite sans doute pas beaucoup à la compréhension.

Cette affaire de l'Euphrate risque encore d'aggraver le manque d'eau auquel doit faire face la Syrie, qui a placé dans la mise en valeur du bassin de l'Euphrate — 640 000 hectares de terres irriguées prévus pour l'an 2000 — de grands espoirs et qui mise, outre sur Tabqa, sur les barrages Al Baas, en aval, en service depuis fin 1988, et Tchrine, en amont. La première pierre de ce dernier ouvrage a été posée le 20 décembre, pour augmenter sa production d'électricité, afin de faire face à une demande croissante.

FRANÇOISE CHIPAUX



Le Parisien 17.01.1990

POISSY —

Cent Kurdes en grève de la faim

*Mis à la porte d'un foyer, ils
veulent être relogés.*



Une centaine de Kurdes sont rassemblés devant les grilles du foyer A.D.E.F. de la Coudraie à Poissy. Certains sont allongés à même le sol dans des sacs de couchage.

« **N**OUS sommes dehors depuis lundi matin. La préfecture nous a promis un relogement dans d'autres centres. En attendant, la direction du foyer de l'A.D.E.F. avait promis de nous accepter quelques jours encore. Elle a changé d'avis et nous a mis dehors ! Alors, on fait la grève de la faim. »

Rassemblés devant les grilles du foyer A.D.E.F. de la Coudraie à Poissy (Yvelines), une centaine de Kurdes stationnent dans le cratin. Certains sont allongés à même le sol dans des sacs de couchage. A quelques mètres de là, la surveillance a été renforcée à la porte du centre d'accueil. Grilles de protection, rondes autour des bâtiments, cerbères aux

entrées. La tension est vive. Le désaccord dure depuis une semaine. Mercredi dernier, à la demande de la direction du foyer de Poissy, la police effectue une descente. Le comptage est facile : plus de deux cent cinquante personnes n'ont pas la carte de l'établissement ! C'est-à-dire qu'ils sont là de façon totalement irrégulière. La plupart sont Kurdes de nationalité turque. Ils ont fui leur pays.

« Si nous avions une autre solution que de vivre ici, nous serions partis, expliquent-ils devant la porte du foyer où désormais ils sont interdits de séjour. Nous avons demandé à l'A.D.E.F. une rencontre pour trouver une solution. Mais rien. » Pendant que la direction du centre ne veut plus entendre

parler des « indésirables », et que la préfecture cherche désespérément une solution, l'épreuve de force a com-

mencé. Hier soir, près des braseros qu'ils avaient allumés pour se réchauffer à l'entrée du

foyer, ils étaient une centaine à se préparer à passer une nouvelle nuit dehors.

J.-L. P.

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

GLGL

FRA0364 4 I 0274 TUR /AFP-IX64

Turquie-Kurdes-RFA

Procès d'une sociologue allemande accusée de "propagande séparatiste" kurde

ANKARA, 17 jan (AFP) - Le procureur de la cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a requis mercredi 5 ans de détention à l'encontre d'une sociologue allemande poursuivie pour "propagande séparatiste" kurde, rapporte l'agence turque Anatolie.

Enseignante à la Sorbonne à Paris, Mme. Schlumberger préparait un livre sur les kurdes de Turquie et s'était rendue dans cette région pour enquêter sur sa structure sociologique. Elle avait été arrêtée mercredi dernier à Siirt, à 200 km au sud de Diyarbakir.

Au cours de la première audience de son procès qui s'est ouvert mercredi à Diyarbakir, le procureur a requis cette peine de prison en application de l'article 142/3 du code pénal turc. Mme. Hella Schlumberger est poursuivie pour avoir écrit des propos "séparatistes" dans le livre d'or d'un élevage ornithologique à Birecik (200 km au sud-ouest de Diyarbakir) sur l'Euphrate.

Après audition de Mme Schlumberger, le procureur a demandé ensuite la remise en liberté de la sociologue en soulignant que Mme Schlumberger était "étrangère aux moeurs et traditions turques".

Mme. Schlumberger citée par Anatolie avait précisé avoir écrit ces propos en pensant que la Turquie "était un pays démocratique et libre et qu'elle voulait que les peuples vivent ensemble dans des conditions équilibrées". La cour a refusé la demande de mise en liberté de Mme. Schlumberger et a reporté le procès à "la semaine prochaine" sans précision de date pour l'audition des témoins, ajoute Anatolie.

NF/MH/nl idf

AFP 171705 JAN 90

Divers-Immigration

150 Kurdes expulsés d'un foyer entament une grève de la faim

POISSY, 17 jan (AFP) - Cent-cinquante travailleurs kurdes ont entamé mercredi une grève de la faim pour protester contre leur expulsion, la semaine dernière, d'un foyer de Poissy (Yvelines) a-t-on constaté sur place.

Les "expulsés" avaient été chassés le 10 janvier lors d'une opération policière menée au petit jour. 280 locataires du foyer ADEF (Association pour le Développement des Foyers du Bâtiment et des Métaux), à la capacité d'accueil de 650 lits, avaient été contrôlés en situation "d'hébergement clandestin".

Depuis, la communauté kurde multiplie les manifestations.

Jeudi dernier, les travailleurs kurdes ont bloqué toute la matinée les portes de la mairie avant d'obtenir un rendez-vous avec le maire RPR, M. Jacques Masdeu-Areus.

Le lendemain une délégation de quatre "expulsés" était reçue à la Préfecture des Yvelines où la promesse d'un hébergement jusqu'au 20 janvier dans ce foyer pisciaçais leur était faite, avant d'étudier la possibilité de les "ventiler" dans d'autres foyers de la région.

Enfin lundi soir, 150 kurdes refusaient de réintégrer les locaux mis provisoirement à leur disposition et préféreraient coucher sur les pelouses devant les bâtiments.

"Nous ne voulons pas être traités comme du bétail. Nous sommes des hommes" ont-ils déclarés mercredi à l'AFP en dénonçant les "méthodes policières" employées par la direction du foyer pour "filtrer" les allées et venues des locataires.

gd/bd

AFP 171356 JAN 90

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

Le Monde 17. 01. 1990

TURQUIE : pour avoir évoqué l'indépendance du Kurdistan

Une sociologue ouest-allemande encourt cinq ans de prison

ANKARA

Correspondance

Une sociologue ouest-allemande, venue en Turquie pour écrire un livre sur les Kurdes, a appris à ses dépens que les limites de la loi sont vite franchies lorsque l'on touche au sujet tabou des minorités ethniques de ce pays.

Le 29 décembre, quelques jours seulement après son arrivée, Hella Schlumberger, chargée de cours à la Sorbonne et travaillant pour le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), a visité la réserve ornithologique de Birecik sur les rives de l'Euphrate. Apparemment inspirée par la vue des oiseaux enfermés dans les volières, elle aurait écrit dans le registre des visiteurs : « A bas les cages, laissez vivre le Kurdistan indépendant en égalité avec la Turquie libre. » Arrêtée le 10 janvier sur la base de cette inscription, elle a comparu deux jours plus tard devant le tribunal de sécurité de Diyarbakir, qui l'a formellement accusée de propagande séparatiste. Selon l'article 142, paragraphe 3, du code

pénal turc, ces charges peuvent entraîner une peine allant jusqu'à cinq ans de prison.

Malgré l'intervention personnelle de M. Hans Dietrich Genscher auprès du vice-premier ministre turc Ali Bozer, M^{me} Schlumberger, âgée de quarante-sept ans, était toujours détenue lundi soir. « Le ministère des affaires étrangères et celui de la justice semblent avoir des opinions divergentes sur la manière de traiter ce cas », a déclaré un interlocuteur à l'ambassade d'Allemagne.

« Ma cliente n'est pas très contente. Elle est détenue dans une cellule bondée de la prison de Diyarbakir en compagnie de criminels de droit commun et de prostituées », a déclaré son avocat, M^r Fetih Gumus, lors d'un entretien téléphonique. Il a ajouté que M^{me} Schlumberger serait probablement jugée dans les jours à venir et qu'il espérait obtenir son acquittement, faute de preuves.

NICOLE POPE

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

GLGL

FRA0178 '4 I 0191 SUI /AFP-QA25

Suisse-Turquie-Kurde

Mort sous la torture d'un réfugié kurde renvoyé en Turquie, selon un organisme suisse

CHIASSO (Suisse), 22 jan (AFP) - Un jeune réfugié kurde renvoyé de Suisse et emprisonné en Turquie est mort sous la torture en novembre à Dyarbakir, a annoncé lundi le Bureau suisse d'accueil des réfugiés de Ponte Chiasso, à la frontière italo-helvétique.

Semun Konutgan avait été embarqué de force à l'aéroport de Zurich sur un avion en partance pour Istanbul, selon ce bureau. Arrêté et emprisonné dès son arrivée en Turquie, il aurait été soumis à de continuelles tortures et serait mort à l'hôpital de Dyarbakir le 24 novembre 1989, trois jours après sa sortie de prison, toujours selon ce bureau.

L'organisme suisse invite la Confédération à revoir sa politique d'asile envers les réfugiés venant des provinces kurdes de Turquie. "Dans les onze provinces de l'est du pays, la population kurde est soumise à une assimilation forcée, la loi martiale est en vigueur et la torture est pratique courante : le régime turc a lui-même admis la mort sous la torture d'une quarantaine de prisonniers, dont dix en 1989", souligne-t-il.

JL/vr

AFP 221145 JAN 90

Quotidien de Paris

18. 01. 1990

Expulsions

Cent cinquante travailleurs kurdes ont entamé mercredi une grève de la faim pour protester contre leur expulsion, la semaine dernière, d'un foyer de Poissy (Yvelines), a-t-on constaté sur place. Les « expulsés » avaient été chassés le 10 janvier lors d'une opération policière menée au petit jour. Deux cent quatre-vingts locataires du foyer ADEF (Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux), à la capacité d'accueil de 650 lits, avaient été contrôlés en situation « d'hébergement clandestin ».

Libération 18. 01. 1990

Turquie: condamnation

Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) a requis hier 5 ans de détention à l'encontre de Hella Schlumberger, une sociologue allemande chargée de cours à la Sorbonne, poursuivie pour « propagande séparatiste » kurde, rapporte l'agence turque Anatolie. Arrêtée mercredi dernier à Siirt, elle préparait un livre sur les Kurdes de Turquie.

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

FRFR

FRA0238 4 G 0355 FRA /AFP-0620

Divers-Immigration

3-ème nuit "à la belle étoile" pour 150 Kurdes "expulsés" d'un foyer à Poissy

POISSY, 18 jan (AFP) - Cent cinquante travailleurs kurdes, dont trente poursuivent une grève de la faim entamée mercredi, ont passé leur troisième nuit "à la belle étoile", après leur expulsion du foyer ADEF de Poissy (Yvelines), le 10 janvier dernier, a-t-on constaté jeudi sur place.

Mercredi, M. Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye s'est vu opposer une fin de non-recevoir par les "expulsés" qui ont refusé de discuter sa proposition de 33 relogements, dans les huit jours, dans des foyers du département des Yvelines.

Les Kurdes n'ont pas accepté non plus l'évacuation sanitaire de cinq d'entre eux demandée par les médecins dépêchés auprès d'eux par la Préfecture.

"Nous ne voulons pas être séparés" - a expliqué jeudi à l'AFP un représentant de la communauté kurde. "Même dans nos conditions actuelles nous sommes mieux que dans notre pays où nous vivons sous la terreur de nos voisins turcs."

Les Kurdes avaient été expulsés il y a huit jours lors d'une opération policière menée au petit jour et au cours de laquelle 280 locataires de ce foyer ADEF de Poissy, à la capacité d'accueil de 650 lits, avaient été contrôlés en situation "d'hébergement clandestin".

Depuis, la communauté kurde multiplie les manifestations pour dénoncer les conditions dans lesquelles elle se débat depuis cette expulsion. Le 11 janvier, elle bloquait toute la matinée les portes de la mairie de Poissy avant d'obtenir un rendez-vous avec le maire RPR, M. Jacques Masdeu-Areus.

Le 12 janvier, une délégation de quatre "expulsés" était reçue à la préfecture des Yvelines où la promesse d'un hébergement jusqu'au 20 janvier dans ce foyer pisciaçais leur était faite, avant d'étudier la possibilité de les répartir dans d'autres foyers de la région.

Enfin lundi dernier 150 kurdes refusaient de réintégrer les locaux mis provisoirement à leur disposition et préféraient coucher sur les pelouses devant les bâtiments, à l'abri très précaire de trois bâches accrochées au grillage du foyer.

gd/mk

AFP 181156 JAN 90

Paris Normandie
18.01.1989

A Poissy : la grève de la faim de trente Kurdes sans toit

Une trentaine de Kurdes expulsés récemment du foyer ADEF de Poissy ont entamé une grève de la faim, soutenue par une centaine de leurs compatriotes. Avec une sérieuse détermination : le mouvement a débuté lundi, sans fléchir. Tout ce monde, fort résolu, campe devant le foyer...

« Nous sommes très fatigués. Mais ce n'est rien si nous pouvons obtenir quelque chose. Nous continuerons jusqu'à la fin. Jusqu'à ce que l'on obtienne ce que l'on veut ». Une trentaine de grévistes se serrent sous une tente, enveloppés dans des couvertures, à l'entrée du foyer ADEF de Poissy. Leur grève de la faim a débuté lundi.

Le point de départ est un contrôle effectué mercredi dernier par la direction du foyer qui a permis de dénombrer 284 résidents illégaux. Après cela, l'autorisation de séjourner dans les communs d'un bâtiment du foyer jusqu'à samedi matin prochain leur a été accordée.

Mais les Kurdes ont refusé deux points : le fil-trage sévère effectué à l'entrée du foyer par la direction et surtout le fait qu'il ne s'agissait que d'une solution provisoire. rien de définitif n'ayant été avancé.

Déterminés

Les grévistes refusent non seulement de manger, mais aussi de boire ! « Nous savons très bien que c'est dangereux » confie l'un d'eux, « mais nous n'avons pas peur. Une personne naît une seule fois du ventre de sa mère. Quand on a commencé, il faut finir ». Il ajoute : « La nuit, on a froid »...

A l'entrée du foyer, il sont une centaine à soutenir leurs compatriotes grévistes. Lesquels se trouvent, pour certains, en situation très difficile. Un Kurde confie : « Il y a trois personnes qui sont très malades. Le médecin est venu : il a dit qu'il fallait les emmener d'urgence à l'hôpital. Mais par solidarité, elles restent avec les autres ».

On a pu relever, semble-t-il, de sérieux problèmes de santé. Infection urinaire pour l'un, et



150 Kurdes campent devant le foyer, une trentaine font la grève de la faim : une action résolue

infections diverses dues au froid et à la sous-alimentation. Mais surtout, l'un des grévistes de la faim serait en proie à une appendicite aigüe. A noter qu'il n'y avait aucun médecin sur place à partir de 15 h hier...

Un membre de la communauté, le leader, explique leur motivation : « Nous voulons que le maximum d'entre-nous soient relogés ici. Nous savons qu'il y a beaucoup de places de libres. S'il n'y en a pas assez, nous pouvons aller ailleurs dans la région, du moment que nous sommes placés ».

Un autre poursuit : « Nous sommes venus en France parce que c'est un pays démocratique. Nous voulons résoudre ce problème démocratiquement. Nous aurions pu utiliser la violence. Il y avait du monde. Nous pouvions casser la mairie de Poissy ou d'autres locaux. Nous avons préféré cela ».

Grandes manœuvres

Pendant ce temps, du côté des autorités, c'est quasiment une cellule de crise qui a été mise en place. Depuis 48h, les réunions se sont succédées les unes aux autres à la préfecture de Versailles. Objectif premier : trouver dans la région parisienne des lieux d'accueil.

Le sous-préfet de Saint-Germain, Philippe Marland est arrivé sur les lieux avec en ses mains les propositions suivantes : trois places pour les personnes qui doivent être hospitalisées et trente-trois places dans un foyer des Yvelines. Ces dernières étant disponibles ce soir.

Seront-elles jugées suffisantes ?

Frédéric NAIZOT

Münchnerin in Folter-Haft

Genscher soll in Türkei für Hella Schlumberger bitten

Abend Zeitung-München

12 Jänner 1990

● Sie ist eine engagierte Verteidigerin der Menschenrechte, die in Bolivien, Nicaragua, im Iran, Irak und in der Türkei immer wieder für die Minderheiten kämpfte: die Münchner Publizistin Hella Schlumberger (46), die jetzt von der türkischen Regierung im berühmten Foltergefängnis von Diyarbakir (Ostanatolien) festgehalten wird.

Hella Schlumberger war mit einer Delegation vom 9. bis 15. Dezember zu einer Tagung des Kulturkongresses des Menschenrechtsvereins in Ankara

gereist. Danach wollte sie für einen Nachfolgebund zu ihrem 1989 erschienenen Buch „Kurdische Reise“ recherchieren. Asta Scheib, Vorsitzende des Verbands deutscher Schriftsteller/Bayern (VS), hat ein Protestschreiben an die türkische Botschaft in Bonn geschickt, und hat Außenminister Genscher, der sich heute mit dem türkischen Wirtschaftsminister trifft, um Hilfe gebeten. Der VS: „Wir protestieren gegen dieses Unrecht und fordern die sofortige Freilassung unserer Kollegin.“



In türkischer Haft: Hella Schlumberger. Foto: Haase

Süddeutsche Zeitung

19 Jänner 1990

Separatismus in türkischer Lesart

Ein Staatsanwalt in Diyarbakir im Südosten der Türkei hat eine Gefängnisstrafe von fünf Jahren für die vor einer Woche festgenommene deutsche Autorin Hella Schlumberger gefordert. Die türkischen Behörden werfen ihr „Separatismus“ vor, weil sie – im Gästebuch eines Vogelreservats – eine „freie Türkei und ein Kurdistan mit gleichen Rechten“ gefordert hatte. Die Autorin hat in verschiedenen Büchern und Artikeln immer wieder über die Verfolgung der Kurden in der Türkei, im Irak und im Iran geschrieben.

Nach Lesart der türkischen Regierung gibt es keine Kurden in der Türkei. Wer sich für sie einsetzt, muß mit Inhaftierung, Folter und sogar dem Tod rechnen. Zwar drängt Ankara in die Europäische Gemeinschaft, die Justizpraxis in der Türkei aber spricht den Werten der westlichen Demokratien Hohn. Die Berichte Gefolterter und die Erkenntnisse unabhängiger

Beobachter beweisen dies. Nach wie vor bestehen genug Gründe, politisch Verfolgten aus der Türkei hierzulande Asyl zu gewähren, und es gibt ausreichend Anlässe, auf allen politischen Ebenen die Menschenrechtsverletzungen anzuprangern.

Zunächst einmal ist es sicher vordringlich, Druck auf Ankara auszuüben, um die sofortige Freilassung von Hella Schlumberger zu erreichen. Darüber hinaus darf aber nicht vergessen werden, daß Tausende politischer Gefangener in Diyarbakir und anderswo unter unmenschlichen Haftbedingungen vegetieren. Wer die Menschenrechte Andersdenkender, die gewaltlos für Selbstbestimmungsrecht oder mehr Freiheiten streiten, mit Füßen tritt, schließt sich selbst aus einer Gemeinschaft aus, deren Stärke nicht nur ökonomisch definiert ist, sondern vielmehr in Werten wie Toleranz und individueller Freiheit liegt. kk

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

FRAD570 4 8 0189 FRA /AFP-SMB9

Divers-immigration

Foyer ADEF de Poissy : Quatre travailleurs kurdes hospitalisés

POISSY, 18 jan (AFP) - Quatre travailleurs kurdes sur les cent-cinquante installés depuis lundi sur les pelouses du foyer ADEF de Poissy (Yvelines) ont été hospitalisés, jeudi soir, au CHI de la ville, a-t-on appris auprès de la préfecture des Yvelines.

Ces personnes, qui avaient déjà attiré l'attention des services médicaux, délégués sur place par le préfet, M. Jean-Pierre Delpont, souffrent d'une grande faiblesse générale, antérieure à la grève de la faim enclenchée par certains d'entre eux, mercredi, a-t-on constaté sur place.

Deux autres travailleurs kurdes refusent toujours l'hospitalisation malgré l'insistance des médecins, a-t-on également appris.

La préfecture des Yvelines a également fait savoir, jeudi soir, que des offres de relogement de 22 personnes, à compter de vendredi soir, rejetées dans un premier temps, avaient finalement été acceptées par les représentants des 150 Kurdes.

Ces derniers avaient été expulsés du foyer ADEF le 10 janvier dernier lors d'une opération policière.

gd/mst

AFP 181943 JAN 90

Münchener Soziologin vor türkischem Gericht

DIYARBAKIR. Vor einem Gericht in Diyarbakir am Tigris hat am Mittwoch der Prozeß gegen die Münchener Soziologin Hella Schlumberger begonnen. Der 46jährigen Frau wird von der türkischen Justiz vorgeworfen, mit einem Eintrag in das Gästebuch einer Staatsfarm in Bilecik am Euphrat „kurdische separatistische Propaganda“ betrieben zu haben. Dafür verlangte der Staatsanwalt am Mittwoch fünf Jahre Haft für die Münchnerin. Der Verteidiger forderte die Freilassung Frau Schlumbergers, da sie als Fremde mit den türkischen Gebräuchen nicht vertraut gewesen sei. Dies wurde vom Gericht abgelehnt und der Prozeß auf nächste Woche vertagt.

Die Soziologin hatte am 29. Dezember bei einem Besuch in einer Aufzuchtstation für Ibis in deutscher Sprache in das Gästebuch geschrieben: „Eine große Türkei, ein Kurdistan mit gleichen Rechten.“ Darin sah das Gericht in Bilecik eine Verletzung von Paragraph 142 des türkischen Strafgesetzbuches, der sich gegen eine „Schwächung des Nationalgefühls“ wendet, und veranlaßte ihre Verhaftung. Später wurde sie dann nach Diyarbakir übergeführt.

Wie die Nachrichtenagentur Anatolia meldete, verteidigte sich Frau Schlumberger mit den Worten, sie habe dies in der Meinung geschrieben, daß es Demokratie und Freiheit in der Türkei gebe. Es sei nicht ihre Absicht gewesen, die Einheit der Türkei anzugreifen.

Tiroler Tageszeitung

19. Jänner 1990

20. Januar 1990

Neue Zürcher Zeitung

Prozess gegen eine Deutsche in Diyarbakir

Fünf Jahre Haft gefordert

it. Istanbul, 16. Januar

Der Staatsanwalt des Staatssicherheitsgerichts in der ostanatolischen Stadt Diyarbakir hat am Montag eine Gefängnisstrafe von 5 Jahren gegen die deutsche Soziologin Hella Schlumberger gefordert. Die Soziologin hatte bei einem Besuch einer ornithologischen Station in der unweit des Atatürkdammes gelegenen Kleinstadt Birecik in der vergangenen Woche im Gästebuch geschrieben: «Nieder mit der Volière, es lebe eine freie Türkei mit einem gleichberechtigten Kurdistan.» Daraufhin war die etwa 40jährige Frau verhaftet und im Militärgefängnis von Diyarbakir eingesperrt worden. Die Anklage stützt sich auf Artikel 142/3 des türkischen Strafgesetzbuches, welches «Propaganda, die mit der Absicht, die Nationalgefühle zu zerstören oder zu schwächen, betrieben wird», mit Gefängnisstrafen zwischen fünf und zehn Jahren ahndet.

Diyarbakir, 18. Jan. (ap) Am Mittwoch hat vor einem Gericht in Diyarbakir der Prozess gegen Frau Schlumberger begonnen. Der Verteidiger forderte die Freilassung Frau Schlumbergers. Dies wurde vom Gericht abgelehnt und der Prozess auf nächste Woche vertagt.

Quotidien du Maire
19. 01. 1990

■ Grève de la faim pour des Kurdes

Les cent cinquante Kurdes expulsés vendredi 10 du foyer de Poissy (Yvelines) pour hébergement clandestin ont entrepris une grève de la faim mercredi. Lundi soir, les travailleurs refusaient d'intégrer les locaux mis provisoirement à leur disposition par la préfecture des Yvelines. En dormant sur la pelouse, ils souhaitaient dénoncer « les méthodes policières employées par la direction du foyer pour filtrer les allées et venues des locataires ». Jeudi, les Kurdes avaient bloqué les portes de la mairie pour obtenir un rendez-vous avec Jacques Masdeu-Areus, maire de Poissy.

Voix du Nord 19. 01. 1990

Nuits « à la belle étoile » pour 150 Kurdes « expulsés » d'un foyer

Cent cinquante travailleurs kurdes, dont trente poursuivent une grève de la faim entamée mercredi, ont passé leur troisième nuit « à la belle étoile », après leur expulsion du foyer ADEF de Poissy (Yvelines), le 10 janvier dernier lors d'une opération policière menée au petit jour. « Nous ne voulons pas être traités comme du bétail. Nous sommes des hommes » ont-ils déclaré en dénonçant les « méthodes policières » employées par la direction du foyer pour « filtrer » les allées et venues des locataires.

Mercredi, Philippe Marland, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye s'est vu opposer une fin de non-recevoir par les « expulsés » qui ont refusé de discuter sa proposition de 33 relogements, dans les huit jours, dans des foyers du département des Yvelines.

Paris Normandie 19. 01. 1990

Poissy : contact rétabli entre les Kurdes et les autorités

Le dialogue est renoué à Poissy entre les autorités des Yvelines et les Kurdes expulsés du foyer ADEF. La situation s'est débloquée hier sur plusieurs points. Mais la grève de la faim s'est poursuivie. Vers un dénouement ?

La position des 139 Kurdes qui campent devant le foyer ADEF de Poissy (Yvelines) a évolué positivement. Même si une trentaine d'entre eux ont entamé hier leur quatrième jour de grève de la faim, la situation est largement moins bloquée que la veille.

En premier lieu, trois grévistes ont accepté de se faire hospitaliser. Ce qui n'était le cas hier puisqu'ils le refusaient par solidarité. Un geste qui n'était pas sans poser de graves problèmes vu la gravité de quelques cas. Cette hospitalisation a fait suite à un contrôle sanitaire effectué en milieu de journée, concernant 25 grévistes de la faim.

Second aspect positif, et c'est le plus important : les Kurdes ont accepté de renouer le dialogue. Avant-hier soir, ils avaient refusé de rencontrer le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, Philippe Marland, venu pour tant sur place. Il devait leur proposer 33 places dans les foyers Sonacotra de Gargenville et de Saint-Cyr-l'École, dans les

Yvelines. « Le ton a changé, hier c'était non sur toute la ligne » confie M. Marland.

45 places

Jeudi, à 14 h, deux représentants du comité des grévistes de la faim et deux responsables de l'Institut Kurde à Paris ont négocié avec le sous-préfet. Philippe Marland a fait les propositions suivantes : vingt-trois places sont disponibles dès aujourd'hui, vingt-deux le seront à partir de mercredi prochain. « Ce qui régle un tiers du problème ».

D'autre part, il ajoutait hier soir : « Je vais voir avec la direction du foyer ADEF ce que l'on peut faire sur place ».

Le représentant de l'Etat se montre optimiste à cet égard, bien que l'attitude adoptée par le foyer jusqu'« alors soit plutôt intransigeante : « Le ton de la discussion me laisse quel-

que espoir ». Philippe Marland s'est donc rendu à Poissy pour cela dans la soirée. En outre, il s'adressera évidemment aux Kurdes : « Je vais leur demander de commencer le mouvement vers les lieux d'accueil ».

Reste une interrogation que se pose le sous-préfet de Saint-Germain : « Les deux personnes de l'Institut Kurde que j'ai rencontrées ont eu un discours réaliste et raisonnable. Ils ont compris que l'on ne peut pas trouver 139 logements facilement. Mais sont-ils représentatifs des Kurdes qui poursuivent le mouvement ? »

En d'autres termes : cela suffira-t-il pour enrayer le conflit ? Suite à tout ceci, la communauté Kurde devrait décider de sa conduite à tenir pour l'avenir.

Frédéric NAZOL

FRA0511 4 0 0156 FRA /AFP-CD65
Divers-immigrator

Fin du mouvement de protestation des 150 Kurdes du foyer de Poissy

POISSY, 19 jan (AFP) - Les cent-cinquante travailleurs kurdes, dont trente poursuivaient une grève de la faim depuis mercredi, ont mis fin à leur mouvement de protestation, vendredi, en réintégrant deux salles communes du foyer ADEF de Poissy (Yvelines), a-t-on constaté sur place.

Les Kurdes, en situation "d'hébergement clandestin", dont cinq d'entre eux furent hospitalisés jeudi et vendredi, campaient depuis lundi sur une pelouse du foyer après leur expulsion le 10 janvier dernier.

Depuis, les discussions s'étaient engagées avec le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye et plusieurs dizaines de places de logement leur furent proposées dans différents foyers du département des Yvelines.

Selon les autorités préfectorales, la totalité de la communauté kurde devrait être relogée d'ici la fin du mois.

gd/mst
AFP 191909 JAN 90

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AF

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP

AUVERGNAT
DE PARIS
20 01. 1990

Réfugiés Kurdes

LA RUMEUR

Une rumeur est en train de se développer dans le Puy-de-Dôme, sournoise, parfois menaçante. Et répétée ici et là, elle repart de plus belle, au passage envenimée.

La cible ? Ce sont les réfugiés Kurdes arrivés l'été dernier, à qui certains reprochent « de bénéficier d'emplois réservés à la Banque de France, et chez Michelin... », « de toucher beaucoup d'argent du gouvernement »... Il s'en trouve aussi qui

estiment que la présence de ces enfants à l'école va abaisser le niveau. Une rumeur, c'est une rumeur !

Elle est là, pour aider à oublier un problème et un bouc émissaire est toujours bien pratique. Ceux et celles qui la colportent ne se soucient apparemment pas de vérifier l'exactitude de leurs propos....

Nous avons eu ce souci.

Une petite commune en Auvergne

Vic-le-Comte est une commune paisible, au bord de l'Allier. Tout près de la rivière, la Banque de France a installé sa papeterie. Les 4 200 habitants apprécient cette présence rassurante, et nourricière pour nombre d'entre eux. Mais lorsque, le 12 octobre 1989, soixante Kurdes sont arrivés, on s'est inquiété.

Ces réfugiés faisaient parti d'un groupe de 335 personnes accueillies par la France en juillet dernier. Ils étaient jusqu'alors hébergés au camp militaire de Bourg-Lastic.

En octobre, ils ont été répartis en différents endroits : à Vic-le-Comte et à Corent, un village tout proche, à Clermont-Fd, à Ste-Florine (Haute-Loire), à Mainsat (Creuse), à Peyrelevade (Corrèze), à Castillon (Ariège) et à Paris (pour un petit nombre de célibataires). Actuellement, on dénombre une petite centaine de ces réfugiés dans le Puy-de-Dôme.

Une hostilité primaire

Courant novembre, des graffitis apparaissent sur les murs de Vic-le-

Comte : « Les français avant les Kurdes », « Du travail pour les français »... En décembre, M. Michel Bouscuret, maire de Corent, est pris à partie par l'hebdomadaire « Minute ». Une famille Kurde habite la commune.

Et puis, il y a les bruits, les rumeurs concernant des emplois réservés à la Banque de France (propos repris par le leader du Front national lors d'un meeting tenu à l'aéroport de Clermont-Fd-Aulnat, avant le premier tour de la législative partielle), et chez Michelin... « On » se répand sur l'argent distribué allègrement par l'état aux réfugiés... Une pétition circulerait reprochant aux enfants Kurdes de perturber la scolarité... par leur simple présence...

La rumeur gonfle et crée des tensions. A l'origine de tous ces bruits, une petite minorité. A Corent, M. Bouscuret estime à 5 % de la population le nombre d'opposants aux Kurdes. Pour le maire de Vic-le-Comte, M. Henri Bertrand, ils seraient entre 5 % et 10 % dans sa commune. Les deux maires soulignent l'unanimité de leurs conseils municipaux.

Le bon grain de l'ivraie

« En ce qui concerne la Banque de France je peux vous dire qu'il n'y a aucun emploi réservé pour les Kurdes.

Cela n'est pas fondé. » M. Bertrand poursuit : « Quant à la pétition émanant de parents d'élèves, nous n'avons rien vu de tel. (A l'inspection académique, on nous a confirmé l'inexistence de cette pétition - N.D.L.R.). Des parents ont pu craindre que leurs enfants soient perturbés par l'arrivée de petits Kurdes qui ne sont pas au même niveau. Mais soyons sérieux, à Vic-le-Comte dix Kurdes sont en maternelle, et quatorze autres en primaire. A Corent ils sont deux à la maternelle, et deux adolescents vont au C.E.S. Albert Camus à Clermont-Fd. Ces enfants font l'objet d'un enseignement spécifique : alphabétisation, apprentissage rapide de notre langue... Pendant certaines heures, ils sont entre eux à d'autres moments ils participent à des activités communes, sport, discipline d'éveil... »

L'éducation nationale a mis à la disposition de Vic-le-Comte deux postes d'instituteurs supplémentaires. Cela a aussi permis de résorber la liste d'attente qui existait auparavant.

Les adultes sont en phase d'apprentissage du français, et de préformation. Parmi eux, des agriculteurs, un coiffeur, un réparateur radio-T.V., un blanchisseur, des enseignants, un ingénieur agronome. Certains sont allés en stage, non rémunéré, dans des entreprises de maçonnerie, de menui-

serie. Des femmes ont été orientées vers la couture... « Dans le même temps, indique-t-on à la D.D.A.S.S. (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale), 150 demandeurs d'emplois de Vic-le-Comte ont bénéficié de stages de formation. »

Les ressources des réfugiés

« Les réfugiés perçoivent le R.M.I. (Revenu Minimum d'Insertion) comme tout français en difficulté, et des allocations logement. Ceux qui ont des enfants reçoivent des allocations familiales. « Rien d'exceptionnel, affirme la D.D.A.S.S., ils achètent leur nourriture, et paient eux-mêmes leur loyer. Les habitations qui leur sont louées étaient inoccupées avant leur arrivée à Vic-le-Comte. »

« Certains prétendent que les Kurdes reçoivent de l'argent du gouvernement. C'est faux. L'état prend à sa charge les frais de fonctionnement de personnel du centre d'accueil, ce qui représente environ 150 francs par jour et par famille... Mais les réfugiés ne touchent pas cet argent. »

Toutes ces rumeurs ne sont donc pas fondées... L'intégration accomplit en douceur. Les municipalités ont fait un important effort d'information auprès des populations. On a même organisé à Vic-le-Comte une semaine d'animation culturelle sur le peuple Kurde : exposition, conférence, débat avec le docteur Tissot, chargé de mission auprès du premier ministre.

Pourtant, M. Bertrand est inquiet pour l'avenir « il est possible qu'il y ait une volonté politique de destabiler l'opinion. Ces rumeurs ne sont pas gratuites... Je suis préoccupé car, in avni, les stages vont se terminer, et certains de nos chômeurs ne trouveront pas d'emploi. A cette époque, les Kurdes devraient maîtriser suffisamment notre langue pour rechercher un emploi, la situation pourrait devenir épineuse. »

La tension risque de monter d'un cran, surtout si l'extrême droite souffle sur la braise.

Pourtant les Kurdes sont des réfugiés. Leur volonté n'est pas d'immigrer en France, mais bien de retourner un jour dans leur pays... quand les armes chimiques de l'armée irakienne ne menaceront plus leurs vies.

Jean-Jacques Arène

M. Fayolle, Banque de France : un démenti formel

« Je lis chaque jour la liste des personnes qui entrent dans notre établissement, pour des raisons évidentes de sécurité, et je suis formel : il n'y a pas de Kurdes à la Banque de France.

Nous ne sommes pas dans une période de recrutement, étant donné les importants investissements de modernisation que nous avons réalisés. De toute façon, pour travailler à la Banque de

France, il faut impérativement être de nationalité française. Ce qui exclut les réfugiés Kurdes !

« Je sais que depuis leur accueil à Vic-le-Comte des manifestations diverses se sont produites, notamment ces graffitis demandant du travail pour les vicomtois... Mais cette rumeur n'est pas fondée. S'agit-il d'un canular ou d'une volonté de déstabiliser la population ? Je ne sais pas... »

« En tout cas, la rumeur est sans fondement. Je le répète : il n'y a pas de Kurdes dans le personnel de la Banque de France, ni d'ailleurs dans celui des sociétés extérieures à qui nous faisons appel. »

Paris Normandie 20. 01. 1990

EXPRESS

Relogement des Kurdes

La Ligue des Droits de l'homme
et du citoyen communique



**Aujourd'hui ce problème est réglé dans sa partie « un toit »
pour dormir**

Le relogement des Kurdes expulsés du foyer A.D.E.F. ne pouvait laisser indifférente la Ligue des Droits de l'homme. Dès les premières heures de cette affaire, elle nous communiquait :

« La fédération des Yvelines de la Ligue des Droits de l'homme tient à exprimer son soutien aux résidents du foyer de Poissy expulsés à la demande de la direction du foyer A.D.E.F.

La fédération des Yvelines de la L.D.H. alerte l'opinion publique de la gravité de la situation et rappelle que cinquante résidents expulsés ont entamé une grève de la faim à l'extérieur du foyer depuis plusieurs jours.

La fédération des Yvelines de la L.D.H. exige des autorités préfectorales le relogement immédiat de l'ensemble des résidents.

Libération 20. 01. 1990

DIVERS

Yilmaz Güney
Hommage à Yilmaz Güney organisé par l'Institut kurde. Au programme : concerts d'E. Arkayram, d'Ahmet Kaya, des débats et rencontres avec des représentants d'associations des droits de l'homme, des cinéastes et des écrivains turcs, également des extraits de films de Güney.
Zénith, 211 bd Jean Jaurès, Paris XIX^e. M^o porte de Pantin. Dim 15h-20h. Tarif unique, 100 F.

Kurdes : vers le relogement

La situation des 152 Kurdes, expulsés le 10 janvier du foyer Adef de Poissy, s'achemine vers un règlement. Après trois nuits passées dehors et l'amorce d'une grève de la faim, les Kurdes ont accepté de reprendre les négociations gelées depuis lundi avec la direction du foyer et la préfecture des Yvelines. 82 d'entre eux ont d'ores et déjà obtenu de la préfecture des relogements définitifs : 30 s'installaient dès hier dans les foyers Sonacotra de Mureaux et Saint-Cyr-l'Ecole, près de Poissy.

KURDES : UN PEUPLE BAILLONNÉ

TEMOIGNAGE CHRETIEN

22. 01. 1990

Le 17 décembre dernier, la Commission européenne s'est déclarée opposée à l'entrée de la Turquie dans la CEE avant l'établissement du marché unique en 1993. Précisant le point de vue de la commission, le Commissaire européen Abdel Matutes, tout en reconnaissant les progrès économique et politique de la Turquie durant les dernières années, a déclaré que selon la Commission « il doit y avoir une ouverture en direction des minorités [kurde en particulier] et de tous les partis politiques ». Notre envoyé spécial au Kurdistan turc, Alfred Le Bressic retrace la situation de ce peuple, privé de tout droit et qui constitue pourtant un quart de la population du pays.

« **K**urtch, kurtch... », le bruit d'une chaussure qui s'enfonce dans la neige. Ce serait là, selon une publication que l'armée turque donne à lire à ses jeunes conscrits, l'origine du nom « Kurde », proscrit du vocabulaire officiel au profit de l'infamieuse dénomination de « Turc des Montagnes ». L'explication prêterait à sourire si elle ne recouvrait la réalité du quadrillage d'un quart du pays par l'armée et de la répression policière et de l'usage systématique de la torture. L'ennemi ? Une poignée de « résistants » se réclamant, envers et contre tout, d'un marxisme-léninisme pur et dur et qui bénéficieraient de la sympathie d'une bonne partie de la population.

Avec une candeur désarmante, un jeune sous-officier turc dit ne pas comprendre l'hostilité des villages kurdes : « On apporte des boîtes de conserve dans les villages, et chaque fois que nous passons, je dis à mes hommes d'offrir du chocolat aux enfants. Pourtant, les jeunes continuent à braquer leurs fusils sur nous, quand nous arrivons... »

A l'écouter, un peu de concentré de tomate et quelques carrés de chocolat suffiraient à gommer deux cents ans de répression dont le formidablement déployé militaire-policier dans le Sud-Est de la Turquie depuis 1980 n'est que l'un des derniers avatars. La dictature militaire, de 1980 à décembre 1983, en supprimant toutes les organisations légales de gauche, a poussé les militants les plus résolus dans les rangs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

partisan, dès 1979, de la lutte armée. Première cible, à l'époque, du PKK : les notables locaux accusés de collaborer avec un régime qui, depuis la fondation de la Turquie moderne en 1923, a toujours nié les droits les plus élémentaires du peuple kurde, à commencer par celui de parler sa propre langue. En 1984, le PKK lance une vague d'attentats, dirigés cette fois directement contre l'armée.

Cercle vicieux

Depuis lors, rien — bien au contraire — n'est venu rompre le cercle vicieux violence-répression, où l'organisation séparatiste fait figure de seul « libérateur » face à une armée de « pacification ». Entre les deux, une population qui vit dans une extrême pauvreté, largement illettrée et rendue muette... de peur. Etre un simple sympathisant du PKK vaut au minimum cinq ans de prison. Pour situer l'ampleur de la répression, on retiendra, selon des chiffres officiels, que près de dix mille personnes ont été détenues dans les provinces kurdes de Diyarbakir, Mardin, Siirt, Hakkari, Van et Urfa entre août 1984 et juillet 1987.

Pas de doute pour le visiteur qui débarque à l'aéroport de Diyarbakir, entre deux rangées de soldats en armes flanqués de chiens policiers : la capitale du Sud-Est de la Turquie qui compterait quelque dix millions de Kurdes est en



Une réfugiée kurde en Turquie après l'exode. Indiscutable toute cette violence qui n'a d'autre fonction que de briser hommes et femmes.

Photos Perco

état de siège. Impression vite confirmée par les questions de l'interprète qui veut absolument tout savoir sur comment et du pourquoi de la visite... Là, de nombreux bâtiments réparables à un panonceau rouge hâtivement accroché aux grilles, où se dessine la silhouette noire d'un soldat, ont étéquisitionnés par l'armée, quand ce ne sont pas des pâtés de maisons entières, diument gardés, qui hébergent les familles des « unités spéciales » antiguérilla.

Passée l'excéntrisme byzantin de la ville, de larges routes, récentes et bien entretenues, traversent d'immenses plaines dont pas une parcelle n'est laissée en friche, pour relier entre elles les principales localités, toutes devenues des villes-garnisons. Comme ces routes, des lignes à haute tension, elles aussi indispensables à la logistique d'une armée qui déploie des dizaines de milliers d'hommes dans la région, sillonnent un paysage curieusement vide d'habitants, qui s'égayent à peine de rares villages aux mesures de pierre et aux toits plats. A mesure que la route s'enroule à flancs de coteaux, la terre déjà ingrate des champs de coton cède au caillou, glacis lunaire éreinté de soleil en été, effrité par le gel en hiver. Et à l'approche de l'une de ces cités antiques, citadelle accrochée au roc comme un nid d'aigle, des immeubles poussent à ses pieds comme des champignons.

Indéniablement, Ankara fait un effort important pour extraire le sud-est de son extrême dénuement, mais un effort qui n'a rien d'innocent. Bien des Etats,

aux confins mal assurés, ont tracé des routes plus politiques qu'économiquement rentables, pour « rattacher » au centre les provinces rétives. Et si des immeubles, incongrus dans l'immensité, répondent à la formidable vitalité démographique des Kurdes, supérieure à celle des Turcs, avec un accroissement annuel de plus de 3 %, ainsi qu'à un fort exode rural, pas un militaire n'ira vous dire qu'ils seraient moins aisément contrôlables qu'une kyrielle de villages disséminés dans la nature... A cela, un habitant, goguenard, réplique en citant le montant des loyers, parfaitement inabordable pour un paysan kurde. Quoi qu'il en soit l'effort est bien réel et s'inscrit dans un vaste programme de développement du Sud-Est anatolien, d'irrigation notamment, où 6 milliards de dollars devraient permettre l'érection de vingt-deux barrages et dix-neuf centrales hydroélectriques.

Matraque et carotte

Matraque dans une main, carotte économique dans l'autre c'est d'ailleurs le discours que le « Super Vali » de Diyarbakir, un préfet de choc issu des services de renseignement, aux pouvoirs spéciaux comme jamais aucun fonctionnaire turc n'en a jamais détenu, tient aux journalistes étrangers : en substance, ce sont les « terroristes » qui contraignent Ankara à dépenser son argent en hommes, armes et munitions, plutôt qu'en équipements civils. Mais quand on sait comme il est facile, aux yeux de l'armée, de passer pour « terroristes », on se dit que le « Super Vali » n'est pas prêt de faire des économies : la possession de journaux légaux, mais pro-kurdes, ou encore de cassettes de musique kurde suffit à vous faire expédier derrière des barreaux de sinistre réputation.

A., que nous avons rencontré quelque part au Kurdistan turc, récemment sorti de prison, porte sur son visage toute la souffrance des cinq années de torture, sur dix de détention, qu'on lui a infligées. Il a moins de trente ans, il en paraît quarante, son débit saccadé, ses yeux brillants, sa fébrilité en disent long sur le calvaire qu'il tente d'extirper, avec des mots, de son ventre noué comme on arracherait une tumeur avec ses ongles. Indicible. Toute cette violence, coups de bâton ferré sur la plante des pieds, torture à l'électricité, brimades en tous genres, qui au-delà de bien théoriques « aveux » n'avait plus d'autre fonction que de briser l'homme, il la régurgite dans un discours caricatural de militant marxiste-léniniste, catéchisme stalinien rassasé pendant les dix années d'une jeunesse sacrifiée au fond d'une geôle avec les « camarades ».

Derrière lui, un téléviseur montre l'immense espoir des foules est-allemandes venues à bout de 40 ans d'un marxisme fossilisé. On lui fera tourner la tête, A. ne verra pas les images. Le

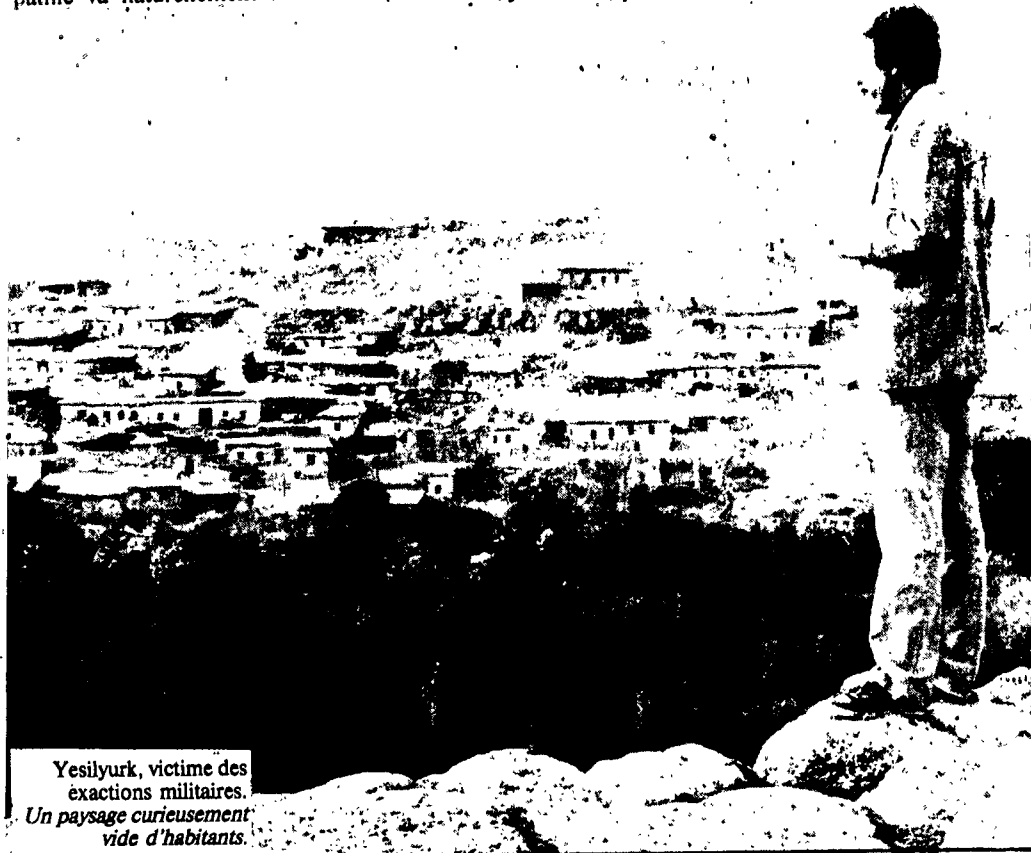
Kurdistan, ce n'est pas la même chose, dit-il, et puis son modèle, c'est l'Albanie...

Plus loin, d'autres de ces « sympathisants » du PKK pourchassés par l'armée et la police pour avoir prononcé un mot de trop — en kurde — ou simplement pris un verre avec un « suspect », expliqueront sans rire que le « vrai socialisme », en URSS, n'a existé que jusqu'à Brejnev. Après, c'était des révisionnistes.

Entre les deux extrêmes, une immense majorité de Kurdes dont la sympathie va naturellement aux seuls qui

Pour ceux-là, la page est définitivement tournée.

Leurs villages anéantis, l'Irak a créé un no man's land de trente kilomètres de large tout au long de la frontière turque ce qui, accessoirement, arrange Ankara en privant le PKK d'un éventuel sanctuaire outre-frontière. Les plus fortunés des réfugiés, moyennant 700 dollars, parviennent à fuir en Grèce. Les autres, en « visite prolongée » croupissent à l'abri des regards indiscrets. Une équipe de la BBC a attendu trois semaines une autorisation de tournage. Quant à moi, je me suis, poliment mais ferme-



Yesilyurk, victime des exactions militaires. Un paysage curieusement vide d'habitants.

réagissent contre le joug policier, se tait et courbe l'échine. Une population quasi-incommunicando : pas un interprète ne louera ses services à l'étranger de passage, de crainte d'avoir ensuite affaire à la police, comme ce fut le cas pour Veysi Barak, étudiant en français de l'université de Diyarbakir, interprète des journalistes de *TF1* et *Libération*, pendant la visite de Danielle Mitterrand dans la région en mai dernier. L'épouse du chef de l'Etat, présidente de la Fondation France-Libertés, était venue visiter les trois camps de réfugiés kurdes d'Irak, qui ont fui leur pays après les bombardements chimiques d'août 1988. Depuis lors, ces Peshmergas que les autorités turques ne désignent que pas le vocable de « visiteurs » parqués dans des « abris » pour ne pas avoir à leur reconnaître leurs droits de réfugiés, et par conséquent l'existence d'un problème kurde irakien, végètent dans deux camps de toile, à Mus, au nord, Kezeltete, près de Mardin au sud et dans des immeubles à Diyarbakir, où trente personnes se partagent un deux-pièces.

ment, fait éconduire du camp de Keziltete, devant une foule de Peshmergas silencieux, interdits. Parmi eux, certains croient ferme à la promesse de Danielle Mitterrand de se voir accorder le droit d'asile en France. Trois cent sur trente mille. Leur a-t-on seulement expliqué que Danielle Mitterrand n'est que l'épouse du chef de l'Etat ?

Assuré par les autorités que nous pouvions rencontrer les réfugiés kurdes irakiens en ville — et non dans les camps d'où ils ont le droit de sortir seulement quelques heures par jour — nous nous sommes néanmoins fait embarquer au poste de police.

L'ordre règne sur l'est de la Turquie. Un ordre qu'Ankara et sans doute Washington jugent indispensable à l'équilibre géo-stratégique de la région, au maintien des bases secrètes américaines et aux installations de l'Otan, mais aussi à l'Irak et ses champs de pétrole de Mossoul, en terre kurde, dont le brut transite par la Turquie, à l'Irak qui a maille à partir avec ses propres autonomistes...

Alfred LE BRESSIC

TEMOIGNAGE CHRETIEN

22. 01. 1990

EN QUÊTE DE DÉMOCRATIE

Maitre Erdan Sansal fait partie d'un collectif regroupant plus de neuf cents avocats turcs pour défendre deux dirigeants du parti communiste, Haydar Kutlu et Hihat Sargin (voir « TC » n° 2350), emprisonnés à leur retour en Turquie en 1987.

*Nous l'avons interrogé
sur la situation des droits de l'homme.*

● Amnesty International a récemment publié un rapport critiquant sévèrement la violation des droits de l'homme et, en particulier, l'utilisation de la torture dans les prisons turques. A-t-on assisté depuis l'élection de Turgut Ozal, le 31 octobre dernier, à une amélioration de la situation des droits de l'homme en Turquie ?

— Tout d'abord, il faut savoir que, depuis le coup d'Etat militaire de 1980, plus de deux cents personnes ont été tuées sous la torture dans les prisons turques. En 1988, la Turquie a ratifié deux conventions contre la torture, celle des Nations unies et celle de la Communauté européenne, sans toutefois respecter les dispositions de ces deux traités. A l'époque le gouvernement turc, dirigé par l'actuel président de la République, voulait améliorer l'image de la Turquie au niveau international ; et puis, il y avait aussi la demande d'adhésion de la Turquie à la communauté européenne, demande qui a été refusée. D'ailleurs, la veille du voyage de Turgut Ozal à Strasbourg, le 27 septembre dernier, le gouvernement turc, a publié un décret autorisant les prisonniers politiques à entrer en contact avec un avocat. On le voit bien, il y a ce qui se passe à l'intérieur et l'image que l'on donne à l'extérieur. Aujourd'hui, la situation reste toujours difficile et, malgré les démentis officiels, la torture est toujours pratiquée, en particulier dans les commissariats de police.

● Mais le gouvernement turc affirme que la situation s'est améliorée depuis le coup d'Etat militaire ; est-ce que finalement il n'y a pas une part de vérité dans ce que dit Ozal par exemple ? N'est-il pas le premier civil à la tête de l'Etat depuis plus de vingt ans ?

— Effectivement, Turgut Ozal est le premier président de la République depuis Djalal Bayar qui a gouverné la Turquie dans les années 50. Mais il est dans la continuation du régime militaire, même si nous constatons certains changements depuis qu'il est au pouvoir et, en particulier, depuis qu'il est devenu

président de la République. Dans son premier discours à la nation, prononcé quelques jours après son élection, il a clairement déclaré que la question la plus importante pour la Turquie était celle des libertés. Cela constitue un pas important sur le chemin de la démocratie. Mais, même si on peut dire que le lent processus de démocratisation, engagé par Turgut Ozal lorsqu'il était Premier ministre, s'est accéléré après son élection, il n'en reste pas moins vrai que les partis se réclamant du marxisme restent interdits et que les mauvais traitements continuent toujours dans les prisons. De ce point de vue, le chemin à parcourir est encore long car la torture par exemple est loin de constituer des cas isolés. Depuis dix ans, le nombre de personnes torturées dans les prisons turques se chiffre par dizaines de milliers alors que seuls cinquante procès ont eu lieu contre les tortionnaires.



Ali Nun/Sipa

Le procès de 84 séparatistes kurdes en janvier 1985. Si aucune exécution n'a eu lieu depuis 1984, il reste toujours près de 500 condamnés à mort pour raisons politiques dans les prisons turques.

Plus de tabou ?

● Récemment, le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a engagé des poursuites contre huit députés kurdes qui avaient participé à la conférence internationale qui s'est tenue à Paris à la mi-octobre. Par ailleurs, à la suite de l'expulsion de ces députés du parti social-démocrate (SHP), d'autres députés ont quitté ce parti en signe de solidarité. N'assistet-on pas depuis quelques mois à une évolution dans la vie politique turque ? Il semblerait qu'il n'y ait plus de « tabou » à propos de la question kurde.

— C'est un fait indéniable. Les citoyens d'origine kurde représentent un tiers de la population de la Turquie, et, cependant, ils sont privés des droits les plus élémentaires. L'Etat turc refuse de reconnaître les Kurdes en tant que tels et leur interdit même de parler leur propre langue. Or, très souvent, les Kurdes qui vivent dans les régions défavorisées de l'Est de la Turquie, ne connaissent même pas le turc et il est arrivé qu'au cours de procès, le juge soit obligé de recourir à un interprète pour pouvoir communiquer avec un accusé kurde et ce alors que l'utilisation de la langue kurde constitue un délit.

En ce qui concerne l'affaire des huit députés du SHP, et malgré les poursuites judiciaires engagées contre eux, cela montre une certaine évolution dans les mentalités. Ces derniers avaient informé les dirigeants de leur parti de leur voyage. Or, à l'époque, le président du SHP, Erdal İnönü, n'avait pas pris une position très claire. C'est seulement lorsque ces derniers sont revenus au pays qu'il les a exclus du parti. Mais, ce qui est important, c'est que d'autres

députés se soient solidarisés avec eux. C'est la première fois que la question kurde est posée à un tel niveau dans la vie politique turque et le parti social-démocrate, qui est le principal parti d'opposition, est aujourd'hui profondément divisé sur la question. C'est une évolution importante pour l'avenir du pays.

Propos recueillis par
Siavosh GHAZI

L'Humanité 23. 01. 1990

HOMMAGE DES KURDES A YILMAZ GUNAY

Plusieurs milliers de Kurdes et de Turcs de Paris ont rendu, dimanche soir, un hommage à la fois enthousiaste et ému au cinéaste turc Yilmaz Guney, lauréat du Festival de Cannes pour son film « Yol » et opposant au régime turc, décédé en exil à Paris. Dans la salle du Zénith archicomble, l'assistance, réunie à l'initiative de l'Institut kurde de Paris et de diverses organisations kurdes et turques, a pu entendre successivement des chanteurs, des comédiens, des écrivains, des députés venus de Turquie et revoir sur un écran géant des scènes de l'œuvre de Yilmaz. La poursuite de la violation des droits de l'homme par Ankara a été dénoncée ainsi que la répression contre la population kurde. Un hommage a également été rendu au grand poète communiste turc Nazim Hikmet, toujours interdit dans son propre pays, en présence de son épouse Vera, venue de Moscou.

Le Bien Public 23. 01. 1990

CHIASO (SUISSE). — UN JEUNE RÉFUGIÉ KURDE RENVOYÉ DE SUISSE et emprisonné en Turquie est mort sous la torture en novembre à Diyarbakir, a annoncé lundi le bureau suisse d'accueil des réfugiés de Ponte Chiasso, à la frontière italo-helvétique. Semun Konutgan avait été embarqué de force à l'aéroport de Zurich sur un avion en partance pour Istanbul, selon ce bureau. Arrêté et emprisonné dès son arrivée en Turquie, il aurait été soumis à de continuelles tortures et serait mort à l'hôpital de Diyarbakir le 24 novembre 1989, trois jours après sa sortie de prison, toujours selon ce bureau.

Nord Littoral
23. 01. 1990

Mort sous la torture d'un réfugié kurde renvoyé en Turquie, selon un organisme suisse

CHIASO (Suisse) - Un jeune réfugié kurde renvoyé de Suisse et emprisonné en Turquie est mort sous la torture en novembre à Diyarbakir, a annoncé lundi le Bureau suisse, d'accueil des réfugiés de Ponte Chiasso, à la frontière italo-helvétique. Semun Konutgan avait été embarqué de force à l'aéroport de Zurich sur un avion en partance pour Istanbul, selon ce bureau. Arrêté et emprisonné dès son arrivée en Turquie, il aurait été soumis à de continuelles tortures et serait mort à l'hôpital de Diyarbakir le 24 novembre 1989, trois jours après sa sortie de prison, toujours selon ce bureau.

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

FRA0482 4 6 0308 FRA /AFP-DL31

Divers-Immigration

Le maire socialiste des Mureaux refuse le relogement de travailleurs kurdes dans un foyer

LES MUREAUX, 23 jan (AFP) - Le maire socialiste des Mureaux (33% de population immigrée), a signifié au Préfet des Yvelines son refus d'accueillir des membres de la communauté kurde, expulsés le 10 janvier dernier du foyer ADEF de Poissy, apprend-on mardi auprès du maire.

Selon M. Michel Ettore, "les foyers des Mureaux sont déjà saturés et l'un d'entre eux est en sureffectif comme était celui de Poissy".

M. Ettore a également précisé que la direction du foyer SONACOTRA concerné par ce relogement de 10 à 50 personnes était "hostile dans la mesure où il remettait en cause le projet de réhabilitation de son foyer".

Le maire socialiste des Mureaux a enfin dénoncé, dans sa lettre adressée lundi soir au Préfet, "l'opération policière menée en plein hiver dans un foyer sans en prévoir les conséquences".

Le 10 janvier dernier, 284 locataires Kurdes, "en situation d'hébergement clandestin", avaient été expulsés du foyer ADEF de Poissy lors d'une opération policière menée au petit matin.

Depuis, la communauté kurde multipliait les manifestations pour dénoncer les conditions dans lesquelles elle se débattait.

Après trois nuits passées à la "belle étoile" sur les pelouses du foyer, et deux jours de grève de la faim pour trente d'entre eux -cinq durent être hospitalisés- les travailleurs kurdes obtenaient des autorités préfectorales une cinquantaine d'offres de relogement dans différents foyers du département.

Dans l'attente, les "expulsés" recevaient l'autorisation d'occuper jusqu'à la fin du mois, deux salles communes du foyer.

Mardi soir, 150 d'entre eux se trouvaient encore dans ces locaux dépourvus de toilettes et de douches.

Liberation

MERCREDI 24 JANVIER 1990

C U L T U R E

G U I D E

Chaque mercredi, rendez vous avec les films, les acteurs

HOMMAGE Yilmaz Güney

Du Var, de Bretagne, de Suède, d'Allemagne et d'ailleurs, par grappes d'amis ou en famille : plus de 6 000 Kurdes et Turcs de gauche se sont retrouvés dimanche au Zénith à Paris, unis autour d'un artiste symbole, le cinéaste Yilmaz Güney, mort en 1984. Normal : les hommages, pour la communauté kurde, ont toujours des allures de meeting, et culture, dans leur langue, signifie politique. Les Turcs aiment Güney : dès « Espoir » en 1970, il a fait de leur pays une puissance cinématographique et artistique internationale. Les



Xavier Lambours, Meis

Kurdes aussi : il l'était, comme eux, et « le Troupeau » ou « Yol » ont donné une audience mondiale à leur combat. La quarantaine d'associations turques et kurdes actives en France soutenaient donc la manifestation de dimanche organisée par l'Institut kurde, dont le cinéaste fut un des fondateurs. En son hommage, des effigies de Staline, avec commentaire turc : « Cent ans après sa naissance, Staline est toujours vivant », voisinaient avec des placards : « Marx est mort, vive le mark ». Dans les stands, on vendait le manifeste du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), des poèmes nationalistes, des disques-cassettes des musiciens et chanteurs engagés, comme Ahmet Kaya, présent ce dimanche.

« C'est mieux que pour George Michael », commentaient des adolescents kurdes, qui étaient déjà venus au Zénith écouter le chanteur en 1987. Ils se sont tus pour voir, vibrants, des extraits du « Troupeau ». Ils se sont levés, brûlants, quand des parlementaires, expulsés cet automne du Parti social-démocrate turc pour avoir participé à la Conférence internationale des droits de l'homme à Paris, ont pris la parole. Ils ont chanté avec une voix tonitruante des chansons qui appelaient à la révolte contre le « pouvoir oppresseur ». Ont interpellé de leurs sièges les personnalités sur la scène. S'engueulant d'un bout à l'autre de la salle. En turc et en kurde. Ont rigolé aux vannes des organisateurs survoltés. Le Zénith était chaud. « Comme au bon vieux temps », remarquait, nostalgique, un militant socialiste français. Des manifestations autour d'un cinéaste, « on en faisait dans les années soixante. Mais, aujourd'hui, pour qui le ferait-on encore ? ». Pour Güney, parti ! dont les films sont toujours censurés en Turquie.

Anne GIUDICELLI

Paris Normandie

24. 1 1990

AUX MUREAUX

Le maire socialiste refoule les kurdes



Le maire socialiste des Mureaux (33% de population immigrée), a signifié au préfet des Yvelines son refus d'accueillir des membres de la communauté kurde, expulsés le 10 janvier dernier du foyer ADEF de Poissy.

Selon M. Michel Ettore, « les foyers des Mureaux sont déjà saturés et l'un d'entre eux est en sureffectif comme était celui de Poissy ».

M. Ettore a également précisé que la direction du foyer SONACOTRA concerné par ce relogement de 10 à 50 personnes était « hostile dans la mesure où il remettait en cause le projet de réhabilitation de son foyer ».

Le maire socialiste des Mureaux a enfin dénoncé, dans sa lettre adressée lundi soir au préfet, « l'opération policière menée en plein hiver dans un foyer sans en prévoir les conséquences ».

Le 10 janvier dernier, 284 locataires Kurdes, « en situation d'hébergement clandestin », avaient été expulsés du foyer ADEF de Poissy lors d'une opération policière menée au petit matin.

Depuis, la communauté kurde multipliait les manifestations pour dénoncer les conditions dans lesquelles elle se débattait.

Après trois nuits passées à la « belle étoile » sur les pelouses du foyer et deux jours de grève de la faim pour trente d'entre eux - cinq durent être hospitalisés - les travailleurs kurdes obtenaient des autorités préfectorales une cinquantaine d'offres de relogement dans différents foyers du département.

Dans l'attente, les « expulsés » recevaient l'autorisation d'occuper jusqu'à la fin du mois, deux salles communes du foyer.

Mardi soir, 150 d'entre eux se trouvaient encore dans ces locaux dépourvus de toilettes et de douches.

Libération 26. 01. 1990

TÊTE D'AFFICHE

Alain Ettore

En s'opposant au relogement dans sa commune d'une centaine de Kurdes, le maire rocardien des Mureaux est devenu le héros de la ville et de son bureau municipal.

Comme un seul homme, Les Mureaux applaudit son maire. Depuis qu'il a refusé de reloger dans les foyers de la ville une centaine des Kurdes expulsés *manu militari* de la voisine Poissy, Alain Ettore est désormais un *local hero*.

Elu en 1989 après avoir gagné la primaire du premier tour face au candidat PCF et avoir embarqué les communistes au deuxième tour, ce maire est sans doute homme aux bons principes. Socialiste rocardien, le « seuil de tolérance » lui va comme un gant.

Il est vrai que le seuil semble largement atteint dans cette commune des Yvelines, à mi-chemin entre Renault Flins et Peugeot Poissy. Ici la Régie nationale avait construit déjà dans les années 60 plus de 1 500 logements pour sa main-d'œuvre immigrée. Et aujourd'hui, sur 35 000 habitants, il y a plus de 10 000 immigrés : cinq îlots sensibles, trois foyers en voie de

réhabilitation, des écoles où le taux d'enfants immigrés atteint 95 %. Conséquence : le Front national fait un score de plus de 20 % aux européennes, malgré sa faible implantation locale.

Dans son esprit, le maire estime avoir déjà donné. Et il réagit au quart de tour, vendredi dernier, quand il apprend — « par hasard », précise son directeur de cabinet — que le préfet des Yvelines a décidé de faire reloger dans les foyers des Mureaux les Kurdes — en situation régulière — expulsés quelques jours auparavant du foyer ADF de Poissy.

Lundi, le bureau municipal des Mureaux, dont font partie aussi les élus communistes, parmi lesquels on retrouve une représentante du MRAP — le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples — fait bloc autour du maire. Ils répondent non au préfet et pondent un communiqué pour que cela se sache.

Un des agents d'Alain Ettore, Jean Cottaze, est premier secrétaire — rocardien — de la fédération socialiste des Yvelines et membre du cabinet du ministre — rocardien — de la Santé, Claude Evin. La famille — rocardienne — s'active en coulisse.

Et les Kurdes sont relogés discrètement par paquets de dix ou de vingt dans d'autres foyers de la région parisienne. L'affaire des Mureaux est restée ainsi purement locale. Et néanmoins instructive.

E.M.

Le Parisien 26. 01. 1990

LES YVELINES

1084

— POISSY —

Kurdes : ils sont relogés !

La préfecture tient ses promesses. La plupart des Kurdes expulsés du foyer A.D.E.F. il y a quinze jours viennent d'être relogés.

LE drame aura été évité. Les 150 Kurdes qui avaient été expulsés d'un foyer d'immigrés surpeuplé, ont presque tous retrouvé un logis. « Cela n'a pas été sans mal, explique-t-on à la préfecture. Car tous les foyers sont complets. » Trente des expulsés avaient entrepris devant le foyer

A.D.E.F. de Poissy une grève de la faim.

Au bout des quatre jours de négociations, la préfecture avait promis de rologer dans un délai de huit jours tous les expulsés.

Plusieurs solutions étaient proposées dans le département : Saint-Cyr-l'École, Gargenville et Les Mureaux.

Cette dernière possibilité a rapidement été abandonnée par le préfet.

Le maire socialiste des Mureaux s'était formellement opposé à l'arrivée de nouveaux étrangers dans une ville qui en compte déjà 33 %.

Depuis mercredi soir, dix d'entre eux ont trouvé un lit

au foyer de Saint-Cyr, vingt à Gargenville et une centaine dans des foyers de l'Oise, du Val-de-Marne et de l'Essonne. Les Kurdes qui avaient refusé dans un premier temps d'être séparés ont accepté les propositions du préfet. « Les derniers seront logés par le foyer A.E.D.F. jusqu'à ce soir, comme l'avait promis

son directeur », précise le directeur de cabinet du préfet.

Au total, c'est presque 120 places qui auront été mise à la disposition de la communauté kurde de Poissy alors que la plupart des foyers de la région parisienne affiche complet.

B. Jeudi

L'Humanité

27. 01. 1990

□ Le sénateur communiste Jean Garcia a adressé une question écrite à Jean-Pierre Chevènement à la veille de sa visite officielle en Irak. Il attire son attention sur la violation des droits de l'homme dans ce pays et lui demande quelles démarches il compte entreprendre pour la libération des prisonniers politiques et la fin de la déportation des populations kurdes.

Paris Normandie

27. 01. 1990

VIE SOCIALE

Foyer ADEF de Poissy : tous relogés

La préfecture des Yvelines a poursuivi hier sa recherche de logements pour les 152 Kurdes du foyer ADEF de Poissy.

Elle communique qu'à ce jour 122 d'entre eux ont été relogés dans divers foyers de la couronne parisienne.

Il restait trente personnes pour lesquelles un lieu d'accueil définitif n'avait pas, hier, été encore trouvé.

Une solution provisoire a pu être dégagée : les ressortissants kurdes seront hébergés temporairement à l'annexe de l'hôpital Charcot, à Saint-Cyr-l'École, dans l'attente d'une résolution de leur cas.

MUSIQUES ET TRADITIONS

Restons dans la poésie qui est plus une attitude dans la vie qu'une écriture dans les livres et partons sur les routes du MOYEN-ORIENT avec "la poésie chantée" (disque compact chez Auvidis, Unesco D 8025). Lorsque Pir Sultan attendait, avant son exécution, il a écrit ce "néfés", "souffle" de l'âme, hymne religieux de l'ordre des Bektashi : "Où est donc Pir Sultan ? / Me voici à l'échafaud / Mais au-delà du Yemen / Döldüd est à tout jamais actif" (Döldüd est le nom du cheval d'Ali et "audelà du Yemen" se réfère au monde invisible). Chanté en turc par Feyzullay Cynar cette voix nous rappelle celle du barde aveugle Achik Veyssel enregistré par Alain Geerbrant en Anatolie (disques Ocora) tout comme dans le ghazel (poème d'amour) qui suit, du célèbre poète soufi Sa'di (XIIIe s.). Ce chant est en persan et Hossein Ghavani est accompagné au "santur" par M.D. Beglou : "Si j'étais sans toi au paradis, je ne vivrais plus parmi les hôtes des régions célestes / Si j'étais en enfer avec toi, je m'agripperais aux chaînes de tes bouciers de cheveux". Par de telles passions l'amour humain possède une dimension divine...

En dialecte kurde succède un chant de Mohammed Ali Tedjo. La musique populaire du Kurdistan est monodique (la voix prime) et cet aspect se remarque dans ce "klam", texte poétique improvisé "sans fin, durant toute une soirée". Enfin ce disque s'achève au bout de trois quart d'heure, paraissant moins (Trop court ! Quatre morceaux) avec un chant en arabe par Ibrahim Alouane Jerod qui s'accompagne avec la "rababé", instrument rudimentaire à cordes. "Je cisèlerai une échelle d'or pour atteindre ses seins"... Dans ces pays du Moyen-Orient où la femme est comparée à une gazelle, la poésie est chantée car tout chant est poétique, "nul ne saurait éteindre la flamme qui m'embrase"... Le divin est dans l'humain comme la surnature dans la nature là où se rejoignent ivresse du vin et ivresse céleste...

A propos de musiques d'origine persane, toujours chez Auvidis, je



Musicien mongol.

vous recommande les chants du Kurdistan de SIVAN PERWER (A 6145) très bien enregistrés et rendus dans ce compact "DDD" (aussi en cassette). Il est impossible de ne pas parler du problème kurde à l'heure où vingt millions de kurdes sont éparpillés et écartelés entre les frontières politiques des Syrie-Turquie-URSS-Irak et Iran. Des kurdes tentent aujourd'hui de créer le premier parlement en exil dans un pays européen. Mais le génocide se développe dans l'indifférence générale comme si, à part les nazis, il n'y avait pas d'autres "criminels contre l'humanité"...

S. Perwer est un bon représentant de la voix de ce peuple qui remonte aux Mèdes de l'antiquité. Ces chants de la douleur, en politique comme en amour, sont traqués en particulier en Turquie où les kurdes sont nombreux. Sivan est le chanteur le plus populaire actuellement. Ce "chantre du Kurdistan" accompagné par son luth, est un symbole de la résistance de tout un peuple qui n'a pas la chance de

certain pour se faire entendre par l'ensemble du monde. Dans le Kurdistan posséder le texte de ces chants entraîne plusieurs mois de prison. En Iran les kurdes sont gazés... Pour contacter l'Institut Kurde : 106 rue la Fayette, 75010 Paris (tél. : 48.24.64.64).

Demeurons à la fois chez Auvidis et dans le KURDISTAN avec un autre disque compact (D.8023) qui commence par une longue improvisation (développement modal) à propos d'amours malheureuses (à remarquer un chant de style "mésopotamien") avant de terminer par de lancinants airs de réjouissances et de festivités. Musique à la fois savante et populaire d'un peuple adepte au départ d'un dérivé du Mazdéisme, avant l'islamisation. Que cette musique soit diurne ou nocturne le musicien est considéré comme un conteur même s'il ne chante pas. Il évoque des aventures épiques ou des amours perdues et le musicien "apparaît même parfois comme une sorte de théra-

MUSIQUES ET TRADITIONS

peute dont le rôle consiste à soulager les peines de l'auditeur" comme l'écrit Christian Poché ethnomusicologue qui a réalisé ces enregistrements en Syrie et au Liban.

Continuons notre route vers l'Orient... Ces dernières années les chants et les musiques de Mongolie sont mieux connus et plusieurs maisons de productions nous proposent différents enregistrements. Certains morceaux se retrouvent d'un disque à l'autre mais l'interprétation diffère. Dans une des meilleures collections qui soit ("inédit" de la Maison des Cultures du Monde, 101 Bd Raspail à Paris) vient de sortir un douzième disque : MONGOLIE (compact distribué par Auvidis) enregistré en Novembre 88 à Paris mais où se maintient l'esprit "chaman" des rapports avec la nature-surnature.

Les trois styles vocaux mongols sont le "khaylakh" (crier) des chants épiques et de louanges sur un registre grave, le "dudlakh" (chanter) utilisé dans les chants longs et courts et le "khöömii" (pharynx), technique du fameux chant diphonique qui impressionne tant les occidentaux : simultanément sont émis le son "bourdon" et la mélodie (six techniques peuvent être différenciées) comme l'explique Pierre Bois dans la brochure jointe à ce disque compact que l'on retrouve en cassette (je conseille l'enregistrement "numérique" impeccable). Chanteurs et chanteuses ont été très bien choisis, leurs voix sont pures et fluides, elles évoquent les grands espaces de la steppe, la chaîne de l'Altai, le galop des chevaux... Merci à Françoise Gründ, directrice de cette collection où chaque disque s'avère être un document essentiel.

Continuons la route vers l'Est et débarquons au Japon. Avec le disque compact "JAPAN" (D 8016) dans la collection "musiques et musiciens du monde" chez Auvidis qui, décidément fait beaucoup pour les musiques traditionnelles. C'est une musique semi-classique et folklorique présentée par l'orientaliste



Albert Collins.

Alain Daniélou. A travers la musique dite "semi-classique" résonnent des airs issus des 16e au 19e siècles, comme le théâtre musical "kabuki" accompagné au luth japonais appelé shamisen. Du côté de la musique proprement folklorique qui est en fait bien peu représentée sur le marché, (il faut généralement voyager sur place pour entendre ces

musiques, les mélomanes occidentaux préférant les musiques dites "savantes"), nous entendons de la musique de danse et de fêtes, un chant de pêcheurs, de montagnards etc... Voici un bon disque que tout amateur de musique japonaise écouterait avec délice et même surprise.

Où finit l'Orient extrême et où

MUSIQUES ET TRADITIONS

commence l'Occident ? En traversant le Pacifique nous voici arrivés aux Etats-Unis... Le "blues" qui est devenu dans ses branches "rock" (par intermédiaire du "boogie-woogie", blues sur tempo rapide) la musique de la jeunesse du monde entier, existe toujours et ses racines musicales (enregistrées) remontent à Blind Lemmon Jefferson ou Charlie Patton.

Sur ce tronc prolifèrent de jeunes bourgeons qu'il faut découvrir grâce à ce 33t. produit par Alligator (Box 60234 Chicago 111.60660. USA) et rassemblant dix morceaux joués et chantés par de jeunes bluesmen et blueswomen : "THE NEW BLUEBLOODS" (AL.7707). Cela débute par les frères Kinsey (sans leur père) auxquels succède la jeune Valérie Wellington, nouvelle Koko Taylor (reine vivante du blues de Chicago). Je découvre ensuite l'inconnu Dion Payton et sa tonalité "soul music" avant d'écouter les "sons of the blues" avec l'harmoniciste Billy Branch, groupe que l'on avait apprécié lors de la tournée "87" de Buster Benton en France. Succède un duo assez "gospel" (n'ont-ils pas appris à chanter dans les temples ?). Maurice John Vaughn embraye avant le jeune "prodige" Melvin Taylor, sans doute le guitariste le plus virtuose et vélocité qui laisse l'auditeur abasourdi mais qui pourtant manque parfois de... "feeling", essentiel dans le blues.

Sur la seconde face voici John Watkins que j'entends pour la première fois (soutenu par un "vieux" : Jimmy Johnson son oncle). Du grand blues. C'est ensuite au tour d'un certain Michael Coleman avec un assez gros orchestre, là-aussi ça sonne "soul". Le disque se termine sur le petit "Lil" Ed et ses "Blues imperials", la plage la plus pure de cet album. J.B. Hutto, le maître du petit Ed, renaît de ses cendres sous les sons du "bottleneck" de ce chanteur et guitariste déjà chroniqué ici (Alligator 4749).

En 1985, lors d'un très grand concert, se sont produits quelques-uns des plus grands bluesmen contemporains... "TENTH ANNIVERSA-

RY" (Anthology n° 1) chez Antone's records (2915 Guadalupe, Austin TX 78705, USA). Sur la première face débute le charpentier Snooky Prior harmoniciste et chanteur soutenu par Eddie Taylor qui chante le second morceau. Puis vient l'harmoniciste James Cotton toujours très demandé aujourd'hui, de même pour le pianiste Sunnyland Slim qui a accompagné les meilleurs groupes de Chicago ces dernières décennies. Cette première face se termine sur le guitariste Albert Collins bien connu du public français.

La seconde face commence par deux morceaux époustouffants de Buddy Guy dont j'ai souvent parlé (Le Monde Inconnu n° 110 par exemple). Puis c'est au tour du pianiste Pinetop Perkins chantant le célèbre "Caledonia". Le blues suivant d'Otis Rush est particulièrement émouvant et le disque se termine sur Jimmy Rogers, ancien guitariste du fameux orchestre de Muddy Waters. Nous attendons impatiemment le second volume de ces anthologies que l'on peut offrir à des personnes ne connaissant pas bien la musique populaire des noirs américains. ■

GAIROALD

في العيرون في يوم بالاذن يخرج من الزبون ويخرج للهدوء فيمنع منعا عشره منسته



Wasiki (XII^e siècle) : assemblée littéraire dans un jardin des environs de Bagdad.

Le Courier de Mantes 24.01.1990

Pas de Kurdes aux Mureaux

Alain Etoré ne veut pas de réfugiés Kurdes aux Mureaux. Il l'a fait savoir au préfet dans une lettre envoyée en début de semaine. Pour faire face à la crise qu'avait connu Poissy la semaine dernière, où des membres de la communauté kurde avait été expulsés du foyer ADEF de Poissy, des mesures de relogement avaient été adoptées par la sous-préfecture de St-Germain. 30 personnes devaient être relogées dès le 19 janvier au foyer Sonacotra des Mureaux et de St-Cyr-l'Ecole, et 22 au foyer de Gargenville.

Dans sa lettre, le maire des Mureaux explique que "les foyers des Mureaux sont saturés et l'un d'eux est dans des conditions de sureffectif comparable à celui de Poissy... Dans une ville où le pourcentage de la population étrangère est déjà important, une politique d'intégration ne peut être menée si on augmente constamment le nombre de familles en difficulté... Au nom de la solidarité nationale, les communes qui le peuvent doivent participer à la résolution de ces problèmes."

République du Centre
25.01.1990 **Le soutien du M.R.A.P. à Ibrahim Er**

Le M.R.A.P., section de Chartres, écrit dans un communiqué: En Turquie, une sociologue allemande, Hella Schlumberger, chercheuse au C.N.R.S., vient d'être mise en prison et risque cinq ans de prison pour avoir écrit: «Laisser vivre le Kurdistan libre.» L'ambassade d'Allemagne est intervenue contre cette incarcération inadmissible.

Mais songeons aux millions de Kurdes en Turquie, notamment aux militants beaucoup plus obscurs, qui sont soumis à une telle répression. Eux sont quelquefois condamnés à mort! C'est pour cela que les Kurdes ne doivent pas être expulsés de France. Et notamment Ibrahim Er, ce Kurde qui est menacé d'expulsion immédiate par la préfecture de Chartres. N'attendons pas de «découvrir» les crimes au Kurdistan par la télévision, nous avons le devoir de savoir: n'aidons pas à commettre l'irréparable!

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

GLGL

FRA0554 4 I 0183 /AFP-GP92

Turquie-Kurdes

Cent vingt six réfugiés kurdes d'Irak victimes d'un empoisonnement alimentaire

ISTANBUL, 2 fév (AFP) - Cent vingt six réfugiés kurdes d'Irak du camp de Diyarbakir (13.000 réfugiés), dans le sud-est de la Turquie, ont été empoisonnés jeudi par du pain distribué par les autorités turques, apprend-on de sources informées à Istanbul.

Six d'entre eux sont dans un état grave a indiqué le médecin chef de l'hôpital d'Etat de Diyarbakir où ont été transportés les victimes de cet empoisonnement alimentaire.

Des rumeurs circulent dans le camp affirmant que le pain distribué aux réfugiés aurait été "empoisonné par des agents irakiens". A la suite de cette affaire, les réfugiés kurdes ont revendiqué à nouveau "le statut de réfugiés politiques" que le gouvernement d'Ankara refuse de leur accorder depuis août 1988, date du début de leur exode massif en Turquie.

En septembre 1989, plusieurs dizaines de réfugiés kurdes des camps de Mardin et Mus avaient été également victimes d'un empoisonnement alimentaire.

Les autorités turques ont ouvert une enquête.

RD/php/bp

AFP 021952 FEV 90

Paris Normandie 1^{er} 02. 1990

Poissy : logements définitifs pour les Kurdes

La préfecture des Yvelines précise qu'hier matin, elle a procédé au relogement des 30 derniers

Kurdes, qui occupaient sans titre le foyer ADEF de Poissy.

Après trois semaines de négociations et de recherches, ajoute-t-elle, ce sont au total 160 personnes qui ont pu être relogées dans 13 foyers de la région parisienne.

Rapellons que le 10 janvier dernier, à la suite d'un contrôle de justice, le directeur du foyer ADEF de Poissy avait décidé de ne

plus admettre dans son établissement 263 personnes trouvées sur les lieux et reconnues comme occupants sans titre.

Les représentants de la communauté kurde avaient alors sollicité l'intervention de la préfecture des Yvelines afin de trouver des solutions d'hébergement régulier. C'est donc chose faite depuis hier.

KURDES: LA PLUS GRANDE ETHNIE DU MONDE EST TOUJOURS SANS PATRIE

Écartelés entre cinq États, vingt millions de Kurdes vivent en réfugiés sur leurs propres terres. Mais dans la fierté de leurs traditions.

UN PEUPLE MARTYR, GAZÉ EN IRAK, PARQUÉ EN IRAN

camp de Zioua a été réoccupé à l'automne 1988 avec l'arrivée de dizaines de milliers de nouveaux réfugiés kurdes irakiens fuyant leurs villages après l'utilisation de gaz par l'armée irakienne. Aujourd'hui, plusieurs milliers de réfugiés qui n'ont pu être relogés dans les villages voisins vivent encore dans le camp de Zioua dans des conditions très précaires.

Des proscrits à qui l'on interdit de parler leur langue

Les yeux encore pleins d'épouvante, Nasser, un *peshmerga* (maquisard kurde) de trente-trois ans, arrivé à Zioua avec sa femme, sa mère, sa belle-sœur et sept

enfants, raconte pourquoi tous ces Kurdes ont fui le village dans lequel ils vivaient depuis des générations : après le bombardement d'un village voisin avec des gaz meurtriers, une peur panique s'est emparée d'eux. Hantés par le drame de Halabja, en mars 1988, où 5 000 Kurdes ont été gazés à mort par l'armée irakienne, ils ont abandonné leur village en pleine nuit, et marché pendant des heures vers la frontière turque. Là, ils ont trouvé un premier refuge ; mais parqués dans des camps dont ils ne pouvaient sortir librement — et où les Kurdes de Turquie ne pouvaient entrer —, ils ont préféré aller en Iran, où vivent désormais Massoud Barzani et les autres dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).



Sous le signe de la perdrix. C'est l'animal mascotte des Kurdes. Elle ne quitte que rarement leur épaule. Ici, un *peshmerga* (un maquisard) l'emmena même au combat.

plus jeune fils âgé de 6 mois. Accablée par le malheur, Zeynab, sa femme, est complètement prostrée et reste à côté de ses deux autres enfants, malades eux aussi, et probablement condamnés.

Ils sont plusieurs dizaines de milliers à avoir ainsi fui les « zones libérées » contrôlées par le PDK dans le nord de l'Irak, près de la frontière turque. « C'était un vrai

Il y a des lieux (et des peuples) qui attirent le malheur. Construit à la hâte pour accueillir une partie des dizaines de milliers de Kurdes irakiens qui suivirent le général Barzani en exil en Iran en 1975, le camp de Zioua fut le théâtre de scènes d'horreur qui restent ancrées dans la mémoire des Kurdes : 120 réfugiés kurdes devaient y trouver la mort le 9 juin 1985 sous les roquettes de l'aviation irakienne. Parmi les victimes, 50 enfants réunis à l'école du camp pour la distribution des prix. Mais ce n'était rien à côté de ce qui attendait les Kurdes... Abandonné après ce bombardement, le

ca
M'INTÉRESSE

N° 107 Janvier 1990

petit pays kurde... Nous avions notre gouvernement, notre hôpital, nos écoles et aussi nos syndicats et nos juges », dit Kak Fazil, membre du bureau politique du PDK. Mais ce rêve s'est écroulé avec la panique créée par les armes chimiques. Et ce double exode symbolise la condition des Kurdes : gazés en Irak, en violation des conventions internationales, ils ne peuvent trouver qu'un refuge aléatoire en Turquie, où la langue kurde est proscrite et où des centaines de militants kurdes croupissent en prison... L'Iran leur fournit, c'est vrai, accueil et protection, mais cet accueil n'est pas dénué de contradictions : l'Iran opprime ses propres Kurdes qui se battent, avec le soutien de l'Irak, contre le gouvernement de Téhéran : que ce soit d'un côté de la frontière ou de l'autre, les Kurdes sont d'éternelles victimes.

Comme les Palestiniens et les Erythréens, les Kurdes sont un peuple sans patrie. Mais leur malheur est sans doute encore plus grand : on ne sait même pas combien ils sont — peut-être 20 millions — et le Kurdistan, qui ne figure sur aucune carte, n'a pas de frontières précises. Le territoire des Kurdes s'étend en forme de croissant, depuis Kermancha, en Iran, jusqu'au golfe d'Alexandrette, sur la Méditerranée, et les Kurdes sont dispersés entre cinq pays — la Turquie (12 millions), l'Irak (3,5 millions), l'Iran (5,5 millions) et accessoirement la Syrie (1 million) et l'URSS (300 000).

Le Kurdistan : un pays qui ne figure sur aucune carte

Jusqu'à la Première guerre mondiale, les Kurdes n'étaient divisés qu'entre l'Empire ottoman et l'Empire persan ; et pour ce peuple de montagnards et de nomades, la frontière qui séparait les deux Empires, et dont le tracé s'est déplacé plusieurs fois au cours des siècles, n'était qu'une fiction imposée par de très lointains gouvernements.

Aujourd'hui encore, les nomades kurdes pratiquent la transhumance comme leurs ancêtres, il y a quatre ou cinq siècles, à l'âge d'or de la féodalité kurde. Chaque

année au mois de juin, quand la neige a fondu sur les montagnes du Kurdistan, les nomades qui s'étaient réfugiés dans les vallées au climat plus clément reforment leurs caravanes : chargeant leurs maigres possessions sur des charrettes dont les roues sont encore en bois, suivis par leurs immenses troupeaux de moutons et de chèvres, ils gagnent les cols ; de là, ils continuent à pied, transportant à dos d'âne leurs tentes, leurs tapis de sol, leurs couettes, leurs samovars et quelques chaudrons qui constituent, avec des berceaux en

LA CULTURE PASTORALE D'UN PEUPLE CHALEUREUX

bois, tout leur mobilier. Ils vont s'installer sur les « plateaux » entre 3 000 et 4 000 mètres d'altitude, près d'une source. Pour ces « gens des moutons », chaque journée se déroule selon un rythme identique, fixé depuis des temps immémoriaux, et que le cinéaste kurde Yilmaz Güney a évoqué avec beaucoup de poésie dans son film *le Troupeau*.

Dès l'aube, on est réveillé par le bruit caractéristique du lait secoué dans des barattes. Les femmes y préparent le beurre, le yaourt et le fromage, mélangé avec des herbes aromatiques, qui constituent l'essentiel de leur alimentation. A midi, les enfants dirigent le troupeau vers le berger, installé à la pointe d'une espèce d'avaloir formé de pierres disposées en « V » sur lesquelles sont assises les femmes. Le berger attrape au passage chaque brebis, chaque chèvre, et la tend à sa propriétaire.

En une heure, plusieurs milliers de bêtes ont ainsi été traitées ; c'est l'heure du déjeuner : des galettes de pain cuites contre les parois du four, fromage, yaourt, comme au petit déjeuner et comme au dîner, et du thé. Après le déjeuner, les femmes, épuisées, se reposent quelques minutes ou s'occupent de leurs tout-petits : le plus souvent, les femmes ne parlent que le kurde et ignorent la langue du pays hôte. Véritables gardiennes de l'identité kurde, elles transmettent la connaissance de la langue à leurs enfants, qui ne parlent rien

d'autre avant d'aller à l'école... Les hommes bavardent en buvant du thé : il y est beaucoup question du prix des bêtes, qui varie d'un côté à l'autre de la frontière.

Mais la pause est brève : il faut tondre les moutons... et les femmes ont à peine fini de traire leurs bêtes pour la deuxième fois de la journée que le soleil dispa-



Güney, un Turc d'origine kurde, palme d'or à Cannes
Yilmaz Güney, réalisateur du *Troupeau*, lors d'un tournage.

rait derrière les montagnes... Chacun se réfugie sous sa tente et, après un repas frugal, se glisse sous sa couette. Le camp s'endort, bercé par la mélodie qu'une jeune femme chante à son enfant, ou au rythme des versets du *Memozin*, le *Roméo et Juliette* kurde, récit par un berger qui ne sait pas lire, mais qui a appris ce chef-d'œuvre par cœur : « Une goutte de sang tomba entre les deux mausolées. On raconte qu'il en poussa un grand buisson dont les racines déjoignirent les mains des amants. Le traître n'avait pas permis à ces infortunés de s'unir ici bas, il les sépara jusque dans la tombe. »

La plupart des Kurdes sont aujourd'hui sédentarisés et vivent dans de petits villages dissimulés derrière des rideaux de peupliers dans les vallées, ou accrochés à flanc de montagne ; mais leur

mode de vie a peu changé, et presque tous restent attachés à leur tribu et à leur clan. Vivant de leurs troupeaux, travaillant un petit lopin de terre, tissant (les femmes) des tapis, ce sont des paysans ou des nomades besogneux, menant une vie paisible. Les Kurdes sont aussi un des peuples les plus hospitaliers de la terre : nul ne peut pénétrer sous leur tente ou dans leur maison sans y boire quelques verres de thé, ou sans accepter de partager un repas qui, même chez les plus pauvres, prend souvent des allures de banquet !

Qu'est-ce donc qui transforme ces paisibles montagnards en de farouches guerriers ? Après la Première Guerre mondiale, les élites kurdes qui avaient reçu leur éducation à Constantinople, la capitale de l'Empire ottoman, remportent une grande victoire : le traité de Sèvres (1920), consacrant le partage des dépouilles de l'Empire ottoman, comporte une clause qui prévoit l'autonomie pour les régions où domine l'élément kurde — et éventuellement leur indépendance. Mais le traité de Sèvres devait n'être qu'un chiffon de papier, et les Kurdes sont victimes de la montée des nationalismes turc, arabe et persan. Leurs soulèvements sont réprimés avec une rare violence.

Leur « Roméo et Juliette » : les versets du « Memozin »

A l'époque contemporaine, un homme symbolise la lutte du peuple kurde pour ses droits nationaux : le général Barzani (1904-1979), qui va se battre pendant quarante ans en Irak, puis en Iran (sous la République kurde de Mahabad, qui le fait général) et à nouveau en Irak après un exil de onze ans en URSS.

Se réfugiant dans les montagnes du nord du Kurdistan irakien, il en fait, de 1962 à 1970, un bastion kurde imprenable : c'est à cette époque que la presse occidentale familiarise ses lecteurs, grâce à des reportages faits « à dos de mulet dans les montagnes du Kurdistan », avec la lutte des *peshmergas* — ceux qui « font face à la mort ». Coiffés d'un tur-

« LE MALHEUR DES KURDES : ILS N'ONT PAS D'AMIS »

ban, vêtus d'un pantalon bouffant, armés de vieux fusils Brno ou de mitraillettes, d'une résistance physique sans égale, capables de parcourir plusieurs dizaines de kilomètres en une nuit, exploitant à merveille un terrain dont ils connaissent chaque recoin, ce sont des guérilleros redoutables.

En Turquie, lire du kurde est un délit

Si redoutables qu'en 1970 ils forcent Saddam Hussein, qui n'est encore que le vice-président de l'Irak, à leur accorder l'autonomie. C'est une immense victoire pour les Kurdes : dans les limites de la région autonome (qui restent à préciser), ils pourront enfin gérer leurs propres affaires et, surtout, enseigner leur langue et diffuser leur culture : quelle victoire quand on sait que dans la Turquie voisine il est interdit d'utiliser le mot « kurde » et que la possession d'un livre en kurde est un délit !

Cette lune de miel avec Bagdad est de courte durée. En avril 1974, les combats reprennent. A l'apogée de sa puissance, soutenu par le chah d'Iran (et, secrètement, par Israël et la CIA), le général Barzani est virtuellement indépendant dans son bastion de 35 000 km². Mais tout s'effondre le 6 mars 1975 avec l'signature des accords d'Alger : en échange d'une rectification majeure de la frontière entre l'Iran et l'Irak (qui passe désormais par la ligne de thalweg, au milieu du Shott el Arab), le chah d'Iran renonce à soutenir la lutte des Kurdes d'Irak. C'est la débandade, et l'arrivée de milliers de réfugiés kurdes en Iran.

1975 : les accords d'Alger... 1988 : le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe et l'utilisation des armes chimiques par l'Irak... Les causes sont différentes, mais le résultat est le même : la résistance kurde est brisée. Assis à croupetons, à même un *kilim* (tapis kurde) dans la petite pièce qui lui sert à la fois de bureau et de chambre, pas très loin de la fron-

tière irano-irakienne, un dirigeant du PDK s'interroge sur les perspectives du mouvement national kurde. En Irak, après cette nouvelle défaite, il faut repartir de zéro. En Iran, la résistance kurde, décapitée par l'assassinat d'Abdoul Rahman Ghassemlou à Vienne en juillet 1989, a également perdu ses « zones libérées » et doit se borner à de petites opérations de guérilla. En Turquie, après la répression qui a suivi le coup d'Etat de septembre 1980, la résistance armée est balbutiante.

Pourquoi tant d'échecs ? Est-ce dû à un « retard culturel » du peuple kurde ? Malgré des ralliements individuels, les élites kurdes, parfois formées dans les grandes villes du Kurdistan, mais le plus souvent à Bagdad, Téhéran et Istanbul, sont restées à l'écart de la lutte. Les combattants sont avant tout des paysans, d'une loyauté à toute épreuve, mais peu susceptibles de gonfler les effectifs des partis kurdes créés et encadrés par quelques intellectuels. Les leaders kurdes (le général Barzani, ses fils Idris et Massoud, et Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan) avaient-ils la formation adéquate pour négocier avec des géants de l'histoire tels le chah d'Iran, Saddam Hussein, Kissinger et les émissaires de la CIA ou Khomeiny ?

La guerre du Golfe, qui aurait pu être une chance historique pour les Kurdes, a en fait accentué les contradictions entre les divers partis kurdes irakiens et iraniens qui sont devenus les alliés délibérés ou de fait du gouvernement d'« en face ». Vivant sur un territoire qui n'a pas de débouché sur la mer, les Kurdes ont désespérément cherché à nouer des alliances. Mais aucune grande puissance n'est prête à compromettre ses relations avec des pays occupant des positions aussi stratégiques que la Turquie, l'Iran ou l'Irak, pour jouer la carte kurde. « Le malheur des Kurdes, se lamentait le général Barzani, c'est qu'ils n'ont pas d'amis. » La résolution votée en 1988 par le

Congrès américain, et condamnant l'utilisation des armes chimiques contre les Kurdes irakiens, a été bloquée par l'exécutif qui, quel que soit le président des Etats-Unis, a toujours réaffirmé le caractère intangible des frontières du Moyen-Orient.

De son côté, l'URSS, souvent soupçonné d'attiser les rébellions kurdes, a gardé le silence sur l'emploi des armes chimiques contre les Kurdes — provoquant la colère des communistes irakiens, dont plusieurs diplomates ont été blessés par les gaz.

Leur dernière carte : une offensive diplomatique

Avec l'emploi des armes chimiques, le conflit entre les Kurdes et le gouvernement de Bagdad a franchi une étape sans précédent dans l'escalade de la violence : les dirigeants kurdes reconnaissent que l'utilisation de ces armes meurtrières marque la fin d'un chapitre de l'histoire kurde. C'est la fin de la lutte de l'« honnête combattant » qui, armé de sa seule mitraillette, se battait dans les montagnes contre une armée équipée de chars et d'avions...

Ayant subi de terribles défaites militaires sur le terrain, les Kurdes tentent de repasser à l'offensive sur les plans diplomatique et médiatique : grâce à la fondation « France-Libertés » (lire encadré), ils ont pu organiser à Paris, à la mi-octobre, une conférence internationale sur les Kurdes qui a réuni des délégués de toutes les parties du Kurdistan, sous la présidence de Mme Danielle Mitterrand, du Dr Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, et de M. Cheysson, ancien ministre des Relations extérieures. La résolution adoptée à l'issue de cette conférence réclame notamment le statut d'observateur à l'Assemblée générale des Nations unies pour une organisation représentative de l'ensemble du peuple kurde. Une reconnaissance minimale que la communauté internationale se devait d'accorder à ce peuple qui a su montrer qu'il était prêt à se battre jusqu'au bout pour défendre son identité.

Chris Kutschera

Le Parisien 2. 02. 1990

Les Kurdes sont casés

Après trois semaines de négociations et de recherche, les trente derniers Kurdes expulsés du foyer ADEP de Poissy, viennent d'être relogés. Hébergés provisoirement à l'annexe de l'hôpital Charcot de Saint-Cyr-l'École, les Kurdes ont été placés, hier matin, dans plusieurs foyers de la région parisienne. Au total, ce sont 160 personnes qui auront été relogées dans 13 foyers.

Dernières Nouvelles d'Alsace

2. 02. 1990

Traditions

Kurdistan



Réputé guerrier farouche, le Kurde est aussi un être délicat et sensible nous dit sa culture musicale. Originale, elle ne comporte ni règles de jeu écrites, ni définition du phénomène sonore. L'art du « musicien » encore que cette dernière notion ne soit pas si simple, a quelque chose de spirituel. Mélancolie, sérénité, passion : toute la vie est dans ces cordes, ces flûtes et ces tambours enregistrés au nord de la Syrie et au Liban par Christian Poche et Jochen Wenzel.

(Auvadis / Collection UNESCO - 58'05'). A. J.

République du Centre 3. 02. 1990

Manifestation de soutien à Ibrahim Er

CHARTRES. — Un grand nombre d'associations luttant pour la défense des droits de l'homme se rassemblera, lundi 5 Février, à 20 h 30, au foyer culturel de Lucé, lors d'une réunion publique, afin de protester contre l'expulsion d'Ibrahim Er. Cet ouvrier Kurde arrivé en France en 1987 n'a jamais

pu obtenir le statut de réfugié politique. Il devait en principe quitter le sol français le 7 janvier dernier mais le délai avait été repoussé au 17 février.

La mobilisation faite autour d'Ibrahim Er avait permis de rassembler près de 400 signatures sur une pétition. Au travers d'une nouvelle démarche, les

associations, telles que la Ligue des droits de l'homme, S.O.S racisme ou le Mouvement contre le racisme pour l'amitié entre les peuples, entendent lutter contre l'expulsion d'Ibrahim Er. Ces associations demandent également que les titres nécessaires lui soient accordés pour qu'il puisse conserver son travail et vivre en France. « En

Turquie, Ibrahim Er serait menacé. La prison et les tortionnaires l'attendent, » déclarent les principaux intéressés.

En organisant cette réunion publique, le comité de soutien à Ibrahim Er espère à nouveau mobiliser un grand nombre de personnes autour de la cause de ce Kurde.

L'Humanité 6. 02. 1990

REFUGIES KURDES EMPOISONNES EN TURQUIE

Un millier de Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie après le bombardement à l'arme chimique de la ville d'Halabja ont été victimes d'une tentative d'empoisonnement dans le camp de réfugiés de Dyarbakir, au Kurdistan de Turquie. Une centaine d'entre eux sont sérieusement atteints par le poison, introduit dans le pain distribué aux réfugiés, et soixante-dix ont dû être hospitalisés. Une tentative similaire s'était produite l'année dernière dans le camp de réfugiés de Mardin, provoquant plusieurs décès. Les organisations démocratiques kurdes ont accusé des agents irakiens d'être responsables de ce nouveau crime. Une manifestation de protestation à laquelle participaient des Kurdes d'Irak et de Turquie a été sévèrement réprimée par la police turque à Dyarbakir. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées.

Le Monde 6. 02. 1990

□ TURQUIE : intoxication alimentaire collective dans un camp de réfugiés kurdes. — Plus de quatre cents Kurdes irakiens réfugiés en Turquie ont dû être hospitalisés, jeudi 1^{er} février, à la suite d'une intoxication alimentaire qui a semé la panique parmi les 11 500 réfugiés vivant à Dyarbakir depuis leur fuite d'Irak en août 1988. Selon le gouverneur de la ville, M. Cengiz Bulut, le levain du pain pourrait être la cause de l'empoisonnement collectif. Le porte-parole des réfugiés de Dyarbakir, M. Akram May, a accusé des agents irakiens d'avoir empoisonné le pain pour disperser les Kurdes et les forcer à retourner en Irak. — (Corresp.)

Du Pédégal à l'Estere!

Lecture : « Le Redoutable Programme » de Maxime Guenet

« Dix millions de Kurdes, opprimés dans les cinq pays où ils vivent, clament en vain leur désespoir. Maintenant ils vont agir : un pétrolier géant sera sacrifié... La destruction puis le naufrage de ce tanker avec sa répugnante cargaison polluera 500 km de côtes d'Europe occidentale », ce « Redoutable Programme » (titre du roman de Maxime Guenet) sera-t-il vraiment mis à exécution ?

A partir de thèmes d'actualité, Maxime Guenet a imaginé un scénario mettant en relief une nouvelle forme possible de terrorisme, celui de la pollution !

Cet écrivain d'origine bretonne, âgé de 76 ans, vit actuellement dans le Sud-Ouest. Et il est de passage, pour quelques jours, à la maison de retraite de la Légion d'honneur : « Ce roman est mon troisième ouvrage. Il est le résultat logique de mon véritable vice de l'écriture. Cette

histoire de terroristes kurdes est pour moi tout à fait plausible. L'objectif de ce peuple est de faire parler de sa difficile condition sans pour autant sacrifier des vies humaines. La destruction d'un pétrolier de 370.000 tonnes est alors leur seule solution ».

Ancien officier, interné pendant la Seconde Guerre mondiale dans la forteresse de Col ditz, chevalier de la Légion d'honneur et décoré de la croix de guerre, Maxime Guenet procédera à une séance de dédi-

caces de son roman, aujourd'hui, samedi, à 16 h 30 « La Maison de la presse » de Saint-Raphaël, place Carnot.

Dès les premières lignes, ce

roman est captivant : Pierre Le-bret, héros de l'histoire, est le seul à connaître ce redoutable programme. Réussira-t-il à empêcher le désastre écologique ?

Nice Matin
10. 02. 1990



Maxime Guenet et son « Redoutable Programme »... suspense, suspense.

Le Provençal 10. 02. 1990

Le génocide kurde: seuls "quelques hameaux isolés" subsistent...

Hormis "quelques hameaux isolés", situés dans les montagnes, "il ne reste plus de villages au Kurdistan irakien", a affirmé à Genève un représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). "Les bulldozers ont même rasé les ruines de ces villages", a ajouté le représentant de la FIDH devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, dans un rapport sur les destructions volontaires effectuées par le gouvernement de Bagdad.

NORD MATIN
10. 02. 1990

● GENÈVE : HORMIS «QUELQUES HAMEAUX KURDES ISOLÉS» situés dans les montagnes, «il ne reste plus de villages au Kurdistan irakien», a affirmé vendredi à Genève un représentant de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). «Les bulldozers ont même rasé les ruines de ces villages», a ajouté le représentant de la FIDH devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, dans un rapport sur les destructions volontaires effectuées par le gouvernement de Bagdad.

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

ACP168 PR:03 PEX W FRANCE-TURQUIE 144
 -VISITE-OZAL-REACTION AVEC ACP 167

ACP/SBB/JLG

La visite du président turc en France
 La Ligue des Droits de l'Homme s'oppose à la demande du
 gouvernement turc d'accéder à la CEE

Paris, 13 février (ACP)

À l'occasion de la visite en France du président de la Turquie, M. Turgut Ozal, la Ligue des Droits de l'Homme rappelle au gouvernement français, mardi dans un communiqué, que la situation en Turquie "interdit d'accueillir favorablement la demande de ce pays d'accéder à la Communauté économique européenne".

La Ligue des Droits de l'Homme souligne en effet "la nature du régime politique et social de la Turquie, en particulier de nombreuses violations des droits de l'Homme qui y sont pratiquées courantes" telles que "les conditions inhumaines dans les prisons, le recours à la torture, la non-application des pactes internationaux relatifs au respect des droits syndicaux, et l'ignorance systématique des revendications de la minorité kurde".

13-02-90 21:26

Agence Central de Presse - Agence Central de Presse - Agence Central de Presse - Agence

FRAD464 3 G 0147 FRA /AFP-JX11
 France-Turquie-manif

Une trentaine d'interpellations lors de violents incidents entre extrémistes turcs et policiers français

PARIS, 13 fév (AFP) - Une trentaine d'extrémistes de gauche turcs d'origine kurde ont été interpellés mardi à Paris, indique-t-on de bonne source, à la suite de violents incidents qui les ont opposés à des policiers français mardi soir aux abords du Grand Palais, où le Président François Mitterrand inaugurerait aux côtés du chef de l'Etat turc, M. Turgut Ozal, l'exposition "Soliman le Magnifique".

Environ 150 manifestants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), parti d'extrême-gauche, voulaient en effet protester contre la venue du Président Ozal à Paris.

Vers 19h15, les incidents étaient terminés et les manifestants étaient en train de se disperser.

Toutes les issues des stations de métro proches avaient été fermées.

RU/PFE/af

AFP 131934 FEV 90

Nord Litoral
 14 02. 1990

Violents incidents entre extrémistes turcs et policiers français à l'inauguration de l'exposition Soliman à Paris

De violents incidents ont opposé des extrémistes de gauche turcs à des policiers français mardi vers 18 heures aux abords du Grand Palais à Paris, où le Président François Mitterrand inaugurerait aux côtés du chef de l'Etat turc, M. Turgut Ozal, l'exposition "Soliman le Magnifique".

Environ 150 manifestants turcs du PKK (Parti des travail-

leurs du Kurdistan), parti d'extrême-gauche, voulaient en effet protester contre la venue du Président Ozal à Paris. Ils se sont heurtés au service d'ordre qui a interpellé plusieurs dizaines de manifestants.

Toutes les issues des stations de métro ont été fermées, c'est-à-dire celles des Champs-Élysées-Clémenceau, Concorde et Franklin-Roosevelt.

Politis - le citoyen

15. 02. 1990

RFA : LES KURDES EN PROCÈS

■ Ce que beaucoup appellent « *le plus grand procès terroriste de l'Histoire* » vient de s'ouvrir à Düsseldorf. Une vingtaine de militants du Parti des travailleurs kurdes (PKK) vont être jugés pour des crimes qu'ils auraient commis au Kurdistan, en Turquie et au Liban, sur la base d'une loi d'exception, le paragraphe 129 du code pénal ouest-allemand, qui permet de condamner quelqu'un pour son « *appartenance et son soutien à une organisation terroriste* », même si aucun délit n'a été perpétré sur le sol allemand. Cette législation a été mise en place, il y a dix ans, pour lutter contre la Bande à Baader. Le procès du PKK, qui devrait durer plus d'un an, pourrait constituer un cas de jurisprudence, puisque l'article 129 n'a encore été appliqué que pour la RAF. Une jurisprudence qui a de quoi inquiéter les 10 000 membres du PKK vivant en Allemagne et l'ensemble des militants des mouvements de libération du tiers monde. **A.J.-J.**

Incidents au Grand Palais

Une trentaine de Turcs d'origine kurde ont été interpellés mardi à Paris, à la suite de violents incidents qui les ont opposés à des policiers français mardi soir aux abords du Grand Palais, où le président François Mitterrand inaugurerait aux côtés du chef de l'Etat turc, M. Turgut Ozal, l'exposition « *Soliman le Magnifique* ».

ECHO DU CENTRE
14. 02. 1990

L'Evenement du Jeudi

15. 02. 1990

Irak-Kurdes

Hormis quelques hameaux isolés situés dans les montagnes, « *il ne reste plus de villages au Kurdistan irakien* », affirme la Fédération internationale des droits de l'homme. « *Les bulldozers ont même rasé les ruines.* »

Roger Fauroux chez les Kurdes

Le ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, maire de Saint-Girons, M. Roger Fauroux, est très attentif à l'expérience d'intégration de quatre familles de réfugiés kurdes à Castillon.

C'est ainsi qu'après avoir suivi de près son évolution, il a tenu à venir rendre une visite de courtoisie en qualité de voisin et d'ami.

Accompagné de son chef de cabinet adjoint Sylvain Pourcassé, qui est aussi un spécialiste de culture orientale, Roger Fauroux était accueilli devant l'ancien immeuble de la gendarmerie, où les familles sont hébergées, par MM. Marc Bressou, maire de Castillon; Robert

Zonch, conseiller général et président du S.i.v.o.m., et Julien Caruana, directeur du centre d'accueil « Le Larrech », qui s'est beaucoup investi depuis le début dans cette opération.

Le ministre allait se rendre successivement dans les divers appartements pour s'entretenir avec les familles, évoquant leurs préoccupations, leurs espoirs et parlant surtout d'avenir dans ce Couserans qui les a déjà adoptés.

A l'initiative de Roger Fauroux, la ville de Saint-Girons va d'ailleurs s'associer à cet élan de solidarité des Castillonnais en organisant une semaine culturelle en collaboration avec l'Institut kurde à Paris.

DÉPECHE DU MIDI

12. 02. 1990

LE SEMEUR-HEBDO
16 février 1990

LE
SEMEUR-HEBDO

SOLIDARITÉ... SOLIDARITÉ

**Dans la Paix et la Fraternité
A L'APPROCHE DES KURDES**



Invité par la municipalité de Luzillat, commune de la Limagne, administrée par M. Olagnon, par les Editions du IIIème Millénaire et celles de «Lis-moi un conte», lors de la fête du Livre des 3 et 4 février, Marcel Bénézit a présenté une causerie concernant les Kurdes, réfugiés en France depuis le 1er août 1989 et en situation régulière puisqu'ils possèdent un titre de séjour de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

En sa qualité d'animateur socio-éducatif, cet écrivain auteur de plusieurs livres, approche de très près le drame des enfants kurdes qui ont subi des bombardements intenses puis des armes chimiques, celles-ci ayant causé 5000 victimes en août 1988. Venus du camp de Mardin où ils ont vécu onze mois de privations, de haute surveillance et souffert du froid et de la chaleur (463 enfants et personnes âgées y

sont morts), ces enfants ont réapprirent la vie auprès d'animateurs dévoués au camp de Lastic, terre d'exil certes mais dans la Paix.

Continuant son œuvre de solidarité, de fraternité, Marcel Bénézit consacre la plupart de ses week-ends aux enfants kurdes, par l'accueil chaleureux des familles, il est devenu l'ami de cette communauté où brille intensément l'Espoir.

Attentionnées, intéressées, émues; les personnes de Luzillat et des environs ont ensuite dialogué avec le conférencier puis ont découvert des photos prises par celui-ci lors de l'animation au camp de Lastic et de la vie au quotidien dans certaines communes d'accueil.

Il faut aussi signaler que des élèves de l'école de Luzillat ont présenté leurs dessins réalisés selon certains poèmes de Marcel Bénézit au cours de cette fête du livre limagnaise fréquentée par de nombreux visiteurs.

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRA0544 4 I 0160 TUR /AFP-JT66

Turquie-Kurdes

Un soldat turc tué lors d'une prise d'otage dans le sud-est

ANKARA, 16 fév (AFP) - Un soldat turc qui avait été blessé vendredi matin dans le village de Batikarakoç, près de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), lors d'un accrochage avec des "rebelles indépendantistes" kurdes qui ont pris un nombre indéterminé d'enfants en otages, a succombé à ses blessures après avoir été hospitalisé, a rapporté l'agence turque semi-officielle Anatolie.

L'affrontement se poursuivait toujours vendredi soir à 18H00 (heure de Paris) entre les forces de l'ordre et les "rebelles kurdes", retranchés avec leurs otages dans une maison de Batikarakoç.

Selon Anatolie, les "rebelles" se sont réfugiés dans une maison vide du village, en prenant en otage un groupe d'enfants vendredi après-midi après s'être aperçu qu'ils ne pouvaient plus quitter le village, encerclé par les forces de l'ordre après un premier accrochage dans la matinée.

YM/chm

AFP 161953 FEV 90

AFP - AFP- AFP- AFP - AFP- AFP- AFP- AFP- AFP- AFP- AFP- AFP- AFP-

GLGL

FRA0392 3 I 0161 TUR /AFP-IC19

Turquie-Kurdes

Des Kurdes prennent des enfants en otage dans le sud-est de la Turquie, selon l'agence turque

ANKARA, 16 fév (AFP) - Un groupe de "rebelle indépendantistes" kurdes a pris vendredi après-midi un nombre indéterminé d'enfants en otage, lors d'un accrochage avec des forces de l'ordre dans le village de Batikarakoç près de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), a rapporté l'agence turque Anatolie.

Selon cette agence semi-officielle, les "rebelles" se sont réfugiés dans une maison vide du village en prenant en otage un groupe d'enfants après s'être aperçus qu'ils ne pouvaient plus quitter le village encerclé par les forces de l'ordre.

Selon Anatolie, "quelques rebelles kurdes" se trouvant dans la maison auraient été tués ou blessés. L'agence n'a pas précisé le nombre de "rebelles" participant à l'accrochage.

Au cours d'un premier affrontement dans la matinée deux policiers et un soldat turcs ont été blessés, selon l'agence.

YM/ave

AFP 161654 FEV 90

FRA0015 4 G 0182 TUR /AFP-LB65

Turquie-Kurdes 2elead-flt1

Les "rebelles" kurdes retiennent huit membres de la même famille en otage

ANKARA, 17 fév (AFP) - Les "rebelles" kurdes auteurs d'une prise d'otage vendredi matin alors qu'ils étaient cernés par les forces de l'ordre après un accrochage qui a fait un mort et deux blessés dans un village proche de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) retiennent 8 personnes de la même famille dont sept enfants de 2 à 14 ans et leur père, a révélé vendredi soir l'agence semi-officielle Anatolie.

Les entrées de Batikarakoç, bourgade proche de Diyarbakir, la super-préfecture du sud-est anatolien, ont été bouclées par les forces de l'ordre qui "repr prendront leurs opérations samedi", selon des responsables de la super-préfecture cités par Anatolie.

Les forces de l'ordre se sont préparées à un siège nocturne de la maison éclairée par des projecteurs depuis la tombée de la nuit vers 16.00 GMT, ajoute Anatolie. Aucun coup de feu n'a été entendu depuis la tombée de la nuit et la mise en place des projecteurs, a ajouté cette même source.

suivra tp

AFP 170122 FEV 90

FRA0016 4 G 0195 /AFP-LB70

Turquie-kurdes 2elead-flt2-der

Les "rebelles"...

ANKARA - L'agence ne précise pas le nombre exact de "rebelles" séparatistes kurdes cernés dans la maison, estimés selon elle à "une dizaine". Ils s'étaient retranchés dans une maison vide en prenant leurs otages avec eux lorsqu'ils s'étaient rendus compte qu'ils étaient cernés par les forces de l'ordre dans la bourgade, a indiqué la même source.

Trois membres des forces de l'ordre avaient été blessés lors de l'accrochage avec les "rebelles" dans la matinée de vendredi. L'un d'entre eux est mort à l'hôpital dans l'après midi, selon Anatolie. Des "rebelles" seraient également morts ou blessés dans la maison, a ajouté l'agence.

La super-préfecture de Diyarbakir est responsable de l'application de l'état d'urgence dans huit départements du sud-est depuis 1987, dans cette région où les séparatistes kurdes sont en rébellion armée contre le pouvoir central depuis août 1984.

Aucune information concernant cette prise d'otages n'a été diffusée vendredi soir par la télévision ni la radio d'état turque, note-t-on à Ankara, à un millier de kilomètres de Diyarbakir.

AL-YM/mnv tp

AFP 170123 FEV 90

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

GLGL

FRA0263 3 I 0202 /AFP-0A01

Turquie-Kurdes

Assaut des forces de l'ordre contre les preneurs d'otage

ANKARA, 17 fév (AFP) - Les forces de l'ordre ont donné l'assaut samedi après-midi à la maison dans laquelle s'étaient retranchés les "rebelles" séparatistes kurdes avec 8 otages au cours d'un accrochage avec l'armée et la gendarmerie dans le hameau de Batikarakoç près de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), a annoncé l'agence Anatolie.

Aucune information n'avait cependant pu être obtenue sur le sort des huit otages, appartenant à la même famille (sept enfants âgés de 2 à 14 ans et leur père). Le nombre des "rebelles" avait été estimé à six ou sept, selon cette agence semi-officielle. Elle déclare ne pouvoir donner plus de précisions en raison du "refus" des autorités de faire toute déclaration samedi en fin d'après-midi à Diyarbakir.

"Un communiqué officiel sera publié dans la journée de dimanche après déblaiement des décombres de la maison", selon cette agence citant la super-préfecture de Diyarbakir.

Les "rebelles" kurdes ont effectué leur prise d'otages alors qu'ils étaient cernés par les forces de l'ordre après un accrochage au cours duquel un gendarme et deux policiers ont été blessés.

AL/ave

AFP 171723 FEV 90

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP -

FRA0081 4 G 0096 IRA /AFP-QN56

Iran-avalanche

Au moins 21 morts à la suite d'une avalanche dans le Kurdistan iranien

TEHERAN, 18 fév (AFP) - Au moins 21 personnes ont trouvé la mort dans une avalanche qui a dévasté vendredi après-midi un village montagnard du Kurdistan iranien, ont annoncé dimanche les médias officiels iraniens.

Quelque 110 villageois ont été pris sous l'avalanche qui s'est produite sur la montagne de Zangol-dol, au sud-ouest de Sardasht, près de la frontière avec l'Irak.

Les équipes de secours ont pu dégager 79 villageois sains et saufs et les recherches se poursuivent.

sa/dv

AFP 180954 FEV 90

PRIES DE DEGUERPIR DE LEUR FOYER

Les Kurdes de Poissy font le siège de la mairie

Deux cents Kurdes séjournant illégalement au foyer ADEF (Association pour le développement des foyers) à Poissy ont fait le siège, jeudi, de la mairie. Suite à une vérification dans les chambres, ils doivent quitter leur foyer. Mais où aller ?

Surprise pour les administrés venus faire une démarche, jeudi après-midi, à l'hôtel de ville de Poissy. Deux cents Kurdes, qui se disent tous "réfugiés politiques", sont là sur les marches, visages graves et la tête emmitouflée dans de grosses écharpes en laine pour se protéger du froid.

Une manifestation silencieuse, sans banderole, ni slogan. Le service d'ordre malgré tout est conséquent : police municipale à l'intérieur et à l'extérieur de la mairie, CRS... La raison de ce rassemblement surprise : le contrôle inopiné qui s'était déroulé la veille au foyer ADEF qui héberge, dans le quartier de la Coudraie, de nombreux travailleurs immigrés.

6 heures du mat, l'huissier

Six heures mercredi dernier. Alors que tout le monde n'est pas encore parti gagner son maigre salaire, un huissier, secondé par les forces de l'ordre, débarque à la surprise générale dans les chambres où les résidents s'entassaient parfois

jusqu'à huit ou neuf. Officiellement, il s'agit d'une vérification demandée par les responsables du foyer eux-mêmes. Pas d'un contrôle d'identité, mais d'une vérification radicale pour tirer au clair ce qui est apparemment une énigme : combien de personnes pour combien de logements ?

Deux cent quatre-vingt-treize personnes non inscrites sur les registres sont sommées de déguerpir. Si, parmi elles, les travailleurs africains, au nombre de 93, disparaissent aussitôt, il n'en est pas de même pour les 200 immigrés turcs qui cherchent à comprendre ce qui leur arrive. Conciliabule, ils décident alors de faire appel au maire de la ville et se rendent à pied, en voiture pour quelques-uns, place de la République.

Le maire obtient pour eux un rendez-vous

Problème de communication pour commencer. Parmi ces Kurdes venus de Turquie, pas un n'est capable de prononcer trois



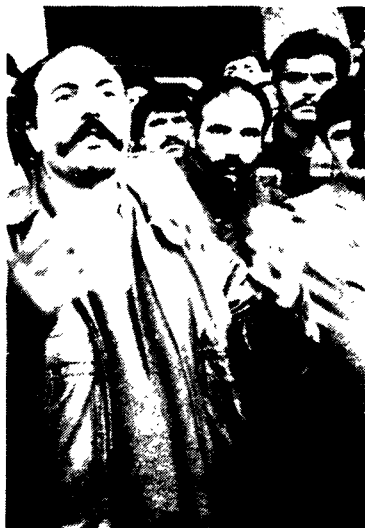
Après la rencontre improvisée avec le maire, l'interprète fait le point



Jacques Masdeu-Arus raccompagne la délégation

Cherchez l'erreur

Comment une telle surpopulation est-elle possible ? Nous avons cherché à le savoir auprès du directeur de l'ADEF de Poissy. Au moment des événements, jeudi, il nous a été répondu sur place qu'il était en vacances depuis le début de la semaine. Bizarre, alors que le contrôle était effectué à la demande de M. Jouhanneau lui-même ! Personne n'étant habilité à répondre à sa place, nous nous sommes adressés directement au siège parisien. Impossible là-bas aussi d'avoir un interlocuteur. Joint finalement lundi matin, M. Jouhanneau nous renvoyait au siège vers "le directeur de l'hôtellerie", un certain M. Guilleret... qui doit être rarement dans son bureau.



Ils ont fui leur pays

Alors que les minorités se soulèvent un peu partout, de l'Europe centrale à l'URSS, les Kurdes forment, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, un peuple disséminé (ils sont environ 20 millions). Le Kurdistan d'où ils sont originaires n'est pas un Etat. C'est un territoire d'Asie composé de montagnes et de hauts plateaux qui a été démantelé au fil des traités de paix. On retrouve principalement ces Kurdes en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie.

Depuis 1920, le mouvement séparatiste kurde luttait pour la réunification et l'autonomie du Kurdistan. La mort de son leader, Moustapha Barzani, en 1979, a ralenti son action.

mots de français et en premier lieu leur chef, Halit Jylmaz. Par chance, un compatriote, à Poissy ce jour-là, pourra servir d'interprète. Kasay Yaçar, pressé par les autres, explique tout de suite à la presse : "Ce sont des réfugiés politiques, ils ont fui leur pays et restent ensemble parce qu'ils sont solidaires. Si on les met à la porte, ils ne sauront pas où aller."

Le maire accepte de recevoir une délégation. Se déclarant incompetent, "les réfugiés politiques dépendent du ministère de l'Intérieur ou du ministère des Affaires étrangères", il propose toutefois son aide et fait téléphoner en préfecture pour leur ménager un entretien avec les autorités du département.

Ce sera chose faite dès le lendemain. A l'issue de la réunion en préfecture, les Kurdes ont obtenu, pour au moins 150 d'entre eux, de rester provisoirement au foyer ADEF de Poissy dans les communs du bâtiment B. Ils seront ensuite dispersés dans d'autres foyers de la région parisienne, si leur situation le permet. Quant aux autres bâtiments où ils séjournaient avant, ils ont été placés sous bonne garde. Pour y pénétrer, il faut désormais montrer patte blanche et avoir la précieuse carte de résident du foyer.

Daniel Giffard
Joëlle Plantin

LA MONTAGNE 19. 02. 1990

CHANTS (GRÉGORIENS), RÉFUGIÉS (KURDES), GUERRE (CHIMIQUE)...

Quand les Américains filment les Auvergnats !

VOYEZ-VOUS un rapport entre la cathédrale de Clermont, les armes chimiques, une messe en grégorien et... les Kurdes ? Mais si, il y en a un... Du moins pour une équipe de télévision anglo-américaine qui avait installé ses projecteurs et sa caméra, hier-matin, dans le chœur de la cathédrale à l'heure où l'archiprêtre Fournet célébrait la messe dominicale en grégorien.

Cette équipe TV, composée d'un réalisateur et de trois techniciens américains, appartient au bureau londonien d'ITV (Channel 3) dont la production a son siège à Boston, aux Etats-Unis. Jusqu'à aujourd'hui à Clermont, elle s'emploie à filmer, avec l'aide d'une société d'éclairage cinématographique de Saint-Etienne, la vie provinciale française dans ce qu'elle a de profondément authentique et... pittoresque pour un citoyen américain.

Mais Clermont n'a pas été choisi par hasard : voulant dénoncer les horreurs de l'armement chimique à travers l'exemple du Kurdistan, les cinéastes US ont appris que se trouvait en Auvergne (et particulièrement à Vic-le-Comte) une colonie de réfugiés kurdes et que de nombreux Clermontois avaient été victimes des gaz pendant la Première Guerre mondiale. L'acclimatation des Kurdes à la vie française, la confrontation de deux cultures apparemment inconciliables et la malédiction de l'exil constitueraient les thèmes conducteurs de l'enquête menée par ITV.

Les Auvergnats auront-ils la chance de voir un jour ce reportage ? Les Américains sont restés pour le moins évasifs : « Il sera vu par les Etats-Unis, l'Angleterre et l'étranger », ont-ils déclaré sans plus de précision. Il est vrai que la commercialisation de leur réalisation n'est pas de leur ressort.



IRAK

Actualité Juive 21.02.1990

AU BANC DES ACCUSES

Les pays occidentaux semblent être bien indulgents, en matière de droits de l'homme à l'égard du régime de Bagdad. Il vient d'être à nouveau épinglé de belle manière par un rapport publié aux Etats-Unis par un groupe de surveillance en matière de droits de l'homme.

page réalisée par
CLAUDE MEYER

Dans un rapport de 235 pages le groupe de surveillance du Moyen-Orient, décrit le gouvernement de Saddam Hussein comme "l'un des régimes les plus brutaux et répressifs au pouvoir aujourd'hui". Le rapport rédigé par David Korn, ancien directeur du département affaires arabes et israéliennes au Département d'Etat américain note qu'à l'exception de la liberté de culte, les citoyens irakiens sont privés de tous les droits fondamentaux de l'homme.

En vrac à l'actif du gouvernement de Bagdad le rapport dénonce "les transferts forcés de population, les arrestations et détentions arbitraires, la torture, les disparitions, les exécutions sommaires de prisonniers politiques". Le régime a réussi à pratiquement supprimer toute opposition sauf dans les régions kurdes.

Le régime se maintient en place grâce à un réseau d'informateurs et divers services de police qui peuvent procéder à des arrestations, détenir des "suspects" sans procédure judiciaire, torturer et exécuter.

Le groupe de surveillance a

interviewé des dizaines d'émigrés irakiens vivant en Europe et aux Etats-Unis, des diplomates occidentaux, des journalistes et des personnes ayant longtemps vécu sur place. Ses enquêteurs n'ont pu se rendre en Irak, les portes de ce pays restant hermétiquement closes aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme.

Les gouvernements occidentaux sont vivement critiqués pour leur indulgence à l'égard du régime de Bagdad. Deux poids, deux mesures, semblent être chose courante en matière de politique internationale. Le gouvernement américain qui s'est élevé contre les transferts de population au Nicaragua et en Ethiopie "n'a soufflé mot lorsque le gouvernement irakien a procédé au transfert forcé d'au moins 500 000 Kurdes et Assyriens" note le rapport.

Pour les auteurs du rapport cette indulgence a deux causes fondamentales. Les richesses pétrolières du pays font rêver les industriels occidentaux en quête de marchés et les lobbys irakiens semblent particulièrement actifs. Les effets de leur action de désinformation se font notamment sentir aux Etats-Unis, en France et en Grande-Bretagne. Même si ce dernier pays est mieux informé que les autres en matière de vio-

lation des droits de l'homme ses crédits à l'exportation à destination de l'Irak atteignent des sommets.

Le président Saddam Hussein tente de convaincre les pays occidentaux que, depuis la fin de la guerre Iran-Irak le régime est en voie de libéralisation. Il n'a pas encore réagi à la publication de ce rapport fortement accusateur.

IRAK

Amnesty International s'inquiète de « disparitions »

Le Monde
21.02.1990

Amnesty International s'est déclarée, lundi 19 février, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, « profondément inquiète » du sort de centaines de personnes revenues en Irak après les amnisties prononcées par Bagdad à la suite du cessez-le-feu conclu avec Téhéran en juillet 1988.

L'organisation a ainsi reçu des « rapports » concernant des arrestations et même des « disparitions » de personnes qui auraient dû bénéf-

ficier de ces amnisties, parmi lesquels des Kurdes et des chrétiens assyriens.

Le régime du président Saddam Hussein est, d'autre part, dénoncé par une organisation américaine de défense des droits de l'homme, Middle East Watch, qui le qualifie de l'un des « plus brutaux et répressifs » à l'heure actuelle.

Faisant le bilan de plus de vingt ans de pouvoir du parti Baas, un rapport de ce groupe - branche de

l'organisation privée Human Right Watch - qualifie l'Irak d'« Etat policier bien organisé » qui a supprimé « la plus petite expression de dissension » dans le pays.

En ce qui concerne la minorité kurde, le rapport estime que le gouvernement irakien « a entrepris à l'heure actuelle des programmes de relogement d'une telle proportion qu'ils menacent l'identité ethnique et la survie culturelle kurdes ». - (AFP.)

Sept à Paris
21. 02. 1990

FAIT DIVERS

LA MANIF ET LE MAGNIFIQUE



Matraques de C.R.S. fondant sur nuques graciles : un flash de violence a salué l'envol de « Soliman le Magnifique », fastueuse expo qui glorifie — au Grand Palais — l'Empire ottoman à grand renfort d'oeillets en rubis, arabesques d'or et soieries tissées d'argent. Bref, un splendide bazar que Tonton a inauguré en présence du président de la Turquie. Le geste a déclenché la colère des Kurdes, qui s'en sont allés manifester sur les Champs-Élysées. Emoustillés par ces drôles de manifestants, jeunes, émaciés, déterminés, nos valeureux C.R.S. ont mis du coeur à l'ouvrage. Cent matraques levées sur un rang, cent C.R.S. hurlants, mastocs, ont fondu sur une poignée de petits Kurdes, les écrasant sur le sol à coups de trique — cinq contre un — enterrant leur cri de « Ozal-fasciste-assassin ! » Sous les yeux indifférents des passants encochemirés.

ELISE FONTENAILLE

Le Monde 22. 02. 1990

TURQUIE : dix-huit mois après leur arrivée

Des milliers de réfugiés kurdes d'Irak vivent dans des conditions précaires

ISTANBUL

correspondance

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a engagé une course contre la montre afin de réunir les fonds nécessaires à la construction, avant l'hiver prochain, d'un village qui devrait abriter 13 500 des quelque 30 000 Kurdes irakiens réfugiés en Turquie depuis août 1988.

Au moment de leur fuite d'Irak, la communauté internationale — la France en particulier — s'était beaucoup préoccupée du sort de ces Kurdes qui arrivaient en Turquie, après plusieurs jours de marche dans les montagnes, avec des récits horribles de bombardements chimiques. Mais, dix-huit mois plus tard, alors qu'ils n'ont toujours pas obtenu le statut officiel de réfugiés et vivent dans des conditions très précaires, la réponse à l'appel de fonds lancé par le HCR en décembre 1989 a été très timide.

Les Américains, qui avaient initialement promis une somme de cinq millions de dollars, n'en offrent maintenant plus que 2,5 millions, justifiant la réduction par le fait que l'année budgétaire est terminée. Quant à la France, elle n'envisage, selon les chiffres cités par M. Murat Sungar, porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, qu'une maigre contribution d'un peu plus d'un demi-million de dollars, qui la place derrière le Danemark, la Suède et la Suisse.

« La lenteur des contributions m'inquiète », affirme M. Daniel Conway, représentant du HCR en Turquie. « Nous n'avons pour l'instant obtenu que la moitié des

13,2 millions de dollars nécessaires. Tant que la totalité de la somme n'est pas réunie, nous ne pouvons pas commencer la construction et il faudra au moins six mois pour terminer les travaux. » L'attitude du gouvernement turc qui, à l'origine, exigeait une somme astronomique pour un plan similaire, est en partie responsable du problème.

Ce n'est qu'à la fin de 1989 que le HCR a été en mesure de faire accepter son propre projet, qui prévoit la construction, sur un terrain fourni par les autorités turques dans la province de Yozgat, près d'Ankara, de maisons préfabriquées — une par famille — ainsi que toute l'infrastructure nécessaire à un site semi-permanent : canalisations d'eau, égouts, électricité et routes.

Des espoirs déçus

Au cours des mois qui ont suivi l'arrivée des réfugiés, leur espoir d'être accueillis par les pays européens fut alimenté par les nombreuses visites de diplomates, associations pour les droits de l'homme et parlementaires étrangers qui, tous, en louant la Turquie pour son hospitalité, déploieraient les conditions difficiles dans lesquelles la population réfugiée vivait. « En fait, le rôle de la Turquie n'a pas été apprécié à sa juste valeur », affirme M. Conway, qui estime pour sa part que les autorités turques ont déployé des efforts immenses dans la mesure de leurs moyens pour abriter les dizaines de milliers de Kurdes irakiens. Des sources diplomatiques estiment à plus de treize millions de dollars la somme déjà dépensée par la

Turquie pour le logement et la nourriture des réfugiés.

La visite privée de M^{me} Danièle Mitterrand en mai 1989, jugée très peu diplomatique par la presse turque, a encouragé des rumeurs dans les camps selon lesquelles la France allait accorder l'asile aux déplacés. En fait, la France a accueilli 334 d'entre eux, qui vivent actuellement dans le Massif central. Sans espoir d'une vie meilleure, plusieurs milliers de leurs compatriotes ont quitté la Turquie, certains se rendant en Iran, d'autres choisissant de retourner en Irak. Au cours des six derniers mois seulement, trois mille cinq cents ont choisi cette dernière solution.

A trois reprises récemment, des intoxications alimentaires, que les autorités turques attribuent au levain du pain, ont été observées dans les camps. Dans un article publié le 3 février par le magazine médical *The Lancet*, un groupe de chercheurs britanniques, ayant procédé à des prises de sang et prélevé des échantillons de nourriture à la suite d'un de ces empoisonnements, a conclu que des produits toxiques avaient été introduits dans le pain des réfugiés.

Ces incidents ont ranimé le sentiment d'insécurité des réfugiés qui ont immédiatement accusé l'Irak de vouloir les empoisonner. Pour la plupart d'entre eux, un retour au pays qu'ils ont fui en 1988 n'est pas envisageable, à court terme du moins. Il ne leur reste donc qu'à se résigner à un long séjour en Turquie, en espérant que la communauté internationale saura se montrer généreuse.

NICOLE POPE

PERIGORD MAGAZINE

Fevrier 1990

RÉFUGIÉS

Les baluchons des Kurdes

***L'été dernier ils sont arrivés chez nous dans le Massif central.
Ils sont les rescapés de l'enfer mais leur séjour pose des problèmes***

Les 1^{er} et 3 août 1989, en provenance de Mardin, camp de réfugiés situé dans le sud-est de la Turquie, arrivaient 335 Kurdes irakiens à l'aéroport d'Aulnat. Parmi ceux-ci, on comptait 158 adultes et 177 enfants.

Dès leur arrivée sur le sol auvergnat, ils bénéficiaient d'un dispositif social et sanitaire — mis en place par les responsables de l'aéroport, coordonné par les Services de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales —, qui leur permettait d'avoir un examen médical complet, celui-ci étant effectué par deux équipes du S.A.M.U. et les secouristes de la Croix-Rouge. Cet examen était particulièrement approfondi pour les femmes et les enfants.

Ils étaient ensuite dirigés vers le camp militaire de Lastic où, la 52^e Division Militaire Territoriale, en

urgence, avait préparé certains locaux pour leur hébergement.

Les problèmes inhérents à la nourriture, les vêtements, l'hébergement, résolus avec l'aide de l'armée et les associations caritatives si actives en cet événement (France-Liberté, Faite, etc.), des chirurgiens-dentistes donnaient des soins dentaires dans les locaux du camp, l'association « Pharmaciens sans frontières » fournissait 95 % des médicaments et la Protection Maternelle et Infantile assurait les consultations de la petite enfance.

Au camp, un programme d'animation et d'alphabétisation était assuré par la Direction départementale de la Jeunesse et des Sports et l'Inspection Académique grâce à une équipe d'ani-

**Pour mieux se connaître et se comprendre,
les contacts sont nécessaires tant pour les
Français que pour les Kurdes.**

mateurs très efficaces, compétents et dévoués, et des instituteurs.

Des formalités plus traditionnelles d'identification, d'établissement de titres de séjours en liaison avec l'O.F.P.R.A. (l'Office français de protection des réfugiés et apatrides), d'inscription à la Caisse d'Allocations Familiales, étaient menées à bon terme grâce au concours des personnels des administrations de l'Etat mobilisés en pleine saison estivale et dont certains avaient renoncé à leurs congés.

Il faut signaler que c'est le jeudi 3 août 1989, suite à une réunion interministérielle, qu'un crédit de 1,6 MF était débloqué pour que soit mené à bien cette opération ; crédit délégué à la D.D.A.S.S. chargée de la gestion de ce budget.



Au camp, sous l'autorité du colonel Luzuy, directeur départemental de la Protection Civile, nommé directeur civil du camp, s'organisait le quotidien.

Les réfugiés kurdes élaient un comité de cinq membres le vendredi 4 août 1989 ; ce comité servait de lien tout à fait indispensable, avec l'aide d'interprètes de l'Institut Kurde de Paris, entre les autorités et la communauté kurde.

Ainsi, les Kurdes dont la fierté est l'un des points forts de leur personnalité, étaient responsables, pour une large part, de leur vie à l'intérieur du camp.

Parfaitement dynamisés par les animateurs, les enfants réapprenaient les jeux et les rires, les élargissements de vie et les joies ; les adultes, eux, par leurs chants, leurs danses, leur accueil généreux des visiteurs et autres bienfaiteurs, renaissaient à la vie en terre d'exil mais de Paix.

Une autre phase subsistait, sans aucun doute la plus difficile à accomplir, à négocier : l'avenir après le séjour à Lastic, c'est-à-dire l'insertion des réfugiés kurdes en France. Ceux-ci ne voulaient pas que soit morcelée la communauté à laquelle ils sont très attachés tant leur esprit de famille est fort, chaleureux.

Ils devaient pourtant accepter la séparation, les communes d'accueil n'étant pas légions et les moyens d'hébergement pas faciles à trouver.

Sous l'égide de la Direction de la population des migrations du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale, dans le courant d'août, furent définies des modalités générales d'orientation.

Le Dr Tisiot, désigné en qualité de coordinateur chargé de ce problème, effectuait une étude approfondie quant à la population kurde, celle-ci étant axée sur les liens familiaux, les antécédents professionnels et les souhaits d'orientation. Suite à ce travail, était établi un programme d'hébergement et d'insertion, avec le concours des associations et plus particulièrement de l'Association nationale d'entraide féminine et des collectivités locales.

Ainsi, à la mi-octobre (les derniers à avoir quitté le camp en partaient le jeudi 19 octobre 1989), les Kurdes s'installaient à Paris (les célibataires), à Clermont-Ferrand (La Croix-de-Neyrat), à Vic-le-Comte, à Corent (dans le Puy-de-Dôme), à Sainte-Florine, à Auzon, à Arvant, à Lempdes (dans la Haute-Loire), à Peyrelevade (Corrèze), Mainsat (Creuse), et à Castillon-en-Couzerans, dans l'Ariège.

Il faut aussi noter que nombreux de ces Kurdes étaient des agriculteurs ; quelques-uns d'entre eux étaient instituteurs, ingénieurs ou employés de banque.

Et maintenant ?

A Lastic, autour du camp militaire, là où les villages ont des senteurs de passé, où les agriculteurs accrochent à leurs yeux et à leurs propos des lueurs d'espoir, on évoque le séjour des Kurdes et leur avenir ou l'on se tait. C'est



M^{me} Mitterrand l'a dit à Lastic :
« L'insertion sera difficile, autant pour nous
que pour eux... »

selon l'idée que les gens « du coin » ont des réfugiés.

Et pourquoi le taire, les autochtones les ont peu ou pas fréquentés. Difficile d'être bavard dans ce contexte. Que ce soit à Briffons, à Lastic ou à Bourg-Lastic, « les gens se sont dévoués », nous dit un élu. « Au début, nous avons été surpris mais quand nous avons su qui ils étaient et l'enfer d'où ils venaient, la population a réagi dans le bon sens et a apporté des vêtements, des biberons. Il faut dire que les réfugiés, nous connaissons puisque le camp a déjà accueilli 6.500 Harkis en 1962 et bien avant, en 1945, quelques centaines de Russes. »

Un agriculteur déclare : « On a vu souvent les gosses se promener sur les chemins, avec les moniteurs. Pour la cueillette des noisettes, sûr, ils sont champions ! De mémoire d'homme, jamais les haies n'avaient été autant visitées et les noisettes aussi bien ramassées ! On les a même vus faire du vélo, par groupe de cinq ou six et ils s'en donnaient à cœur joie. Moi, je ne peux pas m'en plaindre, ils ont été très polis et ils m'ont toujours salué d'un grand « bonjour monsieur ». Il y en a même un qui est venu demander de l'eau et il m'a dit « merci monsieur ». Ce que j'en pense de leur

venue en France ? Que ce ne sera pas facile de vivre chez nous, ce ne sont pas les mêmes gens, ils ne parlent pas français et en plus, le boulot ne court pas les rues ! »

« Qu'est-ce qu'ils vont faire chez nous ? dit une brave paysanne. Il y a beaucoup de ruraux parmi eux et la terre, il n'y en a pas pour leur en céder. Pour nous, ce n'est déjà pas le rêve de rester derrière le cul des vaches et il faut trimer son plein corps pour gagner son pain. Bien sûr, il y a des fermes abandonnées mais la terre a été louée ou achetée par les agriculteurs qui restent. Alors, les Kurdes, même s'ils sont bien gentils, même si on voulait les aider, ce serait dur ! »

Quant aux maires et aux conseillers municipaux des communes voisines du camp, ils sont quelque peu réservés, discrets. Et c'est René Plane, maire de la petite commune de Lastic qui résume au mieux, spontanément, l'opinion de ses collègues :

« Si nous n'avons pas gardé quelques familles kurdes dans le secteur, c'est que nous n'avons pas de locaux pour les héberger et aussi, parce que dans le coin, des gens sont au chômage. De plus, il y a eu la fermeture des mines de Messeix, les mineurs qui ont dû prendre la pré-retraite et les jeunes d'ici sont obligés de s'expatrier selon leur degré d'instruction, soit à

Clermont, soit vers de plus grandes villes. Sinon, il n'y a pas d'hostilité de la part des habitants vis-à-vis des Kurdes mais un état de fait qui est lié à la réalité socio-économique de chez nous. »

« Pour moi, ça m'est facile de les côtoyer, déclare une dame, en effet, ma fille est mariée avec un Kurde qui est en France depuis plusieurs années. Je connais un peu leur histoire, leurs malheurs et je m'efforce de les aider de mon mieux. »

Dans le Val d'Allier

« Quand je les ai vus arriver avec leurs baluchons, m'a confié Jacqueline, une habitante d'Auzon, j'ai cru revoir les réfugiés de 1940 ! Ça m'a bouleversée. Alors je les aide, je les visite et nous parlons beaucoup, bien que nous ne comprenons pas toujours tout. Ils sont très accueillants et leur appartement bien tenu. Ça fait plaisir. Certains font des efforts louables pour apprendre notre langue, pour vivre au mieux parmi nous, pour nous montrer qu'on peut leur faire confiance. »

Dans le Val d'Allier qui connaît une régression socio-économique depuis quelques années (mines de Brassac fermées, licenciement chez Ducellier), que ce soit à Auzon, Lempdes, Arvant, Sainte-Florine, les Kurdes apprécient leur appartement dans les H.L.M. et leur nouvelle vie et cohabitent tant bien que mal avec les gens « du pays ».

« Nous voudrions les accepter mais c'est dur, d'autant plus dur que le travail manque ici. Nous nous sentons lésés par rapport aux Kurdes qui ont des avantages et qui, jusqu'alors, n'ont rien mis dans les caisses sociales. Alors, tout ça, nous pensons que ce n'est pas juste... »

« C'est bien gentil de les avoir fait venir mais que va-t-on en faire à l'avenir ? Le geste de M^{me} Mitterrand est beau mais pas suffisant. »

« La terre d'accueil pourrait bien être pour eux une terre d'écueils... »

D'autres voix se sont élevées pour faire claquer le verbe avec violence : « Les Kurdes sont indésirables à Sainte-Florine... Nous, nous avons nos problèmes et nous n'avons nul besoin des leurs. Qu'ils restent chez eux. Si ça continue, il arrivera un jour où les Français ne seront plus maîtres en leur pays. »

Les élus d'Auzon eux-mêmes sont entrés dans le concert des remarques, celles-ci ayant pour thème le versement des sommes émanant de la D.D.A.S.S. et autres organismes sociaux à des associations. Selon M. Henri Mévial, maire de cette petite commune de la Haute-Loire, « ces sommes devraient être versées au C.C.A.S. afin qu'elles puissent être réparties entre tous les réfugiés, quelle que soit leur nationalité. »

Ces doléances ont reçu un démenti de la part de M. le Préfet de la Haute-Loire, André Carava qui a précisé : « Les réfugiés kurdes n'ont pas plus que leurs droits et pas plus que les Français en difficulté. Tout s'est toujours bien passé avec d'autres réfugiés en d'autres temps et le mécontente-



Les jeunes Kurdes sont sensibles à l'accueil des Auvergnats.



Douloureux anniversaire pour Dîlshad : le crêpe en signe de deuil des 5.000 victimes des armes chimiques.

ment de certains Français a des relents de politique. Il faut tout de même rendre sa dignité à l'homme, permettre aux Kurdes de vivre décemment, d'avoir un logement, d'acheter de la nourriture, d'élever leurs enfants. »

Il convient de noter que dans le Val d'Allier tous les enfants kurdes sont scolarisés depuis le lundi 13 novembre et les adultes aussi.

A Peyrelevalde

Dans un site qu'aurait aimé Victor Charretton (peintre auvergnat talentueux), chez la boulangère, chaque père de famille achète de 10 à 15 pains, ce qui fait dire à une cliente : « J'espère qu'il y en aura pour moi ? »

« Oui, me dit la boulangère, je les vois tous les jours, ils sont très bien. Et je le constate, ils ont fait des progrès depuis leur arrivée ici (début octobre). Je les comprends mieux. »

Chez l'épicière où ils achètent pommes de terre, tomates, choux, salades, carottes, riz, yaourts, une jeune fille, pesant les légumes, répond à ma question quant à la présence des Kurdes : « Ils achètent, je vends. Mais je reconnais que depuis leur arrivée, je vends plus. » Quant à la caissière, elle tape sur sa machine, totalise et apprécie la présence des Kurdes en qualité de clients.

Chez le bistrotier, les clients entrent sans un bonjour, au grand étonnement des Kurdes. Seul, le secrétaire de mairie vient boire un "pot" et parler un peu, m'expliquant que la

municipalité envisage de loger les Kurdes dans le bourg, pour une meilleure insertion :

« Les laisser là-bas, au village de vacances, non, ce n'est pas souhaitable. Ce n'est pas loin, mais un peu à l'écart tout de même. Il faut qu'ils vivent avec nous. Dans un premier temps, ils sont scolarisés, les adultes dans un bâtiment, au village ; les enfants à l'école primaire du bourg. Il est convenable qu'ils acquièrent leur autonomie et décident de leur vie chez nous. A mon avis, sur le plateau de Millevaches, il doit y avoir du travail pour au moins cinquante Kurdes. Mais, bien sûr, ce sont eux qui décideront et peut-être partiront-ils ailleurs dans quelques mois ? »

Une autre dame qui s'occupe des familles kurdes nous dit : « Certes, au début, ils ont un peu troublé la vie de nos enfants, comme ça se fait pour toute nouvelle arrivée mais dans l'ensemble, on ne peut pas dire que ce soit une perturbation. Tout semble bien se passer. Et puis, pourquoi le cacher, il y a là un aspect non négligeable : ici, nous ne sommes pas très nombreux et si certains Kurdes décident de rester sur le plateau de Millevaches, ce sera bien, bien pour tous. »

Il semble que ce soit à Meymac, Sornac et autres communes voisines qu'il y ait quelques "piques", « par jalousie, nous dit une dame de Peyrelevalde, parce que nous, nous avons accueilli les Kurdes et qu'eux n'ont pas osé... »

A Mainsat

En cette commune creusoise, les enfants et les adultes ont été scolarisés très vite (leur arrivée date du début octobre 1989). Les réfugiés kurdes habitent le « Hameau de Vacances » des « Portes » (VAL), dans des petites maisons qui sont louées aux touristes durant la belle saison. Dans la mesure du possible, ils seront logés au bourg. C'est le souhait des personnes qui ont fondé l'association : « Mainsat-Kurdistan » et qui veulent ainsi promouvoir l'insertion des Kurdes.

Ici, il existe aussi quelques fanatiques (peu nombreux), qui inventent des tas d'histoires quant aux mœurs des Kurdes, qui menacent parfois, qui déclarent les réfugiés indésirables mais dans l'ensemble, tout paraît au mieux pour les Français et pour les Kurdes.

« Il faut comprendre ceux qui ne sont pas tout à fait d'accord pour leur venue ici, nous confie une Creusoise ; on sait que la vie en France et en Creuse en particulier n'est pas facile. Alors, bien sûr, certains n'apprécient pas leur venue à Mainsat. De plus, il y a beaucoup de différence, de mœurs, de religion, de personnalité même pour que tout soit parfait. Et aussi, il y a des Français qui se sentent lésés par rapport aux Kurdes qui ont tout, tout de suite. Il faut être réaliste : ces gens-là auront des difficultés pour leur insertion sociale, d'autant plus qu'en terre creusoise, le travail n'est pas abondant. »

Marcel Bénézit

EL MOUDJAHID

Page 16 — Dimanche 25 Février 1990

CULTURE

ENTRETIEN

Regard sur la littérature des Kurdes irakiens

Par Achour CHEURFI

Poète, critique et homme de théâtre (*) Abderrazak Bimar, né en 1936, licencié en lettres est aussi le rédacteur en chef de "Roshanbiri Niwe", l'unique périodique irakien qui paraît depuis 1972 et qui s'occupe de la culture kurde. Rencontré lors du deuxième festival du théâtre arabe que Bagdad vient d'abriter entre le 10 et le 20 février 1990, il a bien voulu répondre à nos questions se rapportant à la fois, à la littérature kurde inconnue chez nous, mais aussi à son œuvre qui est, pour l'essentiel, poétique.

Voulez-vous M. Abderrazak Bimar nous donner un aperçu sur la genèse de la littérature des Kurdes irakiens ?

La renaissance littéraire du Kurdistan irakien a commencé après la première guerre mondiale, c'est à cette époque que paraît à Souleyman — au Nord — le premier journal et qu'une imprimerie est créée. Prolongement de la renaissance de la culture kurde en Turquie, après le coup d'Etat constitutionnel de 1908 qui a donné la liberté aux minorités et au peuple turc, la renaissance de notre culture en Irak s'est caractérisée — à l'instar des autres pays où vivent les Kurdes — par le gain de nouveaux espaces d'expression. L'activité littéraire, au début, était réduite à une dizaine de livres et un journal "Hobn" (La Vie) paraissant à Souleyman. Durant la deuxième guerre mondiale, à Bagdad, paraît une revue intellectuelle qui allait durer dix ans : "Galaweji" (l'Étoile polaire) était pratiquement une école autour de laquelle se sont rassemblés les intellectuels et écrivains kurdes.



REUNION DES ECRIVAINS KURDES A SOULEYMANIA. EN 1979.

Après la guerre, il y a eu de nombreux journaux et revues mais qui ne durèrent pas, parce que combattus par la monarchie et les écrivains manquaient de moyens. L'autre aspect de la renaissance kurde, c'est la révolution du 14 juillet 1958 et l'avènement de la République.

Concrètement, cela s'est traduit par la création de journaux et de revues en langue kurde ainsi que par l'apparition de partis et d'organisations kurdes. Avant 1958, n'y a-t-il pas eu de grands romanciers, de grands nouvellistes ou de grands poètes ?

La poésie kurde est le prolongement de la doctrine classique et traditionnelle, avec cette différence que le contenu s'est renouvelé alors que le style est resté conventionnel. Dans ce sens et à cette époque, la poésie politique acquiert une certaine renommée et parmi les grands noms on peut citer Piramerd, Fayik Bekas, Zewaz, Ahmad Mukhtar Jab, Shaikh Noori. Alors que le roman n'était qu'embryonnaire, la nouvelle s'affirmait. Les écrivains réalistes surtout parlaient de l'ordre social d'un point de vue réformiste. Parmi les nouvellistes de la période, citons Jamil Saib ("dans mon sommeil"), Chaker Fattah et Mohamed Ali Al Kurdi. Pour ce qui est des biographies et des biographies concernant les hommes de lettres, on peut citer les deux livres de référence de Rafik Hilmi et Alaeddine Sudjadi.

La nouvelle période qui coïncide avec l'avènement de la République, qu'est-ce qu'elle apporte de nouveau pour la culture kurde ?

D'abord la possibilité d'écrire et de publier des nouvelles révolutionnaires.



ABDERRAZAK BIMAR

Qu'est-ce que cela veut dire "nouvelles révolutionnaires" ?

Des nouvelles qui traitent de problèmes sociaux, de l'exploitation d'une classe par une autre, de la question des nationalités. Il faut relever le fait que la langue kurde est introduite dans les écoles pour la première fois, dans le Nord du pays, dans la région kurde. On a envoyé des gens se former en Union Soviétique. Mais tout cela n'a duré qu'un moment. Comme vous le savez, il n'y a pas eu de stabilité. Après les coups d'Etat de 1963 et de 1964 et jusqu'à 1968, la culture kurde s'est repliée sur elle-même et il y avait eu des années durant lesquelles on n'avait pas enregistré la parution d'un seul livre. Après 1968, avec la révolution du 17 juillet, qui se poursuit jusqu'à l'heure actuelle, les choses ont changé : le gouvernement a initié des réformes et a décidé la création d'instituts spécialisés en culture kurde, l'ouverture d'une filière de la langue kurde à la faculté des lettres de l'Université de Baghdad, sous la tutelle du ministère de l'Information et de la Culture, il y a eu l'ouverture d'un canal de télévision dans la ville de Kirkouk (à 300 km au Nord de Baghdad) qui diffuse en langue kurde, la création d'un journal hebdomadaire "Hawakari" (Solidarité) paraissant à l'heure actuelle ainsi que d'autres revues.

Voulez-vous nous parler de la caractéristique du roman kurde après 1968 ?

Il faut peut-être rappeler que le premier roman kurde a paru en 1922. Bien entendu, cela n'a été qu'une tentative car sur le plan de l'esthétique, ce roman reste inachevé et d'autres tentatives ont suivi, mais le roman moderne n'a vu le jour qu'en 1971, avec "Ashti Kurdistan" (la paix au Kurdistan) et "jani Gal" (les souffrances du peuple) d'Ibrahim Ahmed.

Ce sont pour ainsi dire les deux romans constitutifs ?

Oui, bien sûr, il y a des romans des Kurdes de l'Union Soviétique qu'on lisait et qui avaient paru bien souvent.

La nouvelle s'est développée durant la dernière période ?

Oui, plusieurs tendances traversent les novellistes mais, de manière schématique, on peut en déceler deux : la première, réaliste, commence par traiter des problèmes de la campagne et de la différence entre classes sociales en ville. Cette tendance est représentée, entre autres, par M'Hamed Mam, Mustapha Salah Karim, Moharrem Mohamed Amine. En 1972, cinq jeunes écrivains publient un manifeste ouvrant la porte à ce qu'on a appelé par la suite "la littérature de révolte" et qui prendra le nom de groupe de "Ruwanga" (le point). Ceux qui

font partie de ce groupe introduiront le souffle moderniste dans la nouvelle, c'est-à-dire l'ambiguïté de l'expression, la liberté absolue, qu'elle ait un sens ou non, à tel point que certains ont dit qu'ils imitaient des courants étrangers. L'importance de Ruwanga c'est qu'il a pu casser l'immobilisme dans la poésie et la nouvelle en introduisant des techniques nouvelles telles que le montage, le collage etc. tout en s'intéressant à la dimension psychologique du fait littéraire et de la place qu'occupe l'individu. Hossain Aref se présente comme la figure de proue des novellistes modernes car il a pu débarrasser la nouvelle de la description des événements artificiels.

Et le roman ?

Avec Aref, Raouf Ahmed et M'hamed Ismael, le roman moderne est apparu seulement dans les années 80. H. Aref publie "Shar" (la ville) dans lequel il aborde les mouvements nationalistes à Souleimania, durant la monarchie. Aziz Malarasj publie, lui, deux romans sur la campagne kurde et les rapports conflictuels entre les gros propriétaires fonciers et les fellahs démunis. "galagurck" (la meute des loups), à la fois réaliste et symbolique, raconte l'histoire de l'attaque des loups d'une demeure isolée dans les montagnes par une nuit neigeuse. Dans ce roman intense, la lutte de l'homme et de sa femme contre les loups affamés prennent l'allure d'un combat emblématique. Khasrojaf publie, quant à lui, "Kordara" (la vallée de Kordara) dans lequel il est question du dénuement le plus complet d'une famille et la lutte nationale des Kurdes durant la période monarchiste.

Pourquoi, est-il toujours question d'événements ayant eu lieu avant l'avènement de la République ? Est-ce une tendance passéiste ou bien un détour pour parler en termes feutrés du système actuel ?

Parce que le roman est récent, la première chose à laquelle il s'intéresse, c'est le passé, c'est le village ensuite la ville. L'écrivain peut parler de manière détournée de la période actuelle. L'année dernière, Ghaffour Salih, dans son dernier roman "Twanawa" (La foule) fait allusion à la lutte armée kurde de Barzani.

Ces œuvres sont-elles traduites en arabe ?

Certaines seulement et celles qui sont traduites ont un bon niveau, selon les écrivains arabes.

Le roman de Ghaffour Salih, est-il traduit ?

Non, mais "La meute des loups" oui. Ce qui est surtout traduit, c'est la nouvelle.

Existe-t-il des romans arabes traduits en kurde ?

Oui. De plus, la revue kurde "Roshanbisi" publie des nouvelles ou des romans traduits.

Peut-on dire que le mouvement littéraire kurde est en bonne santé ?

Oui, le plus important, c'est le côté financier. Du moment que l'Etat aide les écrivains à publier leurs travaux, cela ne peut être que positif pour la culture kurde.

Partout dans le monde, la poésie est de moins en moins lue. Qu'en est-il de la poésie kurde ?

Les conditions de sous développement du peuple kurde font que la poésie occupe la première place et domine les autres et son influence sur les lecteurs, ont aidé la poésie à se maintenir en bonne position. Il y a deux écoles : la traditionnelle qui risque de disparaître aujourd'hui et la populaire qui se préoccupe de formes beaucoup plus simples et de thèmes plus proches de la vie des gens. Parmi les grands kurdes qui ont beaucoup d'influence, hier comme aujourd'hui, on peut citer Abdallah Guran (1904-1962), innovateur dans les techniques, dans le style, dans le traitement des nouveaux sujets. Influencé, à ses débuts, par la littérature romantique — anglaise, française et arabe — il publie coup sur coup "Bahast U Yadigar" (Le paradis et le souvenir) et "Firmesk u Annak" (Larmes et art). A la fin des années cinquante et après la Révolution de Juillet 1958, il a traité de sujets politiques et sociaux dans un nouveau style réaliste. Bénéficiant du patrimoine politique classique et du mouvement réaliste, Guran reste un monument de notre poésie.

Comment se présente la poésie des années 80 ?

Les jeunes littérateurs s'intéressent davantage à la forme qu'au contenu et essaient de trouver des formes développées dans lesquelles le mot devient suggestif, en s'éloignant le plus possible du discours direct. Ceci résulte de leur lecture de la poésie arabe moderne et de la littérature européenne traduite. Leurs poèmes se caractérisent par l'ambiguïté et certains sont influencés par les courants symbolistes ou imitant mal Verlaine ou Rimbaud.

Et votre propre poésie ?

Mes débuts sont romantique et je suis aujourd'hui réaliste.

Qu'est-ce que le réalisme en poésie ?

Je considère la poésie comme un moyen de communiquer une pensée humaine au lecteur. La poésie ne saurait être qu'un jeu, un plaisir. Les conditions du

peuple exigent une littérature de masse.

La littérature de masse, n'est-elle pas une littérature de slogans ?

Non, pas directement, mais il faut qu'elle ait un contenu palpable.

C'est-à-dire ?

Lorsqu'on lit un poème de 10 pages et qu'on ne sait pas de quoi il s'agit, à mon avis, cela n'est pas de la poésie. Peut-être est-ce une poésie européenne mais cette forme n'est pas celle de l'Orient, du Machreq. En un mot, ils s'agit de communiquer les problèmes humains et non pas locaux. Moi-même j'ai traduit des poèmes de P. Neruda et cela a été bien accueilli par le lecteur.

Le mot de la fin ?

Oui, en 1974, il y a eu l'autonomie interne pour le Kurdistan irakien. Cela s'est traduit sur le plan culturel par la création d'institutions, la parution de revues, l'émergence de troupes de théâtre et de danse. A Bagdad par exemple se trouve une grande maison d'édition kurde sous la tutelle du ministère de l'Information et de la Culture et qui publie trois journaux, quatre revues et au moins trente à quarante livres en kurde par an.

(*) Il est notamment l'auteur de "Diwani Binershe" (Le recueil de Binershe 1981) ; "Dildari ema" (Notre amour, 1984) ; "Kamila u Khighawisti" (La source, l'amour, 1984) ; "Dangi Min" (Ma voix, 1986) ; "Nan u Darya" (Le pain et la mer, 1987) ; "Booki Parde" (La mariée de Parde, 1962, théâtre) et "Shanoi Kurdistan" (Le théâtre du Kurdistan, 1962). Bimar donne également des conférences sur la littérature à l'Université de Bagdad.

L'Avenir de
la Bretagne
Fevrier 1990

CHRONIQUE DES PEUPLES EN LUTTE

KURDES

Après avoir publié un bon reportage sur la Bretagne économique, le magazine "Ça m'intéresse" publie ce mois de janvier un dossier sur le problème kurde, que nous avons déjà plusieurs fois évoqué dans nos colonnes. Ecartelé entre cinq états, les vingt millions de Kurdes vivent étrangers sur leurs propres terres, vivant dans leurs traditions et leur culture. Leur culture est toujours interdite en Turquie. Peuple gazé en Irak, parqué dans des camps en Iran et en Turquie, bloqué par la frontière soviétique, emprisonnés par centaines, les kurdes continuent de se battre fièrement, malgré leur isolement diplomatique, politique et économique. Leur pays, le Kurdistan ne figure sur aucune carte. Peuple de montagnards farouche et de guerriers intrépides, les Kurdes sont toujours persécutés, abandonnés par le chah d'Iran en 1975, partagés dans les combats de la guerre Iran-Irak, les combattants de la résistance sont à bout de souffle, les zones libérées ont été perdues en juillet 1989 et la résistance s'organise en guérilla. Les intellectuels vivent dans les villes (Bagdad, Téhéran et Istanbul); quant aux Kurdes de Paris, ils multiplient les efforts pour diffuser l'information, la culture... Après les défaites militaires, l'offensive diplomatique et médiatique permet à des réfugiés kurdes d'être accueillis en... Auvergne pour y être... intégrés (350 Kurdes qui croupissaient dans des camps-prisons en Turquie), après avoir fui les bombes chimiques. Triste destinée.



Die „Saddam-Stadt New-Halabja“: In solchen Siedlungen müssen die deportierten Kurden leben.



Ruinen kurdischer Häuser in Erbil

Fotos Umbruch/R. Geiger

„Die Regierung hat uns mit Gewalt vertrieben“

Ein Bericht aus den Lagern, in denen die von der irakischen Regierung deportierten Kurden heute leben müssen

Von Hans Röscha u. Ralf Schneider

Der alte Mann steht aufrecht vor dem Zelt, indem er mit seiner Familie seit einem Jahr wohnt. „Wir sind aus dem Dorf Muwafiqe im Gebiet von Bartalah. Wir wollten unser Dorf nicht verlassen, aber die Regierung hat uns gezwungen. Wir wollten bleiben, wo unsere Väter und Vorfahren gelebt haben. Ich hatte dort ein schönes Haus, hier leben wir im Zelt. Wir sind hier nicht zufrieden, es gibt keine Arbeit hier. Früher waren wir Bauern und hatten Herden aber hierherherwirts.“

Während er mit verbitterter Stimme erzählt, sammeln sich eine Menge Leute um uns herum. Wir sind in der strategischen Siedlung Basirma im Norden der Provinz Erbil. Hunderte von kleinen, schmucklosen Betonhäusern, die man hier in der Ebene gepflanzt hat. Weit und breit kein einziger Baum, der Wind fegt den Staub durch die Häusergruppen. Die Straßen sind nicht geteert, im Winter versinkt man hier im Schlamm, erzählen uns die Bewohner. 4 000 Familien leben hier, die meisten stammen aus den Dörfern in den umliegenden Bergen und wurden in den Jahren 1987 und 1988 von der Regierung deportiert. „Dort oben lag unser Dorf“, sagt ein junger Mann in kurdischer Tracht, der auf einer der Baustellen arbeitet, und zeigt in die Berge. „Jetzt haben sie ein Militärlager daraus gemacht.“

In Erbil, nach offizieller Lesart die „Sommerhauptstadt des Irak“, empfängt uns der Präsident des Legislativrates der Autonomen Region Kurdistan, Baha'uddin Ahmad unter einem Porträt des allgegenwärtigen Präsidenten Der Legislativrat, eine Art Parlament, verfügt zwar über ein stattliches Gebäude im Zentrum von Erbil, hat jedoch keinerlei Entscheidungsbefugnis. Ein Luxus, den sich die mit Petrodollars reich gewordenen Machthaber in Bagdad

gerne leisten. „Die Umsiedlungen“, behauptet der Parlamentspräsident, der vorher Polizeichef in Sulaymaniya war, „fanden nicht nur in Kurdistan statt. Auch im arabischen Teil des Irak wurden Bewohner grenznaher Dörfer evakuiert, um sie vor den iranischen Bombenangriffen zu schützen.“ Nicht um sie zu vertreiben, sondern im Namen des Fortschritts, so Ahmad, werden die Kurden aus ihren rückständigen Dörfern herausgeholt. In den „neuen Städten“ kamen sie in den Genuss von Schulen und Krankenhäusern, Wasser und Strom und Verkehrsmitteln.

Später, auf einem der Gassen im belebten Basar von Erbil, fragen wir einen der Verkäufer nach den Umsiedlungslagern in der Umgebung. Er blickt sich verstoßen um. „Dort ist es anders als hier in der Stadt“, sagt er leise. „Die Leute hungern und leben im Elend. Die Behörden haben sogar verboten, daß die Bürger von Erbil Hilfgüter dorthin schicken. Manche kommen hierher, um zu betteln.“ Das Gespräch ist schnell beendet, zu groß ist die Angst vor Spitzeln und Informanten. Wenn man ein Teehaus betritt, bricht das Gespräch abrupt ab.

Auf der kurvenreichen Straße von Mossul in Richtung Türkei, zwischen der Provinzhauptstadt Di-hok und dem Grenzstädtchen Zaho, winden sich Kolonnen von Tanklastwagen durch die Berge. Ausgebrannte Wracks liegen im Straßengraben, die Erde ist schwarz von ausgeatmetem Öl. Die kurdischen Dörfer entlang dieser strategisch wichtigen Verkehrsader wurden bereits 1975 zerstört, ihre Bewohner umgesiedelt. Die Berge sind kahl, vereinzelt sieht man MG-Nester und Wachposten der Armee auf Hügel und Berghängen zu beiden Seiten der Straße.

In Zakho sollen die kurdischen Flüchtlinge sein, die nach der Ver-

kündung der Amnestie durch die Regierung in Bagdad aus den Lagern in der Türkei zurückgekehrt sind. 5.000 sollen in den letzten Monaten gekommen sein, sagt der Gouverneur von Dihok. Doch nur zwei von ihnen bekommen wir zu Gesicht. „Ich fühle mich wie neugeboren“, meint der junge Mann, der uns völlig verschüchert gegenübersteht. Er hatte sich als Deserteur in den befreiten Gebieten der „Demokratischen Partei Kurdistan“ (KDP) aufgehal-

menge flacher Reihenhäuschen. Saddam-Städte heißen diese Siedlungen, nach dem „Heiden des Arabertums“ Präsident Saddam Hussein. Das Häusermeer ist von einem Netz breiter Straßen durchschnitten, die zum Teil beleuchtet sind. Eine überdimensionale Eigenheim-siedlung, die den Charakter eines Straßlagers hat. Das Leben hier ist tristlos. Die Männer stehen in Gruppen zusammen am Straßenrand und warten. Selbst in der nahegelegenen

zweifel und wutend. Man hat sie im letzten Jahr aus ihren Bergdörfern in die kahle Ebene Between in der Nähe der Stadt Ramia deportiert. Diese strategische Siedlung mit Namen Hajawa ist vielleicht die größte ihrer Art im Irak, mehr als 40 000 Menschen leben hier. Mit dem bloßen Auge ist sie nicht zu überblicken. Einen zentralen Platz gibt es nicht, entlang der Hauptstraße stehen die Männer vor den Wellblech-buden zusammen und warten darauf für ein oder zwei Tage einen Job auf einer Baustelle zu bekommen. Traktoren mit Baumatériel und Kleinlastern donnern hin und her. „Wenn Du mich fragst, es gibt im ganzen Irak kein schlimmeres Lager als dieses“, sagt ein alter Mann, der sich durch die Menge zu uns gedrängt hat. Er und die anderen Männer, deren Stammesführer früher auf Seiten der Zentralregierung gegen die kurdischen Rebellen gekämpft haben, berichten von der Massnar-beitlosigkeit und den Repressalien der Jash, der kurdischen Soldner, die hier das Sagen haben. Ohne Erlaubnis der Jash kann man das Lager nicht verlassen. Die Wälder und Wälder in der Umgebung des Lagers wurden von ihnen niedergebrannt.

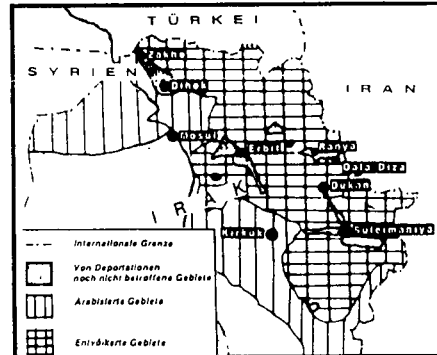
„In Giotpepe haben sie mit chemischen Waffen mehr als tausend Menschen getötet. Aus den 400 Dörfern von Aghdjar hat niemand überlebt.“ Überlebende und Angehörige von Opfern der furchtbaren irakischen Offensiven im Frühjahr und Sommer 1988 sprechen offen aus, worüber sonst niemand zu sprechen wagt. Giftgas. „Wir durften diese Gebiete nie wieder betreten, niemand weiß, was aus den Verletzten geworden ist. Von ihnen fehlt jede Spur.“ Andere berichten über Tausende von Verschundenen und Verschleppten. „Allein in der Ebene von Koy werden fast 3 000 Menschen vermisst“, erklärt ein junger Kurde mit leiser Stimme, „darunter

sind fünf Brüder von mir.“ Die Angst verhindert, daß weiter über dieses Thema gesprochen wird. „Für das, was ich hier gesagt habe, werden sie mich hinhängen“, ruft einer, bevor er in der Menge verschwindet.

Südlich von Sulaymaniya, der heimlichen Hauptstadt Kurdistan im Irak, reißt sich ein Lager ans andere. Ihre Namen sind dem Jargon der herrschenden Baath-Partei entlehnt: „Sieg“, „Standhaftigkeit“, „Brüderlichkeit“. Ein weiteres Lager in Arbat, einem Dorf, in dem sich 1948 die kurdischen Bauern gegen den Großgrundbesitzer Sheekh Latif erhoben. Die Nachfahren des Sheekh warten heute im iranischen Exil auf bessere Zeiten, und die Dorfbevölkerung hat ihre damaligen Kämpfe Freiheit wieder verloren. Sie fristet ihr Leben in den Lagern dieser Ebene.

Von hier führt eine Straße ostlich zur Stadt Halabja, in der im März 1988 5 000 Menschen bei irakischen Giftgasbombardements zu Tode kamen. Die Stadt wurde im letzten Sommer vollkommen zerstört und das ganze Gebiet zur militärischen Sperrzone erklärt.

Neben der strategischen Siedlung „Brüderlichkeit“ ist ein letztes Dorf stehengeblieben. Die Bewohner sind Angehörige der Jaf-Stammes-Konföderation, die früher dieses Gebiet beherrschte. Nur noch wenige Menschen leben hier, die Häuser sind zum Teil verfallen. Auf der Rückseite des Dorfes fröhlich die Siedlung langsam heran. Bald werden auch sie umgesiedelt, das Dorf soll einer Erweiterung der „Brüderlichkeit“ weichen. Schon jetzt leben die Leute hier nicht mehr von der Landwirtschaft, sondern von Gelegenheitsarbeiten auf den Baustellen. „Wir werden gehen müssen“, meint einer der Bewohner ruhig, „was bleibt uns anderes übrig?“



ten. Als die irakische Armee im August 1988 nach dem Waffenstillstand im Golfkrieg diese Gebiete angriff, war er, wie alle anderen, die dort lebten, vor den Giftgas-einsätzen in der Türkei geflohen. Jetzt, nach der Rückkehr in den Irak, wolle er wieder in seinem alten Beruf als Fahrer arbeiten. Wo die anderen sind, die mit ihm zusammen über die Grenze gekommen sind, weiß er auch nicht. Aber ein offenes Gespräch erweist sich als unmöglich. In Anwesenheit einer stattlichen Zahl von finsternen Begleitern, die sich in Zakho zu uns gesellt haben, fallen ihm allenfalls Lobesworte auf den Präsidenten ein.

Im Hof seines Hauses empfängt uns ein anderer Rückkehrer. Er hat genau ein Jahr in dem Lager in Diyarbakir gelebt, wo 12.000 kurdische Flüchtlinge aus dem Irak untergebracht sind. Die Leute kehren zurück, weil es ihnen dort so schlecht geht, meint er. Vor allem, nachdem in einem der türkischen Lager mehr als 1 000 Menschen durch eine Lebermittelsvergiftung erkrankten, seien viele zurückgegangen. Wir fragen ihn, ob er den in der Türkei Ausharrenden raten würde, ebenfalls zurückzukehren. Nein, meint er vorsichtig, die europäischen Regierungen sollten ihnen helfen, damit sie dort anständig leben können. Auch er weiß nicht, wo man die anderen Rückkehrer hingebacht hat. Die Dörfer, aus denen sie im August 1988 geflohen sind, wurden von der irakischen Armee zerstört und eingeebnet.

In der fruchtbaren Ebene von Bazian zwischen Sulaymaniya und der Erdölstadt Kerkuk wurde früher Reis angebaut. Jetzt erstreckt sich links und rechts der vierspürigen Hauptstraße eine unüberschaubare

Großstadt Sulaymaniya finden sie keine Arbeit. Auch von der Landwirtschaft können sie sich nicht ernähren, da es zu wenig Anbauflächen in der Umgebung des Lagers gibt. Und die Rückkehr in die Berge ist ihnen ein für allemal verboten. „Alles, sogar das Wasser, müssen wir bezahlen. An die tausend Familien in diesem Lager betteln. Wir wollten in unseren Dörfern bleiben, aber die irakische Regierung hat uns mit Gewalt vertrieben.“ Die Männer vom Pishder-Stamm sind ver-

zweifelt und wutend. Man hat sie im letzten Jahr aus ihren Bergdörfern in die kahle Ebene Between in der Nähe der Stadt Ramia deportiert. Diese strategische Siedlung mit Namen Hajawa ist vielleicht die größte ihrer Art im Irak, mehr als 40 000 Menschen leben hier. Mit dem bloßen Auge ist sie nicht zu überblicken. Einen zentralen Platz gibt es nicht, entlang der Hauptstraße stehen die Männer vor den Wellblech-buden zusammen und warten darauf für ein oder zwei Tage einen Job auf einer Baustelle zu bekommen. Traktoren mit Baumatériel und Kleinlastern donnern hin und her. „Wenn Du mich fragst, es gibt im ganzen Irak kein schlimmeres Lager als dieses“, sagt ein alter Mann, der sich durch die Menge zu uns gedrängt hat. Er und die anderen Männer, deren Stammesführer früher auf Seiten der Zentralregierung gegen die kurdischen Rebellen gekämpft haben, berichten von der Massnar-beitlosigkeit und den Repressalien der Jash, der kurdischen Soldner, die hier das Sagen haben. Ohne Erlaubnis der Jash kann man das Lager nicht verlassen. Die Wälder und Wälder in der Umgebung des Lagers wurden von ihnen niedergebrannt.

„In Giotpepe haben sie mit chemischen Waffen mehr als tausend Menschen getötet. Aus den 400 Dörfern von Aghdjar hat niemand überlebt.“ Überlebende und Angehörige von Opfern der furchtbaren irakischen Offensiven im Frühjahr und Sommer 1988 sprechen offen aus, worüber sonst niemand zu sprechen wagt. Giftgas. „Wir durften diese Gebiete nie wieder betreten, niemand weiß, was aus den Verletzten geworden ist. Von ihnen fehlt jede Spur.“ Andere berichten über Tausende von Verschundenen und Verschleppten. „Allein in der Ebene von Koy werden fast 3 000 Menschen vermisst“, erklärt ein junger Kurde mit leiser Stimme, „darunter

Kurdenpolitik des Irak

Scheinautonomie und planmäßige Vernichtung

Die kurdische Autonomie im Irak hat mit Selbstverwaltung nichts zu tun. Ihre Institutionen sind der irakischen Herrschaftsstruktur völlig untergeordnet. Das Präsidialbüro, die Baath Partei, die Armee und die Geheimdienste üben in Kurdistan wie auch im restlichen Irak die Macht aus.

Das Autonomiekonzept war Inhalt einer 1970 erzielten Einigung zwischen der kurdischen Nationalbewegung und der Zentralregierung. Als die Machthaber in Bagdad 1974 das Autonomiegebiet eigenmächtig auf die Provinzen Sulaymaniya, Erbil und Dihok und damit auf die Hälfte von Irakis Kurdistan beschränkten, brach dort der offene Krieg aus. Das 1975 zwischen Iran und Irak geschlossene Algier-Abkommen schneidete die Kurden von ihrer Unterstützung aus dem Iran ab und die Kurdenbewegung brach zusam-

men. Anschließend begannen die Deportationen im Grenzgebiet zu Iran und Türkei und in allen Gebieten außerhalb der autonomen Region. Die Deportationspolitik der irakischen Regierung, die von Militär-offensiven und massiven C-Waffen-Einsätzen gegen die Zivilbevölkerung begleitet war, hat die demographische Struktur Kurdistan vollständig verändert. Aus den Gebieten außerhalb der Autonomen Region wurden die Kurden zum Großteil vertrieben und an ihrer Stelle Araber angesiedelt. Innerhalb der Autonomen Region hat man fast alle Kurden aus den Bergen und Grenzgebieten in den militärisch leicht zu kontrollierenden Ebenen zusammengepflichtet. Die „Patriotische Union Kurdistan“ (PUK) schätzt die Zahl der Toten, Verschundenen und Verhafteten in den letzten drei Jahren auf über 100 000.

„FLÜCHTLINGE 3. KLASSE“

Bekanntlich wurde das Schicksal der Kurden, die vor deutschem Giftgas flohen, umstandslos beiseite gelegt. Die gesellschaftliche Aufarbeitung fiel aus Selbst die „Humanität“ kannte ihre festen Grenzen. 150 Hilfsorganisationen der BRD von medico um eine kontinuierliche Unterstützung der Geflüchteten gebeten, antworteten zu 80% überhaupt nicht. Etwas weniger als 20% äußerten „regionale Unzuständigkeit“. Einige wenige halten Gerade war medico im Lager Mardin (Osirturke) und dort zum zweiten Mal in diesem Jahr Mittel der Soforthilfe zu übergeben. Gegen den ausdrücklichen Willen der türkischen Regierung WIE ES DORT AUS SIEHT? Zahnleusende mit ungeklärtem Flüchtlingsstatus ohne Aussichts auf Zukunft, Zuflucht, Heimat und Existenz in dünnwandigen Zelten in sterbender Winterkälte von Typhus bedroht ohne ausreichende Ernährung und ärztliche Hilfe. 40 000 Menschen in der Osttürkei. 100 000 Menschen in Lagern in Iran. WIR MÜSSEN HELFEN! SOFORT! DAS IST DAS ALLERWICHTIGSTE!

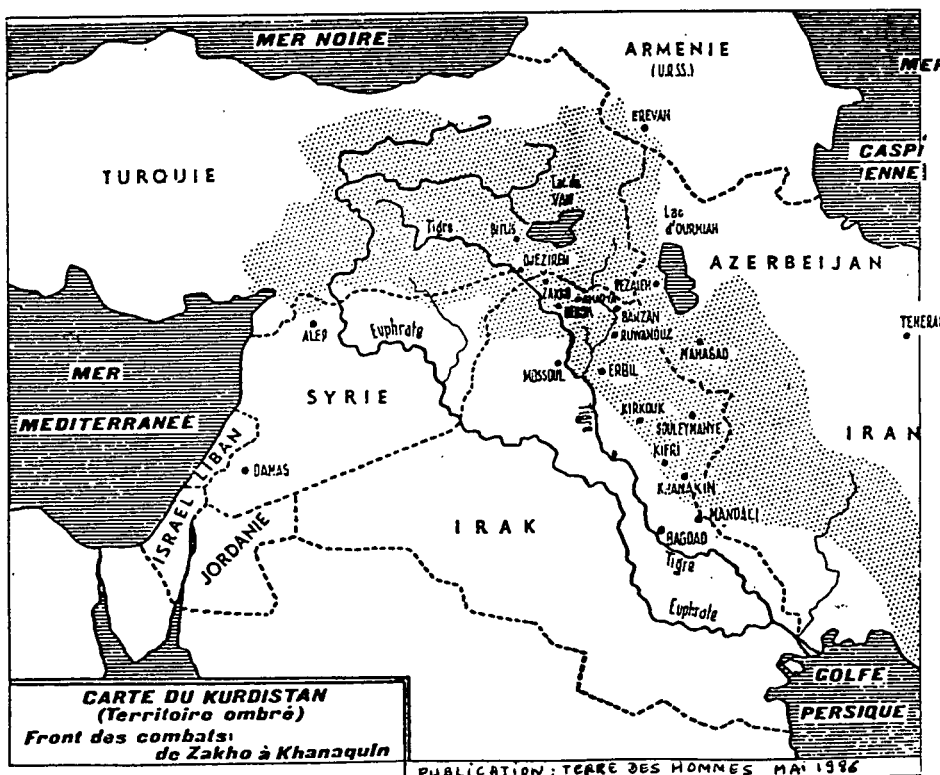


Wir bitten dringend um Spenden. Stichwort: Kurdistan. Konto 18000 bei der Frankfurter Sparkasse oder Postgiro Köln 6999 508. Kur-Lexikon: Kurden sind... (small text)



Pour la défense d'une culture millénaire en péril

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES



Fondé en février 1983 à Paris, l'Institut Kurde est un organisme qui regroupe des artistes, des chercheurs et des écrivains kurdes d'origines et d'horizons divers. Association à but non lucratif, l'institut a pour vocation de sauvegarder et de contribuer au renouveau et à la diffusion de la culture kurde. A l'heure actuelle, cette culture est l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la part des Etats qui se partagent son territoire (Syrie, Iran, Irak, Turquie et URSS, 550.000 km²) aidés par certains pays occidentaux, notamment la France, qui passent sous silence : gazages, tortures, emprisonnements arbitraires, ventes d'armes obligent...

De passage à Paris, l'UDB du Pays Briochin y a rencontré MM. Sewqi et Bakhtiar (responsables de l'Institut) qui ont bien voulu répondre à quelques questions, ce dont nous les remercions.

Q. Quels sont les objectifs de l'Institut ?

Etudier et encourager les études et les recherches sur la langue, l'art, la littérature, l'histoire et plus généralement sur le patrimoine culturel kurde. Aussi pour entretenir les immigrés kurdes dans la connaissance de leur langue et faciliter leur insertion dans leur pays d'accueil. Lorient compte une communauté.

Q. La France vous aide et vend des armes notamment à l'Irak, qui vous détruit avec ! Qu'en pensez-vous ?

C'est un problème de réal politique, il faut faire la part des choses ; nous sommes en partie aidés par l'association « France liberté » présidée par Mme Mitterrand qui n'est pas liée au gouvernement, donc dans le principe nous n'avons pas d'aide gouvernementale.

Par contre il faut dénoncer le fait que des personnes comme Chevènement aient soutenu (après le gazage du peuple kurde) qu'il n'y avait pas eu utilisation d'armes chimiques ; tout cela pour préserver les ventes d'armes ; c'est de l'hypocrisie...

Q. Que pensez-vous de la CEE, est-ce une bonne chose pour le peuple kurde ?

Il faut voir où mènera la raison d'Etat, nous sommes plutôt inquiets pour les minorités et pour le déséquilibre économique entre régions. Il faut craindre que l'Europe soit une simple union du capital ; il faudra donc voir au fur et à mesure et rester vigilant.

Q. Et le fait que la CEE ait retardé l'adhésion de la Turquie ?

Malheureusement la situation en Turquie est désespérée pour nous ; il est toujours interdit de parler notre langue, de se prétendre Kurde, sous peine de prison et de tout ce qui s'en suit.

Si au niveau politique rien ne change, il faut noter une évolution de la presse et de sa censure dans le sens favorable. Avoir mis un frein à son adhésion est une bonne chose, mais il serait bon à terme que la Turquie fasse partie de la CEE.

Mais il faut savoir qu'en Irak, la situation est encore plus désespérée, étant donné la mainmise complète de l'Etat et de Saddam Hussein sur la société ; d'ailleurs nous aurions volontiers échangé Hussein contre Ceausescu. Dire que Hussein est l'idole de Chirac, qui le prend pour le De Gaulle de la région.

Q. Quels sont vos rapports avec les minorités en Europe ?

De bons rapports avec toutes les minorités, nous avons ensemble des journées d'échanges et d'informations ; ce sont les gens qui nous comprennent le mieux, car souvent les situations politiques, économiques, culturelles sont les mêmes.

Q. Avez-vous un message à transmettre à nos lecteurs ?

Tous nos remerciements à nos amis bretons pour l'aide qu'ils nous apportent, et nous vous souhaitons de vifs succès dans vos combats.

Amitiés du peuple kurde au peuple breton.

Institut Kurde, 106 rue Lafayette, 75010 Paris (pour vos dons, livres traitant des Kurdes ou argent).

KURDES SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Un bout de guerre en Suisse

La police fédérale serre de près les indépendantistes kurdes de Turquie qui organisent dans la diaspora le soutien et le financement de leur guérilla: arrestations et arrière-pensées... de Bâle à la Bekaa, une plongée dans le PKK.



Manifestation kurde à Berne: des bases dans la Bekaa

Cette vieille est un portrait du deuil. Le foulard noir encadre ses durs traits gris de paysanne. «*Ils ont tué mon fils. Le second se bat dans la montagne.*» A son bout de table, un petit cercle s'est formé pour l'écouter. «*J'étais toute seule au village, alors je suis partie pour la Suisse. Le samedi et le dimanche, je viens au local. Et quand ERNK organise une fête ou une manifestation, j'y vais!*» Aux autres tables alignées le long des murs de la grande salle commune, des dizaines d'hommes et quelques femmes palabrent, lisent, mangent, boivent du thé ou du café. Pas d'alcool, pas de jeu: le parti, le front l'interdisent.

Bâle, Herrengabenweg: on n'imagine pas rue plus calme, plus propre, plus suisse. L'Association des travail-

leurs kurdes est au N° 9, et sa porte donne sur le trottoir. Il suffit d'entrer pour comprendre qui est le véritable maître des lieux. Derrière les convives si nombreux, le décor dit tout: les murs sont couverts des portraits de combattants tués, de militants emprisonnés en Turquie, surmontés ici et là par la large face moustachue d'Abdullah Öcalan, le secrétaire général du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), noyau dur du Front de libération nationale (ERNK). Au fond de la salle, un gros récepteur TV haut perché montre en alternance danses folkloriques kurdes et reportages sur l'entraînement des guérilleros de l'ARGK, la branche armée du mouvement indépendantiste. Impossible de dire si ces images martiales viennent des provinces turques orienta-

les ou de la vallée libanaise de la Bekaa, où le parti a ses bases et où Öcalan réside, entre les troupes syriennes et le Hezbollah, avec les palestiniens alignés sur Damas.

Après sa fondation en 1978 par un groupe d'intellectuels communistes, le PKK avait pris toute sa part dans l'effervescence révolutionnaire écrasée par le coup d'Etat militaire de 1980. Öcalan et ses amis échappent alors en Syrie à la capture. La lutte armée commence en 1985, le 15 août, par l'attaque de deux districts de l'Est turc, Eruh et Semdinli. Elle est d'autant plus sauvage — et féroce la répression — que le PKK est isolé (lui seul veut l'indépendance du Kurdistan par les armes), et que l'identité kurde survit difficilement sous l'implacable politique d'assimilation

qu'Ankara conduit depuis plus d'un demi-siècle. Et très vite le PKK est accusé, comme d'autres groupes turcs, d'importer sa lutte en Europe, dans la diaspora: règlements de comptes entre factions, attaque du consulat turc à Strasbourg... Ce portrait d'un mouvement violent est contenu dans les 430 pages de l'acte d'accusation dressé contre 19 militants kurdes à Düsseldorf; leur procès marathon — il pourrait durer deux ans — est en cours dans un tribunal transformé en bunker par des travaux qui ont coûté 8 millions de marks. PKK «terroriste»? Les polices se passent le mot. Et les «fédéraux», en Suisse, ne cachent pas qu'ils tiennent d'outre-Rhin une partie de leurs soupçons et de leurs accusations.

Au N° 14 d'Herrengrabenweg, à Bâle, une caméra bien visible est fixée sur le rebord bétonné d'un balcon au dernier étage d'un immeuble locatif. L'objectif est le plus souvent tourné vers la gauche, en direction de la porte du local kurde, de l'autre côté de la rue. Cela dure depuis trois mois. Une explication a été donnée aux Kurdes énervés, qui n'en croient pas un mot: une vieille dame qui n'a plus l'usage de ses jambes souhaiterait ainsi voir ce qui se passe dans la rue. Mais à la porte de la dame — A. Müller — personne ne répond.

Le 23 janvier, Kiliç Semsî est sortie du N° 9 pour passer un coup de fil dans une cabine publique: prudence de militante. Aucun Kurde en Europe ne s'avoue membre, surtout pas cadre, du PKK. Kiliç Semsî, que ses camarades appellent Dilan, se dit «sympathisante», comme les autres; mais elle est une permanente. Dans la rue, deux policiers l'ont embarquée avec trois autres Kurdes, vite relâchés. La jeune femme, elle, a passé plus d'une journée dans la prison de Lohnhof, où des officiers de la police politique sont venus l'interroger. Ils la soupçonnaient de port d'arme prohibé, et ils lui ont pris un couteau. Ils l'accusaient d'espionnage politique, et d'avoir participé à la préparation d'un attentat. Un attentat? Roland Hauenstein, porte-parole du ministère public fédéral, maintient mais ne dit rien de plus, sauf que l'attentat n'a pas eu lieu. Et pourtant, Kiliç Semsî a été relâchée, libre de rester en Suisse. Les policiers lui ont seulement conseillé de demander à son organisation de la rappeler d'où elle venait: la jeune femme est porteuse d'un passeport belge...

«S'ils ont des faits concrets, des preuves contre moi, qu'ils les montrent!» Dilan aux cheveux bouclés ne décolère pas; elle n'est pas partie, court le pays d'une communauté kurde à l'autre, at-

Alliances mortelles

Les Kurdes, dans le meilleur des cas, ont une terre. Ils n'ont jamais eu d'Etat. Ou peut-être sous les Médes, leurs ancêtres? Mais c'était il y a trois millénaires... Une éphémère République kurde a vécu un an, au nord de l'Iran, à la faveur de l'occupation soviétique en 1946. Et un grand Kurdistan a existé de 1920 à 1923, sur le papier. La Turquie vaincue, au sortir de la guerre, se l'était vu imposer au Traité de Sèvres, jamais appliqué. Trois ans plus tard, relevée par Mustafa Kemal, elle obtenait, à Lausanne, de bien meilleures conditions. Plus question de Kurdistan, et l'année d'après, en Turquie, il n'était même plus question d'un peuple kurde qui n'a connu, depuis, que tragédie. Pour survivre, il a noué les alliances les plus dangereuses: les Kurdes d'Irak avec Téhéran, les Kurdes d'Iran avec Bagdad. La fin de la guerre du Golfe a fatalement marqué le début d'un nouvel écrasement. Et maintenant, les Kurdes turcs cherchent appui auprès de la Syrie, qui traite si mal ses propres Kurdes (près d'un million) qu'une partie d'entre eux sont privés de toute citoyenneté.

tendant de pouvoir témoigner à Genève devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, puisque son travail public, en Europe, est d'organiser la solidarité avec les militants du PKK et de l'ERNK détenus — souvent torturés — dans les prisons turques. Comme ses

camarades, reprenant le discours de guerre froide qu'on lit dans la presse du PKK, elle s'emporte contre «les pays de l'OTAN, ces polices d'Occident, acharnés à criminaliser notre mouvement de libération, à faciliter son écrasement en silence par l'armée turque, parce que l'apparition d'une entité kurde à la charnière entre l'Europe et le Proche-Orient serait trop déstabilisante.»

Disant cela, elle a en tête aussi le jugement porté sur le PKK en décembre, comme par inadvertance, par le Conseil fédéral. Le gouvernement répondait alors à une question au bazoooka d'un conseiller national d'extrême droite, le Zurichois Hans Steffen. Le député d'Action nationale décrivait le parti kurde comme une sorte de mafia, organisation de passeurs qui, ayant introduit dans le

pays des requérants d'asile, les exploite et les presse ensuite par le chantage et la contrainte. Le Conseil fédéral avait répondu au Zurichois que sa description, «pour l'essentiel», était «pertinente». Pareil raccourci avait étonné jusqu'au chef du service spécial de la police de Bâle-Ville (centre stratégique supposé du PKK), le major Roger Fischer. Le ministère public de la Confédération lui-même avait pris quelque distance, expliquant que le vocabulaire de Hans Steffen — «trafic d'êtres humains», «mafia» — n'était pas le sien. Mais quant au fond, la police fédérale s'aligne sur l'extrémiste zurichois. Dans une déclaration qu'elle nous a remise au moment où son chef, Peter Huber, était saqué, elle décrit le PKK comme un «mouvement militaire bien organisé», qui prend en charge le passage clandestin de ses cadres aux frontières, dirige de sa centrale de Bâle ses activités dans le pays, lève une sorte d'impôt dans la communauté kurde, en intimidant parfois les récalcitrants.

«Nous croient-ils fous? s'indigne Mehmet, cadre du PKK. Rançonner, violenter le peuple kurde que nous prétendons libérer: à quoi cela nous mènerait-il?» Et avec de la rage dans la voix, il entreprend de tout réfuter. Comment peut-on accuser le PKK d'organiser la migration des demandeurs d'asile vers l'Europe, alors qu'il les encourage à ►►►



Öcalan à la «une» d'un hebdo turc: scandale!

►►► rester au pays pour se battre ou soutenir sa lutte? Il n'est d'ailleurs pas seul à dire que les départs, dans l'Est, sont plutôt encouragés par les autorités turques: elles y délivrent en vingt-quatre heures des passeports qu'en d'autres provinces on n'obtient pas sans longue attente. *«Ils veulent retirer l'eau pour faire crever les poissons. Les villages kurdes sont comme des prisons ouvertes!»* La violence? Mehmet en parle avec une sorte de lassitude: violence subie, rendue, elle fait partie de toute cette histoire. *«Mais pourquoi nous la renvoyez-vous toujours comme un reproche? Ici, vous avez pitié des animaux. Mais quand des Kurdes meurent sous les toxiques, ou sont déportés de leurs villages, vous n'avez pas un cri. Au contraire, vous vendez en Turquie les armes sophistiquées qui nous tuent!»*

C'est vrai que commençant il y a cinq ans sa lutte armée, le PKK n'a pas montré beaucoup de pitié. Pour se débarrasser des «protecteurs de village», cette milice locale au service d'Ankara, les guérilleros d'Öcalan n'ont parfois pas fait le détail: des familles entières y passaient. Denise Graf, juriste à Caritas, qui a acquis par de longs séjours dans l'Est turc de la compréhension pour le combat du PKK, dit que cette violence aveugle a duré jusqu'en 1987. *«La base ne l'admettait plus. La direction a dû changer ses méthodes.»*

C'est aussi à cette époque que remontent les exactions qu'on reproche au PKK en Europe et qui lui font, malgré ses dénégations, une si noire réputation. Il fait peu de doute que des cadres renégats du parti, en Suède, en Allemagne, ont été liquidés, ici ou après avoir été emmenés dans la Bekaa: ces accusations sont en tout cas formulées au procès de Düsseldorf. Et récemment encore, «Serxwebûn», le journal du PKK, publiait de sinistres confessions de «traîtres» s'accusant d'être des agents du MIT — les services secrets turcs — infiltrés dans l'organisation. Cette réputation de violence fait aussi qu'on en prête parfois trop aux «apoculas» — Apo étant le diminutif d'Abdullah Öcalan. Après l'assassinat d'Olof Palme en 1986, les enquêteurs suédois avaient un temps suivi la fausse piste du PKK. En août 1985, à Bâle, l'at-

taque d'une manifestation turque — quatorze blessés — avait été aussitôt mise au compte du PKK. Vérification faite, on s'était aperçu qu'il était en l'occurrence la victime, l'agression ayant été déclenchée par un groupe maoïste adversaire, Partizan. Au printemps 1987, la police fédérale, dans des rafles à Zurich et à Bâle, arrêtait treize militants du PKK pour infractions à la législation sur les armes et — déjà — un attentat; quelques mois plus tard, toutes ces charges contre les interpellés étaient abandonnées.

Au-delà de ces péripéties policières, il ne fait pas de doute que le PKK cherche à établir son contrôle sur la diaspora

réunir quatre ou cinq mille personnes, et on estime que son contrôle s'étend sur un tiers des 25 000 Kurdes du pays. Ce travail de mobilisation a aussi pour but, naturellement, de réunir des fonds. Un impôt forcé, comme le disent les «fédéraux»? *«Des dons volontaires, répond Ali. Chacun donne ce qu'il veut, les sympathisants en discutent entre eux.»* La police politique avance que le PKK recueille ainsi chaque année quelques millions de francs. Et le parti ne fait pas mystère de la destination de ces fonds: financer la lutte, la lutte armée dans l'Est de la Turquie.

L'active présence en Suisse d'un mouvement qui mène ailleurs une guerre de guérilla rappelle bien sûr l'Algérie: le FLN, jusqu'en 1962, avait trouvé ici un havre, et la police montrait plutôt de la tolérance. On ne peut pas dire que les militants du PKK soient systématiquement traqués; mais la police s'applique à décrire leur mouvement comme une organisation «extrémiste et terroriste». Cette démonisation a quelque chose à voir avec la politique d'asile. La plupart des requérants kurdes, pour être acceptés en Suisse, se réclament du PKK. Les services du délégué aux réfugiés écartent la quasi-totalité des demandes en les déclarant mensongères; d'autres sont rejetées sous prétexte que la participation à une action «terroriste» exclut l'octroi de l'asile. Le «malaise kurde» de la Suisse vient aussi des intérêts que l'industrie helvétique a en Turquie: elle y vend des armes, et elle participe (BBC, Escher-Wyss) à la construction du barrage géant Atatürk sur l'Euphrate, à d'autres ouvrages de moindre envergure en Anatolie, dans lesquels la propagande du PKK désigne une entreprise quasi coloniale. Et les barrages renvoient — ultime répulsion suisse — à la Bekaa, ce fond obscur du chaudron proche-oriental où trempe le parti d'Abdullah Öcalan. La Syrie (qui traite elle-même fort mal son million de Kurdes) abrite le PKK dans la Bekaa sous son contrôle parce qu'elle y trouve un intérêt et un instrument. Damas a au moins deux conflits avec Ankara: il revendique le port d'Alexandrette, devenu Iskenderun et turc en 1936. Et pour Hafez el-Assad, les barrages sur l'Euphrate sont une menace sans fin dénoncée: la Syrie, si les Turcs ferment les vannes, perd au moins 40% de son eau. Entre les deux pays, des pourparlers tortueux se poursuivent, dans lesquels le PKK est un enjeu et une carte. Si un jour un accord se fait, les Kurdes, encore une fois, seront étranglés, comme ils l'ont déjà été en Iran et en Irak. La Suisse, alors, montrera peut-être pour eux un peu plus de pitié... ■

Alain Campiotti



Une affiche du PKK collée en Suisse

kurde, travailleurs immigrés ou requérants d'asile, que le parti veut mobiliser pour son combat. Les cadres engagés dans ce travail fébrile n'en font d'ailleurs pas un secret. *«Mais nous ne pouvons agir que par la persuasion, dit l'un d'eux, Ali. Toute autre méthode serait contre-productive.»* Les militants et les sympathisants gèrent un réseau de locaux établis dans toutes les grandes villes, rendent visite aux Kurdes partout où ils sont installés. Le PKK est l'adresse où les nouveaux arrivants savent qu'ils trouveront aide et conseil. Trois fois par année (le 21 mars, Nouvel-An — Newroz — et fondation de l'ERNK — le 15 août, déclenchement de la lutte armée: le 27 novembre, fondation du parti), le PKK organise de grands rassemblements, qui permettent de mesurer son influence parmi les Kurdes de Suisse: il parvient chaque fois à

Populaire Centre 3 mars 1990

AUBUSSON

A DÉCOUVRIR

Les Kurdes au Centre Jean-Lurçat

Pendant tout le mois de mars, en fin de semaine, les Kurdes seront à l'honneur au centre Jean-Lurçat d'Aubusson. Ce sera tout particulièrement le cas ce samedi. A 18 h 30, sera en effet inaugurée l'exposition « Kurdes, qui sont-ils ? ». En soirée, à 20 h 30, M. Sewki, représentant de l'Institut kurde de Paris, donnera une conférence. Puis, à 21 h 30, ce sera la projection du film « Le Troupeau ».

Depuis deux mois, une grande famille kurde (62 personnes) vit près de nous, à Mainsat, où elle a trouvé refuge. Ces gens vivaient dans le nord de l'Irak.

EXPOSITION ET RENCONTRES

Le centre Jean-Lurçat et Mainsat-Kurdistan se sont associés pour présenter, sur le mois de mars, un ensemble de rencontres autour de la culture kurde.

● Du 3 au 30 mars, exposition : « Kurdes, qui sont-ils ? ». Une exposition qui réunit 70 photos couleur prises par des journalistes internationaux, un montage de textes (presse, histoire, culture), la reconstitution d'un décor kurde - objets tradition-

nels - et une série de dessins d'enfants réfugiés.

● Le samedi 3 mars :

- 18 h 30 : vernissage de l'exposition. Entrée libre.

- 20 h 30 : conférence de M. Sewki, directeur du service social de l'Institut kurde de Paris, en présence de réfugiés kurdes.

- 21 h 30 : projection du film « Le Troupeau » (il sera également projeté le lundi 5 mars, à 18 h 30, et le mardi 6, à 20 h 30), de Yulmaz Güney (qui recevait pour « Yol » la palme d'or au Festival de Cannes).

Une fiction presque documentaire qui analyse les mutations d'une culture « tribale » par l'observation d'une famille kurde. Du très grand cinéma au plus près du cœur.

● Du 3 au 30 mars, les vendredis et samedis (autres jours à la demande) : film vidéo.

- A 14 h 30 : « La voix du Kurdistan ». Documentaire. réalisateur : George Drion. Des journalistes kurdes, anglais, français, autrichiens, retracent l'histoire du Kurdistan, de 1945 à 1975, à l'aide de reportages et de documents d'archives (armée britannique).

- A 15 h 30 : « L'hôpital de l'A.M.I. » (Documentaire). Ce film, réalisé par l'aide médicale internationale, rend compte des problèmes de santé au Kurdistan en suivant la vie d'un hôpital itinérant et le travail des médecins volontaires français en 1984



(depuis 1980, 200 médecins et infirmiers apportent leur soutien à la population et aux combattants).

- 16 heures : New Roz (le nouvel an). 1984. Ce film présente les danses et les chants kurdes traditionnels à travers une grande fête organisée par le Diaspora kurde à Paris.

LA MONTAGNE 3. 03. 1990

Les Kurdes au lycée Jean-Lurçat

Pendant tout le mois de mars, en fin de semaine, les Kurdes seront à l'honneur, au Centre Jean-Lurçat, à Aubusson. Ce sera tout particulièrement le cas aujourd'hui samedi. A 18 h 30 sera, en effet, inaugurée l'exposition « Kurdes, qui sont-ils ? ». En soirée, à 20 h 30, M. Sewki, représentant de l'Institut kurde de Paris, donnera une conférence. Puis, à 21 h 30, ce sera la projection du film « Le troupeau ».

Exposition et rencontres

Depuis deux mois, une grande famille kurde (62 personnes) vit près de nous, à Mainsat, où elle a trouvé refuge.

Ces gens vivaient dans le nord de l'Irak. Devant les bombardements incessants et surtout le gazage systématique, ils ont franchi la frontière turque, toute proche. En Turquie, on ne les a pas bombardés, mais enfermés dans des camps ceints de barbelés (entassés à 15.000 sur une superficie d'à peine 2 kilomètres carrés) et surveillés par des miradors équipés de mitrailleuses dirigées vers le centre du camp.

C'est là que Mme Mitterrand les a rencontrés, il y a presque un an, vivant dans des conditions inhumaines : elle promit d'intervenir, au nom de la solidarité.

Avec l'aide de l'association France-Liberté, 330 réfugiés sont aujourd'hui accueillis en France. Ils ont été hébergés au camp de Bourg-Lastic, en attendant leur destination finale : Vic-le-Comte, Peyrelevade, l'Ariège... et Mainsat. L'association Mainsat-Kurdistan

se s'est aussitôt créée pour les recevoir. A son initiative, et pour soutenir ses efforts, le Centre Jean-Lurçat et Mainsat-Kurdistan se sont associés pour présenter, sur le mois de mars, un ensemble de rencontres autour de la culture kurde.

Du 3 au 30 mars : exposition « Kurdes, qui sont-ils ? »

Une exposition qui réunit 70 photos couleur prises par des journalistes internationaux, un montage de textes (presse, histoire, culture), la reconstitution d'un décor kurde - objets traditionnels - et une série de dessins d'enfants réfugiés.

Cette exposition, réalisée par l'Institut kurde de Paris, tente de nous faire appréhender l'histoire et la réalité quotidienne contemporaine d'une population prise dans le feu du conflit Irak-Iran et qui ne peut attendre de la Turquie qu'un accueil « concentrationnaire ».

La Creuse est, aujourd'hui, l'hôte de quelques-uns, rencontrons-les...

Aujourd'hui samedi 3 mars

A 18 h 30 : vernissage de l'exposition. Entrée libre.

A 20 h 30 : conférence de M. Sewki, directeur du service social de l'Institut kurde de Paris, en présence de réfugiés kurdes.

A 21 h 30 : projection du film : « Le troupeau » (il sera également projeté, lundi 5 mars, à 18 h 30 et le mardi 6, à 20 h 30), de Yulmaz



Güney (qui recevait pour « Yoi » la palme d'or au Festival de Cannes).

Une fiction presque documentaire qui analyse les mutations d'une culture tribale par l'observation d'une famille kurde. Du très grand cinéma, au plus près du cœur.

Du 3 au 30 mars, les vendredis et samedis (autres jours à la demande) : film vidéo.

A 14 h 30 : la voix du Kurdistan. Documentaire. Réalisateur : Georges Drion. Des journalistes kurdes, anglais, français, autrichiens retracent l'histoire du Kurdistan, de 1945 à 1975, à l'aide de reportages et de documents d'archives (armée britannique).

A 15 h 30, à l'hôpital de l'AMI. Documentaire : ce film, réalisé par l'Aide médicale internationale, rend compte des problèmes

de santé au Kurdistan, en suivant la vie d'un hôpital itinérant et le travail des médecins volontaires français en 1984 (depuis 1980, 200 médecins et infirmiers français apportent leur soutien à la population et aux combattants).

A 16 heures : New Roz (le Nouvel An).

En 1984 : le film présente les danses et les chants kurdes traditionnels à travers une grande fête, organisée par la Diaporama kurde, à Paris.

INDEP 3.03.1990

Iraq vows to use chemical weapons if Israelis attack

PRESIDENT Saddam Hussein yesterday threatened to attack Israel with chemical weapons if it launched a pre-emptive strike against Iraq. But, in what was described in advance as a major announcement to the nation, he denied that Iraq was building a nuclear bomb.

"I swear to God we will let our fire eat half of Israel if it tries to wage anything against Iraq," he said in a broadcast address. It was his formal response to the furor over Iraq's attempt to smuggle nuclear triggers through London and subsequent speculation that Iraq was on the point of developing a nuclear bomb.

Israel destroyed Iraq's Osirak nuclear reactor in an air raid in 1981. There was also speculation last week that the Israelis might be tempted to mount another strike if they believed a bomb project was near completion.

"He who threatens us with an atomic bomb will be annihilated by the binary chemical," President Saddam said in a reference to his country's chemical weapons stockpile. "This sophisticated binary chemical weapon is available in Iraq... so why do we need an atomic bomb?"

Iraq's use of chemical and

By Harvey Morris
in London
and Michael Sheridan
in Jerusalem

nerve agents in the Gulf war and against its own Kurdish population, coupled with its expanding missile development programme, have provoked fears that Iraqi missiles could strike Israel. Neighbouring Iran and Syria, however, are considered to be just as much in the firing line.

Israel, the only power in the Middle East assumed to possess nuclear arms, said yesterday it would "not be blackmailed" by the threat. Avi Pazner, a senior adviser to the Prime Minister, Yitzhak Shamir, said Israel had no aggressive intentions towards anyone, but would know how to defend itself if attacked.

President Saddam's vow to retaliate against any Israeli strike with chemical warfare was in part aimed at elements in the Israeli military who have stated publicly that Baghdad must not be allowed to develop a nuclear weapon.

Arab diplomats said they believed the speech was also for domestic consumption in Iraq and the Arab world. The rhetorical

threat follows criticism among some Arab radicals that Iraq has not been forthright enough in the campaign against Soviet Jewish immigration to Israel.

The US State Department said yesterday that Iraq's threat was "inflammatory, irresponsible and outrageous". An Israeli foreign ministry spokesman said: "It is high time for the civilised world to act in unity and see to it that Saddam Hussein will not have the opportunity to pursue his irresponsible and criminal designs."

Yesterday an Israeli newspaper quoted the retired Chief of Staff, Rafael Eitan, who commanded the air strike against the Osirak reactor, as saying it would be "unacceptable" for Baghdad to possess an atomic bomb. This reaction may have the desired effect of raising President Saddam's profile in the Arab world as an implacable foe of Israel.

Mr Eitan said Israeli experts believed Iraq had dispersed its nuclear programme to five or six sites to make an attack more difficult. Iraq was also thought to have several kilos of weapons-grade nuclear material left over from Osirak, enough for one or two bombs, and had procured equipment abroad to make more.

СЛОЖНОСТИ КУРДСКОЙ ПРОБЛЕМЫ

Она названа в Платформе КПСС по национальному вопросу среди неотложных. Каковы истоки проблемы курдов в СССР?

Какими могут стать первые шаги на пути ее решения? Как помочь многострадающему народу, испывающему насильственную депортацию?

Об этом с профессором Надиром Надировым, академиком АН Казахской ССР, беседует корреспондент «МН» Александр Минеев.

— Это было в 1948 году. Меня вызвал комедант: «Писал!» Я действительно писал во все известные мне инстанции — даже Сталину, — просил позволить мне продолжить образование. И вот в командатуру пришел ответ: разрешить сдавать конкурсные экзамены в любой нестоличный вуз. В то время в Казахстане такой был один — Кзыл-Ординский педагогический. Впервысехал за пределы нашего «специселения» — одного из многих, возникших в казахской степи с 1938 го-

да, когда сюда в товарных вагонах привезли курдов из Закавказья.

«МН»: Курдистанский уезд был создан в 1923 году решением азербайджанского советского правительства...

— Вскоре его преобразовали в Курдский национальный автономный округ с центром в г. Лачине. Он располагался на землях четырех современных районов: Лачинского, Зангеланского, Кельбаджарского и Кубатлинского — территории компактного проживания курдов. Первое правительство возглавил Гуси Гаджиев. На курдском языке издавалась газета «Советский Курдистан», велись регулярные радиопередачи, выпускались учебники, политическая и художественная литература. В Шуше был открыт курдский педагогический техникум... В 30-х годах все это без всякого официального объяснения исчезло. Потом последовала насильственная депортация курдов из Азербайджана и Армении в 37-м и из Грузии — в 44-м. Взрослые мужчины вывозились отдельно, их судьба до сих пор неизвестна.

«МН»: Какова сегодня численность курдов?

— Всего в мире свыше 25 миллионов курдов. В основном они проживают в Турции, Иране, Ираке и

Сирии — в тех частях этих государств, которые до XVI века составляли страну Курдистан.

Сказать, сколько курдов в СССР, трудно. По результатам переписи 1989 года — почти 152 тысячи. Однако есть основания считать, что нас более 300 тысяч. В Казахстане, например, жители половины курдских селений записаны турками или азербайджанцами. Долголетнее отсутствие очагов национальной культуры привело к ассимиляции многих курдов.

«МН»: Есть ли сейчас в СССР какие-то издания на курдском языке?

— В Ереване выходит газета «Рийа таза» («Новый путь») — орган ЦК Компартии Армении, Президиума Верховного Совета и Совет Министров Армянской ССР. На армянском радио выделено время для регулярного вещания на курдском языке. При Союзе писателей Армении существует секция курдских писателей, в республике издаются их произведения. В Институте востоковедения АН Армянской ССР работает отдел курдоведения.

Сегодня Армения — основное прибежище оставшихся в СССР курдской культуры. До недавнего времени здесь проживали свыше 60 тыс. курдов. К сожалению, события вокруг Нагорного Карабаха обернулись трагедией и для курдского населения.

«МН»: В сентябре в Москве состоялся учредительный съезд общества советских курдов. Каковы основные задачи образованного общества?

— Главная — восстановление автономии. Первоочередным шагом на этом пути должно стать возрождение национальной культуры, языка, языка. Курдам предстоит преодолеть дурную национальную ущербность, вызванную долгием гонимым. В то же время рост национальной самосознания должен непременно сочетаться

с признанием общечеловеческих ценностей, с увлечением к другим народам, работ в месте с которыми составили курды привычку перенять традиционные достижения.

«МН»: Курдский вопрос в странах Юго-Западной Азии также имеет историческую историю. Например, между иранцами и курдами существовала обидная вражда — представители советских курдов на Международной конференции в Париже. Как она развивалась?

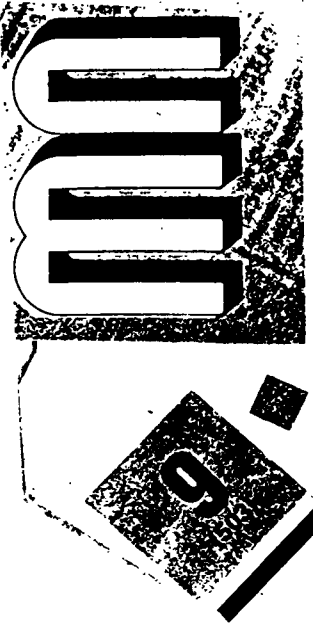
— Конференция была организована усилиями супруги президента Франции, маршала Давида Миттерана, в Канда Исмаил, директора Курдского института в Париже, основанного в 1983 году и ставшего своим целью отстаивание курдской культуры, изучение истории.

От советской делегации выступила Елена Боннер-Окорова, рассказавшая о своей работе в иракском Курдистане в конце 50-х — начале 60-х годов, о бедственном положении курдов в этой стране, подвергавшихся геноциду со стороны властей. Так, 16 в 17 марта 1987 года в городе Халабджа в результате применения химического оружия было убито около пяти тысяч человек (данные из годового отчета «Эммануэли интернационала» — Ред.). В конце выступления она отдала письмо академика Алфера Спирова с призывом о международной помощи Курдистану.

Мой доклад о положении курдов в СССР вызвал большой интерес участников — ведь большинство из них формально не получило такую информацию из первых рук.

На конференции выступили депутаты курдских демократических движений многих стран Азии и Европы.

Резолюция конференции признает права курдов всех стран, где проживают курды, требует жестокости. Отдельный пункт посвящен поддержке инициативы А. Сахарова о созыве специальной сессии ООН по курдской проблеме.



ЕЖЕНЕДЕЛЬНАЯ ГАЗЕТА

A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.- A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.- A.F.P.-A.F.P.-

FRA0301 4 I 0281 IRA /AFP-XI11

Iran-Irak-ONU

Manifestation de réfugiés de la guerre irano-irakienne devant le HCR à Téhéran

TEHERAN, 5 mars (AFP) - Plusieurs dizaines de réfugiés de guerre iraniens ont appelé lundi le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, à "favoriser l'application de la résolution 598 de l'ONU, et le retour de tous les réfugiés dans leurs villes et villages, situés dans les territoires occupés par les forces irakiennes".

Ces réfugiés, parmi lesquels plusieurs Kurdes iraniens, ont manifesté devant les locaux du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) à Téhéran pour "réclamer l'intervention de toutes les puissances du monde en vue de faciliter l'application rapide de la résolution 598, qui pourrait permettre le retour des réfugiés de guerre dans leurs régions d'origine".

L'Iran estime à 84.751 le nombre des réfugiés iraniens et à 2.663 kilomètres carrés la superficie totale des régions appartenant à l'Iran et qui sont encore occupées par les troupes irakiennes, plus d'un an et demi après le cessez-le-feu intervenu entre les deux pays.

Ces territoires sont situés, pour la plupart, dans le Khouzistan (sud-ouest), le Bakhtaran (ouest), le Kurdistan (ouest) et l'Ilam (sud-ouest du pays).

L'application de la résolution 598 du Conseil de sécurité, qui a servi de base pour l'arrêt des combats et l'ouverture de négociations entre l'Iran et l'Irak après huit années de guerre, est bloquée en raison d'interprétations divergentes des deux pays.

Bagdad refuse notamment de lier, comme l'exige Téhéran, un échange des prisonniers de guerre à un retrait des troupes irakiennes sur les frontières internationales.

kd/KAR/ac/soh/
AFP 051639 MAR. 90

L'Humanité
7.03.1990

TURQUIE : MAXIME GREMETZ ECRIT AU PREMIER MINISTRE

Maxime Gremetz, secrétaire du Comité central du PCF, a adressé à Michel Rocard une lettre dans laquelle il écrit notamment : « Comme l'a fait le président de la République, vous venez de recevoir, à Paris, M. Turgut Ozal, chef de l'Etat turc, et de qualifier vos entretiens de « très chaleureux ». Comme toutes celles et tous ceux qui, dans notre pays, sont attachés à la démocratie et aux droits de l'homme, j'ai été profondément choqué de l'accueil réservé à M. Ozal. La volonté de réaliser des affaires à tout prix, y compris des ventes d'armes, ne saurait justifier la moindre complaisance envers le régime turc... Comment pourriez-vous ignorer les milliers de prisonniers politiques, les conditions inhumaines de leur détention, le recours à la torture, la répression des opposants, la persécution de la minorité kurde, les atteintes permanentes aux libertés politiques et syndicales, les dispositions scandaleusement antidémocratiques du Code pénal ? » Et il demande au premier ministre « quels engagements il a obtenu quant à la suppression des articles 141 et 142 du Code pénal, la légalisation du parti communiste unifié de Turquie, la libération immédiate de Kutlu, Sargin, Mme Kutlu et de tous les prisonniers d'opinion, la reconnaissance de l'identité kurde, la cessation définitive de la torture. »

La Montagne 5.3.1990

L'exposition « Kurdes qui sont-ils ? » à Mainsat, une grande réussite

Ce sont plus de 520 visiteurs qui ont répondu à l'invitation des Kurdes de Mainsat. Chacun a pu y trouver satisfaction tant les animations ont été variées. D'une part, l'exposition elle-même qui retrace les étapes de l'exode des Kurdes, chassés de leur pays (des photos magnifiques et terribles), d'autre part les repas animés par les Kurdes, où chacun a pu apprécier les spécialités et s'initier aux danses traditionnelles, accompagné à la cithare par un grand musicien kurde, Sardar.

La soirée de vendredi a été le moment fort de ces manifestations, qualifiée par de nombreux Mainsatois de « très grande fête ». Enfin, les films vidéo suivis de débats qui ont permis à tous d'en savoir un peu plus sur ce peuple chaleureux et son devenir en Creuse.

A l'initiative de ces manifestations se trouvent les membres de la commission loisirs-culture, qui ont fourni un important travail de préparation avec les Kurdes et réalisé une animation de qualité. La commission remercie particulièrement les jeunes de Mainsat qui ont spontanément offert leur concours pour les préparatifs et les animations.

Après Mainsat, Aubusson : l'exposition est ouverte au public depuis le 2 mars, au centre culturel Jean-Lurçat, et y demeurera tout le mois. En ouverture, le film *le Troupeau* sera projeté jusqu'au 6 mars.

Populaire du Centre

6. 3. 1990

CENTRE JEAN-LURÇAT

Une exposition à voir : « Kurdes, qui sont-ils ? »

Ce sont plus de 520 visiteurs qui ont répondu à l'invitation des Kurdes de Mainsat. Chacun a pu y trouver satisfaction tant les animations ont été variées; d'une part l'exposition elle-même qui retrace les étapes de l'exode des Kurdes, chassés de leur pays (des photos magnifiques et terribles), d'autre part les repas animés par les Kurdes, où chacun a pu apprécier les spécialités et s'initier aux danses traditionnelles, accompagné à la cithare par un grand musicien kurde, Sardar.

La soirée de vendredi a été le moment fort de ces manifestations, qualifiée par de nombreux Mainsatois de « très grande fête ».

Enfin, les films vidéo suivis de débats qui ont permis à tous d'en savoir un peu plus sur ce peuple chaleureux et son devenir en Creuse.

A l'initiative de ces manifestations, se trouvent les membres de la commission loisirs-culture, qui ont fourni un important travail de préparation avec les Kurdes et réalisé une animation de qualité. La commission remercie particulièrement les jeunes de Mainsat

qui ont spontanément offert leur concours pour les préparatifs et les animations.

**APRÈS MAINSAT
AUBUSSON**

L'exposition est ouverte au public depuis le 2 mars, au Centre culturel Jean-Lurçat et y demeurera tout le mois.

D'autre part, ce soir mardi, à 20 h 30, on pourra voir le film de Y. Güney : « Le troupeau ». Ce film est un essai proche des contes de tradition orale. « Le troupeau » mêle l'épopée et le picaresque dans une réflexion sur le féodalisme et le patriarcat, ceci au travers de l'histoire d'une famille de nomades en Turquie orientale.

La Montagne 8 mars 1990

EXPOSITION

Au centre Jean-Lurçat : « Les Kurdes, qui sont-ils ? »

Le centre Jean-Lurçat d'Aubusson organise actuellement une exposition destinée à mieux faire connaître le peuple kurde au grand public. Elle est présentée jusqu'au 30 mars.

Réalisée par l'Institut kurde de Paris, elle vient d'être inaugurée par M. Frouté, le député de la Creuse, en présence de nombreuses personnalités dont MM. Dureauil, sous-préfet d'Aubusson, et Fixier, président de l'association Mainsat-Kurdistan ; Mme Rimareix, MM. Fénelon, Petit, Priouret, Champneuf, Minne, Roby, Brézanski, Jommier, etc.

On notait la présence également de M. Sewki, directeur du service social de l'Institut kurde à Paris.

Une trentaine de membres de la communauté kurde de Mainsat assistaient également à l'inauguration de l'exposition. Rappelons que depuis le début de l'automne, M. Rimareix et de son Conseil municipal, la commune de Mainsat a été l'hospitalité à 62 réfugiés kurdes.

Ils se trouvent actuellement en partie au village de vacances des Portes et en partie dans des maisons du bourg et des villages de la commune. Une fillette vient



même de naître en Creuse. Elle porte le prénom symbolique de France-Myriam...

L'exposition que présente actuellement le centre Jean-Lurçat est composée de 70 photographies prises lors de reportages, ainsi que de différents textes expliquant la tragique aventure des Kurdes victimes de la guerre opposant l'Iran et l'Irak. On remarque aussi un décor kurde qui a été recons-

titué, ainsi que différents tissages. M. Frouté se réjouissait que « le lieu le plus actif de l'expression culturelle en Creuse » reçoive une telle exposition quelques semaines après l'arrivée des réfugiés kurdes à Mainsat.

bénévoles, mais aussi de l'administration qui s'est fortement mobilisée, se faisant une fierté d'aller bien au-delà de la simple mission qui lui est confiée.

M. Frouté souligna encore que la démarche entreprise allait nécessiter des efforts de tous. Puis un réfugié kurde remerciait le préfet et toutes les personnes qui ont accueilli les Kurdes à Mainsat.

Il évoqua la guerre au Kurdistan, la volonté de l'Irak d'annexer tout un peuple. Il parla des conditions d'accueil des réfugiés en Turquie et des 335 personnes

qui, grâce à Mme Mitterrand, ont pu quitter les camps de réfugiés où il reste encore des milliers de personnes. Il exprima avec force sa volonté d'une intervention réussie en France...

Samedi soir, après l'inauguration, M. Sewki donna une conférence apportant un complément de choix à l'exposition. La soirée se termina par la projection du film d'Y. Guiney, « Le troupeau ».

Outre l'exposition présentée au centre Jean-Lurçat, on peut voir, le vendredi et le samedi, jusqu'au 30 mars, trois films vidéos sur les Kurdes.

Populaire du Centre 8 mars 1990

LES KURDES, QUI SONT-ILS ?

M. Frouté, préfet, a inauguré l'exposition au Centre Jean-Lurçat

LE Centre Jean-Lurçat d'Aubusson accueille actuellement une exposition destinée à mieux faire connaître le peuple kurde au grand public. Elle est présentée dans une salle au centre jusqu'au 30 mars. Réalisée par l'Institut Kurde de Paris, elle vient d'être inaugurée par M. Frouté, préfet de la Creuse, en présence de nombreu-

ses personnalités dont MM. Dubreuil, sous-préfet d'Aubusson, et Tixier, président de l'association Mainsat-Kurdistan, M^{me} Rimareix, MM. Fénelon, Petit, Priouret, Champneuf, Minne, Roby, Brézanski, Jommier, etc. On notait la présence également de M. Sewki, directeur du service social de l'Institut kurde à Paris.

Une trentaine de membres de la communauté kurde de Mainsat assistait également à cette inauguration. Rappelons que depuis le début de l'automne, à la suite d'une initiative de M. Rimareix et de son Conseil municipal, la commune de Mainsat a donné l'hospitalité à 62 réfugiés kurdes qui se trouvent actuellement en partie au village de vacances des Portes et en partie dans des maisons du bourg et des villages de la commune. Une fillette vient même de naître en Creuse, elle a le prénom symbolique de France-Myriam...

L'exposition que présente ac-

tuellement le Centre Jean-Lurçat est composée de 70 photographies prises lors de reportages ainsi que de différents textes expliquant la tragique aventure des Kurdes victimes de la guerre opposant l'Iran et l'Irak. On remarque aussi un décor kurde qui a été reconstitué au Centre culturel ainsi que différents tissages.

M. Brézanski devait, le premier, prendre la parole pour remercier les personnalités présentes et pour accueillir toutes les personnes qui ont assisté à cette inauguration... M. Frouté devait exprimer son plaisir de voir, en

tant que représentant de l'Etat, ces visages de Kurdes mélangés à ceux des Aubussonnais. Il devait se réjouir que « le lieu le plus actif de l'expression culturelle en Creuse » reçoive une telle exposition quelques semaines après l'arrivée des réfugiés kurdes à Mainsat. Il fit part de ses espoirs d'une insertion complète et réussie. « Une telle opération, devait préciser M. Frouté, a demandé des efforts de la part des bénévoles mais aussi de l'administration de l'Etat qui s'est fortement mobilisée se faisant une fierté d'aider bien au-delà de la simple mission qui lui est

confiée ».

Puis, un réfugié kurde devait remercier le préfet et toutes les personnes qui les ont accueillis à Mainsat.

Il exprima avec force sa volonté d'une insertion réussie en France.

Samedi soir, après l'inauguration, M. Sewki donna une conférence apportant un complément du film de Y. Guney « Le troupeau ».

Outre l'exposition présentée au Centre Jean-Lurçat, on peut voir le vendredi et le samedi, jusqu'au 30 mars, trois films vidéo sur les Kurdes.

DEPECHE DU MIDI
10 mars 1990

Aujourd'hui et demain, à Saint-Girons

Les journées du Kurdistan



C'est aujourd'hui, à Saint-Girons, que commence un week-end consacré au Kurdistan. Une exposition sera inaugurée à partir de 16 h 30, au château des vicomtes, dans la galerie Joseph-Bergès, et restera ouverte jusqu'au 24 mars.

Autour de cette exposition, deux films seront projetés aujourd'hui, salle Max-Linder, l'un à 17 h 30, suivi d'un débat avec des personnalités et spécialistes du Kurdistan, et l'autre à 21 heures.

Demain, à 15 heures, aura lieu un spectacle de danses et musiques kurdes.

A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.- A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.- A.F.P.-A.F.P.-

FRA0444 3 I 0497 /AFP-ON56

Irak-Kurdes lead

Bagdad décrète une amnistie générale pour les opposants kurdes

IRBIL (Irak), 10 mars (AFP) - Le président irakien Saddam Hussein a décrété, samedi, une amnistie générale pour tous les opposants kurdes d'Irak vivant à l'étranger et leur a permis de rentrer, dans un délai de deux mois, vivre dans la région de leur choix.

L'annonce de cette amnistie a été faite par le président du Conseil législatif (Parlement) de la région autonome du Kurdistan irakien, M. Ahmed Baha-Eddine, dans une conférence de presse samedi soir à Irbil (nord du pays).

Selon M. Baha-Eddine, le président Saddam Hussein a pris cette décision lors d'une visite qu'il a effectuée à Irbil dans la matinée, à l'occasion du 20ème anniversaire de la publication du statut d'autonomie du Kurdistan irakien et 16 ans après "la mise en application de cette expérience".

M. Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et les enfants de Moustapha Barazani (ancien chef, décédé, des Kurdes irakiens) sont concernés, selon M. Baha-Eddine, par cette amnistie qui durera deux mois à partir de dimanche.

"Tous les Kurdes, vivant à l'étranger, pourront retourner en Irak et vivre dans la région de leur choix", a-t-il ajouté en précisant que "les organismes irakiens à l'étranger ont été chargés de faciliter leur retour".

M. Baha-Eddine, qui a d'autre part estimé à quelque 20.000 le nombre des kurdes irakiens vivant en Turquie, s'est refusé à avancer un chiffre sur celui des réfugiés en Iran, affirmant toutefois que "près de 200 familles, fuyant la répression des autorités iraniennes, étaient retournés en Irak ces derniers jours".

Le Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance en Irak, avait décrété en septembre 1988 une amnistie générale pour les Kurdes d'Irak. Il avait cependant exclu de cette mesure M. Talabani, qui avait rejeté en 1985 une offre de négociations irakienne et bénéficié du soutien de Téhéran pendant le conflit irako-iranien.

Cette décision n'avait pas fait mention de M. Massoud Barazani (fils de Moustapha Barazani), dirigeant du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), deuxième organisation kurde pro-iranienne pendant le conflit irako-iranien.

Le Kurdistan irakien bénéficie depuis 1974 d'un système d'autonomie, après plusieurs années de guérilla menée par les opposants. La "région autonome" dispose d'un Conseil législatif et d'un Conseil exécutif.

En août 1988, l'Irak avait lancé une offensive contre les opposants kurdes. Bagdad avait alors été accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre la population dont près de 120.000 s'étaient réfugiés en Turquie. L'opposition avait ensuite accusé le gouvernement irakien d'avoir rasé 4.000 villages kurdes et déporté une partie de sa population.

L'amnistie décrétée samedi intervient, note-t-on, alors que plusieurs organisations internationales de défense des Droits de l'Homme reprochant à l'Irak notamment sa répression contre les Kurdes.

HT/chm

JF

AFP 102159 MAR 90

Saint-Girons

DEPECHE DU MIDI 10. 3. 1990

Pour mieux connaître nos frères kurdes

Un week-end très animé avec une exposition au château des vicomtes, des films, des débats et un spectacle avec des musiciens et des danseurs

Aujourd'hui et demain, les services culturels de la mairie de Saint-Girons, en collaboration avec l'Institut kurde de Paris, organisent deux journées du Kurdistan.

Les manifestations prévues à cette occasion commenceront aujourd'hui, à 16 h 30, avec l'ouverture officielle de l'exposition « Culture et civilisation kurdes », qui sera présentée jusqu'au 24 mars, à la galerie Joseph-Bergès, dans les sous-sols du château des vicomtes. A 17 h 30, salle Max-Linder, aura lieu la projection d'un film sur le Kurdistan réalisé par M. Bertolino, suivi d'un débat avec la participation de M^{me} Bertolino, membre de l'Institut kurde de Paris; Blau, professeur de kurde à l'Institut des langues orientales; M.M. Bertolino, journaliste-reporter; Kendal, président de l'Institut kurde de Paris; Mau-riés, journaliste-reporter; Shewki, directeur du service social à l'Institut kurde de Paris; un représentant de l'aide médicale internationale et la communauté kurde installée à Castillon.

A 19 h 30, buffet kurde. A 21 heures, salle Max-Linder, projection du film « Le Troupeau », d'Yilmaz Guney, suivie d'une discussion.

Demain, à 15 heures, salle Max-Linder, un spectacle sera donné par un groupe de musiciens et de danseurs kurdes avec la participation de la communauté kurde installée à Castillon.

Un peuple épuisé

Ils sont plus de 25 millions, répartis entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. 25 millions de femmes, d'enfants et d'hommes victimes aujourd'hui encore de la plus rétrograde des oppressions. L'oppression culturelle va jusqu'à l'interdiction de la langue, de toute publication, de toute manifestation artistique en langue kurde.

Les Kurdes sont les héritiers de l'une des plus vieilles cultures de l'humanité, une culture qui remonte à l'empire des Mèdes et qui a engendré tout au long des siècles des écrivains, des philosophes, de grands musiciens et des poètes. La poésie est maintenant plus que jamais l'ultime refuge de ce peuple nié en tant que tel, contraint à celer son identité ou à la défendre les armes à la main lorsque les humiliations qu'on lui fait subir deviennent insupportables.

Envisagée lors du traité de Versailles, en 1919, puis confirmée par le traité de Sèvres, en 1920, la création du Kurdistan n'a finalement jamais eu lieu car il dérangeait les grandes puissances coloniales. Mais la malchance des Kurdes, ce fut d'être situés au croisement de trois grands courants culturels : arabe, turc et persan. C'est aussi d'habiter là où se trouvent les plus gros gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Persécutés, chassés de chez eux, massacrés, alors que le monde a évolué autour d'eux, 25 millions de Kurdes n'ont toujours aucun droit à rien. Colonisés au plein sens du terme, ces derniers damnés de la terre n'ont d'autre alternative que l'assimilation (c'est-à-dire leur disparition en tant qu'entité culturelle) ou la lutte armée qui s'est toujours soldée jusqu'ici par leur écrasement suivi de déportation ou d'exil.

Les gouvernements qui administrent les régions kurdes les maintiennent sciemment dans un état de sous-développement, d'indigence. Pour survivre, beaucoup doivent s'expatrier, aller chercher du travail ailleurs, en Europe surtout. Pour l'heure, les Kurdes sont plus de 600.000 répartis entre les pays scandinaves, la Hollande, la Belgique, la Suisse, l'Allemagne et la France, illettrés dans leur majorité, et qui, jusqu'à présent, n'ont jamais eu la liberté chez eux d'apprendre à écrire leur propre langue.



Roger FAUROUX rendant visite à une famille kurde de Castillon. (Photo « La Dépêche du Midi », J.-P. Cazas.)

L'Institut kurde

C'est pourquoï des écrivains, historiens et artistes kurdes exilés ont décidé de fonder à Paris un institut culturel. Leur but n'est pas politique, ce ne sont pas eux qui changeront le cours de l'histoire. Ils n'en ont ni la prétention ni les moyens. Ce qu'ils peuvent faire, en revanche, c'est restituer à tous les Kurdes vivant dans les démocraties euro-

péennes le droit et la possibilité de pouvoir s'instruire en puisant dans le patrimoine national enterré dans tous les états où l'on s'efforce de l'exhumer, de le mettre à leur portée, afin que l'une des plus vieilles cultures du monde ne soit pas un jour totalement oubliée et que le peuple kurde puisse continuer à vivre, à exister en dépit des tyrannies qui s'acharnent à le détruire.

AF.P. - A.F.P. - AF.P. - A.F.P. - AF.P. - (le 11 mars 1990) A.F.P. - AF.P. - A.F.P. - AF.P. - A.F.P. -

IRBIL (Irak) - Le président irakien Saddam Hussein a décrété, samedi, une amnistie générale pour tous les opposants kurdes d'Irak, y compris Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et "les enfants de Barazani" (Moustapha Barazani, ancien chef, décédé, des Kurdes irakiens).

Nord Eclair 11. 03. 1990

MONDE ECLAIR

KURDES Le président irakien Saddam Hussein a décrété samedi une amnistie générale pour tous les opposants kurdes d'Irak, y compris Jalal Talabani, chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) et des enfants de Barazani (Moustapha Barazani, ancien chef, décédé, des Kurdes irakiens). L'annonce de cette amnistie a été faite par le président du Conseil législatif de la région autonome du Kurdistan irakien, M. Ahmed Baha-Eddine, dans une conférence de presse donnée samedi soir à Irbil (nord de l'Irak).

LIBÉRATION 12. 03. 1990

Irak : un reporter condamné à mort

Accusé d'espionnage, Farzad Bazoft, journaliste à l'« Observer », a été condamné à mort samedi.

Les autorités irakiennes ont annoncé samedi au Foreign Office la condamnation à mort d'un journaliste de l'hebdomadaire londonien *The Observer*, Farzad Bazoft, de nationalité iranienne, accusé d'« espionnage » par le gouvernement irakien. Sa co-accusée, l'infirmière britannique Daphne Parish, a été condamnée à 15 ans de prison. Le procès s'est déroulé à huis clos devant un « tribunal révolutionnaire » et « aucune occasion n'a été laissée à son avocat de réfuter les accusations », s'insurge l'*Observer*.

Bazoft, qui voyageait avec des papiers britanniques, avait été arrêté le 15 septembre dernier à l'aéroport de Bagdad avec son amie Daphne Parish, après s'être rendu sur le site militaire d'Al Iskandria pour enquêter sur une explosion dans une usine d'armements qui aurait fait 700 morts. Bagdad avait immédiatement démenti l'information. Un mois après son arrestation, Bazoft avait « avoué » à la télévision irakienne travailler pour « les services de renseignements israéliens ».

Londres, qui pourrait dépêcher le se-

crétaire du Foreign Office, Douglas Hurd, à Bagdad, a aussitôt lancé un appel au président irakien, Saddam Hussein, lui demandant de faire preuve de clémence. Margaret Thatcher s'est déclarée « horrifiée » par la sévérité du verdict, pour lequel il n'existe pas de procédure d'appel. Un espoir subsiste puisque les médias irakiens ont continué à passer sous silence hier les condamnations des deux Britanniques.

Samedi encore, un an et demi après avoir lancé une offensive contre les opposants kurdes en utilisant des armes chimiques contre la population (près de 120000 Kurdes s'étaient réfugiés en Turquie), Saddam Hussein a décrété une amnistie générale pour tous les opposants kurdes d'Irak vivant à l'étranger et leur a permis de rentrer « vivre dans la région de leur choix ». Cette amnistie, qui durera deux mois à partir du 11 mars, concerne entre autre Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), et les enfants de Moustapha Barazani (ancien chef, décédé, des Kurdes irakiens).

Avec AFP, Reuter

Le Provençal 11 03. 1990

Du haut de la Collégiale

Les Kurdes : Le comité bollénois du MRAP vous informe qu'une exposition sur le Kurdistan est mise en place dans le hall d'entrée de la mairie, elle se poursuit jusqu'au 24 mars.

Belleme

Boule du Puy : Aujourd'hui dimanche 11 à 14 h. 30, la Boule du Puy organise un concours de pétanque par doublettes montées, 500 F de prix plus les participations.

Anciens combattants : L'assemblée générale de la section de Bollène des combattants d'Algérie-Tunisie et Maroc (CATM) se tiendra le mardi 20 mars au café « Le Milan ». A l'ordre du jour : bilan moral et financier, questions diverses. Les membres de l'association sont instamment priés de participer à cette assemblée ou à s'y faire

représenter par un mandataire membre de l'association.

Billard : Aujourd'hui dimanche, à Curie, l'Académie de Billard de Bollène organise les championnats de Provence 1 bande 5e catégorie le plateau est remarquable et parmi les cinq prétendants, notre favori sera le Bollénois Gérard Féraud. La population est invitée à venir admirer les prouesses des joueurs, mais le silence est de rigueur.

Office national des anciens combattants : La direction départementale de l'Office national des anciens combattants et victime de guerre de Vaucluse tiendra une permanence salle des conférences, lundi 12 mars de 8 h. 30 à 10 h. 30.

Affaires pouvant y être traitées : attribution des diverses cartes et titres, admission dans les maisons de retraite, dans les écoles de rééducation professionnelles, aide sociale (secours, prêts)

Le Figaro 12. 03. 1990



Le monde en bref

IRAK

Nouvelle amnistie pour les rebelles kurdes

□ Pour la seconde fois depuis l'offensive de l'armée irakienne contre les régions kurdes en août 1988, Bagdad a décrété une amnistie en faveur des Kurdes exilés à l'étranger.

Vingt mille réfugiés Kurdes d'Irak vivent encore en Turquie. A la différence de la précédente (septembre 1988) cette amnistie, valable pour deux mois, s'applique aux chefs de la résistance kurde : Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, Massoud Barzani, qui dirige le parti démocratique du Kurdistan, ainsi que les communistes.

JUSTICE IN IRAQ

Victims of Saddam

Yesterday's death sentence on Farzad Bazoft was no aberration. It is one more outrage by the world's most ruthless regime. Helga Graham and Adrian Hamilton reveal the horror of a dictator whom Britain still supports.



Farzad Bazoft: Retracted a confession.



Genocide of the Kurds: 4,000 villagers were killed by chemical warfare.

THERE WERE a brief few days last week when things seemed to be looking up for Farzad Bazoft. Iraq's President Hussein had personally written to Mrs Thatcher assuring her that he, and the British nurse, Daphne Parish, would get a full and fair trial.

The hearing, when it started on Thursday, didn't prove the summary two-hour affair which the Foreign Office and Iraqi experts had feared. A coincidental meeting of businessmen, diplomats and Iraqi and British officials at a conference in Chatham House to discuss Iraq's future took place in an atmosphere of cordial relations between the two countries. When the Editor of *The Observer*, Donald Treford, went to the meeting on Friday to express his concerns directly to the visiting deputy foreign minister of Iraq, Nizar Hamdoun, he was given the distinct impression that Iraq was concerned about its reputation abroad and that a 'full and fair' trial might have some meaning.

Wish, not experience, proved father to that thought. Within two hours of the revolutionary court resuming yesterday morning, the awful reality burst in. Farzad, who had been pressured after seven weeks of solitary confinement to give a videotaped 'confession' of spying, had retracted it at the hearing. He maintained stoutly that he had done no more than follow a journalist's story on an invited trip to Baghdad, but he was sentenced to death.

Mrs Parish, who had merely driven him to a plant in south Baghdad where Farzad had wished to investigate reports of a major explosion, was because of 'extenuating circumstances' sentenced to 15 years. An Iraqi, who had been pulled into the trial at the last minute because he had been found to have spoken to Farzad in his Baghdad hotel and answered questions about the explosion, was given 10 years. Even the Foreign Office, which had seen several Britons tried before revolutionary courts before, was surprised.

They shouldn't have been. All of us involved in the case, particularly the colleagues of this emotional, untidy Iranian journalist wide-eyed at working for a Fleet Street national paper and endlessly anxious for a scoop to make his name, wanted to believe that the Iraqi regime wouldn't behave like the Iraqi regime in this instance.

Of course, Farzad was an Iranian. True, he had gone to a sensitive plant. Yes, he had made a 'confession.' But no

one, not even the Iraqi Foreign Ministry officials one spoke to in private, believed for a moment that the confession was real. The question of his original nationality is irrelevant, as the Iraqis themselves accepted. He was there at the specific invitation of the Iraqi government and had been there several times before on such trips. He was a journalist, doing a journalist's job. No one has ever seriously believed otherwise.

But anyone who knows anything about Iraq should not have believed that this trial could have been about fairness and proportion. In this case the sentence may be commuted by the President, Saddam Hussein, out of an act of clemency. One can only hope, plead and pray that it will be so. 'Clemency', though, will be an act of politics not compassion. The death sentence is the normal, not exceptional, sentence of Iraq's revolutionary courts.

'You see that man,' said a senior Foreign Office official to his neighbour during a dinner at Number 10 in honour of one of Iraq's senior leaders. 'What he can't eat and what he can't make love to, he kills.' That is almost literally true. In a world of glasnost it may seem inconceivable. Still more, in the immediate reaction to this outrage it may seem overstated. But it is there in the reports of emigres and embassies and in the statements of investigation after investigation.

The US State Department 1989 Country Report on Human Rights Practices concluded earlier this year: 'For years, execution has been an established Iraqi method of dealing with perceived military and political opponents... both physical and psychological torture are used by authorities. Given the rigid chain of command within the Government... torture could not be practised without the authorisation of senior officials...'

Amnesty International is less restrained in its latest report. Among 30 types of torture meticulously recorded from the experience of former Iraqi detainees are: burning with hot domestic irons, electric hot plates or gas flames, burning the eyes with intense ultra-violet rays; mutilation, including gouging out eyes, cutting off the nose, breasts, penis, axing the limbs, hammering nails into the body; tying the victim by the wrists and ankles to a cross bar and turned over flames like a roast.

To these charges must be added the accusation of geno-

cide — almost inconceivable if it were not for the fact that both the British and the US Governments have formally accepted the truth. In a series of satellite and ground intelligence reports, from both governments, it has been proved that Iraq deliberately used chemicals against civilian Kurdish populations in the north-east on a number of occasions.

The total casualties were in their tens of thousands. Despite a chorus of worldwide condemnation, they only ceased when the effective depopulation of border areas was achieved. Since then there have been strongly-based reports of wholesale transfers of villages and town to patrolled 'camps', and evidence that further atrocities have been committed through the poisoning of water and food, as well as starvation.

The Kurds have a kind of Domesday Book. They have documented in detail the destruction of 3,839 towns and villages, 1,757 schools, 2,457 mosques, 271 hospitals and the mass deportation of 219,828 families over 12 years, with the peak being achieved in 1988/9.

Not the least of the terrible ironies of Farzad's visit last September was that he was invited as part of a group of foreign journalists to attend local

Farzad is a means for Iraq to retaliate against the West while not condemning a Briton to death.

'elections' among the Kurds. It is not that the Iraqis are unaware, or even insensitive to public opinion. Indeed, one of the purposes of the Chatham House conference in London last week was to discuss the moves towards 'democracy' being proposed in Iraq at the moment. Farzad's mistake, like the attenders at Chatham House, was to believe that these mean: anything.

That should not mean that one views President Saddam Hussein merely as a mad Middle-Eastern potentate, an Idi Amin with access to the world's most advanced weaponry. He certainly has many of the attributes. Since carving his way to power in 1979, Hussein has certainly adopted many of the habits of the medieval caliphs. The fancy costumes, the cult of personality through the streets, the rebuilding of Baghdad as a symbol of the past, these are more extreme even than the Shah of

Iran's egotism, with far greater vindictiveness than the Shah ever showed.

Only recently, according to two separate and serious Iraqi sources, a prosperous and politically well-connected couple, of the Mosul Shabander family, were executed. Their crime? To have stated, in the privacy of their bedroom (bugged) that Saddam's new second wife, a Shabander of Kerbala, was not of the 'real' family. A few months earlier, Saddam had condemned his own son to death for murdering his bodyguard in a nightclub brawl (a sentence later discreetly rescinded).

But it is not by blood alone that President Saddam Hussein has emerged through at least four-dozen attempts on his life, a series of local rebellions and a seven-year war with Iran that killed or wounded over a half a million of his population.

The executions that have marked every stage of his career have been calculated: first the deaths of his rivals in the Baathist party; then the assassination of most of the leading Shia families in the south; and most recently the victorious generals of the war that might dim his glory. Of the dozen generals who commanded the major divisions of the Gulf War, at least four have since been executed or 'died' in unfortunate helicopter accidents.

President Hussein is far too aware of his international interests to ignore international sentiment, but far too ruthless in his purposes to change his spots. The sudden introduction into the hearing of a local Iraqi, whose only crime was to have spoken to Farzad about the rumours of an explosion, is clear enough indication of Hussein's wish to continue a policy of suppression of free speech through fear.

It has been Farzad Bazoft's tragedy to walk into this scene at the most volatile of moments. It is not only that he has committed trespass in a land where virtually any action against the State, from making jokes against the President to writing critical comments in newspapers, is punishable by death before a revolutionary court from which there is no formal appeal. It is also that he has become a 'hostage' to Iraqi politics.

Saddam Hussein at the moment is acutely conscious of Western outrage at his use of chemical weapons and his suppression of internal dissent. He is also acutely irritated by it. Farzad, an Iranian, is suffering as a consequence. Just as the Iraqi Foreign Of-

He chose him to invite on foreign trips in the past because he was an Iranian and his reports on the war and its aftermath would carry more weight as a result, so his origins now count against him. He is a means of retaliating against the West while not condemning to death a white Briton.

It is also significant, however, that in his forced confession he is accused of being an Israeli spy. Iraq's relations with Israel in recent years have been ambivalent. Both hate Syria and, at various times in recent years, the Iraqi regime has developed close relations with Tel Aviv. Not so now. Heavily involved in Yasser Arafat's PLO efforts (partly because Syria has opposed them), Iraq has been particularly sensitive to the apparent failure of Middle East peace talks in Israel. President Hussein wants to be the major backer of a PLO-led peace. He needs to appear to be tough against its enemies.

Added to this is the peculiar sensitivity of the Al-Iskandaria military complex which Farzad visited in pursuit of his story. Iraq's ambitions to military technology are now well established. It has developed the capacity, based on French and US technology, to build long-range missiles capable of striking as far as Moscow, and certainly well beyond Jerusalem. There are also rumours that it is anxious to develop the nuclear warheads to go with this carrying capacity. The importance of an explosion in the key military complex of Al-Iskandaria cannot be exaggerated, particularly if it was the result of sabotage. The Israelis took out a nuclear plant once before when they bombed a power station. Could they have done so again? If nothing else, Farzad's so-called 'confession', replayed a dozen times over on local Iraqi television,

would provide a 'fall guy' for security lapses and a demonstration of effective security.

Put in this light, all the talk of coming democracy and changing times in Iraq is a pipe dream. Farzad Bazoft's sentence is just one more proof why it cannot be so.

So what can the West do about it and why has it done so little so far? The two questions are interrelated. Britain, and the US have done so little because Iraq has been looked on as the key to Middle Eastern policy. So long as the war with Iran was on, it was an essential bulwark against Islamic fundamentalism.

throughout the Gulf. Now that the war is over, Iraq remains a key source of export prospects, oil imports (Iraq is the third largest exporter of oil in the world, with huge unexploited reserves), and regional power. For more than a generation Hussein has skillfully played the superpowers against each other.

Yet the Cold War is now over, and with it superpower rivalry. Iraq can no longer rely on Moscow. It still needs to rely on Paris, Washington and London. Western pressure can do a great deal. In the last year alone the US has offered \$500m. in credit and the

British £250m. British arms, technology and money continue to pour in unabated, despite exclamations of fury by the US Congress, the EC parliament and the House of Commons. Saddam Hussein is too old a hand to take any notice of paper threats that are never carried out.

In an age of clamouring democracy everywhere from Eastern Europe, from Latin America, from South Africa to Lithuania, does it really make any sense for Britain and the West to continue to support a regime in Baghdad far worse than the one toppled in Bucharest?

Where it all began

700 killed in disaster near Baghdad

Huge explosion at secret Iraqi missile plant



Mrs Daphne Parish: 15 years for a car ride and (top) the story that Bazoft was pursuing.

DEPECHE DU MIDI 12 mars 1990

Journées kurdes

Un week-end de solidarité

C'est René Mauriès, alors rédacteur en chef et grand reporter de « La Dépêche du Midi », qui, en 1965, a été un des premiers journalistes à avoir alerté l'opinion mondiale sur le génocide permanent du Kurdistan. Depuis le partage des régions pétrolières entre les grands d'Orient, avec la complicité des états d'Europe, tout un peuple (qui compte aujourd'hui 25 millions d'habitants écartelés entre cinq états) est devenu le paria de l'humanité, l'orphelin du monde, le souffre-douleur de ceux qui lui imposent une domination cruelle, inhumaine, multipliant humiliations et sévices, perpétrant en toute impunité des crimes monstrueux, insoutenables, contre les droits les plus élémentaires de l'homme.

Avec son confrère grand reporter Bertolino, auteur d'un film documentaire tourné en 1969, René Mauriès est venu témoigner à Saint-Girons, dans le cadre d'un week-end consacré au Kurdistan, avec la participation des familles kurdes installées depuis octobre 1989 à

Castillon et de l'Institut kurde de Paris, le tout sous l'égide des services culturels de la mairie de Saint-Girons.

Un week-end qui commençait par l'ouverture officielle, samedi, au château des vicomtes, dans la galerie Bergès, d'une exposition remarquable sur la vie et la résistance des Kurdes, qui restera ouverte jusqu'au 24 mars.

Le débat qui suivait, illustré par le film de Bertolino, animé par M. Kendal, président de l'Institut kurde, réunissait également, outre MM. Mauriès et Bertolino, M^{me} Blau, professeur de kurde; MM. Shewki, directeur du service social à l'Institut kurde, et le docteur Tisso, coordinateur de l'aide humanitaire au niveau national.

Le but de ces deux journées, qui proposaient également un film samedi soir, un buffet kurde à l'hôtel de ville et un spectacle dominical de musiques et de danses, était de faire connaître mais aussi de sensibiliser, de susciter la solidarité avec le peuple kurde, que l'on continue à laisser exterminer dans l'indifférence des états.



Roger FAUROUX, maire de Saint-Girons, ministre de l'Industrie, s'entretenant avec Mohamed RECHID, de la communauté kurde de Mainat (Creuse), en présence du président KENDAL, de l'Institut kurde de Paris. (Photo « La Dépêche du Midi », Jean-Paul Cazes.)

THE TIMES MONDAY March 12 1990

Two faces of Iraq revealed by reports of human rights abuses

Liberal screen fails to hide ruthless Saddam

From Christopher Walker, Cairo

The fate of Farzad Bazoft, the Iranian-born reporter of *The Observer*, who was sentenced to death on Saturday for spying in Iraq, has focused attention on one of the Arab world's most ruthless leaders, President Saddam Hussein, who according to Middle East legal experts is the only person with the power to commute the sentence.

The Iraqi leader, known to his many enemies as "the Butcher of Baghdad", has been striving to improve his tarnished international image by pledging political reforms, including a new constitution, and moving to loosen central control over Iraq's debt-ridden economy.

The President has been branded an "Arab Ceausescu" and his despotic regime, with its strong dynastic content, frequently compared with that toppled in Bucharest last December.

These accusations are bitterly resented in Baghdad, where strict restrictions on the Western press (most correspondents, like Bazoft, have first to be invited to enter) are designed to minimize on-the-spot reporting of the many allegations of serious breaches of human rights.

As the British Foreign Office commented tartly when describing the draconian sentences imposed on Bazoft,

aged 31, and his friend, Mrs Daphne Parish, a British nurse condemned to spend 15 years behind bars in a country not renowned for the enlightenment of its penal policies: "They come ill from a regime which is trying to show a more liberal face to the world."

The two faces of Iraq have been shown up by a damning series of reports on its violations of elementary human freedoms. These are in contrast to President Saddam's declaration to Arab legislators that forthcoming political reforms will allow the country of 17 million more press freedom and the formation of political parties.

Even on Saturday, as the sentences were being handed down after a 5½-hour trial



President Saddam: Trying to repair a tarnished image.

behind closed doors — dismissed by Western officials as "a legal farce" — the Iraqi leader was again trying to win world approval by offering a surprise unconditional amnesty to all exiled Kurds.

The most damning recent attack on Iraq's human rights record came last month with the publication of a report by Middle East Watch, a new American monitoring group. It attacked the Baghdad regime for the ruthless suppression of dissent and accused Western governments of cynically playing it down for their own economic and strategic considerations.

Since its self-proclaimed "victory" in the eight-year Gulf War, Iraq has emerged as a regional power to be reckoned with, prepared to flex its well-tested military muscles.

The report by the New York-based group described the Baghdad Government as "one of the most brutal and repressive regimes in power today", and claimed that, among the abuses it had documented, were "forced relocation and deportation, arbitrary arrest and detention, torture, disappearance and summary and political execution".

It claimed Iraq had made significant attempts to improve its image in the United States, employing American

lobby groups to try to pressure Congress and to place favourable comments in the news media.

Although it claimed that the British public was better informed about the true human rights situation in Iraq, it noted that British export credits for manufactured goods were greater than those of any Western nation, totalling an estimated £2.5 billion between 1984 and 1988.

Iraq's badly dented image was hit again a week after the report's publication when Mr Armando Valladares, the US Ambassador, told the United Nations Human Rights Commission in Geneva that Iraq was among six countries using torture and committing other grave human rights violations.

Mr Nizar Hamdoun, Under Secretary at the Iraqi Foreign Ministry, again pledged that a draft constitution would be ratified soon "to guarantee basic freedoms for human beings and pave the way before licensing (opposition) parties".

President Saddam has pursued a personality cult of Stalinist proportions which is maintained by giant portraits of himself around the country. Although he is vain and ruthless, he is widely regarded as uncorrupt and remains popular, particularly in the armed forces.

A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-

FRA0217 4 I 0295 /AFP-GC90

Turquie-Kurdes-Irak

L'amnistie décrétée par Bagdad: "un piège", selon des réfugiés kurdes irakiens en Turquie

ANKARA, 13 mars (AFP) - L'amnistie générale décrétée samedi par le président irakien Saddam Hussein pour tous les opposants kurdes d'Irak vivant à l'étranger "est un piège", selon des réfugiés kurdes du camp de "résidence temporaire" de Diyarbakir (sud-est de la Turquie), a rapporté mardi l'agence turque Anatolie.

"Le décret de Saddam (Hussein) est un piège pour anéantir le peuple kurde", a déclaré Hadji Saleh Hussein, un leader du camps de Diyarbakir où sont hébergés plus de 12.000 kurdes d'Irak réfugiés en Turquie depuis août 1988.

"S'il veut vraiment faire croire en sa sincérité, il devra avant tout libérer les détenus politiques qu'il a emprisonnés depuis trois ans", a ajouté M. Hadji Saleh Hussein, selon l'agence semi-officielle turque. Il a affirmé que "7.000 kurdes d'Irak avaient disparu pendant cette période".

"Pour que nous puissions prendre en considération le décret du président irakien, il faut aussi qu'il répare nos villages détruits par les bombardements de l'aviation irakienne", a-t-il conclu.

Bagdad avait décrété samedi une amnistie générale pour tous les kurdes d'Irak qui rentreraient avant le 10 mai en Irak, y compris pour Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et les enfants de Moustapha Barazani (ancien chef, décédé, des kurdes irakiens).

Plusieurs dizaines de milliers de kurdes d'Irak s'étaient réfugiés en août 1988 en Turquie fuyant les bombardements et attaques de l'armée de Bagdad. Plus de 35.000 d'entre eux sont hébergés actuellement dans trois camps de "résidence temporaire", dans le sud-est anatolien, à Diyarbakir, Kiziltepe-Mardin (sud-est) et Mus (est).

YM /dv

AFP 131247 MAR 90

A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-

FRA0490 4 I 0146 EXT /AFP-KA40

Turquie-Kurdes

18 "terroristes" tués et 3 militaires blessés au sud-est de la Turquie

ANKARA, 13 mars (AFP) - Dix-huit "terroristes" séparatistes kurdes ont été tués lundi et mardi dans le sud-est de la Turquie lors d'accrochages entre forces de l'ordre et "rebelles kurdes", rapporte l'agence turque Anatolie.

14 "terroristes" séparatistes ont été tués mardi dans le hameau de Grisera, près de Mardin (frontière avec la Syrie et l'Irak) lors d'une opération qualifiée de "la plus grande de l'année", selon cette agence semi-officielle.

4 autres militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste) en lutte armée depuis août 1984 contre le pouvoir central ont été tués et deux soldats ont été blessés lundi près de Gaziantep (sud-est à l'ouest de l'Euphrate) lors d'un autre accrochage avec les forces de l'ordre, précise Anatolie.

NF/ccd

AFP 131932 MAR 90

Saint-Girons

Succès pour les Journées du Kurdistan

Bien organisées par les services culturels, elles ont permis de faire mieux connaître le génocide kurde et de réveiller des solidarités plus actives

L'arrivée à Castillon, en octobre dernier, de quelques familles kuydes venues essayer de revivre en Couserans, dans le cadre de l'aide humanitaire mise en place par Danièle Mitterrand, avait interpellé nos compatriotes sur les problèmes rencontrés par ce peuple de 25 millions d'habitants. Un peuple sans Etat parce que les territoires sur lesquels il vit sont sous la domination de cinq pays qui l'oppressent.

Les Journées du Kurdistan, organisées samedi et dimanche, à Saint-Girons, sous l'égide de la municipalité et des services culturels, qui les ont mises en œuvre en relation avec l'Institut kurde de Paris, ont été l'occasion de mesurer l'ampleur de ce qui est un véritable génocide permanent depuis la fin de la Première Guerre mondiale, une extermination barbare d'hommes, de femmes et d'enfants qui sont traités pire que des bêtes.

L'exposition, ouverte jusqu'au 24 mars, au château des vicomtes, dans la galerie Bergès, nous dit tout ou presque sur ce peuple courageux et digne, véritable orphelin du monde, qui doit se battre en permanence pour défendre sa culture, ses coutumes, pour continuer à exister. En parcourant les divers panneaux, on apprend à mieux



Beaucoup de monde, samedi après-midi, pour l'ouverture officielle de l'exposition au château des vicomtes, où elle restera en place jusqu'au 24 mars.

connaître cette civilisation différente de la nôtre mais qui, néanmoins, remonte aux origines bibliques, celles de nos croyances, ainsi que devait le rappeler René Mauriès. Mais elle nous documente aussi sur la résistance kurde dans ces montagnes où ils ont su tenir face aux agressions permanentes de ceux qui voudraient les sacrifier au nom de gisements pétro-

lières stratégiques.

Ce génocide insoutenable, quand on l'a vécu comme René Mauriès, grand reporter et ancien rédacteur en chef de « La Dépêche du Midi », ou son confrère Bertolino, on est révolté contre l'attitude des états qui se disent soucieux de défendre les droits de l'homme alors que rien de sérieux n'est fait pour faire cesser, à la fin du

XX^e siècle, de tels crimes commis au grand jour contre l'humanité.

En présence des familles kuydes de Castillon, on s'est interrogé, lors du débat organisé salle Max-Linder, sur les raisons de cette complicité passive des pays européens, en particulier de ceux qui vendent des armes aux oppresseurs tout en se donnant bonne conscience avec une aide humanitaire. Tour à tour, MM. Mauriès, Bertolino, Kendal, président de l'Institut kurde; Shewki, directeur du service social; le docteur Tissot, coordonnateur de l'aide humanitaire, et M^{me} Blau, professeur de kurde, allaient apporter leur témoignage, appelant à une prise de conscience de l'opinion publique pour une solidarité plus active.

Samedi soir, l'excellent film « Le Troupeau », d'Yilmaz Güney, a permis au public couse-rannais de mieux appréhender la réalité kurde, tandis que le buffet servi à l'hôtel de ville, avec des spécialités typiques, et la séance récréative de dimanche après-midi nous ont fait connaître un peuple à travers sa culture et sa convivialité.



A la tribune, durant le débat, on reconnaît, de gauche à droite: M. BERTOLINO, grand reporter; M^{me} Blau, professeur de kurde; MM. KENDAL, professeur à l'Institut kurde de Paris; René MAURIÈS, rédacteur en chef honoraire de « La Dépêche du Midi » et grand reporter; le docteur TISSOT et SHEWKI.

(Photos « La Dépêche du Midi », J.-P. Cazes.)

LIBÉRATION 14 mars 1990

GRANDE-BRETAGNE

Appels à la clémence pour Farzad Bazoft

Londres condamne la sentence de mort prononcée contre un collaborateur de l'« Observer » et veut envoyer un émissaire en Irak. Une journaliste suisse, qui a croisé Bazoft à Bagdad, témoigne.

Prononcée le 10 mars par un tribunal irakien et confirmée le 12, la condamnation à mort du journaliste iranien Farzad Bazoft, 31 ans, accusé d'espionnage au profit d'Israël, provoque une vive émotion dans le monde. A Londres, Margaret Thatcher a expressément demandé au président Saddam Hussein de faire preuve de clémence. Bénéficiant du « plein soutien » de l'opposition, le Foreign Office a condamné lundi les sentences « injustifiées » et « disproportionnées » prononcées contre le journaliste, qui travaille pour l'hebdomadaire *The Observer*, et contre Daphne Parrish, une infirmière britannique présentée comme sa complice, condamnée à 15 ans de prison. Le gouvernement britannique envisage d'envoyer un émissaire de haut rang dans les prochains jours en Irak.

Des appels à la clémence ont également été lancés par le président du Parlement européen, l'Espagnol Enrique Baron, ainsi que par la Fédération internationale des journalistes (160000 membres), basée à Bruxelles. Amnesty International, qui est intervenu dans le même sens, craint que le procès n'ait pas été juste et que le journaliste ait été « maltraité ou torturé pendant sa détention préventive ». Amnesty rappelle que les deux accusés ont été tenus au secret pendant six semaines, avant les « aveux » télévisés de Bazoft.

Devant ces protestations, l'ambassadeur d'Irak en Grande-Bretagne, le D' Asmy Al Salih, a tenté de justifier hier les sentences prononcées, arguant que les deux condamnés ont été « traités équitablement » en présence de représentants de l'ambassade britannique à Bagdad. Les peines sont conformes à la loi et la culture irakiennes, a-t-il expliqué dans une interview à la radio BBC, soulignant que Farzad Bazoft était d'origine iranienne.

Une journaliste suisse, Liesl Graz, correspondante de l'hebdomadaire *The Economist*, s'était entretenue avec Bazoft quelques instants avant son arrestation. Elle apporte ici son témoignage : « C'était le 14 septembre dernier. J'étais à Bagdad pour un reportage sur les élections régionales au Kurdistan. Dans le hall de l'hôtel Palestine (ex-Méridien), Farzad Bazoft a demandé à me parler. Je l'avais rencontré pour la première fois deux jours plus tôt. Nous étions en public et le bureau du ministère irakien de l'Information, situé dans le même hall, n'était éloigné que de quelques mètres. Cela n'a pas empêché Bazoft de me dire qu'il avait réussi à s'introduire dans l'usine d'armement où, quelque trois semaines plus tôt, une énorme explosion avait eu lieu.

» Beaucoup de journalistes étrangers

s'étaient excités à ce propos. L'explosion s'était apparemment produite dans un complexe d'usines d'armement situé dans la zone militaire d'Iskandaria, à la hauteur de l'ancienne Babylone (aujourd'hui Al Hilla), à une centaine de kilomètres au sud de Bagdad. Une rumeur parlait de 700 morts ; une autre de 1 500 morts. Les Irakiens avaient essayé de minimiser l'affaire. Ils prétendaient qu'un camion transportant des explosifs destinés à la construction d'un barrage avait explosé dans les environs. Certains journalistes ont essayé de se rendre sur place en taxi, mais les chauffeurs, en découvrant où on leur demandait d'aller, faisaient immédiatement demi-tour. J'ai donc demandé à Bazoft comment il avait fait. Il m'a dit : "J'y suis allé dans une ambulance, en me faisant passer pour un médecin indien." En fait, Daphne Parrish lui avait procuré cette ambulance.

» Il m'a aussi raconté qu'une fois dans la place, il avait pris des photos, fait des esquisses, prélevé quelques échantillons du sol et trouvé une chaussure déchaussée. Il était très fier. "Cette fois-ci, je pourrai vraiment montrer ce qui s'est passé." Il n'était que pigiste, il essayait sans doute de se faire un nom, je ne sais pas. Il voulait faire analyser les échantillons dans un laboratoire en Angleterre. Fallait-il qu'il parte quand même pour le Kurdistan ? Il m'a demandé conseil. Je lui ai répondu qu'il serait plus prudent pour lui de prendre le premier avion pour Londres.

» Le lendemain matin, vendredi 15 septembre, je partais pour Chypre par l'avion de 12h30. Je suis descendue régler ma note. A la réception de l'hôtel se tenait Farzad Bazoft, en blazer bleu, apparemment très nerveux. Il était accompagné, comme c'est habituel, d'un



Farzad Bazoft.

"guide" du ministère de l'Information et d'un autre journaliste, un Libyen résidant lui aussi en Angleterre. Bazoft est d'origine iranienne, mais il a quitté son pays avant la révolution islamique pour s'installer à Londres, où il a fait ses études. Il n'a pas la citoyenneté britannique, simplement, m'a-t-il dit, un titre de transport anglais. Peut-être a-t-il un statut de réfugié politique, je ne sais pas.

» Comme l'avion pour Londres partait à midi, les trois hommes m'ont proposé de profiter de leur voiture plutôt que de prendre un taxi. J'ai accepté. A l'aéroport, nous nous sommes séparés pour les formalités d'enregistrement, mais j'ai retrouvé Bazoft et son collègue libyen au contrôle des passeports. Je les ai vus passer les formalités de police sans problème.

» Un peu plus tard, quand je suis

arrivée dans le hall d'embarquement, j'ai remarqué que le journaliste libyen était tout seul. "Avez-vous vu Farzad ?", m'a-t-il demandé. J'ai répondu : "Je croyais que vous étiez ensemble." Il a dit : "Oui, mais ils sont venus le chercher ici."

» Nous avons attendu ensemble jusqu'au départ de l'avion pour Londres. Ensuite, j'ai patienté encore, mais en vain. Finalement, avant d'embarquer, j'ai téléphoné à l'ambassade britannique et je les ai avertis. Quelques heures plus tard, depuis Chypre, j'ai téléphoné à l'« Observer » où Bazoft devait se rendre dès son arrivée. Personne ne l'avait vu. Son journal s'est donc inquiété auprès de l'ambassade irakienne à Londres. Celle-ci a fait savoir que Bazoft avait été retenu un petit moment, mais qu'il prendra l'avion suivant.

» Au lieu de cela, il a été inculpé. Dans un premier temps, la presse irakienne a indiqué qu'il avait été arrêté pour espionnage au profit de la Grande-Bretagne. Puis la campagne de presse s'est modifiée et il a été accusé de travailler pour les services israéliens.

» Je ne sais rien de l'espionnage. Mais j'ai peine à croire qu'un espion puisse raconter ses aventures en public à quelqu'un qu'il connaît à peine. A mon avis, Farzad Bazoft est un jeune homme qui a une certaine conception du journalisme à sensation. Je l'ai trouvé arrogant et pas spécialement sympathique. Je considère qu'il a agi d'une façon qui est loin d'être conforme aux règles déontologiques de notre profession. On ne se déguise pas en médecin pour entrer dans un enceinte militaire interdite. Mais je ne peux pas croire que ces agissements méritent la mort.

Propos recueillis par
Sélim NASSIB

LIBÉRATION

14 mars 1990

Irak et Kurdes

L'amnistie générale décrétée samedi par le président irakien Saddam Hussein pour tous les opposants kurdes d'Irak vivant à l'étranger « est un piège pour anéantir le peuple kurde », a déclaré Hadji Saleh Hussein, un leader du camp de « résidence temporaire » de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) où sont hébergés plus de 12000 Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie depuis août 1988, a rapporté hier l'agence Anatolie.

13 mars 1990

Turquie : arrestation

L'académicien Ismail Besikçi, sociologue, spécialiste du problème kurde et auteur de plusieurs ouvrages sur l'Est et le Sud-Est anatolien à majorité kurde, a été arrêté hier à Istanbul pour « séparatisme par voie de publication ».

Un journaliste de l'« Observer » exécuté en Irak

Horreur et indignation en Grande-Bretagne

Saddam Hussein : la brutalité d'un fonceur

Le président irakien n'a jamais fait grand cas de l'opinion publique internationale.

Le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a annoncé, hier, le rappel de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Irak ainsi que d'autres mesures de rétorsion à la suite de l'exécution du journaliste de l'Observer, Farzad Bazoft, le matin même à Bagdad.

M. Hurd a annoncé le renvoi dans leur pays de tous les étudiants irakiens présents en Grande-Bretagne, l'annulation de cours de formation pour les militaires irakiens et la suspension des visites de ministres britanniques en Irak et réciproquement. M. Hurd a toutefois refusé de renvoyer l'ambassadeur d'Irak à Londres et de prendre des sanctions économiques contre le régime irakien, estimant qu'elles ne seraient pas limitées par d'autres pays et pourraient faire « plus de mal que de bien ».

Auparavant, Margaret Thatcher avait qualifié « d'acte de barbarie » l'exécution du journaliste britannique. « Il s'agit d'un acte très grave et sérieux, un acte de barbarie qui ne peut qu'inspirer le plus profond dégoût aux gens civilisés », avait souligné le premier ministre britannique. (AFP.)

froyable tyrannie » exercée en Irak par un « sauvage méprisable », en la personne de Saddam Hussein.

L'émotion est d'autant plus grande outre-Manche que l'espoir d'une mesure de clémence en faveur du journaliste de l'Observer était fermement entretenu par la mobilisation de la communauté internationale. Margaret Thatcher, « horrifiée » par le verdict rendu vendredi dernier, avait immédiatement écrit au chef de l'Etat irakien pour l'inviter à exercer son droit de grâce. Des Nations unies, de la Communauté européenne, d'Amérique, les appels à la clémence s'étaient multipliés. Saddam Hussein est demeuré sourd à toutes les supplications.

Farzad Bazoft, trente et un ans, citoyen britannique d'ori-

gine irakienne, avait été arrêté à Bagdad le 15 septembre dernier. Il se trouvait en Irak, à l'invitation du gouvernement, pour un reportage sur la reconstruction du pays.

Le jour de son arrivée, une explosion avait sérieusement endommagé le complexe industriel militaire d'El-Aleksandria, au sud de Bagdad, provoquant, disait-on alors, plusieurs centaines de morts. L'occasion d'un « scoop » pour le journaliste, une équipe de la télévision britannique présente avec lui dans la capitale ayant, elle, été empêchée de se rendre sur les lieux.

Sans attendre l'autorisation d'enquêter sur place après avoir formulé sa demande auprès du Ministère de l'Information, Farzad Bazoft, accompagné par une infirmière anglaise résidant en Irak, fonçait à El-Aleksandria. Au retour, il faisait état de son voyage auprès des fonctionnaires du ministère. Les services de sécurité lui signifiaient alors son arrestation pour espionnage.

Saddam Hussein avait pris soin d'écrire à Margaret Thatcher que le procès de Farzad Bazoft, trouvé en possession de pièces compromettantes, serait « régulier et loyal ». En fait, « il n'y a pas eu de témoins, pas de preuves de sa culpabilité, aucune possibilité pour son avocat de contester les charges retenues contre

lui », explique Donald Trelvor. Le journal n'a pas été autorisé non plus à participer au procès, ni même à dépêcher un avocat de son choix pour assister son envoyé spécial. Et l'on savait d'avance que la sentence ne serait pas susceptible d'être contestée en appel.

On s'interroge, outre-Manche, sur la hâte avec laquelle les autorités irakiennes ont mis le verdict à exécution. Certains estiment que le « tyran » irakien a saisi l'occasion de faire payer à la presse britannique, qui n'est pas tendre pour ses entraves aux droits de l'homme, un vieux compte en suspens. A l'infamie du crime, Bagdad n'a pas craint d'ajouter le cynisme. « Margaret Thatcher voulait Bazoft vivant. Nous le lui rendons dans une boîte », déclarait, hier après-midi, le ministre de l'Information.

D'ores et déjà, Londres prépare des mesures de rétorsion. Harold Walker, l'ambassadeur, a été rappelé et Mme Thatcher demandera à ses partenaires de la Communauté une solidarité effective.

L'Irak est un pays dur ! « Inquietant », ajoute un diplomate qui connaît bien l'Orient.

Il étonne par ses exploits : la construction des usines malgré la guerre imposée par l'Irak. Ou lancer, en décembre dernier, la première fusée arabe porteuse de satellite !

Il choque par sa brutalité : en bombardant aux gaz asphyxiants ses propres populations kurdes ou, comme hier, en exécutant Farzad Bazoft.

Sous le titre : « Irak, l'outsider dynamique », Peter Mansfield, un des meilleurs spécialistes britanniques du Proche-Orient, écrivait, il y a quelques années : « Les irakiens acceptent le fait qu'ils n'ont pas bonne réputation dans le monde occidental. Certains le regrettent, alors que d'autres s'en moquent. Mais, aucun ne peut le nier. » (1)

Longtemps, en effet, une image sinistre « colla à la peau » de Bagdad, dont le président Saddam Hussein s'est efforcé, y compris sous les bombes, de faire un centre de culture, notamment avec le Festival de Babylone : les corps de quatorze « espions », dont neuf juifs irakiens, balançaient aux gibets de la capitale le 27 janvier 1969.

« La dureté du régime n'est pas un fait nouveau », souligne un vieux routier du monde arabe. Il rappelle que depuis la chute de la monarchie hachémite, le 14 juillet 1958, jusqu'à la révolution baassiste du 17 juillet 1968, le pays a vécu une « série de coups d'Etat barbares et sanglants ».

Homme fort du pays depuis cette époque, président en titre

depuis 1979, Saddam Hussein est un peu le « despote éclairé » de la nouvelle Mésopotamie. Au service des ambitions qu'il nourrit pour lui-même et pour son peuple, il fait preuve d'un sang-froid hors du commun et d'une façon profondément radicale de traiter les opposants, qu'ils soient baassistes, communistes, chiites ou kurdes. Les Moukhabarats (services secrets) sont d'une brutalité redoutable. La survie du système est sans doute à ce prix.

La guerre avec l'Irak, qu'il déclenche après maintes provocations irakiennes, va fournir à « Saddam » l'occasion de confirmer cette détermination et ce mépris des usages. Le 27 février 1988, il bombarde Téhéran avec des missiles sortis de ses propres usines. Le 17 mars suivant, il bombarde au gaz moutarde la ville kurde irakienne d'Halabja : les cadavres de femmes et d'enfants jonchent les rues de la grosse bourgade « libérée » quelques jours plus tôt par les rebelles kurdes irakiens et leurs alliés iraniens.

« La dureté du régime n'est pas un fait nouveau », souligne un vieux routier du monde arabe. Il rappelle que depuis la chute de la monarchie hachémite, le 14 juillet 1958, jusqu'à la révolution baassiste du 17 juillet 1968, le pays a vécu une « série de coups d'Etat barbares et sanglants ».

Homme fort du pays depuis cette époque, président en titre

Le Figaro 16 mars 1990

Victoire sur l'intégrisme

La reprise de la presqu'île de Fao, l'acceptation par Kho-

L'horreur et l'indignation ont accueilli, hier matin, en Grande-Bretagne, l'annonce de la pendaison, à l'aube, de Farzad Bazoft. « C'est un crime abject », constatait, bouleversé, Donald Trelvor, le directeur de l'Observer. Douglas Hurd, le chef de la diplomatie britannique, se déclarait « consterné » devant « un acte aussi barbare ». Neil Kinnock, le leader de l'opposition, stigmatisait, de son côté, cet épisode de « sauvagerie, véritable outrage à la justice et à l'opinion mondiale ». Sir David Steel, chargé des affaires internationales au parti libéral démocrate, dénonçait « l'ef-

Condamnation unanime

Amnesty International a dénoncé l'exécution de Farzad Bazoft comme la dernière d'une longue liste « de violations graves et systématiques des droits de l'homme en Irak ». L'organisation de défense des droits de l'homme a rappelé « les tortures de centaines de prisonniers, les tortures de jeunes enfants sous les yeux de leurs parents pour les forcer à avouer, le recours aux armes chimiques pour tuer 5 000 Kurdes à Halabja en mars 1988, l'assassinat de milliers de civils et les exécutions sommaires de centaines de prisonniers ».

A Bonn, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, s'est déclaré « profondément affecté et indigné ». M. Genscher, qui avait écrit personnel-

lement au président Saddam Hussein pour lui demander la grâce du journaliste britannique, a regretté que son appel soit resté vain.

A Strasbourg, plusieurs députés européens ont demandé que la CEE prenne des sanctions économiques contre l'Irak. A l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, l'assemblée a observé une minute de silence.

A Paris, l'Association des Journalistes spécialisés sur le Maghreb et le Moyen-Orient a condamné cette exécution « au terme d'un jugement où les droits de la défense n'ont pas été respectés ».

A Téhéran, la radio-télévision nationale a annoncé sans aucun commentaire « l'exécution par le régime irakien du journaliste britannique », passant sous silence l'origine iranienne de Farzad Bazoft. (AFP.)

mejni du plan de paix de l'ONU (la résolution 598) en juillet 1988 confortent le maître de Bagdad dans la justesse, sinon dans la moralité, de sa stratégie : l'Iran cède ! La population irakienne — et, derrière elle, les Arabes effrayés par les progrès du khomeinisme — respire. Merci Saddam !

Il continue de scandaliser. D'abord en rasant des milliers d'agglomérations kurdes pour empêcher toute nouvelle collusion avec l'Iran. Ensuite en chassant, dans des conditions peu conformes au « code du travail », des centaines de milliers d'Égyptiens rendus inutiles par la démobilisation des soldats irakiens.

Les ambitions de l'Irak recommencent de préoccuper ses voisins. Fort de sa « victoire sur l'intégrisme », fier de son industrie d'armement (la première du monde arabe) et riche de son agriculture et de ses réserves de pétrole (les secondes après l'Arabie Saoudite), Bagdad retrouve une diplomatie active. Il soutient le général Michel Aoun, appuie la ligne modérée d'Arafat dans le conflit israélo-arabe et crée le Conseil de coopération arabe (CCA), qui fit si peur aux Saoudiens.

Saddam Hussein, pourtant, n'est pas seulement la bête noire d'Amnesty International.

Témoignage d'un commentateur sans complaisance : « L'Irak est un grand pays laïc. Les femmes jouent un rôle important dans la vie économique. Les chrétiens sont des citoyens comme les autres. Tareq Aziz, ministre des Affaires étrangères et troisième personnage du régime, est lui-même chrétien. »

Quant aux industriels occidentaux qui travaillent en Irak, ils soulignent le sérieux au travail et les capacités techniques de leurs interlocuteurs. Saddam Hussein y veille !

En revanche, les velléités libéralisatrices affichées dernièrement par le régime ne convainquent guère. Une personnalité arabe affirmait dernièrement : « S'il baisse sa garde, tout s'effondre. »

Car les opposants ne désarment pas. Le vent de démocratie qui souffle sur l'Europe n'est pas forcément exportable. Un diplomate conclut :

« En détruisant d'un coup les efforts entrepris depuis des mois par ses ambassadeurs pour améliorer son image de marque, Saddam Hussein a montré le peu de cas qu'il fait de l'opinion occidentale. »

Claude LORIEUX.

(1) « The Arabs », Penguin Books

Exposition

Kurdistan : le château blanc...

Discrètement mais sûrement, le comité du M.R.A.P. de Bollène nous penche sur le Kurdistan, peuple oublié de l'histoire, dignement évoqué en mairie (exposition jusqu'au 24 mars).

Une cause difficile, parce que morcelée, complexe et souvent dédaignée des médias. « Or les drames qu'elle soulève n'en sont pas moins déchirants », nous explique un responsable du M.R.A.P.

Ce bout d'Asie presque grand comme la France (530.000 km²) compte environ 20 millions d'âmes et est écartelé, depuis le traité de Lausanne (1923) entre quatre états : Turquie, Iran, Irak et Syrie. Une communauté est aussi repliée en URSS (où les droits culturels sont reconnus).

Des exilés résident au Liban, puis en Europe dont la France (une dizaine de familles sont à Bollène).

Par delà les chaînes.

En vain depuis des décennies les Kurdes essaient-ils de recoller leurs morceaux, de défendre une culture millénaire (l'usage de la langue reste interdit). Par-delà l'épreuve (évoquée sur des panneaux), tentons ici respectueusement l'ébauche d'un bonheur fugitif (au vu des mêmes panneaux).

Climat continental : 40 degrés l'été, -30 degrés l'hiver. Relief montagneux qui culmine à 5.165 m (mont Ararat). Deux fleuves : le Tigre et l'Euphrate. Deux lacs : le Van et l'Oumira. Agriculture, élevage, pétrole (Irak).



L'image immortelle d'un bonheur fugitif. (Photo J.P.)

LE PROVENÇAL 16 mars 1990

Comme tous les hommes du monde, les Kurdes sont poètes, malicieux, rêveurs. Témoin ces dictons et bouts de poésie : quand l'eau est à l'étroit, elle gronde. Le monde est une rose, sens là, passe là à tes amis. Tant que le monde sera monde, le loup guettera la chèvre. Mille amis c'est peu, un ennemi c'est trop, etc.

Poème Kurde (extrait) : en dépit des souffrances, je résisterai. Je ne suis amoureux ni d'yeux angéliques, ni de cours blancs comme le marbre. Je suis épris des rochers, des cimes perdues dans les nues, et ne donnerai aucun répit à mon ennemi... »

Pour finir, une devinette. Un château blanc sans porte ? Réponse : l'œuf... Puisse alors cette coquille fragile sauvegarder ces bribes d'espoir, qu'une telle exposition, sans esbroufe, infiltre en nos cœurs...

THE DAILY TELEGRAPH, March 16, 1990

The Daily Telegraph

181 MARSH WALL LONDON E14 9SR TEL: 01 538 5000 TELEX: 22874/5/6
TRAFFORD PARK MANCHESTER M17 1SL TEL: 061 872 5939 TELEX: 668891

A vile regime

THE execution of the Observer journalist Mr Farzad Bazoft in Iraq will long be remembered as a despicable act of a vile regime. Under its current leadership, Iraq has had an appalling human rights record. Thousands of Iraqis have been killed by their own government; torture has become commonplace. The Kurdish people of Iraq have suffered grievously; 5,000 or more were killed by chemical weapons in March 1988. The eight-year war between Iraq and Iran, started by Iraq, must rank as one of the most wasteful of modern times: countries which could have brought themselves into the modern world squandered their oil wealth on slaughtering each other's citizens.

Now, however, the Iraqis have descended one step further into barbarism. The killing of Mr Bazoft and the imprisonment of Mrs Daphne Parish have served neither the interests of humanity nor those of Iraq. They will have had the effect of bringing the abysmal record of present-day Iraq to the attention of millions throughout the world who otherwise might not have known or cared about it. These people will have received the news from Baghdad with horror and revulsion; the speed and secrecy with which the authorities there acted will have been especially shocking. Naturally these people will turn to governments for retaliatory action.

We should not pretend that there is an easy answer to the question of how liberal western democracies should react. Yesterday Mr Douglas Hurd, the Foreign Secretary, announced that the British Ambassador in Baghdad had been ordered home; all planned ministerial visits have been suspended along with training of Iraqis on Ministry of Defence courses in Britain. Many will ask, however, whether he should have gone further. While acknowledging generally the arguments about the ineffectiveness of economic sanctions and the undesirability of breaking off diplomatic relations entirely, we believe that these options, and others, should be kept under urgent review in this case.

On other occasions, in its dealings with other troublesome regimes, Mrs Thatcher's Government has been right to weigh the potential advantages and disadvantages to our own interests of taking tough action. But her Government has also taken the view that there comes a moment in relations with rogue states, such as Iraq has now become, when we should no longer do business. In this, she has reflected the detestation that our people feel for countries which exploit what they see as an inherent impotence of civilised modern nations. Iraq, therefore, should be not be left with the impression that the matter will rest; however difficult, we should encourage our allies and European partners to take a similar view. This deplorable episode will, sooner or later, have to be paid for.

QUEST FRANCE 16 mars 1990

Le témoignage de Kamal :

« Une grande prison »

« Les Irakiens vivent dans une grande prison. On tue des gens tous les jours ». Pour Kamal, réfugié kurde irakien, Farzad Bazoft est l'un des suppliciés quotidiens du régime.

« En décembre 1986, au moment des attentats de Paris, nous avons été arrêtés, des amis et moi, par des policiers français. Ils étaient agressifs et nous ont demandé nos papiers. Quand l'un d'entre eux a vu que nous étions Kurdes, ce fut tout de suite plus

détendu ». Parce que les Kurdes, tous ceux qui les connaissent bien vous le diront, sont des gens « sensibles, accueillants ». Kamal, 38 ans, Irakien réfugié en France, est de ceux-là.

L'annonce de l'exécution du journaliste britannique ne l'a pas étonné. « Depuis des années, chez nous, on tue des gens. Tout le monde est condamné à mort. Le peuple irakien vit dans une grande prison. Il attend toujours le supplice pour le lendemain ».

Et de donner des précisions sur les méthodes du président Sadam Hussein, « un paranoïaque qui a be-

soin de tuer. Il rase des villes ». Comme Ceausescu. « A Sulaimania, (région proche de la frontière iranienne qui a subi des bombardements chimiques pendant la guerre), toutes les ruelles qui mènent aux grandes rues sont bouchées. Tout est impasse pour mieux museler la population. C'est ça, on est dans une impasse. Ce peuple vit dans des murs. En un an, selon Amnesty International et Médecins du monde, il y a eu mille exécutions sommaires. Mais jamais de cadavres. Il y a tellement de morts qu'il n'y a plus assez de tissu noir pour les deuil ».

La perversion du système est telle que « les parents de tous les condamnés à mort sont déportés pendant six mois ». Des déportations qui, comme la torture, sont monnaie courante, surtout pour les Kurdes (quatre millions en Irak) qui « subissent deux oppressions. La première parce qu'ils sont Kurdes, la seconde en tant qu'Irakien.

A Kerkuk par exemple, ville kurde qui fournit 35 % de la production de pétrole irakien, le pouvoir a amené 2 à 300 000 Arabes pour travailler là alors que l'on oblige les Kurdes à quitter la ville ».

LE MONDE 16 mars 1990

Les droits de l'homme vus par Bagdad

Exécutions, disparitions, arrestations, torture d'opposants de tout bord, répression implacable du mouvement autonomiste kurde, utilisation d'armes chimiques... : même s'il est loin d'être le seul régime - dans et hors de la région - à ne pas considérer les droits de l'homme comme une préoccupation première (et c'est un euphémisme), le gouvernement irakien de Saddam Hussein est l'un de ceux qui reviennent le plus souvent dans les dramatiques inventaires des horreurs du monde régulièrement publiés par les organisations humanitaires internationales.

Les dernières en date des « inquiétudes » manifestées par ces organisations datent du mois dernier. Le 19 février, Amnesty International s'était ainsi déclarée, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, « profondément inquiète » du sort de centaines de personnes revenues en Irak après les « amnisties » prononcées par Bagdad à la suite du cessez-le-feu conclu avec l'Iran en juillet 1988 (*le Monde* du 21 février). L'organisation citait des « rapports » concernant des arrestations, et même des « disparitions » de personnes susceptibles de bénéficier de ces amnisties, parmi lesquelles des Kurdes et des chrétiens assyriens.

L'un des régimes « les plus brutaux »

Presque au même moment, le régime du président Saddam Hussein était dénoncé par une organisation américaine de défense des droits de l'homme, Middle East Watch, comme étant l'un des « plus brutaux et répressifs » à l'heure actuelle. « Etat policier bien organisé » ayant supprimé « la plus petite expression de dissension » dans le pays : tel était le jugement de cette organisation qui faisait le bilan de vingt ans de pouvoir du parti Baas.

Mais c'est peut-être au Kurdistan que s'est révélée de la façon la plus spectaculaire la conception irakienne - ou tout du moins celle du pouvoir - des droits de l'homme. Les autorités ont, en effet, utilisé tous les moyens possibles, et le plus implacablement, pour réprimer toute velléité de véritable autonomie dans cette région du nord du pays.

Politique de la terre brûlée, mais aussi gazée : l'armée n'a pas hésité à raser des villages entiers et à déporter leurs habitants vers des villes de regroupement pour tenter d'éliminer tout foyer de rébellion, tandis que l'aviation utilisait des armes chimiques pour « punir » la population kurde de ce que Bagdad considérait comme de la « collaboration » avec l'ennemi iranien.

Et, si le régime peut se targuer aujourd'hui de ce que « le calme règne au Kurdistan », c'est indubitablement dû à ces méthodes plutôt qu'à un quelconque « ralliement » de l'ensemble de la population kurde.

LIBÉRATION 16 mars 1990

Turquie : couvre-feu

Le couvre-feu a été instauré hier matin à Nusaybin (sud-est de la Turquie), près de la frontière syrienne, après les affrontements qui ont eu lieu aux obsèques de deux des quatorze séparatistes kurdes tués mardi lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre. Selon l'agence Anatolie, ces nouveaux incidents se sont soldés par un mort et cinq blessés.

LE MONDE 16 mars 1990

Barbarie

La sinistre dictature irakienne se surpasse une nouvelle fois dans l'horreur. Justifiant une réputation de cruauté solidement établie, le régime de Bagdad a annoncé jeudi matin 15 mars l'exécution du journaliste Farzad Bazoft, condamné à mort samedi dernier pour « espionnage » au profit d'Israël et de la Grande-Bretagne. Le président Saddam Hussein sera donc resté insensible aux nombreux appels à la clémence lancés en faveur du jeune reporter de l'« Observer », d'origine iranienne qui croupissait depuis six mois dans ses geôles. Ni le roi Hussein de Jordanie, ni Yasser Arafat - les meilleurs amis arabes de Bagdad - n'auront pu faire fléchir le cruel mégalomane qui règne depuis onze ans à Bagdad.

La fin de non-recevoir opposée mercredi par le président irakien au chef du Foreign Office, M. Douglas Hurd - qui souhaitait se rendre à Bagdad pour s'entretenir du sort de Farzad Bazoft -

laissait soudain craindre le pire. Mais la rapidité d'exécution de la sentence visait aussi clairement à prendre de vitesse l'émotion grandissante de la communauté internationale. Et le ministre irakien de l'information s'est même permis une note d'humour macabre en déclarant après l'exécution : « Mme Thatcher voulait qu'il [Bazoft] reste en vie. Nous lui avons donné le corps... ». Pour justifier l'inqualifiable, Bagdad ne recule devant aucun artifice de propagande. Jeudi matin, son agence d'information publiait les « aveux complets » du journaliste.

OR tout porte à croire que cette confession a été extorquée sous la torture à un homme tenu au secret depuis six semaines et à qui on avait refusé le secours d'un avocat britannique. Le seul « crime » commis par le supplicié fut d'avoir voulu, avec un zèle imprudent, décrocher un « scoop » en enquêtant d'un peu trop près sur une affaire troublante, l'explosion - restée inexpiquée - et qui fit quelque 700 morts dans une usine d'armements en août 1989.

La barbarie n'a - hélas - rien

de surprenant de la part d'un régime policier pour lequel la répression sanglante et les assassinats d'opposants politiques, à l'intérieur comme à l'étranger, sont de longue date une méthode de gouvernement. Les organisations de défense des droits de l'homme n'ont cessé depuis des années de dénoncer la brutalité en vigueur à Bagdad.

POUR ne citer qu'un exemple, chacun garde à l'esprit les terribles images de civils - dont de nombreux enfants - saisis par une mort instantanée lors des bombardements chimiques d'une ville du Kurdistan en mars 1988. La victoire de l'Irak dans la guerre du Golfe n'a fait qu'accentuer le culte de la personnalité qui entoure son maître.

Le monde civilisé réagira-t-il, avec la fermeté souhaitée, à ce nouveau déni de justice ? Dans le passé, l'Occident - et notamment la France - n'a que trop fermé les yeux sur les abus commis à Bagdad. A l'heure où un vent de liberté souffle un peu partout dans le monde, les richesses pétrolières de l'Irak - troisième producteur mondial d'or noir - ne devraient pas suffire à lui assurer l'impunité.

'Mrs Thatcher wanted him alive: we gave her the body'

British outrage after Iraqis hang journalist

By Anton La Guardia and George Jones

BRITAIN yesterday ordered its ambassador to Iraq to return home immediately after Mr Farzad Bazoft, an Observer journalist, was hanged on charges of spying for Israel. Amid international outrage at the execution, Mrs Thatcher told MPs: "This is a very, very grave and serious matter. The Iraqi government's action is an act of barbarism which is deeply repugnant to all civilised people." But Mr Latif Nassif Jassem, the Iraqi Information Minister, gloated over the execution, saying: "Mrs Thatcher wanted him alive, we gave her the body.

"Britain should realise that the psychology of the Iraqi leadership after eight years of war does not crumble under pressure."

Britain later cancelled a planned visit to London by Mr Jassem.

Despite the horror expressed from all sides of the Commons, Mr Hurd, Foreign Secretary, announced only limited measures to show its anger at the execution of the Iranian-born journalist and the 15-year sentence passed on Mrs Daphne Parish, a British nurse who was accused of helping Mr Bazoft.

Mr Harold Walker, the British ambassador in Baghdad, was ordered home and ministerial visits were suspended. Six Iraqi military students will be expelled from Britain.

The sanctions stopped short of breaking off diplomatic relations or suspending British trade with Iraq, worth £450 million last year.

Mr Hurd, with the support of several MPs, said that a break in diplomatic ties with Iraq could put at risk 2,000 British citizens living there and hamper efforts to win the release of Mrs Parish and another Briton, Mr Ian Richter, who was arrested in 1986 and sentenced to life imprisonment for alleged bribery.

"At a time when the international scene shows many signs of hope and humanity, we have been reminded that there are still regimes capable of such cynical disregard for human

rights," said Mr Hurd. But he told MPs that economic sanctions would do more harm than good.

Reflecting frustration at Britain's inability to halt the execution despite international appeals for clemency, Mr Hurd later told BBC television: "It was much more satisfying in some ways to be a Foreign Secretary in Palmerstonian times, when gunboats were available and could be sent.

"But it is only in the media that people are nostalgic for that and argue sometimes as if that were still possible. It's not possible."

Mr Bazoft was hanged at Abu Ghraib prison, on the outskirts of Baghdad, just after 10 am local time yesterday. Mr Robin Kealy, the British consul, was allowed to see him before the hanging.

"He was dressed in a one-piece Arab dress. He looked hollow-eyed and subdued," said Mr Kealy in a BBC radio interview. Mr Bazoft had again denied that he was a spy and passed on a written message and several oral messages which the embassy has forwarded.

Mr Bazoft, a 31-year-old Iranian exile travelling with British documents, and Mrs Parish, 52, were arrested in September after he visited a secret Iraqi military base south of Baghdad.

He was investigating reports of an explosion the previous month which was said to have left several hundred dead. He managed to take photographs, make sketches and take soil

The stateless exile — P2
Editorial Comment — P16
Saddam's sadism — P17

samples. Mrs Parish had driven him to the site.

The two were sentenced on Saturday by a revolutionary court. An Iraqi named only as Rahim, was given a 10-year sentence for giving "state secrets" to Mr Bazoft.

The only appeal from the court was a direct plea to President Saddam Hussein, one of the most ruthless rulers in the Middle East.

Miss Michelle de Vries, Mrs Parish's 21-year-old daughter, who has been allowed to visit her mother in Iraq, said yesterday: "She sent her love to me and my family and said things were worse for us than they were for her.

"I was shocked, outraged and very distressed to hear the tragic news this morning about poor Mr Bazoft's execution. My deepest sympathy goes out to his friends and family."

Miss de Vries said she "fully supported" the Government's measured response to the execution.

"Diplomatic relations cannot be broken off, as I believe it would have distressing consequences for my mother and I believe there's another British prisoner in Iraq and we have his welfare to consider also," she said.

Britain mobilised a huge diplomatic campaign to save Mr Bazoft and reduce Mrs Parish's sentence. The Govern-

ment sought help from many countries and organisations including the EEC, the United Nations, the Commonwealth, the Arab League, the Palestine Liberation Organisation, the Soviet Union, Jordan, Saudi Arabia, Egypt and North Yemen.

But Dr Azmi Shafiq al-Salihi, the Iraqi ambassador in London, was defiant yesterday.

"We refused the pressure," he said in a BBC radio interview, "Those who want clemency should say 'please' before they ask for clemency, not to put pressure on my leader and my country."

On Wednesday, President Hussein said during a visit to northern Iraq: "He (Mr Bazoft) was a British and Israeli agent and they are making a lot of fuss thinking we will be afraid. But we are not afraid at all."

Baghdad newspapers published copies of what they claimed were signed confessions by Mr Bazoft and said he was controlled by a mysterious British spymaster called "Michael". Mr Bazoft had allegedly toured Iraq during the bloody eight-year war against Iran, seeking intelligence.

The Foreign Office dismissed the claims.

The Government dismissed rumours that Mr Bazoft had been working for the Special Branch in this country.

According to Mr Waddington, Home Secretary, he had

telephoned the Metropolitan Police four times — once in 1987, twice in 1988 and once last year. He rang as a member of the public offering information on subjects which had nothing to do with Iraq.

There was strong condemnation yesterday of the execution from European countries, international journalist organisations and trade unions. Mr Donald Trelford, editor of the Observer, said he was "horrified and incredulous" and called on the world's media to boycott Iraq.

The European Parliament in Strasbourg observed a minute's silence. Britain's EEC partners said in a joint statement they were "utterly dismayed" and "profoundly disappointed" by the execution.

The UN Secretary General, Señor Javier Perez de Cuellar, who made an indirect appeal to President Hussein, said: "I deeply regret the execution."

The Government has reasons for wanting to avoid a break in diplomatic relations with Iraq, which is one of the emerging powers in the Middle East; it has the largest army in the Arab world.

A rift with Baghdad would leave Britain dangerously isolated in the region. It has no relations with Iran, Syria or Libya. An unspoken factor in the Government's measured response is that Mr Bazoft is Iranian, not a Briton.

Iraq is Britain's fourth-largest trading partner in the Middle East, and its ambitious reconstruction programme has raised the prospect of lucrative contracts for British firms.

Companies exporting to Iraq include British Aerospace, British Gas, Land Rover, Unilever, pharmaceutical group Glaxo, and the construction group John Lang.

NEI, taken over by Rolls-Royce last year, won a £75 million contract in 1988 to supply and install four oil-powered electricity generators.

In the Commons, the Government rejected a call from Mr George Robertson, a Labour foreign affairs spokesman, that Britain should reconsider £250 million trade credits offered to Iraq.

Mr Hurd told MPs that the Government and Birmingham Chamber of Commerce had withdrawn support from a trade mission which was due to have gone to Iraq.

Mr Hurd met King Hussein of Jordan last night and thanked him for interceding with President Hussein. Mr Waldegrave, Foreign Office minister, expressed similar gratitude to the Palestine Liberation Organisation during a meeting last night with Mr Bassam Abu Sharif, a senior PLO official.

Of the six Iraqis being expelled, four are at Sandhurst and two at HMS Dryad, a Navy training school at Cosham, near Portsmouth.



Journalists on silent vigil outside the Iraqi embassy



Mrs Thatcher: 'very serious matter'

THE INDEPENDENT

16 mars 1990

Drawing back the veil on a republic of fear

IT SHOULD perhaps not have been so surprising that a state which holds that the crime of insulting the president is punishable by death would not shrink from executing a man convicted, however unconvincingly, of being a foreign spy.

Friends and colleagues of Farzad Bazoft and the British Government had nevertheless hoped that political pragmatism and a regard for international standards of behaviour might have overcome President Saddam Hussein's desire to appear ruthless before his people and those of the Arab world.

Mr Bazoft thus became the latest of many thousands of victims of a state described in the title of a political history published anonymously last year by an exiled Iraqi dissident as "the republic of fear".

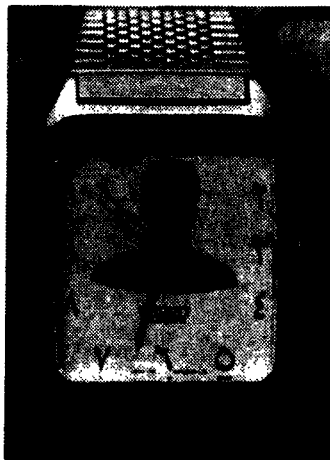
To partisans of *realpolitik*, Mr Saddam has succeeded in welding together the disparate elements of the modern Iraqi state — Sunni, Shia and Kurd — into a unified nation with, for the first time, a unified national purpose. But the cost has been enormous in terms of lives and suffering and also in the emergence of a Saddamist cult of personality that appears curiously anachronistic in the light of the collapse of dictatorships in Eastern Europe and elsewhere.

It is a cult that has many manifestations — father of the people, leader of the Arab world, a friend of children and a defender of the rights of women and the poor. But it is a cult in which, above all, passion and compromise are seen as signs of weakness. In a more literal sense than in the case of other dictators, Mr Saddam sought power through the barrel of a gun.

He was a member of a Baathist hit-squad that attempted unsuccessfully in 1959 to assassinate the then Communist-backed military president, General Qassem. The official version is that, after the attempt, Saddam shot his way out of a security forces ambush and managed to escape abroad.

The Baath Arab Socialist Party was not to gain power for another decade, and even then Mr Saddam remained in the background, ruthlessly consolidating his power within the party apparatus until, in 1979, one year before he launched an eight-year war against Iran, he edged aside

Harvey Morris, Middle East Editor, examines the 11 years of suffering that have marked the dictatorship of Iraq's President Saddam Hussein



The president encouraged a cult of personality, typified by this watch

the head of state, Hassan Al-Bakr, to take over the presidency.

In succeeding years he has governed almost uniquely through decree, a process only partly justified by war. The state he took over is divided almost equally between Sunni and Shia Muslims. The Sunnis, however, include a large Kurdish minority which has struggled for greater autonomy within the Iraqi state since it was denied its own independence by the great powers in the breakup of the Ottoman Empire that followed the First World War.

Mr Saddam himself is an Arab Sunni from the town of Takrit and his power base has been for the most part his own Takriti clan. Although some Shias have risen to prominence, it is the religious Shia and the Kurds who have suffered most under his rule.

Even before the Gulf War began, Mr Saddam had expelled thousands of Iraqi nationals because they were suspected of being active within the Shia community. The leading Shia cleric, Ayatollah Baqr al-Sadr, was summarily executed, on the grounds that Shia Islamic militants were trying to overthrow the state.

Those within the regime who crossed the President have also received rough justice. A former health minister who suggested Mr Saddam might temporarily step



A former soldier in Babylon who shows his loyalty to President Saddam Hussein by painting portraits of Iraq's leader in his blood. The president has several of the pictures Photograph: Tom Stoddart/Katz Pictures

down to allow a settlement of the Gulf War was shot dead.

Human rights organisations, such as Amnesty International, have accused the Baghdad regime of thousands of cases of torture, detention without trial and unlawful executions. Amnesty said young children had been tortured in order to force their parents to confess.

The most merciless act of the regime came to light just two years ago, however, when Western journalists entered the Iranian-occupied town of Halabja to find the bodies of some 5,000 Iraqi Kurds killed by chemical and nerve gas dropped from Iraqi planes.

Despite international protests that followed, the Iraqi government used similar weapons against civilian Kurds in the summer of the following year, forcing thousands of surviving families to flee to Turkey and Iran. It was part of Mr Saddam's final solution to a long-standing problem, justified on the grounds that the Kurds had betrayed their country during the Gulf War.

Although human rights organisations and the Western media have pursued allegations against Iraq, the Saddam regime has escaped relatively unscathed in international forums. In the closing stages of the Gulf War, the Western powers were reluctant to raise criticisms that might deter Baghdad from settling the conflict. Legislation introduced by the US senator Clayborne Pell, imposing sanctions on Iraq in response to the perceived genocide, was skilfully squeezed out by the Rea-

gan administration. Iraqi diplomats also carried out the remarkable coup of having Iraq's name removed from the list of most persistent human rights offenders before the UN Commission on Human Rights, a feat they repeated for the second time this month.

During his 11-year presidency, Mr Saddam's regime has undergone a metamorphosis — not of method but of style. In the 1970s and into the early years of his formal presidency, Iraq posed as the scourge of Western imperialism and as the most staunch opponent of compromise in the Arab-Israeli conflict. Once the war was under way, this gradually changed.

When the Soviet Union withheld military supplies while Iraq was on Iranian soil, Baghdad turned to new allies, mainly France and others in the West, and to Jordan and Egypt, which had previously been denounced as the stooges of imperialism.

The conservative states of the Arab Gulf, feeling themselves under threat from the Iranians, provided the cash that enabled Mr



Saddam to fight the war. The Americans, equally at odds with the ayatollahs in Tehran, sided openly with Baghdad, fighting the Iranians at sea and providing the Iraqis with war intelligence.

In the latter stages of the war, Mr Saddam also shifted away from the previously centralised economy of the Baathist state and towards greater economic liberalisation: when the war was over, there was even talk of restoring democracy, although the image remained more significant than the reality. In a region afflicted by "mad mullahs" and the antics of the Libyan leader, Colonel Gaddafi, here perhaps was a man with whom the West could hope to do business.

The Gulf War was a close-run thing. Iran fought back the Iraqi *blitzkrieg* of September 1980, and from 1982 held the upper hand. Mr Saddam was prepared to sue for peace at almost any price. But a combination of Iranian ineptitude and obstinacy, coupled with international pressure, forced Tehran to abandon the war.

Mr Saddam emerged claiming

victory and demanding acknowledgement as the saviour and defender of the Arab cause. He does indeed enjoy widespread popularity in the Arab world and even countries that fear his arrogance fear the Iranians more.

Since the ceasefire of August 1988, there has been a steady Ceausescu-isation of the Saddam regime. Out have gone the Baath socialist slogans to be replaced by references to Iraq's glorious past.

Babylon has been rebuilt in efigy and a family tree has been commissioned to prove that Mr Saddam al Takriti is in fact Saddam Hussein al Hashemi; Hashemi is a descendant of Mohamed, like his "cousin" King Hussein. A statue of the late King Faisal, once execrated as a stooge of the British, has been restored to its former place and streets bearing the dates of Baathist revolutions have regained their old monarchist names.

These developments may be dismissed as the pragmatic tactics of a dictator seeking to legitimise his rule, but they have all the hallmarks of the megalomania and

dynasticism that marked the worst of the East European regimes. Iraq, however, is not a communist domino waiting to fall.

Mr Saddam has ensured that, during the war at least, Iraqis have been relatively well-fed and clothed. The cost of this and the war has been enormous. Iraq owes some \$80bn (£50.6bn), half of it to the West and half to the states of the Gulf, and the latter may never see their money.

Despite these grave economic factors, Mr Saddam has not forsaken his taste for the grandiose. He wants long-range missiles and has even, it is claimed, put a rocket into space. He also wants to be loved by the people and so his secret police ensure that all he sees is their adulation.

Thousands killed in reign of terror

PRESIDENT Saddam Hussein, during his 11 years as leader of Iraq, has tightened his iron grip on power with a ruthlessness that ranks alongside the world's most brutal tyrants.

Horrifying testimonies of tor-

ture and executions to obliterate internal opposition have been recorded. The most infamous act of all was the massacre of 5,000 Iraqi Kurds by chemical weapons in the Iranian-occupied town of Halabja two years ago tomorrow.

An estimated 2 million Iraqis, from a population of 14 million, have gone into exile. Those who stay and criticise or question the regime disappear for a while; sometimes they return with scars to show why they have been away; often, their bodies are dumped on the steps of their homes as another warning to others.

Thousands of civilians have been killed and hundreds of prisoners executed. Many have died under torture.

Amnesty International compiled a report on torture in Iraq between 1982 and 1984. One case was that of a 44-year-old man held in jail from May 1982 to March 1984 and tortured frequently. The entrance to the torture chamber was marked with a mat that proclaimed "welcome" in English.

During his imprisonment he was given electric shocks all over his body and burnt with cigarettes, gas burners and electric hot plates. He was hung from a ceiling while handcuffed and stretched on a special machine with his hands and feet tied.

Another report by the human rights organisation last February was devoted to the treatment of children, tortured in front of or

within earshot of parents to make the parents "confess".

One case is of a 73-year-old mother whose sons and daughters were beaten on the soles of their feet and subjected to electric shocks to make her talk. There is evidence of babies being kept in cells next to their mothers and deprived of milk.

Many of the children detained simply disappear without trace. Human rights organisations know of 344, but the number is probably much higher.

During the Gulf war, deserters when caught were taken back to their home villages or districts to be shot, and their relatives were then charged for the ammunition used — 11 Iraqi dinars (£25).

THE INDEPENDENT

March, 16 1990

Britain recalls ambassador but rejects trade sanctions after reporter's execution ;

Baghdad minister declares : 'Thatcher wanted Bazoft alive. We gave her the body'

Iraqi 'barbarism' denounced

By John Pienaar
Political Correspondent

THE GOVERNMENT backed away from full-scale retaliatory sanctions against Iraq yesterday after the *Observer* journalist Farzad Bazoft was hanged as a spy. The British Ambassador was recalled to London, and Margaret Thatcher denounced the execution as an "act of barbarism".

The 31-year-old Iranian-born reporter was executed in a Baghdad jail yesterday, despite international appeals for mercy led by Britain, the United Nations and the heads of three Arab states.

British ministers were said to have been "driven wild with anger" at a statement by an Iraqi minister that "Thatcher wanted him alive. We gave her the body." But the Cabinet decided against any action that could promote a crisis in relations with Iraq, compromising the 2,000 British nationals in Iraq and further imperiling Daphne Parish, the British nurse sentenced to 15 years' imprisonment for driving Mr Bazoft to an Iraqi military installation, and Ian Richter, another jailed Briton.

There was also open acknowledgement that the Government was unwilling fruitlessly to disrupt trading relations with Iraq, worth nearly £360m last year, and new

credit facilities worth £250m.

Azmi Shafiq Al-Salhi, the Iraqi Ambassador in London, said: "Those who want clemency should say 'please'." He described Mr Bazoft as an Iranian and dismissed his execution as the killing of an enemy in war.

In a subdued House of Commons, the Prime Minister described Iraq's actions as "an act of barbarism which is deeply repugnant to all civilised people".

Douglas Hurd, the Foreign Secretary, announced to MPs that Harold Walker, the British Ambassador, had been recalled and six Iraqi students on military courses in the UK were being sent home. A trade mission to Iraq from Birmingham had been postponed, and two planned visits by Iraqi ministers had been "suspended".

Mr Hurd dismissed the options of breaking off diplomatic relations and such economic sanctions as the cancellation of export credit facilities. Instead, Britain was seeking expressions of support from the European Community and other friendly states.

It was confirmed last night that Mr Bazoft had served 12 months of an 18-month jail sentence for robbery at a building society. He was tried at Northampton Crown Court in 1981 after threatening to detonate a dummy bomb.

In the Commons Mr Hurd firmly discounted rumours about

Mr Bazoft's bona fides, recalling the reporter's profession of innocence "in the last hours of his life". Mr Hurd said: "By their action, the Iraqi authorities have blackened the name of Iraq across the world. We made a strenuous and prolonged effort by many means to save Mr Bazoft's life. The comments we have made have been measured and reasonable throughout."

The minister went farther in an interview with BBC 2's *Newsnight* programme: "We don't confer any benefit on Iraq by trading. Businessmen go from this country to many disagreeable, dangerous parts of the world earning our bread, keeping people in work in this country."

"It was much more satisfying to be a Foreign Secretary in Palmerstonian times, when gunboats were available and could be sent. If we thought economic measures could in some way change the activities, the policies of the Iraqi regime, that would be a different matter. It wouldn't."

That approach had already been widely endorsed by Conservative MPs, although the opposition parties and some Tories said the Government should have gone farther, at least to expel the Iraqi Ambassador. "I came to the House thinking politics was about

ideas," said one Tory MP later. "Politics is about money. You decide about the money, and then make the ideas fit."

Michelle de Vries, the daughter of Mrs Parish, supported the Government's restrained approach, saying it was the best way to protect her mother. Iraq granted her a visa yesterday to visit her mother in a Baghdad prison.

Donald Trelford, editor of the *Observer*, led a vigil outside the Iraqi embassy in London yesterday. Colleagues said prayers at his desk, which became a shrine strewn with flowers and farewells.

THE INDEPENDENT, march 16 1990

Foreign Office showed little sense of urgency

By Sarah Helm

THE FOREIGN OFFICE in London appeared yesterday to have been quite unprepared for the suddenness with which the execution was carried out, just six days after the trial, and the absolute disregard for all international appeals which the action has demonstrated.

William Waldegrave, the Foreign Office minister, displayed little sense of urgency in the Commons on Monday when in response to calls for him to "get tough" on the Bazoft question he replied that the Government would consider all connections between Britain and Iraq "as events unfold".

He also said of Iraq on the same day: "She can be in no doubt about the damage that would be done to her standing in the world, let alone to her relations with the United Kingdom, if these unacceptable sentences were to be confirmed."

But the ruthlessness of the execution has starkly illustrated the dangers of assuming that through exerting such pressure Britain can exercise any influence over a country like Iraq or that it can appeal on the basis of shared values.

Even yesterday the Foreign Office was insisting that the messages coming out of Iraq were not all bleak and the chances of a reprieve were still there. Although President Saddam Hussein had rejected a request from Douglas Hurd, the Foreign Secretary, to visit Baghdad this week, and had accused Britain of "spying", officials were still insisting that Mrs Thatcher's personal plea for clemency was being seriously considered in Baghdad.

Britain is certain to be criticised in some quarters for failing to take

stronger measures sooner, and for apparently failing to anticipate the swiftness of the execution. However, the Government is also facing accusations that it did too much — exacerbating the situation by going too public. There have been hints from Iraq that even the limited pressure that was exerted may have only served to harden Iraq's determination to flout international opinion.

Asked in a radio interview if the pressure actually helped lead to the execution, the Iraqi ambassador to London, Dr Asmi Shafiq Al-Salihi, said yesterday: "The media pressure and political pressure are not good always and we refuse them."

As for the response to the execution, it is clearly the least Britain could do. But the Foreign Office has been swift to point out that it has had to weigh the impact any moves might have on the treat-

ment of Daphne Parish, who is now starting a 15-year prison sentence, and on the treatment of another British prisoner, Ian Richter, a businessman, who in a separate case was arrested in 1986 on bribery charges and sentenced to life. It is important to maintain diplomatic relations with Iraq to exercise influence over these cases, officials say.

On the Foreign Office scale of outrage, the Bazoft case clearly rates well below the circumstances which led to the breaking off of diplomatic relations with Libya in 1984 when Yvonne Fletcher, a British policewoman, was shot dead during the Libyan Embassy siege and well below the breaking off of relations with Syria following the Hindawi affair, when Syria was suspected of backing an attempt to blow up an Israeli airliner.

Last year, Iran broke off diplomatic relations with Britain over the Salman Rushdie affair.

The Bazoft case had always been complicated by the fact that he was not a British citizen, although he was travelling on British papers. But the Government insists that it did everything it could to intervene with the Iraqis. Before the trial opened last Thursday there had been more than 50 separate representations to the Iraqi authorities — the major concern at this stage being the need to secure a fair trial.

It was not, however, until 21 February that the Prime Minister wrote to President Hussein to express her direct concern about the two cases. And it was not until the sentences were announced that the appeals were made to other Arab and Western leaders to exert influence on Iraq.



Daphne Parish: 15-year sentence

were believed to be up to 700, and it emerged that a number of Egyptian technicians were among the dead and injured.

All the sources confirmed the Kurdish claim that the explosion had taken place on 17 August. Intelligence sources have since said that the United States has satellite photographs of the fire caused by the explosion. The plant is believed to be part of Iraq's ballistics programme, possibly testing rocket fuel.

The first published report of the explosion, quoting these sources, appeared in *The Independent* on 6 September, the day that Farzad Bazoft arrived in Baghdad at the invitation of the Iraqi government to cover elections in the Kurdish "autonomous" zone, an event widely regarded outside Iraq as a public relations exercise in view of the continuing conflict in the region.

For several days, the Iraqi authorities were silent on the explosion report before issuing an anodyne statement reporting a relatively minor incident at a factory in Baghdad in which 19 people were killed.

In the meantime, Mr Bazoft and British colleagues tried to check out the report further. In a country obsessed with security and in which even diplomats of friendly countries are confined to a small radius around the capital, they had little chance of reaching the explosion site. An ITN crew were among those turned back.

Mr Bazoft hit on the idea of asking a friend, Daphne Parish, a nursing administrator at a private hospital in Baghdad, to drive him to the scene. He apparently posed as an Indian doctor. It must be assumed that Mr Bazoft was either followed or that Iraqi secret police became aware of his activities at the plant. It was not until 15 September, however, as he was about to board a plane for London that he was arrested.

During his stay, he was in touch with the *Observer* about his explosion inquiries and made no secret to British colleagues that he was following the story.

Whether or not the Iraqi authorities believe their own evidence against Mr Bazoft, there is no mistaking Baghdad's paranoia about security and espionage. This is particularly so since 1981, when an Israeli air-raid destroyed Iraq's nuclear facility near Baghdad.

As work on its ballistic programme progressed, Iraq clearly feared a repeat attack, and may have assumed that the 17 August explosion was sabotage and that Mr Bazoft was there to check the results.

Explosion that led to ill-fated mission

ON THE morning of 5 September last year, the London spokesman of an Iraqi-Kurdish rebel group contacted *The Independent* to pass on reports of a major explosion at a military establishment near Baghdad in which, it was claimed, up to 2,500 people had been killed.

Although the source was well-known to the newspaper, the alleged death toll and the fact that the Kurdish rebels were engaged in a propaganda as well as a military

By Harvey Morris
Middle East Editor

war against Baghdad, meant that the claim had to be treated with scepticism.

Checks were therefore made with diplomatic sources in Washington and the Middle East and through sources in Cairo. All confirmed that such an incident had taken place at the Al-Hillah plant south of Baghdad, but details were sparse. Casualties

The Times March 16 1990



1 Pennington Street, London E1 9XN Telephone: 01-782 5000

RESPONDING TO BARBARISM

Do the security authorities in Baghdad observe such niceties as the completion of death certificates? Did the prison doctor who examined Farzad Bazoft's body early yesterday morning hesitate when he came to the line which said "Cause of death?" What did he eventually write down - judicial murder or xenophobia?

There are always more questions than answers. A great many of those posed since the announcement of the death sentence at the weekend have now become idle. The question of whether journalists and others should have picketed the Iraqi Embassy has become academic. It no longer much matters whether Mrs Thatcher and Mr Kaufman and some newspapers initially said too much or too little, or whether they found the right words and the appropriate key in which to express them. The Foreign Secretary judged the mood of the Commons impeccably yesterday, and the measured tone of his statement was matched by the response of the Opposition parties.

Since the weekend, nobody with even the sketchiest knowledge of Iraq's record on human rights has had grounds for anything but pessimism. Freedom of speech, freedom of the press, freedom of assembly and association are virtually non-existent. For many years, execution has been the established remedy for dealing with political and military opponents of the regime. There have been cases of families learning that one of their members had been executed only when the security services returned the body and required the family to pay a fine.

It was also known long before the events of the last few days that security cases are handled by the revolutionary courts and that these special tribunals are exempt from constitutional safeguards of defendants' rights. Prisoners are held incommunicado, and confessions extracted by torture are admissible. Appeal lies only to the chairman of the Revolutionary Command Council, who also happens to be the state president.

President Saddam Hussein's various pronouncements have made plain the depth of Iraqi xenophobia. It was fuelled in this case not only by their hatred and fear of Israel, but by their historic resentment at the role this

country played in the Arab world. When all the necessary things have been said, there remains the infinitely more difficult question of what is to be done, and by whom. Mr Hurd's carefully crafted statement to the Commons could not conceal the fact that the Government does not have a great deal of room for manoeuvre. We are recalling our ambassador. Planned ministerial visits have been suspended. Iraqi students currently on Ministry of Defence courses are to be sent home.

Beyond this, things begin to get difficult, and for two reasons. The first is that there are still two British subjects in Iraqi jails and another 2,000 or so British nationals living and working in the country. To have sent the Iraqi ambassador packing, as some have suggested, would have been a satisfying gesture, but it would also have been to invite certain diplomatic retaliation, and that would have done nothing at all for the representation of British interests in Baghdad.

The second reason relates to trade, where the balance lies heavily in Britain's favour. Mr Hurd was urged in the Commons yesterday to consider sterner economic measures, which in this case would principally mean the withdrawal of credits. The Foreign Secretary was right to invite the House to think through the consequences of such an action. Would it remove the present regime? Clearly not. Would it in any way affect its policies? That would be highly unlikely. Would it do more harm to Britain than good? Mr Hurd's judgement was that it would, and there was scarcely a dissenting voice.

The Foreign Secretary declared to the House that by its action the Baghdad authorities had blackened the name of Iraq across the world. It so happens that the execution of Mr Bazoft marked a grim anniversary. It is exactly two years since the Iraqi air force carried out an extensive chemical bombing raid on the Kurdish town of Halabja, killing 5,000 people and maiming another 7,000.

The regime of Saddam Hussein seems as impervious to outside opinion today as it was through the horrors of the Gulf War. The civilized world must for all that cry out against this latest act of barbarism.

THE INDEPENDENT Friday 16 March 1990

Britain has secret agreement over terrorism

FOR SEVERAL years there has been an informal secret agreement between the governments of Britain and Iraq that Baghdad will not mount terrorist operations on British soil.

Its existence is a recognition, on the one hand, that the Saddam Hussein regime is capable of international terrorism, while on the other, it gives a measure of the pragmatic working relationship that has been established between London and Baghdad.

Britain has been fully aware of the nature of the Iraqi state and its involvement in terrorist activities, and yet Iraq has generally escaped the measures imposed against such so-called "pariah" states as Libya, Syria and Iran. In 1978, when the Iraqi regime was still in its ultra-Baathist, anti-imperialist phase, 11 Iraqi diplomats were expelled from London for organising terrorist activities and smuggling weapons. The 1980 siege of the Iranian Embassy in London, which was broken by the SAS, was known to be an Iraqi-sponsored operation, although the perpetrators were ostensibly dissident Iranian Arabs.

In 1982, an Arab hit-squad which shot and seriously wounded the Israeli Ambassador, Shlomo Argov, outside a London hotel — an act which arguably provided the motive for the Israeli invasion of Lebanon a few days later — was traced back to the Iraqis.

As late as 1986, a post-mortem examination on a London-based Iraqi businessman who died after dining with visitors from Baghdad at a London restaurant, showed that the body contained Thalium — a poison known to be favoured by the Iraqi secret service.

Despite the evidence against Iraq, relations have nevertheless tended to improve, particularly since the outbreak of the Gulf war in 1980.

For both sides, it was a pragmatic relationship based on both trade and diplomacy. Iraq wanted British technology; British firms wanted the business; Iraq wanted British diplomatic support in a search for a settlement of the Gulf War; Britain wanted to regain influence in a region where Western standing had suffered with the overthrow of the Shah and his replacement by an unpredictable, potentially dangerous regime.

British imperialism had carved Iraq out of the ruins of the Ottoman Empire, but British influence had dissolved with the revolution which ousted the Iraqi monarchy in 1958. It was a slow job back over more than 20 years to a new working relationship.

By Harvey Morris
Middle East Editor

The importance of the relationship was also underscored by the collapse of relations with other states in the region — with Libya over Britain's assistance in the US bombing of Tripoli, and with Syria over the foiled attempt to plant a bomb on an Israeli airliner at Heathrow. Relations with Iran, meanwhile, had been fraught since the revolution and were finally broken last year over the Salman Rushdie affair.

Despite unease about Iraq's internal repression and its development and use of chemical weapons and missilery, Britain has, nevertheless, remained keen to keep the relationship on an

even keel. It is now Iraq's third biggest trade partner and Iraq has given Britain preferential treatment by not requesting, as it has of all other creditors except the United States, a rescheduling of its debt. Underlying Britain's pragmatism is the knowledge that, after Saudi Arabia, Iraq possesses the largest oil reserves in the world. British strategic thinkers, therefore, see Iraq as a key regional power and insist that a working relationship must be maintained. In the short term, however, that strategy has been severely strained.

Sandhurst cadets ordered to leave

BRITISH reprisals against Iran began yesterday with the Foreign Office asking six Iraqis undergoing basic military training to leave the country. Four were at the Royal Military Academy, Sandhurst, and two at a Royal Navy training centre near Portsmouth.

Reaction against the British Iraqi community continued as lecturers at Southampton University banned Hamid Al Saad, an Iraqi student of oceanography, in protest at the news of the execution of Farzad Bazoft.

The Home Office could not say yesterday how many Iraqis are in Britain, though unofficial estimates put the number at a maximum 100,000. Since 1979, 490 Iraqis have been granted refugee status, and "acceptances for settlement" have numbered about 440 a year in the past few years.

The Iraqi community in Britain has been growing since the 1950s, according to Dr Charles Tripp, lecturer in Near and Middle Eastern politics at London Universi-

ty's School of Oriental and African Studies. But the community has no ethnic identity or geographical focus in Britain because it is largely made up of middle-class families who left Iraq after the 1958 revolution. Most oppose the regime of Saddam Hussein, according to Mow Baker, a spokesman for the country's banned Da'Wa party.

Mr Baker, who has lived in Britain for 12 years and knew Mr Bazoft, said he thought Saddam Hussein had the journalist executed "to show his strength to the Iraqi people". Mr Baker said that even Iraqi government-sponsored students in Britain were secretly against the regime.

British universities and colleges enrolled 894 Iraqi students in the last academic year, considerably fewer than in the 1970s and early 1980s when up to 1,800 came annually. Many are sponsored by the British Government, and are studying medicine, or engineering and sciences at universities such as Newcastle and Imperial Col-

lege, London. Other students come "unofficially", and are keen to hide their Iraqi nationality for fear of reprisal, according to Dr Tripp.

Anglo-Iraqi links date from the British administration of the Mandate of Iraq, which lasted from its creation at the end of the First World War until 1933. Many Iraqi army officers were trained in Britain and the two countries continued a close relationship until the revolution. The last king of Iraq, Faisal II, was educated at Harrow.

The coup of 1958 precipitated an exodus of professional people.

Expatriate Iraqis yesterday expressed their regret at the news from Baghdad and their hopes that relations between the countries would not suffer permanently. But one Iraqi artist, who has been here for 30 years, said: "I think Bazoft did something that was more than journalistic. As an Iraqi I must accept my government's version, as you accept yours over the Falklands."

"Every country has different laws: if an Iraqi journalist went to Aldermaston [the British chemical weapons research centre] and did the same thing as Bazoft, Britain would punish him according to her laws."

By Alex Renton

THE INDEPEDENT, Friday 16 March 1990

Iraq's record of barbarism

From Ms Saadie Ahmed

Sir: As we condemn the execution of journalist Farzad Bazoft by the Iraqi government, adding our voice to many who are appalled and outraged by the murder that Douglas Hurd described as a "barbaric act", we would like to point out that the Foreign Secretary's statement has come 20 years too late. What happened to Mr Bazoft is a repetition of what has been happening to scores of Iraqi writers, artists and journalists over two decades of repression.

Yours faithfully,
SAADIE AHMED
Secretary
Iraqi Democratic Writers,
Journalists and Artists
London, NW3
15 March

From Mr Alf Dubs

Sir: The execution of Farzad Bazoft has horrified the Government and, I expect, the vast majority of the British public. It is, unfortunately, just one example of the appalling human rights violations that take place within Iraq.

The Iraqi government has mounted terrible attacks against its own civilian population. About two years ago the town of Halabja

was gassed and around 6,000 died. This was just part of a series of offensives against the Kurdish population. There are now around 30,000 refugees from these attacks living in camps in Turkey.

Little can be expected by way of human rights from a government that is prepared to massacre its own people in this way. And yet it seems we have been training Iraqi military personnel in Britain.

The Refugee Council has written to the Iraqi embassy in London to protest over the execution of Mr Bazoft. However to end human rights abuses in Iraq, the Government, together with its European partners, must exert all the diplomatic and economic pressure at its disposal.

Yours faithfully,
ALF DUBS
Director
The Refugee Council
London, SW8
15 March

From Ms Frances D'Souza

Sir: We utterly condemn the execution of Farzad Bazoft. His death must now serve as a reminder of the appalling abuse of human rights in Iraq.

Independent journalism is dead in that country. The government murders and intimidates journalists and writers and instils great fear in the Iraqi people to force them to support it. It is vitally important that the outrage and horror which has been expressed this morning are not forgotten and that the pressure on the Iraqi government is maintained.

I met with the Iraqi ambassador in London, Dr Azmi al-Salihi, yesterday, on behalf of a number of media and human rights organisations, to press for the unconditional release of Mr Bazoft and his co-defendants. The ambassador suggested that "when all this is over" — referring to Mr Bazoft's fate — there should be a further meeting to plan a visit to Iraq by a human rights monitoring group. This will now be pursued with the utmost vigour.

Yours faithfully,
FRANCES D'SOUZA
Director
Article 19
London, SE1
15 March



THE INDEPENDENT Friday 16 March 1990

A innocent abroad

In the Middle East, it is very easy to claim that a journalist is a spy. Way back in 1976, the Palestinians in Lebanon routinely claimed that foreign correspondents based in Beirut were agents of the CIA, MI6 or the KGB. Whenever I tried to explain that this was untrue, I would always be reminded of Kim Philby: Philby, the friendly old drunk who called by the bar of the St Georges Hotel every day with his slightly alcoholic American wife — until one day in January 1963, after his usual five or six afternoon gin-and-tonics, he simply left Beirut and reappeared in Moscow. Kim Philby was one of the best known Middle East correspondents. He worked for the *Observer*. And he was one of the KGB's top men.

In retrospect, I suppose we have to blame governments for the shadow they have cast over our profession. In 1983, an American turned up at the bar of the Commodore Hotel in west Beirut, claiming to work for a newspaper which — we subsequently found out — had never heard of him. He had been issued with special press accreditation by his embassy in Lebanon. No one wanted to be associated with a man pretending to be a journalist. His presence was a threat to our safety — as the American embassy must have known. So several American journalists took the newcomer to one side. Next day, he flew out.

"Journalists are spies." This lie has been told too often in Iran, in Lebanon, in Syria and in Iraq. In a part of the world where foreign correspondents are often believed by government officials to have semi-diplomatic status — and where a few diplomats in every embassy are suspected (not always without reason) of being intelligence officers — it is impossible to shake off. And it is not always

easy to draw the line. Does an innocent conversation with an ambassador become an espionage mission if the ambassador reports the conversation to his government? What happens when a reporter's notes on a military manoeuvre are taken from his hotel room by a low-grade Arab intelligence officer? Or when inquiries into an explosion at a chemical weapons factory are seen as proof of espionage?

In late spring, 1981, the Syrians installed batteries of anti-aircraft missiles into the Bekaa Valley in eastern Lebanon as a response to Israeli attacks. They were positioned beside the main Beirut-Damascus highway,

Saddam Hussein's rule makes Syria look liberal

outside the little town of Chtaura. It was clear this would have far-reaching political and military implications (as it did, all the way up to the 1982 Israeli invasion of Lebanon).

I took a news agency photographer in my car and headed for the Bekaa. When we did indeed catch sight of the missiles, he snapped several good, clear photographs. When we got back to Beirut, there were the missiles on the negatives, painted white, three-to-a-rack on the batteries. My report was published in my newspaper the following day, with the pictures.

Next day the photographer went back and was arrested by Syrian troops. They shouted abuse at him, stole some of his camera lenses and ordered him to go back to Beirut and never return. About a week later, while driving along the main road, two Syrian security men with pistols forced my car to a halt and ordered me to drive to the Syrian intelligence head-

quarters in Chtaura. Instead I drove towards the town, turned off at the Lebanese gendarmerie barracks and pleaded for help from the Lebanese security police. After many cups of tea, a Syrian officer arrived to explain that he respected my press card, that his men had seen me near the missile base a week earlier but that they did not realise I was a journalist.

It could have turned out differently. What, for example, if the Syrians had chosen to take a journalist who had behaved like this back to Damascus, had interrogated him, held him in solitary confinement for seven weeks, put him before a secret court on charges of spying in a restricted military area and then sentenced him to death? Outrage might have been expressed. But the Syrians might have claimed that the photographs compromised their security. Spies in the Middle East — both real and imagined — are routinely executed.

In fact, the Syrians wanted the Israelis to be aware of the missiles — so that they would stop sending reconnaissance flights over the Bekaa Valley. And the Syrians have never formally executed foreign journalists, however suspicious their behaviour.

But the journalistic issues are not always this simple. At the start of the Gulf War, when the Iraqi army was pouring across the Iranian border east of Basra, a BBC television crew reached the Iraqi front line, all the time claiming at military roadblocks that they had permission from the Iraqi government to be there. In fact, they only had Iraqi authorisation to be at their hotel in Basra. When their ruse was discovered, Iraqi officials cheerfully accepted their presence at their great "victory". But what if they had used the same tactic when the Iraqi army was in retreat?

Could their behaviour not

then have been interpreted as highly suspicious, warranting perhaps even a secret trial?

Journalists who report wars always take the risk of being caught with the losing side. When an Associated Press correspondent parachuted into the Balkans with US commandos during the Second World War, German troops took them prisoner and decided to execute them. Although it was perfectly clear that the AP man was a reporter, he too went before the firing squad.

But working in police states raises other issues. How far should a journalist go to discover the truth in a country which does not recognise basic

Journalists are always a nuisance to dictators

human rights, least of all the journalist's right to know?

Saddam Hussein is the cruellest and certainly the most dictatorial of the various tyrants of the Arab world and south-east Asia. His rule makes nations like Syria look like liberal democracies. Why should we expect a man who smothers villages in mustard gas and whose police force political opponents to watch the gang-rape of their wives, to show the slightest compassion for a journalist?

In this context, it may seem unkind — even perverse — to raise other questions. But many foreign correspondents will be asking themselves this week whether Farzad Bazoft was not naive in disguising himself on his trip to the military factory outside Baghdad where the explosion took place. And during his fearful captivity, Bazoft must have asked himself how, in a country which bears a distinct similarity to Hitler's Germany, he could have chosen to take

soil samples from the scene of the explosion. Even less xenophobic regimes would have been astounded at this act, however justified it may have been as part of a journalistic inquiry. Donald Treford, his editor at the *Observer*, may also have been asking himself about the wisdom of sending an Iranian-born journalist, however opposed to Iraq's enemies in Tehran, to Baghdad.

Retrospect can be cruel, although the future may be no less unkind. British trade may be hindered by Bazoft's murder — for that is what it was — but a nation which went on trading with a regime which was using chemical weapons against civilians in the Gulf War is not ultimately going to break off economic relations with Baghdad.

Mr Treford has talked of breaking diplomatic relations. But the Foreign Office has already closed the British embassy in Kabul and broken off relations with Tehran and Damascus. If the Foreign Office closed Baghdad, it would be possible to travel from the Khyber Pass to the Mediterranean without travelling through a single country with a British diplomat inside it.

So what is a journalist's life worth? The foreign correspondent walks along a razor blade in many countries of the world and Bazoft's hanging has demonstrated how very thin that blade is. Nor is it going to get any broader. In fact, there will be

police states who will view Saddam Hussein's most recent brutality with much interest and perhaps even a little admiration.

Journalists are always a nuisance to dictators. The Iraqi leader is a wicked man and has

shown his fellow tyrants how to bring reporters into line. How many journalists will volunteer for the next press trip to Baghdad? And how many will want to tell the truth while they are there?

In the strife-torn Middle East, where governments rule by fear, journalists are often accused of being spies. Robert Fisk, veteran Beirut correspondent, looks at the dangers which Farzad Bazoft faced



Farzad Bazoft was a victim of Saddam Hussein; so were the Kurds killed by chemical bombing. Journalists (above) tour the town of Halabja, where thousands died.

THE GUARDIAN, 16 March 1990

British campaign comes to naught

Hella Pick
Diplomatic Editor

"**M**RS Thatcher wanted him alive. We gave her the body," the Iraqi Information Minister, Latif Nassif Jassem, told reporters in Baghdad yesterday just hours after the journalist Farzad Bazoft was executed.

Bazoft's death sentence, pronounced by an Iraqi revolutionary court last Saturday after a short trial, prompted an intensive campaign by the British authorities, his journalist colleagues, and his friends to save his life.

Bazoft, charged with espionage, together with Judith Parish and an Iraqi man,

both accused of helping him, had been brought to the court last Thursday. All three pleaded not guilty.

During a two-hour interrogation by the judge, Bazoft denied that he had been spying in a secret Iraqi military installation at the behest of Israel and Britain.

The court did not sit on Friday, the Muslim day of prayer. It reconvened on Saturday, with the British Consul-General Robin Kealy present, and the verdicts were pronounced: death for Bazoft, 15 years for Mrs Parish, 10 years for the Iraqi. There was no interpretation. Bazoft and Mrs Parish were led out of court confused, apparently still unaware of their fate.

As the news reached Britain, Mrs Thatcher said she was "horrified and taken aback". The Minister of State at the Foreign Office, William Waldegrave, summoned Iraq's ambassador, Azmi al-Sahili, to express Britain's "utter dismay" and warn of the grave consequences for Anglo-Iraqi relations if the execution were carried out.

No attempt was made to argue Bazoft's innocence — the first priority was to persuade President Saddam Hussain to exercise his prerogative of mercy. "A man's life is at stake." Foreign Office officials said, and all Britain's efforts had to be directed towards saving it.

During the weekend, the Prime Minister and the Foreign Office agreed that a big diplomatic offensive was required to bring pressure to bear on President Saddam. The Foreign Secretary, Douglas Hurd, would weigh up whether to go to Baghdad to plead Bazoft's case.

But they also decided that relations between Britain and Iraq should not be aggravated by threats of sanctions. "Britain is keeping all options open," ministers said.

On Sunday, King Hussein of Jordan, one of President Saddam's few political friends, lunched with Mrs Thatcher at Chequers and agreed to plead Bazoft's case. European Community countries also rallied round with an appeal to Iraq.

On Monday and Tuesday, Britain sought to mobilise more help from Middle Eastern leaders, notably Yasser Arafat, President Mubarak of Egypt and Saudi Arabia. Only Mr Arafat has publicly confirmed that he agreed to act.

On Monday, Mr Hurd sent a request to Baghdad to meet President Saddam.

Twenty-four hours later the Foreign Secretary learned that he would not be welcome. President Saddam was not prepared to "reduce the sentences of Mr Bazoft

The statement sounded as if the door was at the very least being left open, and that the President might eventually decide to exercise clemency.

But on Wednesday evening, President Saddam spoke with bravado: "The Iraqis are masters of themselves."

Yesterday morning, the masters summoned Mr Kealy to the prison where Bazoff was being held. He was allowed half an

hour to hear Bazoff's last messages.

"He was looking hollow-eyed and subdued. He passed on a last written message and a number of oral messages to friends and colleagues," Mr Kealy said. The journalist had repeated his denial that he was a spy.

Then Bazoff was led away to execution.

A while later a box, with the body inside, was delivered to the British Embassy.

Saddam spoke with bravado: 'The Iraqis are masters of themselves'

and Mrs Parish, while under political and media pressure."

Iraq furious at blast in missile base

David Fairhall and Richard Norton-Taylor

FARZAD Bazoff was condemned by Saddam Hussain's brutal regime not merely because of its inability to distinguish journalism from spying, but because of the strategic importance of the missile base he went to investigate.

If even half the rumours are true about the Al-Iskandaria ballistic missile plant 30 miles south of Baghdad, which was badly damaged last September by an explosion apparently killing hundreds of people, its destruction would do irreparable damage to the Iraqi President's military ambitions.

For President Saddam, ballistic missiles are not just technological virility symbols. They represent the ability to strike

directly at Iranian cities like Tehran and Ahwaz, as was demonstrated during the recent war. They offer status in the Arab world. They could earn money as well as prestige, if they were exported to other Arab nations.

They even hold out the possibility, when combined with a nerve gas warhead, of holding Israel under threat with "the poor man's nuclear bomb". Bazoff, once caught, was in the hands of a regime with an appalling human rights record. Last year Amnesty International reported that children were routinely tortured, imprisoned and even executed.

Hard evidence also emerged of chemical gas attacks on Iraqi Kurds in the north of the country. Exactly a year ago, the town of Halabja was subjected to a huge chemical attack.

The outraged reaction to Ba-

zoff's execution was widespread yesterday but translating it into effective pressure from the European Community, let alone from Britain on her own, is another matter. Iraq, although heavily indebted, is rich in oil and the promise of big reconstruction projects.

Britain's military links with Iraq are limited and quite clearly defined. During the Gulf War, Iraq's main weapons, such as tanks and aircraft, came from the Soviet Union and France. It was Iran which was buying British Chieftain tanks and Rapier missiles.

Since the ceasefire in the Gulf, British arms manufacturers and civil engineering firms have moved in, hoping to grab a share of Iraq's reconstruction and re-armament programmes. British Aerospace, for example, was among 168 companies at the International Exhibition for

Military Production in Baghdad last April.

It was looking for construction work through its subsidiary Ballast Nedam and was already in negotiation for the sale of Hawk military trainer aircraft (which can be turned into light fighters if you have the extra bits).

Last summer, however, the British government stopped the Hawk deal, on the grounds that the two Gulf combatants had not yet ratified a peace treaty. The rule banning sales to either side which might exacerbate the conflict still applied.

The Iraqi surface-to-surface missile programme is believed to be concentrated on two main developments, at two or more sites, one of which has now been wrecked. The first is based on Scud missiles supplied by the Soviet Union, and developed by Iraqi engineers into the

400 mile-range Al-Hussein missile, and then the 600 mile-range Al-Abbas.

The second, more ambitious and uncertain, is a collaborative effort with Egypt to develop the short-range Argentinian Condor missile to give it longer range and greater accuracy.

The Israelis are deeply concerned that their Arab neighbours should be acquiring such missile technology combined, in Iraq's case, with mustard gas and nerve agents.

If President Saddam's security men thought there might be an Israeli connection with the missile plant explosion — remembering that the Israelis bombed the Iraqi nuclear reactor outside Baghdad to prevent the development of a nuclear bomb — they would be doubly keen to pin the charge of spying on anyone snooping around.

The Guardian

16 March 1990

Confusing signals sent to Butchers of Baghdad

Sketch



Andrew
Rawnsley

THE Prime Minister, speaking at question time, struck an utterly implacable tone in denouncing the hanging of Farzad Bazoft.

Yet the Foreign Secretary, making his statement immediately afterwards, struck a rather more placable tone towards the Butchers of Baghdad.

Mrs Thatcher was a Vesuvius of outrage at the despatch box, telling everybody that it was "an act of barbarism". Absolutely. But then the Foreign Secretary comes along to say that he is so full of "total revulsion" for the Iraqis that we will continue to offer them trade credits and sell them arms.

It must be deeply confusing for Iraq's government. On the one hand, they are being told by the British Prime Minister that they are no longer fit to be considered members of the civilised world. On the other hand, a few minutes later, they are told by her Foreign Secretary that they are still sufficiently civilised to receive our money and guns.

The Wilson Doctrine — talk softly, but carry a big stick — seems to have been stood on its head by the Government. In the Hurd Doctrine you talk loudly, but carry a small handbag.

Mr Hurd took the line that with 2,000 other Britons in Iraq, two of them in President Hussein's jails, anything more dramatic than withdrawing our Man in Baghdad "might do more harm than good." Perhaps. But it is difficult to see

how things could be made much worse for Mr Bazoft.

A more robust line was expected from Labour. Gerald Kaufman, the shadow Foreign Secretary, was on the lunch-time news denouncing Mr Bazoft's "murder".

Labour's deputy leader, Roy Hattersley, had told the Question Time audience that this "barbaric action" must be met by "actions as well as words". Quite so. All ears turned to George Robertson, the Labour foreign affairs spokesman put up to reply to the Foreign Secretary.

Mr Robertson wanted to take further steps than Mr Hurd, but they turned out to be tiptoeing ones. Along with recalling our ambassador, we should boot their ambassador out of London as "a clear indication of the disgust felt here" with this "bloodstained dictatorship."

But on continuing to trade with this bloodstained dictatorship, Mr Robertson's disgust began to equivocate. This deserved, said Mr Robertson, "careful consideration".

Of course, Britain doesn't have gunboats anymore. Instead, we have to make do with a task force of MPs, taking to sea fully-armed with harmless adjectives.

Dr David Owen, for the SDP, condemned this "callous and brutal act." David Howell, for the foreign affairs committee, congratulated the "measured response" to this "monstrous regime".

Sir David Steel, for the Liberal Democrats, attacked this "revolting regime" and virtually alone asked to think again about trade credits.

Tim Smith, Tory MP for Beaconsfield, who according to the register of members' interests, took a trip to Iraq last year as a guest of the Iraqi government, welcomed the Government's "measured and balance statement." Luckily for him, he was a rather better treated guest than Mr Bazoft.

Otherwise, a flotilla of Tory backbenchers clamoured at the Foreign Secretary to do absolutely nothing. Sir Denis Walters (declared interests the Conservative Middle East Council, Cluff Oil and Gulf Development Limited) said something about "this horrid crime", before suggesting that further diplomatic sanctions "wouldn't help British interests".

The Guardian 16 March 1990

Anger as Baghdad ignores appeals for Farzad Bazoft's life

Hurd rejects Iraq sanctions

Hella Pick and Alan Travis

BRITAIN expressed "repugnance and revulsion" at Iraq's execution of the Observer journalist Farzad Bazoft yesterday, but decided against breaking diplomatic ties or imposing trade sanctions.

The Government, with the broad support of the opposition parties, opted to mark its anger with a mild package of measures headed by the recall of the British ambassador in Iraq, Harold Walker.

The rest of the embassy staff will remain to work for the release of Daphne Parish, the British nurse who was given a 15-year sentence for helping Bazoft, and Ian Richter, a British businessman serving a life sentence for corruption.

President Saddam Hussain ignored widespread appeals for clemency for Bazoft, who was sentenced to death on Saturday for spying for Israel and Britain.

His decision to "act with cynical disregard for human rights", as the Foreign Secretary, Douglas Hurd, put it yesterday, was conveyed to Britain's ambassador in Baghdad early yesterday morning. He was invited to send an embassy representative to Bazoft's hanging.

The British Consul-General, Robin Kealy, went immediately to the prison and spent half an hour with Bazoft.

He said Bazoft was looking hollow-eyed and subdued, and was dressed in a white Arab robe.

Bazoft gave him a written message, and some verbal ones for friends and colleagues.

Bazoft was hanged by

10.45am. Not long afterwards a wooden box was delivered to the British embassy.

Mr Hurd announced in the House of Commons yesterday that ministerial visits to Iraq would be suspended and that six Iraqis on training courses at Sandhurst and with the Royal Navy would return to Iraq without completing their courses. He said Britain would also seek support from the European Community and its other allies to condemn the execution, but made it clear he was not asking them to take action.

The Government withdrew financial support for a Birmingham trade mission due to leave for Iraq yesterday, but said it wanted to maintain normal trade relations. London's £250 million credit line to Baghdad will remain open.

The decision to avoid a diplomatic break was taken to protect the 10,000 Britons working in Iraq and to maintain British influence in an oil-rich and powerful country. Britain has already broken ties with Iran, Syria, and Libya and did not want to add another important Middle East player to its diplomatic blacklist.

"Mrs Thatcher wanted him alive. We have given her the body," said Iraq's Minister of Information, Latif Nassif Yasseem. "Britain should realise that the psychology of the Iraqi leadership after eight years of war [against Iran] does not crumble under pressure."

In London, the Iraqi ambassador said: "The execution was a correct decision. We refused pressure. Those wanting clemency should say please before they ask, not put pressure on my leader."

The European Parliament condemned Iraq and observed a minute's silence. Some deputies demanded tough sanctions.

The UN Secretary General, Javier Pérez de Cuellar, said yesterday he deeply regretted the execution. "We expected some clemency. But of course at the same time we have to respect the decisions of member governments."

Bazoft was arrested last September after driving, disguised as an Indian doctor, to the Al-Iskandaria base near Baghdad in an ambulance driven by Mrs Parish. He was investigating reports of an explosion at the top-secret military installation. Iraq said he was found with soil samples and photographs.

Bazoft was Iranian-born, believed to be a Kurd, but had lived in Britain since 1975 and was travelling on British documents. A freelance journalist working for the Observer, he was an opponent of the Iranian regime and had visited Iraq before, always on government invitations.

It emerged last night within Whitehall that Bazoft was convicted at Northampton crown court in 1981 for trying to rob a building society. He served two-thirds of an 18-month sentence for threatening staff with a fake bomb in an attempt to obtain £475 in cash.

Mrs Parish's daughter, Michelle de Vries, was yesterday given a visa to visit her mother in jail.

She said Mr Hurd was right to keep open diplomatic channels with Iraq rather than risk "distressing consequences" for her mother. "We did everything in our power to plead clemency for Mr Bazoft," she said. "It's a tragedy that we were not able to save his life."

In the Commons, the Prime Minister condemned the execution as an act of barbarism deeply repugnant to all civilised people.

It was a reaction shared by Labour's deputy leader, Roy Hattersley. He said the Opposition would support the Government in taking the strongest possible action consistent with international law in response to the hanging.

"We are, of course, aware of doing all we can to protect Daphne Parish and Ian Richter but the Government must be judged by its actions as well as its words."

The Foreign Secretary's package, agreed at yesterday's Cabinet after Mrs Thatcher had heard of the execution on the radio, was broadly welcomed by all sides of a subdued House of Commons as a measured response.

But Labour's foreign affairs spokesman, George Robertson, called for the Iraqi ambassador in London to be expelled, British trade credits to Iraq to be reviewed and all trade missions to be cancelled. Mr Hurd said such measures would do more harm than good.

Sir David Steel, the Liberal Democrat foreign affairs spokesman, also urged that trade credits be restricted and the EC issue a statement that Iraq no longer be regarded as a normal trading partner.

George Galloway, Labour MP for Hillhead, claimed that the less than cautious approach of recent days had proved counter-productive. "A man has paid for it with his life."

Tim Smith, Conservative MP for Beaconsfield, who visited Iraq last year as a guest of the regime, asked the Foreign Secretary to deny rumours that Bazoft was a member of Special Branch.

The execution of Bazoft, page 8; Leader comment and letters, page 22; State based on butchery, page 23

THE GUARDIAN 16 March 1990

Arab world greets news with deafening silence

Leslie Plummer in Nicosia

FARZAD Bazoft's execution was greeted with a deafening silence from Middle East governments yesterday, in striking contrast to the outrage the death has produced in the West.

The silence speaks eloquently for the Arab world's mixed feelings about Iraq, its own predisposition towards harsh measures, and its suspicion of Bazoft.

"I guess many Arabs will not blame Iraq for being sensitive about its military installations," a Middle Eastern businessman here said, pointing to the 1981 Israeli bombing of an Iraqi nuclear plant and yesterday's confirmation of an unexplained fire at the Rabta plant in Libya, alleged to be used for chemical weapons production.

Contacted yesterday by telephone, an Iraqi academic — who asked that neither his name nor the Western city in which he works be given — described his own mixed feelings on the Bazoft death, feelings he believes are shared by many in the middle class inside Iraq.

"Of course we don't like it," he said. "But what do you expect? It's a pitiful case of mistakes on both sides." But, he added, "Bazoft was crazy to do what he did, an Iranian disguising himself as an Indian doctor and going to a military plant. I and many others feel very sorry for the man, but he shouldn't have done it."

The Observer, he said, should not have let Bazoft proceed with his plan, while the journalist himself made a fatal mistake in contacting his London office on the subject: "I hardly talk to my mother on the phone," the academic said.

This begs the question of whether such extreme punishment was justified, but gives a picture of the ambivalence with which the case has been widely viewed in the region.

One analyst in Cyprus who watches Iraqi affairs closely emphasised that for Iraq's President, Saddam Hussain, maintaining a domestic reputation for ruthlessness takes precedence over anything else. "How could Saddam allow Bazoft to get off while he is executing Iraqis for lesser offences?"

Bazoft's activities have aroused much suspicion and little sympathy throughout an area where real and imagined conspiracies are a way of life, and death. His execution, by the same token, is unlikely to have occasioned much surprise among peoples long used to ruthless governments.

Usefully for such governments, it also serves as a stark caution to anyone contemplating similar acts.

The Gulf states, fearful of Iraqi designs on them, are expected to remain silent on the death.

Iraq's main friends, Jordan and Egypt, "know the execution will add to Iraq's bad image and they will not like that", added the analyst. "They are not proud of what Saddam has done. You won't hear praise from them, but you won't hear blame either. They'll just keep away [from the subject]."

Among Arab states, Iraq is still given great credit for prosecuting the Gulf war against Iran and for holding the line against the export of Iranian revolution, hence any criticism of him will be muted.

bleed people to death.

There has been little or no reaction from Western governments, who implicitly supported President Saddam in his war against Iran and who now speak of expanding commercial ties. The use of chemical weapons against Kurdish villagers in 1988 was passed over just as many state atrocities in the Middle East pass as inevitable.

Freedom of expression has been eradicated, the arts are run by the government, and television is little more than a medium for the constant praise of Saddam Hussain.

Iraqi retribution comes swiftly to journalists who are thought to threaten the regime. Disappearances, accidents, poisoning, and accusations of threatening national security are apportioned according to passport and country of origin. Those from the Middle East are felt to be more of a threat and more easily silenced with little fuss from the outside world.

Thallium poisoning has been used on those who could not easily be charged with crimes. With varying effects and a latency period that puts time between the act and the symptoms, thallium poisoning can be difficult to diagnose. Shocked by the sham trial and hasty execution of Bazoft, the world must know this is normal in Iraq.

● The Association of Iraqi Democratic Writers, Artists and Journalists, yesterday denounced the execution: "The word barbaric used by the Foreign Secretary to describe the Iraqi act is 20 years overdue. What happened to Bazoft has been happening to hundreds of Iraqi writers, artists and journalists since the present regime came to power in Iraq."

The horrific is normal in Saddam's territory

The crushing of free expression has hidden the truth about Iraq, writes one of many exiles

IRACI officials boast that their country is the safest in the region. It is, for there is no room for dissent or differing points of view. Occasionally, the world has a glimpse — through an international incident such as the execution of Farzad Bazoft — of the great horror that characterises modern-day Iraq. For Iraqis and many Arab journalists such incidents are an everyday hazard.

One result of this violent repression is that there are no more Iraqi journalists in Iraq. Baghdad's three daily newspapers are owned by the state and staffed by licensed party members. A senior Asian official visiting Iraq was interviewed by all three dailies and

complained that they all asked the same impossible question: "What do you think of our great leader and hero, Saddam Hussain, and his achievements?"

Most Iraqi writers, artists, and journalists live outside the country in exile and but still live in fear. And those who dare write against the Iraqi government mostly do so using pseudonyms. No Iraqi, even in exile, feels safe from the long arm of their country's dictatorship.

The first Iraqi writer to escape is said to be the poet, Modaffar Al-Nawab. In the early 1970s, when the Ba'ath government tried to win his support, Saddam Hussain asked whether there was anything he could do for the poet. Al-Nawab

requested a passport and left the country as soon as it arrived. Nawab's foresight may have saved his life. Shortly afterwards the poet, Burhan al-Shawi, was tortured and the writer, Jihad Majid, was poisoned.

But Iraqis are not the only ones to live in fear of the merciless tyranny of the government. Most Arab journalists are also punished in quite effective ways. Saddam Hussain has spread fear throughout most of the Middle East.

One consequence is that very little is known about Iraq. It was by chance that the world discovered in 1983 that most of the town of Al-Dujail had been bulldozed in a collective reprisal after an attempt on Saddam's life. In 1986, Amnesty International publicised Iraqi government atrocities, including doctors being ordered to

THE GUARDIAN 16 March 1990

The execution of Farzad Bazoft underlines the horror of the regime in Baghdad. **Fred Halliday** explores Saddam Hussein's methods of government, and finds that his ferocity has increased as his grip on power has grown

A state based on butchery

THE IRAQI handling of the Bazoft issue can tell us much about this state. The announcement that he had been condemned to death may have come as a surprise: the fact of his execution five days after the trial should not. In the normal course of events, execution would have come immediately after sentence; the delay was almost certainly designed, not to allow time to reconsider, but to permit international outrage and concern, most of it judiciously expressed, to build up. This gave Saddam Hussein's regime the opportunity then to turn around and say that outside powers were "interfering" in Iraqi affairs.

The stage management was true to type. In 1979 the regime sentenced a group of its own senior officials, whom everyone knew to be innocent, to death for conspiracy: the state's leaders were officially reported to have been present at the execution, and all members of the Ba'ath Party, including those in Britain, were ordered to watch the executions on video.

The Iraqi regime has long believed that it is fear which commands respect, at home and abroad, and not decency or legal behaviour. The human rights record of Iraq, recently denounced in detail by the US-based Middle East Watch

Group, tells its own tale: mass executions, torture, mass deportations, public killings, and, in the aftermath of the Iran-Iraq war, the use of chemical weapons against the Kurdish population. No Latin American or African regime, and in the Middle East none but Iran, can rival it in such crimes.

It is surprising that it has taken the death of Bazoft to focus attention on this regime. One reason is obvious: Iran has made so many blunders, and committed so many crimes itself, that the West has, on balance, sided with Iraq. Hence the history of complicity with Iraq. In 1980 Iraqi agents seized the Iranian embassy in London: no public condemnation of Baghdad took place. A few weeks later Iraq, in clear violation of the UN charter, invaded Iran. The UN, including Britain, looked the other way. In 1987 the Security Council framed a resolution, in secret and close consultation with Iraq, to isolate Iran. It was not expected that, a year later, Iran would confound everyone by accepting the UN-sponsored peace.

The paradox of Ba'athist Iraq is threefold. First, it shares with Nazi Germany and with Stalin's Russia the fact that terror by the state reaches its peak not in the first years after coming to power, but later, once the regime has consolidated. The Ba'athists began as

Finance denied to trade mission

Mark Milner and Paul Hoyland

BRTAIN'S only economic reprisal against Iraq over Farzad Bazoft's execution has been the withdrawal of just over £4,000 worth of financial support for a Midlands trade mission due to fly out to Baghdad yesterday.

And the Department of Trade and Industry decided to withdraw its financial backing for the trip, which was being organised by Birmingham Chamber of Industry and Commerce, even before the news of Mr Bazoft's hanging.

The decision by the Foreign Secretary, Douglas Hurd, to rule out economic sanctions will at least have a small beneficial impact on the balance of payments deficit.

Last year British exports to Iraq totalled £450 million, while imports from Iraq — including oil trans-shipped through Turkey — totalled £93 million.

However, support for an embargo from Britain's partners in the European Community would have had more impact, though Iraq is only one of three Arab states with which the EC does not have an agreement covering areas such as development aid, technology transfers, and tourism.

Britain ranks well behind Italy, France, and Spain as a market for Iraq's predominantly oil exports, though only West Germany is a bigger exporter to the Middle East state.

But although Iraq still ranks just outside Britain's top 30 trading partners, there are a

number of major construction projects under way or at the planning stage in which British companies are keen to win work.

For example, Northern Engineering Industries, the power generation equipment subsidiary of the aero-engine group Rolls-Royce, has a £70 million contract providing turbine generators for a power station at Al Shemal.

Britain's consulting engineers have also been successful in winning work in Iraq. A group of 10 British consulting engineering firms were last year awarded work on the planned Baghdad rapid transit railway, where construction is likely to cost around £4 billion.

The ending of the Gulf War has led to increasing business contact, with the planned DTL-financed and Birmingham Chamber of Commerce-organised trip the latest in what was a growing number.

Last night Mr Peter Snape, the Labour MP for West Bromwich East and chairman of the All-Party Anglo-Iraqi Parliamentary Group, joined calls for economic and diplomatic sanctions, and appealed to British companies not to press ahead with the trip to Baghdad after it was officially postponed by the chamber.

The chamber would not reveal which companies had been due to take part in the trade mission, or whether any had gone ahead despite the official postponement.

Most of the 15 companies were believed to be based in the West Midlands.

they meant to go on, by attacking the weak and those known to be innocent: public executions and murders of Jews being a prominent part. The reason for this, at first sight, illogical and "unnecessary" policy is simple: fear is a means

of instilling control, and has to be repeated, in increasing doses. Ba'athist officials, in Syria as well as Iraq, openly proclaim the need for their state to practise *al-qisua* — "harshness."

The second paradox is that this regime survived eight years of war with Iran: the regime was fortunate in the mistakes and delusions of the Iranians, but its survival, the failure of its army to collapse and of significant parts of its Arab population to rise up, is an indication of the effectiveness of its control. A combination of terror and material goods does much to account for this, but there was another factor, too, namely an even greater fear of the Iranian mullahs.

The third paradox is shown by the reactions of both Iran and Iraq to the end of hostilities. When the war ended, in

The Iraqi regime has long believed that it is fear which commands respect, at home and abroad, and not decency or legal behaviour

August 1988, there was widespread expectation that the regimes would improve their treatment of their own populations and their relations with the outside world. In the event, they both did the opposite. Iraq murdered thousands of political prisoners, including some earlier released and then re-arrested, and after some months of uncertainty plunged into the crisis of the Rushdie affair. Iraq marked the end of the war by massacring Kurds with chemical weapons, and in foreign relations began active support for General Aoun in Lebanon, undermining the reconciliation policy of the Arab League. It antagonised Egypt over the killing of Egyptian migrant workers in Iraq. The Gulf states became nervous at the new Iraqi mood, and it was not surprising that Saudi Arabia, which had backed Iraq in the war with Iran, should have made some publicised overtures to the Kurdish opposition within Iraq.

Iraq's response to the end of the war has thus not been to become more conciliatory at home or abroad, but to be more truculent and cruel. Over the past few months, new signs of this have emerged. The handling of the Bazoff case, from the initial televised "confession," through the denial of consular access and the secret trial, to the delayed execution, is part of this policy. Over the weekend, the government announced a new legal exemption for Iraqi men: they were entitled to kill women members of their family, including mothers, grandmothers and cousins, if they suspected them of adultery. Apart from being a characteristic appropriation by the state of a nationalist and religious practice, this was also designed to

forestall criticisms of the failure to get 50,000 Iraqi prisoners of war released by Iran.

The new hardness in Baghdad is not the result of insecurity, but a new opportunity to use cruelty at home and intransigence abroad to intimidate and confuse. In the ceasefire negotiations with Iran, it is Iraq which has dragged its feet, putting up pretexts to prevent implementation of UN Security Council resolution 598: first, by demanding that the Shatt al-Arab river boundary between the two states be redrawn to meet Iraqi demands; then, by insisting that talks between the two states be direct rather than indirect. The prospect of Iraq trying a surprise missile attack on Iran, using intermediate range missiles with chemical

warfare heads, cannot be excluded.

In recent weeks Iraq has also taken a more hostile position towards the US, calling for the removal of the US navy from the Gulf and for the removal of Arab assets from the US. This policy, too, hardly the expected response to the great power that saved Iraq against Iran, has its logic: in the aftermath of the upheavals in Eastern Europe, many Arabs, and also the Voice of America, have asked the question whether the Iraqi regime will be next. The corpse of Mr Bazoff is the latest in a long line of such Ba'hist replies.

Fred Halliday is professor of international relations at the London School of Economics.

THE TIMES, March 16 1990

Shock and anger, but Britain refrains from cutting links

Iraq hanging is condemned as barbarism

By Christopher Walker, Cairo, and Robin Oakley and Andrew McEwen, London

Britain reacted with shock and anger yesterday to the execution of Farzad Bazoff by Iraq, but refrained from breaking diplomatic relations or imposing trade sanctions.

Mrs Thatcher said it was "an act of barbarism deeply repugnant to all civilized people" while Mr Neil Kinnock, the Labour leader, said in Stockholm that it was "savage".

Mr Douglas Hurd, the Foreign Secretary, told the Commons: "By their action, the Iraqis have blackened the name of Iraq across the world."

The Government was stunned by the callousness of the Iraqi authorities, who seemed jubilant after the

execution. "Mrs Thatcher wanted him alive. We gave her the body," Mr Latif Nassif Jassem, the Information Minister told Arab reporters after Bazoff's remains were returned to the British Embassy.

The last British person to see the *Observer* journalist alive was Mr Robin Kealy, head of chancery at the embassy. He said: "He was looking hollow-eyed and subdued. He passed on a last written message and a number of oral messages to friends and colleagues."

The Government's revulsion was shared by the Opposition, while the European Community expressed its "ut-

● Thatcher wanted him alive ... we gave her the body ●

Trade sanctions	2
Observer mourning	2
Parliament	13
Spectrum	14
Leading article	17
Letters	17
Political sketch	24

ter dismay". However, the reaction from the White House was muted.

Mr Hurd announced a package of low-key measures designed to express anger without creating a permanent rift.

Mr Harold Walker, the British Ambassador to Baghdad, who had played a key role in frantic efforts to save Bazoff's life, was ordered to return home. The step is a temporary one and he will eventually return.

An invitation to Mr Latif Jassem, whose words caused

particular offence, to visit Britain as a government guest was suspended, as was an invitation to Dr Sa-adi Salih, the Speaker of the National Assembly.

The Government stopped the training of four Iraqi military students at Sandhurst and two naval trainees at HMS Dryad, a naval training school at Cosham, near Portsmouth.

Whitehall sources said that the numbers of personnel involved were low because most training had been ended during the Iran-Iraq war.

The measures Mr Hurd announced were milder than many had expected, reflecting Foreign Office advice that Britain would suffer more than Iraq if it broke relations or imposed trade sanctions.

There was some surprise that the £250 million export credit guarantee agreed last November was not cancelled, and that trade missions were not suspended. But these too, it was argued by officials, would have harmed Britain rather than Iraq.

It had been thought that Mr Azmi al-Salihi, the Iraqi Ambassador to London, would be told to return to Baghdad temporarily, but Whitehall sources said that this would have come close to suspending relations.

The measures response was welcomed by most MPs. There were some calls for the suspension of all trade and for

Mr al-Salibi's expulsion, but Mr Hurd said the interests of the 2,000 Britons still in Iraq and of the two British prisoners in Baghdad, Daphne Parish and Ian Richter, had to be considered.

Mr Hurd made it clear there would be no question of exchanging prisoners with the Iraqi authorities. The Government would be seeking support from the other 11 members of the European Community in condemning the Iraqi action.

Mr Tim Smith, Conservative MP for Beaconsfield, asked Mr Hurd to quash rumours that Bazoff had been a member of Special Branch.

Mr Hurd said that the journalist had on four occasions telephoned the Metropolitan Police "as a member of the public" to volunteer information which had nothing to do with Iraq.

But the police had not considered the information worth pursuing. There had been no further contact with Special Branch, no further contacts with the police, and no meetings following the offers of information.

Scotland Yard last night refused to add any further comment to Mr Hurd's references in his statement to police connections. It is

Journalist who paid the ultimate price

tually becoming an elected politician in a democratic post-Khomeini Iran. But as his relationship with *The Observer* developed he set his sights on becoming a top-class journalist.

His anti-Khomeini stance brought him into contact with Iraqi officials in London. He got to know one or two of them as close personal friends. He was invited to Iraq, which he visited five times in two years without any apparent problems. He reported with distinction from the front line in the Gulf War, where his knowledge of Farsi was particularly valuable since he was able to read personal letters and other documents belonging to Iranian soldiers that were strewn around the battlefield.

Last September the Iraqi government invited me as then a member of *The Observer* foreign staff with experience of Iraq to visit the country to cover elections in Iraqi Kurdistan. After consulting with *The Observer* foreign desk I turned down the offer. The Iraqis then invited Farzad, and his visit was cleared with Adrian Hamilton, the deputy editor. It seemed reasonable as he was technically a freelance that he should go and see if he could find something to write about. The story was not a big one, but Sunday newspapers do not follow the daily round and try to look in different directions for off-beat news stories.

It was Farzad's appalling luck that he arrived in Bagh-

dad just as a story about a mysterious explosion at a military complex south of the capital was being reported in the British press. But at the time it must have seemed a wonderful opportunity to prove himself.

Farzad was not alone among the journalists who had been invited to Iraq in breaking away from the official programme to try to discover more about the explosion. It was an intriguing story. There were widespread discrepancies over the numbers killed, ranging from un-

● It was a wonderful opportunity to prove himself ●

official reports of around 700 to the Iraqi version of 19.

Moreover the purpose of the plant was intriguing, and it could not be ruled out that it might be a chemical weapons plant or even a nuclear plant.

What Farzad actually did or what he found out we may never know. We know he travelled to the site with Daphne Parish, a British nurse with whom he had become friendly and that he got closer than any other reporter.

Farzad later told a British diplomat and an Iraqi defence lawyer hired by *The Observer* that he had decided to visit the site after he had twice been refused permission by Iraqi officials. He insisted that he had never left public roads and that there were no signs in Arabic or English to indicate a military area.

He said there were taxis on

the road. He agreed he had taken photographs and collected some soil samples from debris, but again he said this was next to a public road. The day after, September 14, he called the Ministry of Information from his hotel to try to speak to the director general, to say what he had done because he was worried about it. However, he could not get through.

But both before and after his visit to the site he also spoke to *The Observer's* foreign editor on an open telephone line from Baghdad, the call being paid for by the Iraqi information ministry. These were hardly the acts of a spy.

But he reckoned without the Iraqi regime's hyper-sensitivities. The area he visited was one in which journalists had previously got into trouble. I went there in 1981 after the Israelis had bombed an installation to destroy a nuclear reactor which was being built by French technicians, and was ordered back to Baghdad after having my passport details written down. A colleague from NBC News managed to get inside the area since extraordinarily the sentry post was unmanned. He signed himself in in the visitor's book under his own name indicating that he represented NBC. Even so he was held in prison for eight days and subjected to continuous pressure to admit to being an Israeli spy.

Two years ago I had another personal experience of Iraqi paranoia when I was briefly detained in Baghdad merely

for consulting a street map of Baghdad. It was then illegal to possess such a map, and knowing this I had brought one from London to help me find my way around. To be accused of espionage is an occupational hazard for journalists particularly in Third World countries. Yet in the end most governments accept albeit reluctantly, that they have a special kind of licence to try to find out what is going on.

A journalist who oversteps the mark is normally summoned to the Ministry of Information to be told that one has transgressed and must not repeat the offence. More seriously, there will be a knock on the hotel room door and secret policemen wearing snappy suits and insincere smiles will firmly help him to pack his bags and then escort him to the airport.

Long after his arrest Farzad appeared on Iraqi television "confessing" to being an Israeli spy. That confession, obtained after weeks in solitary confinement, would have no validity in a court of law in any civilised country. Later he retracted it.

After his arrest *The Observer* conducted a thorough search of his belongings, and found no evidence of any espionage activity or of any unusual payments.

Colleagues with him in Iraq say he was very frightened as he made his way to Baghdad airport hoping against hope that he was on his way home. His fears were only too well-founded.

Sadistic rule of Saddam

The man who ordered the execution of Farzad Bazoft presides over what is arguably the bloodiest regime in the world, writes PATRICK BISHOP

SADDAM HUSSEIN made his decision to sanction the execution of Farzad Bazoft in the full knowledge of the unpleasant diplomatic and economic consequences that would follow for Iraq. Even so, a much bigger consideration prevailed.

In Saddam's eyes, to have spared Bazoft would have been an unthinkable act of weakness. A tiny crack would have been made in the foundations of the enormous apparatus of terror that upholds the state. Inside and outside Iraq his tens of thousands of enemies would have been given hope that perhaps the tyrant could be toppled after all.

Hussein presides over what is arguably the bloodiest and most cruel regime anywhere. For commercial and diplomatic reasons, especially during the Gulf War, the world has often neglected to raise an outcry against Saddam's methods unless forced to do so by a particularly barbaric act, such as the mass gassing of Iraqi Kurds 18 months ago.

The regime is inspired by Saddam's personality. His features are displayed on giant paintings all over the country, depicting him as warrior, statesman, and father of the nation. His birthday is a national holiday. The evening television news opens with the "Saddam Song", in which the singer chants "Oh Saddam everything is good with you... Allah, Allah we are happy, Saddam lights our days."

The personality cult is reinforced by the death penalty: public insult of the president or the top institutions of the state or party has been a capital offence since 1986.

Despite the adulatory official biographies Saddam remains an obscure figure. He was born in 1937 in Takrit, a town on the Tigris 150 kilometres north of Baghdad. His father, a peasant, died when he was young and he was brought up by his uncle, Khairallah Tulsah, an Army officer. This connection was later to help him to power.

According to emigré

accounts he worked for a while as a bus driver's assistant, subject to the kicks and curses and homosexual attention of the passengers. While still in his teens he is reported to have killed a man — some say a shepherd — and fled to Baghdad, where he put his aptitude for violence at the disposal of the Ba'ath party, then competing with the Communists and other dissidents to overthrow the Hashemite monarchy.

Under Ba'ath patronage he became a law student. Contemporaries remember him walking around with a pistol stuck ostentatiously in his belt and a length of electric flex in his hand, intimidating the Communists. "If they wanted to beat someone or kill them, they would send Saddam to do it," an exile remembered.

In October 1959 he took part in an assassination attempt against Brigadier Abdul Karim Qassem, who came to power after the murder of King Faisal II. He fled to Cairo, where he got into trouble with the police for threatening political opponents. He returned to Syria in 1963 and married the daughter of his foster father, thus entering the Takriti clique dominating the country's new Ba'athist leadership.

In July 1979 he took over the presidency. His first act was to uncover a plot involving 21 party officials. Saddam and the remaining members of the leadership are said to have carried out the executions.

Since then he has run the country through a nepotocracy of Takriti relations, terrorising the 16 million population into dumb acquiescence by means of an army of secret policemen. A recent report of human rights abuses prepared by the independent Middle East Watch recorded that the "secret police were omnipresent and operate openly with impunity, detaining citizens at will... and frequently murdering those in custody".

It is virtually impossible there for a foreigner to have a political conversation with an Iraqi. Bazoft's assumption that his hotel phone was bugged was undoubtedly true.

Saddam has his own 80,000-strong secret service, the Amn Al Khass, headed by his son-in-law Hussan Kamel. Each year there are numerous deaths in custody. Sometimes the victims' bodies have been returned to their families with eyes gouged out, fingernails missing and genitals cut off.

The Middle East Watch Inquiry, published last month, concluded that "a government so savage as to flaunt its crimes obviously wants to

strike terror in its citizens and inflict gratuitous pain on the families of victims".

An Amnesty report published last year said torture had been used against children, to obtain information from them or to punish their parents. Some reports say that in January 1987, 29 children were executed.

Political killings have been routine since the founding of the Ba'ath regime, both at home and abroad: the main targets have been Shia religious leaders, Communists and Kurds.

Since the end of the Iran-Iraq war in 1988 Saddam has been able to devote more time to crushing Kurdish separatist aspirations. Thousands of villages have been razed and their inhabitants deported to settlements in the south. In the autumn of 1988 poisoned gas was used to send thousands of refugees flooding over the northern border with Turkey.

Saddam's oriental despotic style extends to his personal life. He lives in a string of palaces, the largest a huge building outside Baghdad built to rival the pyramids as a wonder of the world. Emigrés speak of a succession of mistresses.

Saddam's decision to marry one of them — an outsider, Samira Shahbandar — last year is believed to have torn a hole in the web of family alliances and led to bloodletting inside the Takriti ranks. Last June an unexplained helicopter crash killed a defence minister, Adnan Khairallah, a friend of Saddam's since childhood who was also the brother of his first wife, Sejira.

The incident also caused a rift between Saddam and his son and would-be successor, Adeh, who killed a courtier, apparently because he believed he had introduced Samira to his father. After a temporary exile he is now back in Iraq at the head of the Olympic Committee and the Football Association.

Saddam is now stronger than he has ever been. He survived the terrible miscalculation of launching the war against Iran and forced Ayatollah Khomeini to halt hostilities. In the process, though Iraq's economy has been wrecked, Saddam clearly calculates that the international clamour arising from the killing of Farzad Bazoft will eventually die down and the world will soon be begging for a piece of the reconstruction action. It will be instructive to see whether his cynicism is justified.

The Daily Telegraph

THE TIMES, March 16, 1990

A life story written in blood

Ever since he went to school with a gun, Saddam Hussein has lived in the shadow of treachery and violence.

Hazhir Teimourian examines the history of the tyrant of Baghdad

Death sentences come easily from Mesopotamian rulers. Hamurabi, the king of Babylon from 1792-1750 BC, and the oldest law-maker of them all, decreed that whoever built an unsafe house could be hanged. President Saddam Hussein of Iraq announced earlier this week that the relatives of adulterous women could murder them or their lovers without fear of prosecution.

But at least Hamurabi wrote his laws on slabs of rock, which would have been costly to change if the whim took him. Today, "A law is a piece of paper", according to President Saddam on Baghdad television, "on which we write one or two lines and then sign underneath it 'Saddam Hussein'."

Judging by his decision to raze the ruins of Babylon in order to rebuild them — Disneyland style — complete with his likeness inlaid in the walls, Hamurabi and Nebuchadnezzar are major inspirers of President Saddam's everyday decisions. He wants to go down in history as a ruler of their stature. Whether this is a practical dream is open to interpretation. But he can certainly lay claims to two infamies already: the starting of the Gulf war with Iran in 1979, which may have claimed more than a million lives, and the gas bombing of Halabja, two years ago today, which killed thousands of Kurds in a single afternoon.

Born an orphan in 1937 near the town of Takrit in central Iraq, Saddam Takriti was brought up by an uncle, and started his schooling in the town at the age of seven, armed with a pistol given to him by relatives. A year later he went to Baghdad for the rest of his education.

In 1958, after the overthrow of the monarchy, he was briefly imprisoned for murdering a communist teacher in Takrit who was his uncle's opponent in parliamentary elections. He developed a reputation as a meticulous and daring assassin and, for this

reason, the leaders of the Socialist Arab Renaissance (Baath) Party, apparently in collusion with Egypt's Colonel Nasser, chose him to lead an attempt on the life of Iraq's military dictator, General Qasim. His authorized biography says that he regarded the assignment as a great honour. The attempt failed and he fled to Syria, nursing a wounded leg.

He stayed in Syria for six months before going on to Cairo to study law. Less than three years later, he was back in Iraq after the overthrow of Qasim and was immediately engaged in a number of plots against the Baathists' partners in the Government and his personal rivals inside the party. The authorized autobiography says that at one stage in 1964, after the military had ousted the Baathists from the Government, he planned to burst into the Cabinet room at the presidential palace "and machine-gun everyone, military or civilian". But the plot failed because a fellow-conspirator inside the palace was transferred.

During the next four years he was engaged in racketeering and the accumulation of secret caches of weapons for his party's street fights with opponents. He rose quickly through the party by intimidating or eliminating his rivals. He also planned for the eventually successful take-over of power in 1968, when he became the effective strongman of the regime. One characteristic "piece of paper" he issued during this period was a decree forbidding the use of surnames by citizens. Thus Saddam Takriti became known as Saddam Hussein (after the personal name of his father) and the computerization of secret police files became a near impossibility because of the huge numbers of people with the same name. One interpretation of the law was that President Saddam wanted to make it difficult for people to see how many members of the Cabinet were his relatives from Takrit.

He formally became president in July 1979 and soon began to plan the invasion of Iran. Attracted, it seems, by the prospect of humiliating the ancient Persian enemy of the Arabs in order to boost his burning ambition, President Saddam made one of the most costly mistakes in history. The initial swift advance into Iran came to a halt within weeks and the tide turned in favour of the Iranians. Over the next eight years, probably more than a million people died on both sides, and an estimated 50 towns and cities were ruined. It is a measure of his survival instincts that he succeeded in holding on to power even when Iranian forces appeared to be on the brink of a military victory.

Before the the Gulf War, Iraq's estimated three million Kurds in the northern highlands were in revolt. After the war, they received military aid from Iran, which brought down on them the wrath of President Saddam — although he had been helping Iran's own rebellious Kurds. On March 16, 1988, he ordered his airforce to unleash a massive nerve gas attack on the city of Halabja.

The world saw pictures of children, old people, pets and farm animals strewn over the streets of the city. But Mr Gorbachov and President Mitterrand continued to sell President Saddam even more lethal aircraft, and the British Government doubled Iraq's trade credits, a form of subsidy. President Saddam's conviction that the Western world's protestations about human rights violations were politically motivated were confirmed. More outrages would follow.

Saddam Hussein is now thought to have converted to the merits of a monarchy for Iraq.

He has restored the statue of King Faisal I to its former place in a prominent square in Baghdad, and is believed to be grooming his eldest son, Udai, whom he imprisoned last year for the murder of his official food-taster, for the role of a crown prince.

Before the *Observer* reporter Farzad Bazoft was executed by the order of President Saddam's Court of the Revolution, powerful voices were at last being raised in the West against the support that western leaders were giving to "the Pol Pot of the Arab World". One

'It is a measure of his instinct for survival that he held on to power'

particularly damning document was a 700-page report by the World Watch Institute in Washington severely criticizing American and European leaders for continuing to treat a war criminal as a statesman. A similar report by the State Department has strained Baghdad's relations with the US government.

Asked before Mr Bazoft's execution about the best way for the British Government to proceed, Mr Jalal Talabani (the Kurdish leader who first told *The Times* of the explosion Mr Bazoft was investigating) said that President Saddam would demand a hefty price from Britain in diplomatic support in the United States and in trade credits. Mr Talabani said: "In the end, he will still be unpredictable. He may either say to a visiting British minister that Mrs Thatcher's wishes are his commands, or he may denounce Britain as second-rate imperialists. Whenever I went to see him, I expected that he would either empty his revolver into my head or make a present of it to me. And both reactions would have been calculated in advance."

EL PAÍS, viernes 16 de marzo de 1990

ATENTADO CONTRA LA PRENSA

Un periodista enfiló ayer el *corredor de la muerte* en una prisión de Irak, condenado a la pena capital tras ser encontrado culpable por un tribunal especial del delito de espionaje.

Muchas voces pidieron su liberación, incluidas la de la primera ministra del Reino Unido, Margaret Thatcher, el rey Hussein de Jordania, el presidente de Egipto, Hosni Mubarak, y el secretario general de la Organización de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuéllar.

Sin embargo, el jefe de Estado iraquí, Sadam Husein, hizo oídos sordos ante la comunidad internacional y ordenó ejecutar las sentencias impuestas al informador, a la enfermera británica Daphne Parish (15 años de prisión) y a un iraquí cuya identidad no se ha facilitado (10 años).

El periodista se llamaba Farzad Bazoof, tenía 31 años, era iraní de origen y británico de residencia, trabajaba como colaborador del semanario del Reino Unido *The Observer*. Llegó a Bagdad el pasado mes de septiembre, invitado por el Gobierno para observar el proceso electoral en el Kurdistán como cerca de 300 informadores más del mundo entero.

Explosión en Al Hilá

Éstos son los hechos. El 7 de septiembre, el diario británico *The Independent* publica una información según la cual más de 700 personas habían muerto el 17 de agosto anterior por una explosión en una instalación militar, presuntamente dedicada a la fabricación de misiles, en la zona

Matar al mensajero

LUIS MATÍAS LÓPEZ

El autor y el periodista fusilado se encontraban en el mismo grupo de informadores invitados por Irak. El régimen policíaco de Sadam Husein dificultó en todo momento su trabajo y se dedicó a *desinformar* a sus invitados. Farzad Bazoof perdió la vida en un país donde a veces hay clemencia pero no justicia.

de Al Hilá, al sur de Bagdad. Ese mismo día, algunos integrantes de la *tribú* periodística se ponen en marcha para intentar confirmar y ampliar la noticia. Un equipo de la televisión británica se acerca al lugar de los hechos. Todos sus integrantes son detenidos apenas comienzan a hacer preguntas. El incidente termina en un simple susto y unas cuantas horas de interrogatorio.

Bazoof no tuvo tanta suerte. Haciéndose pasar por médico, y acompañado de una enfermera británica y un ciudadano iraquí, llega hasta la zona de la explosión, habla —al parecer— con unos y con otros y toma algunas muestras de tierra y ceniza, aparentemente para intentar verificar, mediante los oportunos análisis, si contenían residuos nucleares.

El enviado de *The Observer* es detenido e interrogado. Dos meses después se emite por televisión un vídeo en el que se reconoce culpable de espiar para Israel [en junio de 1981, el Ejército judío bombardeó y destruyó por completo la central nuclear iraquí de Tanmuz]. En marzo, Bazoof se desdice ante el tribunal que le juzga pero éste decide, a

troquímico y poco después estalló un camión cargado de explosivos". Es ésta una declaración que no encaja con informaciones facilitadas por fuentes diplomáticas occidentales y con las declaraciones posteriores de un ingeniero británico, que incluso aumentó las cifras de víctimas hasta más de 1.000 y confirma que en Al Hilá se construían cohetes.

La posición oficial tampoco encaja con el hecho de que Bazoof fuera ahorcado ayer. Si toda la historia consiste en un simple accidente relacionado con material no estratégico, ¿a qué viene tanto nerviosismo?

Sin estar dentro de la piel del enviado especial de *The Observer* es difícil emitir juicios concluyentes sobre su actuación. Sin embargo, las circunstancias en las que por aquellos días se desarrolló el trabajo de los periodistas extranjeros permiten, cuando menos, intuir que las tribulaciones que le llevaron a la horca nada tuvieron que ver con sus puestos contactos con el Mosad israelí sino con la absoluta cerrazón informativa de las autoridades de Bagdad.

Hamdun es el único alto funcionario del régimen al que se tie-

ne acceso, los deseos de sacar fotografías incluso de lugares públicos como el gigantesco monumento a la Victoria se enfrentan a una muralla de suspicacia, la petición de viajar privadamente por el Kurdistán es rechazada como absurda y el recorrido *oficial* por esa región impide toda relación real y libre con los ciudadanos.

La única posibilidad de contacto directo con una población que conoce como pocas el valor del silencio consiste en escaparse de los estrictos controles de los anfitriones y alquilar vehículos privados, al precio de un reforzamiento posterior de la vigilancia de celosos funcionarios del Ministerio de Información, que insisten desde entonces en acompañar a los *huéspedes rebeldes* incluso en los más inocentes paseos de éstos por el bazar.

Informar desde Irak

Informar desde Irak puede ser una misión imposible, y eso lo saben los periodistas de todo el mundo. Conseguir una primicia puede resultar suicida.

El presidente iraquí, el todopoderoso Sadam Husein, sabe lo que es clemencia, pero ignora lo que es justicia. Uno de sus cuatro hijos, Uday, mató a palos en noviembre de 1988 a un guardaespaldas de su padre. Éste no tuvo más remedio que permitir que fuera procesado por asesinato, pero en breve el *clamor popular* (incluida una supuesta petición de la familia del guardaespaldas) provocó el indulto presidencial. Farzad no ha tenido tanta suerte.

Le Monde

17 mars 1990

L'irrésistible ascension d'une dictature impitoyable

La révolution baasiste des 17-30 juillet 1968 a amené au pouvoir à Bagdad l'un des régimes les plus brutaux et répressifs de l'histoire de l'Irak.

Dès leur accession au pouvoir, les nouveaux dirigeants irakiens inaugurèrent toute une série de procès politiques contre leurs adversaires non-baasistes, tour à tour accusés d'être des agents d'Israël, des Etats-Unis et d'autres « puissances impérialistes ».

Le plus spectaculaire de ces procès fut celui à l'issue duquel seize personnes – dont dix de confession israélite – furent, le 26 janvier 1969, condamnées à mort. Le lendemain, quatorze d'entre elles furent pendues haut et court, place de la République à Bagdad, en présence d'une foule estimée à plusieurs centaines de milliers d'Irakiens amenés sur les lieux par les militants du parti Baas.

Cette macabre mise en scène à grand spectacle a marqué à jamais le régime baasiste dont l'histoire sera désormais jalonnée à intervalles plus ou moins réguliers de règlements de comptes impitoyables, de procès expéditifs et d'exécutions sommaires. En 1971, l'ancien général Hardan el Takriti, qui avait été membre du Conseil du commandement de la révolution, fut assassiné dans sa résidence d'exil au Koweït. Il était considéré comme un rival potentiel de Saddam Hussein qui, à l'époque, partageait le pouvoir avec le maréchal Hassan el Bakr, un baasiste modéré, mais vieillissant.

En juillet 1978, c'est l'ancien premier ministre irakien Abdel Razzak el Nayef, qui avait pendant un court moment collaboré avec le Baas, qui tombait sous les balles des tueurs, sur les marches de l'hôtel Intercontinental de Londres. Ce qui entraîna un léger mais momentanément refroidissement des relations entre la Grande-Bretagne et l'Irak. Toujours à la même époque, plusieurs cadres de l'OLP, dont Ezzedine Kalak et Saïd Hammami, représentants de l'organisation palestinienne à Paris et à Londres, furent tués par des membres du groupe d'Abou Nidal, qui avait alors pignon sur rue à Bagdad.

Toutes ces liquidations physiques faisaient le jeu de Saddam Hussein, le numéro deux du régime, mais de loin la personnalité la plus influente au pouvoir à Bagdad. Rien ne semblait devoir alors arrêter l'irrésistible ascension de l'homme fort irakien. Un culte de la personnalité savamment orchestré fait déjà de lui pratiquement le numéro un du régime. Miné par la maladie et, dit-on, mécontent des procédés cavaliers utilisés par son lieutenant, le président Hassan el Bakr s'efface progressivement de la scène politique. Le 16 juillet 1979, il cède le pouvoir à Saddam Hussein qui inaugure son règne par une des purges les plus sanglantes de l'histoire du parti Baas.

L'assassinat de l'ayatollah Bagher Sadr

Le 9 août 1979, vingt et une personnalités, des hauts dignitaires du parti et du régime – dont Adnan Hussein, économiste renommé et ami personnel du président Saddam Hussein, nommé par ce dernier au poste de vice-premier ministre – sont fusillées à l'aube, à l'issue d'un procès sommaire au cours duquel elles ont « avoué » avoir « trahi le parti et la révolution » au profit d'une puissance étrangère qui n'est autre que la Syrie, avec laquelle l'Irak venait pourtant de conclure un accord d'unité. Pour bien marquer la primauté de l'esprit du parti sur tout autre sentiment, les suppliciés sont fusillés par un peloton d'exécution comprenant « des militants civils et militaires du parti Baas irakien venus de toutes les régions du pays et se servant de leurs propres armes ».

Le président Saddam Hussein profite de cette purge sanglante pour faire condamner et exécuter M. Abdel Khalek Samarraï, l'un des dirigeants historiques du Baas qui se trouvait en prison depuis juin 1973. Tout semble indiquer qu'en l'éliminant, il a voulu supprimer un responsable baasiste dont la stature lui portait ombrage et menaçait son pouvoir personnel. Il n'était d'ailleurs un secret pour personne que M. Samarraï était partisan d'un

démocratie. Avec ce bain de sang, M. Saddam Hussein engage désormais son régime dans la voie de la répression d'une manière irréversible. Répression contre le mouvement autonomiste kurde qui n'a pas désarmé, contre le puissant parti communiste décimé par les exécutions de ceux de ses dirigeants qui n'ont pu joindre la clandestinité et contre les chiïtes, majoritaires dans le pays, tentés par l'exemple iranien.

La répression contre les chiïtes irakiens sera particulièrement cruelle. Pour répliquer aux attentats organisés par les membres de l'organisation Daoua, le président Saddam Hussein fait enlever par les forces de sécurité irakiennes le chef spirituel des chiïtes irakiens, l'ayatollah Bagher Sadr. Ce dernier sera exécuté sans autres formes de procès le 9 avril 1980 avec sa sœur. Selon Amnesty International, soixante-six chiïtes irakiens, comprenant des chefs religieux, des professeurs et des étudiants, ont été passés par les armes entre juillet 1979 et février 1980. En 1983, quatre-vingt-dix membres de la famille Al Hakim, pour la plupart des religieux, professeurs, chercheurs et penseurs chiïtes sont arrêtés et seize d'entre eux exécutés dans le but manifeste d'exercer une pression sur les membres de la famille qui, de Téhéran, dirigent l'opposition chiïte irakienne.

La guerre contre l'Iran déclenchée en septembre 1980 renforce les pouvoirs du président irakien. Le culte de la personnalité prend des proportions gigantesques. Les portraits du président Saddam Hussein sont partout. L'opposition au sein de la classe politique a cessé depuis belle lurette faute d'opposants. Cependant, la défaite de l'armée irakienne à Khorramchahr en mai 1982 ébranle l'image de marque du président irakien, qui cumule alors les postes de président du Conseil du commandement de la révolution, de secrétaire du commandement régional du parti Baas, de secrétaire général adjoint du commandement national du parti, de président de la République, de premier ministre et de commandant en chef des forces armées. L'obstination de

l'imam Khomeiny qui refuse de faire la paix avec l'armée irakienne en pleine débandade et entend marcher sur les lieux saints de Nadjaf et de Kerbala, sauvera en fin de compte le président Saddam Hussein qui devient, aux yeux du peuple irakien, le symbole de la résistance contre l'« envahisseur persan ».

La crainte du khomeinisme

C'est également la « crainte du khomeinisme » qui a poussé les grandes puissances à appuyer le régime de Bagdad, en lui fournissant tout ce qui lui était nécessaire pour ne pas perdre la guerre contre l'Iran. Elles ont pour cela fermé les yeux, ou fait semblant de ne pas voir certaines violations du droit international par l'armée irakienne, dont la plus sinistre a été l'utilisation des armes chimiques d'abord contre les militaires iraniens, et ensuite contre les civils kurdes.

Ce laxisme international a sans doute renforcé le pouvoir personnel du président Saddam Hussein. Mais la force principale du chef de l'Etat irakien réside dans le contrôle qu'il exerce sur l'appareil du parti Baas, taillé à sa mesure. Quadrillé par des dizaines de milliers de cadres qui lui sont totalement dévoués, le parti contrôle d'une manière efficace la plupart des aspects de la vie en Irak. Il se confond parfois avec le gouvernement et peut à tout instant mobiliser des centaines de milliers d'Irakiens. Le parti, devenu au fil des ans tentaculaire, dispose, outre une branche militaire qui contrôle l'armée, de services de renseignements (les Moukhabarats) omniprésents ainsi que de milices populaires destinées à contrebalancer toute velléité bonapartiste au sein de la hiérarchie militaire.

Ainsi muselé, l'Irak est un pays où le journaliste peut difficilement exercer son métier. Même s'il comprend l'arabe, il a peu de chances de tomber sur un interlocuteur qui oserait lui parler d'autre chose que de la pluie et du beau temps. La chape de silence dont le Baas a réussi à couvrir le pays ne comporte pratiquement aucune faille et nul ne peut la soulever sans encourir les pires ennuis.

JEAN GUEYRAS

El diario *Sun* informó de que el periodista había sido detenido por robo

La prensa británica destapa un pasado turbio que ensombrece el «caso Bazoft»

El viaje que le ha costado la vida era el sexto que realizaba a Irak

JOSE MARTI GOMEZ

Corresponsal

LONDRES.- Una rosa roja fue depositada anoche en la puerta de la embajada de Irak en Londres. Unas horas antes, en Bagdad, el periodista Farzad Bazoft había entregado al cónsul británico el último mensaje para su novia escrito minutos antes de ser ejecutado.

La prensa británica abre con la noticia de la ejecución, y en todas las páginas la condena y la denuncia de la brutalidad del régimen de Bagdad es unánime. Sólo un diario, el sensacionalista *Sun*, abre su primera página anunciando con grandes caracteres que el periodista ejecutado había sido condenado en Gran Bretaña por cometer un robo.

Va a ser un dato que Irak explotará en su favor para tratar de ocultar el tema de fondo: la ejecución fue llevada a cabo sin que el periodista tuviese un juicio con todas las garantías de un Estado de derecho, algo que Irak no es.

HISTORIA TURBIA. - Bazoft ha estado inmerso en un asunto del que este corresponsal cree que todavía no se conocen las últimas ramificaciones.

La complejidad empieza por la personalidad de Bazoft, según se desprende de las informaciones que aparecen tras su ejecución.

Según *The Guardian*, a Farzad Bazoft le perdió su agenda, en la llevaba números de teléfono comprometedores, como el del ex agregado militar de Israel en Teherán. *The Guardian* añade que el periodista ya había sido detenido en una ocasión en un país de Oriente Medio por hacer fotografías de instalaciones militares, aunque el revelado sólo ofreció la visión de fotos turísticas.

En mayo del 89, Bazoft fue detenido en Túnez, siempre con su cámara, en las inmediaciones del cuartel general de la OLP.

The Guardian dice que estos datos eran sabidos por el servicio



El embajador iraquí, a la derecha. / THE ASSOCIATED PRESS

de información de Irak.

De ser cierto, ¿por qué Irak le invitó a visitar el país para que escribiese sobre el problema kurdo? Aún provoca más sorpresa saber que éste, el que le ha llevado al patíbulo, era el sexto viaje.

Intentó con una bomba falsa atracar una firma constructora. Cumplió un año de cárcel.

El editor de *The Observer* ha dicho hoy una frase desafortunada: «No es un buen momento para dar a conocer ese detalle, que por otra parte yo desconocía».

El embajador iraquí manifestó ayer el Gobierno británico no pidió clemencia «por favor».

En la entrevista, este original teórico de la compasión añadió que a su Gobierno no le había gustado

que Margaret Thatcher emplease la palabra «horrorizada» cuando supo de la condena a muerte, a lo que el titular de Asuntos Exteriores británico replicó con un sarcástico: «¿Y qué esperaba Irak que dijese el primer ministro».

INVERSIONES BRITANICAS. - Historia trágica con unos flecos sórdidos todavía bajo la alfombra. Rolls Rolls invierte 75 millones de libras en Irak; la Babcock International, 150; la British Aerospace, mil millones para la aviación iraquí.

Como ha dicho un financiero: «Si seguimos nuestras relaciones con China después de la sangrienta represión prococada en la plaza de Tiananmen, no hay por qué ahora romper con Irak».

Madrid, 17 de marzo de 1990

EL MUNDO

P E R I L

JUAN CARLOS GUMUCIO

SADDAM HUSSEIN

El carnicero de Bagdad

Sus enemigos lo llaman «el carnicero de Bagdad». Sus seguidores deliran cuando habla. El presidente iraquí Saddam es un hombre que inspira absolutamente todo menos indiferencia. Es un hombre temerario que se ha ganado el repudio internacional con sus sanguinarias campañas de represión contra kurdos, iraníes y sus propios compatriotas y, más recientemente, con la ejecución de Farzad Bazoft, el periodista británico colgado en Bagdad el miércoles.

VILLANO DE PELICULA

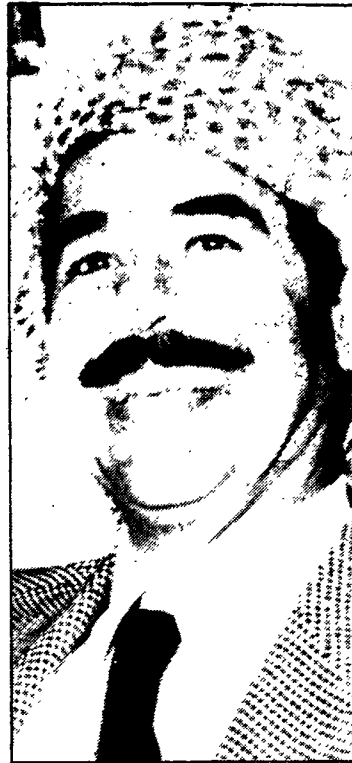
Fornido, impredecible como las más peligrosas tormentas, Saddam Hussein es un hombre que en una de esas viejas películas americanas encajaría perfectamente en el papel del villano que ata a la jovencita a los rieles del tren. Para un buen sector de su país, sin embargo, Saddam es todo lo contrario: el gran guerrero predestinado a conducir a su pueblo al pináculo del mundo árabe.

El problema es que Saddam es, por excelencia, el «malo de la película». Con Saddam Hussein, señoras y señores, no se juega.

Este musulmán sunita de 52 años nació huérfano de padre el 28 de abril de 1937 en la aldea de Takrit, al norte de Bagdad.

Saddam creció junto con el sentimiento nacional de humillación y de desconfianza. A los 18 años, deja la escuela secundaria de Takrit, se enrola al partido Baaz y parte hacia Bagdad donde participa en un intento de golpe contra el general Qassem.

Conoce la persecución y el encarcelamiento en Irak y el exilio en Siria y Egipto hasta que su fortuna política mejora a mediados de los años sesenta. Tras una década como «hombre fuerte» del régimen de Ahmed Hassan Bakr, Saddam asciende a la presidencia en julio de 1979: comienza una era de potenciamiento nacional y de aventuras, como la invasión que desató la guerra del Golfo



THE ASSOCIATED PRESS

contra los persas del Irán al año siguiente.

Gran parte del poder de Saddam Hussein descansa sobre las ruinas de aquel conflicto que en 8 años cobró un millón de vidas.

SOLUCION QUIMICA

La guerra dio a Saddam la ocasión de estrenar su pavoroso arsenal químico y a la sombra del líder iraquí crece un Ejército que se vanagloria de gasificar soldados y civiles iraníes.

Aun así, Occidente seguirá haciendo negocios con Saddam, y Bagdad iniciaría su ascenso en la escala de prestigio dentro del mundo árabe. El mundo se rasga las vestiduras tras la ejecución de Bazoft, pero Saddam es más ducho de lo que uno cree.

Es sólo cuestión de tiempo. Las emociones occidentales, a diferencia de los grandes intereses económicos, son efímeras.

Madrid, 17 de marzo de 1990

EL MUNDO

La cotidiana tragedia iraquí

La ejecución de Farzad Bazoft no hace sino despertar la conciencia ante el horror reinante en Irak, que alcanza a escritores e intelectuales

EL MUNDO/The Guardian

LOS dirigentes iraquíes acostumbran a jactarse de que su país es el más seguro de Oriente Medio. Y en cierto sentido lo es, porque no hay en él lugar para la disidencia, ni siquiera para los diferentes puntos de vista.

De vez en cuando el mundo puede entrever el enorme horror que caracteriza al Irak de hoy, cuando se produce un incidente internacional como ha sido la ejecución del periodista británico de origen iraní Farzad Bazoft.

Sin embargo, para los iraquíes, y para muchos periodistas árabes que viven y trabajan en la región, esta tragedia no hace sino resaltar sus propios peligros cotidianos.

AL EXILIO.— Entre los resultados más perturbadores de esta represión violenta está el hecho de que en Irak ya no quedan periodistas iraquíes. Los tres diarios que se editan en Bagdad son propiedad del Estado y su personal está compuesto de miembros acreditados del partido.

Un alto cargo asiático que, hace dos años, asistió a una conferencia en Irak y fue entrevistado por los tres periódicos se quejó más tarde de que los «redactores» de los tres le hicieron la misma pregunta imposible: «¿Qué piensa usted de nuestro gran líder y héroe, Saddam Hussein, y de sus logros?».

La mayoría de los escritores, artistas y periodistas iraquíes viven en exilio fuera de su país, pero aun así viven con temor. Y los que se atreven a escribir contra el Gobierno iraquí lo suelen hacer escudándose en seudónimos. Ningún iraquí, ni siquiera en el exilio, se siente a salvo del largo brazo de la dictadura de su país.

Se afirma que el primer escritor iraquí que decidió escapar fue un poeta conocido, Modaffar Al-Nawab.

A principios de los años setenta, cuando el Gobierno del Baas intentó ganarse el respaldo del poeta, Saddam Hussein —entonces miembro del Gobierno—, le preguntó si podía hacer algo por el poeta. Al-Nawab pidió un pasaporte, y abandonó el país en cuanto lo recibió.



Farzad Bazoft.

Su previsión quizá le salvó la vida. Poco después, Burhan Al-Shawi, otro poeta, fue torturado, y Jihad Majid, un escritor especializado en cuentos cortos, fue envenenado. Y ello, por mencionar sólo dos casos.

Los periodistas iraquíes no son los únicos ciudadanos de este país que viven con el temor de la despiadada tiranía del Gobierno. Muchos periodistas y editores árabes, especialmente en la zona del Golfo —en los Emiratos Arabes Unidos, en Bahrein o en Kuwait— también son castigados de varias maneras, pero siempre eficazmente. Saddam Hussein ha extendido el temor a través de la mayor parte del Cercano y Medio Oriente.

Otra consecuencia más de ese grado extremo de represión es que se sabe o se publica muy poco sobre Irak.

El mundo descubrió tan sólo por casualidad que en 1983 una represalia colectiva contra la ciudad de Al-Dujail, después de un atentado contra la vida de Saddam Hussein, la dejó reducida a escombros: gran parte de la población fue destruida con apisonadoras.

Y fue Amnistía Internacional la que, finalmente, despertó la conciencia internacional, hace cuatro años, ante las atrocidades cometidas diariamente por el Gobierno

iraquí. Entre ellas estaba el hecho de que se obligaba a los médicos a desangrar hasta su muerte a los donantes de sangre conocidos por no cooperar políticamente...

LOS OJOS CERRADOS.— Se dio también información probada y documental sobre otros métodos de tortura, sin que se produjese por parte de los gobiernos occidentales ninguna reacción, o manteniéndose ésta en un nivel mínimo.

Estos gobiernos respaldaban implícitamente a Saddam Hussein en su guerra contra Irán, y hoy hablan de sus esperanzas de incrementar las relaciones comerciales con los iraquíes.

Hace dos años, el uso de armas químicas contra pueblos kurdos rebeldes se dejó pasar de la misma manera en que, en Occidente, muchas de las atrocidades que cometen los gobiernos del Oriente Medio pasan por algo inevitable.

Con 20 años de retraso

Saadi Ahmed, presidente de la Asociación de Escritores, Artistas y Periodistas Demócratas Iraquíes, declaró el jueves: «Esta mañana el periodista británico Farzad Bazoft ha sido ejecutado por el régimen iraquí. Escritores, artistas y periodistas demócratas iraquíes en el exilio, condenamos este acto. Creemos que la palabra «bárbaro» que emplea el ministro de Exteriores para describirlo llega veinte años tarde. Lo que le ha sucedido a Bazoft ha sucedido a cientos de escritores, artistas y periodistas desde que el actual régimen llegó al poder en Irak».

La libertad de expresión ha quedado totalmente erradicada dentro de las fronteras iraquíes. La Academia de Bellas Artes de Bagdad ha cerrado sus puertas para todos quienes no sean miembros del partido único. Se desplazó a artistas y escritores de talento a actividades como las del

Ministerio de Agricultura y demás. Fueron suprimidos los grupos teatrales, que han quedado sustituidos por un grupo teatral estatal, cuyos miembros también son miembros del partido.

La televisión, que es estatal y está dirigida por miembros del partido, es poco más que un medio para la loa constante de Saddam Hussein.

Un enviado especial extranjero ha visto, con estupor, un programa informativo de tres horas de duración en el que no se veía más que al líder sosteniendo una caña de pescar en un lago cercano a Bagdad.

Los castigos iraquíes son rápidos y generalmente resultan convincentes de cara a aquellos

periodistas que muestran preocupación por los derechos humanos y civiles o por algún otro aspecto que el régimen de Bagdad pueda considerar como amenazante para su seguridad.

SEGUN EL PASAPORTE.— Se reparten las desapariciones, los accidentes misteriosos, los envenenamientos y las acusaciones de que ponen en peligro la seguridad nacional, y ello según el pasaporte y el país de origen. Aquellos que originariamente proceden de Oriente Medio son a menudo considerados como más amenazadores, y fácilmente acallados, sin que el mundo exterior se queje mucho.

Desde 1988, el envenenamiento

por talio ha venido reservándose a la «intelligentsia» y a algunos escritores árabes a los que difícilmente se podía culpar de algo preciso. El talio es cómodo porque sus efectos varían según los individuos y porque un médico de medicina general que no sospeche nada tiene dificultades para diagnosticarlo. También tiene un período de latencia que separa en el tiempo el acto del envenenamiento y las manifestaciones del producto. Por eso es una forma eficaz de ocuparse de los escritores y editores molestos, estén donde estén.

Se ha llegado a rumorar que un disidente iraquí envenenado fue envenenado por segunda vez en un hospital de Londres en el

que se le estaba tratando de la primera ingestión.

Un mundo escandalizado por la farsa de «juicio» y la ejecución de Barzofi quizá pueda descubrir ahora con más interés estos versos de un poeta iraquí exiliado en Londres:

«Le encarcelaron / Antes de acusarle. / Le torturaron / Antes de interrogarle. / Apagaron cigarrillos en sus ojos / Y colocaron fotos ante él. / "Dí de quién son estas caras". / El dijo: "No veo". / Y cuando no lograron hacerle hablar / Le colgaron. / Un mes más tarde le exoneraron. / Vieron que el joven / No era el que de verdad querían / Sino su hermano. / Fueron a buscar al otro. / Pero le encontraron / Muerto de dolor / Y no le arrestaron».

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

Le 17 mars (AFP) -

Iran-Irak-Kurdes

TEHERAN - Plusieurs dizaines de kurdes irakiens ont manifesté samedi devant les locaux de l'ONU à Téhéran, à l'occasion du deuxième anniversaire d'un bombardement à l'arme chimique par l'Irak de la ville kurde irakienne de Halabja, qui avait fait 5.000 morts, a-t-on constaté.

Un premier groupe de manifestants s'est dirigé vers les locaux de la représentation de l'ONU (nord de Téhéran), pour dénoncer les "crimes atroces" du régime irakien en bombardant Halabja. Un deuxième groupe s'est rassemblé devant les locaux du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés, où les manifestants ont lu une déclaration demandant "le retour de la population kurde" dans ses foyers au Kurdistan.

Iran-Irak-GB

Bazoft avait des documents sur la coopération irako-britannique dans l'armement chimique, selon un journal iranien

TEHERAN, 18 mars (AFP) - Le journal iranien Abrar affirme dimanche que Farzad Bazoft, le journaliste de l'Observer exécuté en Irak, a obtenu "des documents ultra-secrets sur la coopération irako-britannique dans la production d'armes chimiques et bactériologiques".

Le journal, qui défend souvent des positions radicales, ajoute que "Bazoft a réussi à recueillir de très précieux renseignements sur la collaboration de la Grande-Bretagne avec l'Irak" dans l'attaque aux armes chimiques contre la population kurde d'Halabja (Kurdistan irakien), qui a fait 5.000 morts en 1988.

"La Grande-Bretagne a contribué à la mise au point des usines d'armement chimique en Irak et elle a fourni à l'Irak la matière première pour la fabrication de bombes chimiques", ajoute Abrar qui estime que Bazoft est "lombé sur des documents en ce sens".

Le journal affirme que, dans cette affaire, "Londres et Bagdad ont bien joué leurs rôles définis par les services de renseignements" et que "Bazoft a été le seul perdant, sacrifié dans l'aventure".

Abrar ajoute que le président irakien Saddam Hussein, en faisant exécuter le journaliste de l'hebdomadaire Observer, a cherché à "mettre en valeur son rôle anti-occidental et anti-britannique, pour tenter de calmer les esprits agités de son peuple".

L'exécution de Bazoft, jeudi dernier à Bagdad, n'a provoqué aucune réaction officielle en Iran. La radio-télévision nationale l'a annoncée sans mentionner que Bazoft, opposant au régime islamique, était d'origine iranienne.

kd/KAR/jmg

Dimanche 18- Lundi 19 mars 1990

Le Monde

PROCHE-ORIENT

IRAK

Ruiné par la guerre avec l'Iran Bagdad accumule une dette de 70 milliards de dollars

Jadis enfant chéri des grands exportateurs civils et militaires français, Bagdad est devenu depuis quelques années la bête noire du ministère des finances. En dépit d'un potentiel énorme à moyen et long terme, le pays, ruiné par la guerre, a accumulé une dette totale de près de 70 milliards de dollars (1), soit près de 420 milliards de francs, qu'il se révèle incapable d'honorer, accumulant retards, sinistres et impayés à l'égard de tous ses fournisseurs.

Envers la France, la dette accumulée depuis quinze ans s'élève au moins à 4 milliards de dollars, soit près de 24 milliards de francs, pour ne prendre que la partie garantie par la COFACE (la société d'assurance-crédit publique), c'est-à-dire, *in fine*, par l'Etat, le reste étant fort mal connu. Cette dette « officielle » n'est remboursée qu'au compte-goutte, Bagdad refusant *grosso modo* de régler le principal et n'acquittant qu'une partie des intérêts.

Résultat : l'Irak est devenu depuis l'an dernier la troisième cause d'indemnisation de la COFACE, derrière l'Egypte et la Pologne et au coude à coude avec le Nigéria, le coût pour le budget s'élevant en 1989 à 2 milliards de francs, soit un sixième du total des sommes prises définitivement en charge par l'Etat !

Tirant - un peu tard - les leçons de l'expérience, les autorités françaises ont donc depuis plus d'un an fermé la vanne des nouveaux crédits. Les seules exportations qui se

maintiennent entre les deux pays sont désormais, du côté français, des fournitures militaires, d'ailleurs le plus souvent payées comptant, et du côté irakien, des ventes de pétrole, en net recul depuis la fin de l'an dernier.

Les ventes françaises, qui avaient dépassé 10 milliards de francs au début des années 80, n'ont représenté qu'environ 3 milliards l'an dernier (soit moins de 4 % des importations totales de l'Irak). En sens inverse, Bagdad reste le quatrième fournisseur de pétrole brut de la France derrière l'Arabie saoudite, l'Iran et la Norvège, mais sa part des approvisionnements (8,1 % l'an dernier) ne cesse de décroître.

La France n'est pas un cas isolé. Tous les grands fournisseurs de Bagdad montrent des signes de lassitude face à la mauvaise volonté des autorités irakiennes pour honorer leurs engagements. Contrairement à la plupart des pays lourdement endettés, l'Irak refuse en effet de normaliser le traitement de sa dette en négociant avec l'ensemble de ses créanciers publics un rééchelonnement en bonne et due forme des échéances.

Le chantage aux nouveaux contrats

Arguant de motifs politiques (le passage devant le Club de Paris est considéré comme un déshonneur) et stratégiques (le gouvernement refuse de communiquer à l'étranger, *a fortiori* au FMI, toute donnée budgétaire, économique ou financière), Bagdad tente de faire accepter à chaque pays, pris séparément, des accords bilatéraux d'étalement en utilisant tous les

moyens, y compris le chantage aux nouveaux contrats auprès des industriels fournisseurs, la remise en cause de contrats signés et le non-paiement pur et simple des échéances dues.

Ainsi l'Irak n'a-t-il finalement accepté de régler à la France l'an dernier qu'à peine un cinquième (1,5 milliard de francs sur 8,5 au total) des échéances normalement dues de la mi-1988 à la fin 1989. Le reste, soit 7 milliards, a du être étalé sur six ans, aux termes d'un accord signé en septembre 1989, après plus d'un an de tractations houleuses, qui ne concernaient que les échéances déjà tombées. Pour 1990, Bagdad a déjà accumulé, à la mi-mars, quelque 750 millions de francs d'impayés !

L'Irak procédant de même avec la quasi-totalité de ses créanciers, tous, depuis un an, ont peu à peu serré la vis à leurs exportateurs. Les Italiens, échaudés par le scandale de la Banca Nazionale del Lavoro (2), incitent leurs industriels à la prudence. Même les Britanniques, après avoir ouvert une ligne de crédit pour les grands projets, ont fait machine arrière et bloqué le processus.

Leurs réticences sont d'autant plus vives qu'en dépit de ses difficultés financières le régime irakien continue de vivre largement au-dessus de ses moyens. Malgré l'arrêt des combats avec l'Iran en 1988, le régime n'a pas réduit ses dépenses militaires (5 milliards de dollars au moins) et ambitionne même de devenir le premier producteur d'armements de la région. De plus, les besoins d'un ambitieux programme de reconstruction, estimé à 60 milliards de dollars, gonflent les importations

civiles estimées à 11 milliards de francs.

Les recettes pétrolières, bien qu'en nette hausse depuis un an (15 milliards de dollars en 1989), suffisent juste à équilibrer la balance commerciale, laissant entier le problème du remboursement de la dette.

Avec des échéances théoriques de plus de 5 milliards de dollars sur le principal et une charge d'intérêts d'au moins 3 milliards de dollars l'an, l'Irak n'est pas près de sortir du « cercle infernal de la dette ».

VÉRONIQUE MAURUS

(1) L'endettement réel vis-à-vis de l'Occident, de l'URSS et du tiers-monde est estimé à 40 milliards de dollars environ, auxquels il faut ajouter une trentaine de milliards dus aux pays alliés du Golfe, dont le remboursement paraît pour le moins aléatoire.

(2) Accusé d'avoir versé des crédits non autorisés à l'Irak pour plus de 1 milliard de dollars.

(3) Attaques anti-britanniques dans la presse irakienne. - Pourtant mesurée, la réaction de Londres à l'exécution, jeudi à Bagdad, du journaliste Farzad Bazoft a déclenché une vague de furieuses attaques anti-britanniques dans la presse gouvernementale irakienne, qui a annoncé l'organisation de manifestations dans le pays le samedi 17 mars. A Moscou, les *Izvestia* ont qualifié l'exécution de Farzad Bazoft de « mesure absolument inadmissible dans le monde civilisé ». En revanche, le roi Hussein de Jordanie a volé au secours de son allié irakien, en estimant que les critiques dont Bagdad a fait l'objet étaient injustifiées.

MARSEILLAISE 19 mars 1990

EXPO

Les oubliés de l'histoire



Les kurdes, un peuple que l'on connaît mal ou pas du tout. Avec le M.R.A.P.O. les kurdes bollénois racon-

tent, avec des photos, des cartes et des textes, ce qu'ils sont, d'où ils viennent. Une belle exposition à voir jus-

qu'au 24 mars dans le hall de la mairie.

A.B.

MERIDIONAL 19 mars 1990

31 mars

"Trop jeune pour se taire"

Pour un monde sans torture, l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la Torture) lance une campagne de mobilisation à l'intention des 15-19 ans. Dans notre ville, l'association qui lutte comme Amnesty International en envoyant des courriers aux Gouvernements -et refuse toute violence- est née en novembre grâce à M et Mme Jacques Malbequi qui en assurent la présidence :

- Le samedi 31 mars, une grande fête de sensibilisation aura lieu dans les locaux de l'Aumônerie Saint-Raymond, nous a confié Mme Malbequi avec comme but la libération de Yakup Cicek, un Kurde emprisonné pour 8 ans, pour avoir lu une revue politique interdite en Turquie. Et il faut savoir, qu'il s'est vu infliger deux fois huit ans supplémentaires pour s'être exprimé dans sa langue, au moment de son procès. En effet, le Kurdistan, qui est le thème de notre campagne est



Mme Malbequi (Photo J.P.T)

un pays sans frontières, à cheval sur l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Turquie et il demande son autonomie.

Le 31 mars sera consacré à sensibiliser les jeunes sur les tortures dans le monde afin de susciter l'espoir. D'ailleurs, notre campagne vient de recevoir le Prix des Droits de l'Homme 1990, décerné par la Commission Nationale consultative récompensant chaque année des initiatives dans ce domaine."

Quel sera le programme de cette journée ?

- A 15h, lâcher de ballons qui seront fournis aux enfants, et un concours photo "couleurs" (tirage sur papier) est proposé sur cet instant.

A 15h 30, le Dr Jean Deaux,

un "Médecin du monde" de Corbières, qui est déjà allé deux fois au Kurdistan témoignera avec des diapositives, et la projection sera suivie d'un débat.

A 17h 30, jeu surprise primé, puis vente et envoi de cartes postales aux prisonniers kurdes.

A 19h "repas kurde" (Se faire inscrire rapidement au ☎ 92.87.86.00 aux heures de repas) et ensuite veillée avec chants, musiques, poèmes, par les jeunes du lycée Esclançon, l'Aumônerie, Saint-Charles, et les différentes églises de Manosque. Tous les musiciens manosquins et de la région sont d'ailleurs invités, s'ils désirent apporter leur témoignage "musical".

RÉPUBLIQUE DU CENTRE 19 mars 1990

Le temps est compté pour Ibrahim Er

Situation stagnante à l'approche de la date d'expiration de son séjour.



Ibrahim Er entouré des représentants des différents mouvements qui défendent les droits de l'homme.

CHARTRES. — Les représentants de différentes organisations de défense des droits de l'homme (le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, l'ATT, le MPPT, la LCR, le CNDTI) se sont réunis mercredi soir à Mainvilliers, à la salle des réunions, avenue Victor-Hugo, afin de concrétiser les formes à donner à la campagne de soutien à Ibrahim Er.

La situation n'a pas fondamenta-

lement évolué depuis que l'OF-
PRA (Office français de protection
des réfugiés et apatrides) a accusé
réception de la demande de réou-
verture du dossier engagée par
l'avocat du ressortissant kyrgé,
Me Nicolle, et a précisé par
courrier qu'un silence de quatre
mois à compter du 19 janvier
équivalait à un rejet implicite.

M. Essirard, conseiller régional,
membre du Parti communiste fran-

çais (excusé à la réunion), qui
avait écrit à Pierre Joxe, ministre
de l'Intérieur, a fait parvenir la
réponse de ce dernier à l'assis-
tance. Cette missive émanait de
Bernard Boucault, chef de cabinet,
et se traduisait dans des termes
tout à fait administratifs et imper-
sonnels, n'apportant rien de nou-
veau.

Cependant, il est à noter que la
date légale du séjour d'Ibrahim Er

arrive à expiration le 17 mars. Les
membres du comité de soutien,
consternés devant de tels silences
et inquiets de l'attitude de l'OF-
PRA qui attend peut-être que le mouve-
ment s'essouffle, ont accompagné,
dans un premier temps, Ibrahim
Er, jeudi 15 mars, au bureau des
affaires étrangères de la préfec-
ture de Chartres, afin d'obtenir le
renouvellement d'un titre.

Leur action ne s'arrêtera pas là.
Le 28 mars, une délégation se
rendra à l'OF-
PRA à Fontenay-
sous-Bois.

La diplomatie est de rigueur et
les représentants des différents
groupements, forts du soutien de
plusieurs personnalités comme
Mgr Gaillot, Georges Lemcine,
André Essirard et peut-être même
de l'évêque de Chartres et des
prêtres de Rechèvres qu'ils souhai-
tent solliciter, informeront au
préalable l'organisme concerné de
leur prochaine démarche. L'affaire
est à suivre.

En outre, le cas d'Ibrahim Er
n'est pas isolé, il y a beaucoup
d'immigrés qui sont dans sa situa-
tion. L'action déjà engagée ira
plus loin avec la constitution d'un
comité de solidarité avec les réfu-
giés politiques turcs et kurdes pour
la défense des droits d'asile.

Le texte déjà élaboré doit être
soumis aux différents partenaires.

Laure BOURDEAU.

DOPHINÉ LIBÉRÉ 19 mars 1990

TEMOIGNAGE ■ Le docteur Irène Compagnon en mission humanitaire, dans le cadre de l'A.M.I.

SOIGNER ET VIVRE AU KURDISTAN



Le docteur Compagnon ■ Avec les réfugiés kurdes.

L'Est focalise notre attention, nos attentes, nos « réflexes » de solidarité. Quand les peuples se libèrent, ils libèrent aussi leurs besoins. Il est normal que leur plus proches voisins soient les premiers à recevoir le message. Proximité géographique, mais aussi proximité culturelle; comme on le voit notamment pour la Roumanie. Sans oublier cette incontournable dimension économique qui joue sous toutes les latitudes...

Cette soudaine attraction réciproque Est-Ouest ne peut occulter d'autres besoins, d'autres attentes. D'autres urgences qui, elles, se focalisent surtout au Sud, dans ces pays dits du tiers-monde; ces pays ou ces régions que la guerre ou la guérilla continuent à menacer, à dévaster.

Quelque soit le schéma économico-politique en gestation, on ne peut devenir brutalement aveugle au-delà de l'Europe, fût-elle étendue de l'Atlantique à l'Oural...

Dans un camp de réfugiés

Le Kurdistan s'étend sur 5 pays : Turquie, Iran, Irak, Syrie, U.R.S.S. Vingt-cinq millions d'habitants (dont la moitié en Turquie), montagnards, bergers ou chasseurs qui combattent encore pour leur liberté, leur reconnaissance, après avoir été au cœur du conflit irano-irakien.

Entre avril et juillet 89, le docteur grenoblois Irène Compagnon partit en mission humani-

taire, dans le cadre de l'A.M.I. (Aide médicale internationale), dans un camp de réfugiés kurdes iraniens, à quelques kilomètres de la frontière Iran-Irak. Période trouble, marquée par la mort de Khomeiny et l'assassinat du Dr A. Ghassemlou, chef du parti démocratique kurde.

Sur les hauts plateaux, dans un hôpital rudimentaire fonctionnant grâce à la collaboration A.M.I.-Médecins du monde, elle soigna mais aussi assura la formation des équipes paramédicales (infirmier, sage-femme...). Médecine d'urgence et de prévention qui se doublait donc d'une démarche pédagogique. « Médecine authentique », dira-t-elle, « où l'échange, la chaleur, la confiance retrouvent toute leur place ».

Soirée d'information

En s'appuyant sur un diaporama, Irène Compagnon témoignera de cette mission et des actions de l'A.M.I. A la Maison de l'enfance Abbaye-Grand Châtelet (dans le cadre des conférences mensuelles), en collaboration avec le collège Edouard-Vaillant de Saint-Martin-d'Hères où sera assurée la projection. La recette sera versée à Aide médicale internationale.

Soirée ouverte aux familles et enfants (à partir de 10 ans). Mardi 20 mars dès 19 heures (tél. 76.44.31.49).

Pierre BERGEAUD

POPULAIRE DU CENTRE 20 mars 1990

EXPOSITION

L'univers des Kurdes au Centre Jean-Lurçat

Jusqu'à la fin du mois, le Centre Jean-Lurçat d'Aubusson présente une exposition consacrée aux Kurdes. Cette exposition permet à chacun de mieux comprendre la communauté kurde qui se trouve depuis quelques semaines à Mainsat.

Au Centre Jean-Lurçat, l'exposition regroupe essentiellement des photographies et des documents relatant l'épopée tragique de ce peuple.

On peut aussi voir un décor kurde reconstitué



ainsi que des objets traditionnels.

De plus, les vendredi et samedi, des films vidéo sont proposés. Il s'agit d'intéressants documentaires.

POPULAIRE DU CENTRE 21 mars 1990

EXPOSITIONS A MAINSAT ET AUBUSSON

Les Kurdes, qui sont-ils ?

L'ASSOCIATION Mainsat-Kurdistan organise une exposition : « Kurdes, qui sont-ils ? », à Mainsat, du 21 au 25 février, puis à Aubusson, du 1^{er} au 30 mars, en collaboration avec le C.A.C. Jean-Lurçat.

A Mainsat, salle du temps libre, tous les jours, à partir de 15 heures, exposition gratuite. Mercredi 21, à 18 heures, inauguration en présence de nombreuses personnalités. Jeudi 22, à 20 heures, projection d'un film vidéo suivie d'un débat avec les Kurdes de Mainsat. Vendredi 23 et samedi 24, à 20 heures, repas animé où l'on dégustera les spécialités du Kurdistan. Participation au repas, 30 F (boisson non comprise). Dimanche, à 15 heures, projection de film-débat. A 18 heures, clôture de l'exposition à Mainsat. Renseignements, mairie de Mainsat, tél. 55.67.07.21.

Dès le 1^{er} mars, l'exposition se déplace au Centre culturel Jean-Lurçat où le point fort sera la projection du film « Le Troupeau », de Gütney, du 2 au 6 mars. Renseignements : Centre culturel Jean-Lurçat, tél. 55.66.33.06.

AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP - AFP

FRA0295 4 I 0273 TUR /AFP-PT55
 Turquie-Kurdes
 Couvre-feu à Cizre le jour du "Newroz"

CIZRE (Turquie), 21 mars (AFP) - Le couvre-feu était toujours en vigueur à Cizre (sud-est de la Turquie) le jour même du "Newroz", fête du printemps et premier jour de l'année pour les peuples iraniens du Proche et Moyen-Orient, au lendemain des "événements sanglants" qui ont fait 4 morts et 9 blessés parmi la population civile, a constaté mercredi sur place le correspondant de l'AFP.

Les points stratégiques de la ville, située près de Mardin, à 11 km de la frontière turco-syrienne, sont contrôlés depuis la fin des "affrontements" par les chars et véhicules blindés des forces de l'ordre. Les forces de l'ordre contrôlent également les entrées et sorties de Cizre, véritable "ville fantôme" où les traces des affrontements de mardi sont toujours apparentes.

Plus de vingt journalistes sont bloqués dans un hôtel de Cizre. La police a cependant autorisé, pour une durée de dix minutes, les photographes à prendre des images de quelques enfants qui erraient dans les rues.

Plus de 125 personnes ont été placées en garde à vue à la suite des "affrontements", selon le sous-préfet, qui a précisé que des munitions, "même des grenades", avaient été saisies à la suite des "événements". Lors de ces affrontements, "les forces de l'ordre ont essuyé des tirs alors qu'elles essayaient d'empêcher une manifestation".

Dans le village de Nussybin près de Mardin, une personne avait trouvé la mort le 15 mars dernier sous les balles des forces de l'ordre lors de manifestations à la suite des obsèques d'un militant indépendantiste kurde tué le 13 mars.

RD/YM/sok

LA MONTAGNE
 21février1990

Exposition à Mainsat et Aubusson

Les Kurdes, qui sont-ils ?



L'association Mainsat-Kurdistan organise une exposition : « Kurdes ». Qui sont-ils ? A Mainsat, du 21 au 25 février, puis à Aubusson, du 1^{er} au 30 mars, en collaboration avec le C.A.C. Jean-Lurçat.

À Mainsat, salle du Temps Libre : tous les jours, à partir de 15 heures, exposition gratuite. Mercredi 21 février, à 18 heures, inauguration en présence de nombreuses personnalités ; jeudi 22 février, à 20 heures : projection d'un film vidéo suivi d'un débat avec les Kurdes de Mainsat ; vendredi 23 et samedi 24 février, à 20 heures : repas animé où l'on dégustera les spécialités du Kurdistan (participation au repas : 30 F).

Dimanche, à 15 heures : projection de film-débat ; à 18 heures : clôture de l'exposition à Mainsat.

Renseignements : mairie de Mainsat, tél. 55.67.07.21.

Dès le 1^{er} mars, l'exposition se déplace au Centre culturel Jean-Lurçat où le point fort sera la projection du film « Le Troupeau » de Gütney, du 2 au 6 mars.

Renseignements : Centre culturel Jean-Lurçat, tél. 55.66.33.06.

NOTRE PHOTO. - Un groupe d'enfants Kurdes à Mainsat avec leurs enseignants.

Le Canard Enchaîné 21 mars 1990

Le pendeur de Bagdad notre ami

Indifférent aux appels à la clémence et aux protestations venus du monde entier, le dictateur irakien Saddam Hussein a fait exécuter avec une cruauté cynique un journaliste anglais d'origine iranienne, faussement accusé d'espionnage. Ajoutant la dérision à l'ignominie, il a fait, après pendaison, porter le cadavre à l'ambassade d'Angleterre comme on se débarrasse d'un détritrus.

L'opinion internationale a marqué son horreur. La France y est allée, elle aussi, de sa condamnation - sans équivoque -. C'est bien le moins. Mais c'est également sans équivoque et sans beaucoup de scrupules que notre pays, qui se flatte d'être le champion des droits de l'homme, entretient des relations étroites avec le régime sinistre, sanglant, barbare qui sévit en Irak et qui est tristement connu d'Amnesty international. Ces relations, c'est Chirac qui les a établies au milieu des années 70, les plaçant sur un plan personnel, affectueux et fructueux... Elles ont été poursuivies par tous les gouvernements successifs.

L'Irak a toujours été un client privilégié de l'armement français, au-delà même de ce que les nécessités du commerce, de la realpolitik, de l'équilibre

des forces (au temps de la guerre avec l'Iran) pouvaient faire admettre. L'Irak s'est servi de cet armement, non seulement contre Khomeiny, mais aussi pour muscler la mégalomanie forcenée de Saddam Hussein, et surtout pour durcir la répression, contre les opposants, tandis que la France, tout en vendant, fermait les yeux.

Les armes françaises n'ont jamais été vraiment innocentes des bombardements chimiques de l'aviation irakienne sur une ville kurde, il y a tout juste deux ans. Voilà deux semaines, *«Le Canard»* révélait que, contrairement à des conventions internationales, des entreprises françaises aidaient l'Irak et son impitoyable despote à construire un missile balistique. Est-ce bien raisonnable ? En d'autres temps on aurait posé la question au congrès socialiste.

Quand, en 1969, le régime irakien fit pendre publiquement, sur une place de Bagdad, quatorze «espions» dont dix juifs, le bruit courut que le chanvre accroché au gibet était d'importation française. Même si ce n'était qu'une rumeur, elle reste aujourd'hui encore tristement symbolique.



LE PROVENÇAL 21 mars 1990

L'oeuf kurde: L'expo du MRAP (hall mairie) sur le Kurdistan vrille nos coeurs. Voir panneau "poésie". OÙ le "château blanc sans porte" (devinette) est un oeuf. Palais d'une fragilité poignante, où se cantonne le bonheur fugitif de tout un peuple. Mais combien êtes-vous à l'avoir remarqué ?

LE FIGARO 22 mars 1990

TURQUIE Couvre-feu à Cizre après des manifestations kurdes

□ Au lendemain des incidents entre manifestants kurdes et forces de l'ordre, qui ont fait 4 morts et 9 blessés, le couvre-feu était toujours en vigueur hier à Cizre, au sud-est de la Turquie. Les points stratégiques étaient contrôlés par des chars et des blindés, et le ministre turc de l'intérieur était attendu à Cizre, où plus de 125 personnes ont été placées en garde à vue.

POPULAIRE DU CENTRE
22 mars 1990

● KURDES QUI SONT-ILS ?

Actuellement, salle du Temps Libre à Mainsat, on peut voir une exposition organisée par l'Association Mainsat-Kurdistan : « Kurdes, qui sont-ils ? ». Cette exposition sera présentée à partir du 1^{er} mars au centre Jean-Lurçat d'Aubusson.

Agence Centrale de Presse - Agence Centrale de Presse - Agence Centrale de

ACPO30 PRI:03 PEX W TURQUIE 164
MORTS-KURDES-GUERILLA

ACP/GF/CF/PV

Turquie
Neuf personnes tuées par la guérilla kurde

Ankara, 22 mars (ACP)

Neuf ingénieurs turocs d'une usine de ferro-chromes ont été tués mercredi, près de la ville d'Elazig, dans l'est de la Turquie, par des rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK), a indiqué jeudi l'agence de presse Anatolian.

Les rebelles du PKK ont bloqué un car transportant dix ingénieurs, sur la route menant à Elazig. Neuf d'entre eux ont été exécutés sur le bord de la route, tandis que le dixième parvenait à s'échapper. Ce guet-apens survient à la suite d'importants affrontements dans le sud-est du pays où résident quelque neuf millions de Kurdes.

Cinq personnes ont été tuées et 15 autres ont été blessées, cette semaine dans la province de Mardin lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Selon divers témoignages, les troubles auraient été déclenchés par des membres du PKK, mouvement qui combat depuis six ans le régime d'Ankara pour obtenir la création d'un Etat kurde indépendant.

22-03-90 10:10

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

GLGL

FRAD288 4 I 0234 /AFP-XC69

Turquie-Kurdes

Levée jeudi du couvre-feu à Cizre

CIZRE (TURQUIE), 22 mars (AFP) - Le couvre-feu décrété mardi à Cizre, près de Mardin, localité proche de la frontière syrienne à la suite d'incidents sanglants qui avaient fait quatre morts, a été levé jeudi matin, mais la situation restait tendue dans cette ville à majorité kurde.

La levée du couvre-feu intervient alors que les commerçants de cette ville de 30.000 habitants ont déclaré qu'ils n'ouvriraient pas leurs boutiques tant que les 300 personnes placées en garde à vue lors des événements de mardi, n'auront pas été libérées.

Ces incidents avaient fait 4 morts et 9 blessés lors de heurts entre les forces de l'ordre et les habitants qui avaient appelé à une manifestation non-autorisée de solidarité avec la ville de Nusaybin où un homme avait été tué, 5 autres blessés lors des obsèques d'un séparatiste kurde tué le 13 mars dernier.

"La situation est encore tendue dans la ville, les gens sont en colère et on peut s'attendre à de nouveaux événements", a affirmé un responsable de la municipalité.

Les véhicules blindés de l'armée et ceux de la police sont toutefois rentrés dans leurs casernes tout comme les soldats et les policiers qui contrôlaient les points chauds de la ville. Toutes les lignes de télécommunication qui avaient été coupées mercredi dans l'après-midi ont été rétablies jeudi matin.

RD/MH/jmg

AFP 221455 MAR 90

La Montagne 22 mars 1990

SAINTE-FLORINE

SAMEDI, SALLE POLYVALENTE, A PARTIR DE 18 HEURES

La communauté kurde fête l'an 2690

« Newroz » : 700 avant le début de notre calendrier. Un roi tyran, habitant le Moyen-Orient, se ressent de violentes douleurs aux épaules. Son médecin personnel connaît le mal et son remède, mais refuse de le communiquer au monarque. Ce dernier le fait décapiter et appelle un autre médecin, qui préconise de faire des emplantres de cervelles humaines sur les régions douloureuses.

A partir de là, nombre de jeunes enfants vont être sacrifiés pour la guérison royale. Mais après de multiples rebondissements, le peuple se soulève et renverse ce roi sanguinaire. Commence alors un nouveau

jour : « Newroz » en langue kurde.

Cette pièce fait partie du spectacle offert par la communauté kurde aux habitants du bassin minier. Interprétée magistralement par les Kurdes eux-mêmes, elle nous rappelle que cela fait presque trois mille ans que ce peuple lutte pour avoir le droit de vivre. La tradition orale étant de mise chez eux, puisqu'il est interdit d'imprimer en kurde, le théâtre est une véritable expression populaire, joué dans la rue même.

Le spectacle comportera également d'autres pièces, des chants, des danses en habits folkloriques. Il sera l'occasion, pour les curieux, les amateurs de folklore, les amoureux de voyage, de fêter le Nouvel An kurde, puisque ce dernier débute le 21 mars, date du « Newroz », et affiche à son compteur personnel l'année 2690.



Ouest - France

22 mars 1990

Judi 29 à Lannion Des Kurdes parlent aux Bretons

L'Union démocratique bretonne a pris l'initiative d'organiser une tournée de représentants du peuple Kurde. MM. Amarach Kamal et Shewki, qui sont responsables des relations extérieures de l'institut Kurde, seront donc à Lannion, le jeudi 29.

Le jeudi soir, ils tiendront une réunion d'information, ouverte à tous, au cours de laquelle ils rendront compte de la situation dramatique que connaît la population du Kurdistan, puis débattront avec l'assistance. Cette réunion aura lieu à 20 h 30, au centre Jean-Savidan (salle 2).

Une situation effectivement dramatique : à l'heure actuelle, le peuple Kurde et sa culture millénaire sont l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la part des États qui se partagent son territoire, la Syrie, l'Iran, l'Irak, la Turquie et l'URSS.

C'est tout cela que viendront expliquer avec force détails les représentants de l'institut Kurde. Un rendez-vous à ne pas manquer pour tous ceux que la question des Droits de l'homme, partout dans le monde interpelle.

HALABJA – 2 Jahre danach

**DIE ANDERE
ZEITUNG**
23.3.1990
N 9

Größte Giftgastragödie seit dem 2. Weltkrieg

Am Nachmittag des 17. März 1988 tauchten die irakischen Bomber am Horizont der Stadt Halabja auf. Halabja, 260 km nordöstlich von Bagdad gelegen, war eine kurdische Stadt mit etwa 70 000 Einwohnern. Die Einwohner von Halabja hatten wenige Tage zuvor gemeinsam mit den Partisanen der Patriotischen Union Kurdistans (PUK) die irakischen Militärs aus der Stadt vertrieben und so die Stadt befreit. Das irakische Militär nahm furchtbare Rache. Die von den Flugzeugen abgeworfenen Giftgasbomben überraschten die Einwohner bei der Arbeit, in ihren Häusern, auf dem Weg zu ihren Feldern. Hunderte von Leichen lagen auf den Straßen, in den Höfen der Häuser und in den Kellern, wo sie das tödliche Gas überlieferten. Wenige Tage nach dem Giftgasangriff transportierten die Iraker Dutzende von Journalisten in die angegriffene Stadt. Ihnen bot sich ein unvorstellbares Grauen. „Unsere Hände zitterten“, schrieb der Korrespondent der türkischen Zeitung Sabah, „als wir die Kameras für die Aufnahme der erschütternden Szenen einstellten. Keiner kann wohl leicht Zeuge solcher Geschehnisse sein. Die irakischen Piloten, die durch ihr Giftbombardement die Alleen und Straßen mit den Leichen von Frauen und Kindern säumten, wurden bei der Rückkehr von ihren Befehlshabern als Helden begrüßt.“

5 000 Menschen starben im giftigen Nebel, 10 000 Menschen erlitten Verletzungen. Ärzte der Vereinigung „Medicins sans frontières“ (Ärzte ohne Grenzen), die Ende März die verlichtete Stadt besuchten, wiesen in ihrem Bericht den Einsatz von Senfgas und Nervengasen nach. Daß Irak im Besitz von C-Waffen ist, war seit den ersten Giftgasangriffen der irakischen Armee auf iranische Soldaten bekannt. Eine aufgrund von iranischen Beschwerden in das Gebiet entsandte Expertenkommission der UNO kam eindeutig



Foto: R. Marco

zu dem Schluß, daß Irak systematisch Senfgas, Sarin und Tabun einsetzte.

Bereits 1984 wurde aufgrund von Berichten in amerikanischen und britischen Medien bekannt, daß bundesdeutsche Firmen, unter anderem die Karl Kolb GmbH in Dreieich bei Frankfurt und die WET in Hamburg, maßgeblichen Anteil an der Errichtung einer Giftgasfabrik in der irakischen Stadt Samarra hatten. Die Bundesregierung unternahm nichts, um die Ausfuhr von Giftgastechnologie an Irak zu stoppen. Erst im Dezember 1987, nachdem es zahlreiche Proteste in der Öffentlichkeit gegeben hatte, beschlagnahmte die Staatsanwaltschaft Darmstadt zahlreiche Akten bei den beteiligten Firmen. Doch bis heute ziehen sich die Ermittlungen hin, ohne daß ein Ergebnis vorliegt. Einige der Firmen wurden bereits liquidiert, andere betreiben ihre Geschäfte weiter. Inzwischen wurde bekannt, daß bundesdeutsche Firmen den Irakern bei der Entwicklung von modernen Rake-

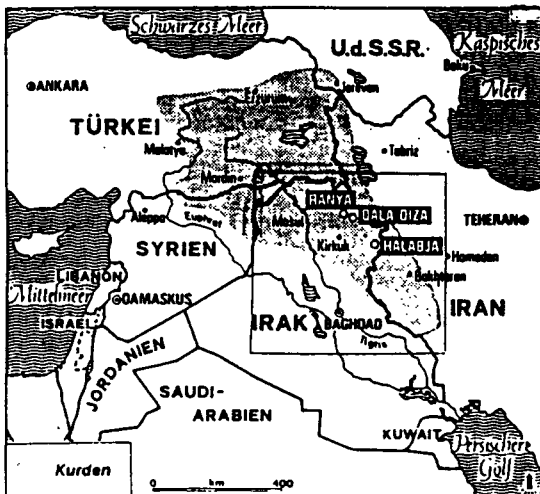
ten, die mit C-Waffen oder gar Atomsprengköpfen bestückt werden können, halfen. Höhepunkt dieser Geschäfte mit dem Tod war die Lieferung von Anlagen, die zur Herstellung von Atombomben verwendet werden können.

Giftgaskrieg in Kurdistan

Im Schatten des Golfkrieges spielte sich seit Beginn der 80er Jahre ein erbitterter Krieg der irakischen Zentralregierung gegen die kurdische Nationalbewegung ab. Die Kurden, deren Anzahl derzeit auf 25 Millionen geschätzt wird, leben in den vier Staaten Syrien, Türkei, Iran und Irak. Nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Reiches am Ende des ersten Weltkrieges wurde die politische Landkarte im Nahen Osten entsprechend der Interessensphären der Großmächte, vor allem Frankreich und Großbritannien, gestaltet. Für eine kurdische Eigenstaatlichkeit war kein Platz; aufgrund strategisch wichtiger Bodenschätze im kurdischen Territorium wurden die Kurden unter den neuen Staaten aufgeteilt. Seitdem erhoben sich die Kurden in der Türkei, Iran und Irak immer wieder, um ihr Recht auf Selbstbestimmung zu erkämpfen.

sende von irakischen Kurden flohen nach Iran.

Danach begann in Irak eine neue Welle von Verfolgung und Arabisierung der kurdischen Gebiete. Ende der 70er Jahre entstanden neue Organisationen, die den Kampf für das kurdische Selbstbestimmungsrecht wieder aufnahmen. Als 1990 der iranisch-irakische Krieg losbrach, nutzten die Kurden die Gunst der Stunde und konnten große Gebiete des kurdischen Territoriums befreien. Um ihre Position zu stärken, ließen sie sich auf ein Bündnis mit der Islamischen Republik Iran ein, was ihnen am Ende des Golfkrieges erneut zum Verhängnis wurde. Im April 1987 begannen die irakischen Truppen, bei ihren Angriffen auf kurdische Dörfer Giftgas einzusetzen. Die Giftgasangriffe gegen die Zivilbevölkerung häuften sich, doch die Weltöffentlichkeit schwieg. Nach dem Giftgasangriff von Halabja ging ein Aufschrei des Entsetzens um die Welt, doch die Bundesrepublik, Frankreich, die USA und auch die sozialistischen Länder setzten ihre vielfältige Unterstützung für Irak fort. Im Laufe des Jahres 1988 griff die irakische Armee in vier großen Offensiven die befreiten Kurdengebiete an. Wieder wurde massiv Giftgas eingesetzt. Die letzte Offensive begann unmittelbar nach dem Waffenstillstand im Golfkrieg im August 1988. Zehntausende von Kurden flohen vor den C-Waffenbombardements in die Nachbarländer Iran und Türkei. Dort leben sie seitdem unter erbärmlichen Bedingungen in Flüchtlingslagern, wo sie neuen Verfolgungen durch die dortigen Regimes ausgesetzt sind.



In Irak hatte die kurdische Bewegung 1975 eine Niederlage erlitten, nachdem sich der Schah von Persien, der die irakischen Kurden unterstützt hatte, mit der Regierung in Bagdad im Abkommen von Algier auf gegenseitige Nichteinmischung einigte. Die bewaffnete Bewegung des Kurdenführers Barzani, die mit ihrer später kritisierten Strategie voll auf die iranische Unterstützung gesetzt hatte, brach innerhalb von Stunden zusammen. Hunderttau-

Presse im Sommer 1989. Leider nur die halbe Wahrheit. Im Juni vergangenen Jahres wurde die verlassene Stadt vom irakischen Militär dem Erdboden gleichgemacht. 20 Kilometer weiter westlich, in der ausladenden Ebene des Jaf-Gebietes, wurde im Schnellverfahren eine gigantische Betonhaussiedlung aus dem Boden gestampft. Der irakische Herrscher Saddam Hussein hat die neue Stadt persönlich eingeweiht. Sein Porträt strahlt dem Besucher von einem Betonmonument im Mittelstreifen der vierspurigen Zufahrt entgegen.

Über 40 000 Menschen leben hier in der „Neuen Saddam-Stadt“ Halabja, die meisten von ihnen stammen aus dem inzwischen zerstörten Ort.

Nach der militärischen Niederschlagung der Kurdenbewegung begann eine Welle von Deportationen und Umsiedlungen im irakischen Kurdengebiet, die bis heute anhält. Die Kurden wurden aus ihren Dörfern und Städten vertrieben und in riesige strategische Siedlungen zusammengepfercht, die in den militärisch kontrollierten Ebenen Kurdistans liegen. Mehrere Tausend kurdische Dörfer wurden vom Militär zerstört, ein 30 km breiter Streifen entlang der Grenzen zu Iran und der Türkei wurde zum militärischen Sperrgebiet erklärt.

Das neue Halabja ist eine dieser strategischen Siedlungen, in denen Hunderttausende von Kurden leben. Sie hatten auf den Dörfern vor allem von Landwirtschaft und Viehzucht gelebt und sind nun ihrer Existenzgrundlage beraubt. Die meisten von ihnen sind arbeitslos und können sich und ihre Familien nur mit Gelegenheitsjobs über Wasser halten. Die Lebenssituation in diesen „neuen Städten“ ist katastrophal: Wasser und Strom sind knapp, die Lebensmittel sind oft überteuert, Militär und aus loyalen Kurden bestehende Milizen schikanieren die Bewohner.

Mit dieser Politik der Vertreibung und Zwangsumsiedlung will die irakische Regierung einen Neubeginn des kurdischen Kampfes für Selbstbestimmung verhindern und jede Form von Widerstand im Keim ersticken.

Hans Rimscha, Mitarbeiter von Medico International

Medico International hält eine Info-Broschüre bereit, in der ausführlich über die Deportations- und Arabisierungspolitik in Irak und über kurdische Flüchtlinge in Iran berichtet wird.

Bezugsadresse für die Broschüre und weiteres Info-Material:

Medico International
Obermainanlage 7
D-6000 Frankfurt/Main 1.

Halabja heute

Halabja wird wieder aufgebaut, meldete die dem irakischen Regime wohlgesonnene arabische

Irak : la peau d'un homme

Pourquoi, en 1990, le maître de l'Irak, Saddam Hussein, peut-il faire exécuter impunément un journaliste étranger ?

Il y a une semaine — on s'en souvient — le dictateur irakien Saddam Hussein a fait exécuter pour « espionnage » un journaliste de trente et un ans, Farzad Bazoof, qui travaillait pour le journal britannique l'Observer. En réalité, le seul « crime » qu'ait commis ce jeune reporter est d'avoir voulu enquêter, d'un peu trop près, sur

PAR PATRICK WAJSMAN

l'étrange explosion qui, en août 1989, a fait 700 morts dans une usine militaire irakienne.

Je précise que M. Bazoof, avant d'être arrêté, avait spontanément raconté à l'une de ses consœurs comment il était parvenu à obtenir ce « scoop ». Ce qui, on en conviendra, n'est pas à proprement parler le comportement d'un maître-espion !

Mais Saddam Hussein se moque de tels raisonnements. Il ne s'intéresse pas à la vérité. En expédiant arbitrairement M. Bazoof dans l'au-delà, il souhaitait, tout simplement, faire un exemple ; montrer sa force brute ; insulter Mme Thatcher et tous ceux qui, comme elle, l'avaient supplié de gracier le collaborateur de l'Observer. Le « bouclier de Bagdad » peut être satisfait : il a rempli son contrat.

Depuis huit jours, j'attends la voix illustre qui négligeait les propos de circonstance, osera désigner nommé ment Saddam Hussein à la vindicte des nations et réclamera, contre son régime implacable, de véritables sanctions.

Hélas, je n'entends rien. Certes, le Quai d'Orsay, frémissant sans doute devant sa propre audace, a fait connaitre

sa « réprobation » et a « condamné sans équivoque » l'assassinat de Bazoof. Certes, les Douze de la Communauté se sont déclarés « absolument consternés » de ne pas avoir su fléchir le despote mésopotamien. Certes, le Secrétaire Général de l'ONU a « réagré profondément » l'issue fatale. Mais est-ce là tout ce que pèse la vie d'un innocent ? Ces « réprobations » de pacotille et ces « consternations » platoniques sont-elles donc les seules ripostes que des États sûrs de leurs valeurs parviennent à imaginer ? Les leaders du monde libre ne seraient-ils plus que des rédacteurs d'épithètes ?

Et je ne parle même pas du curieux « profil bas » adopté par Washington tout au long de cette affaire. Ni de la réaction excessivement « mesurée » de la Grande-Bretagne qui, bien que concernée au premier chef, n'a pas osé rompre ses relations diplomatiques avec Bagdad et prendre de véritables mesures de rétorsion économiques contre l'Irak...

Un régime cannibale

Ces silences, ces complaisances, ces faux émois, ces demi-mesures, ces froufrous rhétoriques sont d'autant plus critiques que l'exécution de Bazoof n'a rien d'inédit : elle n'est que l'une des innombrables exactions dont le Pouvoir irakien est coutumier. Car ce Pouvoir, ne l'oublions pas, compte parmi les plus brutaux et les plus répressifs de la planète — quoi qu'en pensent certains hagiographes patentés du N° 1 irakien (1).

Amnesty International a révélé, en effet, que les forces de sécurité irakien-

nes, entre autres sévices abominables, persécutent et torturent sans vergogne les enfants des opposants politiques au régime de Saddam Hussein : trente formes différentes de tortures peuvent leur être infligées, des décharges électriques aux sévices sexuels ! Pis encore : ces enfants sont souvent torturés sous les yeux de leurs propres parents, ce qui est sans nul doute la pire cruauté que le cerveau humain puisse concevoir. Amnesty cite également le cas de pères et de mères enfermés dans une cellule voisine de celle où se trouvent leurs nouveau-nés — des nourrissons jusqu'à ce que leurs hurlements fassent « craquer » leurs parents et les poussent aux « aveux ».

Depuis longtemps, déjà, on connaît ce sombre palmarès. On sait que les géolés irakiennes débordent de détenus politiques. On sait que des milliers de jeunes « prisonniers de guerre » irakiens, parfois encore dans leur prime adolescence, croupissent dans des camps irakiens. On sait que Saddam Hussein n'a pas hésité à ordonner le massacre des Kurdes, à l'arme chimique, provoquant la mort atroce de plus de 4 000 civils, femmes et enfants compris. Or les dirigeants de nos États s'accrochent à ces barbaries. Pourquoi ? Pourquoi acceptent-ils qu'un tyran sanguinaire foule impunément aux pieds les règles les plus élémentaires du comportement civilisé ?

Est-ce parce qu'ils entretiennent avec Bagdad d'actives relations commerciales ? Assurément ! Est-ce parce que la puissance irakienne « contient » celle des Ayatollahs iraniens et qu'un tel service mérite salaire ? Bien sûr ! Est-ce parce que le sous-sol de l'Irak

recèle d'immenses réserves de pétrole ? A l'évidence ! Mais il n'empêche : nos hommes d'État devraient comprendre qu'en ces temps où la bourrasque de la liberté devient irrésistible (comme on le voit dans l'Est européen), ce n'est pas en faisant fi de la Morale qu'ils préserveront leurs intérêts.

Le magazine britannique The Economist a eu raison d'écrire que « les gouvernements occidentaux devraient montrer leur dégoût en recourant, contre l'Irak, à un boycottage implacable et solidaire ». Mais, je le répète, on n'en est pas là !

Et, pourtant, est-ce trop demander ? Est-il à ce point déraisonnable d'espérer que les démocraties auront à cœur de défendre les principes auxquels elles croient ? Qu'elles refuseront de subir la loi d'un homme — fût-il leur client ! — qui batufe allégrement toutes les lois ?

« Une des leçons de l'Histoire qu'il faut apprendre, c'est qu'aucune civilisation ne peut être tenue pour acquise. Il y a toujours un âge de ténèbres qui vous attend au coin de la rue, si vous jouez mal vos cartes ou si vous faites trop d'erreurs... »

Je ne sais pas pourquoi cette phrase de Paul Johnson m'est revenue en mémoire, ces jours-ci...

P. W.

(1) Dans son « Saddam Hussein », (Albin Michel, 1987), Charles Saint-Prot va jusqu'à estimer que le maître de l'Irak est un « homme d'exception » dont « l'action politique est comparable à celle du général de Gaulle » ! Dans la foulée, pourquoi ne pas ajouter que le boucher de Bagdad rend la justice comme Saint-Louis ? ...

La Montagne 23 mars 1990

EN SITUATION IRRÉGULIÈRE

Un réfugié kurde menacé d'expulsion

CLAMECY. — Ali Attas, Turc d'origine kurde, en France depuis trois ans, demeurant à Nevers, a fait l'objet, hier, d'un arrêté d'expulsion. En situation irrégulière, il a été arrêté lors d'un contrôle routier banal, effectué par la brigade de gendarmerie de Lormes.

Situation absurde que celle d'Ali Attas. A son arrivée en France, Ali Attas demandait auprès de l'OFPRA (Office pour la régularisation des réfugiés et apatrides) le statut de réfugié, bénéficiant pendant cette période d'un titre de séjour provisoire (valable jusqu'à épuisement des recours possibles auprès de l'OFPRA), statut qui lui est refusé.

Ali Attas fait alors, par l'intermédiaire de son avocat, un recours auprès du Conseil d'État.

Dans l'attente de l'examen de son dossier — attente qui peut durer plusieurs années —, la décision de l'OFPRA mettant ainsi Ali Attas hors-la-loi, n'est pas suspensive.

Aussi, en situation irrégulière, ce réfugié kurde a été arrêté, lundi.

Un arrêté de reconduction à la frontière a été pris par la préfecture de la Nièvre, mardi.

Son avocat, contacté immédiatement, a déposé un recours auprès du tribunal administratif de Dijon.

La FOL, l'UD-CFDT, le MRAP, la section clamecycoise des Droits de l'Homme, mobilisées, ont alerté le ministère de l'Intérieur sur les risques que l'expulsion d'Ali Attas pourrait entraîner pour sa propre vie.

LIBÉRATION 23 mars 1990

L'« intifada » de la population kurde

Célébrant le jour de l'an chiite, les Kurdes ont manifesté dans le sud de l'Anatolie. Bilan : cinq morts.

Cinq morts et des dizaines de blessés en une semaine : les Kurdes de la région de Mardin (sud-est) ont célébré le jour de « Newroz » — jour de l'an pour les chiites — dans une vive tension. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan — marxiste), principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara, avait décidé de frapper un grand coup à l'occasion de Newroz et de mobiliser la population civile. Ses publications clandestines avaient décrété la semaine du 21 au 28 mars celle de la « lutte populaire contre le colonisateur ».

Ses directives ont été entendues : mardi soir, dans les grandes villes du sud-est anatolien, la majorité des habitants ont éteint leurs lumières entre 23 et 24 heures pour écouter, sous la flamme des bougies, des cassettes interdites de chansons en langue kurde. Mardi et mercredi, les jeunes et les enfants portaient des habits traditionnels aux couleurs nationales kurdes. Une situation que la presse turque compare à l'intifada dans les territoires occupés.

Les incidents les plus violents ont eu lieu à Cizre. Dans cette localité à majorité kurde, près de Mardin, le couvre-feu, décrété à la suite des affrontements sanglants qui ont fait quatre morts et neuf blessés mardi, a été levé hier matin.

La situation y reste toutefois très tendue : les commerçants refusent d'ouvrir leurs boutiques tant que les 300 personnes placées en garde à vue lors de ces incidents, n'auront pas été libérées.

Ce jour-là, forces de l'ordre et habitants s'étaient opposés au cours d'une manifestation non autorisée de solidarité avec la ville de Nusaybin où un homme avait été tué et cinq autres blessés lors des obsèques d'un séparatiste kurde, tué lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre le 13 mars dernier. Hier, les véhicules de l'armée, et ceux de la police, les soldats et les policiers avaient regagné leurs casernes. Toutes les lignes de télécommunication, coupées mercredi après-midi, ont été rétablies jeudi matin, tandis que des tirs sporadiques étaient entendus dans la nuit. Deux personnes relâchées après un interrogatoire de plus de quatorze heures, affirment avoir été « battues et torturées les yeux bandés » par la police spéciale. Nombre d'habitants de Cizre et de Nusaybin dénoncent la « brutalité des brigades antiémeutes de la police ».

A Elazig, dans l'Est anatolien, enfin, neuf personnes appartenant à des sociétés d'Etat turques ont été tuées mercredi. L'agence turque Anatolie accuse un « groupe terroriste » sans plus de précision. Cette attaque est la première de cette importance dans cette région.

PRESSE OCEAN 23 mars 1990

Débat avec des responsables kurdes

Dans le cadre des échanges internationaux, l'Union démocratique bretonne a demandé à des responsables kurdes de venir en Bretagne faire une tournée d'information sur leur peuple et les difficultés qu'il rencontre. Ils expliqueront leur lutte pour survivre et leurs espoirs vis-à-vis d'une Europe démocratique. La tournée sera animée par M. Shewki, responsable des relations extérieures et des affaires sociales de l'institut Kurde et M. Amarach Kamal, membre de la communauté

kurde en Bretagne. L'Institut kurde de Paris a pour but la « défense d'une culture millénaire en péril ». Son comité de parrainage comprenait ou comprend de nombreuses personnalités comme feus Simone de Beauvoir et J.M. Bridé, ou Miguel Angel Estrella, Bernard Kouchner, Jean Lacouture, Jean Malaurie, Henri Noguères, Germaine Tillion.

Réunion-débat à Saint-Nazaire, à la Maison du peuple, salle C, à 20 h 30, lundi 26.

JOURNAL DE LA RÉUNION 23 mars 1990

Turquie : neuf personnes tuées par la guérilla kurde

Neuf ingénieurs turcs d'une usine de ferro-chromes ont été tués mercredi, près de la ville d'Elazig, dans l'est de la Turquie, par des rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK), a indiqué jeudi l'agence de presse Anatolian. Les rebelles du PKK ont bloqué un car transportant dix ingénieurs, sur la route menant à Elazig. Neuf d'entre eux ont été exécutés sur le bord de la route, tandis que le dixième parvenait à s'échapper.

Ce guet-apens survient à la suite d'importants affrontements dans le sud-est du pays où résident quelque neuf millions de Kurdes. Cinq personnes ont été tuées et 15 autres ont été blessées, cette semaine dans la province de Mardin lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Selon divers témoignages, les troubles auraient été déclenchés par des membres du PKK, mouvement qui combat depuis six ans le régime

LE MONDE 24 mars 1990

TURQUIE

La police a démantelé un réseau terroriste fondamentaliste

ISTANBUL

correspondance

Plus de trente personnes, dont un Iranien appartenant à un Groupe islamique révolutionnaire voulant instaurer la loi islamique et faire de la Turquie un Etat théocratique, ont été arrêtées ces derniers jours par la police de sûreté à Istanbul, Ankara et Malatya.

Les membres du groupe ont reconnu avoir tué un chauffeur de taxi en 1987, le cousin de l'un des suspects, ainsi qu'un religieux islamisé de tendance modérée assassiné l'an dernier alors qu'il quittait son minaret après l'appel à la prière. Tous trois étaient considé-

rés comme des « ennemis de l'Islam ». Un stock d'armes, du matériel de propagande et de la fausse monnaie américaine et allemande ont été saisis. Des documents indiquant l'existence de liens avec les hezbollahs iraniens, le PKK (parti des travailleurs kurdes) ainsi qu'une organisation du « Kurdistan islamique révolutionnaire » ont également été retrouvés.

Aucun indice ne permet de supposer que ces militants religieux soient à l'origine des meurtres politiques commis à Istanbul et à Ankara au cours des deux derniers mois. Cependant, l'existence même d'un groupement fondamentaliste armé ne manquera pas de renfor-

cer les inquiétudes de ceux qui craignent que le sécularisme de l'Etat turc ne résiste pas à la montée de l'islam.

NICOLE POPE

□ **Nouvel attentat des « séparatistes » kurdes.** — Neuf civils turcs ont été tués par des combattants séparatistes kurdes dans le cadre d'une nouvelle offensive des rebelles dans le sud-est de la Turquie, a annoncé jeudi 22 mars l'agence de presse Anatolic. Les victimes faisaient partie d'une équipe technique de la banque d'Etat Etibank.

LIBÉRATION

CHAMPAGNE

24 mars 1990

Turquie
Neuf personnes tuées par la guérilla kurde

Neuf ingénieurs turcs d'une usine de ferro-chromes ont été tués mercredi, près de la ville d'Elazig, dans l'est de la Turquie, par des rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK).

Les rebelles du PKK ont bloqué un car transportant dix ingénieurs, sur la route menant à Elazig. Neuf d'entre eux ont été exécutés sur le bord de la route, tandis que le dixième parvenait à s'échapper.

Ce guet-apens survient à la suite d'importants affrontements dans le sud-est du pays où résident quelque neuf millions de Kurdes.

Cinq personnes ont été tuées et 15 autres ont été blessées, cette semaine dans la province de Mardin lors d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Courriera della Sera 25. 3. 1990

In un convegno a Firenze l'appello di un'etnia che combatte e muore sognando l'autonomia

Il popolo dimenticato grida aiuto
I curdi denunciano la repressione sanguinaria di Saddam

DAL NOSTRO INVIATO

FIRENZE — C'è voluta la barbara impiccagione del giornalista Fazad Barzof per ricordare al mondo il vero volto di Saddam Hussein. Il dittatore di Bagdad, che con il complice sostegno dei Paesi occidentali, ha costruito il suo potere su una montagna di cadaveri. Primi fra tutti quelli dei curdi, il popolo dimenticato.

Disseminati in una regione impervia, compresa tra Irak, Iran, Turchia e Siria, oltre 20 milioni di curdi sognano, combattono e muoiono per avere un loro Stato. E' una lotta spietata che raramente viene illuminata dai riflettori dei mass media internazionali.

Per rompere la cortina di silenzio che circonda la disperata battaglia di un popolo che si dice discenda dal diavolo, la comunità curda in Italia, con la collaborazione della Regione Toscana, ha organizzato

nel capoluogo toscano un convegno internazionale sul Kurdistan. In tre giorni di dibattito (il meeting si chiude oggi), si è passato in rassegna il mondo curdo in tutti i suoi aspetti.

Dalle parole di Mirella Galletti — la massima esperta italiana della questione — alle testimonianze del professor Vanly, che porta ancora i segni di un attentato di 007 iracheni, è scaturito un quadro drammatico. Sin dalla sua prima apparizione — circa 6.000 anni a.C. — il «popolo dimenticato» ha dovuto combattere. E la guerra è proseguita sino ai nostri giorni su più fronti.

Irak, Turchia e Iran hanno sempre respinto qualsiasi aspirazione dei curdi e hanno preferito affrontare la questione con le armi. In particolare, l'iracheno Saddam si'è guadagnato la sinistra fama di sterminatore dei curdi, immolando- li sull'altare dell'arabizza-

zione.

«Bagdad nel Kurdistan ha fatto terra bruciata — afferma Mohammed Towfik, rappresentante della resistenza —, centinaia e centinaia di villaggi sono stati rasi al suolo, migliaia di persone sono state uccise e altrettante imprigionate o deportate».

Per mettere in difficoltà i partigiani, gli irriducibili peshmerga (significa: colui che marcia verso la morte), Saddam ha trasferito gran parte della popolazione curda più a sud, dove è stata internata in veri e propri lager. «Ora il regime si prepara a radere al suolo la città di Ranya, dove vivono oltre 20 mila anime — aggiunge Towfik —, questi civili rischiano di sparire nelle prigioni di Bagdad».

Sono infatti 100 mila i casi di persone arrestate e di cui s'è persa la traccia. La repressione si è abbattuta anche sulle regioni meridionali, dove la polizia

segreta ha fatto sparire sia elementi curdi che appartenenti alla comunità sciita, considerata pericolosa per la sicurezza del Paese. Sempre al Sud l'esercito avrebbe usato armi chimiche per domare «bande di disertori»: in realtà Bagdad avrebbe cercato di liquidare le comunità islamiche filo-iraniane.

Non migliore è il destino di coloro che per scampare ai gas si sono rifugiati in Turchia e in Iran: quasi mezzo milione di curdi vive in condizioni miserabili, alla mercé di un clima ostile e di governi che li guardano con sospetto.

Vicissitudini e stragi non hanno tuttavia piegato la fierezza di questo popolo che non rinuncia al suo sogno. La resistenza si batte per due obiettivi: a medio termine il conseguimento di una autonomia politica e amministrativa; a lungo termine il diritto alla autodeterminazione. Nel con-

tempo, i guerriglieri respingono le offerte-truffa di Bagdad, che di recente ha annunciato una amnistia per i curdi. «E' una delle solite trappole di Saddam», affermano gli uomini della resistenza.

Ma per vincere, i peshmerga non hanno bisogno solo di fucili. Ai coraggiosi combattenti serve l'appoggio dell'Occidente e a tale fine la resistenza ha moltiplicato le iniziative. In Italia è stato consegnato un documento alla Commissione parlamentare sui diritti dell'uomo, affinché si adoperi per far cessare il massacro nel Kurdistan e ottenga garanzie per i diritti umani.

«E' un'impresa disperata, — affermano i guerriglieri — viste le protezioni di cui: si avvale Saddam Hussein, ma dobbiamo andare avanti, non vogliamo più essere dei semplici oggetti della storia».

Guido Olimpio

LA CROIX DU MIDI, 25 mars 1990

FOI ET EVENEMENT par René Coste, professeur à l'Institut catholique

LE DRAME DES REFUGIES

L'histoire de l'humanité est jalonnée d'exodes massifs de populations fuyant des persécutions religieuses ou politiques. Pensons, par exemple, à l'expulsion des juifs d'Espagne, à la fin du XV^e siècle, à la révocation de l'Edit de Nantes qui a provoqué la fuite de 100 000 protestants vers l'Allemagne, l'Angleterre et la Hollande. Pensons aussi à l'émigration de la noblesse pendant la Révolution Française.

Il a fallu les guerres mondiales et les bouleversements politiques et sociaux de notre XX^e siècle pour que les exodes de populations prennent un caractère aussi intensément dramatique. La barbare décision du gouvernement turc d'exterminer la communauté arménienne (1915-1918) provoqua un million de morts parmi ses membres et la fuite de 600 000 d'entre eux. La Révolution d'octobre 1917 et la lutte sanglante qui la suivit entraînent l'émigration d'un million de Russes blancs vers l'Europe et les Etats-Unis.

La dictature hitlérienne provoqua la fuite des juifs et des adversaires politiques du nazisme. La guerre civile espagnole causa un véritable exode vers la France. Les conséquences politiques de la seconde guerre mondiale en Europe centrale et orientale provoquèrent un exode sans précédent de millions de personnes (notamment, Allemands et Polonais).

Le drame continue. La fuite vers la Turquie de dizaines de milliers de Kurdes fuyant l'extermination provoquée par le gouvernement irakien, notamment au moyen d'armes chimiques (que penser du pudique silence de la communauté internationale à ce sujet ?). On estime que les tueries d'août 1988 au Burundi ont provoqué la fuite de 60 000 personnes vers le Rwanda voisin. 500 000 réfugiés mozambicains au Malawi.

La douloureuse histoire des réfugiés vietnamiens : notamment celle des boat-

people qui fuient la misère et la dictature du Vietnam au péril de leur vie, depuis quelques années, et que la communauté internationale refuse maintenant d'accueillir, parce qu'elle s'estime saturée. L'administration de Hong-Kong, avec l'incroyable complicité du gouvernement britannique, ne renvoie-t-elle pas de force un certain nombre d'entre eux vers le Vietnam ? On comprend la saturation de la ville de Hong-Kong et les redoutables problèmes sociaux qui en résultent. Mais ne serait-il pas possible de trouver des solutions plus humaines, grâce à l'indispensable solidarité internationale ?

Les troubles endémiques en Amérique Latine, au cours des dernières décennies, ont entraîné des millions de réfugiés et déplacés.

Ce ne sont là que quelques exemples pour illustrer la gravité actuelle du problème. Comment serions-nous insensibles au drame de toutes ces personnes coupées brutalement de leurs racines, séparées souvent d'une grande partie de leurs familles, privées de ressources, transportées dans un pays dont éventuellement elles en comprennent pas la langue ?

Certes, la société internationale n'est pas restée inactive face à tant de souffrances et d'injustices. Il y a le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés. Le Comité international de la Croix-Rouge est très actif. La convention du 28 juillet 1951 et le Protocole du 31 janvier 1967 fournissent une base juridique. En vertu de ces instruments juridiques, les Etats s'engagent à accorder aux réfugiés, sans discrimination, un traitement égal à celui dont bénéficient leurs nationaux en matière de liberté religieuse, d'accès aux tribunaux, d'enseignement primaire, d'assistance publique, de législation du travail et de sécurité sociale, etc. Toutefois, que de souffrances et d'injustices !

Carême 1990 : Pour une solidarité concrète

Voici que Jean-Paul II vient de consacrer son Message de Carême 1990 à ce dramatique problème. Un certain nombre de lecteurs ne vont-ils pas en être surpris ? Quelle relation, demanderont-ils, entre ce drame et la pénitence et la prière traditionnelles au moment du Carême ? S'il en est ainsi, c'est qu'ils n'ont pas compris que, dans la grande tradition de l'Eglise, la charité fraternelle (à sa base, justice et solidarité) est indissociable de l'amour de Dieu et de la prière.

Le Saint-Père exprime très bien en quelques mots ce que doit être ce temps de Carême : « Puissiez-vous le vivre intensément, nous dit-il, à la fois comme un temps de conversion à Dieu et d'amour de nos frères ! Le Carême, en effet, nous appelle à un changement total de mentalité et de cœur pour écouter la voix du Seigneur qui nous invite à revenir vers lui pour vivre d'une vie nouvelle et à nous rendre toujours plus sensibles aux souffrances de ceux qui nous entourent ».

De toute évidence, le Saint Père n'oublie ni la prière ni la pénitence. Mais, conformément aux appels de la Parole de Dieu, il veut ouvrir notre cœur, en nous rappelant l'indispensable amour de nos frères et la nécessaire sensibilité à leurs souffrances. Dans son Message, il met en relief la gravité du drame des réfugiés. Il demande le respect des textes internationaux. Il veut mobiliser nos communautés chrétiennes. « J'adresse, dit-il, un pressant appel aux membres et aux communautés de l'Eglise catholique : cherchez tous les moyens susceptibles de venir en aide à nos frères réfugiés, ménagez-leur un accueil qui favorise leur insertion dans la société civile, manifestez à leur égard une généreuse ouverture d'esprit et une chaleureuse cordialité ». Sachons imiter le Bon Samaritain !

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

Ind.-Soct.-Social flt1

Turquie: grève de plus de 16.000 ouvriers des cimenteries

ANKARA, 26 mars (AFP) - Plus de 16 mille ouvriers du ciment sur les quelque 33.000 de ce secteur industriel en Turquie ont entamé lundi une grève d'une durée illimitée lors de négociations sur les conventions collectives, dont le début a été reportée d'un mois dans le sud-est sous état d'urgence, rapporte l'agence turque Anatolie.

Pour "protester contre l'attitude difficile à comprendre du patronat lors des négociations sur le renouvellement des conventions collectives" commencées le 11 janvier. Le travail a cessé lundi dans les 16 usines de la société des ciments turques (Citosan) et les 22 du secteur privé dont cinq cimenteries rachetées à l'automne dernier par le groupe des Ciments Français localisées à Soke, Pinarhisar, Balikesir (ouest de la Turquie), Ankara et Afyon (centre).

C'est dans l'usine des Ciments Français d'Ankara que le Président de la confédération Turk-Is (seul centrale syndicale autorisée en Turquie) a lancé le mouvement de grève illimitée. M. Sevket Yilmaz a justifié les demandes des ouvriers en rappelant que "le patronat avait plusieurs fois augmenté le prix du ciments depuis le début des négociations sur les conventions collectives sans penser aux ouvriers".

suivra

F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

GLBL

SEF0270 4 F 0181 /AFP-BV48

Ind.-Soct.-Social flt2-der

Turquie: grève...

ANKARA - Les cinq cimenteries turques achetées par les Ciments Français dans le cadre de la privatisation - contestée par l'opposition - des sociétés d'Etat turques produisent actuellement 2,4 millions de tonnes de ciment par an. L'achat de ces sociétés par le groupe français, d'un montant de 105 millions de dollars, est le plus important investissement étranger dans le processus de privatisation, commencé en 1988, rappelle-t-on.

La super-préfecture de Diyarbakir, responsables de la sécurité de 11 départements du sud-est anatolien sous état d'urgence, a pour sa part reporté d'un mois le préavis de grève prévue unitialement également à partir de ce lundi dans les usines de Van, Siirt, Kurtalan, Diyarbakir Ergani, Elazig et Van. Le préfet de Siirt, justifiant cette décision, a déclaré qu'il "ne croyait pas qu'il y ait un lien entre ce report et les événements sanglants survenus dans cette même région" ces deux dernières semaines dans cette région à majorité kurde à l'occasion des fêtes du newroz (nouvel an chiite).

NF/1h

AFP 261810 MAR 90

OUEST-FRANCE 26 mars 1990

Des responsables kurdes à Nantes le mardi 27 mars

Dans le cadre des échanges internationaux, l'Union démocratique bretonne a demandé à des responsables kurdes de venir en Bretagne faire une tournée d'information sur leur peuple et les difficultés qu'ils rencontrent.

Ils expliqueront leur lutte pour survivre et leurs espoirs vis-à-vis d'une Europe démocratique.

La tournée sera animée par MM. Shewki, responsable des relations extérieures et des affaires

sociales de l'Institut kurde, et Amarach Karnal, membre de la communauté kurde en Bretagne.

L'Institut kurde de Paris (106, rue La Fayette, 75010 Paris) a pour but la « défense d'une culture millénaire en péril ».

Son comité de parrainage comprenait ou comprend de nombreuses personnalités comme feus Simone de Beauvoir et J.-M. Bride ou Miguel-Angel Estrela, Bernard Kouchner, Jean Lacouture, Jean

Malaurie, Henri Noguères, Germaine Tillon, pour ne citer que quelques-uns de ses vingt-quatre membres.

Il publie un bulletin trimestriel de liaison et d'information rassemblant toutes les informations publiées dans la presse européenne sur le peuple kurde.

L'Union démocratique bretonne invite toutes les personnes intéressées à la réunion-débat qui se tiendra à la manufacture, le mardi 27 mars, à 20 h 30.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

MONDAY, MARCH 26, 1990

OPINION

The Rights Spotlight Should Stay on Iraq

By Flora Lewis

PARIS — The official murder of a British free-lance journalist, Farzad Bazoft, in Baghdad put the spotlight on Iraq for a few days. It should stay there. Torture, summary execution, flagrant violation of the most basic human rights have not been wiped out, and Iraq remains one of the world's worst offenders.

It has escaped criticism for many reasons, none valid. For nearly a decade, Iraq was at war with Ayatollah Ruhollah Khomeini's Iran. Although its ruler, Saddam Hussein, started the fight, a broad, tacit coalition of countries West and East felt threatened by the possibility that Iran might win. So Iraq was aided and indulged.

There is still no peace agreement, but the war is over. Both regimes survived. Iran remains, rightly, on the attention list of human rights monitors. A sanitized report on conditions there by an overly diplomatic United Nations investigator raised an outcry, and there is to be another inspection.

Iraq has never admitted inspectors at all, neither from official organizations, which can be pressured to discretion, nor from nongovernmental groups. It simply denies all charges, however well documented — or, as in the case of Mr. Bazoft, claims justification without evidence.

Of course Mr. Bazoft was foolhardy. He was of Iranian origin, but he thought that being officially invited with other Western journalists would be protection enough in his attempt to dig out facts about poison gas production.

All Middle East newspaper hands know horrendous stories about the Iraqi regime's arbitrary rules, the cruelty of its special police, its president's obsession with secrecy and absolute power. Most watch out. They don't try too hard for proof.

And on the whole, Mr. Hussein has escaped opprobrium. There are outbursts of indignation when something becomes too obvious: killing a foreign newsman, gassing large numbers of Kurds, wiping out villages. But then the spotlight shifts.

The U.S. State Department issues annual reports with no consequence. Amnesty International is short on documentation. A new nongovernmental organization, Middle East Watch, part of the respected New York-based Human Rights Watch, has just put out a thick dossier on Iraq, but it attracted little notice.

It seems to be accepted, as Baghdad claims, that how it treats its people is nobody else's business. Credits, loans, arms flow freely, despite Iraq's huge debts and fearsome reputation. It has oil.

"They talk about Romania," said one Western journalist. "Saddam makes Ceausescu look like a choirboy." As Nicolae Ceausescu did, he runs a

very tight shop and trusts few outside his own family. Fear is all-pervasive.

There are frequent exposés of rights violations in Morocco in the French press. "We know Iraq is much worse," a French reporter said, "but we have a lot of personal and cultural contacts with Morocco . . . We aren't much concerned with Iraq, and then the government wants to encourage business . . ."

One of the more despicable aspects of what has become human rights politics is the pot-and-kettle game. Criticism is deflected by pointing someplace else, establishing a grisly yardstick for the perverse privilege of coming in second or third or down the list of heinous offenders.

Ideology and strategy still weigh on the scale. The United States chooses to focus on Cuba and overlook China in its condemnations. Arab cruelty is no excuse for Israeli violations, and vice versa. There is no exchange rate in this currency.

But there is a need to inform and denounce, whoever the victims. Middle East Watch quotes the frequent diplomatic brush-off that "the

Iraqi government is uniquely impervious to criticism on human rights issues," which it calls "at best questionable."

The responsibility is all the greater now that hope is coming to fruition in large parts of the world. Human rights only recently became accepted rights in most of Europe and Latin America. They are probably becoming accepted even in South Africa.

It was human courage and persistence that toppled or tamed familiar monsters. Western support mattered. There is no reason to spare the less familiar.

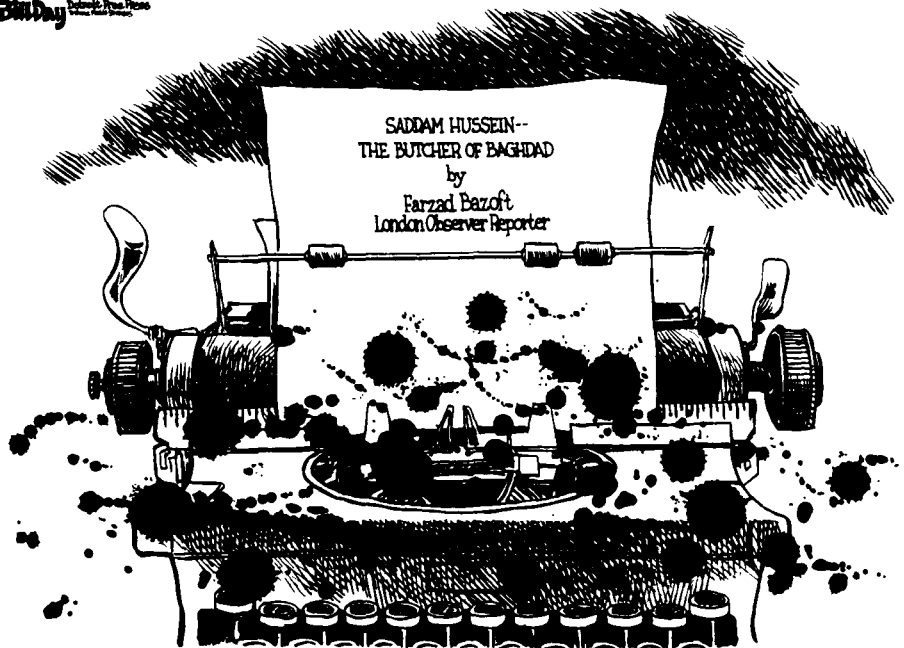
Six years ago an Iraqi wandered into my office to ask why America, France and others were so silent on the terror in his country.

I had to tell him that we had too many other dreadful things to worry about. But I was sorry, and I realized that his daring even to raise the question was a sign of stirring and refusal to go on in endless mute submission.

He must be more perplexed than ever why we are so selective now that concern for human rights has proved effective. There is still too long a list untouched by hope.

The New York Times.

Bill Day





26 mars 1990

LEVÉE DU COUVRE-FEU A CIZRE

Le couvre-feu décrété mardi à Cizre (voir GAMK de samedi-dimanche), près de Mardin, localité proche de la frontière turco-syrienne, à la suite d'incidents sanglants qui avaient fait quatre morts, a été levé jeudi matin, mais la situation restait tendue dans cette ville peuplée majoritairement de Kurdes.

La levée du couvre-feu intervient alors que les commerçants de cette ville de 30 000 habitants ont déclaré qu'ils n'ouvriraient pas leurs boutiques tant que les 300 personnes placées en garde à vue lors des événements de mardi n'auront pas été libérées.

Ces incidents avaient fait quatre morts et neuf blessés lors de heurts entre les forces de l'ordre et les habitants qui avaient appelé à une manifestation non-autorisée de solidarité avec la ville de Nusaybin, où un homme avait été tué, cinq autres

blessés, lors des obsèques d'un activiste kurde tué le 13 mars dernier.

«*La situation est encore tendue dans la ville, les gens sont en colère et on peut s'attendre à de nouveaux événements*», a affirmé un responsable de la municipalité.

Les véhicules blindés de l'armée et ceux de la police sont toutefois rentrés dans leurs casernes tout comme les soldats et les policiers qui contrôlaient les points chauds de la ville, rétablissant un climat plus serein alors que les habitants n'avaient pu célébrer, en raison du couvre-feu, la fête du nouvel An, le «Newroz», très importante chez les populations de culture iranienne et singulièrement chez les Kurdes. Toutes les lignes de communication, qui avaient été coupées mercredi dans l'après-midi, ont été rétablies jeudi matin. Une fois n'est pas coutume, les autorités turques ont cédé devant la pression de la rue.

TÉLÉGRAMME DE BREST 27 mars 1990

LA SITUATION AU KURDISTAN UNE CONFÉRENCE JEUDI AU CENTRE SAVIDAN

Le centre Jean-Savidan accueillera jeudi, à 20 h 30, une conférence-débat animée par deux représentants du peuple Kurde : MM. Amarach Kamal et Shewki, responsable des relations extérieures de l'Institut Kurde.

Cette réunion d'information, organisée à l'initiative de l'UDB, sera l'occasion, pour les personnes sensibilisées à la défense des droits de l'homme, de mieux connaître la situation dramatique de ce pays dont la population fait l'objet « d'un étouffement, voire d'une destruction systématique ». Plusieurs états se partagent son territoire : la Syrie, l'Irak, la Turquie et l'URSS.

LA MONTAGNE 27 mars 1990

MAINSAT

Association Mainsat-Kurdistan

Les adhérents de l'Association Mainsat-Kurdistan sont invités à se réunir en assemblée générale le jeudi 29 mars, à 20 heures, à la salle du Temps Libre.

Ordre du jour : approbation des comptes de l'exercice 1989 ; présentation du budget 1990 ; lecture du rapport du conseil d'administration et des réunions de bureau ; exposé sur les activités de l'association et le déroulement de l'intégration de la population kurde au sein de la collectivité locale et en milieu professionnel ; questions diverses.

TÉLÉGRAMME DE BREST 27 mars 1990

UNE DÉLÉGATION KURDE MERCREDI A SAINT-BRIEUC

L'UDB organise, demain dès 20 h 30, au Rocher-Martin, à Saint-Brieuc, une réunion publique d'information sur le problème Kurde, profitant de la présence d'une délégation de ce pays dans le département.

L'UDB va demander aux conseils municipaux des Côtes d'Armor « de se mobiliser pour demander la reconnaissance des droits du peuple kurde et l'arrêt immédiat du génocide ».

Le peuple n'a pas d'Etat et vit à proximité de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. Occupé par l'Irak, l'Iran, la Turquie, la Syrie et l'URSS, le Kurdistan voit en effet, précise l'UDB, ses habitants exterminés, gazés, emprisonnés et déportés « pour avoir demandé la liberté de vivre libre dans leur pays... ».

POPULAIRE DU CENTRE 27 mars 1990

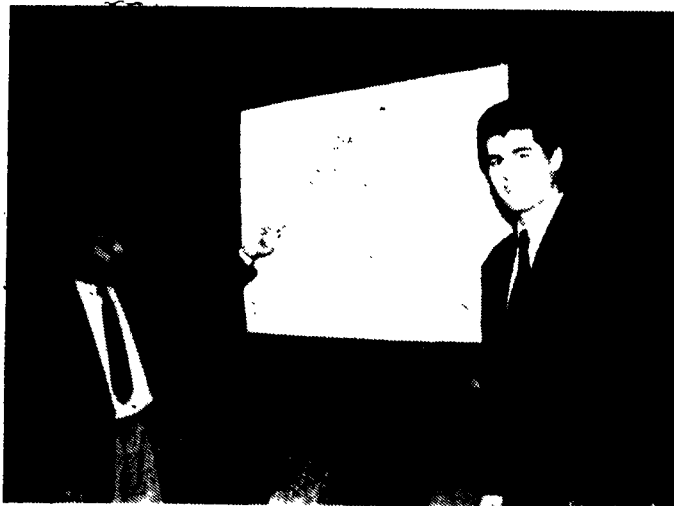
MAINSAT ASSOCIATION MAINSAT-KURDISTAN

Les adhérents de l'Association Mainsat-Kurdistan sont invités à se réunir en assemblée générale le jeudi 29 mars à 20 heures à la salle du "temps libre".

Ordre du jour : approbation des comptes de l'exercice 1989 ; présentation du budget 1990 ; lecture du rapport du conseil d'administration et des réunions de bureau ; exposé sur les activités de l'association et le déroulement de l'intégration de la population kurde au sein de la collectivité locale et en milieu professionnel ; questions diverses.

OUEST-FRANCE 27 mars 1990

Deux Kurdes visitent la Bretagne Un appel à l'aide humanitaire



Un appel à l'aide de MM Bakhtiar et Shewki, devant une carte du Kurdistan.

« Nous sommes un peuple sans aucun soutien. Notre seule force, c'est de nous tourner vers l'opinion publique. » M. Bakhtiar, secrétaire de l'Institut Kurde à Paris et M. Shewki, directeur du service social de l'Institut font actuellement une visite de huit jours en France, dans la région Bretagne Pays-de-Loire. A l'invitation de l'UBD (Union démocratique bretonne), solidaire avec le peuple Kurde, les deux représentants viennent expliquer les malheurs physiques et culturels d'un peuple, souvent oublié. Et, les chiffres sont étonnants : 800 000 immigrés Kurdes en Europe, 70 000 en France, 3 000 à 4 000 en Bretagne, 300 à 400 personnes d'origine Kurde à Nantes. Au cours des dix dernières années, plus de 200 000 Kurdes ont fui les régions du Kurdistan pour trouver refuge en Europe occidentale. 500 000 Kurdes d'Irak ont cherché un peu de repos en Turquie ; en fait, ils sont parqués dans des camps militaires. « L'Irak fusille des enfants Kurdes. Pour récupérer les corps, il faut payer les balles : cinq dinars ! » Les deux représentants sont là pour raconter, et les histoires sont plus douloureuses les unes que les autres. Utilisation d'armes chimiques par l'Irak, 4 000 villages Kurdes détruits, famines, tortures, aucun investissement dans des régions fertiles, 70 % d'illettrés parmi les Kurdes, etc. « L'URSS, l'Iran, l'Irak et la Turquie pratiquent une politique d'annexion. L'objectif est de nous faire changer d'identité. Nous vi-

vous un génocide physique et culturel. »

Programme des visites :

mardi 27 mars : conférence débat à la manu à Nantes, bd Stalingrad, à 20 h 30

mercredi 28 mars : conférence débat à Saint-Brieuc, aux Roches-Martin, à 20 h 30

Valérie FORGERONT.

TÉLÉGRAMME DE BREST

28 mars 1990

SONÉTÉMENT SUR LES KURDES

Au moment où beaucoup de peuples rappellent leur existence et leurs revendications, les Kurdes poursuivent leur combat contre l'oppression culturelle, économique, politique et aussi contre le génocide dont ils sont victimes (bombardement au gaz par l'Irak).

Les Kurdes ont les particulari-

OUEST-FRANCE 28 mars 1990

Jeu-di à Lannion Des Kurdes parlent aux Bretons !

L'Union démocratique bretonne a pris l'initiative d'organiser une tournée de représentants du peuple Kurde. MM. Amarach Kamal et Shewki, qui est responsable des relations extérieures de l'Institut Kurde, seront donc à Lannion, demain jeudi 29.

Ils tiendront une réunion d'information, ouverte à tous, au cours de laquelle ils rendront compte de la situation dramatique que connaît la population du Kurdistan, puis débattront avec l'assistance. Cette réunion aura lieu à 20 h 30, au centre Jean-Savidan (salle 2). Une situation effectivement dramatique : à l'heure actuelle, le peuple Kurde et sa culture millénaire sont l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la part des États qui se partagent son territoire, la Syrie, l'Iran, l'Irak, la Turquie et l'URSS.

C'est tout cela que viendront expliquer avec force détails les représentants de l'Institut Kurde. Un rendez-vous à ne pas manquer pour tous ceux que la question des droits de l'homme, partout dans le monde, interpelle.

OUEST FRANCE

28 mars 1990

Vendredi, aux halles

Réunion d'information sur les Kurdes

Vendredi prochain, à 20 h 30, aux Halles Saint-François, l'UBD organise une réunion publique sur le peuple Kurde.

Un peuple, rappelle l'UBD, de 23 millions d'habitants, sans état, divisé entre cinq pays, où

il est l'objet de répressions très dures.

Cette réunion sera animée par M. Shewki, responsable des relations extérieures de l'Institut kurde de Paris et par un membre de la communauté kurde en Bretagne.

F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.-A.F.P.

FRAD167 4 IG 0093 FRA /AFP-OE02

Divers-Kurdes

Une trentaine de militants kurdes occupent le hall d'entrée de Libération

PARIS, 28 mars (AFP) - Une trentaine de militants kurdes occupent mercredi le hall d'entrée du quotidien Libération à Paris depuis le milieu de la matinée, a-t-on appris auprès du journal.

Ces militants du "Comité de solidarité avec le peuple kurde" entendent ainsi attirer l'attention sur le sort du peuple kurde en Turquie et ont déclaré qu'il poursuivraient leur occupation "jusqu'à l'arrivée de journalistes pour tenir une conférence de presse sur place".

FRAD229 4 I 0073 FRA /AFP-PB43

Divers-Kurdes

Fin de l'occupation de Libération par des militants kurdes

PARIS, 28 mars (AFP) - La trentaine de militants kurdes qui occupaient mercredi depuis le milieu de la matinée le hall d'entrée de Libération à Paris ont quitté les locaux du quotidien vers 14h00, a-t-on appris auprès du journal.

Ces militants du "Comité de solidarité avec le peuple kurde" entendaient par cette action attirer l'attention sur la situation du peuple kurde en Turquie.

SZB/af

AFP 281420 MAR 90

Liberté du Morbihan 29 mars 1990

Solidaire

Au moment où beaucoup de peuples rappellent leur existence et leurs revendications, les Kurdes poursuivent « leur combat contre l'oppression culturelle, économique, politique et aussi contre le génocide dont ils sont victimes (bombardement au gaz par l'Irak). Les Kurdes ont les particularités d'être un des rares peuples de plus de 30 millions d'habitants à ne pas être indépendants et d'être répartis sur cinq États ».

L'U.D.B., qui milite pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, solidaire des peuples en lutte pour leur reconnaissance, invite la population à une soirée-débat à laquelle seront présents un représentant de l'Institut Kurde de Paris et un représentant de la communauté kurde en Bretagne.

Elle aura lieu samedi, à 20 h 30 au Foyer du Jeune Travailleur, rue Amiral-Courbet.

Libération 29 mars 1990

La diaspora kurde se mobilise

L'ensemble de la communauté kurde et turque de Paris (estimé à environ 15000 personnes) s'est mobilisé hier toute la journée en signe de solidarité avec ses compatriotes du Kurdistan de Turquie. A l'initiative des nombreuses organisations actives sur le territoire, les commerçants, regroupés essentiellement dans les 9^e et 10^e arrondissements de Paris, baissaient leur rideau de fer pour une journée. Vers 13 heures, environ 300 personnes manifestaient de la gare de l'Est jusqu'à la place de l'Opéra, après qu'une trentaine d'entre elles, se réclamant du Comité de solidarité avec le peuple kurde, eurent occupé le hall d'entrée de Libération afin de forcer l'attention des médias français sur la situation du peuple kurde en Turquie.

Depuis le 21 mars, jour de fête du

Newroz (nouvel an kurde), les commerçants et les habitants des grandes villes du sud-est anatolien ont cessé toute activité pour protester contre « l'intervention brutale » des forces de l'ordre au cours des manifestations de Nusaybin et de Cirze, près de Mardin, qui virent tombant cinq manifestants au milieu de centaines de blessés et sont maintenant soumises au couvre-feu. Depuis hier cependant, d'après la préfecture de Diyarbakir, les commerçants de Cirze ont réouvert leurs magasins : la moitié de la population locale a été inculpée de « violation de la loi sur les manifestations », « séparatisme » et « déprédation de biens publics », et écrouée sur arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat.

A.G.

Ouest-France 29 mars 1990

Des Kurdes invités de l'UDB

Il y a un an, l'UDB demandait aux six municipalités de l'agglomération de bien vouloir adopter un des 8 000 villages roumains menacés de destruction. L'UDB vient de récidiver, en faveur cette fois du peuple kurde, peuple sans État, situé en-dessous de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, occupé par l'Irak, l'Iran,

la Turquie, la Syrie et l'URSS.

MM. Bakhtiar et Shewki, de l'Institut kurde de Paris, visitent actuellement la Bretagne. Invités de la section UDB du pays briochin, ils interviendront au cours d'une réunion publique ce mercredi, à 20 h 30, au Rocher-Martin.

Républicain Lorrain 29 mars 1990

NEUBOURG

FESTIVAL DE MUSIQUE ORIENTALE, KURDE ET ARABE, les samedi 31 mars et dimanche 1er avril au Cheval Blanc, 25 rue Principale à Schiltigheim. Location au 88 83 90 00.

QUEBEC, LOUISIANE, JOSEPHINE, le jeudi 5 avril à 20 h 30 au Chaval Blanc, 25 rue Principale à Schiltigheim. Location au 88 83 90 00.

INTERNATIONAL
Herald Tribune mars 29, 1990
 Published With The New York Times and The Washington Post

Plot for Iraq to Get Nuclear Arms Triggers Ends in U.K. Arrests

By Craig R. Whitney
New York Times Service

LONDON — A British and U.S. customs investigation on Wednesday uncovered a plot to ship American-made triggering mechanisms for nuclear weapons to Iraq, according to officials who said that six people had been arrested here as an Iraqi Airways plane was about to take off for Baghdad with the devices.

Other reports said five arrests had been made.

British law-enforcement officials said they had seized the devices, used for focusing explosive charges that set off the chain reaction in a fission bomb.

A U.S. Customs Service spokesman in Washington said British officials in London seized "electronic devices" in the case Wednesday morning and that a sealed indictment had been handed down in U.S. District Court in San Diego, California.

The Home Office gave sketchy details on only two of the reported arrests in England. It said that it had ordered the expulsion of one of them, an Iraqi national who was not a diplomat, on national security grounds including "attempted breaches of legislation governing the export of strategic goods from the United Kingdom." The other person it said had been arrested was an Iraqi-born man naturalized as a British citizen in 1986.

A British defense expert said that if Iraq was trying to acquire nuclear detonation devices, it could be close to being able to deliver operational weapons against Iran, Israel or anywhere else within a 3,000- to 5,000-kilometer (1900- to 3100-mile) range, with a space rocket it tested late last year.

The detonation devices are made only in the United States, according to British officials, and according to some British news reports Wednesday those seized were Krytrons — high-speed timing devices used in nuclear weapons and in commercial explosives, and manufactured by EG&G, Inc. in Burlington, Massachusetts.

[There were indications that the devices deposited at Heathrow may have been dummies that were sub-

stituted for the real hardware as part of the U.S. Customs investigation, The Associated Press reported from London.

[BBC-TV said that customs officers made the switch after the packages arrived from the United States this week. Channel 4 TV News carried an interview with the manufacturer of the Krytrons who said his company gave about 40 dummies to U.S. Customs last year.]

In recent years, both Israel and Pakistan have been accused of trying to obtain Krytrons to use in bombs. Israel, thought to have already manufactured nuclear weapons secretly, agreed to return a shipment of Krytrons after it was disclosed in 1984, but maintained it had intended to use them for peaceful purposes.

Israeli bombers destroyed an Iraqi experimental nuclear reactor at Osirac, south of Baghdad, in 1981, claiming that Iraq's military regime was using it to try to develop fuel for nuclear weapons. That reactor has not been rebuilt, but there have been unconfirmed reports from Israel that President Saddam Hussein's military government has continued to try to develop a bomb.

The Foreign Office said that the Iraqi ambassador, Azmi M. Shafiq Salhi, had been informed about the deportation order, but the Iraqi Embassy made no comment.

Britain recalled its ambassador from Baghdad earlier this month to protest Iraq's execution of Farzad Bazoft, an Iranian-born free-lance journalist who worked for the Sun-

day newspaper Observer. An Iraqi court charged him with espionage after he tried to investigate reports of an explosion at a secret military installation south of Baghdad in August.

Iraq fought a debilitating war with Iran from 1980 to 1988 that is estimated to have taken nearly a million casualties on both sides; Iraq has reportedly been developing missile technology for at least five years.

The nuclear triggering devices were shipped from the United States several days ago, British law-enforcement officials said, and had been stored in a warehouse at London's Heathrow Airport for transfer to the Iraqi Airways flight Wednesday.

They did not reveal the precise nature of the devices, the manufacturer, the middlemen or how many had left the United States, although the British Press Association reported that 40 Krytrons were seized at Heathrow on Wednesday morning. It also said that three Britons and a Lebanese were among the others arrested.

The Iraqi who is under an expulsion order was arrested by Scotland Yard's deportation squad just before the departure of the Iraqi Airways 747 from Heathrow, according to officials who said the other man turned out to be an Iraqi-born naturalized Briton.

Officials released few details of the case, saying that the investigation had begun months ago and was still under way in both the United States and in Britain.

Iraq has denied developing nuclear weapons and has generally been thought years away from such a capability even if it did want to build bombs.

"If what we're told is true," said Douglas Barrie, the deputy news editor of Jane's Defense Weekly, "it's the most concrete proof yet that the Iraqis are well down the road to having a deliverable operational nuclear weapon."

The Choice Between Decency and Baghdad Is Simple

By Jim Hoagland

The West, including Britain and America, has responded too mildly to this latest example of Iraq's disregard of international norms. The weakness of the Western response to the cynical execution of Mr. Bazoft encouraged the Arab League to spit in Mrs. Thatcher's eye. It knew it would not suffer from doing so.

Arab governments have again shown a collective willingness not just to endure evil within their community but to endorse it. Claiming to speak on behalf of the world's 200 million Arabs, the Arab League reflexively defends murder in its midst in the name of Arab solidarity.

This is not solidarity. This is craven and mindless surrender to the worst elements within the ranks of Arab leadership, who insist that their fellow rulers sink to their own beastly level. By failing to take a moral stand on the excesses and brutality committed by the butchers of Baghdad, by Moammar Gad-

PARIS — The Arab League is outraged.

With characteristic courage and vision, the organization that represents 21 Arab governments and the PLO has taken up the execution by Iraq of London-based journalist Farzad Bazoft. Pulling no punches, the league has blasted Prime Minister Margaret Thatcher for asking Iraq not to carry out the execution.

It came as no surprise that the British appeal was rejected by Iraq's rulers, who head not a government but a criminal enterprise that has taken control of a country. But the Arab League reaches a new stomach-turning low in meekly endorsing judicially sanctioned murder of the Iranian-born free-lance journalist, who was traveling on British documents when he was arrested and accused of espionage.

How dare she? huffed the Arab League after Mrs. Thatcher's appeal for clemency. Meddling in Iraqi affairs! puffed the Arab League, much as it did 18 months ago when outsiders briefly criticized Iraq for using poison gas against its Kurdish citizens.

hafi and others. Arab leaders undermine their criticisms of human rights abuses committed elsewhere, specifically in Israel.

Moreover, the Arab leaders undermine their own legitimacy with their policy of silence and acquiescence. Their disgusted citizens see this not as solidarity but as weakness and lack of courage. Given a choice between decency and Iraq, Arab leaders make the wrong choice time after time.

That is not the worse part of it. The worst part is that they are aided and abetted in this by Western democracies and Japan, which do not even have the phony excuse of solidarity to explain their inaction. They placate Iraq because they smell money — or rather, they smell oil. They fail to see that the promise of lucrative contracts from the debt-ridden regime in Baghdad is a mirage.

I exaggerate? Consider the dispatch from Tokyo this week: Japan's Foreign Ministry has asked the Foreign Correspondents Club of Japan to explain why it had revoked the honorary membership of the Iraqi ambassador to protest the Bazoft execution. The Foreign Min-

istry should be joining the correspondents in ostracizing Iraq, not exerting the subtle pressure of an official demand for an explanation.

Or think back to the debate in the U.S. Congress over imposing economic sanctions on Iraq for using poison gas on its own citizens in 1988: Senator Claiborne Pell was unable to get House members to share his outrage and pass a bill imposing limited sanctions against Iraq. Heavy pressure from firms doing business or wanting to do business in Iraq helped block passage. During the debate, I found out later, a major U.S. chemical company called one congressional office to ask for a briefing on the effect the sanctions might have on its business in Iraq.

Sanctions are generally an ineffective, unwieldy policy tool. But because of Iraq's \$70 billion to \$100 billion in war debts (which make Iraq an unlikely source of future profits for American companies), sanctions would bite and force change in this case.

But there is an even more important point to be made with sanctions. Iraq is one of a handful of governments which openly en-

gage in criminal conduct as a matter of routine. This is government by Murder Inc. Like the educated classes of Cambodia during the time of Pol Pot, or Jews in Hitler's Germany, Iraqi Kurds are killed or dispossessed of their belongings because of who they are, not what they have done. There must be a way to cast such countries beyond the pale of the international community. Sanctions here would be a beginning.

But the House did not have the courage to do that in 1988. Nor did the British, the French or others take meaningful action. President Saddam Hussein must have taken the measure of his fellow Arab leaders and his outside critics and concluded that he could continue to act in the blood-soaked style to which he has become accustomed.

If poor Farzad Bazoft counted on international pressure to save him, he misunderstood both Saddam Hussein and the international community.

The Washington Post.

Better to Block Nuclear and Chemical Weapons at the Source

By Gary Milhollin and Jennifer Weeks

WASHINGTON — When Libya's poison gas plant burned down this month, people were relieved. Instead they should have been horrified, as they were by recent revelations that Czechoslovakia's ousted Communist government had shipped 1,000 tons of lethal Semtex explosives to Libya.

The fire at the plant in Rabta was a symbol of defeat. It did nothing to solve the larger problem of chemical arms proliferation or to mitigate West Germany's leading role in the spread of nuclear weapons, chemical weapons and long-range missiles.

After months of denial, German leaders admitted in February last year that they had known since 1980 that Libya was developing a chemical weapons plant. They also admitted that they had known since 1986 that a German chemical firm supervised its construction. The resulting investigations led to arrests last year and to pressure for reform of West German export laws.

A year later, even at a time when Bonn is trying to calm neighbors' fears about unification, its proposals to restrict dangerous exports are mired in the West German parliament. U.S. officials fear that the restraints will be shelved as reunification crowds other issues off the agenda. U.S. government sources say that West German companies are still secretly exporting dangerous materials and technologies.

If sabotage is the only restraint on the spread of weapons of mass destruction, the world should pray for many more disasters. Merely to undo what German suppliers have wrought would require these steps:

- An explosion at Iraq's German-built poison gas plant at Samarra, a source of the mustard and nerve gas-

es that Iraq used against Iran and Kurdish rebels from 1983 to 1988.

- Demolition of Iraq's Saad-16 armaments project at Mosul and all of its German-supplied drilling machines, wind tunnels and other missile-production equipment.

- Destruction of a Pakistani plant, smuggled out of West Germany between 1977 and 1980, that enriches uranium to weapons grade.

- Draining hundreds of tons of heavy water — illegally exported from China, Norway and the Soviet Union by a West German broker — from India's reactors, where it produces weapons-grade plutonium.

- Abduction of German-trained engineers in Brazil and theft of German-supplied equipment that the Brazilians have diverted from their civilian nuclear power industry to a secret nuclear weapons program.

West Germany is not the only culprit. Japanese companies built a plant at Rabta (it survived the March 14 fire) that makes corrosion-resistant containers for packaging chemical agents in weapons.

The fact is that last-ditch measures don't work. Libya's strongman, Moammar Gadhafi, still has stocks of mustard and nerve gas that survived the Rabta fire. If he is determined to make more, he may find stealthier suppliers to help him build another, more secure plant. When he does so he will still have trained personnel and operational experience from Rabta to guide his efforts.

In so doing, Colonel Gadhafi

would be following the lead of President Saddam Hussein of Iraq. After Israel's 1981 air raid destroyed Iraq's Osirak reactor, Mr. Hussein expanded his weapons factories, dispersed them and hardened them against future strikes.

Instead of 11th-hour raids, the first step is for West Germany to pass last year's export reforms. Companies everywhere that sell sensitive materials to proliferator states should be denounced, and sanctions should be imposed on the governments that fail to control them.

Finally, with the political changes in Europe, arms proliferation must rank higher on everyone's national security agenda. East European countries will soon become eligible to import Western technology, technology that their cash-starved governments will be tempted to re-export to the Third World.

As the superpowers' global influence erodes, regional buyers like Iraq will become more ambitious, aggressive and dangerous.

With U.S.-Soviet arms reductions gaining momentum, developing countries will be the most likely sites of conflict in the 1990s. The only sure way to keep weapons of mass destruction out of their hands is to cut off Western exports at the source.

Gary Milhollin is director of the Wisconsin Project on Nuclear Arms Control. Jennifer Weeks is a research specialist with the project. They contributed this comment to The New York Times.

THE GUARDIAN march 29, 1990

Three charged after Anglo-US operation finds bomb triggers

Iraqi nuclear ring cracked

David Rose in London and Simon Tisdall in Washington

CUSTOMS investigators working together on both sides of the Atlantic yesterday smashed an international nuclear weapons smuggling ring, and seized 40 detonators bound for Iraq at Heathrow.

According to security sources, the only possible application for the components is to trigger a nuclear explosion. They said the attempt to import the devices — small, highly specialised capacitors manufactured in the United States — suggests Iraq must already have most of the other parts needed to build a nuclear bomb.

Last night, two men and a woman were charged with attempting to export 40 nuclear trigger devices from Heathrow, a Customs spokesman said. They are expected to appear before Uxbridge magistrates today.

The men were named as Lebanese engineer Toufic Fouad Amyuni, aged 37, of West Brompton, London, and Ali Ashour Dagher, 49, a company director with dual Iraqi-British nationality, of Esher, Surrey. The woman was named as export executive Jeanine Celestine Speckman, 41, of Addlestone, Surrey, who is French with a British husband.

"An Iraqi man was arrested as he boarded the plane for Baghdad on which the smugglers had intended to ship their cargo. He is to be deported, the Home Office said, "for reasons of national security and for other reasons of a political nature, connected with attempted breaches of legislation governing the export of strategic goods from the United Kingdom".

A Cypriot with a British pass-

port was released after questioning.

Within hours of the seizure, the Foreign Office summoned Azmi Shafiq Al-Salihi, the Iraqi ambassador, and informed him of the imminent deportation.

Customs officers have raided houses and business premises around Edinburgh in connection with the suspected export of goods to Iraq. A spokesman said last night that the raids could be linked to defence equipment. "Inquiries are continuing," he said.

Ed Kittredge, a spokesman for the US Customs, said that a grand jury in San Diego, California, had filed charges in a sealed indictment before the London raid, which was mounted jointly with British Customs. The State Department tried to distance itself from the arrests in London by saying that US law enforcement agencies had merely co-operated with Britain.

The deputy chief clerk of the San Diego grand jury, Roberta Westdal, said she did not know who, or how many people, faced charges under the indictment, or whether any California-based companies were implicated in the alleged smuggling operation.

In the Commons, Gerald Kaufman, the shadow foreign secretary, demanded a government statement. Anglo-Iraqi relations are already strained as a result of the execution of Farzad Bazoft, a reporter for the Observer.

But a Foreign Office spokesman said last night that the detonator seizure was only a "criminal matter, which need have no bearing on our relationship with Iraq".

The components are used exclusively to set off test detonations underground.

Electronic nuclear triggers work by ensuring the precise, simultaneous detonation of a

series of conventional, high-explosive charges packed tightly around the radioactive plutonium at an atomic weapon's core.

The resulting explosion crushes the plutonium, increasing its density and starting the chain reaction of nuclear fission.

The components seized — which may be a specific brand known as Krytrons — are thought to be enough to trigger more than one explosion.

In 1985, Milco International, a company based in Huntingdon Beach, California, which manufactures Krytrons, was accused of exporting the devices to Israel.

In 1984, Pakistan tried to obtain the triggers from another American manufacturer, EG&G Inc of Wellesley, Massachusetts. Telephone calls to the company were not returned yesterday.

The devices seized in London arrived on a Transworld Airlines flight from the US on Monday, and were stored in a warehouse at Heathrow.

The authorities were so confident of the success of the operation, that US Customs tipped off NBC, the American news network, which filmed the arrival of the TWA aircraft and the takeoff yesterday of the Iraqi Airways flight to Baghdad — minus the nuclear detonators.

It is understood that the warehouse was kept under constant surveillance, and that the investigators waited until the documentation necessary for onward shipment had been processed.

To export specialised, military parts of this kind requires an end-user certificate, certifying the ultimate destination — which in the case of nuclear weapons components, must not include any country covered by non-proliferation treaties such as Iraq. For re-export, the goods

must either have been falsely consigned or supplied with fake end-user certificates.

Reports that the devices were themselves fakes, the result of a "sting" by the US authorities, were categorically denied last night.

The smuggling ring was first detected in the US last year, and it is understood that the UK authorities were informed at an early stage of the inquiry, when it became clear that the devices were to be routed through London.

The international community has long feared that Iraq was on the point of developing nuclear weapons capability.

In 1981, Israel bombed a nuclear power station near Baghdad using ground-based saboteurs and its air force. It claimed that the reactor's main purpose was the production of weapons-grade plutonium. Iraq denied the allegations, saying that it was intended entirely for peaceful purposes.

Mr Bazoft was arrested after taking soil samples from a factory thought to be engaged in the manufacture of ballistic missiles suitable for the delivery of nuclear warheads.

Defence analysts believe Iraq's missile programme is far advanced, a point of grave concern to Jerusalem. MidEast Markets, a specialist publication, claimed last December that Iraq was co-operating with China to manufacture a nuclear bomb, and had established a network of companies in Europe to procure equipment and expertise.

An Iraq armed with nuclear missiles would have incalculable effects on the regional balance of power. It is thought Israel has possessed nuclear weapons since the late 1960s.

LE PROVENÇAL 30 mars 1990

Demain à l'aumônerie

Mobilisation pour le Kurdistan



Quelques bénévoles mettent une dernière mains à la préparation de la fête (Photo P.B.).

La campagne "trop jeune pour se taire" organisée par l'A.C.A.T. (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) touche à sa fin. Dernière ligne droite pour les jeunes du département qui se sont lancés dans l'action, il y a quatre mois. Quatre mois d'efforts qui trouveront leur aboutissement demain samedi à l'aumônerie Saint-Raymond à Manosque avec une fête autour du thème du Kurdistan.

Jeunes et adultes qui ont oeuvré pour la réussite de cette fête espèrent que

vous répondrez nombreux à leur invitation. Surtout si vous désirez agir avec tous ceux qui luttent pour que la torture soit abolie.

Tout débutera, demain à 15 heures, avec un lâcher de ballons qui fera l'objet d'un concours de photos couleur. Amateurs, vous pouvez participer à ce concours d'envergure nationale qui sera primé. Tous les renseignements seront donnés sur place.

A 15h 30, témoignage de Jean Deaux, médecin du monde, qui sera suivi d'une

projection sur le Kurdistan et d'un débat.

A 17h 30, jeu surprise primé.

A 18h 30, vente et envoi de cartes postales à un prisonnier kurde et exposition sur le Kurdistan réalisée par les jeunes.

A 19 heures, repas kurde puis veillée avec chants, musiques, mimes, poèmes animée par les jeunes. Pour cette veillée, un costume typique est souhaité.

Rendez-vous demain, donc, pour participer à cette action hors du commun.

L'HUMANITÉ
30 mars 1990

REPRESSION AU KURDISTAN TURC

Les commerçants kurdes du quartier du Sentier à Paris avaient baissé les rideaux de leurs magasins mercredi, par solidarité avec les commerçants du Kurdistan de Turquie, en grève depuis près de deux semaines contre la répression de l'identité kurde. De très violents incidents ont eu lieu la semaine dernière dans plusieurs villes du Kurdistan turc, et notamment à Cizé, près de Mardin, où l'armée a tiré à l'occasion de la commémoration du deuxième anniversaire du bombardement à l'arme chimique d'Halabja, au Kurdistan d'Irak. Il y a eu quatre morts, neuf blessés et de nombreuses arrestations.

TÉLÉGRAMME DE BREST

30 mars 1990

Conférence au Rocher-Martin
**La dramatique situation
 du peuple kurde**



De gauche à droite : Patrice Goueffon, UDB, section pays briochin, et MM. Hamarash Kamal et Shewki, de l'Institut kurde de Paris. « Notre peuple meurt en silence et tout le monde ferme les yeux car chacun a des intérêts à défendre avec les pays occupants ».

Peuple de 25 millions d'âmes, les Kurdes sont tiraillés entre les intérêts irakiens, iraniens, turcs, syriens et, plus localement, soviétiques.

A l'heure où la démocratie semble timidement pointer dans les pays de l'Est, l'Union démocratique bretonne s'est engagée à faire en sorte « que l'extermination des Kurdes » soit stoppée et que cette population millénaire soit reconnue. « Ils ne doivent plus mourir en silence aux yeux et à la face de tous, sans que personne ne réagisse ».

Dans cet objectif, elle avait invité, mercredi, des représentants de l'Institut Kurde à Paris, MM. Shewki et Hamarash Kamal,

en tournée bretonne. Ils sont venus exposer la situation aux Briochins, à l'occasion d'une conférence au Rocher-Martin.

Une lettre aux élus

Dans le contexte actuel, alors que la Turquie demande son adhésion à la CEE, l'UDB interviendra directement auprès des élus locaux pour leur remettre une lettre de soutien au peuple Kurde, à transmettre dans les cinq ambassades occupantes. Le texte demande que cessent les arrestations arbitraires, les sévices de toutes sortes - les exécutions sommaires, la destruction systématique des villages -, la déportation massive des populations..

progress." He did not refer specifically to nuclear technology or nuclear weapons.

The Iraqi News Agency said Thursday that the acting head of the British Embassy in Baghdad was summoned to the Foreign Ministry and told that "Iraq did not violate the laws of Britain or any other country."

A ministry spokesman said that Iraq, which has signed the Nuclear Nonproliferation Treaty, "stresses its full right to the transfer of technology, like other states."

The news agency said that the spokesman "denied categorically, chapter and verse, allegations contained in a statement by the British authorities on Wednesday."

Three persons accused of trying to smuggle 40 U.S.-made devices for triggering nuclear weapons appeared in a London court Thursday.

Customs officials identified them as Toufic Fouad Amyuni, a Lebanese engineer; Ali Ashour Dagher, an Iraqi-British national who is a director of Euromac, reportedly an Iraqi purchasing front; and Jeanine Speckman, a Frenchwoman who is Euromac's export manager. All gave addresses in or around London.

Mr. Amyuni and Mr. Dagher were remanded in custody until April 15; Mrs. Speckman was granted bail during an appearance in Uxbridge Magistrates Court. British authorities said that an unnamed Iraqi would be deported.

British-Iraqi relations have been severely strained since the recent execution in Baghdad of Farzad Bazoft, a Britain-based journalist who was convicted of spying.

"I can see considerable risk and damage by breaking off diplomatic relations," said the foreign secretary, Douglas Hurd, "and no actual advantage." Mr. Hurd said that if ties were broken off it would be impossible to protect Daphne Parish, the nurse sentenced to 15 years for helping Mr. Bazoft and a British businessman.

The Iraqi News Agency quoted the Foreign Ministry spokesman as saying that "the allegations and measures fall within the tendentious campaign of slander that the British authorities and media and Zionist circles have been launching some time with a view to endangering Iraq's security and preparing politically and through the media for aggression against the country."

"The campaign reminds us of the Israeli aggression in 1981, which followed a similar and feverish propaganda campaign that paved the way for Israeli aggression on Iraqi scientific installations," the spokesman said.

He said it "held the British authorities responsible for the consequences of its measures and reserved the right to take measures on the basis of reciprocal treatment."

"As regards to the campaign against the so-called Iraqi nuclear program," the spokesman said, "Iraq has already accepted the guarantees convention issued by

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

march 30, 1990

**Baghdad Denies Plot to Smuggle
 Nuclear Triggers**

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq denied Thursday that it had bought triggers for nuclear warheads in the United States and had tried to smuggle them through Britain.

President Saddam Hussein said that Arab enemies were trying to hinder Iraq's "march of progress," and Iraq threatened retaliation for a British order deporting an Iraqi citizen it said had been "working legitimately in the Iraqi Airways office in London."

Western accounts of the case were part of a media campaign intended to prepare the

ground for aggression against Iraq, a Foreign Ministry statement said.

Israel bombed Iraq's experimental reactor at Osiraq in 1981, citing fears that Baghdad would build nuclear arms.

"The fires are intensifying, whether by aggressions or conspiracies, but the Iraqi people will not be worn down," Mr. Saddam said. "If they think we will be worn down they are fully mistaken."

He said that "enemies of the Arabs" were trying to hinder the country's "march of

the International Atomic Energy Agency. Britain must remember that Iraq is one of the signatories of the Nuclear Nonproliferation Treaty."

A British government source said that customs officers had also uncovered a plot to smuggle restricted naval equipment to Iraq.

Press reports said an Iraqi ordered deported because of the sus-

pected nuclear plot was trying to obtain acoustic equipment used in underwater mines.

"An investigation is taking place in northwest England and in Scotland connected with the illegal export of naval equipment to Iraq," the source said.

Britain's Press Association said that customs agents raided lawyers' and accountants' offices in Liver-

pool and Edinburgh on Wednesday night, seizing documents related to the investigation into the second alleged smuggling attempt.

In Washington, President George Bush said the case raised "once again the administration's deep concern about the issue of nuclear proliferation in the Middle East."

(Reuters, AP, NYT)

The Artful Charade to Ensnare Customs Dodgers

By Robert Reinhold
New York Times Service

LOS ANGELES — Ali Ashour Dagher thought the soft-spoken American he met in London last September was the manager of export and finance for a company in San Marcos, California, not far from San Diego.

Mr. Dagher and two Iraqi engineers were there to conclude a deal to purchase 85 special capacitors — 40 of them with specifications identical to those used in setting off nuclear weapons. They discussed how to disguise the objects to get them past U.S. Customs.

The American was in fact Daniel Supnick, an undercover agent for the customs service, and that encounter led to the arrest of Mr. Dagher and several others in London on Wednesday after a long and complex charade conducted by British and U.S. authorities.

Officials said that an indictment charging conspiracy to export defense articles against a number of those involved, none of them Americans, was unsealed Thursday in San Diego.

Government sources gave an account of the investigation.

The San Marcos company, CSI Technologies, received an inquiry 18 months ago from Euromac (London) Ltd. of Surrey, England, about buying capacitors, common industrial devices that hold electrical charges.

But the manufacturer became suspicious because the specifications — size, inductance, resistance to stress and gravity — could only have been for military use, most probably to help detonate a nuclear warhead.

As such, the item is listed on the U.S. State Department's munitions list, which bans its export to certain countries. The device is used in the Midgetman nuclear missile warhead.

The customs service asked CSI and its president, Jerold D. Kowalsky, to go along with the prospective buyer — to try to get

an order and to offer a good price to keep the purchaser from going to one of the other two suppliers, one in the United States, the other in France.

But Euromac, which stands for European Manufacturer Center and is listed in British corporate records as an importer of food, canceled the order last April, soon after a Washington Post article quoted Israeli officials as saying that Iraq had started a program to build nuclear warheads.

Two months later, however, Euromac renewed the inquiry and Mr. Supnick, long experienced in undercover detective work, was assigned to the case to try to figure out who would be the products' eventual user and to get corroborating evidence.

In September 1989, he and Mr. Kowalsky went to London, where they met with Mr. Dagher, director of Euromac; with Jeanine Speckman, Euromac's export manager, and with two engineers who identified themselves as representatives of a rocket research arm of the Iraqi Ministry of Industry and Military Industrialization.

The engineers said the capacitors were for laser research and applications. They also said they wanted high-speed switches of a type also used in nuclear weapons.

When told by the Americans that the capacitor specifications were military, the Iraqis changed their story, saying the capacitors were for aerospace purposes.

A purchase order for \$10,500 was signed. The next day, Miss Speckman telephoned the Americans, suggesting that they describe the items as components of computer-room air-conditioning units. The order was paid for with two

money wires from the Iraqi Embassy in London.

A few days after the London meeting, the Milan daily Corriere della Sera reported that the Italian office of Euromac was an Iraqi front to acquire military equipment, including components for cluster bombs.

The newspaper said that Italian secret service investigators had linked the company to a scandal in which a subsidiary of Ferranti, the British military manufacturer, had received credits from the Atlanta branch of Italy's Banca Nazionale del Lavoro to finance Iraqi arms purchases.

There followed months of confusing instructions from Euromac in Britain on how to ship the capacitors. At first, Mr. Dagher wanted them sent directly to Baghdad. Mr. Supnick refused. Efforts failed to trick the Iraqis into coming to San Diego to inspect and claim the capacitors.

Ultimately it was agreed that the order would be sent through Britain at the direction of Euromac and Mr. Dagher. Earlier this month, the Iraqis sent the "end user certificate" required for exports by the customs service.

It was issued, falsely, in the name of the University of Technology in Baghdad, which said the capacitors were to be used for a carbon-dioxide laser system at the university's school of applied science.

U.S. and British customs officials agreed that after the order arrived in Britain and was claimed by the Iraqis, a shipment of inoperable capacitors would be substituted by British agents.

That was done, and the arrests were made Wednesday in London.

mars 30, 1990

INTERNATIONAL
Tribune
Herald

What Hold Does Baghdad Have on President Bush?

By William Safire

WASHINGTON — Saddam Hussein, widely feared as "the Butcher of Baghdad," declared a school holiday the other day to swell the crowds ordered to demonstrate in front of the British Embassy. The dictator took offense because the government of Prime Minister Margaret Thatcher dared to denounce — as "an act of barbarism deeply repugnant to all civilized people" — his hanging of a reporter for a London weekly, *The Observer*.

Mrs. Thatcher, who wanted him alive, would get the body, crowed the Iraqi propaganda minister, after the remains were turned over to the British Embassy.

The accredited journalist, Farzad Bazoft, had heard reports of an explosion

Why is President Bush so eager to help the dictator of what has become the world's most dangerous state?

at a plant to the southwest of Iraq's capital. Reporters were denied permission to investigate; suspecting trouble at one of Iraq's poison gas or missile plants in that area, the reporter disguised himself and went anyway. He was caught, tried as a spy and promptly hanged.

Not all the people of the civilized world found the lynching repugnant. "Moderate" King Hussein of Jordan, no relation to Saddam, deplored "a concerted attack on Iraq for a long period of time without any reason to justify it."

Arab apologists are busily trying to besmear the victim: Mr. Bazoft had a prison record in his early 20s, was stateless, confessed to spying under the always-gentle Iraqi interrogation, etc.

The PLO's Salah Khalaf broadcast support of Iraq's gleeful leader.

Saddam Hussein sent no demonstrators to the U.S. Embassy for good reason: The Bush administration's reaction was of such studied indifference as to border on condoning the assassination.

President George Bush refused to join in the worldwide appeals for clemency. After the hanging, the president's spokesman, Marlin Fitzwater, said only: "We regret those [appeals] went unheeded. But we don't have a lot of details on the case itself."

At the State Department, the rip-'n'-

read spokeswoman, Margaret Tutwiler read, "We deplore Iraq's decision But when asked what the government intended to do about it, she went into her usual flustered state: "I did not think to ask"

A couple of questions we should ask:

- What terrible secret was the journalist trying to uncover? Mr. Bush knows, from the same satellite observation that showed poison gas production at Libya's Rabta plant, that Mr. Hussein is producing poison gas at 10 different locations. Some of that gas was used in the Iranian war, some in killing thousands of Iraqi Kurds. Three months ago, Iraq launched a three-stage, 48-ton rocket, demonstrating its missile capability. Was the damaged plant producing gas, rockets or nuclear weapons?

- Why is Mr. Bush so eager to help the dictator of what has become the world's most dangerous state? When Congress identified Iraq as a terrorist nation to be denied U.S. favor, Mr. Bush invoked an exception enabling him to ignore this ruling "in the national interest."

That is why Iraq still gets loan guarantees from America on grain purchases.

The Atlanta branch of Italy's Bank of Lavoro scandalously slipped \$3 billion in financing to Iraq, in a deal being laconically prosecuted by the U.S. Justice Department. Even after the scandal broke, and the agriculture secretary promised a Senate committee that no new loan guarantees would be issued without notification, Secretary Clayton Yeutter supplied an additional \$500 million guarantee.

When these fishy dealings were outlined in a column of mine, with wonderment at Mr. Bush's needless exposure of U.S. taxpayers, the Iraqi press counselor in Washington, Abdul Rahman Jamil, wrote to my editor to insist that U.S. aid was used for grain, not missiles, explaining: "It is not uncommon to expect delays of payments in financial arrangements."

That tipped off future repayment problems. "Mr. Safire ought to be reminded," Mr. Jamil added, "that a little knowledge is dangerous, and he is using this knowledge dangerously."

A colleague cheerily passed this along with the message: "Hope you weren't planning a holiday in Baghdad." (I did not take Mr. Jamil's reminder to be intimidation, noting it only as a misquotation of Alexander Pope's "A little learning is a dangerous thing.")

So now they're hanging foreign journalists in Iraq and nobody in the Bush administration gives a damn. Mr. Bush ignores this state murder, allows the United States to become dependent on Arab oil while Mr. Hussein urges OPEC to raise prices, and keeps guaranteeing loans to the country that spends billions on mustard gas and missiles.

In what national interest? What hold does the Butcher of Baghdad have on the president of the United States?

The New York Times.

LE TREGOR

31 mars 1990

LE 29 MARS

Les Kurdes parlent aux Bretons !

L'Union Démocratique Bretonne a pris l'initiative d'organiser une tournée de représentants du peuple Kurde. MM. Amarach Kamal et Shewki, responsable des relations extérieures de l'Institut Kurde, tiendront une réunion d'information, ouverte à tous, au cours de laquelle ils rendront compte de la situation dramatique que connaît la population du Kurdistan, puis débattront avec l'assistance. Cette réunion aura lieu à 20 h 30 au centre Jean Savidan de Lannion (salle n° 2).

En effet, le peuple Kurde et la culture millénaire sont l'objet d'un étouffement, voire d'une destruction systématique de la part des États qui se partagent son territoire, la Syrie, l'Irak, la Turquie et l'URSS, aidés sans leur sale besogne par certains pays occidentaux — et notamment la France — qui passent sous silence gazages, tortures, assassinats, emprisonnements arbitraires. Ventes d'armes obligent.

En Irak, après les bombardements chimiques de la population civile de 1988 (5.000 morts, 50.000 déportés), la politique de dékurdisation se poursuit avec la destruction de nombreux villages, la déportation des populations et leurs regroupement dans des camps. Aujourd'hui donc, depuis la fin de la guerre Iran-Irak, les livraisons d'armes, notamment françaises, servent essentiellement à la destruction du peuple Kurde.

En Iran, c'est carrément l'occupation militaire avec la présence de 250.000 soldats iraniens répartis dans 3.000 bases. En Turquie, les assassinats continuent et les tortures dans les prisons turques sont terribles (rapport d'Amnesty International de 1989).

Letters intended for publication should be addressed "Letters to the Editor" and contain the writer's signature, name and full address. Letters should be brief and are subject to editing. We cannot be responsible for the return of unsolicited manuscripts.

La Croix, 31 mars 1990

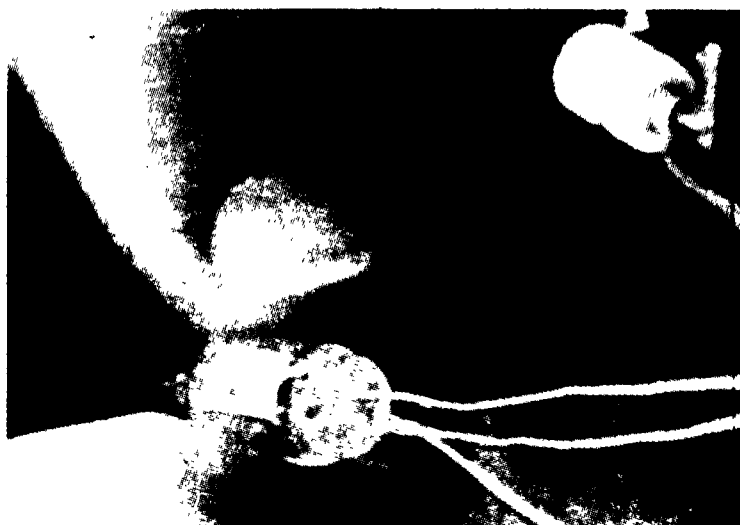
L'IRAK PRIS AU PIÈGE

Les douanes américaines et britanniques avaient minutieusement préparé leur opération

« **O** pération Argos », c'est le nom donné à la longue traque, menée conjointement depuis dix-huit mois par les douanes américaines et britanniques. Et qui a débouché mercredi sur le démantèlement d'un réseau d'exportation vers l'Irak de composants nucléaires. Tout a commencé en Californie, lorsque la société CSI Technologies a reçu une commande de la société anglaise Eurumac pour 40 condensateurs. Les caractéristiques demandées intriguent Jerold Kowalsky, le président de CSI, qui se met en rapport avec les services de douane. A partir de là, il reçoit pour consigné d'accepter la commande et d'offrir un prix attractif, de façon à éviter que l'acheteur n'aille prospecter les rares concurrents, une firme américaine et une firme française.

Plus tard, en septembre 1989, ce sera un agent des douanes, Daniel Supnick, qui se fera passer pour directeur export de CSI et mènera avec Kowalsky les négociations avec Ali Ashour Dagher, directeur d'Eurumac, détenteur de la double nationalité irakienne et britannique, son assistante française Jeanine Speckman ainsi que deux ingénieurs irakiens travaillant pour la société d'État irakienne Al-Qaqaa qui dépend du ministère irakien de l'industrie et de l'industrialisation militaire. Les Irakiens expliquent dans un premier temps que les condensateurs sont destinés à la recherche sur les lasers puis à l'industrie aérospatiale. Un contrat de 10 500 dollars sera signé.

Le lendemain Mme Speckman demande que la commande soit décrite comme du matériel à air conditionné pour des salles d'ordinateur. Le paiement est assuré par deux virements de l'ambassade d'Irak à Londres. Tandis que Dagher essaie d'obtenir une livraison directe sur Bagdad, Supnick essaie de le faire venir en Californie pour venir récupérer le



Ce sont des composants électroniques identiques à ceux-ci qui ont été saisis à Londres. Ils sont utilisés dans le système de mise à feu des bombes nucléaires. (Photo AFP.)

matériel, ce qui aurait facilité son arrestation et son inculpation. Les deux hommes transigent et se mettent d'accord sur Londres. Dans le même temps, la société EG & G basée à Salem, dans le Massachusetts, recevra une commande des services américains pour fabriquer 41 faux détonateurs qui seront substitués par les douanes britanniques aux vrais composants après leur arrivée à Londres, pour le cas où la cargaison parviendrait malgré tout à Bagdad.

C'est mercredi que Dagher se faisait cueillir à l'aéroport d'Heathrow

en compagnie d'Omar Latif, employé de la compagnie Iraki Airways, en réalité le chef des services secrets irakiens en Grande-Bretagne et en voie d'expulsion. Au total cinq suspects sont aujourd'hui sous le coup des juridictions anglaises et les États-Unis ont l'intention de demander l'extradition de deux d'entre elles, Ali Dagher et la Française Jeanine Speckman.

F. A.

La bombomanie de Saddam Hussein

Le débat sur le degré d'avancement du programme nucléaire irakien n'a pas vraiment cessé depuis le 7 juillet 1981, date du fameux bombardement de la centrale d'Osirak par l'aviation israélienne dans le complexe industriel de Tammouz. Les services secrets de l'État hébreu avaient été convaincus que ces installations, construites avec l'aide de

techniciens français et italiens, avaient pour but de produire du plutonium à des fins militaires.

Bien que le programme irakien, amorcé au début des années 70, n'ait jamais été abandonné, l'inquiétude était fortement retombée après le bombardement de Tammouz. D'autant que Bagdad avait signé le 29 octobre 1969 le traité de non-proliféra-

tion et s'était soumis depuis son entrée en vigueur en 1970 aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Mais le régime de Saddam Hussein est revenu au premier plan des préoccupations, occidentales et israéliennes mais aussi saoudiennes, lors de la dernière année de la guerre qui l'opposait à l'Iran, avec l'utilisation massive de gaz, produit et stocké en Irak, contre les populations du Kurdistan. Bagdad s'est également signalé par des investissements financiers et technologiques considérables pour le développement de missiles balistiques à courte et moyenne por-

En 1989, les Israéliens affirmaient que le pays de Saddam Hussein produirait et testerait l'arme atomique dans un délai maximum de cinq ans. De l'avis des experts du Jane's Defense Weekly, de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) et de l'université pacifique de Bradford, l'Irak dispose désormais de missiles capables de transporter des têtes nucléaires. Depuis la fin de la guerre avec l'Iran, Saddam Hussein poursuit de plus belle, avec la complicité d'industriels et de banquiers occidentaux, cette course à « la » bombe qui ferait de l'Irak la seule puissance régionale capable de contrer Israël sur le terrain nucléaire.

tée : ce fut d'abord deux versions du petit missile soviétique Scud-B, le Al-Husayn d'une portée de 700 km, et le Al-Abbas, d'une portée de 900 km, puis la mise au point du missile Badr 2000, version irakienne du Condor, développé conjointement par l'Argentine et l'Égypte, d'une portée de 800 km. En décembre dernier, le tir d'un lanceur de satellite concluait cette impressionnante série. Selon les services de renseignements américains, cités par le *Washington Times*, l'Irak aurait déployé « plus d'une douzaine » de missiles sol-sol soviétiques à moyenne portée, avec des têtes chimiques ou nucléaires, susceptibles d'atteindre Israël, le centre de l'Arabie Saoudite, Chypre ou Ankara.

FP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-A

GLGL

FRA0091 4 I 0292 /AFP-MC06

Turquie-Kurdes

Les autorités turques inquiètes face au mécontentement kurde

ANKARA, 31 mars (AFP) - Les autorités turques sont inquiètes de l'ampleur du mécontentement exprimé ces dix derniers jours par la population à majorité kurde du sud-est anatolien, notent les observateurs à Ankara.

Le Président a invité les chefs des deux formations de l'opposition représentées au parlement à une réunion spéciale de crise qui doit se tenir lundi prochain au palais présidentiel à Ankara.

Six personnes ont été tuées lors de manifestations de dizaines de milliers de personnes sur des thèmes défendus jusqu'à présent seulement par les "terroristes séparatistes" kurdes.

Des "terroristes", selon la terminologie officielle, qui appartiennent généralement au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste). Depuis 1984, l'essentiel "fauteur de troubles", pour les autorités turques, sont le PKK en lutte armée contre le pouvoir central.

"Vive le Kurdistan!" était un des principaux mots d'ordre des manifestants qui n'ont tout lien avec des organisations séparatistes.

La situation est qualifiée "d'escalade et d'expansion de la violence et du séparatisme kurde" par les responsables civils et militaires, qui appellent au renforcement de la sécurité dans la région.

L'invitation du président a été acceptée dans son principe par MM. Erdül Inonu et Suleyman Demirel, respectivement chef du Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD) et du Parti de la Juste Voie (PJV, droite traditionnaliste). Ces derniers, qui contestent toujours l'élection à la Présidence de M. Ozal en novembre, ont tenu à préciser qu'ils participeraient à ce "sommet" en raison de la gravité de la situation dans le sud-est et dans le seul intérêt du pays.

AL/mfm

AFP 310845 MAR 90

TÉLÉGRAMME DE BREST, 31 mars 1990

Lannion

Minorités

Une délégation kurde à Lannion pour « faire tomber le mur du silence »

A l'invitation de l'UDB, deux représentants de l'institut kurde effectuent actuellement une « tournée d'information » en Bretagne.

Présents jeudi soir à Lannion, les deux délégués, MM. Shewki et Hamarash, ont tout d'abord été reçus en mairie, par Denis Mer, premier adjoint, entouré de Jacques Gicquel et Patrick Morvan, de l'UDB. Par la suite, ils ont animé une conférence-débat, au Centre Jean-Savidan.

La malchance historique des Kurdes est en fait d'avoir pour patrie un espace (grand comme la France), situé au croisement des trois grands courants culturels qui dominent le Moyen-Orient musulman : arabe, turc et persan. Le drame kurde a des origines lointaines mais s'est aggravé à l'issue de la première guerre mondiale, avec le démantèlement de l'empire ottoman. Depuis le traité de Lausanne, en 1923, le Kurdistan est partagé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Aujourd'hui, 25 millions de Kurdes vivent sous le joug de ces états totalitaires. Mais on trouve aussi des minorités en URSS (320.000 personnes), au Liban (100.000) et une forte diaspora en Europe occidentale, 650.000 personnes qui ont « choisi » l'exil.

Culture

Autre aspect de l'oppression : « la négation de la culture » pour-



MM. Shewki et Hamarash, délégués de l'institut kurde de Paris, invités en Bretagne par l'UDB, ont été reçus officiellement en mairie par Denis Mer, 1^{er} adjoint, qui leur a remis la médaille de la ville.

tant millénaire, qui va jusqu'à « l'interdiction de la langue, de toute manifestation et de toute manifestation en Kurde », un mur auquel les organisations non-gouvernementales s'attaquent régulièrement. Mais que les états occidentaux, le Parlement européen ou l'ONU se contentent trop souvent d'ébrécher, par des prises de position et résolutions de circonstance, après des massacres, des-

tructions de villages (notamment pendant la guerre Iran-Irak), des exécutions sommaires ou l'assassinat de militants exilés. Une indignation sporadique qui ne peut remplacer le travail en profondeur.

INSTITUT KURDE : 106, rue La Fayette, 75010 - Paris (tél. 1-48.24.64.64.

AUVERGNE MAGAZINE

mars 1990

Images de Kurdes

Petit à petit ceux qui en août étaient arrivés au camp de Bourg-Lastic s'adaptent à la vie française, à son rythme et à ses habitudes.

A Vic-le-Comte, on semble apprécier l'hospitalité des habitants et récemment une exposition de photographies créait un lien supplémentaire entre ceux qui sont là depuis toujours et les arrivants récents.

Aux côtés de M. Bertrand, maire de Vic-le-Comte, étaient d'ailleurs présents lors du vernissage M. le docteur Tissot, chargé de mission auprès du cabinet du Premier Ministre, et M. Chaouki, de l'Institut Kurde de Paris. Il a fallu — l'exposition en apporte le témoignage — que les réfugiés s'adaptent à notre mode de vie, tant en ce qui concerne nos habitudes alimentaires que par exemple le code de la

route, et sans que pour cela il leur soit nécessaire d'oublier leurs origines.

Il y a aussi des dessins, des travaux d'enfants, des images de guerre, et aucun des auteurs des dessins ou des travaux, aucun témoin des images de guerre n'a jusque-là perdu son espérance souriante malgré le nombre des épreuves traversées.

Aussi, après avoir été présentée à Vic-le-Comte, cette exposition le sera-t-elle à Sainte-Florine, Corrent et autres lieux. L'intégration jusqu'à présent se fait bien, c'est ce qu'ont voulu montrer les organisateurs de l'exposition, qui sont les membres de la commission municipale chargée de la vie culturelle et les animateurs du centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, lesquels sont aidés par la Direction départementale de la jeunesse et des sports.

QUEST FRANCE, 31 mars 1990

Lannion à l'heure du peuple Kurde « Notre situation est dramatique »



Kamal Hamarash et M. Shewki, accueillis par l'UDB du Trégor-Goëlo, étaient reçus en mairie par l'adjoint M. Denis Mer.

Ils sont plus de 25 millions, répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Irak et la Syrie. 25 millions de femmes, d'enfants et d'hommes victimes, aujourd'hui encore, de la plus rétrograde des oppressions : l'oppression culturelle va jusqu'à l'interdiction de la langue, de toute publication, de toute manifestation artistique en langue kurde.

La malchance des Kurdes, puisqu'il faut bien parler de malchance dans leur cas, c'est d'être situés au croisement des trois grands courants culturels dominant la région : arabe, turc et persan. C'est aussi d'habiter là où se trouvent les plus gros gisements pétroliers du Moyen-Orient.

Jeudi à Lannion, l'union démocratique bretonne accueillait deux représentants du peuple Kurde, MM. Kamal Hamarash et Shewki, responsables des relations extérieures de l'Institut Kurde de Paris.

« La situation est dramatique ; nous voulons que l'opinion soit informée. » Alors, de ville en ville, ils témoignent, documents à l'appui, film et brochures, et surtout dialogue avec les gens. En Irak, bombardements chimiques, des milliers de morts, des déportations, des villages rasés de la carte...

« Depuis la fin de la guerre Iran-Irak, les livraisons d'armes, notamment françaises, servent à la destruction du peuple Kurde. » En Iran, c'est l'occupation militaire ; en Turquie, les assassinats continuent et les tortures dans les prisons turques sont terribles.

« Les gouvernements qui administrent les régions kurdes les maintiennent sciemment dans un état de sous-développement, d'indigence. 600 000 Kurdes ont dû s'expatrier en Hollande, Belgique, Suisse, Allemagne, France : je mais ils n'ont eu la possibilité, la liberté chez eux d'apprendre à écrire leur propre langue. » D'où le but de l'institut culturel, « un but qui n'est pas politique », mais écrivains, historiens et artistes kurdes veulent restituer à tous les Kurdes vivant dans des démocraties européennes le droit et la possibilité de pouvoir s'instruire, en enterré dans leur pays.

Kamal Hamarash, au cours de son bref séjour à Lannion, a eu la joie d'évoquer la puissante personnalité de Louis Massignon, l'éminent orientaliste, dont il connaît l'oeuvre et l'action, et qui avait des attaches en Côtes-d'Armor, venant régulièrement à la chapelle des Sept Saints d'Ephèse au Vieux-Marché où chrétiens et musulmans se rencontrent dans la prière pour « une paix sereine ».

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

march, 31 1990

At State, Appeasers Are Busy

By William Safire

WASHINGTON — From the Baltics to Baghdad, the umbrellas of appeasement are unfurling. "Lasting change can come to the Soviet Union," said a powerful Voice of America commentary on Feb. 15, "when citizens no longer need to fear massive surveillance — and worse — from the KGB. Secret police are also entrenched in other countries, such as China, North Korea, Iran, Iraq, Syria, Libya, Cuba and Albania. "The rulers of these countries hold power by force and fear," was the accurate message beamed by VOA, "not by the consent of the governed. "But as East Europeans demonstrated so dramatically in 1989, the tide of history is against such rulers. The 1990s should belong not to the dictators and secret police, but to the people."

These words were labeled a "call to revolution" by Saddam Hussein, dictator of Iraq. He conveyed his displeasure through four cables from the U.S. ambassador in Baghdad to John Kelly, who runs the State Department's Near Eastern bureau.

Mr. Kelly joined the king of Saudi Arabia in supporting Mr. Saddam's protest and denounced the VOA's words at a Feb. 17 meeting chaired by Secretary of State James Baker.

The pragmatic secretary told the representative of the U.S. Information Agency at the meeting to bring the VOA editorialists to heel.

The hangman of Baghdad had reason to be edgy. His nuclear missile program was set back by a huge explosion Aug. 17 that sources say may have killed hundreds of technicians at Al Hillah, south of Baghdad.

He also may have suspected that his efforts to smuggle nuclear detonators out of the United States were imperiled by U.S. Customs agents in California; their trap has just been sprung.

The State Department, which could not have been ignorant of Iraq's attempt to steal U.S. nuclear secrets, has long sought to appease Mr. Saddam. So the dictator was assured that no more such broadcasts would trouble him, and the USIA was instructed to clear all editorials — in writing — with

State Department censors.

The close supervision was extended to another area: the Baltics. "We were told by USIA that State wanted no editorials at all on Lithuania," a VOA employee tells me. (Richard Carlson, the Voice director, loyally insists no new pressure was applied.)

Mr. Bush and Mr. Baker evidently have decided that "peace for our time" would best be achieved by hearing only promises of no use of force from Moscow and by ignoring the pleas for support of a small nation struggling for freedom.

The newly empowered superczar, Mikhail Gorbachev, ordered the Red Army to arrest "deserters" (though they were later offered an amnesty). We must refuse to accept Moscow's description of these brave young Lithuanians as deserters; on the contrary, they are patriots resisting impressment by a foreign power, in the face of likely beatings, torture and worse.

Mr. Bush, supported by Jimmy Carter and unopposed by congressional leaders, refuses to assert even moral support of the nonviolent Lithuanians. Russian tanks and helicopters are roaring through a nation that wants only to be left alone; Moscow is ordering out foreign observers, to prevent pictures of any crackdown.

Young Lithuanians are being

dragged away by the occupying army, with thousands more to be forcibly conscripted in coming weeks, and the U.S. government worries that any expression of support for the oppressed nation would "inflammate the situation."

Spare us the apologia that nice-guy Gorbachev is being forced to use force by his mean army leaders and his unruly Baltic subjects.

One man has assumed the power to rule by decree, and he has decreed that the Soviet empire will not give up its Stalinist conquests.

We cannot liberate the captive nations by force of arms, but we can take a stand on the principle of self-determination.

Would it harm Mr. Bush's quiet diplomacy — his "masterly inactivity" — for him to publicly praise the nonviolent stand of President Vytautas Landsbergis of Lithuania?

Would it really inflame the Kremlin for the American president to use the word "independence" in speaking about the goal of negotiations?

To Moscow and to Vilnius as well as to Baghdad, the United States should rebroadcast the VOA's forbidden message: "The 1990s should not belong to the dictators and the secret police, but to the people."

The New York Times.

A Message for Hussein

Iraq is working more actively to build nuclear weapons than most of the world had thought. While an Iraqi bomb program was known to exist, most outsiders believed that it had been allowed to slide into inactivity. But the Iraqi government's attempt to buy the highly specialized hardware used in bomb triggers suggests that, while it may still be a long way from possessing a weapon, it is moving aggressively in that direction.

From Baghdad came the denials that are conventional in these cases. But President Saddam Hussein, the central figure in his country's repressive and bloody-minded regime, responded further by saying in a public speech that the enemies of the Arab people were once again attempting to interfere with Iraq's "march of progress."

The arrests in London and the indictment in San Francisco provide a glimpse of the policing system by which most of the world's governments cooperate to prevent the spread of nuclear weapons. It is far from perfect. A country that is willing to spend large amounts of money for a long time — as Pakistan has done for two decades — can probably build a bomb, even if it lacks a strong industrial or technical base. Iraq, with its oil, has more money than Pakistan.

Iraq is not just pursuing nuclear weapons. It manufactures poison gas and has used it,

both in its war with Iran and against its own Kurdish population. Iraq also has missiles: with a range of several hundred miles, as it demonstrated in the same war, and it is working vigorously on larger ones. They are already big enough to carry gas or, if Iraq should ever get them, nuclear warheads.

Israel bombed a research reactor near Baghdad in 1981 to impede Iraqi weapons development, but since then the rest of the world has not intervened directly — just as it has not intervened in Pakistan. In the case of Pakistan, the chief reason was its importance as the staging area for the resistance to the Communist regime in Afghanistan. Western governments have been similarly hesitant to call Iraq to account because they see it as the line of defense against Iran and Islamic radicalism. The war between Iran and Iraq reached a truce two years ago, but there has been no peace settlement.

The police and prosecutors who intercepted that shipment of electronic equipment have contributed to the world's safety. But if the Iraqis keep trying, an illicit shipment may get through. Perhaps it is time for other governments, including America's, to make it clearer to President Hussein that Iraq is not exempt from the rules by which most countries choose to live.

— THE WASHINGTON POST.

Iraqi Missiles Can Reach Israel

By Michael R. Gordon
New York Times Service

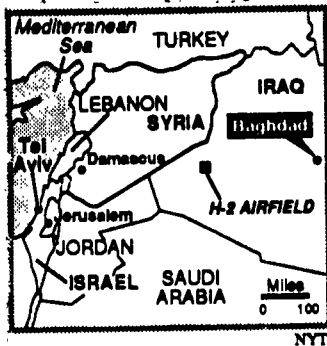
WASHINGTON — Iraq has constructed launchers for missiles within range of Tel Aviv and Damascus for the first time, according to classified U.S. intelligence reports.

While the weapons could be used for offensive purposes, American intelligence experts believe that they are intended in part to discourage any Israeli attack on Iraqi nuclear or chemical weapon installations.

On Wednesday, U.S. and British agents arrested five persons and seized 40 Iraq-bound electrical devices that had been smuggled out of the United States.

Experts say that the devices are well-suited for triggering nuclear bombs and may have other military applications.

Iraq's efforts to obtain the devices have heightened international concerns about its program to develop nuclear weapons. Experts say



that Iraq has the largest chemical weapons program in the Third World and is trying to develop biological weapons.

The construction of the missile launchers in western Iraq, which has provoked concern among senior U.S. officials, was described in a classified CIA report prepared early this month.

The report says that Iraq recently completed the construction of six launchers for modified Scud missiles at its H-2 airfield, which a U.S. official said was built by the British and is in western Iraq on the road between Baghdad and Jordan.

Construction of the launchers began in June 1989.

According to the report, the launchers are the first stationary ones that Iraq has built within range of Tel Aviv or Damascus.

U.S. intelligence experts say that they believe that the launchers are for Iraq's Al Hussein surface-to-surface missile, a 650-kilometer (400-mile) version of the Soviet-designed Scud missiles, which Iraq fired at Iran in the 1980-1988 Gulf War.

While Iraq has mobile launchers for the Al Hussein missile that

could be transported within range of Israel, American experts say that the fixed launchers may enable Iraq to fire the weapon with more accuracy.

The newly constructed launchers are also seen as a blunt statement by Iraq that it will retaliate against any Israeli attack on its chemical weapons or nuclear installations, according to the intelligence report and senior U.S. officials.

Israeli planes bombed and destroyed an atomic reactor near Baghdad in 1981 which Israel said was involved in the production of chemical weapons.

"By building fixed launchers, they want everybody to know that the launchers are there," a U.S. official said.

The official said that Iraqi officials had signaled to foreign diplomats that the launchers would be used to retaliate against an Israeli preemptive attack against Iraqi military installations.

Iraq, he said, has built up its air defenses and is improving its ability to communicate with the Jordanian and Saudi Arabian military.

Iraq's construction of launchers within range of Israel was described in a White House statement as a "destabilizing" development.

■ Iraq Expands on Denial

Iraq, adding detail to denials that it tried to buy triggers for nuclear weapons, says U.S.-made electrical components confiscated in Britain could have been used for many other purposes, Reuters reported from Baghdad.

"It is easy to invent a link between the normal use of any highly advanced electronic or mechanical component and military purposes," an official at the Ministry of Industry and Military Industrialization said in an interview with the Iraqi News Agency.

"Iraq did not violate any law of any other country. Iraq has the full right of technology transfer, just as other world countries do," the official said.

"The material which British authorities claimed to have discovered at London airport as nuclear triggers were merely electrical capacitors used for many industrial, scientific and engineering purposes and in the fields of electro-optics, fast electric discharge and plasma focusing systems."

Other Comment

Iraq: Regional Nightmare

A government that has not hesitated to murder its own citizens with poison gas probably would not hesitate to use nuclear weapons against its neighbors. That is why the evidence of Iraq's clandestine efforts to acquire nuclear arms raises chilling concerns about its capabilities and intentions.

Some experts suggest that Iraq is still five to seven years away from a true nuclear arms capability. So perhaps there is still time to head off that grim prospect.

In 1981, Israeli planes bombed an unfinished reactor near Baghdad that could have been used to produce weapons-grade plutonium. The reactor was supplied by France, which more than once has put sales opportunities ahead of prudence when it comes to nuclear transfers. Since then, Iraq's nuclear program has literally gone underground. In recent years it has spent a lot, both abroad and at home, to acquire missiles able to deliver nuclear or chemical warheads to targets hundreds of miles away. Israel, which is widely thought to have its own nuclear weapons, is one such target. Neighboring Iran may be an even more likely one.

Iraq denies any nuclear ambitions, citing its signature on the 1968 Nonproliferation Treaty as proof of its good faith. But Iraq also signed the 1926 treaty banning chemical weapons, an inconvenience that didn't stop it from using poison gas against both Iran and its own Kurdish citizens.

What can be done? The outstanding need is for responsible nations to intensify their efforts to prevent further nuclear transfers and proliferation. The United States can begin by applying to Pakistan, which has a highly developed secret nuclear weapons program, the sanctions American laws call for. What's especially vital is that controls be intensified against countries that clearly menace international security. Iraq is pre-eminently such a country. A nuclear-armed Iraq would be a regional nightmare.

— The Los Angeles Times.

Financial Times

march 1990

The Bazoft case gives the lie to Iraq's promise of change, argues Edward Mortimer

How not to make friends

FOR TWO days last week a conference at the Royal Institute of International Affairs (Chatham House) discussed "Iraq in the 1990s." Such conferences are intended to be self-financing: the attendance fees are high, and the subjects chosen are those thought likely to interest the business community.

Iraq is clearly in that category. It has the second-largest oil reserves in the Middle East. After its victory-on-points in the gruelling eight-year war with Iran it has emerged as second only to Israel among the military powers in the region, and aspires to play a leading political role. It is engaged in a phase of intense postwar reconstruction, while at the same time seeking to build up its arms industry in order to maintain a qualitative edge over Iran and its other neighbours.

In short, Iraq is an extremely interesting potential market. Yet business prospects are clouded by financial, political and ethical doubts. Last year's revelations about the activities of Banca Nazionale del Lavoro revealed the subterfuges to which Iraq, saddled with crippling war debts, has resorted in order to finance its missile development programme. Political risks are hard to assess in a country where power is so heavily concentrated in the hands of one man, President Saddam Hussein, but inevitably the question arises whether Iraq might not be affected by the wind of change that has swept away other regimes which in the past relied on Soviet support.

Above all Iraq's business partners have to ask themselves whether it is politically wise, let alone ethically proper, to strengthen the economy of a state which not only shows no respect for human rights but is the front runner in a regional arms race, and has shown itself willing to use weapons of mass destruction in violation of international law.

At the Chatham House conference, under some sharp questioning, Iraq's deputy foreign minister, Mr Nizar Hamdoun, admitted that some of the human rights charges were

true, but claimed that with the war behind it Iraq was now anxious to turn over a new leaf. There would be no return, he said, to the ideological excesses of the 1970s. Economically the state was no longer relying exclusively on the centralised "command system," but was introducing policies that favoured private enterprise. Freedom to travel abroad had already been restored to Iraqi citizens. A dialogue had been opened with Amnesty International. Soon there would be a new constitution and even multi-party elections.

Some outside experts gave at least qualified support to Mr Hamdoun. The violence of the regime, they argued was the product of extreme insecurity, and foreigners would only make matters worse if they ostracised it internationally while egging on its internal opponents. A better way to promote change would be to encourage social and economic development and maximise external contact.

I was half convinced. Not that I would ever give Saddam Hussein "the benefit of the doubt." But I might just be persuaded that his rule has been in some sense a necessary evil, an unavoidable if grim period in Iraq's turbulent history, and that less misery would be caused by its consolidation than by further attempts, necessarily violent and probably futile, to overthrow it. At least, I began to think, it might be time I went again to Iraq to see for myself whether the atmosphere really is changing.

But then, the day after the conference, I switched on the radio and heard that a fellow journalist who went to Iraq at the Government's invitation to report for a British newspaper, had been sentenced to death by an Iraqi court for trying to do his job. Unless and until that journalist is released, alive and unharmed, Mr Hamdoun should not suppose that I or any other western journalist will wish to visit Iraq, no matter how persuasively the invitation may be phrased. It is not too much to hope that those who want to make money out of doing business with Iraq feel similarly moved.

Viewpoint

Only united nations can save the Middle East

BRITAIN's Middle East policy is in a hopeless mess. We now have no formal relations with Libya, Iran or Syria, and our relations with Iraq could be politely described as extremely strained. Mrs Thatcher's pursuit of a peace plan through Israel's Shimon Peres and King Hussein of Jordan has so far got nowhere. Everywhere — in Lebanon and in Afghanistan, over hostages and the Palestinian question — British influence is minimal, its policy muddled.

But then that may be no bad thing. For too long, British policy has been based on the nineteenth-century concept of holding the balance by playing country against country and tribe against government. Keep the Palestinians in check in one area, gear up relations in another. It will not work. We do not have the power. Nor is it that kind of situation any longer. The Middle East is tearing itself apart and British and US responses have become increasingly inappropriate.

All the old problems are still there — a Lebanon that seems to have given itself up entirely to sectarian self-destruction; an Israel that will not come to terms with the Palestinians, and vice versa; a Gulf in which Iran and Iraq cannot finalise the peace. Added to that, there is now a growing volatility within the capitals most concerned.

Israel has just lost its government, leaving Labour Party leader Shimon Peres to build a pro-peace coalition with religious fundamentalist parties whose whole approach is anti-pathetic to the Palestinian cause. Equally dangerous are the strains within the PLO. Having bet everything on the US Middle East peace plan, Yasser Arafat has no more cards

to play if the the plan should fail, other than retreating to violence to keep the pressure up.

Iran, the recent paymaster of terrorist violence, is now embroiled in a continuous game of adjustment between the pro-Western inclinations of Hashemi Rafsanjani and the violently anti-Western sentiments of the radical clergy and the Interior Minister, Ali Akbar Mohtashemi.

Iraq, to whom the West has turned to hold back the forces of radicalism and fundamentalism, has made clear its own ambitions for regional pre-eminence free of any Western constraint and is rapidly building up the arms, and the debts, to do so.

It is no good hoping, as the British and Americans do, that there is some means of organising a moderate route to peace through influence on individual countries. None of them shows any signs of being amenable to that sort of control.

This is no reason to give up efforts at peacemaking. Much of diplomacy consists of plodding on, and one has some sympathy with the Foreign Office distaste for grand gestures of cutting diplomatic relations, however awful the regime. Where policy has gone so wrong in the Middle East is in the continued assumption that Britain, or America, can hope to determine events individually through the use of what they regard as traditional and exclusive influence. All that does is to embroil the Western powers in the endless complexities and violence of the region.

In reality, there is probably very little that Britain or the West can do to bring peace to the area. But if anything can be done, it is best done through concerted international effort, not separate initiatives. The US

missed a major opportunity when last year it refused Mikhail Gorbachov's offer to collaborate to impose some order.

Washington's reluctance sprang from the fear of giving Moscow more clout than it had before. But that is old-style thinking. In reality, the clear Soviet desire to rid itself of foreign entanglements provides considerable scope now for international pressure.

For a start, it makes an effort to limit arms sales to the area more feasible. If the Soviet Union and Eastern Europe were prepared to join in a ban, then a new dawn might well be within sight. So, too, with hostages and terrorism. Hostages will be held as long as hostage-takers see an advantage in it, just as terrorism will continue for as long as terrorists go uncaught.

At this moment there appears a slender chance, although not much more, that the hostages could be released from Lebanon. But the faintest sign of divisions within the West will stop the process. The outside world must stand together on this. It has to be all hostages, or none, and all countries, not one, isolating those States that continue to support terrorism.

That goes, too, for the root cause of so much trouble in the Middle East: the destruction of the Palestinian homeland. It is not Washington or Mrs Thatcher who can bring a solution to this. But the outside world, through the United Nations, could pave the way by squeezing Israel. If the South African government can convince itself of the need to sit down with the enemy, so can the Israeli Cabinet. But it requires the pressure of all, not the machinations of a few.

Adrian Hamilton



STRASBOURG,

12 - 16 MARS 1990

PARLEMENT EUROPEEN

Direction générale de l'information et des relations publiques

Division centrale de presse

DROITS DE L'HOMME

REPROBATION DU PARLEMENT SUR L'EXECUTION DE FARZAD BAZOFT

(Doc. B3-568/90)

15.03 - Tous les parlementaires se sont indignés de l'exécution du journaliste de l'"Observer" et certains ont demandé des sanctions contre l'Irak.

Lors de l'ouverture de la séance plénière, le président de séance, Mme Nicole PERY a lu la déclaration suivante du Président du Parlement européen, M. BARON:

"Je suis bouleversé et indigné par l'exécution du journaliste de "the Observer". Au nom du Parlement européen, je tiens à condamner le plus fermement cet acte qui discrédite le gouvernement irakien. Les autorités irakiennes, malgré les pressions internationales, sont restées sourdes aux appels de clémence qui leur ont été lancés. Le Parlement européen, quant à lui, s'est toujours prononcé contre la peine de mort. Aujourd'hui, il tire toutes les conséquences de cet acte qui ne peut que nuire aux relations entre le Parlement européen et l'Irak".

Pour Sir Christopher PROUT (DE, RU), il est difficile d'exprimer l'horreur que suscite cet acte du

régime irakien; il invite le Parlement à redoubler d'efforts pour sauver Mme PARRISH.

M. Jean-Pierre COT (Soc., F) a dit son horreur et sa réprobation face à l'exécution. "Alors qu'un vent de liberté souffle à travers le monde, l'insensibilité totale de l'Irak et son mépris vis-à-vis des droits élémentaires suscitent la réprobation unanime de notre Parlement". Il demande qu'au-delà de son message, le Parlement en appelle à la coopération politique européenne pour qu'elle tire les conséquences nécessaires, ce qu'appuie M. Egon KLEPSCH (PPE, A).

M. Valéry GISCARD d'ESTAING (LDR, F) dénonce l'"arbitraire odieux" du gouvernement irakien et demande à l'Assemblée d'observer une minute de silence.

M. Alexander LANGER (Verts, I), s'associant à la réprobation générale, regrette que le Parlement ait refusé de voter aujourd'hui une résolution contre la peine de mort prononcée à l'encontre de Robert HARRIS. Il demande au Président du Parlement d'adresser une requête au gouverneur de Californie pour que cette peine de mort soit commuée en détention.

M. Luciano VECCHI (GUE, I) en appelle à la Communauté pour qu'elle prenne des mesures diplomatiques et

économiques contre le gouvernement irakien.

M. Karel DILLEN (DR, B), "au-delà de toute considération politique", s'associe au message du Parlement face à ce "meurtre" et demande des sanctions contre le régime irakien.

M. René-Emile PIQUET (CG, F) marque son soutien total à la déclaration du Président et à celle des autres groupes parce qu'"il ne saurait y avoir d'exception dans notre réprobation totale de toute peine de mort, où qu'elle soit exercée".

M. Jaak VANDEMEULEBROUCKE (ARC, B) exprime lui aussi son horreur face à cet horrible meurtre et invite l'Assemblée à tout mettre en oeuvre pour que la peine de mort qui existe encore dans certains Etats membres soit abolie.

M. Arthur NEWENS (Soc., RU) demande aux ministres des Affaires étrangères, réunis dans le cadre de la CPE, de décréter un embargo immédiat sur les fournitures d'armes à l'Irak.

Le Parlement a ensuite observé une minute de silence.

15.3 - Le Parlement a adopté une proposition de résolution de M. Patrick COX (LDR, Irl.) et autres demandant au Président HUSSEIN de libérer immédiatement les deux prisonniers condamnés à dix ans et quinze ans de prison pour complicité avec le journaliste de l'"Observer" Farzad BAZOFT. Au cas où le jugement serait mis en exécution, il demande que la Communauté et les Etats membres prennent des mesures diplomatiques et économiques rigoureuses contre le gouvernement irakien.

PE 140.501/déf.

2 OCAK 1990 Cumhuriyet

*Cizre'nin Yeşilyurt'undan gelen 5 'konuk' köylerini
İstanbul'da karşılaştırdı*

Yeşilyurt'ta 5 'Yeşilyurtlu'

Denizi gördüler, köylerinde tek çeşmenin 5-10 dakika uzaklıkta olduğunu söylediler, bir tek araba dahi olmayan köylerinde, İstanbul'da trafiğin "merkep hızıyla" ilerlediğine, "deh, çüş"le hareket ettiğine şahit oldular. Hava kirliliğiyle karşılaştılar.

MERT ALİ BAŞARIR

Kamuoyunda "Yeşilyurt Olayları" diye bilinen Cizre'nin Yeşilyurt Köyü'nde 14-15 Ocak gecesi Binbaşı Cafer Tayyar Çağlayan'ın yaptığı operasyonda "değüstatif işkenceye maruz kalanlardan" Abdurrahman Müştak, Kâmil Müştak, Salih Kayar, Şerif Müştak ve Abdullah Madak İnsan Hakları Derneği'nin düzenlediği forumun konukları olarak geçen günlerde İstanbul'a geldiler. Bu fırsatı yakalamışken denizin, suyun, arabanın, otobüsün, taksinin, tenis kortlarının, yüzme havuzlarının, marketlerin, kasapların ve restoranların olmadığı Cizre Yeşilyurt'u İstanbul'daki adasıyla karşılaştırmak için yola koyuldular. Biz de bu "Yeşilyurt mönüsü"nden tadanlara eşlik ettik.

IHD'den avukat Kamber Soy-pak'ın da geldiği "İstanbul Yeşilyurt gezisi" iki taksitle gerçekleşti. Yol boyunca dertlerini anlatmaktan, taksinin camından dışarıyı

seyretmediler, arada bir başlarını hayretle sağa sola çevirdikleri oldu ama alıcı gözüyle değil. Denizi gördüler, suyu biz de görmüyoruz, köylerinde tek çeşmenin 5-10 dakika uzaklıkta olduğunu söylediler, bir tek araba dahi olmayan köylerinde, İstanbul'da trafiğin "merkep hızıyla" ilerlediğine, "deh, çüş"le hareket ettiğine şahit oldular. Hava kirliliğiyle karşılaştılar, yol kenarlarındaki kazımları sordular, doğalgaz hattı olduğunu, bu gidikle bunların musluklara bağlanacağını söyleyince güldüler. Çamur ve taştan oluşan yığma evlerini anımsadılar bir an. Başlarını iyice geriye atarak baktıkları binalara "Ya depres olursa" dediler. Bunların çoğunun temellerini "Temeller attığı için" aynı akıbet karşılığını verdik. İki yüz nüfuslu köyde nüfusun %4'ünü oluşturan 8 kişilik bir aileye sahip Abdullah Müştak'ın akciğer filminin çekildiğini öğrendik. Masrafları IHD "İnsan Hak-taneler Derneği değil, İnsan Hak-

"İstanbul Yeşilyurt'la Cizre Yeşilyurt'u karşılaştırır mısınız" demek, farklı sıklıkta iki boksörü yağlı güreşe davet etmek kadar saçma, ama soruyoruz. Yanıtıyorlar: "Biz oralarda ilk çağlarda yaşar gibiyiz, çağ atlamak böyle bir şey olsa gerek."

ları Derneği üstlenmiş şimdi iyi haber bekliyor filminden. "Olağanüstü durumlar dışında" köyde mercimek ve bulgur yeniyor. Köyün iki televizyonu var. Silopi Lisesi matematik hocası Şerif Müştak neleri izlediklerini söyledi: "Biz daha çok haberleri seyrediriz bir yerde işkence var mı yok mu diye? Bir de belki günün birinde televizyonda bizim de durumumuzu anlatırlar beklentisiyle..."

Nihayet Yeşilyurt yönüne dönüp, Yeşilyurt yazan levhanın önünde duruyoruz. "Turistik bir gezi" olduğu için levhayla birlikte fotoğraf çekiyor arkadaşımız Muharrem Aydın. Yeşilyurt mönüsü olayı traji-komik bir durum. Onlar da artık bu "dışkı yedirme olayını" tebensümle karşılıyor. Ellerinde aldıkları kepeçler var, demek oluyor ki "ihtiyatlı" geziyorlar. Esprileri: "Gerekirse B. yeme kampanyası" başlatırız". Yeşilyurt çarşısına doğru kasapların, marketlerin, manavların önünden ilerliyoruz, sadece bakıyorlar. Bir

milli piyancı geliyor yanlarına, her biri bir bilet alıyor. Aralarındaki espri "Şansımız olsa Yeşilyurtlu olmazdık"... Muhtarlığın kapalı olması iki Yeşilyurtlu muhtarın tanışmasını engelliyor. Oradan Yeşilyurt Spor Kulübü'ne gidiyoruz. Yönetim kurulu toplantı halinde, durumu aktarmak bana düşüyor. Toplantının tam ortasında içeriye giriyoruz, yönetim kurulu biraz şaşkın: "Efendimmmmm hoşgeldiniz, sefalar getirdiniz, ne iyi ettiniz de geldiniz, şerefler verdiniz." sözleriyle karşılanıp, uğurlanıyoruz. Son durak Yeşilyurt Tren İstasyonu... "Balayı" burada bitiyor. Taksilere binip Yeşilyurt'tan ayrılıyor.

"İstanbul Yeşilyurt'la Cizre Yeşilyurt'u karşılaştırır mısınız" demek farklı sıklıkta iki boksörü yağlı güreşe davet etmek kadar saçma, ama soruyoruz. Yanıtıyorlar, "Biz oralarda ilk çağlarda yaşar gibiyiz, çağ atlamak böyle bir şey olsa gerek."

Milliyet

11 ocak 1990

YILMAZ GÜNEY'i PARİS'TE ANITLAŞTIRIYORUZ

Bu anıtın gerçekleştirilmesine O'nu seven halkın katılımını sağlamak amacıyla Paris ve Stockholm'de seçkin sanatçı ve düşünürlerin katkısıyla iki büyük gösteri düzenlenecektir. Dostlara duyurulur...

PARİS, 21 Ocak 1990
Saat 15-20 ZENITH Salonu
Adres: 211, bd.Jean Jaurès 75019 Paris, Métro: Porte de Pantin

SANATÇILAR: Edip AKBAYRAM, Melike DEMİRAĞ, Ahmet KAYA, Arif SAĞ, ŞIVAN, Deniz TÜRKALİ.
KONUŞMACILAR: Tarık AKAN, Şerif GÖREN, Tuncel KURTİZ, Zeki ÖKTEN, Arif YILMAZ, Adalet AĞAOĞLU, Nihat BEHRAM, Atilla DORSAY, Mustafa EKMEKÇİ, Aziz NESİN, M.Tali ÖNGÖREN, Erdal ÖZ, Server TANILLI, İbrahim AKSOY, Fehmi İŞIKLAR, Yavuz ÖNEN, Nevzat HELVACI, Vera TULIAKOVA-HİKMET, Fatoş GÜNEY

STOCKHOLM, 26 OCAK 1990
Saat 19-24 SOLNA HALLEN SALONU, ⊕ O SOLNA

SANATÇILAR: GÜLISTAN, Ahmet KAYA, Arif SAĞ, ŞIVAN, Mazhar XALEQİ.
KONUŞMACILAR: Nihat BEHRAM, Mustafa EKMEKÇİ, Fatoş GÜNEY, Server TANILLI, Ahmet TÜRK.

Düzenleyen:
GÜNEY FILMCİLİK/FATOŞ GÜNEY
41, rue Barrault
75013 Paris

Biletler girişte alınabilir.



Cumhuriyet 2 ocak 1990

'7'ler ve istifacılar için SHP'ye geri döndürme arayışı

ADANA (Cumhuriyet Güney İleri Bürosu) — SHP Genel Sekreter Yardımcısı Adnan Keskin, "7'ler'in ve diğer "istifacı"ların partiye geri döndürülmesi için "mutlaka" formül bulunacağını söyledi. SHP'nin örgütten sorumlu Genel Sekreter Yardımcısı Erol Çevikçe de örgütten, sadece Mardin ve Şanlıurfa il başkanlarının istifalarının resmen kendilerine ulaştığını, adı geçen diğer illerin, basında çıkan haberler düzeyinde kaldığını belirtti.

SHP Genel Sekreter Yardımcısı Keskin, "istifa tansiyonu"nun yüksek olduğu günlerde, partiden ayrılanların geri dönmesini istediklerini, "bu nedenle 7'lerin ihracının kamuoyuna yanlış aktarılma nedenlerini açıkladıklarını" söyledi. Kamuyunun belli kesimlerinde ihraçların "Kürt kökenli partilerin tasfiyesi"

biçiminde yorumlandığına dikkat çeken Adnan Keskin, bunun çok yanlış bir algılama olduğunu ve MYK'nın "bize karşılar, o halde gitsinler" tutumu içinde olmadığını vurguladı. SHP Genel Sekreter Yardımcısı Keskin,

"Bu arkadaşların ve diğer istifacıların geri gelmesi için belli bir zaman geçmesi ve bir formül bulunması gerekiyor. Ayrılan her arkadaş için üzüldüğümüzü, kimsenin çıkarılmasından yana olmadığımızı vurgulamak istiyorum" dedi.

Bu arada, SHP'nin örgütten sorumlu Genel Sekreter Yardımcısı Erol Çevikçe ise Mardin ve Şanlıurfa illeri dışında, hiçbir örgütten istifa başvurusu almadıklarını belirtti. Çevikçe, adı geçen diğer istifaların "basındaki açıklamalar" düzeyinde kaldığını söyledi.

● Zırhlı süper helikopterler alınıyor

PKK'ya karşı "hava kurdu"

■ Şırnak ve Cizre arasında operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri PKK grubu ile çatışmaya girdi ve bir militan ölü olarak ele geçirildi

Tercüman 10 şubat 1990

EMİN BATMAZ

receğiz" dedi.

ŞIRNAK, (Tercüman)-PKK, baharda gerçekleştirmeyi planladığı eylemleri için Suriye, İran ve Irak'tan içeriye militan sızdırmaya başladı. Öte yandan, İçişleri Bakanlığı terörün yoğun olduğu bölgelerde bahar saldırılarına karşı tedbir alıyor.

Şırnak-Cizre arasındaki Kasrik Boğazı mevkiinde operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri ile, bir PKK grubu arasında çıkan silahlı çatışmada 1 militan ölü olarak ele geçirildi.

Bu arada, İçişleri Bakanlığı terörün yoğun olduğu Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde bahar tedbirleri almaya başladı. İçişleri Bakanı Abdülkadir Aksu olağanüstü hal uygulanan bölgede zırhlı 5 helikopterin görev vacağını ve yeni helikopterlerin alımı için ihale açıldığını ifade etti. Alınacak helikopterlerin üzerinde uçaksavardan roketatara kadar her şey bulunacak. TV dizisi "Hava Kurdu"ndakine benzeyen süper zırhlı helikopterlerin Savunma Sanayii Müsteşarlığı tarafından satın alınacağını belirten İçişleri Bakanı Aksu, "Olağanüstü hal bölgesinde uyguladığımız tedbirlerle başarılı olduğumuza inanıyorum. Uygulananan tedbirleri genişleteceğiz ve teröristlerle aynı yoldan mücadele ve-

TEVGER ve Barzani'nin görüşü

Öte yandan, TEVGER (Kürdistan Kurtuluş Hareketi) ve Barzani, PKK'nın "Türkiye Kürdistanı'nı kurtarmaya ve kurmaya gidiyoruz" sözlerine karşı, "Biz buna hiçbir şekilde ortak olmayız. Türkiye Kürdistanı onun meselesi. Başarır mı, başaramaz mı bilemeyiz" derken, Barzani, "Bizim meselemiz Kuzey Irak Kürdistanı. Biz burada iddia ettiğimiz haklarımızı alma mücadelesi veriyoruz" dedi.

TEVGER, PKK'nın Hafız Esad'ın yardakçılığını yaptığı görüşünde. "Kurulacak bir Kürdistan varsa bu hem Türkiye, hem Irak, hem İran ve hem de Suriye'de bulunan bazı bölgeleri içine alıyor" diyen TEVGER bunun da örgütler arasında uzlaşma çelişkisi doğurduğunu belirtiyor.

TEVGER, PKK dışındaki 8 bölücü örgütün (Ale Rızgari, Kuk-SE, PARHEZ, PKK-RN, PPKK, PSKT, ŞK, YSK) biraraya gelmesiyle oluşturuldu. Bunlar, Kürdistan denilen bölgenin Türkiye, İran, Irak ve Suriye tarafından bölüşüldüğünü iddia ediyorlar. Bu bakımdan PKK ile mücadele halinde.

11.17 02. 1990

Tempo

KASETLERİ AVRUPA'DA VE KOMŞU ÜLKELERDE ÇOK TUTULAN KÜRT SANATÇI ŞIVAN, ÖZGÜN PARÇALARININ TÜRKÇE SÖZ YAZILIP OKUNMASINA ATEŞ PÜSKÜRÜYOR. KÜRTÇE PARÇALARIN BU ŞEKİLDE PİYASAYA VERİLMESİNİN, ASİMİLASYONA HİZMET ETTİĞİNE İNANIYOR.

ŞIVAN PERVER, kasetleri Kürtler arasında satış rekorları kıran bir halk sanatçısı. Güneydoğu'da hemen hemen binilen her takside, teybe onun bir kasedi sürülüyor. Öteki ülkelerde yaşayan Kürtler arasında da türkülerini çok tutulan Şivan, eşi Gülistan ve oğlu Serxwebûn ile İsveç'te yaşıyor. Kaset yapıyor, çeşitli ülkeleri dolaşarak konserler veriyor... 1970'li yıllarda Kürtçe türkülerinin çoğaltılması nedeniyle koğuşturmaya uğrayınca ülkeyi terkeden Şivan, Tempo'nun sorularını yanıtladı.

TEMPO: Kendinizi tanıtır mısınız?

ŞIVAN: Annemin tanımla "Kızıl kar yılı" diye anılan 1955 Kasım'ında Siverek'in Sorî köyünde doğmuşum. Çocukluğum Siverek ve Viranşehir'in köylerinde geçti. Ailem müziğe çok düşküdü. Babam, "Dengbej" adı verilen halk ozanlarını çok sever, onları sık sık evimizde konuk ederdi. Müziğe çocuk yaşta ve bu doğal ortamda başladım. Şanlıurfa'da lise öğrenimi yaparken saz çalmayı öğrendim. O yıllarda tanık olduğum bazı büyük hak-sızlıklar bende büyük değişimlere yol açtı. Dünyanın daha güzel, daha yaşanabilir hale gelmesi üzerine kafa yormaya başlamıştım. Bana göre müzik, yazın, politika ve eğitim, yaşamı daha da güzelleştirecek bir amaca yö-



“KŞIVAN PERVER

Kürdübesk asimilasyona hizmet ediyor”

nelik olmalıydı. Bu yüzden de hayatı karamsar gösteren arabesk müziği sevmem ve okumadım. Lise öğrenimi esnasında Kürtçe müzik yapma olanağı bulamadım. Ben de kendi kültürel değerlerimden uzaklaşmaktansa müziğe ara verip derslerime yönelmeyi yeğledim.

1973 yıllarında girdiğim Gazi Eğitim Enstitüsü'nde çoğunluğu İran, Irak, Suriye'den gelen Kürt öğrencilerden oluşan yeni bir çevre edindim. O arada yaşanmakta olan siyasî gelişmeler-

den çok etkileniyordum. Ana dilimle müzik yaparsam halkıma daha çok yararlı olacağımı savunan arkadaşlarımla teşvikiyle kendimi tamamen müziğe verdim. Okuduğum parçalar çok tuttu. Halk bana ve müziğime sahip çıktı. Bu arada plak ve kaset çalışma-

larım da oldu. Halk kasetlerimi çoğaltıp dağıtıyordu.

TEMPO: Hangi şartlar sizi Türkiye'den ayrılmak zorunda bıraktı?

ŞIVAN: Sadece müzik değil Kürtçe olan her şey yasaktı. Böyle yasakçı bir ortamda okuduğum özgürlük ve mü-

TEMPO: Eşiniz Güllistan da sizin gibi bir halk ozanı...

ŞIVAN: Güllistan'la beraberliğimiz müzik ve hayat arkadaşlığı olarak 11 yıldır devam ediyor. İsimlerimiz kaynaşmış ve tek isim haline gelmiştir. Bence bu birlikteliğin güzel ürünleri dinleyiciye ulaşmıştır. Ortak çalışmalarımızı sürdürmek amacındayız.

TEMPO: Yaptığınız müziğin sözlerinde politik mesajlar olduğunu görüyoruz. Bundan yola çıkarak politik düşüncelerinizi anlatır mısınız?

ŞIVAN: Ben müziğimde halkımın içinde bulunduğu koşulları dile getiriyorum. Halkın bilinçlenmesine ve uyanmasına hizmet ediyorum. Onun mücadelesini, acısını, sevdasını dile getiriyorum. Bir halkın yaşamı kuşkusuz salt mücadele ve acılarla dolu değildir. Onun sevdası, hasreti de var. Onları da dile getirmeye çalışıyorum. Bizim "Mem û Zin"imizin Romeo Juliet'ten aşağı kalır yanı yok. Neden "Siyabend û Hecè"imizi dile getireyelim? Neden Melayê Ciziri'nin, Fekiye Teyra'nın güzel ürünlerini yeni kuşaklara aktarmayalım?

TEMPO: Türkiye hakkındaki duygu

veya bilmeyerek tahrip edip ün yapmaya çalışıyorlar. Melodi kulağa hoş geldiği için ve halk kendi müziğini kendi dilinde dinleyemediği için bu tür parçaları dinliyor. Aslında bu tür parçaların sözleri dinleyici için bir anlam ifade etmiyor. Ancak zamanla sırf hoşlandığı için dinlediği bu melodiler yüzünden süreç içinde asimile oluyor. Kürtçe melodilerin Türkçe sözlerle sunulduğu bütün parçalar, son tahlilde asimilasyona hizmet ediyor.

TEMPO: Örnek verebilir misiniz?

ŞIVAN: Örneğin işkence altında iç hesaplaşma içinde olan bir devrimciyi konu alan "Min biriya te kiriye" adlı parçamı bir başkası kalkıp "Aman seni özledim" diye çarpıtıp rezil etmiş. Buna benzer daha bir çok örnek sıralayabilirim.

TEMPO: Kürt kültürü ve müziğinin yaşatılıp geliştirilmesi yönünde Avrupa'daki hangi ülkelerde ne tür çalışmalar yapılıyor? Sizin buna katkınız ne oranda?

ŞIVAN: Son 10 yılda Kürtler Avrupa'da çok başarılı faaliyetlerde bulundular. Bazen, "Keşke bu kadar Kürt 30-40 yıl önce Avrupa'ya gelseydi" di-



Çalışmalarını Avrupa'da sürdürüyor olsa da, kasetleri özellikle Güneydoğu'da elden ele dolaşiyor Şivan'ın... Eşi Güllistan'la birlikte dünyanın çeşitli kentlerini dolaşip konserler veriyor. Şivan Kürt halk müziğinin Robson'ı olmak yolunda... Ve iki anı: SHP'den ihraç edilen 7'lerle birlikte Paris'teki konferans öncesinde (en solda); geçen yıl öldürülen İran Kürdistan Demokrat Partisi lideri Dr.Kasemlo ile Haziran'daki Sosyalist Enternasyonal toplantısına katılmak için geldiği Stockholm'de.

cadele içerikli parçalara tahammül gösterilmesi mümkün değildi. Nitekim okuduğum müzik yüzünden takibata uğradım. Buna karşın Türkiye'de kalmayı denedim. Bir yılı aşkın bir süre gizlice müzik yaptım. Ancak bunu illegal yollardan daha fazla sürdürmek mümkün olmadı. Avrupa'ya çıktığımda amacım İsveç'e geçmekti. Almanya'da Kürt nüfusun yoğun olduğunu farkedince orada kalmayı yeğledim. Bir taraftan müzik çalışmaları yapıyor, diğer taraftan Köln Üniversitesi'nde müzik eğitimi yapıyordum. Ancak sık yolculuk yüzünden eğitimimi tamamlayamadım. Bir kaç yıl da olsa Köln'de gördüğüm eğitimin sanatımı ilerletmemde büyük faydası oldu.

ve düşüncelerinizi öğrenebilir miyiz?

ŞIVAN: Bir Kürt sanatçısı olarak kısaca şunu söyleyebilirim. Türkiye'nin demokratik, uygar toplumlar arasında layık olduğu yeri alabilmesi için, her şeyden önce Kürt halkının varlığını ve onun meşru haklarını kabul etmesi gerekir.

TEMPO: Bazı parçalarınızın sözleri değiştirilerek Türkçe sözlerle plak ve kasetlere okunuyor. Bunu nasıl değerlendiriyorsunuz?

ŞIVAN: Bu talihsiz misyonu Celal Güzelses üstlendi, bugünküler de sürdürüyor. Bu tür parçaların yapılmasının en önemli nedeni, pazara Türk dilinin egemen oluşudur. Dili yasaklanan insanlar kendi müziklerini bilerek

yorum. Önceleri, bazı bireylerin çalışmaları ile sınırlı olan faaliyetler, son yıllarda artık çeşitli örgüt, kurum ve kuruluşlar tarafından yürütülüyor. Bugün Avrupa'nın bir çok ülkesinde Kürt Kültür Dernekleri, enstitüler, akademiler, federasyonlar, Kürtçe yayınlar, Kürdistan Press gibi profesyonel gazeteler Kürt dili ve kültürüne değerli katkılarda bulunuyorlar. Son 10 yıl içinde Avrupa'da yapılan kültürel faaliyetlere, özellikle kültür gecelerine ve Kürt müziğine benim de katkılarım oldu. Kürtlerle Avrupalı halklar arasında ciddi siyasal, kültürel ilişkiler kuruldu, geliştirildi.

Mehmet KORKMAZ



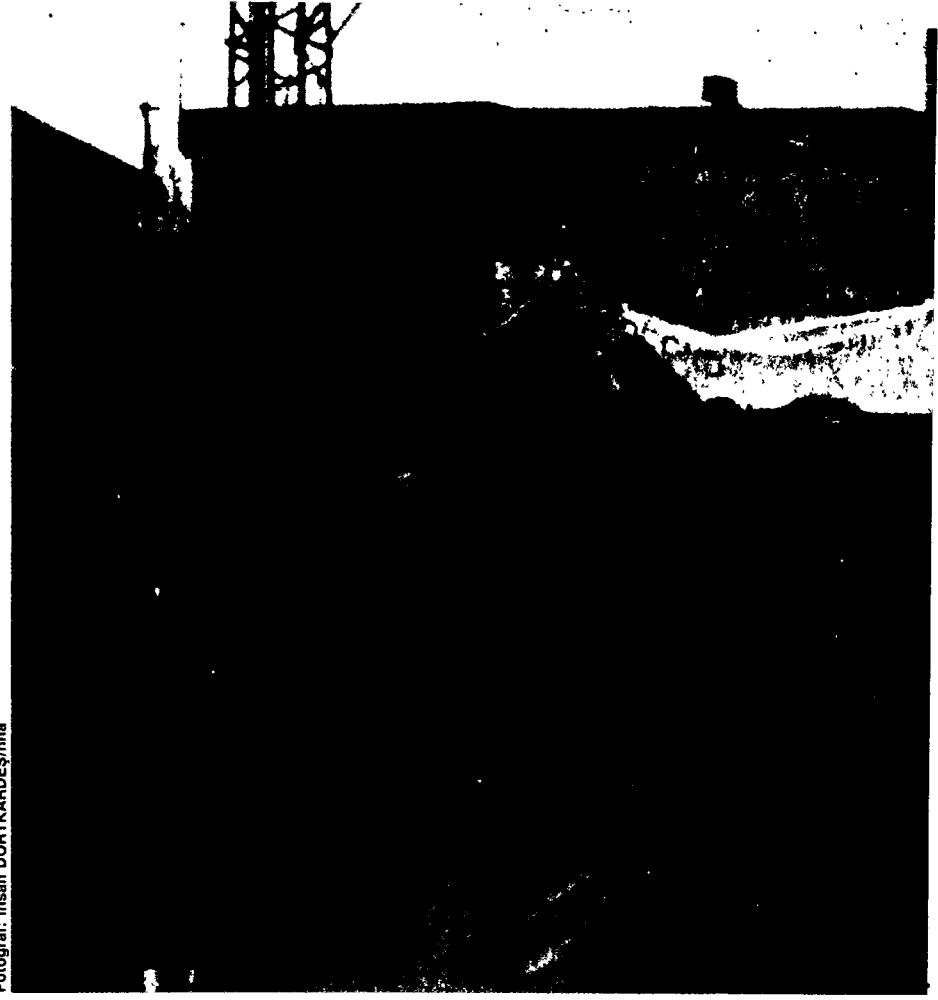
SIK SIK ZEHİRLENİYOR PEŞMERGELER... ONLAR EKMEKTEN ŞÜPHELENİYOR, EKMEK TAHLİLDEN TEMİZ ÇIKIYOR, PSİKOLOGLAR "BU BİR EYLEM BİÇİMİ" DİYOR.. AMA YAYGIN KANI OLAYLARI IRAK AJANLARININ TEZGÂHLADIĞI YÖNÜNDE...

DİYARBAKIR-Silvan karayolu çıkışı... Batman, Siirt, Bitlis yönüne giden araçlar, henüz Dicle köprüsüne varmadan durmak zorunda kalıyorlar. Karayolunun üzerine kadın, erkek, çoluk, çocuk büyük bir kalabalık toplanmış. Kimi karnını tutmuş yerde kıvrılıyor, kimisi de bir kenara çömelmiş yediklerini çıkarıyor. Daha iyi durumda olanlar kollarını iki yana açmış "Havar" (İmdat) diye bağıyor. Durmak zorunda kalan araçlardaki yolculardan çoğu ne dediklerini anlamıyor, sözcük Kürtçe çünkü...

Kürtçe bilen yolcular, kısa bir sordu sualden sonra karayolu işgalcilerinin az ötedeki afet konutlarında kalan Iraklı Kürt sığınmacılar olduğunu ve zehirlenmiş olduklarını öğreniyorlar. Araçlar yolcularını boşaltıyor, hastalar süratle bindirilip hastanelere taşınıyor. Biraz sonra kentteki devlet ricali de dökülüyor olay yerine. O gün saat 14.00-15.00 arası dağıtılan ekmekten yiyen yüzlerce kadın ve çocuk sığınmacının zehirlendiği anlaşılıyor.

1 Şubat Perşembe günü saat 17.30'da meydana gelen bu olayın üzerinden sadece 5 gün geçiyor. Bu kez takvimler 6 Şubat Salı gününü gösteriyor, saat 09.00 suları... Sabah kahvaltısında dağıtılan yiyecekleri yiyen Diyarbakır kampı sakinleri, yine karınlarında bir ağrı ve bulantı hissediyorlar. Sahne tekrarlanıyor. Kadınlar, çocuklar yeniden kentteki hastanelere taşınıyor. 50'si tedavi altına alınıyor. Şüpheler, Belediye Fabrikası'nda üretilen ekmekler üzerinde toplanıyor. Ne var ki ilk zehirlenmeye yol açtığı öne sürülen ekmek numunelerinin Ankara Refik Saydam Hıfzıssıhha Enstitüsü'nde yapılan tahlilli "temiz" çıkıyor.

Diyarbakır Belediye Başkanı *Turgut Atalay*, Kürt sığınmacıların sağlığıyla "birilerinin" oynadığını kabul ediyor ama, zehirin ekmekten kaynaklandığını reddediyor. Aynı ekmekten kentteki hastanelere, cezaevlerine ve bazı bayilere de verildiğini, kamp sakinleri dışında kimsenin zehirlenmemesinin, olayın ekmekten kaynaklanma-



Fotoğraf: İhsan DÖRTKARDEŞ/hna

IRAK TEZGÂHI MI, EYLEM BİÇİMİ Mİ? Ekmek arası zehir

diğini gösterdiğini belirtiyor.

Diyarbakırlı doktor *Abdulselam Yüksel* ise *Atalay*'la aynı görüşü paylaşmıyor. Olaya yol açtığı öne sürülen ekmekleri incelediğini, sarı-yeşil renklerde bazı yabancı maddelere rastlandığını söylüyor ve şöyle sürdürüyor: "Hastanedeki diğer doktor arkadaşlarımla ekmekleri inceledik. Hepimizde, bu yabancı maddelerin zehir olabileceği şüphesi uyandı."

PSİKOLOG TEŞHİSİ

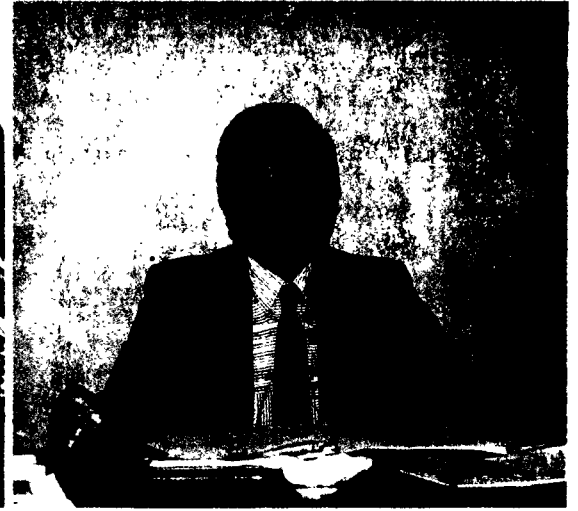
Salı günü meydana gelen ikinci zehirlenme olayından etkilenen hastalar, Devlet Hastanesi Baştabibi *İhsan Aydın* ve İtaliye Uzmanı Doktor *Fusun Kestellioğlu* tarafından muayene edildi. Zehirlenmeyle ilgili herhangi bir bulguya rastlamayan Aydın ve Kestellioğlu, olayın psikolojik bir şartlanmadan kaynaklanmış olabileceği varsayımıyla hastaları psikolog *Tevfik Ak*'a havale ettiler.

Psikolog Ak'ın teşhisi, "Peşmergeler geleceklelerini belirsiz buluyorlar. Bu

konuda kamuoyu oluşturmak için bunu bir eylem biçimi olarak uyguluyorlar" şeklinde oldu. Ak'ın sözleri tercüme edildiğinde, hastaların başında bulunan *Muhammet Şakir* adlı peşmerge, cebinden o sabah kendilerine dağıtılan ekmeklerden bir parça çıkarıp *Tevfik Ak*'a uzattı ve "Madem böyle düşünüyorsunuz buyrun bu ekmekten yiyin. Sonucunu hep birlikte görelim" teklifinde bulundu. Hastane doktorlarının buna tepkisi, hastaları oracıkta bırakıp, dönüp gitmek oldu. Çevredekilerin ısrarlı ricaları üzerine biraz sonra hasta sığınmacılarla yeniden ilgilenmeye başladılar.

İNGİLİZLER NE DEMİŞTİ?

1 Şubat'ta Diyarbakır kampında meydana gelen zehirlenme olayı, Kürt sığınmacılarda görülen ilk zehirlenme olayı değil. 5 gün sonra meydana gelen ikinci zehirlenme ise, köklü tedbir alınmazsa bu olayların sürüp gideceğini gösteriyor. İlk zehirlenme olayı geçtiğimiz yılın haziran ayında 15 bin



sığınmacının kaldığı Kızıltepe yakınındaki Çadirkent'te meydana gelmişti. İki bin kadar sığınmacı Diyarbakır, Mardin ve Kızıltepe'deki hastanelere kaldırılarak tedavi altına alınmıştı.

Bu olaydan sonra kampa gizlice giren bir İngiliz bilim heyeti, hastalardan kan örnekleri ile zehirlenmeye yol açtığı varsayılan ekmecek numunelerini alıp ülkelerine döndüler. İngiliz bilim adamları 14 Ağustos 1989 günü Londra'da bir basın toplantısı düzenlediler ve aldıkları numunelerde, zehirlenme etkisi yüksek bir kimyasal madde olan "Organopksphates" bulduklarını açıkladılar.

Muş kampında da yerde buldukları enjektör benzeri cisimleri kurcalamaya başlayan çocukların içinden sıvı fıncırınca elleri ve kolları yandı. Muş Devlet Hastanesi'ne kaldırılan 7 sığınmacı çocuğuna bir türlü teşhis konulamadı.

Muş kampındaki ikinci olay ise geçtiğimiz ocak ayında meydana geldi. Sabah kahvaltısından sonra fenalaşan 200 kadar sığınmacı Devlet Hastanesi'ne kaldırıldı. 20'sinin durumu ağır bulundu ve hastaneye yatırılarak tedavi altına alındılar.

Diyarbakır ve Kızıltepe sığınmacı kamplarını zaman zaman ziyaret ederek peşmergelerin sorunlarını saptayan Mardin bağımsız milletvekili Adnan Ekmen, 15 Ocak günü Başbakan Yıldırım Akbulut'a bir yazılı soru öner-

Zehirlenenlerin hastanelere taşınmasından sonra, peşmergelerin sokaklara döküldü. Belediye Başkanı Turgut Atalay "birilerinin" sığınmacıların sağlığıyla oynadığını kabul ediyor. Adnan Ekmen de Başbakan'a verdiği soru önergesinin yanıtını bekliyor (en üstte).

gesi yöneltti: "Irak Hükümeti'nin isteği üzerine 40 peşmerge Irak'a iade edildi mi? İade edilen bu peşmergelerin Irak'a götürülür götürülmez idam edildiği doğru mu? Irak Hükümeti, Türkiye'den 138 peşmergeyi daha istedi mi? Bunların iade edilmesi amacıyla kamplarda sayım çalışmaları başlatıldığı doğru mu? Kamplarda artan baskı, işkence, olumsuz sağlık koşulları, yakacak ve yiyecek kısıntısının Kürt sığınmacıları geri dönmeye zorlamak amacıyla yapıldığı doğru mu?"

Ekmen, sorularının yanıtlarını henüz alamamış değil. Kişisel görüşüne göre, "Irak Hükümeti, peşmergelerin geri dönüp el altında bulunmalarını arzuluyor ve bu nedenle sürekli olarak kamplara yönelik karanlık tezgâhlar kuruyor. Türkiye de bunların dönmelerinden yana. Çünkü artık ağır bir külfet olarak görüyor sığınmacıları. Ancak kamuoyunun tepkisinden çekindiği için de bu isteğini açık etmiyor."

Ekmen, görüştüğü peşmergelerin, bazı arkadaşlarının gözaltına alınarak Irak'a iade ve orada da idam edildik-

lerini düşündüklerini söylüyor.

Ekmen'in iddialarını aktardığımız Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Nafiz Kayalı, 40 peşmergenin Irak'a iade edilip edilmediğini bilmediğini söylüyor. Diğer iddiaları ise kabul etmiyor. "Şimdiye kadar 50 milyar liraya yakın para harcadı. Devlet her türlü gereksinimlerini karşılıyor" diyor.

Ancak kim ne derse desin 17 ay önce can havliyle Türkiye'ye sığınan, sayıları 60 binlerden 30 binlere düşen peşmergeleri, açlık, soğuk, hastalık ve üstüne üstlük zırt pırt zehirlenme olayları canlarından bezdirmiş. Geçtiğimiz 3 Şubat Cumartesi günü Diyarbakır caddelerine dökülüp bir korsan yürüyüş yaptılar. Aralarına halktan ve öğrencilerden de katılanlar oldu. Gazi caddesinde polis müdahalesi ile karşılaştılar. 40'ı gözaltına alındı. Ertesi gün çıkarıldıkları Cumhuriyet Savcılığı'nda serbest bırakıldılar. Ancak polis 13'ünü yeniden içeri aldı.

Peşmergelere bir şeyler oluyor... İHD Diyarbakır Şube Başkanı Mehmet Vural'ın dediği gibi, "Önce Kızıltepe, ardından Muş ve şimdi de Diyarbakır kampındakiler zehirlendi. Bu kadarı tesadüf olamaz. Birileri bir şeyler yapıyor, bu belli." Vural böyle diyor. Ekmen ve peşmerge önderleri "Irak tezgâhi" psikolog doktorlarımız ise, bunun bir "eylem biçimi" olduğuna inanıyor. Siz ne dersiniz? ★

Mehmet KORKMAZ

KÜLTÜR SANAT

**CANLANAN SİNEMA
ORTAMIMIZA BİR "UMUT"
DÜŞÜYOR, NİCE YAZLARDAN
SONRA. BU UMUDUN ADI
YILMAZ GÜNEY. ÇEKİMİNDEN
20 YIL SONRA KENDİ
ÜLKESİNDE, KENDİ
SEYİRCİSİNİN KARŞISINA
YENİDEN ÇIKABİLEN BU FİLM
SAYESİNDE, EFSANEYE
DÖNÜŞMÜŞ YILMAZ GÜNEY
SİNEMASI, ERDEMLERİ VE
ZAAFLARIYLA YENİDEN
TARTIŞMA GÜNDEMİNE
GELEBİLECEK.**

VAKTİYLE, "zengin-yoksul ayrımı yapıldığı, Adana'daki ABD üssüne ve Amerikan emperyalizmine göndermelerde bulunduğu, dinin alçaltıldığı, arabacıların gösteri yaptığı sahnelerle de her türlü direnişe davetiye çıkarıldığı" gerekçeleriyle sansürün hışmina uğradıktan sonra, hem ülkemizde hem de yurtdışında büyük başarı kazanan (1970), Adana Film Festivali'nde birinci seçilip parça parça götürüldüğü Cannes'da *Yılmaz Güney* adını ilk kez duyuran ünlü *Umut* filmi, çekiminden tam 20 yıl sonra yeniden gösteriliyor kendi ülkesinde.

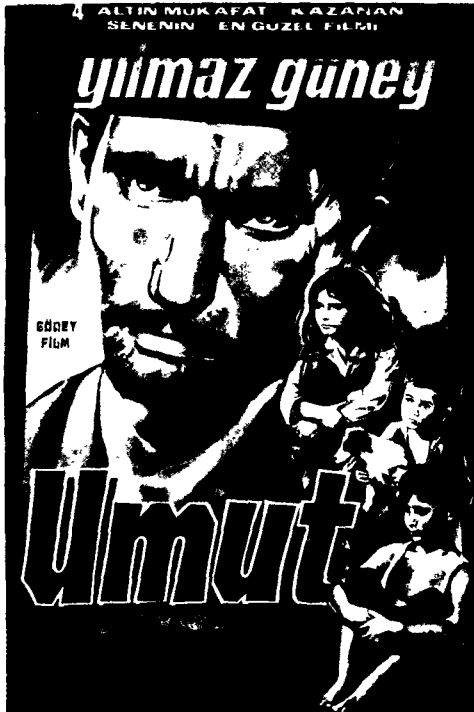
16 Şubat Cuma 1990, önemli bir gün ülkemizin kültür tarihinde. *Umut*'un o gün gösterime girmesiyle, günümüzde yoksanıp unutturulmak istenen, oysa aslında filmlerinin ve kitaplarının üstüne sünger çekilmesiyle iyice efsaneye dönüşen *Yılmaz Güney* sinemasına daha sağlıklı bakmak mümkün olabilecek kuşkusuz. Sinema ortamımızın alabildiğine canlanıp bereketlendiği bu mevsime, tarih düşürüp yerli bir renk çalacak olan *Umut*'un, nice badireler atlattıktan sonra kendi seyircisine ulaşabilmesini, ustanın "imha edilememiş" diğer filmlerinin izleyeceğini umutla umabiliriz artık. Açılan davalara, çeşitli engellemelere göğüs gererek, yaklaşık son iki yıldır sürdürülen kampanyanın sonucunda, 2000'e *Doğru* dergisinin Cactus Film'den ithal ettiği ve Efes Film'in işletmeciliğini üstlendiği *Umut*, nice yıllardan sonra yasak duvarını delerek karşımızda işte nihayet.

ÇARESİZ YOKSULLARIN TASVİRİ

50'li yılların gelişen Türkiye dekorunda, büyük ölçüde özyaşamsal özellik-



UMUT, YASAK DUVARINI DELDİ
Nihayet!



Kansı (Gülşen Alnıaçık) sık sık şişe çekerek, henüz çaresizliğe gömülmemiş yoksul faytoncuyu (Yılmaz Güney) rahatlatıyor (en üstte). Cabbar'ın defineci arkadaşını ise, 1987 Berlin film festivalinde Kuzunun Gülümseyişi adlı İsrail filmiyle en iyi aktör seçilen Tuncel Kurtiz oynuyor (yanda). Güney Film'le 2000'e Doğru'nun ortak çabaları sonucunda gösterime çıkarılabilen Umut'un orijinal afişi.

ler gösteren yalın bir öykü aracılığıyla, yoksulluğa gömülü, çaresiz insanların gerçekleşmeyecek bir umuda sarılmalarını, daha sonra da umutsuzluğa ve giderek doğüstü güçlere yönelerek "olmayacak duaya amine" kapılmalarını, şiirselliğin de katıştırıldığı, ödünsüz bir gerçekçilikle anlatan Umut, yeni Türk sinemasını başlatan "dönüm noktası" bir film. Adanalı yoksul faytoncu Cabbar'ın öyküsü, yaratıcısının "Çirkin Kral" dönemini noktlayıp, düşüncelerini, dünya görüşünü ve sanatını gitgide daha bir yayaacağı başyapıtlarına giden yolu da açan bir klasiğimizdir aynı zamanda. Sinemamızın son 20 yıldaki dışa yönelme sürecini de başlatan, popülerlikle "gerçekliğin sahipsiz halini yakalayan entelektüel boyutu" bütünleştiren, incelikli yapısı ve duyarlı atmosferiyle önem kazanan bu filmin, uzun yıllardan sonra yeni sinemasever kuşaklara ulaşması küçümsenecek bir olay değil elbette. Ve asıl değeri putlar yıkılınca ortaya çıkacak Güney'in "değerlendirilmesi", Umut'un gösterilmesiyle yeni bir aşamaya girecek. Çünkü halkın duyarlılığını yakalamış, "destansı anlatı geleneğiyle klasik Amerikan westernini ve İtalyan Yeni Gerçekçiliğini harmanlayan bir sinema dili"nin öne çıktığı 70 sonrası filmleriyle son çeyrek yüzyıl Türkiye'sinden unutulmaz insan manzaraları yansıtan, 1960-80 arasını "toplumsal, ideolojik, psikolojik ve estetik yönleriyle" etkileyici görüntülere dönüştürmüş Yılmaz Güney filmleri, tüm erdemleri ve zayıflıklarıyla yeniden keşfedilmeyi ve değerlendirilmeyi hak ediyor kuşkusuz. Umut'la başlayacak olan, filmlerinin yeniden gösterileceği bu yeni süreç, yaşamını, politik kimliğini sinemasıyla kaynaştırmış "hayatı film" Yılmaz Güney tabusunu yıkacak, ilkel yasakların da etkisiyle onu ilahlaştırmak ya da kahramanlaştırmak yanlısını da sona erdirecektir umarız.

"ADANALI ROBIN HOOD"

Kimdir yıllarca yoksanan Yılmaz Güney? Çalkantılı, fırtınalı özel yaşamıyla, "devrimci misyonuyla yüklü" politize olmuş dünyasını atbaşı beraber götürmüş, uzun süre hapis yatırılmış bir sinema ve edebiyat adamımızdır. Nazım'inkine benzer bir kaderi paylaşmış, bir mitos olarak yaşayıp tüm yapıtıyla mitoslar yaratmış, sinemamızda hâlâ aşılammış bir kilometre taşıdır. Ne var ki hep yasaklıdır, sakıncalıdır, tabudur. Ama sadece ülke sınırları içinde. Çünkü kendini kabul ettirmenin çok zor olduğu uluslararası arenada, Türk sineması dendiğinde akla ilkin o gelir, başkası değil. Amerikan westernlerinden Yeni Gerçekçiliğe kadar uzanan etkileri içeren Gü-

ney sineması, dürüst bir Anadolu delikanlısı kahramanının, feodallığın erkek değerleriyle çevrili, özenti bir yeraltı dünyasındaki serüvenlerini aktaran Çirkin Kral filmleriyle geniş kitleler üstünde popülerleştiği ilk dönemden, feodal halk kahramanları geleneğine yaslanan Seyyit Han-Umut aşamasına geçerek sürekli kendini geliştirir. 70'li yıllar boyunca vur-kırılı bireysel başkaldırı anlayışından, bilinçlendirme misyonuyla da destekli, destansı, epik bir sinemaya doğru yol alır. Sürü, Düşman, Yol üçlemesiyle de sinemamıza son dönemdeki en büyük evrensel başarıyı kazandırır. Tümünü aynı düzeyi tutturmasa da, filmlerinin ortak özellikleri, gerçekçi, yalın, "otantik" oluşlarıdır.

Kalemine ve kamerasına yüreğini koymuş Güney, Yeşilçam'da rastlanmamış bir sinema duygusuna sahiptir. İçinden çıktığı seyircisini iyi tanıır, sıkça toplumsal göndermelere başvurur, duyarlı, içten ve yer yer şiirsel tonlara bürünen filmlerine, Türkiye'nin son 25 yılını sığdırdığı da rahatça ileri sürülebilir. Vaktiyle dışlandığı sinema piyasamızda, bugün ardından sanatına timsal gözyaşları dökenlere karşı tek başına giriştiği savaşında, kimi usta geçinenleri fersah fersah geride bırakan Yeşilçam'ın Adanalı Robin Hood'u, Umut'un yapım yılı 1970'den 1984'te Paris'teki ölümüne kadar, hapis-mapis dinlemeyen kendini geliştirmeye, yenilemeye uğraşmış çabalar durur hep. Yazık ki onca çileli yaşamının ve mapusluk yıllarının armağanı bir hastalıkla çıkagelen "son" yazısı, tam olgunlaşma döneminde beliriverir hayat perdesinde.

Filmlerinde, "Marksist peygamberliğe" soyunmaktan kaynaklanan şematizme düşüşler, kişiliğinden ve günün koşullarından ileri gelen bir çalaka kalemlikle yeterince işlenip derinleştirilmeden yazılmış senaryoların içerdiği aksamalar ve keskin saptamalarla aşırı duygusalılıkta da gözlenir. Ama "son tahlilde", sevapları kusurlarını kat kat aşan bir sinema yaratıcısıdır o. Saygın bir yerli "firmadır". Elbette tartışılmalıdır tüm yapıtı. Sonunda şimdi Umut'un gösterilmesiyle, kötü niyet ve önyargıyla tümenden reddedilen Yılmaz Güney sinemasının, yeni yetişen kuşaklarca da tanınip tartışılması, artık uzak bir olasılık olmaktan çıkıyor 90'ların Türkiye'sinde. Asıl yıkılması gereken Güney putu değil, devekuşu gibi onu yoksa makla unutturabileceğini sanan çağdışı zihniyettir. Ve her türlü bağnaz ve yoz putlaştır(ıl)malardan kurtulduğumuzda, Yılmaz Güney'in asil gerçek değeri olanca parıltısıyla ortaya çıkacaktır. Bu da Umut'u izlemekten geçiyor.

Sungu ÇAPAN ★

Tercüman 13. 02. 1990

BİR YIL
SONRA
PEŞMERGELER

DERGİLERDEN

Seçmeler

Paylaşılamayan İşsizlik

Şehir henüz uykuda. Sabahın alaca karanlığında yollara düşenler, yavaş yavaş alanda toplanıyorlar. Gece boyunca yağın kar, yerini, yüzleri bıçak gibi kesen soğuğa bırakmış. Ağzılarından çıkan buharlar sigara dumanlarına karışıyor. Meydanda bekleyenler küçük hareketlerle ısınmaya çalışırken bir yandan da ellerini ovuşturuyorlar. Seyyar ocaktan yapılan çay servisi biraz olsun içlerini ısıtıyor. Yeni gelenlerin katılımıyla kalabalık daha da artıyor... Biraz sonra kamyonetler gelecek ve bekleyenlerin arasından "bileği güçlü", "sırtı sağlam"lar ayrılacak. Geri kalanlar "Belki yarın" deyip evlerinin yolunu tutacaklar...

Burası Diyarbakır. Amele pazarlarından biri. Bir zamanlar herkesin kolaylıkla iş bulabildiği pazarda artık amelelik bile "aslanın ağzında..." O günü işsiz geçirecek olanlar Diyarbakırlı ameleler. Kamyonetlerin arkasındaki "şanslı"lar ise Iraklı Kürt mülteciler. Diyarbakırlılar, Iraklı mültecilerin işlerini ellerinden aldığını ve piyasadaki ücreti düşürdüğünü söylüyorlar. Şikâyetçiler...

Diyarbakırlı işçilerden biri, Ferruh Arslan, "Peşmergeler ilk geldiğinde onlarla her şeyimizi paylaştık. Sefaletle düşünce mecburen çalışmaya başladılar. Sonra işlerimizi elimizden aldılar" diyor. Peşmergeler ise aç kalmamak için çalışmak zorunda olduklarını söylüyorlar. Peki kim haklı?

AÇLIK SIRAYET EDİNCE

Takvimler 1988'in Ağustos ayını gösterirken Irak'ta saldırıya uğrayan onbinlerce Iraklı Kürt, Türkiye'ye sığınıyor ve Doğu Anadolu'daki çeşitli kamplara yerleştiriliyordu. Sayıları yüzbinin üzerindeydi. Zamanla geriye dönenler olmuş, ama büyük çoğunluk Türkiye'de kalmıştı. Her türlü olumsuzluğa rağmen kamplarda güvenlik içinde yaşamak ilk günlerde onlara yetmişti. Fakat bu kısa sürecek, sevinç yerini terdirginliğe bırakacaktı. Günlük yiyecekleri devlet tarafından karşılanan Peşmergeler daha sonra Diyarbakırlılar'ın deyimiyle "sefaletle" düşmüşlerdi. Devlet yardımı yetmez olmuş, yanlarında getirdikleri üç-beş kuruş da kısa sürede tükenmişti.

Tek çare olarak çalışmak kalıyor ve Diyarbakır sokakları Peşmerge istilasına uğruyordu. Diyarbakırlılar da ses çıkarmamış ve işlerini onlarla paylaşmışlardı. Paylaşılan işlerin başında da işportacılık, inşaat işçiliği ve hamallık geliyordu. Ama sonra da işin yüzü değişmiş paylaşım, yerini pazar kavgasına bırakmıştı. Hatta işporta "sektörü" tamamıyla Peşmergeler'in eline geçmişti.



KENT VAR MARLBORO VAR

Diyarbakır'ın "mutena" semtlerinden Ofis'te artık hiç Diyarbakırlı işportacı bulunmuyor. Yolun iki yanında tezgâh açanların hepsi Peşmerge. Sabahları koltuklarının altına çantalarını sıkıştırıp soluğu Ofis'te alıyorlar. O gün ellerinde ne varsa onu satıyorlar. Bu kimi zaman elektronik eşya olurken, kimi zaman kadın corabı veya ruj olabiliyor. Arasına fotoğraf makinesi, ev eşyaları, son model telefon cihazları da satıyorlar. Özellikle Irak sigaraları tezgâhların vazgeçilmez parçası.

Diyarbakırlılar ise bu hizmetten oldukça memnun. Peşmergeler piyasasının altında fiyatlarla satış yaptıkları için her zaman müşteri buluyorlar. Yalnız sattıkları malların küçük bir kusuru var: Kaçak olmaları. Peki herkes hayatından memnun mu? Tabii ki hayır. Çevre esnafı, bu yüzden işlerinin düşmesinden şikâyetçi, Peşmergeler'e hak veriyorlar, ama "Bizim para kazanmamız lazım" diyorlar. Diyarbakır işporta piyasasında artık Kent ve Marlboro yok, ama Peşmergeler elektronik konusunda oldukça iddialılar.

NE İŞ OLSA...

İşportacılık dışında, sırt ve bilek kuvvetinden başka vasıf istemeyen inşaat işçi-

liği ve hamal piyasasını da Peşmergeler ele geçirmek üzere. Fakat tam anlamıyla karın tokluğuna çalışıyorlar; hem de fiyat kırarak, Diyarbakırlılar'ı işsiz bırakmayı göze alarak. "Bizim 15 bin liraya yaptığımız işi onlar 7-8 bin liraya yapıyor. 1 kamyon pamuğu 5 kişi 50 bin liraya yüküyoruz. Onlar gelip 7-8 kişi aynı işi 25 bin liraya yapıyorlar" diyor İzzet Güneş. Güneş, Diyarbakır halinde hamal başı. Bu işten rahatsız olduklarını belirtiyor ama kızamıyor "Çok kötü durumdadır. Sefaletle düştüler" diye ekliyor.

İki ucu keskin bıçak. Ama bir de bıçağın sapını tutanlar var: Taşeron ve kabzımallar Peşmergeler taşeron ve kabzımalların "gözdesi" durumunda. Peki bunun sebebi ne? "Kara kaş kara gözlerine mi vurgunlar?" "Tabii ki hayır" diyor Güneş: "Adamlar onları ucuza çalıştırıp kârlarını yükseltiyorlar. Yani Peşmerge'yi değil, cepçilerini düşünüyorlar." Diyarbakırlı bir taşeron da bu sözleri destekliyor ve Peşmergeler'in ucuza çalıştığını, iş disiplinleri olduğunu söyleyip "Bu yüzden tercih ediliyorlar. Yoksa kimsenin onlara yardım gibi bir amacı yok. Amaç daha çok para kazanmak" diyor.

MAKUS TALİH...

Diyarbakır'da şu anda olmayan bir pazarın kavgası veriliyor. Herkes birbirine kıyıyor, birbirine hak veriyor. Dostluk hiç bozulmuyor. Ama kimse de olanlardan hoşnut değil. Peki bu işin sorumlusu kim? Yazan Musa Anter "Devlettir" diyor. İnsanların emek güçlerinden bu kadar ucuza faydalanılmasına, devletin göz yumduğundan söz ediyor: "Peşmergeler bir apartmanın 6. katına çuvala kum taşıyorlardı. Sorduğumda, 1 günlük kum taşıma işinden 5 kişi toplam 7500 lira alacaklarını söylediler."

Peşmergeler ise durumun ve çaresizliklerinin farkındalar. "Diyarbakır halkına minnettarız ve bu durumdan dolayı özür dileriz" diyor Peşmerge Kampı siyasî sorumlularından Ekrem Mai. Diyarbakırlılar'a yük olmayı istememişler, karşılıksız yardımı da gururlarına yedirememişlerdi. Bu yüzden ticarete yönelmişler, fakat işsiz bölgeye bir de kendileri yük olunca koşullar iyice ağırlaşmıştı. Ekrem Mai "Diyarbakırlılar kızmakta haklı. Bazı namussuz işadamları bizi kullanıyor. Sefil duruma düşmüş insanlarımızı ucuza çalıştırıyorlar" diyor. Ama açlık karşısında bu işlere katlandıklarını da kabul ediyor.

Bir gün daha sona ererken hem Diyarbakırlılar, hem Peşmergeler "ertesi gün" kavgasıyla ev ve çadırlarına dönüyorlar. Peşmergeler karın tokluğuna çalıştırılıyor, Diyarbakırlı ameleler içten içe kazanıyor. Ertesi gün yine amele pazarına gidilecek, yine tezgâhlar açılacak. Yine herkes kendi "makus talihini" yenmeye çalışacak...

Bu yazı Nokta dergisinden alınmıştır.

CUMHURİYET

13. 02. 1990

Erdost'a 'bölücülük' suçundan soruşturma

Gözültüne alınan İnsan Hakları Derneği Ankara Şube Başkanı Erdost hakkında yayın yoluyla bölücülük suçundan soruşturma açıldı.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — İnsan Hakları Derneği Ankara Şube Başkanı, Cumhuriyet Kitap Kulübü Ankara Temsilcisi ve yayıncı yazar Muzaffer İlhan Erdost, Edip Polat'ın "Diyarbakır Gerçeği" adlı kitabına yazdığı önsöz nedeniyle gözültüne alındı. Önceki gece gözültüne alınan Erdost ile avukatlarının görüşme istemleri Ankara DGM Savcılığı'na geri çevrildi.

Erdost'un avukatları Hüsnü Öndül ve Şenai Sarhan'ın Erdost ile emniyette görüşme istemiyle dün yaptıkları başvuru, Ankara DGM Savcısı Nuh Mete Yüksel tarafından kabul edilmedi. Savcı Yüksel, Öndül ve Sarhan'a dün yazılı olarak verdiği yanıtta, soruşturmanın, "yayın yoluyla bölücülük propagandası yapmak suçundan" ötürü sürdürüldüğünü belirterek "soruşturmanın kapsam ve konusunun açığa çıkmasının sakıncalarının gerektirdiği kesin zorunluluk bulunduğu cihetle hiçbir kimse ile görüştürülmemeleri ve bu hususta avukatı ile temas kurması da soruşturmayı aksatacağı düşünülerek TC Anayasası'nın 19/6 ve CMUK'nun 143/2. maddeleri çerçevesinde görüşme talebinin yerine getirilemeyeceğini" kavdetti.

Bu arada İnsan Hakları Derneği İzmir Şube Başkanı Alpaşan Berktaş da 9 Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi kantininde bir konuşma yapması yüzünden yaralandı.

13. 02. 1990

Erdost serbest bırakıldı

35 saat gözültünde tutulan Muzaffer İlhan Erdost dün serbest bırakıldı. Erdost'un gözültüne alınması TBMM gündeminde.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Edip Polat'ın "Diyarbakır Gerçeği" kitabına ilişkin tanıtım yazısından ötürü 35 saat gözültünde tutulan İnsan Hakları Derneği Ankara Şube Başkanı ve Cumhuriyet Kitap Kulübü Ankara Temsilcisi Muzaffer İlhan Erdost dün serbest bırakıldı. Bağımsız Kars Milletvekili Mahmut Alnak da bir soru önergesi ile Erdost'un gözültüne alınması olayını TBMM gündemine getirdi.

Pazar gecesi saat 01.00'de evinden gözültüne alınan Erdost, dün çıkarıldığı Ankara DGM Savcılığı'na salıverildi. Erdost'un, Diyarbakır Gerçeği kitabının üzerindeki "İnsan hakları dizisi" ibaresinin, kitabın İnsan Hakları Derneği yayını olduğu şeklinde değerlendirilerek gözültüne alındığı öğrenildi. Erdost'a, emniyette ve savcılıkta bu konunun sorulduğu kaydedilirken, Erdost'un kitabın kendi yayınlarından olmadığını söylemesi üzerine serbest bırakıldığı kaydedildi. DGM Savcılığı'nın, kitap ile yazar Edip Polat'a ilişkin "yayın yoluyla bölücülük yapıldığı" yönündeki soruşturmasını ise sürdürdüğü bildirildi.

Mahmut Alnak da Başbakan Yıldırım Akbulut'un yanıtlaması istemiyle dün TBMM Başkanlığı'na verdiği soru önergesinde, şu sorulara yer verdi:

"Erdost'un, yazdığı önsözden dolayı bölücülük yaptığı gerekçesiyle gözültüne alınmış olmasının düşünce özgürlüğü ile bağdaştırıyor musunuz? Bu uygulama ile TCK'nın 141, 142 ve 163. maddelerinin kaldırılması ile ilgili çalışmalar geliyor mu? Avukatların Erdost ile yasaya aykırı bir şekilde görüştürülmemelerinin nedeni nedir? Görüşmeyi engelleyen savcı hakkında herhangi bir soruşturma başlatılmış mıdır?"

TERCÜMAN 13. 02. 1990

(SHB) Silâhlı Halk Birlikleri şehirlerde MIT'i hedef seçti.

TKP-Birlik PKK ile ortak eylem kararında

□ Türkiye Komünist Partisi (TKP)-Birlik'in saldırılarına karşı uyarılan emniyet birimleri tedbirleri artırdı.

EMİN DEMİREL

TKP-Birlik, Yunanistan'da yapılan 3. Kongresi'nde, örgütün silâhlı eylem kolu olan SHB (Silâhlı Halk Birlikleri) şehirlerde MIT ve polis güçlerine karşı, Güneydoğu'da ise PKK ile ortak eylem yapma kararı aldı. SHP'ye karşı uyarılan emniyet birimleri bütün yurttaki tedbirleri artırdı.

Türkiye Komünist Partisi'nin "emektarlarından" İbrahim Seven ve arkadaşları tarafından kurulan TKP-B, reformistlikle suçladığı TKP'yi dışlamıştı. Ancak Atina'da bir süre önce yapılan TKP-B'nin üçüncü kongresinde alınan kararla Yunan gizli servisiyle de ilişkisi olduğu belirlenen İbrahim Seven'in partiden ihracına karar verildi. Seven, "Devrimci kurala uymayan kışkırtıcı çabalar içinde olmakla" suçlandı. Geçtiğimiz yıl Eylül ayında TKP-B'nin silâhlı eylem koluna mensup 10 militan yapılan operasyonlarla, İstanbul'da yakalanmıştı. Militanları Filistin'de eğitilen ve İsrail'e karşı savaştıkları belirlenen Silâhlı

Halk Birlikleri üyeleri başta hava kuvvetleri eski komutanı emekli Orgeneral Tahsin Şahinkaya olmak üzere bazı devlet büyüklüklerine karşı suikast hazırlığı içinde bulunuyorlardı.

TKP-Birlik'in son kongresinde alınan kararlar militanların Kürt halkına karşı savaşan orduya değil de, faşizme karşı direnişi temsil eden SHB'ye katılmaya çağırılıyor ve SHP, DYP, DSP gibi partiler "burjuva muhalefet" olarak nitelendirilip çeşitli şekillerde suçlanıyor. Doğu Avrupa ve Sovyetler Birliği'ndeki değişikliklerle ilgili ise, Türkiye'deki diğer birçok sol grupların tersine, bu değişimi doğru ve olumlu bulduklarını belirten TKP-Birlikçiler "İnsanlık nihaif olarak kapitalist ve sosyalist sistemlerin benzeşmesi ile değil, tam tersine ayrışarak, sosyalizmi yenileyip, geliştirmesi ve kapitalist sistemin yıkılması ile ilerleyecektir. Bu mücadelede bize düşen NATO'cu, faşist-sömürgeci TC rejiminin bir an evvel yıkılmasıdır" görüşüne yer veriyor.

Bütün komünistleri Devrimci Birlik altında ortak mücadelede çağırılan TKP-B 3. Kongresi'nde Silâhlı Halk Birlikleri ile ilgili alınan kararlardan bazıları şöyle:

□ Cezaevlerindeki devrimcilerin boşaltılması, □ Devletin kurumları, ve personelinin saldırıların ana hedefi olması, □ Polis teşkilâtı, ordu ve MIT'e ait her türlü maddî değerlerin imhası, □ Askerî birliklerin, asker ve polis karakollarının hedef seçilmesi,

TERCÜMAN

14. 02. 1990

Şanlıurfa'da PKK'ya karşı el ilanı

● Bir semtin sokak ve caddelerine kimliği belirsiz kişilerce atılan küçük ilanlarda, "Apo, Ermeni parasıyla döşenmiş villalarda yaşıyor" denildi

ŞANLIURFA, MİL-HA

SANLIURFA'da kimliği belirsiz kişilerce cadde ve sokaklara PKK aleyhtarı küçük ilanlar atıldı. Yenişehir semtinin sokak ve caddelerine çok sayıda dağıtılan ve "PKK tarafından kandırılmak isteyen genç" başlığını taşıyan pembe zeminli küçük kâğıtlara basılmış ilanlarda, "PKK lideri Apo'nun, Ermeni parasıyla döşenmiş villalarda yaşadığı" belirtilerek şöyle deniliyor:

"PKK tarafından kandırılmak istenen genç, bu topraklar senin. Toprağını ne PKK ne de onun işbirlikçisi Ermeni'ye teslim etme. Çünkü o zaman o topraklarda sen de olmayacaksın. Apo ve yandaşları, Ermeni parasıyla döşenmiş villalarda ziyafette, PKK'cılar ise kışta, karda, çamurda ve sefalette..."

14. 02. 1990

Almanya'da ilk defa**Pişmanlık Kanunu'ndan PKK'lı Çetiner yararlanıyor**

FRANKFURT, (A.A.) - Batı Berlin'de 1984 Haziran'ında bölücü PKK örgütünün eski militanı Murat Bayraklı'nın öldürülmesi olayında birinci derecede suçlu görülen PKK'lı Ali Çetiner (36), Federal Almanya'da geçtiğimiz yıl yürürlüğe giren "Pişmanlık Yasası"ndan yararlanan ilk sanık olacak.

Berlin'de önümüzdeki perşembe günü başlayacak olan dâvâda federal başsavci tarafından hem sanık, hem de "baş

sanık" olarak gösterilecek olan Çetiner'in, normal yasalara göre cinayet suçundan ömürboyu hapis cezasına çarptırılması gerekirken, Pişmanlık Yasası'ndan yararlanacak ilk kişi olarak 3 yıl hapis cezası ile kurtulması bekleniyor.

Çetiner'in PKK'nın yapısı hakkındaki açıklamalarının, Düsseldorf Eyalet Yüksek Mahkemesi'nde görülmekte olan 17 sanıklı PKK dâvasında delil olarak kullanılacağı da haber veriliyor.

15. 02. 1990

Notlar**ZORAKİ MİSAFİR**

Cumhurbaşkanı Özal'ın Fransa gezisi "resmî ziyaret" olarak adlandırılmadığı gibi "resmî bir davet" de sözkonusu değil. Fransız Dışişleri'nde konuştuğumuz "kaynaklar" bir "emrivaki"den söz ediyorlar. Gezinin gerçekleşmesi şöyle:

Türk tarafı, "Biz Muhteşem Süleyman Sergisi açılışını Cumhurbaşkanlığı'nın yapmasını istiyoruz" şeklinde bir arzusunu, Paris'e iletti. Oysa Paris'te bu sergi açılışının kültür bakanları tarafından yapılması planlanmış. Türkiye'den gelen bu talep karşısında Fransa "peki" demek zorunda kalmış. O zaman da, Türk Dışişleri'ni bunu "resmî davet" gibi kabul ettirmek çabasına girişmiş. Meselâ, Anadolu Ajansı Paris'ten haber geçiyor, onun haberine "resmî ziyaret" ifadesini Ankara'dan ekledikten sonra, yayına sokuyorlar. TRT de bu ziyareti resmî gösterecek, o şekilde emir almış durumda...

"İSTEYENİN BİR YÜZÜ KARA"

Fransızlar, "İsteyenin bir yüzü, vermeyenin iki yüzü" oyununa düşüklerini ifade ediyorlar. Mitterrand ise, bu durum karşısında "Ben sergi açılışına giderim ama, Özal'ı Elysée Sarayı'na kabul etmeyeyim. Hem davetsiz geliyor, hem de olay resmî davet havasına giriyor" demiş. Fransız Dışişleri, ülkeye gelen her cumhurbaşkanının Elysée Sarayı'nda ağırlandığını hatırlatmış. Mitterrand kızarak, nazlanarak bunu da kabul etmiş.

Resmî ziyaret olmadığı için, karşılama kütürden sorumlu Devlet Bakanı Thierry de Beause tarafından yapıldı. Fransa'nın Ankara Büyükelçisi Eric Rouleau da karşılama da hazır bulundu. Özal şeref kıtası tarafından selamlandı. Alana, Türk bayrağı asılmıştı. Ama resmî ziyaretlerde, Champs Elysée adını taşıyan geniş bulvar, Devlet Başkanı'nın memleketinin bayraklarıyla donatılır.

Bir Türk Cumhurbaşkanı'nın Fransa'ya resmî ziyareti, 1967'den beri yapılmadı. 1967'de Cevdet Sunay, De Gaulle'ün davetiyle gelmişti.

Oysa Özal'a Paris'ten, "resmî bir ziyaret için" hiçbir davet yok. Ancak, Türk Cumhurbaşkanı'nın arzusu üzerine Fransızlar, sergi açılış meselesini kabul etmişler. Özetle, Özal, "Ben geliyorum" demiş, Fransızlar da, "Peki, buyrun" cevabını vermek zorunda kalmışlar. Bu yüzden "zoraki misafir" sözü Özal'ın Paris seyahatini çok iyi anlatıyor.

SEMRA ÖZAL'IN SİYASİ GRİBİ

Fransız Dışişleri kaynaklarından öğrendiklerimizin bir bölümü de Semra Özal ile ilgili... Daniel Mitterrand, Türkiye'deki adıyla "Madam" Semra Özal ile, sergi açılış hariç, hiçbir yere gitmemekte ısrar etmiş. Türkiye'nin "first lady"si buna kızarak, "siyasi gribe" yakalanmış Fransa'daki Türkler "siyasi gribin" faydalarını sayıyor ve "lyi ki Semra Özal gelmedi, çünkü Bayan Mitterrand çok tatsız konular açacaktır" diyorlar.

CUMHURİYET
14. 02. 1990*Yılmaz Güney'in ünlü filmi yıllar sonra yeniden Türkiye'de*

'Umut, gerçeğin destanıdır'

20 yıl önce çekilen ve Türk sinemasının dönüm noktalarından birini oluşturan "Umut" filmi 2000'e Doğru dergisi tarafından Türkiye'ye getirildi. Umut'un galası bugün Atlas Sineması'nda yapılacak.

LALE FİLOĞLU

"Çoğu zaman sokaklardan hızla geçiş ve farkına varmazız çevremizdeki şeylerin. Ben durup bakıma çevremi ve onları anlatımdım... 'Umut'taki destan, gerçeğin destanıdır'.

Yılmaz Güney'in 20 yıl önce çektiği ve gerçekliğiyle Türk sinema tarihinin dönüm noktası kabul edilen "Umut" filmiyle ilgili söyledikleri bunlar.

1981'de izne çıktığı İsparta Cezaevi'nden firar eden, 1983'te Türk vatandaşlığından çıkarılan ve 1984'te Paris'te ölen Yılmaz Güney'in birçok filminin aktibeli belli değil. Ancak 9 filminin yurtdışında ve "emin" ellerde olduğu biliniyor. Bu filmlerden biri de "Umut". 2000'e Doğru dergisinin ülkemize getirdiği ve Efes Film'in işletmeciliğini üstlendiği "Umut", belki de birçok gencin seyredeceği ilk Yılmaz Güney filmi olacak.

"Umut'un galası bugün Beyoğlu Atlas Sineması'nda yapılacak,



20 YIL ÖNCE ÇEKİLDİ — "Umut"ta Cabbar rolünü Yılmaz Güney, Cabbar'ın eşi Gülşen Tunççekiç (Almaçık) canlandırmıştı.

Umut / Yönetmen: Yılmaz Güney / İkinci yönetmen: Şerif Gören / Yönetmen yardımcısı: Erdiç Çöl / Senaryo: Yılmaz Güney / Görüntü yönetmeni: Kaya Ererez / Müzik: Arif Erkin / Yapım: Güney Film / Yapımcı: Abdurrahman Keskiner / Oyuncular: Yılmaz Güney, Gülsen Almaçık, Tuncel Kurtiz, Osman Alyanak, Sema Engin, Sevgi Tatlı, Kürşat Almaçık, Hicret Gürson, Nizam Ergüder, Enver Dönmez, Ahmet Koç, Lütfi Engin, Kemal Tatlı / 1970 yapımı / Siyah-beyaz / 100 dakika.

ALDIĞI ÖDÜLLER

1970 Adana Film Şenliği: En İyi Film, En İyi Yönetmen, En İyi Senaryo, En İyi Görüntü, En İyi Erkek Oyuncu.
1970 Gresoble Film Şenliği: Jüri Özel Ödülü.
1971 Cannes Film Şenliği.
1971 Berlin Film Şenliği.
1972 Yedinci Sanat dergisine düzenlenen Bütün Zamanların En İyi 10 Türk Filmi soruşturmasında birinci.
1980 Yeni Sinema dergisine düzenlenen 1970-80 arasında En İyi 10 Türk Filmi soruşturmasında birinci.

Milliyet 14. 02. 1990

Mitterrand'ın Özal'ı "lütfen" kabulü



Yalçın DOĞAN

SİKİNTİLİ saatler yaşanıyor Paris'te ve Ankara'da... Sıkıntı Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın Paris'te "Muhtemelen Süleyman Sergisel"ni açarken, "Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'la buluşmak istediğinden" kaynaklanıyor. Çünkü, Ankara'dan Paris'e ulaşan ilk görüşme isteğine "Elysée Sarayı önce olumsuz bir tavır" takınıyor. Yani, Mitterrand önce "Meşgulüm" demeye gelen yanıt veriyor.

Paris'te "Muhtemelen Süleyman Sergisel"i açmak amacıyla Paris'e düzenlenen toplam sekiz-on saatlik gidiş-dönüş programı Türkiye ile Fransa arasında "bir dizi diplomatik girişime ve tatlı trafığa" neden oluyor.

Bakanlar Kurulu'nun birkaç yıl önce aldığı karar gereğince, İstanbul Topkapı Sarayı'nda yer alan çeşitli sanat yapıtları "Muhtemelen Süleyman" adı altında dünyanın değişik kentlerinde sergileniyor. Daha önce New York'ta, Tokyo'da ve Londra'da açılan sergi, bugün Paris'te açılıyor. Daha önceki sergileri Semra Özal açıyordu. Bugünkü sergi doğrudan Cumhurbaşkanı Özal tarafından Parislilerin beğenisine sunuluyor.

"Hazır Paris'e gitmişken..." düşüncesi, Cumhurbaşkanı Özal'da "bir de Fransız Cumhurbaşkanı Mitterrand ile görüşmek" isteğini körükliyor. Bu nedenle de Ankara ve Paris'te bir dizi diplomatik girişim birbirini izliyor.

Ama, ne yazık ki, "Mitterrand Özal'a çok güç randevu veriyor." Hatta, son üç-dört gün öncesine dek, Mitterrand'ın "görüşmeyi kabul ettiğine" dair işaretler sis perdesi altında kalıyor. Yani, netleşmiyor. Fransız cumhurbaşkanının oturduğu "Elysée Sarayı" önce suskunluğa bürünüyor, sonra da "yüküklü bir programdan" söz ediyor.

"Türkiye nerdeyse bir diplomatik skandalı karşı karşıya kalmak üzere" iken, Fransa'nın Ankara Büyükelçiliği "işin vabesmetli" Paris'e bir kez daha duyuruyor. Fransız Dışişleri Bakanlığı devreye giriyor ve sonunda "Mitterrand Özal'la görüşmeyi kabul ediyor."

Ancak, yine de "sarıltı bir görüşme" bugün Paris'teki karşılaşma. Çünkü, öngörülen programda "bir öğle yemeği bile yok." Sadece, sergi açılışından sonra "iki cumhurbaşkanının baş başa çay içmesi" var.

• "HAYALGÜCÜ VE CESARET BENDE VAR"

Paris... 1988 Kasım sonu... O tarihlerde "Başbakan" Turgut Özal ile Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand, Elysée Sarayı'nda önce bir görüşme yapıyor, sonra öğle yemeği yiyor, heyetler halinde...

Avrupa Topluluğu, ekonomik ilişkiler, ikili ilişkiler birer birer masaya yatırılıyor. Derken Fransızlar Kıbrıs sorununu açıyor. Kıbrıs bir süre tartışılıyor, sonra "Başbakan Özal" görüşme tutanaklarına geçen şu çok ilginç sözleri söylüyor:

"Hem Kıbrıs'ı, hem de diğer büyük sorunları çözmek için hayalgücü ve cesaret gerekir. Benden evvelki liderler Türkiye'de bu hayalgücü ve cesareten yoksundu. Ama, bende hem hayalgücü var, hem de cesaret, Kıbrıs'ı ve diğer sorunları çözmek için... Bunları ancak ben çözebilirim..."

Fransızlar biraz da şaşkınlıkla bu sözleri dinliyor ve kayıtlara geçiyor. Onlar için önemli mesaj "Kıbrıs'ı ben çözerim" me-

sajı. Onlar, "Demek ki pazarlığa oturulmuş, Kıbrıs çözülebilir" düşüncesine varıyor. Ve anında "dörtü bir zirve" öneriyorlar. Özal, Papandreu, Denktaş ve Vasiliu arasında bir zirve... Türkiye buna "evet" diyor. Gerçi, aradan geçen on dört on beş aya rağmen, Paris'te önerilen "Dörtü Zirve" toplanmıyor. Ama, "Ben çözerim" sözü Fransızların belleğinden hiç çıkmıyor.

Büyük olasılıkla bugünkü görüşme de yine AT, ikili ilişkiler, Avrupa ilişkileri, ekonomik yönden alışverişe dönük hava içinde geçmeye aday.

Mitterrand'la birlikte açılacak sergiden sonra, "çay saatinde" politika...

• DIŞLANAN TÜRKLER

Özal'ın Türkiye ziyaretini Ankara'da hayal kırıklığı yaratıyor. Ancak, yetkililer şu noktanın da altını çizmeyi ihmal etmiyor: "Bu tavır belki sadece Özal'a karşı değil, Türk'lere karşı genel bir tavır var, Avrupa'da ve Birleşmiş Milletler'de..." Bu savı kanıtlamak için iki örnek veriliyor:

Birleşmiş Milletler Uyusturuculuğu Önleme Komisyonu'na yıllardır ilk kez bir Türk üye seçilemiyor. Türkiye bastırıyor, ama sonuç alamıyor. Çok uzun yıllardır "afyon yetiştiren ülkelerden biri olarak" Türkiye her sefer uyusturuculuğu önleme komisyonuna bir üye veriyor. Ama, bu kez tüm cabalar boşa çıkıyor ve Türkiye dışlanıyor.

İkinci örnek yine Birleşmiş Milletler'den... Bu kez Kadın Hakları Komisyonu'na Prof. Emel Dođramacı aday oluyor ve Ankara Dođramacı'nun seçilmesi için yoğun çaba harcıyor. Sonuç, "hayal kırıklığı"...

Bu örnekler ile Özal'ın Mitterrand'la görüşme isteğine başlangıçta Paris tarafından "tavır alınması", her şeye rağmen, bir tutulamaz, karşılaştırılmaz.

Çünkü konu, "bir komisyonu üyelik seçimi değil" Türkiye Cumhurbaşkanı'nın Fransa'ya ziyaretidir. Özal'ın son Amerika gezisinde çeşitli kereler vurguladığı gibi, "Cumhurbaşkanları törenel devlet ziyaretleri yaparlar." Aynı bir protokolle düzenlenen "devlet ziyaretleri"...

Yoksa, bu biçimde "tatsız olaylarla iç içe" girmiş ziyaretler değil...

• SEMRA ÖZAL GİTMİYOR

Paris gezisinde bir başka ilginç olay, bir başka "tavır" da Ankara'dan... Yıllardır Turgut Özal'ın İran ve Irak gezileri haric, her gezisine katılan Semra Özal bu kez "son anda Paris'e gitmekten vazgeçiyor".

Önce protokol ve yolcu listesinde adı bulunan Semra Hanım dün son anda gitmekten vazgeçtiğini bildiriyor. Üstelik, her sefer "Muhtemelen Süleyman Sergisel"ni bizzat açan Semra Özal, bu kez Paris'te serginin açılışında hazır bulunmuyor.

Nedeni?... Nedeni açık: "Bayan Mitterrand'ın Kürt konusundaki tavrına tavır koymak..."

Semra Hanım, "Bayan Mitterrand'la karşılaşmak istemiyorum." Anadolu'ya gelecek Güneydoğu bölgesinde Kürtlerle görüşen, daha sonra Paris'te Kürtlerle ilgili konferansı düzenleyen ve bununla da yetinmeyerek Washington'da Amerikalı senatör ve milletvekilleriyle fiilen "Kürt kulisleri yürüten" Bayan Mitterrand'a Ankara böylelikle açık bir tavır alıyor, tepkisini dile getiriyor.

Bay Mitterrand, Bay Özal'ı "Lütfen kabul ederken" Bayan Özal, Bayan Mitterrand'ı "görmek istemiyorum".

Ne kadar gergin bir gezi değil mi?... Bayan Özal bu gerginliği yaratırken ne kadar haklı ise, Bay Özal "İle de Bay Mitterrand ile görüşmek istiyorum" derken, acaba ne kadar haklı?

gösterimi ise 16 şubattan itibaren Beyoğlu Dünya, Ortaköy Kültür Merkezi, Ankara Metropol ve Talip sinemaları, İzmir Köşk Sineması ve Mersin Kamer Sineması'nda gerçekleştirilecek.

Uzun süren uğraşlar sonunda ülkeye girişi sağlanan ve denetimden "kesiksiz" çıkan "Umut"un yönetmeni, senaryo yazarı ve baş oyuncusu Yılmaz Güney bugün yok aramızda. Ancak filme emeği geçen birçok kişi sinemada ya da başka alanlarda uğraşlarını sürdürüyorlar. Filmin ikinci yönetmeni ve Güney'in çok sayıda filmine emeği geçmiş Şerif Gören, 20 yıl öncesinin küçük oyuncusu Kürşat Alınacak, oyuncu Tuncel Kurtiz, müziklerini hazırlayan Arif Erkin, oyuncu Gülsen (Alınacak) Tunççekiç ve yapımcı Abdurrahman Keskiner belleklerinde arkaya itilmiş anılarını bir kez daha canlandırdılar.

İlk sözü filmin yapımcısı Abdurrahman Keskiner'e veriyoruz: "Aslında biz Umut'a başladığımızda iki sayfalık bir öykü vardı elimizde. Yılmaz Güney filmde kendi babasını oynuyordu ve filmi kafasında bitirmişti. Adana'daki çekimler sırasında bizim elimizde tam hikâye olmadığı için her gün yeni bir şey istiyordu bizden. Örneğin Adana Valikonag'ında beğendiği bir hurma ağacı vardı. Bunu kestirdik ve zorla çekim yerine taşıdık. Umut'un finalindeki ağaç budur."

Keskiner filme 170 bin lira harcadığını hatırlıyor 1970 yılında ve bir de film sansürece girmeden önce Adana'da bir gün oynadığını. "İrfan Atasoy filmin Adana işletmecisiydi. Film, Adana'da bir gece oynandı. Sonra sabah getirmişler filmi 'izleyici sevmedi' diye. Atasoy 62.500 liraya hakkını aldığı filmi zararına başkasına satmıştı o yıl."

Daha sonra filmi denetime gönderdiklerini söyleyen Keskiner şöyle devam ediyor: "Filmi reddettiler. Filmdeki arabaların kullanılamaz, atların da çok yaşlı olması nedeniyle. Daha sonra Danıştay kararıyla oynadı film."

1968-1974 arası Güney'le çalışan ve "Umut"un ikinci yönetmenliğini yapan Şerif Gören, önceleri filmin Yılmaz Güney'in var olan seyircisini memnun etmediğini belirtiyor ve ekliyor: "Film sansürece girmeden İstanbul Yener Sineması'nda (Sinepop) bir hafta oynadı. Güney'in seyircisinin alıştığı

bir tarz vardı. Bu seyirci, faytoncu Cabbar'dan hoşlanmadı. Film ödülleri kazandıktan sonra ikinci kez vizyona girdi ve büyük başarı kazandı. Bizim aydınımızın, Sinematek'in desteklediği bir film oldu. Sinematek, o güne kadar yerli filmleri desteklemez, reddederdi."

Filmin müziklerini hazırlayan ve bu çalışmasıyla Adana Altın Koza Film Şenliği'nde En İyi Müzik Ödülü'nü kazanan Arif Erkin'in "Umut"la ilgili hatırladıkları ise şunlar: "Meclidiyeköy'deki Lale Film Stüdyosu'na gittik. Filmin dublajı yoktu henüz. Yılmaz 'Fazla param yok' dedi. Mümkün olduğunca ucuz olması için müziklerini tek klarnete yaptık, ama iyi de oldu. Bir uzun havadan yola çıkarak yaptığımız film müziği büyük ilgi topladı ve ödül kazandı."

Filmde hurafelere inanan topal hocayı oynayan Osman Alyanak, "Umut"u şimdiye dek hiç görmedi. Bir süre Galatasaray'ın kaleciliğini de yapan Alyanak'ın film üzerine hatırladıkları şunlar: "Yılmaz Güney iyi bir rejisör, iyi bir senaryo yazarıydı. Çekimlerde güneş altında sıcakta çok sıkıntı çektik. Ayrıntılarla çok uğraştık. İstanbul dışında olduğum için filmi görmedim."

Filmde Cabbar'ın eşini canlandıran tiyatro sanatçısı Gülsen (Alınacak) Tunççekiç ise Yılmaz Güney'le ilgili anılarını taptaze koruyor. Ankara Büromuzdan Ayşe Sayın'ın görüntülediği Tunççekiç'in filmle ilgili söyledikleri şunlar: "Çekimler sırasında daha iyi tanıdım Güney'i ve hayran kaldım. Çok az konuşurdu, son derece saygılı ve sessiz bir insandı. Çekimler sırasında otele kalıyorduk. Bir gün onu yatağın üzerinde bağdaş kurmuş, başını omuzları arasına almış otururken gördüm. Uzun bir süre bu pozisyonunda kaldı. 'Ne yapıyorsun böyle?' diye sordum. 'Düşünüyorum, diyalogları yazacağım' dedi. Diyalogları bir gün öncesinde yazıyordu, ama tüm çatıyı kafasında kurmuştu."

Filmde Cabbar'ın oğlunu canlandıran Kürşat Alınacak, film çekildiği günlerde 8 yaşındaydı. "Benim için zor bir çalışmaydı" diyor Alınacak, "Umut"u seyredemediği için bugün filmle ilgili çekilmiş resimleri ve bir de filmde ağlaması gereken sahneleri hatırlıyor.

TERCÜMAN 15. 02. 1990

Özal'ın Paris gezisi de resmî değil

□ Bazı kaynaklar Özal'ın Fransız Cumhurbaşkanı ile görüşme randevusu için Türkiye'nin çok zorlandığını, "Evet" cevabının güçlüğüyle alındığını belirtiyor

SITKI ULUÇ

PARIS, (Tercüman) - Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın dün öğlen başlayıp akşam sona eren Paris ziyareti, ABD gezisindeki gibi "Resmî mi, değil mi?" tartışmalarına sebep oldu. Ankara, Cumhurbaşkanı'nın gezisinin "devlet ziyareti olmakla birlikte resmî nitelik taşıdığını" ileri sürerken, Paris, "Türk Cumhurbaşkanı'nın gayri resmî ziyaretinden"

söz etti ve "Fransa'yı şu veya bu sebepten ziyaret eden her cumhurbaşkanı gibi Özal da Elysée Sarayı'nda Mitterrand ile bir görüşme yaptı" dedi. Bazı kaynaklar Özal'ın Mitterrand ile görüşme randevusu için Türkiye'nin çok zorlandığını ifade ettiler. Turgut Özal, Paris'te yaptığı basın toplantısında, "Bu gibi ziyaretlerin ille de resmî ziyaret olması şart değildir" derken, Elysée Sarayı basın sözcüsü, "Özal ziyaretini biraz aceleye getirdi ve Mitterrand bunu kendisine söyledi" şeklinde açıklama yaptı.

Türkiye ile Fransa arasında gerginliğin temelini oluşturan Bayan Mitterrand, Kürtler ve Ermeniler konusunda takındığı tavrın yeni olaylara sebep olması tehlikesinin,

Semra Özal'ın hastalık gerekçesiyle Paris'e gelmemesi sayesinde önlendiği dün yeniden vurgulandı. Gerçekten, bu durumda Daniel Mitterrand "devre dışı" kaldı. Başkanlığı üstlendiği "Hürriyet Vakfı" temsilcileri ise, "Türk Cumhurbaşkanı'nın gayri resmî ziyareti süresince fikirlerini savunmak için herhangi bir girişimde bulunmayacaklarını" söylediler. Ancak, Özal ve Mitterrand'ın Muhteşem Süleyman Sergisi'ni açtıkları sırada korсан gösteri yapmak isteyen Kürt militanların "Hürriyet Vakfı himayesinde oldukları ve tutuklanmadan bu sayede kurtuldukları" öğrenildi.

İkili görüşmeler

Turgut Özal'ın Fransa ziyareti sırasında yaptığı ikili görüşmelerde Kıbrıs ve Türkiye -AT ilişkileri ön planda bulundu. Mitterrand, Özal'a

"Kıbrıs hep böyle bölünmüş olarak mı kalacak?" diye sorarak baskı yapmak istedi. Türk Cumhurbaşkanı, "Denktaş'ın meseleye kalıcı bir çözüm için gayret gösterdiğini, Avrupalılar'ın sadece Rum görüşünü dinlemelerinin bir hata olduğunu" söyledi ve "Federasyon zor bir olaydır. Baskı yapar, bu işi aceleye getirirseniz mesele ileride tekrar hepimizin başını ağrıttacaktır" dedi.

Turgut Özal, Mitterrand ve Rocard ile yaptığı ikili görüşmelerde de "Türkiye'nin AT başvurusuna gelen olumsuz cevaptan hayal kırıklığı duyduğunu" belirtti. Mitterrand, Özal'a "Şaşırmanız için gerek yok. Ben geçen görüşmemizde de size bunun böyle olacağını söylemiştim" cevabını verdi. AT konusunda Paris'de hiçbir destek bulunmayan Turgut Özal, daha sonra yaptığı basın toplantısında "AT'nin 1993 hedefine ulaşmasında zorluklar oldu-

ğunu müşahade ettim. Bu topluluğun akıbeti meçhul" anlamında açıklamalarda bulundu, ancak "Türkiye'nin dış politikasında önemli bir değişiklik olmayacağını" belirtti.

Paris Belediye Başkanı ve anamuhalefet lideri Jacques Chirac da, Özal ile ikili görüşmesinden sonra yaptığı açıklamada, "Ben Türkiye'nin AT'ye girmesine karşı değilim, ancak Türk işçilerinin serbest dolaşımı problemi var" dedi.

Özal, Paris'deki ikili görüşmeleri sırasında Doğu Bloku ülkelerinde ve Sovyetler Birliği'ndeki son gelişmelerin "temkinli değerlendirilmesi" gerektiği fikrini savunduğunu belirtti ve "Biz Türkiye'nin bütün bunları badiresiz atlattması için uğraşyoruz" dedi.

Turgut Özal ve François Mitterrand ikili görüşmelerinden sonra birlikte Muhteşem Süleyman Sergisi'ni açtılar.

Dokunulmazlıkların kaldırılması

6 milletvekili için usul hatası

ANKARA (Cumhuriyet Bırpsu) — TBMM Anayasa ve Adalet Komisyonu'nun altı milletvekilinin dokunulmazlığının kaldırılmasına ilişkin kararı verilirken "milletvekillerinin savunmalarının alınmaması" nedeniyle "usul hatası" yapıldığı ortaya çıktı. Ortak komisyonun SHP'li üyeleri de TBMM Başkanlığı'na başvurarak dokunulmazlıkların kaldırılması kararlarının yeniden değerlendirilmesini istediler.

Ortak komisyonun dün yapılan toplantısında, İhrami Binici (Bağımsız), Cavit Erdemir (DYP), Ali Topuz (SHP), Kazım Özey (SHP), Ali Rıza Sirmen (SHP), Beşir Çelebioğlu (SHP), Adnan Ekmen (Bağımsız), Önder Kırılı (SHP), Mehmet Seven (ANAP) haklarındaki dokunulmazlıkların kaldırılması dosyaları ele alındı. Komisyon TBMM içtüzüğüne 109 ve 111. maddelerine göre dokunulmazlıklarının kaldırılması istenen milletvekillerinin komisyonunda savunma hakları olduğuna karar

verdi.

Böylece komisyonun geçen hafta altı milletvekilinin dokunulmazlıklarının kaldırılmasına ilişkin kararının da hatalı olduğu kabul edilmiş oldu. Ortak komisyon haklarındaki dosyaların TBMM Genel Kurulu'na gönderilmesine karar verirken ilgili milletvekilleri Adnan Ekmen, Fikri Sağlar, Tevfik Koçak, Fuat Atalay, Mehmet Ali Eren ve İbrahim Aksoy'un savunmalarını almamıştı.

Öte yandan TBMM Milli Eğitim Komisyonu'nda da iki yasa tasarısı görüşülerek kabul edildi. Cumhurbaşkanı Turgut Özal'ın geri gönderdiği "kolay profesörlük" diye adlandırılan yasanın daha sonra görüşülmesi benimsendi.

Öğretmen ve eğitim uzmanı yetiştiren kurumlar arasında Dil ve Tarih Coğrafya Fakülteleri ile Fen Edebiyat Fakülteleri'nin de alınmasına ilişkin yasa tasarısı komisyonunda kabul edildi.

CUMHURİYET 16. 02. 1990

SU SORUNU:

'Diplomatik kulisin arkasında Irak var'

SEMİH İDİZ

ANKARA — Fırat'ın sularının paylaşımı konusunda Arap dünyasında son aylarda Türkiye aleyhinde yürütülen "diplomatik kulis" faaliyetlerinin arkasında esas olarak Irak'ın bulunduğu belirtiliyor.

Yetkili çevreler, bunun temelinde Irak'ın Türkiye ile değil Suriye ile olan sorunlarının yatığını kaydediyorlar.

Irak'ın Suriye ile arasının açık olduğunu anımsatan bu çevreler, Bağdat'ın Şam'ı ortak suların paylaşımı konusunda "üçlü müzakereler" çerçevesinde masaya oturtmak istediğini ifade ediyorlar.

Bu arada Ankara'daki Arap diplomatik kaynakları, Türkiye'nin 1988 yılında önerdiği "Barış Suyu" projesinin Körfez ülkeleri tarafından "çok yüksek maliyetli olduğu" gerekçesiyle askıya alındığını söylediler.

Yetkili çevreler, Fırat sularının paylaşımı konusunda Suriye ile Irak arasında da bir sorun olduğunu belirtiyorlar. Türkiye'nin Suriye'ye karşı belgelenmiş taahhütlerinin bulunmasına karşın, Şam ile Bağdat arasında böyle bir düzenlemenin olmadığını belirten aynı çevreler, şu görüşlere yer veriyorlar:

"Kaynağı Türkiye'de bulunan Fırat nehri 500 kilometre boyunca Suriye topraklarında aktuktan sonra Irak'a giriyor. Yani Türkiye Suriye'ye ne kadar su verir versin. Bu ülkenin Irak'la su paylaşımı sorunu duruyor. Körfez savaş boyunca İran'a açık destek veren Suriye ile Irak'ın arası açık. Bağdat, Suriye ile yeni bir ittifaka girmektense ortak suların paylaşımı konusunda Türkiye üzerinde baskı uygulama yöntemini benimsiyor. Kaynak ülke olan Türkiye'nin de katılacağı üçlü müzakerelerde her ülkenin su kotasının belgelenmesini istiyor."

Aynı çevreler, sular konusunun, "Türkiye'nin başını önümüzdeki yıllarda da ağrıtmaya devam edeceğini" bildiriyorlar.

Bu çerçevede Suriye'nin GAP projesi içindeki sulama sistemlerinin tamamlanacağı döneme yönelik endişeleri bulunduğunu belirtiyorlar.

Teknik açıdan Suriye'nin duyduğu bu endişelerin bir temeli olduğunu kabul eden bu çevreler, buna rağmen geliştirilebilecek ortak projelerle bu sorunların üstesinden kolayca gelinebileceğini vurguluyorlar.

GAP için iddia:

'Proje, ekolojik dengeyi bozabilir'

Merkezi San Francisco'da bulunan 'Uluslararası Nehirler Şebekesi' Örgütü, GAP'ın bölgede aşırı nüfus yığılmasına yol açacağını, proje kapsamındaki barajlara büyük miktarda toprak yığılabileceğini öne sürdü.

KAHİRE (AA) — Merkezi San Francisco'da bulunan uluslararası bir çevre örgütü tarafından yayımlanan raporda, Güneydoğu Anadolu Projesi'nin (GAP) bölgedeki ekolojik dengesi bozabileceği öne sürüldü.

Kahire'de yayımlanan Al Hayat gazetesinin haberine göre "Uluslararası Nehirler Şebekesi" adlı örgüt tarafından yayımlanan büyük miktarda önemli miktarda işgücüne ihtiyaç duyan projenin, bölgede aşırı nüfus yığılmasına yol açacağı belirtildi.

Raporda, yanlış zirai ve sınai politikalar izlenmesi durumunda GAP bölgesindeki bitki ve canlı türlerinin yok olacağı kaydedildi.

Raporda, GAP bölgesindeki vadilerde toprak erozyonu gözlemlendiği, bunun sonucunda barajlara büyük miktarda toprak yığılabileceği belirtildi.

Gazetenin görüşlerine başvurduğu Michigan Üniversitesi öğretim üyelerinden profesör John Collins, Fırat ve Dicle üzerindeki baraj ve sulama projelerinin suların kirlenmesine yol açacağı

görüşünü savundu.

Collars, Türkiye'deki sulama projelerinden dolayı barajlarda kullanıldıktan sonra diğer ülkelere akan sulara yüksek miktarda tarım ilacı ve suni gübre atıldığı bulunacağını iddia etti.

Amerikalı profesör, Fırat üzerindeki Türk projelerinin Suriye'ye akan yeraltı sularının miktarı ve kalitesini de etkileyebileceğini söyledi.

İngiltere'deki Lufborough Üniversitesi öğretim üyelerinden Profesör Neil Roberts de Irak'taki tarım alanlarında gözlenen tuz oranının, Türkiye ve Suriye'deki sulama projelerinde kullanılan suyun gelmesiyle daha da yükselebileceğini belirtti.

Uzun dönemde, özellikle Irak'ta Fırat nehrinin düzeyinde azalma olabileceğini kaydeden Roberts, Atatürk Barajı ve Suriye'deki Tabka Barajı'nın inşasından sonra Irak'a akan suyun yarı yarıya azalacağını iddia etti.

İngiliz profesör, Fırat nehrinin Dicle ile birleşerek oluşturduğu Şattülarap'a ulaşmadan kuruyabileceğini söyledi.

TERCÜMAN 17. 02. 1990

Almanya'daki "Pişmanlık Yasası"ndan yararlanacak ilk sanık olan Çetiner: "PKK, örgüt içindeki karşıt görüşlülere idam ederek ortadan kaldırmayı sürdürüyor"

PKK militanından korkunç itiraflar

BERLİN (A.A.) Federal Almanya'da geçtiğimiz yıl yürürlüğe giren "Pişmanlık Yasası"ndan yararlanan ilk sanık olan PKK militanı Ali Çetiner'in yargılanmasına Berlin 27. Ağır Ceza Mahkemesi'nde başlandı.

Dünkü duruşmada, Federal Başsavcı tarafından hem sanık hem de baştanık olarak gösterilen Ali Çetiner, iddianamenin okunmasından sonra yaptığı savunmada, PKK'nın, örgüt içindeki karşıt görüşlülere idam ederek ortadan kaldırmayı sürdürdüğünü söyledi.

Berlin Adliyesi'nde terör davaları için özel olarak hazırlanan 700 numaralı salonda yargılanan Ali Çetiner, kurşun geçirmez bir cam kafes içinde sürdürdüğü savunmasında, 80'li yılların ortalarında örgüt içindeki karşıt görüşlülere karşı uygulanan idam cezalarına yönelik eleştirilerde bulunduğu için, parti yönetiminin kendisini hedef aldığını bildirdi.

1986 yılında parti üst yönetimi tarafından Fransa'da, daha sonra da Federal Almanya'nın Duisburg kentinde mahkum edildiğini anlatan Çetiner, buradan sahte bir pasaportla İsveç'e kaçtığını ve 1988 yılında bu ülkede güvenlik makamları tarafından tutuklandığını bildirdi.

Çetiner, savcılık iddianamesinde yeralan cinayet işlediği yolundaki suçlamalarla ilgili savunmasını pazartesi günü duruşmada yapacağını söyledi.

Batı Berlin'de 1984 Haziran'ında eski PKK militanı Murat Bayraklı'ya karşı işlenen cinayette birinci derecede suçlu görülen Ali Çetiner'in, normal yasalara göre cinayet suçundan ömürboyu hapis cezasına çarptırılması gerekirken, pişmanlık yasası'ndan yararlanacak ilk sanık olarak 3 yıl hapis cezası ile kurtulması bekleniyor.

Pişmanlık Yasası'ndan yararlanacak olan Çetiner'in bölücü PKK örgütünün yapısı hakkındaki açıklamalarının, Düsseldorf Eyaleti Yüksek Mahkemesi'nde görülmekte olan 17 sanıklı PKK davasında delil olarak kullanılacağı da haber veriliyor.

"Cafer" kod adlı Çetiner, 1987 yılında üst düzey PKK militanları tarafından Marsilya'da ele geçirilmiş, ancak kaçmayı başararak sahte kimlikle İsveç'e girmişti. İsveç'te 1988 yılında tutuklanan Çetiner, 1989'da Federal Almanya'ya iade edilmişti.

Alman adli yetkilileri ile anlaşmaya varan Çetiner, Bayraklı cinayetinde emir vereni ve cinayeti işleyeni ele vermiş, PKK'nın iç yapısı hakkında önemli bilgiler anlatmış ve bunun yanı sıra 10 cinayet ve cinayet girişimi hakkında aydınlatıcı ipuçları vererek bir dizi tutuklamaya olanak tanımıştı. Ali Çetiner'in yargılanmasına 19 Şubat Pazartesi günü devam edilecek.



70 dolayında öğrenim göremeyen çocukları olduğunu söyleyen köylüler, durumu Kozakçioğlu'na anlattılar.

Hal sığınmacıları okul istiyor

ERGÜN AKSOY

CİZRE — Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçioğlu, Hakkâri'nin Çukurca'ya bağlı Andaç ve Beytüşşebap'a bağlı Toptepe köyünden "terör" nedeniyle göçerek Cizre toptan haline sığınan köylülere gıda yardımında bulundu. Köylüler, Cizre Belediyesi'nin, içinde oturdukları dükkânların bir ay içerisinde

boşaltılması için bildirimde bulunduğunu belirterek, "Devlet bize ev versin, bu sefaletten kurtulalım" diye yakındılar. Bölge Valisi Kozakçioğlu, "sığınmacı köylüler"e arsa ve para yardımında bulunulması için talimat verdi.

Geçen günlerde gazetemizde yer alan "İki köy halkı hale sığındı" başlıklı haber üzerine dün Mardin Valisi Aykut Ozan ile birlikte helikopterle Cizre'ye gelen Olağanüstü Hal Bölge

Valisi Hayri Kozakçioğlu, sebze haline sığınan köylülerin sorunları hakkında Kaymakam Mustafa Büyük ve RP'li Belediye Başkanı Hâşim Hâşimî'den bilgi aldı. Daha sonra "terör" nedeniyle iki ay önce Çukurca'nın Andaç ve Beytüşşebap'ın Toptepe köylerinden göçerek Cizre Sebze Hali'ne sığınan ve 26 aileden oluşan yaklaşık 200 köylüye un, şeker, yağ, çay ve pirinç yardımında bulundu.

CUMHURİYET 17. 02. 1990

*PKK ile çatışma:
Bir er şehit*

Altı çocuk rehin

Diyarbakır'a bağlı Batıkarakoç Köyü yakınlarında çıkan çatışmada bir eve kısırılan militanlar, köyden 6 çocuğu rehin aldılar. Karanlık nedeniyle operasyon bugüne bırakıldı.

DIYARBAKIR — (Cumhuriyet) — Çınar ilçesine bağlı Batıkarakoç Köyü yakınlarında güvenlik güçleriyle PKK militanları arasında çıkan çatışmada bir er şehit oldu, iki polis memuru da yaralandı. Bir evde kısırılan militanların köyden altı çocuğu rehin almaları nedeniyle operasyonun sonuçlandırılmadığı bildirildi. Çatışma aralıklarla sürüyor.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden edinilen bilgiye göre, Batıkarakoç Köyü yakınlarında bulunan terk edilmiş bir evde PKK militanlarının bulunduğunu belirleyen güvenlik güçleri, baskın düzenlediler. Güvenlik güçlerinin geldiğini gören militanlar da çevredeki evlerde bulunan altı çocuğu rehin alarak "teslim ol" çağrılarında silah ve makineli tüfeklerle yanıt verdiler. PKK militanlarının çatışma sırasında el bombaları da kullandığı bildirildi. Güvenlik güçlerinin evdeki çocuklar nedeniyle ancak özel harekât timlerinin gelmesinin ardından ve sadece evin çevresine ateş açtığı öğrenildi. PKK militanlarının ateşi sırasında iki polis memuru ve bir er yaralandı. Yaralı er Salih Keskin, daha sonra kaldırıldığı Diyarbakır Tıp Fakültesi Hastanesi'nde kurtarılamayarak yaşamını kaybetti. Polis memurlarından Cavit Karaca'nın ameliyata alındığı, hafif yaralanan Nurettin Atmaca'nın Devlet Hastanesi'nde tedavi altında tutulduğu öğrenildi.

Olağanüstü Hal Bölge Vali Yardımcısı Nafiz Kayalı, evde 6 militan bulunduğunun sanıldığı söyledi.

Kayalı, "Çember sürüyor. Ancak karanlık nedeniyle sabah beklemekte yarar görüyoruz, çünkü çocuklara bir zarar gelmesini istemiyoruz" dedi.

2000'E DOGRU 18. 02. 1990

SOVYETLER BİRLİĞİ / KENDİ GELECEĞİNİ TARTIŞAN AZINLIK

Glasnost aynasında Kürtler

Kürtler beş cumhuriyette yaşıyor: Ermenistan, Gürcistan, Azerbaycan, Türkmenistan ve Kazakistan. İlk ikisinde durumları iyi. Azerbaycan'da Kürtler'e karşı beyaz soykırım uygulanmakta. Sürgün Kürtler yurtlarına dönünce Moskova'da bahar yürüyüşü yapıp, hak aradılar. Ulusal birlik yeniden tartışılıyor. Sovyet Kürtleri Gorbaçov'dan umutlular. Öteki ülkelerdeki kardeşleriyle bağlantı kuruyorlar. Ama Kafkasya'da durum karışık.

Bugün Sovyetler Birliği toplulukları üzerinde özellikle Ermenistan, Gürcistan, Azerbaycan, Türkmenistan ve Kazakistan cumhuriyetlerinde yüzbinlerce Kürt yaşamakta. Bu beş cumhuriyetteki Kürtler'in dağılımı, kültürel ve toplumsal gelişimleri ve sorunları kendi aralarında bazı farklılıklar oluşturuyor.

Özellikle Ermenistan ve Gürcistan'daki Kürt toplulukları, kendi kültürlerini, kimliklerini ve dillerini geliştirmek için büyük bir çaba yürütüyorlar. Her iki cumhuriyette bugün bir Kürt kültürünün boy attığına tanık olunuyor. Bu kültür seferberliğine yüzlerce aydın, yazar, sanatçı ve bilim adamları katkı sağlıyorlar.

Bu gelişmelere karşılık, Azerbaycan Cumhuriyeti'ndeki Kürtler uzun yıllar kendi kültürlerinden yoksun bırakılmış, bilinçli bir asimilasyon politikasına tabi tutulmuşlar. Azerbaycan Komünist Partisi'nin kendisine seçmiş olduğu bu politika sonucunda, buradaki Kürtlerin sorunları uzun yıllar çözümsüz durumda.

İLK TEPKİ

Sovyet Kürtleri'nin ileri gelen aydınlarından bir grup, 1988 yılının Şubat ayında başta önemli yetkililer olmak üzere, basına bir açıklamada bulundular. Açıklamaya imza atanlar, Nado Mahmudov (Kültür Emekçisi), Şekroyê Xudo (Kürdoloji Bölüm Başkanı), Wezirê Eşo (Yazar), Tosinê Reşit (Yazar, Kimya Doktoru), Ahmedê Gozê (Gazeteci), Eliyê Evdilrehan (Yazar), Heciyê Cindi (Folklor Uzmanı), Elihanê Memê (Şair, Gazeteci), Çerkezê Reş (Filolog). Açıklamada kısaca Kürtler'in durumuna değinilmekte, Azerbaycan'daki Kürtler'in tarihi süreç içerisinde nasıl bir "Beyaz Jenosit"e tabi tutuldukları, pa-



KÜRTLER MOSKOVA'DA. 20 Mayıs 1989'da yapılan gösteri de tüm Kürtler'in biraraya getirilmesi istendi.

saportlarına "Azeri" damgası vurulduğu, 200.000 Kürt'ün Azerbaycan'da nasıl asimile edilmeye çalışıldığı anlatılıyor. Diğer yandan, Azerbaycan'ın aksine, Gürcistan ve Ermenistan Cumhuriyetleri'nde bugün Kürtler'in kendi dillerini ve kültürlerini geliştirmek için büyük olanaklara kavuştukları, bu konuda diğer halklar gibi özgürce hareket ettikleri vurgulanıyor. Bu yazılı açıklama, başta M.S. Gorbaçov olmak üzere, A.A. Gromiko, N.İ. Rijkov, K.S. Demirçyan ve K.M. Bakirov'a gönderilmiştir.

ETNİK BİLMECE

1923 yılında Sovyetler Birliği'nde ilk kez Kürt adıyla anılan ve Kürdistan Mıntıkası diye kaynaklara geçen bir yönetim birimi Azerbaycan sınırları kapsamında oluşturuldu. Başta Laçın kasabası merkez olmak üzere, Kerakuşlak, Kelbajar, Koturlı, Kubatlı, Kurdgaci ve Murathanlı yörelerini kapsayan Kürdistan Mıntıkası'nda oturanların büyük çoğunluğu Kürtler oluşturmaktaydı. Bu yıllarda Kürt dili ve kültürünün geliştirilmesi için Kürdistan Mıntıkası'nda bazı ön adımlar atıl-

dı, öğretmen kadrosu yetiştirilmeye başlandı. *Sovyet Kürdistanı* adlı bir gazete de çıkarılmaya başlandı. Lenin bu yıllarda, N.Narimanov'a gönderdiği bir telgrafta "... Povolci ve Kürdistan yoksullarına 40 milyonluk bir yardımda bulunun" demektedir. (V.İ. Lenin, Temel Eserler, Cilt 4, 3. Baskı, Sayfa: 100). Bu telgraf Lenin'in Kürtler'den söz ettiği biricik belge niteliğindedir. Yine, Kürt tarih uzmanı Prof. Şekroyê Xudo'nun bir yazısında belirttiği gibi Kürt yazarı Arab Şamilov'un bu yıllarda Lenin ile bir görüşmesi de olmuştur.

Azerbaycan'daki Kürtler'in durumu 1930 yıllarından başlayarak iyice kötüleşmeye başladı. Tanınan ulusal hakların tümü zamanla ortadan kaybolmaya başladı. 1926 istatistiklerine göre 42 bin olan Kürt sayısı, 1970 istatistiklerinde 5500. 1979 sayımlarına göre de artık "Azerbaycan'da Kürtler yoktur" denilmektedir. Bu Kürt topluluğunun Azerbaycan'da birden "yok oluşu" veya "kaybolması" kadar etnik bir bilmece örneğine rastlamak olanaksızdır.

Azerbaycan'daki Kürtler'e ilişkin

anti-demokratik uygulamalara yönelik olarak Kürtler'in değişik çabaları olmuştur. 1979 yılında Adilê Cemil adındaki bir Kürt'ün Azeri-liği kabullenmesi üzerine, Bakü'de 200 kişinin katıldığı bir yürüyüş düzenlenmiş, Adilê Cemil bu sırada yaralanmış, artan protestolar sonucunda Adilê Cemil'in Kürt olduğu tekrar nüfus kayıtlarına geçmiştir.

İKİNCİ HAKSIZLIK

II. Dünya Savaşı'nın kızıştığı yıllarda, Hitler Almanyası'nın özellikle Müslüman halklar üzerindeki hesaplarının ciddi bir sürece girdiğini görmekteyiz. Diğer bazı halklar gibi Müslüman Kürtler'in de Alman propagandasının etkisinde kalmaları için, 1937-1944 yılları arasında Kürtler'in yığınlar halinde Orta Asya Cumhuriyetleri'ne sürgün edildikleri görülüyor. Türkmenistan, Kazakistan, Kırgızistan'daki Kürtler'den bir kesimi ancak 1957 yılından sonra kendi topraklarına dönbilmişlerdir.

Gürcistan ve Ermenistan'dan bundan 50 yıl önce Kırgızistan'a sürgün edilen Kürtler'in bugünkü yaşamına ilişkin olarak 19.9.1989 tarihli *Pravda* gazetesinde yayınlanan bir haberde, buradaki Kürtler'in ne okul, ne öğretmen, ne de bir kültür merkezine sahip oldukları belirtilmektedir. TASS muhabiri M. Aşirbaeva, aynı haberinde tüm bu olanaksızlıklara rağmen, bu Kürtler'in ulusal değerlerini yitirmediklerini açıklamaktadır.

Pravda'nın 17.8.1989 tarihli sayısında yayınlanan ve SBKP'nin ülkedeki ulusal hareketlere ilişkin olarak hazırladığı Çağdaş Koşullarda Partinin Ulusal Politikası adlı platform taslağında, Kürtler'in bu yıllarda haksız olarak sürgün edildiği konusuna da yer verilmekte.

KÜRTLER'İN BAHAR YÜRÜYÜŞÜ

Bir yandan eski yaraların sarılması, diğer yandan özgür koşullar

RIYA TEZE (YENİ YOL) GAZETESİ. Ulusal birlik tartışmalarına yepyeni boyutlar kazandırıyor.

da kendi kültürlerini geliştirmek için, kendi sorunlarının daha iyi bilinmesi için, değişik Sovyet Cumhuriyetleri'nden gelen Kürtler 20 Mayıs 1989 günü Moskova'da bir miting ve yürüyüş düzenlediler.

Puşkin Meydanı'nda toplanan Kürtler, daha sonraları Kızıl Meydan'a doğru bir yürüyüşe geçtiler. Lenin ve Adsız Asker Anıtları'na birer çelenk bırakan Kürt topluluğunun temel istemleri arasında Kürt kültürünün geliştirilmesi, değişik nedenlerle dağıtılan Kürtler'in belli bir yerleşim bölgesinde bir araya getirilmesi, Azerbaycan'daki Kürtler üzerindeki kültürel baskının kaldırılması da var.

Aynı akşam Sovyet Televizyonu "İyi Akşamlar Moskova" adlı programda Kürtler ile yapılan söyleşiye ekrana getirdi. Kürtler'in yaptığı bu miting ve yürüyüşte, N. Nadirov, Eliyê Evdilrehman, Tosinê Reşit, Dr. Nazife Hefur birer konuşma yaparak, Kürtler'in değişik sorunlarını dile getirdiler.

Diğer yandan Kürtler sorunlarının daha iyi bilinmesi için tüm Sovyet çapında *Yekbûn* (Birlik) adında bir ilişki merkezi kurmaya da karar verdiler.

25 Mart 1930 yılında Kürtçe olarak çıkmaya başlayan *Riya Teze* (Yeni Yol) gazetesi yaklaşık 60 yıldır düzenli olarak yayımlanmakta. Bu gazete diğer yönüyle en uzun soluklu Kürtçe yayın organı sıfatını da taşımakta. 6.9.1989 tarihinde yayınlanan 4225. sayısıyla bu sıfatı kazanan *Riya Teze* gazetesi, aynı zamanda parti yayın organıdır.

1989 yılının ilk aylarında *Riya Teze* gazetesi biçim ve içeriğinde değişiklikler yaparak daha yetkin bir gazete haline dönüştü. Kürt kültürü, Kürt dili ve edebiyatı, Kürt tarihi, Kürdistan ve yurt dışındaki Kürtlere ilişkin olarak daha çok haber ve yorumlara yer vermeye başlayan gazete, Sovyet Kürtleri'nin tartışma ve ilişki platformu haline dönüştü. Ga-

SSCB KÜRTLERİNİN BAZI İSTEMLERİ

"Kültürel değerler geliştirilsin"

Sovyet Kürtleri'nin Azerbaycan'daki Kürtler'in uğradığı haksızlık ve II. Dünya Savaşı yıllarında sürgün edilen Kürtler'in, durumunun açığa kavuşturulması konusundaki iki temel istemi gündeki istemler arasında kültürel bazı istemler. Bu istemler son aylarda yavaş yavaş bir netlik kazanarak somutlaştılar.

- Sovyetler Birliği çapında, Kürt kültür değerlerinin geliştirildiği ve önemli etkinliklerin yapılabileceği bir Kürt Kültür Merkezi'nin kurulması.

- Latin harfleri temelinde bir eğitim ve öğretimin başlaması.

- *Riya Teze*, gazetesinin haftada üç kez çıkartılması.

- Başka ülkelerdeki Kürtler ile karşılıklı kültür alış-verişinde bulunmak için bir Kürt İlişki Merkezi'nin kurulması. Bu merkez tarafından Latin harfleriyle bir inceleme ve araştırma dergisinin Kürtçe olarak yayınlanması.

- Eski Kürt anıtlarının, yapı ve kültür ürünlerinin sergilendiği, bir Kürt Müzesi'nin kurulması.

- Tüm Sovyetler çapındaki görsel ve işitsel kitle iletişim araçlarında, örneğin merkezi radyo ve televizyon programlarında Kürtler'e daha çok yer ayrılması.


zete muhabirlerinden Timurê Xelil'in yeni biçimiyle *Riya Teze* gazetesini değerlendirdiği bir yazısında, geçen yıl okuyucu kesiminden sadece 17 mektup aldıklarını, halbuki bu yıl yalnız Nisan ayında geçen yıldan daha fazla mektup aldıklarını belirtmekte.

Dilinin sadeleştirilmesi konusunda, gazeteye bağlı bir terminoloji kurulu da oluşturuldu. Ayrıca gazetenin eski redaktörü Miroyê Eset yerine Titalê Efo getirildi.

YEZİDİ Mİ, KÜRT MÜ?

Sovyet Kürtleri, bugün daha özgür koşullarda yaşıyorlar. Her ne kadar kendilerine özgü bir dizi sorunları varsa da, büyük bir ekonomik, toplumsal ve kültürel güveneye sahipler. Sovyetler Birliği'ndeki Kürtler özellikle, I. Dünya Savaşı yıllarında ve daha sonraki yıllarda başlarından geçenleri henüz unut-

Пролетарскі Рух, шалог, дақын'



РІЯА ТӘЗӘ

УЛСАЛ КҮЛТҮР МӘДӘНІЯТІ БИР КИТАП КИТАПХАНАСЫ В СОВЕТСКОМ МИНИСТЕРСТВЕ КУЛЬТУРЫ И СПОРТА
УЛСАЛ КҮЛТҮР МӘДӘНІЯТІ БИР КИТАП КИТАПХАНАСЫ В СОВЕТСКОМ МИНИСТЕРСТВЕ КУЛЬТУРЫ И СПОРТА

№ 48 (4202)

ШӘМН

17 с

НҮҮМЕ

(НӘЗІРӘН)

САЛА 1800

Қазақ 2 қазак

МҮ САРА 1930-Н НӨШҮР ДӘРӘ © КӨБТӘ ДӘ ЧАРА ДӨРҮС

ГАВА ДӘРҲӨӨА

ҚОРҒАДА ДӘФКӘРҮН

Қазақ әдебиетінің тарихы мен мәдениетінің дамуына қосқан үлесі үшін біздің басымызға қол жеткізілген. Біздің басымызға қол жеткізілген. Біздің басымызға қол жеткізілген.

СӨРӘДАНА М. С. ГОРБАЧОВ ЛЬ РҒӨ

ШТУТГАРТ, 14 (ТАСС) 1989 жылғы 14 сәуірдегі мақаланың авторы. Мәтінді қарап шығаруға және баспаға жіберу үшін бізге хабарлама жіберіңіз. Мәтінді қарап шығаруға және баспаға жіберу үшін бізге хабарлама жіберіңіз. Мәтінді қарап шығаруға және баспаға жіберу үшін бізге хабарлама жіберіңіз.

muş değildirler. Bugün Sovyet Kürtleri arasında şekillenmiş olan ulusal bilinci kökleri bu yıllara kadar uzanmaktadır. Onlar kendilerini bugün sayısı 20 milyonu aşan kürt ulusunun bir parçası olarak kabul ediyorlar. Son yıllarda Sovyet Kürtleri arasında artan Latin harfleriyle okuyup-yazma isteği, bir bakıma Kürdistan'ın değişik parçalarında yaşayan Kürtler ile yurtdışında bulunan Kürtler arasında bir kültürel etkileşmeye duyulan gereksinimden,

ulusal bütünleşme ve ulusal birliğe duyulan gücü özlemden kaynaklanıyor.

Bugün özellikle Gürcistan ve Ermenistan'da yaşamakta olan Kürtler, dinsel inançları bakımından Yezidi Kürtler'dir. Onlar Müslüman Kürtler'e nazaran farklı inançlara sahiptirler. Yezidi Kürtler'den bazı unsurlar bu dinsel konularını ön plana alarak, bazen ayrı bir halk olduklarına dair görüşler de öne sürebilmektedirler. Aslında dinsel kutuplaşmalar ve gelişmeler bu konuda çıkarları olan bazı güçlerin etkisiyle ortaya çıkıyor. Ulusal birliği zedeleyen bu tür çıkışlar üzerine son aylarda Sovyet Kürtleri arasında bazı tartışma platformlarının oluştuğu görülüyor. Tartışmalar, özellikle *Riya Teze* gazetesi kanalıyla daha fazla okuyucu kesimini ilgilendirmeye başladı. Bu konuda tarih uzmanı Celilê Celil'in "Gelin Aklımızı Başımıza Toplayalım" adlı incelemesi ve filolog Çerkezê Reş'in "Yezidilik Nedir?" başlıklı yazısı, dinin bir ulusu belirleyen etmenlerden birisi olmadığı ve Yezidiliğin nasıl ortaya çıktığına ilişkin tartışmalara bilimsel bir açıklık getirmektedirler.

Kürtler arasında bazı dinsel sürüşmeleri yaratmak isteyen güçlerin olabileceği belirtiliyor. Kürtler'i karşı karşıya getirmek için çıkar odaklarının öne sürdüğü Yezidi-Müslüman çekişmesi, Sovyet Kürtleri'nin büyük bir çoğunluğu tarafından sert tepkiler ile karşılanıyor. *Riya Teze* gazetesinde yayımlanan okuyucu mektuplarında halkın bu tepkisini sezmek mümkün.

Bu Kürt topluluğu Sovyetler'de



YEKÛN (BİRLİK) Moskova'daki gösteride bu adla Kürtlerarası bir ilişki merkezi, kurulması kararlaştırıldı.

küçük bir azınlık oluşturmasına rağmen, dinamik ve yetişmiş bir güç olarak farklı parçalardaki ulusal hareketlerden hem etkilenmekte, hem de kültürel ve moral alanlarda bu hareketleri sınırlı da olsa uzaktan etkileyebilmektedir. Özellikle Sovyetler Birliği'nde oluşan Kürtler'e ilişkin çalışmalar ve Sovyet-Kürt yazarlarının sesi, çoktandır Sovyet sınırlarını aşan düzeye geldi. 1930 yılından beri Sovyetler Birliği Komünist Partisi üyesi olan ve 80 yaşına basan Kürt yazarı Celilê Celil, 24. 1.1988 yılında Gorbaçov'a yazdığı uzun mektupta, Sovyet kitle iletişim araçlarının aynı yıl Irak'ta Halepçe kentinde beşbin Kürt'ün zehirli gazlar sonucu yok edilmesi karşısındaki suskunluğunu eleştirmekte.

SBKP ülkedeki etnik hareketliliği ve kaynaşmayı devrimci bir çözüme kavuşturmak için konuyu özellikle son aylarda ciddi bir biçimde ele almaya başladı. Parti Merkez Komitesi'nin ulusal soruna ilişkin görüşlerinin yer aldığı "Çağdaş Koşullarda Parti'nin Ulusal Sorun Politikası" adlı uzun platform taslağının iki yerinde Kürtler'den söz edilmekte. 17.8.1989 tarihli *Pravda* gazetesinde yayımlanan bu metnin bir yerinde Kürtler'in II. Dünya Savaşı yıllarında sürgün edilmesi olayına değinilmekte, diğer bir kesimde de sorunun çözümü için bazı tedbirler alınması gereği dile getirilmektedir. Bu politik saptamalar teorik olarak Kürtler açısından önemli bir girişimi dile getirmektedir. Platform taslağında yer alan diğer önemli bir konu da, farklı cumhuriyetlerde yaşayan nicel olarak bir azınlık oluşturan Kürtler gibi küçük halkların

geleceğinin güvence altına alınması sorunudur.

Sovyet Yazarlar Birliği'nin yayın organı olan ünlü *Literaturnaya Gazete* 6.9.1989 tarihli sayısında felsefe doktoru Aleksandr Kapto'nun "Hümanizm ve Uluslararası İlişkiler" adlı uzun incelemesini yayımladı. Partinin ulusal soruna ilişkin platform taslağını değerlendiren bilim adamı 1930-50 yıllarında yapılan yığınsal sürgünlerde Kürtler'in başına gelenleri ağır bir darbe olarak nitelendirmekte, bunu Lenin'in ulusal soruna ilişkin tezlerinin bir tahrifi olarak yorumlamakta.

Kısacası, Kürt kültürünün geliştirilmesi, Kürtler'in daha büyük ulusal güvencelere kavuşması, diğer halklar gibi eşit haklara sahip olmaları konusunda perestroykanın en azından teorik olarak bir Kürt perspektifinin oluştuğunu belirtmek gerekir. Bu teorik perspektif alanında atılacak pratik adımlar, bu perspektifin gelecekte kazanacağı boyutları direkt etkileyecektir. Bu perspektif dışında, Sovyet Kürtleri'nin diğer bazı cumhuriyetlerde olduğu gibi, değişik bazı arayışlar ve alternatif çözüm yolları arama veya hareketler geliştirme düşüncesi oldukça zayıf. Kendi sorunlarını açık bir biçimde tartışmak ve toplumun ekonomik ve sosyal yaşamında yeniden bir düzenlemeye gerek duyan Gorbaçov'un, bu kez bazı güçler tarafından hedef gösterilmesi, Kürtler tarafından şimdilik makul görülmemekte. Kürtler belki de yaşam tecrübelerine dayanarak, daha fazla yapıcı olmaya büyük özen gösteriyorlar. □

P.ROHAT/STOCKHOLM

CUMHURİYET 18. 02. 1990

olmak" amacıyla Türkiye'de ve Batı ülkelerinde gültüklükleri "Kürtçülük" görüldü. Bu düpedüz bö- lüclük, ayrılıkçılık demektir. Birinci Dünya Sava- şı'nın sonunda Ermeniler şimdiki Kürtlerin oturduğu topraklar da içinde olmak üzere İta Kiliyya'ya (Adana ve İskenderun'a) kadar uzanan Büyük Er- menisten devleti kurma düşü arkanındaydılar. Bu- nu geçen ay çıkan "Ermeni Sorunu" başlıklı dört yazı içinde anlattım. Türkler ve Kürtler bu giriş- me karşı çıkıp "Ulusal Ant" (Misak-ı Milli) sını- ları içinde savaşarak Doğu'daki ve Batı'daki düşmanlarımızı bu sınırları dışına atıp Mustafa Ke- mal Atatürk'ün önderliğinde bağımsız Türkiye Cumhuriyeti'ni kurdular. Türkler ve başta saydı- ğım öbür etnik gruplar gibi Kürtler de bu cumhu- riyetin saygın vatandaşlarıdır. Ulusal Ant sınırlarından bir santiminden bile ayrılmalarına izin ve- rilemez. Bunu yıllar önceki bir yazımda, "Vatan- ımızı Türkistan, Kürdistan, Lazistan, Çerkezistan, Abazistan gibi kırıp cumhuriyetlere mi ayırma- ıstiyorlar?" diyerek bu sınırlarda şiddetle kınamaş- tım. Bölçülük akımı Kürtlerin değil, ancak düş- manlarımızın işine yarar.

Üçüncüsü; Doğu'da bir süreden beri tank oldü- ğümüz terör ve eşkıyalık sorunudur. Bunu ne ya- zık ki kimi Müslüman komşularımız destekliyorlar. Eşkıyanın barınacağı ve merkezleri onların toprağın- dadır. Bu teröristler yalnız Türklerin ve güvenlik görevilerinin değil, masum Kürt halkının da ka- dın, çocuk çocuk demeden, camna kıymaktadırlar. Kendilerince göya bağımsızlık savaşını yapıyorlar- lar. Böyle bağımsızlık savaşını yapamaz; silah silaha, ateş ateşle karşılıklı ve sonunda devlet bu acıma- sız eşkıyanın hakkından gelir. Ama zararı hepimi- ze olur.

★ ★ ★

Doğu halkı, özellikle Kürtler duygusal, vefalı in- sanlardır. Buna birçok kez tanık oldum. Dostluk- ları sağlamdır. Kürt yılı aşkın üniversite öğretim üyeliğim boyunca birçok Kürt öğrencim oldu. Bun- ların arasında aşiret başkanlarından birinin oğlu da vardı. Bunu ancak diplomasını aldıktan sonra söy- ledi ve beni Doğu illerinde bir geziye çağırdı. O sı- rada Hukuk Fakültesi Dekanı olduğumdan, işlerimin çokluğu dolayısıyla ne yazık ki bu çağı- rıya yanıtlanma olanağını bulamadım. Hâliâ tüz- lürüm.

Sevgi, dostluk, ekonomik kalkınma ve refah gö- rütere Kürt sorununun bir gün olumlu bir sonu- ca bağlanacağına inanıyorum. Ancak bugünkü soven Türkçe, tarikatçı ve militarist kafayla bu çö- züme varılmaz. Yetkililerin kulaqlarını önlere- koyarak, yurdun geleceği ve mutluluğu bakımın- dan sorunu çözümlenmek için gerçekçi biçimde dü- şümleri gerektiriyor.

(*) İsmail Hakları ve Türkiye'ye ilişkin 18 Şubat 1989 tarihli ve 24 Aralık 1989 tarihli kararname.

(**) Atatürk, Büyük Söyler'inde bu aşama zararı ve hayvına girişim ve haklarınıza anlatır (Velâdetle-çe- virdi, Say. 99, 107, 125).

ni Kürtleri Türkleştirme yoluna girmemelidir; çünkü bu olanaksızdır.

1942 yılında İstanbul Üniversitesi Rektörü'nün başkanlığında bir kurul ile birlikte "Elazig Üni- versite Haftası"na katılmışım. Kuruldaki öğretim üyeleri Halkevi Salonu'nda türlü konularda kon- feranslar verdiler. O tarihte "Kürt", "Kürtçülük" ko- nuları, daha önce belirtmiş olduğum gibi birer "fabu" idi. O zaman tuttuğum güncel ancak 1977 yayımlayabildim. Çünkü bu nazik konuyu dokü- man Doç. İsmail Beşikçi gibi nice bilim adamı ve yazar uzun süre hapiste yatmış, çile çekmişti. Gün- cenin konuya ilişkin bölümünü olduğu gibi bura- ya aktarıyorum:

"Buradaki halk kendi geleceğini sürdürmekte- dir. Elazig'da zıyaret ettiğimiz ilçelerde halkın gözü- me çarpan bir özelliği de onun aydınlar ve özellikle hükümet otoriteleri karşısında ırkçık oluşuydu. Bu- nun sebebi, Şeyh Sait ve Seyyit Rıza ayaklanma- larından beri Doğu bölgesinde uygulanan politikadır sanıyorum. Dersim'in merkezi Hozat kasabasında ziyaret ettiğimiz halkevinde isyana ka- tılıkları için idam edilen Demenan, Kureysin, Lâ- çin aşireti reislerinin ve daha birkaç isyanının resimlerini duvarda asılı gördüm. Buna ne gerek vardı ve bunun halkı ile ilgili neydi? Bu hareket, ibret duygusu değil, düşmanlık, öfde alma, hâlt za- manla, yersiz ve zararlı bir ayrı-gayrılık duygusu uyarılabildi. Oysa Kürtler ve Türkler aynı kök- ünden, aynı dinden kardeş insanlardır. Buranın insa- nını hor görmek değil, sevmek gerekir. Kısacası, Doğu'da Türk-Kürt ayrımı yapmaksızın sevgi ve kardeşlik politikası izlenmelidir. Bunun yolu ise Do- ğu sorununu kendi haline bırakmamak, bura hal- kını şeyhler, seyidleri ve zorba takımı elinden kurtarıp kazanmak, Türkçe bilmeyenlere Türkçe öğretmek, Doğu'ya kültür, beyinler ve refah gö- rülmektir. Bu işe ne kadar erken başlarsa o ka- dar iyi olur. Aksi takdirde bir gün çok büyük meselelerle karşılaşabiliriz. Şeyh Sait ve Seyyit Ri- za örnekleri bunu bize göstermiştir. (Ekim 1942.)"

★ ★ ★

Günümüzde Kürt sorununun üç yönü var. Birincisi; onların diline, kültürüne, folkloruna saygı göstermek, bu geleneklere bağlı olanları dö- ğal görmek, bu bağlılığı "Kürtçülük, bölçülük" olarak nitelendirmek, evrensel insan hakları baki- minden, ırk ayrımı gözetmeksin bütün Kürt yurt- taşlarını eşit haklı vatandaş olarak görmek ona göre davranmak; ayrıca bundan 48 yıl önce belirttiğim gibi oralara refah ve baidirlik götürmek, açık- çısı Ulusal Kurtuluş Savaşı'nın başındaki kardeş- lik ve elbirliği havasını yeniden kurmak gerekir. Ben inanıyorum ki Kürt vatandaşlarımızın ezici bir çoğunluğu da bu doğrultuda duygu taşımakta- dır.

İkincisi; şiddetle başvurmalılar bile birtakım ih- tiras sahiplerinin bağımsız ır Kürdistan'da "baş-

İnsan Hakları ve Türkiye

4. Kürt Sorunu (*)

HIFZI VELDET VELİDEDEĞLÜ

ta, Bolu ve Düzce'de patlak veren ve Türk elebaşı- larınca yönetilen iç isyanlar karşısında "devede kulak" boyutunda kalır.

★ ★ ★

Ulusal Kurtuluş Savaşı'nın kazanılması ve 1920'de hain Padişah Vahdetin hükümetince ka- bul ve tasdik edilen tutsaklık belgesi Sevr Antlaş- ması'nın tam bağımsızlık belgesi niteliğini taşıyan 1923 Lozan Antlaşması ile yitirilip geçersiz kılınma- sını bir türlü içine sindiremeyen, o zamanki can dü- şmanımız İngilizlerin, tarikatçılık ögesinden yararlanarak kıskırtıkları 1925 Şeyh Sait ayaklan- ması büyük boyutlara ulaşıp cumhuriyet ordusu- na aylarca uğraştırdıktan sonra Kürtlerle karşı- ülkede yaygın bir kışkırtılı ve güvenisizliğ doğdu. Birkaç yıl sonra başgösteren Seyyit Rıza ayaklan- ması bu güvensizliği pekiştirdi ve o tarihten beri ül- kemizde bir Kürt ve Kürtlük sorunu belirdi. Öyle ki Kürtlükten ve Kürtlerden söz açmak Türkler için bile tehlikeli duruma geldi. Osmanlı döneminde ge- nel kültür ve uygarlık açısından yüzyıllık boyu ih- mal edilmiş olan Güneydoğu bölgesi, sözünu ettiği başkaldırmalardan sonra yine öylece bira- kaldı. Kürtler, bağlı oldukları aşiretlerin yönetimi altında feodal yaşamlarını sürdürdüler. Türk yö- neticilerinin görevi de oralarda yeni bir kırpırdama olmamasına dikkat etmekten öteye geçmedi. O böl- gedeki imar hareketleri yapılmadı. Çağdaş kültür ora- lara hiç girmeydi. Halk orada Türkçe bile öğrenmedi. Bulgaristan'daki Türkler anadilleri gibi Türkçeyi deki Rum, Ermeni ve Yahudiler Türkçeyi çok güzel öğrendiler; çünkü öğrenme olanakları on- lara sağlandı. Eğer Kürtlerden büyük bir bölümü Türkçeyi öğrenemilse bunun sorumluluğu on- lara gerekli olanakları sağlamayan hükümetlerde- dir. Kürtçe konuşanlara, Kürtçe şarkı söyleyenlere çok öfkelenenler var. Pekiyi, Türkçe bilmiyorlar- sa ne yapısın onlar? İsteklerini nasıl anlatınsınlar? Yüzyıllardan beri atalarından gelen şarkılarını na- sil söylediler? Günümüzde mahkemelerde tanık- lık eden Kürtler, eğer Türkçe bilmiyorsa, ifadeleri bir çevirmen aracılığı ile alınıyor. Mahkemede Kürt- çeyi konuşacak, çarşıda pazarda, kahvede konuş- mayacak, olur mu böyle şey? Bunu yasaklamaya çalışmak insan haklarına aykırıdır. Kürtlerin bir yanda kendi dillerini konuşmasını doğal görmek, öte yanda ise onlara Türkçe öğretiminin ve çağdaş

Osmanlı döneminde "etnik sorun" diye bir kav- ram yoktu; çünkü Osmanlı devleti Türk, Arap, Ar- navut, Boşnak, Laz, Çerkes, Kürt, Abaza, hatta Gürcü gibi türlü etnik toplumlardan oluşmuş bir İslam imparatorluğuydu. İslam olmayanlar "azınlık" grubuna girerlerdi ve kendi özel ilişkilie- rinde Hıristiyan gelenek ve yasalarına göre cema- rıpta olursa olsun şeriat yasalarına bağlıydılar. Durum bu olunca Türkler ile başka ırklardan olan toplumlar arasında bir ayrım gözetilmezdi. Dahası, İslam peygamberi Arap ırkından olduğu için okumayı Türkler, "kavmi necibi Arap" (soylu ve imparatorluğu oluşturan öteki Müslüman top- lumlardan üstün tutardı.

Kısaca anlattığım bu duruma göre her etnik top- lumun kendi dilini konuşması, kamu düzenine ay- kırılı olmamak koşuluyla, kendi geleneklerini sürdürmesi doğal sayılırdı. Ben bu duruma çocuk- luğumda çok yakından tanık oldum. Çorum'da, büyük çoğunluğu oluşturan Türklerin içinde Kürt- ler, Çerkesler, çok küçük sayıda olmakla birlikte Gürcüler de barış içinde yaşardı. Kız alıp veriler- di. Babamın en büyük kardeşinin ve amcağının eşi Çerkes'ti. Baska bir amcağının eşi de Kürt idi. Ailenin küçükleri onları adlarıyla ya da "yenge" niteliyle değil "Kürt Nine, Çerkes Nine" diye çağırırdı. Adlarını hâliâ bilmediğim bu yenge- ler çok sevecen yaradılışlıydılar. Bizim böyle ses- lenişlerimizi doğal bulurdular. Annemin ölümünden sonra babamın seçtiği eş de Çerkes'ti. Küçük yaş- mızda bana ve kardeşime çok iyi baktı. Diyeceğim şu ki etnik gruplarla, herhangi bir yadırgama veya hortlama olmaksızın "hasır neşir" olmuşuk.

Ulusal Kurtuluş Savaşı -Araplar hariç olmak üzere- bütün bu etnik grupların, özellikle Kürtle- rin, Türklerle elbirliği yapması sayesinde kazanıl- dı. İlk Türkiye Büyük Millet Meclisi'ne üye olarak gelen Diyab Ağa, Reşit Ağa gibi aşiret beylerinin görüşmeleri şimdiki hâliâ gözümün önündedir. Ger- çi Güneydoğu bölgesimize gelen İngiliz ajanı Binbaş- ı Novlin (**) kıskırtması ile Milli Aşiretinden ve Be- dirhanilerden bir kısım Kürtler Ankara hüküme- tine ve Milli Mücadele'ye karşı çıkmak istemilse- de öteki aşiretlerinin sağlam tutumu ve bölgedeki Türk birikillerinin uyumluluğu sayesinde toprakları- mızı bırakıp Suriye'ye kaçmışlardı.

Burackta şunu hemen belirteyim ki, Kürtlerin bu hareketi, Yozgat'ta, Konya'da, Zile ve Tokat'ta-

Milliyet 19.02.1990

Yeni oluşum istifa getirdi

ANKARA, ÖZEL

SHP'den ihraç edilen ve istifa edenler tarafından başlatılan "Yeni Parti Yeni Oluşum" hareketinin Ankara'daki örgüt toplantısında SHP Ankara örgütünden 3854 kişinin istifa ettiği öne sürüldü.

Güney Park Düşün Salonu'nda bir araya gelen Yeni Oluşumcular, SHP'ye yüklendiler ve kuracakları sol partinin Türkiye'deki sol boşluğu dolduracağı iddiasında bulundular. Toplantıya katılmayan, ancak bir mesaj gönderen SHP eski Genel Başkanı Aydın Güven Gürkan da kaşarlanmış siyasetçilerin kullandıkları malzeme olunmamasını istedi.

SHP'den ihraç edilen ve istifa eden milletvekillerinden İbrahim Aksoy, Kenan Sönmez, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak, Tevfik Koçak, Kâmil Ateşoğulları, Arif Sağ, Fehmi Işıklar, Saîih Sümer, Mehmet Ali Eren, İsmail Hakkı Önal, Kemal Anadol ve Hüsnü Okçuoğlu'nun da katıldığı toplantıya halen SHP'den istifa etmeyen İçel Milletvekili Ekin Dikmen de katıldı. SHP'li Dikmen'e toplantıya katılanlar "İstifa, istifa" diye slogan attılar. Yeni Oluşumcuların toplantısında vatandaşlara basılı istifa dilekçeleri dağıtılırken, söz konusu dilekçeler ile Ankara örgütünden toplam 3854 kişinin SHP'den istifa ettiği duyuruldu.

Tertip komitesi adına konuşan Ankara Milletvekili Tevfik Koçak, SHP'nin militarizm ve sermaye ile birlikte olduğunu öne sürdü ve eski partisini devlet partisi olmakla suçladı. Koçak, "Türkiye'de sosyal demokrat parti yoktur. Merkez parti vardır. Umud kendi ellerimizdedir. Birinci hedefimiz demokratik hak ve özgürlüklerdir" dedi.

• GÜRKAN'IN MESAJI

Toplantıda Yeni Oluşum'un lideri konumundaki Aydın Güven Gürkan'ın da bir mesajı okundu.

Oluşturulmaya çalışılan yeni siyasal hareketin doğrudan SHP'ye ya da başka herhangi siyasal bir partiye yönelik olmadığını kaydeden Gürkan, halen varolan partilerin vatandaşın demokrasi, özgürlük, barış, adalet ve sosyal adalet özlemlerini ve istemlerini yeterince sahiplenemediğini savundu.

Gürkan, mesajında özetle şunları söyledi:

"Kendi ülkemizin konumu değil, ortak ev sahibi olmayı istemelisiniz. Yönetilen değil birlikte yöneten olmayı hedeflemelisiniz. İzleyici değil, belirleyen olmak durumundasınız. Kaşarlanmış siyasetçilerin kullandıkları malzeme olmaktan, doğrudan siyaset yapan güç olmayı becer-

melisiniz. Başkalarının aldığı kararların sonuçlarına katılan hafif kitleler olmak yerine, kararları oluşturan etkin, örgütlü kitleler haline dönüştürmelisiniz."

Ankara Örgütü tarafından hazırlanan "Demokrasi için yeni oluşum" başlıklı bildiri de SHP'nin demokrasi ve barış mücadelesinde kitlelerin gerisinde kaldığı ve düzen partisi konumuna düştüğü ileri sürüldü... Türkiye'nin tutarlı mücadele verecek bir siyasal partiye acil gereksiniminin olduğu vurgulanan bildiri de, "Düşünce ve örgütlenme özgürlüğü geliştirilmeden ve bugüne kadar hep yalnız algılanan

Kürt sorununa demokratik bir çözüm bulunmadan Türkiye'de demokrasi kurulamaz ve halkımız huzura kavuşamaz. Türkiye'nin öncelikle militarizmden arındırılmaya ve sivil toplumsal örgütlülüğe kavuşturulmasına gereksinim vardır" denildi.

• ANADOL'UN AÇIKLAMASI

İzmir Milletvekili Kemal Anadol da yaptığı açıklamada söz konusu Yeni Oluşum ile birlikte olmadıklarını belirterek, "Davet edildik, geldik, burada aktarılan görüşleri dinleyeceğiz" dedi.

TERCÜMAN 19.02.1990

General Matafyas'a Rum desteği

PKK'ya silâh, Kıbrıs Rum kesiminden gidiyor

TOKAY GÖZÜTOK

Yunanlı Korgeneral Matafyas tarafından eğitilen PKK örgütüne silâh ve cephanenin, Kıbrıs Rum kesiminden gönderildiği anlaşıldı.

Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da katliâm yapan PKK ile Kıbrıs Rum yönetimi arasındaki ilişkiyi ABD'nin Lefkoşe Büyükelçiliği güvenlik sorumlusu eski istihbarat subayı Stolyos Kurcas ile eski bir EOKA'cı olan Lefkoşe milletvekili Andreas Panayiotou sağlıyor.

Bu ikilinin PKK'nın para temini için organize ettiği uyuşturucu kaçakçılığında da etkili olduğuna dikkat çeken yetkililer, silâh temini ve sevkinde büyükelçilikte görevli Amerikalı askerlerin kullanıldığını bildiriyorlar.

Türk istihbarat ve güvenlik birimlerinin tesbitlerine göre; PKK örgütü ile Atina arasındaki ilişkinin meydana çıkmasından sonra Yunanlılar kendilerini milletlerarası platformlarda müdafaa edebilmek için "yardım ve dayanışma dernekleri" adı altında Yunanistan'da kurulmuş olan terör örgütlerinin faaliyetlerini Kıbrıs Rum kesiminde kaydırdılar. Özellikle PKK yanlısı örgüt ve dernekleri "Dayanışma" adıyla bir araya toplayan Yunanlılar ve Rumlar, bir süre önce Lefkoşe'de bir toplantı tertiplerler. Bu toplantıya PKK yetkililerinin yanısıra Kıbrıs Rum kesimini temsilen DKO (Demokratik Parti) milletvekilleri Petros Stylianou ve Andreas Pana-

yiotos, Yunanistan'ı temsilise Korgeneral Matafyas ile emekli amiral Naksakis katıldı. Toplantıda PKK'ya yapılacak silâh, cephaneye ve para yardımı ile diğer lojistik destek konuları görüşüldü.

Yasadışı işler ve esir ticareti

Öte yandan, Kıbrıs Rum kesimindeki Fileleftheros gazetesinin 23 Ocak 1990 tarihli nüshasında, "Kıbrıs Rum Yönetimi Topraklarında Yasadışı ve Kirli İşler" başlığı adı altında bir yazı yayımlandı. PKK, Kıbrıs Rum kesimi ve Yunanlı generaller arasında yapılan toplantıdan yaklaşık bir ay sonra yayınlanan bu yazıda Güney Kıbrıs'ta, başta silâh olmak üzere her türlü kaçakçılığın hatta "esir ticareti"nin bile yapıldığı fuhuş ve uyuşturucu olaylarının had safhada olduğu belirtildi. Takis Kunnafis imzası ile yayınlanan haberde, Rum kesimi topraklarının yasadışı ve kirli işlerle uğraşan yabancılara yuvalandıkları yer olduğu da bildirilerek, Rum yönetiminin bunlara göz yumduğu kaydedildi. Yazıda, Kıbrıs Rum kesimindeki olaylarla ilgili olarak şu bilgiler verildi:

"Kıbrıs Rum kesiminde halen 4 bin yasadışı mülteci, İnterpol tarafından aranan 300 kişi, pasaport kaybettiklerini iddia eden 1300 kişi, hava korsanı 300 kişi terörist veya terör eylemlerine katılmış 2 bin 500 kişi, haklarında tutuklama emri olduğu halde yakalanmayan bin kişi, uyuşturucu madde ve silâh kaçakçılığını organize eden bin kişi bulunuyor."



Çöken evdeki cesetler dozerle çıkarıldı

Çöken evin altında ölen iki teröristin cesetleri dozerlerle toprak altından çıkarıldı. Bu iki teröristin diğer arkadaşlarını kaçırmak için güvenlik kuvvetlerini ateşe oyaladıkları belirtildi.

Öldü denilen beş PKK'lıdan üçü kaçtı

● Diyarbakır'ın Batıkarakoç Köyü'nde güvenlik kuvvetleri ile PKK militanları arasında cuma sabahı saat 10.00'da başlayıp cumartesi günü saat 14.00'te biten çatışmada çöken evdeki beş teröristten 2'sinin ölü ele geçirildiği belirlendi. Diğer üç militanın ise bitişik evlere tüneller kazıp kaçtıkları anlaşıldı.

HÜRRİYET

19. 02. 1990

İhsan DÖRTKARDEŞ
Naci SAPAN

DIYARBAKIR, (hha)

DIYARBAKIR'ın merkez ilçesine bağlı Batıkarakoç Köyü'nde, güvenlik kuvvetleriyle 28 saat süren silahlı çatışmaya giren beş PKK'lı teröristten üçünün, akıl almaz bir biçimde kaçmayı başardıkları anlaşıldı. Çatışma sırasında çöken evin enkazı altından sadece iki teröristin cesedinin çıktığı bildirilirken, kaçan militanlar arasında bulunan Suriye uyruklu

"Erdal" kod adlı militanın örgüt sorumlusu olduğu anlaşıldı.

Cuma günü alınan bir ihbar üzerine, kent merkezine 15 kilometre uzaklıktaki Batıkarakoç Köyü'nde, Osman Kaya'nın evinde gizlenen PKK militanlarını ele geçirebilmek amacıyla geniş çaplı operasyon düzenleyen asker ve polis timleriyle militanlar arasında çıkan çatışma, 28 saat sonra sonuçlandırıldı. Üç teröristin, bitişikteki evlere kazılan tünellerden geçip asker ve polis çemberini gece karanlığında yarararak kaçtıkları anlaşıldı.

Milliyet 21. 02. 1990

APO çıkmazda

STOCKHOLM/PARIS/
DIYARBAKIR, (UBA)

YASADIŞI ayrılıkçı Kürdistan İşçi Partisi (Partiya Karkaren Kürdistan -PKK)'nın Genel Sekreteri Abdullah Öcalan, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde sürdürülen silahlı çatışmalarda bir çıkamazla karşı karşıya kalındığını kabul etti. Abdullah Öcalan, PKK'nın silahlı saldırıları sırasında düne kadar ısrarla savunduğu "korucuların kökünü

kazıma" politikasının da hatalı olduğunu belirtti. Abdullah Öcalan, "korucuları kazanma yerine, üzerine giderek sindirme" politikasının ters sonuç verdiğini söyledi. Öcalan, silahlı çatışmalarda hayatını kaybeden bazı PKK'lıları da "Hantal, tembел, hasta tipler" diye suçladı...

Partisinin yayın organı Serxwebun dergisine geçen yılın çalışmalarını değerlendiren ve elde edilen "hem olumlu,

hem de olumsuz" sonuçlara değinen Abdullah Öcalan, "bölge genelinde feodal aşiretçi önderliğinde yürütülen modern bir gerillaya sonuç alınmanın mümkün olmadığını" belirtti.

Bu konuda başarıya giden tek yolun feodal çitlerin yıkılmasından, eski geleneksel toplumun parçalanmasından ve işçi sınıfı ile belirli orandaki aydınların desteğinin alınmasından geçtiğini öne süren Abdul-

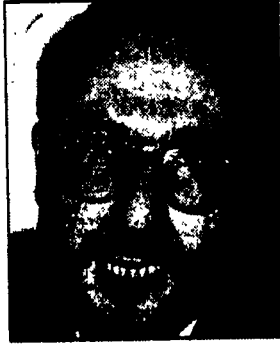
lah Öcalan, şöyle dedi:

"Savaş baştan beri parti çizgisi olarak ortaya çıkmıştır, Hilvan-Siverek deneyimine dayandırılmak istenmiştir. Ancak, bu pratikte vücut bulmamıştır. Ağır köylü özellikler taşıyan savaşçılarımız da bunu dar bir çerçeveden dışarıya taşıramamış, köylülerin çatışması niteliğinden kurtaramamıştır. Bir çıkamazla karşı karşıya kalmıştır."

Tercüman 21.02.1990

Irak Türkleri çeşitli bahanelerle katlediliyor

Kerkük'te Saddam soykırımı



□ Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'in Kerkük Türkleri'ni yoketme politikasını sürdürdüğünü iddia eden Irak Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği Başkanı Nemir Enver, "Türk kızları 30 bin dolar karşılığında zorla Araplar'la evlendiriliyor. Osmanlı'dan kalma tarihî eserler ile ünlü şairlerin mezarları imha ediliyor" dedi

□ Enver, "Yaklaşık 2 milyon Kerkük Türkü'nün yokolması için büyük gayret gösteren Saddam Hüseyin, akıl almaz zulüm ve işkence yapıyor. Bugün Bulgaristan'da yapılan soykırım, Irak'ın yanında hiç kalır" diye konuştu

MUSTAFA GÜNAYDIN

Irak Devlet Başkanı Saddam Hüseyin'in profesyonelce Kerkük Türkleri'ni yok etme politikasına devam ettiği öne sürülerek, "Türk kızları da zorla ve 30 bin dolar karşılığında Araplar'la evlendiriliyor" denildi.

15 yıl önce baskılar yüzünden Türkiye'ye kaçarak, 5 bin Kerküklü'yü biraraya getirmeyi başaran Irak Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği Başkanı Nemir Enver, 22 yıl önce darbe yaparak iktidara gelen Saddam Hüseyin'in Kerkük'te Osmanlı döneminden kalma tarihî eser ile ünlü şairlerin mezarlarının bile tahrip edildiğini belirtti.

ABD'nin Ortadoğu'da ikinci bir İsrail yaratmak için Irak'a destek verdiğini de ileri süren Enver, "2 milyon insanın yok olması için büyük gayret gösteren Saddam Hüseyin, öyle bir istihbarat ağı kurmuştur ki, Romanya'nın devrik lideri Çavuşesku'nun teşkilâtından daha büyüktür. Bu teşkilât, özellikle Irak'ta bulunan Türkler'e akıl almaz baskı ve zulüm yapıyor, katlediyor" dedi.

"Biz ne ayrı bir devlet, ne de savaş istiyoruz" diyen Irak Türkleri Kültür ve Dayanışma Derneği Başkanı Nemir Enver sözlerine şöyle devam etti:

"Biz Irak'taki Türkler, barış içinde birarada ya-

şamak istiyoruz. Türkiye'den istegimiz, Irak'ta yapılan baskıları uluslararası platformlara götürmesidir. Bugün Bulgaristan'da yapılan soykırım, Irak'ın yanında hiç kalmır. Saddam bu olayı uzun vadede ve sessizce yürütüyor. Türk hükümetinden, Atatürk'ün Kerkük konusunda gösterdiği hassasiyetin devam ettirilmesini bekliyoruz. Hükümet, hiçbir bağımız olmayan Peşmergeler'e insanlık adına nasıl sahip çıktysa, biz de anavatanımızdan bunu bekliyoruz."

Saddam döneminde Irak'ta 4 büyük katliâm yapıldığını da dile getiren Enver, "Bugün katliamlar değişik işkence ve yargılama olaylarıyla devam ediyor. Sözde, dost gördüğü Türkiye'yi dışarıdan parçalamak için Doğu'daki eşkıyaya destek veren Irak, eşkıyanın takibi için Türkiye'ye verdiği izni şimdi vermiyor. Saddam Hüseyin, soykırımını sadece Kerkük'te yapmıyor. Türkiye'de de faaliyetlerini sürdürüyor. Neredelerse olursak olalım, bizim güçlenmemizi engellemek istiyor. Birara 'Türkiye'de bulunan Türkler'i affettim' dedi ama gidenleri idam cezalarına ve hapis cezalarına çarptırdı. Bazılarını işkence ile öldürdü. Şu anda yapılacak en doğru şey, bir Türk heyetinin Irak'a giderek yapılanları yerinde görmesidir" şeklinde konuştu.

Milliyet 21.02.1990

PKK militanı Çetiner'den yeni itiraf: "Murat Bayraklı'yı biz öldürdük"

BATI BERLİN, AA
FEDERAL Almanya'da geçtiğimiz yıl yürürlüğe giren pişmanlık yasasından "ilk yararlanan sanık" olan eski PKK militanı Ali Çetiner, yargılanmakta olduğu Berlin 27. Ağır Ceza Mahkemesi'nde, 1984'teki Murat Bayraklı cinayetine katıldığını itiraf etti.

Çetiner, cinayetten, PKK militanı Ali Aktaş yönetimindeki 4 kişilik bir "ölüm komandosu grubunu" sorumlu tuttu. 1985 yılında başka bir cinayet suçundan Darmstadt'ta yargılanan Ali Aktaş, ömür boyu hapis cezasına çarptırılmıştı. Aktaş, Düsseldorf'ta devam etmekte olan PKK davasında da sanıklar arasında yer alıyor.

Çetiner'in ifadesine göre, PKK'dan ayrılan Murat Bayraklı'nın ölüm emri "Sadun" kod adlı ve PKK'nın ölen eski Avrupa sorumlusu tarafından verildi. Çetiner, öldürülmekten korktuğu için emre karşı gelmeye cesaret edemediğini söyleyerek, "Bayraklı'nın öldürülmesi bir hataydı" şeklinde konuştu.

Ali Çetiner, 3 Haziran 1984'te Bayraklı'yı sorgulamak için Berlin'e gittiğini ve onun ifadesini dinledikten sonra öldürülmesine gerek olmadığı kanaatine vardığını söyleyerek, "Ancak buna rağmen Ali Aktaş, Murat Bayraklı'nın nasıl öldürüleceğini anlatmaya başladı. Cinayetten sonra Murat Bayraklı'nın evini terk ettim ve onun öldürüldüğü haberini aldıktan sonra da 5 Haziran'da Hannover'e gittim" dedi.

Cumhuriyet 26.02.1990

RICHARD SCHIFTER'İN DEĞERLENDİRMESİ:

Türkiye'de insan hakları sorunu ciddi

ABD Dışişleri Bakanlığı İnsan Hakları ve İnsancıl Konulardan Sorumlu Bakan Yardımcısı Richard Schifter, Batı ülkelerinin hiçbirindeki insan hakları sorunlarının Türkiye'deki kadar ciddi olmadığını söyledi.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — ABD İnsan Hakları Raporu'nun baş mimarı Richard Schifter, Batı ülkelerinin hiçbirindeki insan hakları sorunlarının Türkiye'deki kadar ciddi olmadığını söyledi. ABD Dışişleri Bakanlığı İnsan Hakları ve İnsancıl Konulardan Sorumlu Bakan Yardımcısı Schifter, Türkiye'deki Kürtler konusunda bir soruya "Farklı diller konuşan azınlıkların oldukları gibi tanınmaları gerektiğini düşünüyoruz" karşılığını verdi. AGİK ülkelerinde yaşayan etnik grupların sorunlarının azınlık ve çoğunluk temsilcilerinin bir araya getirilerek çözülmesi için girişimler olduğunu da anlatan Schifter, "Bulgaristan, Avrupa Topluluğu'na katılmak istiyorsa etnik Türklere eşit haklar verilmelidir" diye konuştu.

ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı Richard Schifter Cumhuriyet'in Türkiye ve bölge ülkelerindeki insan hakları ve etnik sorunlar konularındaki sorularını yanıtladı.

— Dışişleri Bakanlığının ABD İnsan Hakları Raporu konusundaki ilk değerlendirmesi eleştiri yüküydü. Dışişleri kaynakları raporun karamsar olarak nitelendirildi. Bu yılki raporun geçen yıldan daha kötümser olduğu görüşüne katılıyor musunuz? 1989 raporunun Türkiye bölümü öncekilerle üslup ve değerlendirme açısından nasıl karşılaştırılabilir?

SCHIFTER: Bence rapor şu anda Türkiye'de insan haklarının ne ölçüde saygı gördüğünü ve devam eden sorunların düzeyini bizim için mümkün olan en iyi biçimde ortaya koyuyor. Genel olarak, son yıllarda Türkiye'de insan haklarına saygı konusundaki gelişmeleri not ettik, ancak süren sorunların düzeyini de kayda geçirdik.

— Türkiye'de insan haklarının durumunu diğer Batı ülkeleriyle nasıl kıyaslayabilirsiniz? Örneğin, raporda sürekli işkence iddiaları nedeniyle eleştirilen Türkiye'den başka Batı ülkesi var mı?

SCHIFTER: NATO ülkelerine ya da Birleşmiş Milletler Batı grubu ülkelerine soruyorsanız; evet, bu ülkelerde de bazı sorunların olduğunu söyleyebilirim, ama bunlar Türkiye'deki kadar ciddi sorunlar değildir. Türkiye'de temel sorun kişinin gözetilmesine alındıktan hemen sonra bir avukatla görüşmesine izin verilmemesidir. Sorun burada yatıyor. Sizin de bilebileceğiniz gibi, bu uygulama Batı ülkelerinin büyük çoğununda geleneksel değildir, yani onlarda gözetilmesine alındıktan hemen sonra bir avukata danışma hakkı vardır.

— Raporda Türkiye'deki etnik Kürtlerden de genişçe söz ediliyor. Bildiğiniz gibi, Lozan çerçevesinde Türkiye'de tanınan bir Kürt azınlığı yok. Sizce bu grup ne ölçüde tanınmalı? Ne tür etnik, lingüistik ve kültürel haklar verilmeli? ABD yönetiminin Türkiye hükümetine bu konuda önerileri oldu mu?

SCHIFTER: Türkiye'nin sınırlarının bütünlüğü konusundaki geleneksel duyarlılığının tümüyle farkındayız. Önce bunu belirtmek istiyorum. ABD bu sınırlara saygılıdır ve bu sınırları her zaman tümüyle tanımaktadır. Bu kapsam içinde, Helsinki Sonuç Belgesi'yle erişilen anlayışlara dikkat çekiyoruz. Ve gene bu kapsamda, ulusal azınlıkların, farklı diller konuşan azınlıkların oldukları gibi tanınmaları gerektiğini düşünüyoruz. Dayanak noktamız da Helsinki Sonuç Belgesi ve ondan sonra imzalanan anlaşmalardır.

— Bundan Türkiye'deki Kürtlerin Helsinki'de öngörülen unsurlara uygun bir yaşam sürmediği sonucuna çıkabilir mi?

SCHIFTER: Şu kadarını söyleyeyim; raporumuzdaki yorumlar her şeyi ortaya koyuyor.

— Raporun Yunanistan bölümünde Batı Trakya'daki Türk azınlığın haklarının ihlali konusuna yer verilmemesinin nedeni, ABD Dışişleri Bakanlığının bulgularının bu iddiaya ters düşmesinden mi?

SCHIFTER: Bu konuyu araştırıyoruz.

— Bu çerçevede, Türkiye'nin Batı Trakya'daki durum konusundaki AGİK sürecinin işletilmesini istemesi sizce haklı bir girişim olur mu?

SCHIFTER: Bu sorunu araştırıyor, inceliyoruz.

— Bulgaristan'daki yeni yönetim Jivkov döneminden farklı bir imaj yarattı. Bu ülkedeki Türk azınlığın durumunda ciddi iyileştirmeler yapılacağı konusunda umutlu musunuz?

SCHIFTER: Bunun gerçekleşeceğini umuyoruz. Yeni Bulgar yönetimi, Bulgaristan'daki etnik Türklere karşı izlenen tutumun yapılan en büyük hatalardan biri olduğunu kabul ediyor. Jivkov döneminde başka sorunlar da oldu, ama bu konu gerçekten de en ciddi insan hakları ihlali olarak ön plana çıktı. Benim ofisim bu sorunu yıllardan beri izliyor. 1985'ten beri konunun üstüne gidiyoruz. Sürekli biçimde üstüne gitmeye de devam edeceğiz. Bu noktayı vurgulamak istiyorum. İnanıyoruz ve umuyoruz ki, Bulgaristan eğer Avrupa'daki ülkeler birliğine katılmak istiyorsa etnik Türklere eşit haklar verilmesi gerektiğini Bulgar yönetimi de anlayacaktır.

— Strasbourg'da yirmi gün önce yaptığınız bir konuşmada etnik gruplararası çekişmeden (inter-ethnic strife) söz ettiniz. Sizce bu sorunun çözümünde AGİK süreci nasıl bir rol oynayabilir?

SCHIFTER: Bu çok karmaşık bir sorun ve AGİK süreci çerçevesinde çok kolay çözülebilecek bir sorun da değil. Ancak bizim şu anda üzerinde konuştuğumuz, gerçekleşeceğini umduğumuz konu, çeşitli etnik gruplardan insanların bir araya getirilerek birbirlerine hoşgörü göstermeyi öğretmek için fikir ve çaba değişiminde bulunmak. Bunu başaracağımızı umuyoruz. Bulgaristan konusuna dönecek olursak, hükümete etnik Türklere karşı her türlü ayrımcı-

lığa son vermesi için baskı yapmak, sorunun çok önemli bir bölümü ancak sadece bir bölümdür. Ama bundan ayrı olarak, Bulgar etnik kökenine sahip kişilerin biraraya gelmesini ve aralarında bir kardeşlik kurulmasını sağlamak da gereklidir.

— Bu çabalar Türkiye'deki Kürtleri de kapsayacak mı?

SCHIFTER: Sorunun AGİK süreci kapsamına giren bütün boyutlarıyla ilgilenmeyi umuyoruz. Bu, İspanya'daki Basklar, Kuzey İrlanda sorunu, benim ülkemdeki benzer sorunlar ve Kanada'daki Fransızlara da kapsayacaktır. Bütün sorunları kapsayacaktır.

— Avrupa'daki çeşitli partiler komünizmden uzaklaşırken komünist düşünce ve örgütlenme Türkiye'de hâlâ yasak. Sizce komünist örgütlenme serbest olabilir mi?

SCHIFTER: Size bu konuda Amerikan yasalarının nasıl olduğunu anlatayım. Tek başına ajitasyon ve düşüncelerin ifade edilmesi suç oluşturmaz. Eğer bu ajitasyonu ve düşünceleri bir şiddet eylemiyle bağlantılıysa o zaman suç oluşturur. Bu konunun bir yanı. Diğer yönü ise Sovyetler Birliği'ndeki gelişmelerin ışığında, komünist hareketin bir yeniden düzenlenme içinde olduğu açık. Eğer SBKP, proletarya diktatörlüğünün temel ilkelerini reddederse, o gün her komünist partisi için sorulacak soru bugün Moskova'da komünist çevrelerde gelişen düşünceleri benimsediği mi, yoksa beş on yıl öncesine takılıp kaldığı mıdır? Eğer ileri gider ve yeni programı kabul ederse, tabii ki artık bir sınıfın diğerini tahakkümü altına alması durumu ortadan kalkar. Zaten Komünist Partisi'nin uzaklaştığı şey, bütün bir sınıf savaşımı düşüncesidir. Ama eğer TKP atalet içinde kalmak istiyorsa bu, tümüyle farklı bir görüntü ortaya çıkarır.

24. 02. 1990



PKK davasında iki yaşlı sanığa beraat

DIYARBAKIR (Cumhuriyet) — Yasadışı PKK örgütü üyesi oldukları savıyla Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde haklarında dava açılan biri 64, diğeri 57 yaşında iki tutuklu sanık beraat etti. Yaşlı sanıklar duruşmada işkence gördüklerini ileri sürdüler. Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde dün yapılan duruşmada, tutuklu sanıklar **Mehmet Beyte** (64) ile **Hacı Beyte** (57) hazır bulundular. İddianameyi okuyan DGM Savcısı **Metin Yücel**, sanıkların oturdukları Siirt'in Şirnak ilçesi Gündoğmuş köyüne bağlı Zivingök

mezrasına 1989 yılının ilkbaharında gelen bir grup PKK militanının propaganda yaptıktan sonra örgütün köy komitesini oluşturduklarını belirtti. Savcı Yücel, oluşturulan köy komitesinde Mehmet ve Hacı Beyte'nin de yer aldıklarını, ayrıca bu sanıkların örgüte 500'er bin lira maddi yardımda bulduklarını öne sürdü. Duruşmada ilk savunmalarını çevirmen aracılığıyla Kürtçe yapan Mehmet Beyte ve Hacı Beyte suçlamaları kabul etmediler. Sanıklar, "**Zaten PKK'lıların korkusu yüzünden köyümüzün büyük bölümü göç etti.**

Polisler gözümüzü bağlayıp bizleri sürekli dövdüler. Okuma yazmamız olmadığı için de hazırladıkları ifadelere zorla parmak bastırıldılar" dediler. Sanık Hacı Beyte, gördüğü işkence sonucu sağ ayağında meydana gelen izleri çorabını çıkararak mahkeme heyetine gösterdi. Sanıkların avukatı **Fevzi Veznedaroğlu** da müvekkillerinin suçsuz olduğunu savunarak "**PKK örgütü bu yaşlı insanlara da ideolojisini kabul ettirebilmişse bunun adı halk savaşı olur. Güvenlik güçleri bu bölgeyi terk etsin**" dedi ve müvekkillerinin tahliyesini istedi.

26. 02. 1990

Cumhuriyet

27. 02. 1990

Zana beraat etti

■ **DIYARBAKIR (AA)** — Diyarbakır Sıkıyönetim Mahkemesi'nde yargılanırken, "Kürtçe savunma" yaptığı iddiasıyla hakkında 15 yıla kadar hapis cezası istenen Diyarbakır eski Belediye Başkanı **Mehdi Zana** beraat etti. Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nde bakılan davanın dünkü duruşmasına Aydın Cezaevi'nde tutuklu bulunan Mehdi Zana katılmadı. Belediye Başkanlığı döneminde örgüt üyesi olduğu ve ruhsatsız silah bulundurduğu gerekçesiyle yargılandığı Sıkıyönetim Mahkemesi'nde "Kürtçe savunma" yaptığı iddiasıyla hakkında suç duyurusunda bulunulan Mehdi Zana hakkındaki davanın dünkü oturumunda savcı esas hakkındaki mütalaasını okudu. Savcı, suç unsurlarının oluşmadığını ve bu nedenle takipsizlik kararı verilmesini istedi.

Lice'de çatışma

■ **DIYARBAKIR (Cumhuriyet)** — Diyarbakır'ın Lice ilçesinin kiral kesiminde güvenlik güçleriyle silahlı çatışmaya giren PKK militanlarından biri ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada bir er de şehit oldu. Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Banaz mezrası yakınlarında arama ve operasyonlar yapan güvenlik güçleri, önceki gece 22.45 sıralarında bir grup silahlı PKK militanı ile karşılaştı. Güvenlik güçlerinin "teslim ol" çağrısına PKK militanlarının ateşle karşılık vermesi üzerine çıkan çatışmada Hacı Varol adlı militan ölü olarak ele geçirildi. Çatışmada jandarma eri İhsan Mutlu da şehit oldu. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nden yapılan açıklamada, öldürülen PKK militanı ile birlikte bir tabanca ve çok miktarda tıbbi malzeme ele geçirildiği, gece karanlığından yararlanarak kaçan militanların yakalanması için de arama ve operasyonların sürdürüldüğü bildirildi.

Milliyet 27.02.1990

400 köy tamamen ya da kısmen boşaltıldı



TERK EDİLEN KÖY Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Hedik köyünün bir süre öncesine kadar 300 kişilik nüfusu vardı. Şimdi kimsesiz kaldı. Herkes göç etti köyden... Üç saat yürüdüktan sonra köye ulaşabilen muhabirimiz Namık Durukan, kartı dağların yamaçlarında beş bir köy buldu.
(Fotoğrafi: Ahmet KURT-DIYARBAKIR/MİL-HA)



GÖÇ HAZIRLIĞI Diyarbakır, Siirt, Mardin, Hakkâri, Van ve Tunceli'ye bağlı yaklaşık 400 köyde göç yaşanıyor. Köylerin bir bölümü tamamen boşaltıldı. Yıllarca kaldıkları köylerinden ayrılmak istemedikleri halde belirlen vatandaşlar, "Başka çare bulamadığımız için göçü düşünüyoruz" diyorlar.
(Fotoğrafi: Namık DURUKAN-DIYARBAKIR/MİL-HA)

Doğu'da terör göçü

● **CANLARINA YETİ** Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde terör olaylarının tırmanmasıyla birlikte başlayan göç sürüyor. Diyarbakır, Siirt, Mardin, Hakkâri, Van ve Tunceli'ye bağlı köylerin halkı baba ocaklarını tamamen terk etti

● **BÜYÜK KENTLERE** köylerini terk edenlerin büyük bölümünün yeni bir yaşam kurmak umuduydu öncelikle Adana, Izmir ve İstanbul'a göçtükleri belirtildi

DIYARBAKIR, MİL-HA

G ÜNEYDOĞU köylerinde bir süre önce başlayan göç, artarak sürüyor. Her gün boşalan köyler

bir yenisi ekleniyor. Yıllarca yaşadıkları köyleri terk edenlerin büyük bölümü Adana, Izmir ve İstanbul'a gidiyorlar. Diyarbakır, Siirt, Mardin, Hakkâri, Van ve Tunceli'ye bağlı yaklaşık 400 köy tamamen veya kısmen boşaldı. Bölgede terör korkusu ve ekonomik koşulların bozukluğu, köyden göçün en önemli iki nedeni olarak gösteriliyor.

Son olarak Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Hedik köyü de terk edilen yerler arasına girdi. Köye Lice'den üç saat yürüdüktan sonra ulaşabiliyor. 300 kişinin yaşadığı He-

dik'te şimdi tek insan yok. Evler harabe halinde... Çoğunun kapıları, pencereleri kırık, dökük haldedir. Köy meydanında kimse görülüyor. Burada yaşayanlar başka yerlere göç etmişler. Ekmeklerini yeni yetiştiriyorlar.

Diyarbakır'ın merkez, Lice, Dicle, Hakkâri'nin Şemdinli, Yüksekova, Beytüşşebab, Uludere, Çukurca, Siirt'in Erüh, Şirnak, Pervari, Mardin'in İdil, Cizre, Silopi, Tunceli'nin Ovacık, Nazımiye ve Van'ın Çatak ilçelerine bağlı yaklaşık 400 köyün görüntüsü

son olarak terk edilen Hedik'ten pek farkı değil. Bu köylerin bir bölümünde çok az sayıda insan bulunuyor. Ancak, onlar da göç hazırlığında. Yakın bir gelecekte kendilerine yeni bir yer bulacaklarını söylüyorlar.

Köyden göç, kent merkezine yakın yerleşim birimlerinde de görülüyor. Diyarbakır merkez ilçeye bağlı Batıkarakoç köyünde de göç olayı yaşandı. Geçen hafta bu köydeki bir eve sığınan PKK militanlarını yakalamak amacıyla düzenlenen ve üç gün süren operasyondan sonra bazı köyülere yöreyi terk

ettiler. Batıkarakoç'tan ayrılanlar Diyarbakır'ın merkezi ilçeye köylere yerleştiler. Bugüne kadar 400 köyden ayrılanların sayısı yaklaşık 50 bin olarak açıklandı.

● **SINIRI GEÇENLER DE VAR**

Göç edenlerin içinde sınırı geçenler de var. Irak ve İran sınırına çok yakın yerlerdeki köylerde bulunanların bazıları, komşu ülkelere gidiyorlar. Hakkâri'nin Uludere ilçesine bağlı Kayadibi köyünde yaşayanlar bir süre önce sınırı geçip komşu ülkelere göç ettiler.